

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME LXIII

1927

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N° 1476. — Estonie et Lettonie :	
Accord relatif à l'assistance sociale, signé à Tallinn, le 22 novembre 1924, avec protocole additionnel, signé à Tallinn, le 3 mars 1926, et échange de notes y relatif, de la même date	13
N° 1477. — Estonie et Suisse :	
Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention relative à la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905. Signée à Tallinn, le 29 octobre 1926 ...	23
N° 1478. — Grèce et Suisse :	
Convention provisoire de commerce, avec protocole additionnel. Signés à Athènes, le 29 novembre 1926	27
N° 1479. — Grèce et Suède :	
Convention de commerce, avec protocole final et protocole de signature. Signés à Athènes, le 10 septembre 1926	37
N° 1480. — Grèce et Italie :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole final, déclaration et second protocole, signés à Rome, le 24 novembre 1926, et échange de notes y relatif, de la même date	51
N° 1481. — Grèce et Italie :	
Convention pour l'exercice de la pêche maritime. Signée à Rome, le 24 novembre 1926	91
N° 1482. — Finlande et Lettonie :	
Echange de notes comportant un accord tendant à la suppression des visas pour les citoyens des deux Etats dans les relations réciproques. Helsingfors, le 14 mai 1927	97
N° 1483. — Islande et Union des Républiques soviétistes socialistes :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Moscou, le 25 mai 1927 ...	105

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME LXIII

1927

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Pages
No. 1476. — Estonia and Latvia :	
Agreement relating to Public Relief, signed at Tallinn, November 22, 1924, with Additional Protocol, signed at Tallinn, March 3, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	13
No. 1477. — Estonia and Switzerland :	
Declaration concerning the reciprocal Application of the Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, relating to Civil Procedure. Signed at Tallinn, October 29, 1926	23
No. 1478. — Greece and Switzerland :	
Provisional Commercial Convention, with Additional Protocol. Signed at Athens, November 29, 1926	27
No. 1479. — Greece and Sweden :	
Commercial Convention, with Final Protocol and Protocol of Signature. Signed at Athens, September 10, 1926	37
No. 1480. — Greece and Italy :	
Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol, Declaration and Second Protocol, signed at Rome, November 24, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	51
No. 1481. — Greece and Italy :	
Convention with regard to Sea Fishing. Signed at Rome, November 24, 1926	91
No. 1482. — Finland and Latvia :	
Exchange of Notes constituting an Agreement in view of the Suppression of Visas for the Nationals of the two States in their mutual Traffic. Helsingfors, May 14, 1927.	97
No. 1483. — Iceland and Union of Socialist Soviet Republics :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Arrangement. Moscow, May 25, 1927 ...	105

	Pages
N° 1484. — Allemagne et Estonie :	
Convention d'arbitrage et de conciliation, avec protocole final. Signés à Berlin, le 10 août 1925	111
N° 1485. — Allemagne et Union économique belgo-luxembourgeoise :	
Convention concernant le trafic frontalier, avec protocole final. Signés à Aix-la-Chapelle, le 15 juillet 1926	137
N° 1486. — Belgique et Royaume-Uni :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la transmission réciproque des informations concernant les aliénés. Londres, le 6 mai 1927	153
N° 1487. — Royaume-Uni et Siam :	
Convention d'arbitrage. Signée à Londres, le 25 novembre 1925	161
N° 1488. — Empire britannique et Grèce :	
Echange de notes comportant un <i>modus vivendi</i> réglant les relations commerciales entre la Grèce, d'une part, et respectivement d'autre part (1) l'Inde, (2) les Straits Settlements, (3) les Iles-du-Vent et (4) Ceylan. Athènes, les 11 septembre, 4, 17 et 26 novembre 1926	167
N° 1489. — Hedjaz et Soudan et Empire britannique :	
Accord relatif au câble télégraphique de Port-Soudan-Djeddah. Signé le 18 décembre 1926	185
N° 1490. — Grande-Bretagne et Espagne :	
Convention revisant certaines dispositions du Traité de commerce et de navigation anglo-espagnol du 31 octobre 1922, signée à Londres, le 5 avril 1927, et échange de notes y relatif, Londres, les 4-5 avril 1927	189
Echange de notes relatif à l'application à l'Inde des dispositions de cette convention. Saint-Sébastien, le 4 juillet, et Madrid, le 30 juillet 1927	191
N° 1491. — Suisse et Uruguay :	
Traité d'extradition, signé à Montevideo, le 27 février 1923, et protocole additionnel, signé à Montevideo, le 26 novembre 1926	207
N° 1492. — Brésil et Uruguay :	
Protocole additionnel au Traité d'extradition des criminels du 27 décembre 1916. Signé à Montevideo, le 7 décembre 1921	223
N° 1493. — Espagne et Uruguay :	
Traité d'arbitrage général obligatoire. Signé à Madrid, le 23 mars 1922	233
N° 1494. — Suède et Uruguay :	
Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux. Signée à Montevideo, le 24 février 1923, et échange de notes y relatif, de la même date	239
N° 1495. — Estonie et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, avec protocole additionnel. Signés à Tallinn, le 17 juillet 1926	255

	Pages
No. 1484. — Germany and Estonia :	
Convention of Arbitration and Conciliation, with Final Protocol. Signed at Berlin, August 10, 1925	111
No. 1485. — Germany and Economic Union of Belgium and Luxemburg :	
Convention concerning Frontier Traffic, with Final Protocol. Signed at Aix-la-Chapelle, July 15, 1926	137
No. 1486. — Belgium and United Kingdom :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Exchange of Information relative to Persons of Unsound Mind. London, May 6, 1927	153
No. 1487. — United Kingdom and Siam :	
Arbitration Convention. Signed at London, November 25, 1925	161
No. 1488. — British Empire and Greece :	
Exchange of Notes constituting a <i>modus vivendi</i> regulating the Commercial Relations between Greece, of the one part, and (1) India, (2) the Straits Settlements, (3) the Windward Islands and (4) Ceylon, of the other part. Athens, September 11, and November 4, 17 and 26, 1926.	167
No. 1489. — Hejaz and Sudan and British Empire :	
Agreement relating to Port Sudan-Jeddah Telegraph Cable. Signed December 18, 1926	185
No. 1490. — Great Britain and Spain :	
Convention revising certain Provisions of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, signed at London, April 5, 1927, and Exchange of Notes relating thereto. London, April 4-5, 1927	189
Exchange of Notes regarding the Extension to India of the Provisions of this Convention. San-Sebastian, July 4, and Madrid, July 30, 1927	191
No. 1491. — Switzerland and Uruguay :	
Extradition Treaty, signed at Montevideo, February 27, 1923, and Additional Protocol, signed at Montevideo, November 26, 1926	207
No. 1492. — Brazil and Uruguay :	
Additional Protocol to the Treaty for the Extradition of Criminals of December 27, 1916. Signed at Montevideo, December 7, 1921.	223
No. 1493. — Spain and Uruguay :	
General Compulsory Arbitration Treaty. Signed at Madrid, March 23, 1922	233
No. 1494. — Sweden and Uruguay :	
Convention for the Pacific Settlement of International Disputes. Signed at Montevideo, February 24, 1923, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date	239
No. 1495. — Estonia and Czechoslovakia :	
Convention relating to Extradition and Judicial assistance in Criminal Matters, with Additional Protocol. Signed at Tallinn, July 17, 1926	255

	Pages
N° 1496. — Pays-Bas et Suisse :	
Traité de conciliation. Signé à La Haye, le 12 décembre 1925	289
N° 1497. — Belgique et Lettonie :	
Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Bruxelles, le 11 octobre 1926	299
N° 1498. — Danemark et Suède :	
Arrangement relatif au traitement des voyageurs de commerce. Signé à Stockholm, le 8 mars 1927	315
N° 1499. — Allemagne et Lettonie :	
Convention sanitaire. Signée à Berlin, le 9 juillet 1926	321
N° 1500. — Danemark et Estonie :	
Convention de conciliation. Signée à Tallinn, le 18 décembre 1926	363
 ANNEXE XVII. — Présentations à l'enregistrement, adhésions, signatures, ratifications postérieurement échangées, etc.	
N° 13. — Convention radiotélégraphique internationale. Signée à Londres, le 5 juillet 1912.	
<i>Accessions</i>	374
Nos 15 et 16. — Convention de Berne révisée (9 septembre 1886) pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, signée à Berlin, le 13 novembre 1908, et protocole additionnel à cette convention, signé à Berne, le 20 mars 1914.	
<i>Adhésion</i>	375
N° 100. — Arrangement provisoire entre la Grande-Bretagne et la Suède, relatif à la navigation aérienne. Signé à Stockholm, le 16 février 1921.	
Echange de notes concernant la dénonciation par la Suède de l'arrangement ci-dessus. Londres, 30 septembre/13 octobre 1927	376
N° 269. — Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants, ouverte à la signature, à Genève, du 30 septembre 1921 au 31 mars 1922.	
<i>Adhésion</i>	378
N° 270. — Arrangement postal entre le Danemark et la Finlande. Signé à Helsingfors, le 19 mai, et à Copenhague, le 22 mai 1922.	
Amendements à l'arrangement ci-dessus	378

	Pages
No. 1496. — The Netherlands and Switzerland :	
Treaty of Conciliation. Signed at The Hague, December 12, 1925	289
No. 1497. — Belgium and Latvia :	
Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Brussels, October 11, 1926	299
No. 1498. — Denmark and Sweden :	
Agreement concerning the Treatment of Commercial Travellers. Signed at Stockholm, March 8, 1927	315
No. 1499. — Germany and Latvia :	
Sanitary Convention. Signed at Berlin. July 9, 1926	321
No. 1500. — Denmark and Estonia :	
Conciliation Convention. Signed at Tallinn, December 18, 1926	363
 ANNEX XVII. — Presentations for Registration, Adhesions, Signatures, Ratifications subsequently exchanged, etc.	
No. 13. — International Radiotelegraph Convention. Signed at London, July 5, 1912.	
Accessions	374
Nos. 15 and 16. — International Convention relative to the Protection of Literary and Artistic Works revising that signed at Berne, September 9, 1886, etc. Signed at Berlin, November 13, 1908, and Additional Protocol to this Convention, signed at Berne, March 20, 1914.	
Accession	375
No. 100. — Provisional Agreement relating to Air Navigation between Great Britain and Sweden. Signed at Stockholm, February 16, 1921.	
Exchange of Notes recording the Denunciation by Sweden of the above Agreement. London, September 30/October 13, 1927	376
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children, opened for Signature at Geneva from September 30, 1921, to March 31, 1922.	
Accession	378
No. 270. — Postal Agreement between Denmark and Finland. Signed at Helsingfors, May 19, and at Copenhagen, May 22, 1922.	
Amendments to the above Agreement	378

	Pages
N° 284. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France au sujet des actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 2 février 1922.	
Echange de notes concernant l'adhésion de l'Etat libre d'Irlande, de l'Irlande du Nord, de la Nouvelle-Zélande et du Territoire sous mandat des Samoa occidentales à la convention ci-dessus. Londres, les 4 avril/27 septembre 1927 ; 31 mai/27 septembre 1927 ; et 24 août/27 septembre 1927	383
<i>Accessions</i>	383
N° 297. — Convention portant réglementation de la navigation aérienne, signée à Paris, le 13 octobre 1919, avec protocole additionnel, signé à Paris, le 1^{er} mai 1920.	
<i>Adhésion</i>	389
N° 340. — Accord conclu entre l'Administration des Postes du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et l'Administration des Postes de l'Irak au sujet de l'échange des mandats postaux. Signé à Bagdad, le 28 novembre 1921, et à Londres, le 16 janvier 1922.	
Articles additionnels à l'accord ci-dessus, signés à Londres, le 25 juin 1927 et à Bagdad, le 25 juillet 1927	389
N° 557. — Arrangement entre les Administrations postales du Danemark et des « Straits Settlements » concernant l'échange des colis postaux. Signé à Copenhague, le 23 février, et à Singapour, le 25 avril 1923.	
Arrangement modifiant l'arrangement ci-dessus. Signé à Copenhague, le 8 février 1927, et à Kuala Lumpur, le 22 mars 1927	395
<i>Présentation</i>	395
N° 586. — Déclaration additionnelle à l'Arrangement provisoire du 16 février 1921, échangée entre la Grande-Bretagne et la Suède, concernant la navigation aérienne entre les deux pays. Signée à Stockholm, le 5 mars 1924.	
Echange de notes concernant la dénonciation par la Suède de la déclaration additionnelle ci-dessus. Londres, 30 septembre/13 octobre 1927	395
N° 603. — Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse. Signé à Zurich, le 27 janvier 1923.	
Protocole pour le règlement de certaines questions concernant l'interprétation du traité ci-dessus. Signé à Rome, le 24 septembre 1927	396
N° 771. — Accord postal entre le Danemark, la Norvège et la Suède. Signé à Christiania, Copenhague et Stockholm, le 26 juillet 1924.	
Accord modifiant, à partir du 1 ^{er} août 1927, l'accord postal susmentionné, ainsi que le Règlement d'exécution	407
N° 961. — Traité entre la Grande-Bretagne et la Lettonie pour l'extradition des malfaiteurs. Signé à Riga, le 16 juillet 1924.	
Echange de notes portant accession de certains Etats sous le protectorat britannique, à ce traité. Riga, le 16 novembre 1927	414
N° 991. — Convention de conciliation et d'arbitrage entre l'Estonie, la Finlande, la Lettonie et la Pologne. Signée à Helsingfors, le 17 janvier 1925.	
<i>Dépôt des ratifications</i>	414

	Pages
No. 284. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 2, 1922.	
Exchange of Notes recording the Accession of the Irish Free State, Northern Ireland, New Zealand and the Mandated Territory of Western Samoa to the above Convention. London, April 4/September 27, 1927, May 31/September 27, 1927, and August 24/September 27, 1927	383
<i>Accessions</i>	383
No. 297. — Convention relating to the Regulation of Aerial Navigation, signed at Paris, October 13, 1919, with Additional Protocol, signed at Paris, May 1, 1920.	
<i>Accession</i>	389
No. 340. — Agreement between the Post Office of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Post Office of Iraq for the Exchange of Money Orders. Signed at Baghdad, November 28, 1921, and at London, January 16, 1922.	
Additional Articles to the above Agreement. Signed at London, June 25, 1927, and at Baghdad, July 25, 1927	389
No. 557. — Agreement between the Postal Administrations of Denmark and the Straits Settlements concerning the Exchange of Postal Parcels. Signed at Copenhagen, February 23, and at Singapore, April 25, 1923.	
Agreement amending the above Agreement. Signed at Copenhagen, February 8, 1927, and at Kuala Lumpur, March 22, 1927	395
<i>Presentation</i>	395
No. 586. — Additional Declaration to the provisional Agreement of February 16, 1921, exchanged between Great Britain and Sweden, concerning Air Traffic between the two Countries. Signed at Stockholm, March 5, 1924.	
Exchange of Notes recording the Denunciation by Sweden of the above Additional Declaration, London, September 30/October 13, 1927	395
No. 603. — Treaty of Commerce between Italy and Switzerland, signed at Zurich, January 27, 1923.	
Protocol for the Settlement of certain Questions concerning the Application of the above Treaty. Signed at Rome, September 24, 1927	396
No. 771. — Postal Agreement between Denmark, Norway and Sweden. Signed at Christiania, Copenhagen and Stockholm, July 26, 1924.	
Agreement modifying as from August 1st, 1927, the above Agreement, and detailed Regulations... ..	407
No. 961. — Treaty between Great Britain and Latvia for the Extradition of Criminals. Signed at Riga, July 16, 1924.	
Exchange of Notes relating to the Accession of certain British Protected States to this Treaty. Riga, November 16, 1927	414
No. 991. — Conciliation and Arbitration Convention between Estonia, Finland, Latvia and Poland. Signed at Helsingfors, January 17, 1925.	
<i>Deposit of Ratifications</i>	417

	Pages
N° 1129. — Convention et Statut sur le Régime international des voies ferrées et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	417
<i>Adhésion</i>	417
N° 1163. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et l'Estonie. Signé à Tallinn (Reval), le 18 janvier 1926.	
Echange de notes portant adhésion à ce traité de certains colonies et possessions britanniques. Riga, le 11 juillet, et Tallinn, le 14 juillet 1927	418
N° 1168. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et turc, comportant un règlement provisoire des relations commerciales entre les deux pays. Angora, le 11 février 1926.	
Echange de notes prorogeant l'accord ci-dessus pour un nouveau délai de six mois, à partir du 15 août 1927. Angora, le 7 juillet 1927	420
N° 1205. — Convention d'extradition entre le Royaume-Uni et l'Estonie. Signée à Londres, le 18 novembre 1925.	
Echange de notes portant accession de certains Etats sous le protectorat britannique à cette convention. Tallinn (Reval), le 26 août 1927	423
N° 1279. — Convention entre la Pologne et la Suède concernant la navigation aérienne. Signée à Stockholm, le 1^{er} octobre 1925.	
<i>Dénonciation</i>	426
N° 1324. — Convention de bon voisinage entre les Gouvernements britannique et français pour le compte des territoires de Palestine, d'une part, de la Syrie et du Grand-Liban, d'autre part. Signée à Jérusalem, le 2 février 1926.	
Echange de notes amendant la convention susmentionnée. Jérusalem et Beyrouth, les 14 et 21 mars 1927	426
N° 1425. — Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, et déclaration y annexée. Signés à Londres, le 16 juillet 1926.	
Echange de notes concernant l'adhésion des Iles Falkland au traité ci-dessus. Athènes, le 4/8 juillet 1927... ..	428
N° 1458. — Echange de notes entre les gouvernements finlandais et suédois concernant l'égalité de traitement avec les marins suédois reconnue à certains égards aux marins finlandais, d'après l'article 42 de la loi suédoise des marins du 15 juin 1922. Helsingfors, le 1^{er} avril 1927.	
<i>Présentation</i>	430
N° 35 a). — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, signé à Madrid, le 14 avril 1891, révisé à Washington, le 2 juin 1911.	
<i>Position de l'Etat libre d'Irlande</i>	430
ERRATA	431

	Pages
No. 1129. — Convention and Statute on the International Régime of Railways and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	417
<i>Accession</i>	417
No. 1163. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Estonia. Signed at Tallinn (Reval), January 18, 1926.	
Exchange of Notes relating to the Accession of certain British Colonies and Possessions. Riga, July 11, and Tallinn, July 14, 1927	418
No. 1168. — Exchange of Notes between the Netherlands and Turkish Governments constituting a Provisional Settlement of the Commercial Relations between the two Countries. Angora, February 11, 1926.	
Exchange of Notes prorogating the above Agreement for a further Period of six months as from August 15, 1927. Angora, July 7, 1927	420
No. 1205. — Extradition Convention between the United Kingdom and Estonia. Signed at London, November 18, 1925.	
Exchange of Notes recording the Accession of certain British Protected States to this Convention Tallinn (Reval), August 26, 1927	423
No. 1279. — Convention between Poland and Sweden concerning Aerial Navigation. Signed at Stockholm, October 1, 1925.	
<i>Denunciation</i>	426
No. 1324. — Convention of Good Neighbourly Relations concluded on behalf of the Territories of Palestine, on the one part, and on behalf of Syria and Great Lebanon, on the other part. Signed at Jerusalem, February 2, 1926.	
Exchange of Notes amending the above Convention. Jerusalem and Beyrouth, March 14 and 21, 1927	426
No. 1425. — Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece, and Accompanying Declaration. Signed at London, July 16, 1926.	
Exchange of Notes recording the Accession of the Falkland Islands to the above Treaty. Athens, July 4/8, 1927	428
No. 1458. — Exchange of Notes between the Finnish and Swedish Governments concerning the equality of treatment with Swedish seamen in certain respects, granted to Finnish seamen under article 42 of the Swedish Law of June 15, 1922. Helsingfors, April 1, 1927.	
<i>Presentation</i>	430
No. 35 (a). — Arrangement for the Prevention of False Indications of Origin on Goods. Signed at Madrid, April 14, 1891, Revised at Washington, June 2, 1911.	
<i>Position of the Irish Free State</i>	430
ERRATA	431

N° 1476.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord relatif à l'assistance sociale, signé à Tallinn, le 22 novembre 1924, avec protocole additionnel, signé à Tallinn, le 3 mars 1926, et échange de notes y relatif, de la même date.

ESTONIA AND LATVIA

Agreement relating to Public Relief, signed at Tallinn, November 22, 1924, with Additional Protocol, signed at Tallinn, March 3, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N^o 1476. — ACCORD¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE, RELATIF
A L'ASSISTANCE SOCIALE. SIGNÉ A TALLINN, LE 22 NOVEMBRE
1924.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 4 juin 1927.

L'ESTONIE et LA LETTONIE, désireuses chacune d'assurer, en cas de nécessité, à ses ressortissants habitant le territoire de l'autre Etat l'aide sociale qui y est accordée aux nationaux, ont décidé d'entrer en négociations à ce sujet, et ont désigné comme leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Monsieur Kaarel Robert PUSTA, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Janis SESKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Estonie ;

Lesquels sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les deux Gouvernements d'Estonie et de Lettonie s'engagent à prêter assistance, par l'intermédiaire de leurs institutions gouvernementales et municipales respectives, aux ressortissants de l'autre Etat domiciliés sur le territoire de l'une des deux Parties contractantes. Les frais de cette assistance seront supportés par l'Etat d'où la personne est originaire.

Article 2.

Chaque cas d'assistance est porté aussitôt par l'institution intéressée à la connaissance de la légation ou de l'institution consulaire d'Estonie et de Lettonie dans le pays où l'assistance est prêtée, avec indication des circonstances mentionnées dans l'article 9 de cet accord.

Article 3.

L'assistance ne peut être prêtée qu'aux personnes qui, d'après les lois, règlements et coutumes en vigueur dans le pays de leur résidence, sont considérées comme ayant droit à l'assistance sociale.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 28 mai 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1476. — AGREEMENT ² BETWEEN ESTONIA AND LATVIA RELATING TO PUBLIC RELIEF. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 22, 1924.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place June 4, 1927.

ESTONIA and LATVIA, being equally desirous of ensuring that the nationals of one State living in the territory of the other State shall, in case of need, receive the same measure of public relief as is accorded therein to the nationals of the latter State, have decided to enter upon negotiations with this object and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

M. Kaarel Robert PUSTA, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Janis SESKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Estonia ;

Who have agreed on the following provisions :

Article 1.

The Governments of Estonia and Latvia undertake to extend public relief, through their governmental and municipal institutions, to each other's nationals domiciled in their respective countries. The costs of such relief shall be borne by the State of origin of the beneficiary.

Article 2.

Every case of relief shall be notified forthwith by the relieving institution to the Legation or Consular Office of Estonia or Latvia, as the case may be, established in the country in which the relief was afforded. This notification shall be accompanied by information on the points mentioned in Article 9 of the present Agreement.

Article 3.

Relief may only be afforded to persons who are regarded as being entitled to public relief under the laws, regulations and customs in force in the country of their residence.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, May 28, 1927.

Article 4.

L'assistance doit être prêtée en conformité des normes établies à l'égard des nationaux en Estonie et en Lettonie.

Article 5.

L'assistance peut être prêtée sous les formes suivantes :

- a) Placement dans des asiles et hôpitaux, ou dans des familles privées ;
- b) Inhumation des décédés.

Article 6.

Dans des cas exceptionnels, l'assistance peut affecter encore la forme de subsides en argent et en vivres.

Article 7.

Si la nécessité de l'assistance s'impose pendant une durée dépassant six mois, ou en cas de maladie chronique ou incurable, chacun des deux Etats sera en droit d'exiger le rapatriement aux frais de l'Etat dont la personne secourue est originaire. Le rapatriement ne peut pas être exigé dans le cas où il serait inadmissible pour raisons de santé ou circonstances de famille. Dans ce cas, l'assistance doit être accordée en conformité des dispositions du présent accord.

Article 8.

Les institutions d'assistance respectives présentent directement aux autorités compétentes d'Estonie et de Lettonie les comptes de l'assistance prêtée aux ressortissants de l'autre Etat. Ces autorités effectuent le remboursement par l'intermédiaire des missions diplomatiques ou consulaires de chacune des deux Parties contractantes.

Article 9.

Tout compte devra être accompagné des documents suivants :

- a) Certificat d'indigence de la personne assistée ;
- b) Passeport daté et numéroté attestant la nationalité de l'intéressé avec indication de l'institution qui l'a délivré et du lieu d'où il émane ;
- c) Diagnostic, dans le cas d'une assistance médicale.

Article 10.

Le règlement des comptes entre l'Estonie et la Lettonie devra avoir lieu tous les six mois. La présentation d'arriérés ne pourra être faite après le délai d'un an. Les comptes présentés après échéance de ce terme, seront considérés comme périmés.

Article 11.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur après l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu aussitôt que possible à Tallinn.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent accord.

Fait à Tallinn, le vingt-deux novembre mil neuf cent vingt-quatre, en deux exemplaires.

C. R. PUSTA.

J. SESKIS.

Article 4.

The relief shall be granted in accordance with the rules laid down for nationals in Estonia, or in Latvia, as the case may be.

Article 5.

The relief afforded may take the following forms :

- (a) Admission to homes, hospitals, or private families ;
- (b) Burial of deceased persons.

Article 6.

In exceptional cases relief may also take the form of grants of money or food.

Article 7.

When public relief continues to be necessary for a period exceeding six months, or when the case is one of chronic or incurable illness, the State concerned may require that the recipient of the relief be repatriated at the cost of the State of which he is a national. Repatriation cannot be insisted upon in cases in which it would be unjustifiable on grounds of health or family circumstances. In such cases, relief must be granted in conformity with the present Agreement.

Article 8.

The relieving institutions in each country shall submit accounts direct to the competent authorities of the other country in respect of relief afforded to the nationals of the latter country. The latter authorities shall effect repayment through the diplomatic or consular missions of their respective countries.

Article 9.

Every account must be accompanied by the following documents :

- (a) The certificate of indigence of the person to whom relief has been granted ;
- (b) Passport, dated and numbered, certifying the nationality of the person concerned and showing the authority which issued it, and the place where it was issued ;
- (c) A diagnosis of the disease, in cases of medical relief.

Article 10.

The settlement of accounts between Estonia and Latvia shall take place every six months. Accounts must not be submitted more than one year in arrears. Accounts submitted after the expiration of that period shall be regarded as having lapsed.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified and shall come into force after the exchange of the instruments of ratification, which shall be effected at Tallinn as early as possible.

In faith whereof the undersigned have signed the present Agreement.

Done at Tallinn in two copies on November the twenty-second, One thousand nine hundred and twenty-four.

C. R. PUSTA.

J. SESKIS.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

PORTANT MODIFICATION DES ARTICLES 8 ET 10 DE L'ACCORD ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE SUR L'ASSISTANCE SOCIALE. SIGNÉ A TALLINN, LE 22 NOVEMBRE 1924.

Le Gouvernement d'Estonie et le Gouvernement de Lettonie, désireux de coordonner les stipulations contenues dans les articles 8 et 10 de l'Accord sur l'assistance sociale signé à Tallinn, le 22 novembre 1924, avec les exigences pratiques révélées par la mise en vigueur dudit accord, ont résolu de modifier les stipulations contenues dans les articles susmentionnés dudit accord et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT D'ESTONIE :

Monsieur Antoine PIIP, ministre des Affaires étrangères ;

LE GOUVERNEMENT DE LETTONIE :

Monsieur Janis SESKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Estonie ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 8.

Les institutions d'assistance de chaque pays (article premier) présentent directement aux consulats de l'autre pays les comptes d'assistance prêtée aux ressortissants de ce dernier. Cette présentation devra avoir lieu dans un délai n'excédant pas une année, à compter du jour où l'assistance a été prêtée. Les comptes présentés après échéance de ce terme, seront considérés comme périmés.

Remarque.— Quant aux cas d'assistance prêtée avant la mise en vigueur du présent accord, les comptes respectifs doivent être présentés par chaque institution d'assistance au plus tard dans l'année qui suivra la mise en vigueur de la présente convention, avec la première présentation des comptes ordinaires, effectuée conformément à l'article 8. Toutefois, ils ne peuvent concerner que le temps postérieur au 22 novembre 1924. Tous les comptes concernant des cas d'assistance accordés avant le 22 novembre 1924, seront considérés comme périmés.

Article 10.

Les autorités compétentes de chaque pays procéderont deux fois par an, par intervalles de six mois, au règlement des comptes présentés. Ce règlement doit s'effectuer par l'intermédiaire des missions diplomatiques ou consulaires de chacune des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés ont arrêté le présent protocole, qui sera ratifié et entrera en vigueur le jour d'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Tallinn.

Fait en double exemplaire et signé à Tallinn, le 3 mars 1926.

A PIIP.

J SESKIS.

ADDITIONAL PROTOCOL

MODIFYING ARTICLES 8 AND 10 OF THE AGREEMENT BETWEEN ESTONIA AND LATVIA RELATING TO PUBLIC RELIEF. SIGNED AT TALLINN, NOVEMBER 22, 1924.

The Governments of Estonia and Latvia, being desirous of bringing the provisions contained in Articles 8 and 10 of the Agreement on Public Relief, signed at Tallinn on November 22, 1924, into line with the practical requirements revealed by the putting into force of that Agreement, have resolved to modify the provisions contained in the above-mentioned Articles of the said Agreement and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF ESTONIA :

M. Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF LATVIA :

M. Janis SESKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Estonia ;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 8.

The relieving institutions in each country (Article 1) shall submit directly to the consulates of the other country the accounts in respect of relief afforded to nationals of the latter country. These accounts must be submitted within a year of the time when the relief was granted. Accounts submitted after the expiration of that period shall be regarded as having lapsed.

Note. — With regard to cases of relief afforded before the coming into force of the present Agreement, the respective accounts must be submitted by each relieving institution within a year of the putting into force of the present Convention, together with the first ordinary accounts submitted in accordance with Article 8. They may, however, only refer to the period subsequent to November 22, 1924. All accounts concerning cases of relief afforded before November 22, 1924, shall be regarded as having lapsed.

Article 10.

The competent authorities in each country shall proceed to a settlement of the submitted accounts twice a year, at intervals of six months. This settlement shall be effected through the diplomatic or consular missions of each of the two Contracting Parties.

In faith whereof, the undersigned have drawn up the present Protocol, which shall be ratified and enter into force on the day of the exchange of the instruments of ratification, at Tallinn.

Done in duplicate and signed at Tallinn, March 3, 1926.

A. PIIP.

J. SESKIS.

TALLINN, le 3 mars 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En signant, du côté letton, le protocole additionnel portant modification des articles 8 et 10 de l'Accord sur l'assistance sociale entre la Lettonie et l'Estonie conclu à Tallinn, le 22 novembre 1924, je tiens à faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement letton entend que les comptes pour les cas d'assistance dont le début est antérieur à la date de signature de l'accord et où l'assistance a duré d'une manière ininterrompue après la signature, seront reconnus recevables et valables pour toute la durée du temps où l'assistance a été prêtée et devront être réglés conformément aux stipulations contenues dans ledit accord.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien m'en donner la confirmation au nom du Gouvernement d'Estonie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

J. SESKIS.

Son Excellence
Monsieur A. Piip,
Ministre des Affaires étrangères d'Estonie,
Tallinn.

TALLINN, le 3 mars 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception à Votre Excellence de la lettre par laquelle elle a bien voulu m'informer qu'en signant, du côté letton, le protocole additionnel portant modification des articles 8 et 10 de l'Accord sur l'assistance sociale entre l'Estonie et la Lettonie, conclu à Tallinn, le 22 novembre 1924, elle tenait à faire savoir que le Gouvernement letton entendait que les comptes pour les cas d'assistance dont le début est antérieur à la date de signature de l'accord et où l'assistance a duré d'une manière ininterrompue après la signature, seraient reconnus recevables et valables pour toute la durée du temps où l'assistance a été prêtée et devraient être réglés conformément aux stipulations contenues dans ledit accord, j'ai l'honneur de lui en donner confirmation au nom du Gouvernement d'Estonie.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

A. PIIP.

Son Excellence
Monsieur J. Seskis,
Envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Lettonie,
Tallinn.

TALLINN, *March 3, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

In signing on behalf of Latvia the Additional Protocol modifying Articles 8 and 10 of the Agreement on Public Relief concluded at Tallinn between Latvia and Estonia on November 22, 1924, I beg to inform Your Excellency that the Latvian Government agrees that accounts relating to cases in which relief was first granted before the signature of the Agreement and in which it continued uninterruptedly after signature, shall be recognised as admissible and valid for the whole of the time during which the relief was granted, and shall be settled in accordance with the provisions contained in the said Agreement.

I have the honour to request Your Excellency to confirm the above on behalf of the Government of Estonia.

I have the honour to be, etc.

J. SESKIS.

To His Excellency M. A. Piip,
Estonian Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

TALLINN, *March 3, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

I beg to acknowledge the receipt of Your Excellency's letter in which you inform me, in signing on behalf of Latvia the Additional Protocol modifying Articles 8 and 10 of the Agreement on Public Relief concluded at Tallinn between Estonia and Latvia on November 22, 1924, that the Latvian Government agrees that accounts relating to cases in which relief was first granted before the signature of the Agreement and in which it continued uninterruptedly after signature, shall be recognised as admissible and valid for the whole time during which the relief was granted, and shall be settled in accordance with the provisions contained in the said Agreement.

I have the honour to confirm the above on behalf of the Estonian Government.

I have the honour, etc.

A. PIIP.

To His Excellency
M. J. Seskis,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Latvia,
Tallinn.

N° 1477.

ESTONIE ET SUISSE

Déclaration concernant l'application réciproque de la Convention relative à la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905. Signée à Tallinn, le 29 octobre 1926.

ESTONIA AND SWITZERLAND

Declaration concerning the reciprocal Application of the Convention concluded at The Hague, July 17, 1905, relating to Civil Procedure. Signed at Tallinn, October 29, 1926.

N^o 1477. — DÉCLARATION¹ ENTRE L'ESTONIE ET LA SUISSE, CONCERNANT L'APPLICATION RÉCIPROQUE DE LA CONVENTION² RELATIVE A LA PROCÉDURE CIVILE CONCLUE A LA HAYE LE 17 JUILLET 1905. SIGNÉE A TALLINN, LE 29 OCTOBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le consul général d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 4 juin 1927.

En vue de déterminer en diverses matières les rapports juridiques entre LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LA CONFÉDÉRATION SUISSE, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, font d'un commun accord la déclaration suivante :

Les articles 1 à 24 de la Convention relative à la procédure civile conclue entre plusieurs Etats à La Haye, le 17 juillet 1905, seront appliqués, tant en Estonie, en faveur de la Suisse et des ressortissants suisses, qu'en Suisse, en faveur de l'Estonie et des ressortissants estoniens, sous réserve des dispositions suivantes relativement aux articles 1, 9 et 18 :

a) Les actes à notifier et les commissions rogatoires à exécuter (Articles 1 et 9) seront transmis directement par la Division de Police du Département fédéral de Justice et Police, à Berne, au Ministère de la Justice estonien, à Tallinn, et directement par le Ministère de la Justice estonien, à Tallinn, à la Division de Police du Département fédéral de Justice et Police, à Berne.

b) Les intéressés auront le droit de demander directement l'exécution des décisions visées par l'article 18 de ladite convention.

La présente déclaration sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berlin. La déclaration sortira ses effets dès l'échange des ratifications et demeurera en vigueur six mois après la dénonciation, qui pourra avoir lieu en tout temps.

En foi de quoi les soussignés, savoir :

Monsieur Friedrich AKEL, ministre des Affaires étrangères d'Estonie ; et
Monsieur Carl BOSSHARDT, consul de Suisse à Tallinn,

Dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration.

Fait à Tallinn, en double exemplaire, le vingt-neuf octobre mil neuf cent vingt-six.

Fr. AKEL.

Carl BOSSHARDT.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 24 mai 1927.

² DE MARTENS : *Nouveau Recueil général des Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1477. — DECLARATION ² BETWEEN ESTONIA AND SWITZERLAND, CONCERNING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE CONVENTION³ CONCLUDED AT THE HAGUE, JULY 17, 1905, RELATING TO CIVIL PROCEDURE. SIGNED AT TALLINN, OCTOBER 29, 1926.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and the German Consul General at Geneva. The registration of this Declaration took place June 4, 1927.

With a view to determining, in regard to various matters, the legal relations between THE ESTONIAN REPUBLIC and THE SWISS CONFEDERATION, the undersigned, duly authorised for this purpose by their respective Governments, have agreed to the following Declaration :

The provisions of Articles 1 to 24 of the Convention concerning civil procedure concluded between several Powers at The Hague on July 17, 1905, shall be applied in Estonia, in favour of Switzerland and Swiss nationals, and in Switzerland, in favour of Estonia and Estonian nationals, subject to the following reservations in regard to Articles 1, 9 and 18 :

(a) Acts which have to be notified and letters rogatory which have to be executed (Articles 1 and 9) shall be forwarded by the Police Division of the Federal Department of Justice and Police at Berne directly to the Estonian Minister of Justice at Tallinn, and by the Estonian Minister of Justice at Tallinn directly to the Police Division of the Federal Department of Justice and Police at Berne.

(b) The parties interested shall be entitled to make direct application for the execution of the decisions referred to in Article 18 of the aforesaid Convention.

The present Declaration shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Berlin. The Declaration shall take effect as from the date on which the ratifications are exchanged, and shall remain in force for a period of six months after its denunciation, which may take place at any time.

In faith whereof, the undersigned :

M. Friedrich AKEL, Estonian Minister for Foreign Affairs ; and
M. Carl BOSSHARDT, Swiss Consul at Tallinn,

Having been duly authorised for this purpose, have signed the present Declaration.

Done at Tallinn in two copies, this twenty-ninth day of October, One thousand nine hundred and twenty-six.

FR. AKEL.

C. BOSSHARDT.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, May 24, 1927.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

N° 1478.

GRÈCE ET SUISSE

Convention provisoire de commerce,
avec protocole additionnel. Signés
à Athènes, le 29 novembre 1926.

**GREECE
AND SWITZERLAND**

Provisional Commercial Convention,
with Additional Protocol. Signed
at Athens, November 29, 1926.

N° 1478. — CONVENTION PROVISOIRE¹ DE COMMERCE ENTRE LA GRÈCE ET LA SUISSE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 29 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne et le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 juin 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, désireux de favoriser les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention provisoire de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur P. A. ARGYROPOULO, ministre des Affaires étrangères; et

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur Eugène BROYE, chargé d'affaires de Suisse *a. i.*, à Athènes;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes se garantissent réciproquement en ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit, les droits et le traitement de la nation la plus favorisée.

Chacune des Parties contractantes s'engage, en conséquence, à faire profiter l'autre, gratuitement et immédiatement, de tous les privilèges et faveurs que, dans les domaines précités, elle a concédés ou concéderait à un Etat tiers, notamment quant au montant, à la garantie et à la perception des droits de douane, aux coefficients de majoration, aux entrepôts de douane, (y compris le régime concernant l'entrée, la sortie et la conservation des marchandises dans les ports francs, points francs ou magasins généraux) aux taxes intérieures, aux formalités et au traitement des expéditions en douane, ainsi qu'aux droits d'accise ou de consommation.

Sont exceptées, toutefois, les faveurs actuellement accordées, ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes, pour les habitants de certaines de leurs régions en vue de faciliter le trafic frontière, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue, ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties.

Article 2.

Sans préjudice aux dispositions qui précèdent, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance directe ou indirecte de Grèce, énumérés à la liste A, ci-annexée, bénéficieront à leur importation sur le territoire douanier suisse des droits d'entrée indiqués à ladite liste A.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 23 mai 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1478. — PROVISIONAL COMMERCIAL CONVENTION ² BETWEEN GREECE AND SWITZERLAND. SIGNED AT ATHENS, NOVEMBER 29, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne and the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place June 4, 1927.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC and THE SWISS FEDERAL COUNCIL, being desirous of encouraging commercial relations between the two countries, have decided to conclude a provisional-commercial convention and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency M. P. A. ARGYROPOULO, Minister for Foreign Affairs ; and

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Eugène BROYE, Swiss Chargé d'Affaires *ad interim* at Athens ;

Who, being duly empowered for the purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Contracting Parties guarantee to each other as regards importation, exportation and transit, the rights and treatment of the most-favoured-nation.

Each of the Contracting Parties undertakes in consequence to accord to the other, unconditionally and immediately, all privileges and facilities which, in the above-mentioned matters, it has granted or may grant to a third State, particularly as regards the amount of security required for, and manner of levying Customs duties, co-efficients of increase, bonded warehousing, (including the regulations connected with the entry, exit and maintenance of goods in free ports, free zones and general warehouses) internal taxes, the formalities and manipulation of goods within, the Customs-house and excise and consumption taxes.

These provisions, however, shall not apply to the facilities at present granted or which may be granted in the future to neighbouring States in the case of the inhabitants of certain districts in these States, with a view to facilitating frontier traffic, or the benefits accruing from a Customs union already concluded or which may be concluded in the future by one of the Parties.

Article 2.

Without prejudice to the foregoing provisions, the import duties shown in List A shall be applied to the natural or manufactured products originating in and coming directly or indirectly from Greece as indicated in List A on their importation into Swiss Customs territory.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Athens, May 23, 1927.

Article 3.

Les deux Parties contractantes s'engagent à ne pas établir et à ne pas maintenir, sur leurs importations ou exportations respectives, des prohibitions ou des restrictions quelconques, qui ne s'appliqueraient pas aux produits similaires en provenance ou à destination de tout autre pays.

Des exceptions pourront être faites toutefois en ce qui concerne les prohibitions ou restrictions visant :

- a) La sécurité publique ;
- b) La santé publique, ou la protection des animaux et des plantes contre les maladies, les insectes nuisibles et les parasites.

Article 4.

Si l'une des Parties contractantes frappe les produits d'un pays tiers de droits plus élevés que ceux applicables aux mêmes produits originaires de l'autre Partie, ou si elle soumet les produits d'un pays tiers à des prohibitions ou restrictions d'importations qu'elle n'applique pas aux mêmes produits de l'autre Partie, elle est autorisée, au cas où les circonstances l'exigeraient, à faire dépendre l'application des droits réduits aux produits provenant de l'autre Partie, ou leur admission à l'entrée, de la présentation de certificats d'origine délivrés par les autorités ou chambres de commerce qui seront, à cet effet, désignées par le pays d'exportation.

Si le pays d'importation exige le visa consulaire des certificats d'origine, le taux de ce visa ne pourra dépasser un franc-or ou drachme-or par pièce.

Article 5.

Chacune des Parties contractantes se réserve la faculté de soumettre à des taxes les produits qui sont grevés à l'intérieur du pays d'une taxe de fabrication ou autre, ou s'ils sont fabriqués avec des matières soumises à une telle taxe.

Toutefois, les taxes sur les articles importés ne peuvent être ni plus élevées ni plus onéreuses que pour les produits indigènes.

Article 6.

Les produits faisant l'objet de monopole d'Etat, ainsi que les matières propres à la fabrication de produits monopolisés, pourront, en garantie des monopoles, être assujettis à une taxe d'entrée supplémentaire, même si les produits ou les matières similaires indigènes n'y sont pas soumis.

Cette taxe sera remboursée si, dans les délais prescrits, il est prouvé que les matières imposées ont été employées d'une manière excluant la fabrication d'un article monopolisé.

Article 7.

Sous condition de réexportation ou de réimportation dans le délai de douze mois et sous réserve des mesures de contrôle, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

- 1^o Pour les objets à réparer ;
- 2^o Pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux de voyageurs de commerce, conformément aux dispositions de l'article 10 de la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève, le 3 novembre 1923 ;
- 3^o Pour les produits naturels ou fabriqués, destinés aux expositions, foires et concours internationaux.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; et vol. LIX, page 365, de ce recueil.

Article 3.

The two Contracting Parties undertake not to establish or maintain in the case of their respective imports or exports any prohibitions or restrictions which do not apply to similar products coming from or consigned to any other country.

Exceptions shall, however, be allowed in regard to prohibitions or restrictions imposed :

- (a) For reasons of public security ;
- (b) For reasons of public health, or for the protection of animals and plants against diseases, harmful insects and parasites.

Article 4.

Should one of the Contracting Parties levy on the products of a third country rates higher than those applicable to the same products originating in the territory of the other Party, or should it apply to the products of a third country import prohibitions or restrictions which it does not apply to the same products of the other Party, it may, if circumstances so require, make the granting of the reduced duties applicable to the products of the other Party or the admission of such products conditional upon the production of certificates of origin issued by officials or chambers of commerce to be designated for this purpose by the country of exportation.

Should the country of importation require a consular visa on certificates of origin, the fee for this visa shall not exceed one gold franc or gold drachma per certificate.

Article 5.

Each of the Contracting Parties reserves the right to levy taxes on products on which a manufacturing or other tax is levied in the country itself, or on goods manufactured with materials subject to such taxes.

Taxes on imported articles may not, however, be higher or more burdensome than those levied on native products.

Article 6.

Products which form a State monopoly and materials used for manufacturing such products may, for the protection of the monopoly concerned, be subjected to an additional import tax even if similar native products or materials are not liable to such taxation.

This tax shall be refunded if within the prescribed period it is proved that the taxed materials have been employed in a way precluding their use in the manufacture of monopoly products.

Article 7.

Provided they be re-exported or re-imported within twelve months, and subject to supervisory measures, the following goods may, as between the two countries, enter Customs free :

- (1) Articles to be repaired ;
- (2) Samples liable to Customs duties, including those brought by commercial travellers, in conformity with the provisions of Article 10 of the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, concluded at Geneva on November 3, 1923 ;
- (3) Natural or manufactured products intended for exhibitions, fairs or international competitions.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; and Vol. LIX, page 365, of this Series.

Article 8.

Les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la production d'une carte de légitimation, délivrée par les autorités de leur pays en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce dernier les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise, et d'y rechercher les commandes auprès des personnes ou maisons opérant la revente ou faisant un usage professionnel ou industriel des marchandises offertes, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays ne dépasse pas six mois. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où les voyageurs de commerce nationaux y sont autorisés.

La carte de légitimation mentionnée au premier alinéa doit être conforme au modèle annexé à l'article 10 de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève, le 3 novembre 1923.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, les Parties contractantes se réservant à ce sujet l'entière liberté de leur législation.

Article 9.

Les différends qui viendraient à s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention, y compris le protocole additionnel, et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, seront soumis, à la requête d'une seule des Parties, à un tribunal arbitral qui sera, en règle générale, composé de cinq membres, les Parties contractantes nommant chacune un arbitre à leur gré et désignant, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le surarbitre.

Le surarbitre et, le cas échéant, les arbitres à désigner, en commun, ne devront ni être des ressortissants des Etats contractants ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver à leur service.

Si la nomination du surarbitre et, le cas échéant, des arbitres à désigner en commun ou au gré de l'une des Parties n'intervenait pas dans les quatre mois qui suivent la notification d'une demande d'arbitrage, ils seront désignés, à la demande d'une seule des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale, ou, si celui-ci est ressortissant de l'un des Etats contractants, par le vice-président ou, si celui-ci se trouve dans le même cas, par le membre le plus ancien de la Cour.

Le tribunal se réunira au lieu désigné par le surarbitre. Il règlera lui-même la procédure. Ses sentences auront force obligatoire.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige a trait à l'interprétation ou à l'application de la convention, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage dans les mêmes conditions que celles prévues à l'alinéa premier du présent article.

Article 10.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Athènes dans le plus bref délai possible.

Elle entrera en vigueur le jour qui suivra sa signature. Elle est conclue pour la durée d'une année à partir de son entrée en vigueur; cependant, si elle n'est dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera prolongée par tacite reconduction pour une durée indéterminée. Elle pourra alors être dénoncée en tout temps et restera en vigueur pendant trois mois, à partir du jour de la dénonciation.

Article 8.

Traders, manufacturers and other producers of either of the two countries, and their commercial travellers, shall be entitled, on production of an identity card issued by the authorities of their country, and provided they comply with the regulations in force in the territory of the other country, to make purchases in the latter for their trade, industry or other undertakings, and may solicit orders from persons or firms who re-sell the goods offered or use them for business or industrial purposes, without being subjected, on this account, to the payment of any duty or tax, provided they do not remain in the country for more than six months. They may take with them samples or patterns, but not merchandise, except in cases in which commercial travellers of the country itself are authorised to do so.

The identity card mentioned in the first paragraph shall be in conformity with the specimen annexed to Article 10 of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, concluded at Geneva on November 3rd, 1923.

The above provisions shall not apply to itinerant trading, to peddling, or to the soliciting of orders from persons not regularly engaged in industry or commerce, with regard to which the Contracting Parties reserve entire freedom to legislate as they think fit.

Article 9.

Any disputes arising between the Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention, including the additional Protocol, which cannot be settled through the diplomatic channel within a reasonable time, shall, at the request of either of the Parties, be referred to an arbitral tribunal consisting as a rule of three members, the Contracting Parties each appointing one member and jointly nominating the chief arbitrator. If, however, one of the Parties so requests, the arbitral tribunal may be composed of five members, the Contracting Parties each appointing one arbitrator and jointly nominating three others, including the chief arbitrator.

The chief arbitrator, the jointly nominated arbitrators if any, may not be nationals of the Contracting States, nor be domiciled in their territory nor be engaged in their service.

Should the nomination of the chief arbitrator of the arbitrators to be nominated jointly or by one of the Contracting Parties if any not take place within four months following the notification of a request for arbitration, they shall be nominated, if one of the Parties so requests, by the President of the Permanent Court of International Justice, or, if the latter is a national of one of the Contracting Parties, by the Vice-President, or should the Vice-President be in a similarly position, by the senior member of the Court.

The tribunal shall meet at the place designated by the chief arbitrator. It shall establish its own rules of procedure and its decisions shall be binding.

Should there be any difference of opinion whether a dispute is concerned with the interpretation or application of this Convention, this prior question shall be submitted to arbitration in the same way as the other questions mentioned in paragraph 1 of the present Article.

Article 10.

The present Convention shall be ratified and the exchange of ratifications shall take place at Athens as soon as possible.

The Convention shall come into force on the day after its signature and shall remain operative for one year as from the date of its coming into force. Unless denounced three months before the expiration of this period, it shall be renewed by tacit agreement for an indefinite period and may then be denounced at any time, but shall remain in force for three months after the date of the denunciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Athènes, le 29 novembre 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) Eugène BROYE.

LISTE A.

PRODUITS GRECS ADMISSIBLES EN SUISSE AU BÉNÉFICE DES DROITS RÉDUITS.

Numéros du tarif suisse	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée par quintal
ex 33	Raisins secs de Corinthe	10
37 b)	Figues	10
72	Huiles comestibles : en récipients de tout genre pesant plus de 10 kg. :	10
160	Huile d'olives	10
	Eponges	35
	Soie et bourre de soie (chappe) pour le tissage : écruës, non moulinées :	
436	Grège	2
ex 482 b)	Tapis de laine à points noués	150
629 a)	Emeri brut	0,30
ex 632 a)	Emeri en poudre	6
	Résines de tout genre, pour usages industriels ; solides :	
989	Colophane	30
995	Essence de térébenthine	50

(Signé) P. ARGYROPOULO.

(Signé) Eugène BROYE.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de signer la Convention provisoire de commerce conclue à la date de ce jour, entre la Grèce et la Suisse, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus que les stipulations de la susdite convention seront, dès leur entrée en vigueur, intégralement applicables à la Principauté de Liechtenstein, aussi longtemps que cette dernière sera liée à la Confédération suisse par le Traité¹ d'union douanière du 29 mars 1923.

Fait, en double, à Athènes, le 29 novembre 1926.

(Signé) P. ARGYROPOULO.

(Signé) Eugène BROYE.

Pour copie conforme :

Rome, le 9 juin 1927.

Le Chancelier de la Confédération :

Käslin.

¹ Vol. XXI, page 231, de ce recueil.

In faith whereof, the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Convention and thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens on November 29, 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULO.

(L. S.) Eugène BROYE.

LIST A.

GREEK PRODUCTS ADMITTED TO SWITZERLAND AT REDUCED CUSTOMS RATES.

Nos. in the Swiss Tariff	Description of Goods	Import duties per quintal
ex 33	Dried Corinth raisins	10
37 b)	Figs	10
72	Oils (for table use) in any kind of receptacle weighing over 10 kilos :	10
160	Olive oils	10
	Sponges	35
	Silk and floss silk (chappe) for weaving : unbleached and unmilled :	
436	Raw silk	2
ex 482 b)	Knotted point wool carpets	150
629 a)	Raw emery	0.30
ex 632 a)	Powdered emery	6
	Resins of every kind for industrial use, in solid form :	
989	Colophony	30
995	Essence of turpentine	50

(Signed) P. ARGYROPOULO.

(Signed) Eugène BROYE.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Provisional Commercial Convention concluded this day between Greece and Switzerland the undersigned, being duly empowered for the purpose, have agreed that the provisions of this Convention shall, as soon as they come into force, apply integrally to the Principality of Liechtenstein as long as the latter remains bound to the Swiss Confederation by the Customs Union Treaty¹ of March 29, 1923.

Done in duplicate at Athens on November 29, 1926.

(Signed) P. ARGYROPOULO.

(Signed) Eugène BROYE.

¹ Vol. XXI, page 231, of this Series.

N° 1479.

GRÈCE ET SUÈDE

Convention de commerce, avec protocole final et protocole de signature. Signés à Athènes, le 10 septembre 1926.

GREECE AND SWEDEN

Commercial Convention, with Final Protocol and Protocol of Signature. Signed at Athens, September 10, 1926.

N^o 1479. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ENTRE LA GRÈCE ET LA SUÈDE. SIGNÉE A ATHÈNES, LE 10 SEPTEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 juin 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, désireux de favoriser les relations économiques entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Monsieur Périclès A. ARGYROPOULOS, ministre des Affaires étrangères ;
et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Son Excellence Monsieur le baron Jonas Magnus ALSTRÖMER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près la République hellénique ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités sur le territoire de l'autre Partie, sous tous les rapports, et, notamment, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice de métiers ou professions, du commerce, de l'industrie et de la navigation, le droit d'acquérir et de posséder des biens mobiliers et immobiliers et d'en disposer, ainsi que leur situation juridique, leurs droits et leurs intérêts, au moins aussi avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

2. Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les dispositions de droit commun en vigueur sur ledit territoire. Ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et libre accès auprès de toutes les autorités.

3. Ils n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie, ni pour leur personne ni pour l'exercice de leur métier ou profession, de leur commerce ou de leur industrie, ni encore en ce qui concerne leurs biens mobiliers et immobiliers, aucun impôt, taxe ou droit d'aucune sorte, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront perçus des ressortissants de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 27 mai 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1479. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN GREECE AND SWEDEN. SIGNED AT ATHENS, SEPTEMBER 10, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne and the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 10, 1927.

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of promoting economic relations between the two countries, have resolved to conclude a Commercial Convention and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

His Excellency Monsieur Pericles A. ARGYROPOULOS, Minister for Foreign Affairs; and

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

His Excellency Baron Jonas Magnus ALSTRÖMER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the Hellenic Republic;

Who, being duly authorised for this purpose, have agreed upon the following provisions :

Article I.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall, in all respects, and particularly as regards the establishment and carrying on of trades and professions, and of commercial, industrial and shipping enterprises, have the right to acquire, possess and dispose of movable and immovable property, and as regards their juridical status, and their rights and interests, shall enjoy in the territory of the other Party treatment at least as favourable as that which is accorded to nationals of the most favoured nation.

2. They shall be free to conduct their business in the territory of the other Party either personally or by representatives of their own choosing, without being subjected in this respect to restrictions other than those imposed by the laws and regulations in force in the territory concerned. Provided they conform to the laws of the country, they shall have the right to appear in court as plaintiffs or defendants and shall have free access to all the authorities.

3. Neither as individuals, nor in respect of the exercise of their trades, vocations, commerce or industry, nor as regards their movable and immovable property, shall they be required to pay in the territory of the other Party any duties, taxes or rates other or higher than those which are or may be levied on that Party's own nationals or on the nationals of the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Athens, May 27, 1927.

4. Les dispositions du présent article ne restreindront en rien le droit de chaque Partie de refuser aux ressortissants de l'autre Partie, dans des cas déterminés, soit en vertu d'une sentence judiciaire, soit pour des raisons de sûreté publique ou de prévoyance sociale, et notamment pour des motifs de police sanitaire ou de mœurs, l'autorisation de séjourner sur son territoire.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts sur le territoire de l'autre Partie de tout service militaire personnel obligatoire de l'autre et de toute taxe ou contribution remplaçant ledit service.

En ce qui concerne d'autres prestations et les réquisitions pour les besoins de la force armée, ainsi que tous emprunts et dons forcés, imposés par suite de circonstances exceptionnelles, il ne seront sous aucun rapport, en temps de paix ni en temps de guerre, traités moins avantageusement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

1. Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles, agricoles ou financières, y compris les compagnies de navigation et les sociétés d'assurance, qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et y sont légalement constituées, seront également reconnues, sur le territoire de l'autre Partie, comme possédant une existence légale et y jouiront notamment du droit d'ester en justice.

2. Les sociétés susvisées jouiront sur le territoire de l'autre Partie, tant pour ce qui concerne leur admission et leur fonctionnement qu'à tous autres égards, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 4.

1. Les produits du sol et d'industrie de la Suède ne seront pas assujettis, à leur importation en Grèce, et les produits du sol et d'industrie de la Grèce ne seront pas assujettis, à leur importation en Suède, à des droits ou taxes d'aucune sorte, autres ou plus élevés que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

2. L'exportation de produits à destination du territoire de l'une des Parties, ne sera pas assujettie dans d'autre Etat à des droits ou taxes d'aucune sorte autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus à l'exportation de produits similaires à destination de la nation la plus favorisée à cet égard.

3. Les objets passibles de droits d'entrée qui seront importés d'un pays dans l'autre comme échantillons, jouiront de l'exemption des droits d'entrée et de sortie dans les mêmes conditions que les objets similaires importés du territoire de la nation la plus favorisée.

Article 5.

Les droits et taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, communes ou des institutions publiques, qui grèvent ou pourraient, par la suite, grever la production, la préparation, le transport ou la consommation d'un article, ne pourront, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Etat plus lourdement ou d'une manière plus gênante que les produits similaires de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les deux Parties contractantes s'engagent à n'établir ni à maintenir aucune prohibition ou restriction relative à leurs importations réciproques qui ne s'appliquerait pas, dans les mêmes conditions, aux produits similaires importés ou exportés en provenance ou à destination de tout autre pays.

4. The provisions of the present Article shall not in any way restrict the right of each Party in certain definite cases to refuse permission to nationals of the other Party to remain in its territory either on account of a sentence pronounced by the Courts, or for reasons of public safety or social welfare, in particular for the protection of health or public morality.

Article 2.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other Party from all compulsory personal military service on behalf of that country and all taxes or contributions levied in place of such service.

As regards other loans and requisitions for the requirements of the armed forces and all forced loans and gifts necessitated by exceptional circumstances, they shall not in any way, in time either of peace or of war, receive less favourable treatment than nationals of the most favoured nation.

Article 3.

1. Joint stock companies and other commercial, industrial, agricultural or financial companies, including shipping and insurance companies which have their head-offices in the territory of one of the High Contracting Parties and are legally constituted there in conformity with that Party's laws shall also be regarded, within the territory of the other Party, as possessing a juridical existence and shall be entitled to appear in Court as plaintiffs or defendants.

2. The above-mentioned companies shall enjoy in the territory of the other Party, both as regards their establishment and activities, and in every other respect, the same treatment as is accorded to the most favoured nation.

Article 4.

1. Products of the soil and industry of Sweden on their importation into Greece, and products of the soil and industry of Greece on their importation into Sweden, shall not be subjected to duties or charges of any sort other or higher than those levied on similar products of the most favoured nation.

2. Products exported to the territory of one of the Parties shall not be subjected in the territory of the other Party to duties or taxes of any sort other or higher than those levied on similar products exported to the nation most favoured in this respect.

3. Articles liable to import duties imported from one country into the other as samples shall be exempt from import and export duties under the same conditions as apply to similar articles imported from the territory of the most favoured nation.

Article 5.

Internal duties and taxes which are or may be levied by the State, the provinces, the communes, or public bodies, on the production, preparation, transport or consumption of an article, may not, under any pretext whatsoever, be imposed on the products of the other country to a greater degree or in a more irksome manner than upon similar goods of the most favoured nation.

Article 6.

The two Contracting Parties undertake not to establish or maintain any prohibition or restriction with regard to goods imported from one country into the other which are not applied, under the same conditions, to similar products imported or exported from or to any other country.

Des exceptions pourront être faites, toutefois, en ce qui concerne les prohibitions ou restrictions visant :

- a) La sécurité publique ;
- b) La santé publique ou la protection des animaux et des végétaux utiles contre les maladies, les insectes nuisibles ou les parasites.

Article 7.

En ce qui concerne les conditions du transit, les deux Parties contractantes s'engagent à appliquer réciproquement dans leur relations les dispositions de la Convention ¹ et Statut sur la liberté du transit, signés à Barcelone, le 21 avril 1921, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 8.

1. Les navires et bateaux battant le pavillon de l'une des Parties contractantes et leurs cargaisons jouiront, sous tous les rapports, dans les ports et dans les eaux territoriales de l'autre Partie, du même traitement que les bâtiments nationaux et leurs cargaisons, quel que soit le lieu de départ ou de destination desdits navires, quel que soit aussi le lieu d'origine ou de destination de leur cargaison. Ils ne seront notamment assujettis, sur le territoire de l'autre Partie, à aucune taxe ou charge, quelle qu'en soit l'espèce ou la dénomination perçue ou à percevoir, soit au profit de l'Etat, soit au profit de provinces, de communes ou d'institutions quelconques, autres ou plus élevées que celles qui seront applicables aux navires nationaux et à leurs cargaisons.

2. En ce qui concerne le placement des navires et bateaux, leur chargement et déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et en général pour toutes les formalités et dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux aucun privilèges ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Etat.

3. Tout privilège et toute exonération que l'une des Parties contractantes pourra accorder, sous l'un des rapports susvisés, à une tierce Puissance, seront appliqués, simultanément et sans réserve, à l'autre Partie.

4. Il est fait exception, toutefois, aux stipulations du présent article en ce qui concerne le cabotage et les faveurs qui, dans l'un ou l'autre des deux pays, ont été accordés ou pourront être accordés par la suite à la pêche nationale et à ses produits.

Article 9.

1. La nationalité des navires et bateaux sera, de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs, conformément aux lois et règlements de chaque pays.

2. Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge délivrés par l'une des Parties contractantes, seront reconnus par l'autre Partie, conformément aux arrangements spéciaux qui seront conclus entre les Parties contractantes.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

Exceptions to this rule may however be made in the case of prohibitions or restrictions for reasons of :

- (a) Public security ;
- (b) Public health, or the protection of useful animals and plants against disease, harmful insects or parasites.

Article 7.

As regards conditions of transit, the two Parties undertake to apply reciprocally in their relations with one another the provisions of the Convention¹ and Statute on the Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 21, 1921, guaranteeing to each other in this respect the treatment accorded to the most favoured nation.

Article 8.

1. Vessels and boats flying the flag of one of the Contracting Parties, and their cargoes, shall enjoy in every respect in the ports and territorial waters of the other Party the same treatment as vessels of the country itself and their cargoes, whatever may be the place of departure of or destination of these vessels, and whatever may be the place of origin or destination of their cargoes. In particular, they shall not be subjected in the territory of the other Party to any taxes or duties of any sort which are or may be levied on behalf of the State, provinces, communes or public bodies, different from or higher than those applied to the vessels of the country itself and to their cargoes.

2. As regards the berthing of vessels and boats, their loading and unloading in the ports, roadsteads, havens and basins, and in general, as regards all formalities and regulations to which vessels, their crews and cargoes may be subject, it is agreed that the vessels of the country itself shall not be granted any privileges or advantages which are not also granted to those of the other State.

3. All privileges and exemptions which one of the Contracting Parties may grant in any of the above respects to a third Power shall be applied simultaneously and unconditionally to the other Party.

4. An exception to the provisions of the present Article shall, however, be allowed in the case of the coasting trade, and of privileges which are or may be granted in either of the two countries to national fisheries and their products.

Article 9.

1. The nationality of vessels and boats shall be proved in both countries by documents and certificates issued for this purpose by the competent authorities of each State in conformity with the laws and regulations of each country.

2. Tonnage certificates and other documents concerning tonnage issued by one of the Contracting Parties shall be recognised by the other Party in conformity with special agreements to be concluded between the Contracting Parties.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; and Vol. LIX, page 344, of this Series.

Article 10.

1. Les Parties contractantes s'accordent réciproquement la faculté d'entretenir des consuls généraux, consuls et vice-consuls dans tous les ports et places commerciales de l'autre Partie où le droit de nommer des représentants consulaires a été accordé à une tierce Puissance.

2. Les représentants consulaires nommés par l'une des Parties contractantes, bénéficieront sur le territoire de l'autre Partie, sous réserve de réciprocité, des privilèges, droits et immunités dont jouissent ou pourront jouir par la suite les représentants consulaires d'une tierce Puissance.

Article 11.

Sauf stipulations contraires de la présente convention, les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement, en tout ce qui concerne les diverses formalités, administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions de la présente convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 12.

Les dispositions de la présente convention relatives au traitement de la nation la plus favorisée ne pourront être invoquées en ce qui concerne les faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la suite à des Etats limitrophes, en vue de faciliter le trafic frontière local.

Il est convenu, en outre, que la Grèce ne pourra pas revendiquer, en vertu des dispositions de la présente convention, le bénéfice des faveurs accordées ou qui pourront être accordées par la Suède au Danemark et à la Norvège, ou à ces deux pays, tant que les mêmes faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

Article 13.

Les deux Parties contractantes conviennent de soumettre à l'arbitrage tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application des dispositions de la présente convention qui pourrait s'élever entre elles, et n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique.

Les différends ainsi soumis à l'arbitrage seront réglés par la Cour permanente de Justice internationale instituée par le Protocole¹ du 16 décembre 1920.

Article 14.

La présente convention sera ratifiée, pour la Grèce, par le président de la République après approbation du Parlement hellénique et, pour la Suède, par Sa Majesté le Roi de Suède avec l'approbation du Riksdag. Les ratifications en seront échangées à Athènes.

Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant une année à partir de la date de sa mise en vigueur, et ensuite jusqu'à l'expiration d'un délai de trois mois, à compter du jour de sa dénonciation par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Athènes, en double expédition, le 10 septembre 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULOS.

(L. S.) J. M. ALSTRÖMER.‡

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Article 10.

1. The Contracting Parties shall grant each other the right to maintain Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls in all the ports and commercial centres of the other Party, in which the right to appoint consular representatives has been granted to a third Power.

2. Consular representatives appointed by one of the Contracting Parties shall, subject to reciprocity, enjoy in the territory of the other Party, all privileges, rights and immunities which are or may subsequently be enjoyed by the consular representatives of a third Power.

Article 11.

Except where the present Convention contains any provisions to the contrary, the two Contracting Parties undertake to grant to each other most-favoured-nation treatment in all matters connected with the various administrative or other formalities involved in the application of the provisions of the present Convention.

Article 12.

The provisions of the present Convention which concern most-favoured-nation treatment may not be invoked in the case of favours which are or may be granted to adjacent States with a view to facilitating local frontier traffic

It is moreover agreed that Greece may not, under the provisions of the present Convention, claim the advantages which are or may be granted by Sweden to either Denmark or Norway or to both those countries, so long as similar advantages are not accorded to any other State.

Article 13.

The two Contracting Parties agree to submit to arbitration any dispute concerning the interpretation or application of the provisions of the present Convention which may arise between them and which cannot be settled through the diplomatic channel.

Disputes thus submitted to arbitration shall be settled by the Permanent Court of International Justice instituted under the Protocol¹ of December 16th, 1920.

Article 14.

The present Convention shall be ratified for Greece by the President of the Republic after it has received the assent of the Hellenic Parliament, and for Sweden by his Majesty the King of Sweden, with the assent of the Riksdag. The instruments of ratification shall be exchanged at Athens.

It shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications and shall remain in force for one year as from the date of its entry into force, and thenceforth until a period of three months has elapsed as from the date of its denunciation by one of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Athens, September 10, 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULOS.

(L. S.) J. M. ALSTRÖMER.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

PROTOCOLE FINAL

A l'occasion de la signature de la Convention de commerce entre la Grèce et la Suède, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1 : 1) Le Gouvernement suédois s'engage à ne pas soumettre les raisins secs de Corinthe à un droit d'entrée supérieur à 15 öre par kilogramme ;

2 : 1) Le Gouvernement hellénique s'engage à ne pas soumettre les articles énumérés ci-dessous, à leur importation en Grèce, à des droits supérieurs à ceux y indiqués, à savoir :

Classe	Alinéa		Unités	Droits en drachmes métalliques
45		Bois de sapin, de pin et de hêtre.		
	a)	Ronds en troncs avec ou sans écorce.	M3	2
	b)	Equarris grossièrement à la hache	"	4
	d)	Bois pareil à l'alinéa précédent, raboté ou autrement ouvré, mais ne formant pas un article parfait suit le régime de droit du bois brut correspondant, augmenté de	"	75 %
88	k)	Lampes à acétylène, avec leur réservoir en métaux communs, même nickelés	100 kg.	50
176	b)	Pâte en masse de toute matière végétale, de couleur quelconque, mécanique ou chimique, sèche ou humide, ou en feuilles perforées, ou en petits morceaux irréguliers, impropres à être employés comme papier ou carton. Pâte en masse à filtrer	"	1,50

3 : 0) Le Gouvernement hellénique déclare que les produits suédois ci-dessous mentionnés sont classés sous les positions suivantes du tarif hellénique actuellement en vigueur :

A. Réchauds et lampes à souder :

1. Laiton en tout ou en partie (Classe 120 a, b).

2. En fer blanc et tôle (Classe 100 a, b).

3. En fonte (Classe 65 e).

B. Appareils faisant parties de phares (Classe 275 d).

C. Accessoires pour l'installation de signaux utilisant l'acétylène dissous (Classe 65 b 7).

D. Installation pour la préparation de l'acétylène dissous (Classe 97 a).

E. Récipients pour l'acétylène dissous, pleins ou vides (Classe 159 g. 16).

F. Appareils frigorifiques enchâssés dans une armoire ou non, pour usage domestique (Classe 100 a).

G. Armoires-glacières pour la conservation des aliments (Classe 49 b).

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole comme partie intégrante de la convention.

ATHÈNES, le 10 septembre 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULOS.

(L. S.) J. M. ALSTRÖMER.

FINAL PROTOCOL.

When proceeding to sign the Commercial Convention between Greece and Sweden, the undersigned Plenipotentiaries have agreed as follows :

1: (1) The Swedish Government undertakes not to apply to dried currants an import duty higher than 15 öre per kilogramme.

2: (1) The Greek Government undertakes not to apply to the articles enumerated below, on their importation into Greece, duties higher than those indicated below, namely :

Heading	Sub-heading		Unit	Duty in drachmes
45	(a)	Pine, fir and beech wood. Round trunks, with or without the bark	M.3	2
	(b)	Roughly hewn with the axe	"	4
	(d)	Wood as above, planed or otherwise wrought, but not constituting a complete article dutiable at the rate for the corresponding rough wood, plus	"	75 %
88	(k)	Acetylene lamps with ordinary metal or nickelled reservoirs	100 kg.	50
176	(b)	Pulp of any vegetable material of any colour, mechanical or chemical, dry or moist, or in perforated sheets, or in small irregular pieces not suitable for use as paper or cardboard. Coagulated filtering paste	"	1.50

3: (o) The Greek Government declares that the following Swedish products are classified under the following headings of the Greek Customs tariff now in force :

A. Braziers and lamps for soldering ;

(1) Copper or alloy of copper (No. 120 a, b).

(2) Tin plate and sheet iron (No. 100 a, b).

(3) Cast iron (No. 65 e).

B. Apparatus forming part of searchlights (No. 275 d).

C. Accessories for the installation of signals using acetylene gas (No. 65 b 7).

D. Installation for the preparation of acetylene gas (No. 97 a).

E. Receptacles for acetylene gas, filled or empty (No. 159 g 16).

F. Refrigerating apparatus, whether in cabinet or not, for domestic use (No. 100 a).

G. Ice-cabinets for the preservation of foodstuffs (No. 49 b).

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol, which shall form an integral part of the Convention.

ATHENS, September 10, 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULOS.

(L. S.) J. M. ALSTRÖMER.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce entre la Grèce et la Suède, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cette fin, déclarent que leurs gouvernements prennent l'engagement de s'assurer réciproquement les droits et privilèges accordés à la nation la plus favorisée. Le régime conventionnel actuellement en vigueur entre la Grèce et la Suède (Traité de commerce et de navigation du 15/27 octobre 1852, modifié par la déclaration¹ du 18 février/2 mars 1893) continuera d'être appliqué en Suède jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention après sa ratification.

Fait en double à Athènes, le 10 septembre 1926.

(L. S.) P. A. ARGYROPOULOS.

(L. S.) J. M. ALSTRÖMER.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général, de Traités*, deuxième série, tome XXII, page 386.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding to sign the Commercial Convention between Greece and Sweden, the respective Plenipotentiaries, being duly authorised for the purpose, declare that their Governments undertake to accord to each other the rights and privileges granted to the most favoured nation. The treaty arrangements at present subsisting between Greece and Sweden (Treaty¹ of Commerce and Navigation of October 15/27, 1852, modified by the declaration of February 18/March 2. 1893) shall continue in force in Sweden until the date on which the present Convention comes into force after its ratification.

Done in duplicate at Athens, September 10, 1926

(L. S.) P. A. ARGYROPOULOS.

(L. S.) J. M. ALSTRÖMER.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 44, page 916.

N° 1480.

GRÈCE ET ITALIE

Convention de commerce et de navigation avec protocole final, déclaration et second protocole, signés à Rome, le 24 novembre 1926, et échange de notes y relatif, de la même date.

GREECE AND ITALY

Convention of Commerce and Navigation, with Final Protocol, Declaration and Second Protocol, signed at Rome, November 24, 1926, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

N^o 1480. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA GRÈCE ET L'ITALIE. SIGNÉE A ROME, LE 24 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de la République hellénique à Berne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 juin 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de resserrer les liens d'amitié et de favoriser le développement des relations économiques qui existent déjà entre leurs deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Nicolas MAVROUDIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique en Italie ;

Son Excellence Nicolas N. XYDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères en Grèce ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le chevalier Benito MUSSOLINI, chef du Gouvernement, premier ministre, secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que, réserve faite des cas où la présente convention en dispose autrement d'une manière expresse, pour tout ce qui concerne l'établissement des nationaux, la jouissance des droits civils, l'exercice du commerce, des industries, des métiers et des professions, et le paiement des taxes y relatives, la garantie, la perception des droits et les formalités douanières, le commerce d'importation et d'exportation, le transit, la navigation et les transports, tout privilège, faveur ou immunité quelconque, que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans condition, aux ressortissants de l'autre Haute Partie contractante.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront, dans le territoire de l'autre Partie, le même droit que les nationaux de posséder toute espèce de propriété mobilière ou immobilière, de l'acquérir ou d'en disposer par vente, échange, donation, testament ou d'autre manière,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 1^{er} juin 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1480. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN GREECE AND ITALY. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 24, 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 10, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of strengthening the bonds of friendship and furthering the development of the economic relations which already exist between their two countries, have decided to conclude a convention of commerce and navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose, the following :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency Nicolas MAVROUDIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Greek Government in Italy ;

His Excellency Nicolas N. XYDAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director of Political Affairs in the Greek Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Secretary of State, Minister of State for Foreign Affairs,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed up on the following Articles :

Article I.

The two High Contracting Parties agree that, except where the present Treaty expressly provides to the contrary, all privileges, favours or immunities which either Party has already granted or may hereafter grant to the nationals of any other State, in all matters connected with the establishment of nationals, the enjoyment of civil rights, the exercise of commerce, industry, trades or professions, and the payment of taxes connected therewith, guarantees, the levying of duties, Customs formalities, import and export trade, transit, navigation and transport, shall be extended immediately and unconditionally to the nationals of the other High Contracting Party.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall, when in the territory of the other, enjoy on an equal footing with the latter's nationals the right to own movable and immovable property of every kind, or to acquire such property or dispose of it by sale, exchange, gift or bequest

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, June 1, 1927.

ainsi que d'hériter *ab intestato*, sans payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés que les nationaux. Sont toutefois réservées, en ce qui concerne l'acquisition, la possession et l'usage des biens immeubles, les exceptions et les restrictions établies pour les étrangers par la législation des deux Hautes Parties contractantes, à l'égard de la sûreté de l'Etat. En tout cas, aucune des Hautes Parties contractantes ne sera obligée à concéder, en cette matière, aux ressortissants de l'autre, des droits plus étendus que ceux qui seraient en fait concédés à ses nationaux dans le territoire de cette dernière Partie.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront, en outre, dans la territoire de l'autre Partie, libre accès devant les tribunaux pour faire valoir ou défendre leurs droits, ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et privilèges que les citoyens du pays, et pourront, comme ceux-ci, en toute action judiciaire, se servir des avocats, fondés de pouvoir ou agents admis par les lois du pays.

Ils ne seront pas astreints, conformément au chapitre III de la Convention¹ de La Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile, à fournir la *cautio judicatum solvi* en se soumettant, toutefois, aux règles contenues dans ladite convention et relatives à l'exécution des condamnations aux frais de justice. Ils jouiront, en outre, du bénéfice de pénurie, suivant les conditions du chapitre IV de la même convention.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre, de l'air ou dans la marine, soit dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent d'un des services personnels dont ci-dessus et de toute réquisition et prestation militaires. Seront toutefois exceptées les charges qui sont connexes à la possession ou à la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaires fonciers ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas, les intérêts des ressortissants de chacune des deux Parties jouiront, en ce qui concerne les compensations et indemnités, et la fixation des prix de réquisition, de la même protection accordée, en pareil cas, aux nationaux.

Il est, en outre, entendu que, en ce qui concerne les matières ci-dessus, les ressortissants de chacune des deux Parties ne seront jamais traités dans le territoire de l'autre d'une manière moins favorable que les ressortissants d'une tierce Puissance quelconque.

Article 3.

Les sociétés commerciales, industrielles et financières (y compris les sociétés d'assurance et les instituts publics d'assurance sur la vie humaine) domiciliées dans les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant été valablement constituées conformément aux lois respectives, seront reconnues comme ayant l'existence légale, dans les territoires de l'autre, et pourront y exercer leur activité, d'après les modalités et sauf les limitations fixées par les lois qui sont ou seront en vigueur. Elles pourront, en outre, établir des succursales et faire valoir tous leurs droits, y compris celui d'ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

En tout cas, lesdites sociétés jouiront, dans les territoires de l'autre Haute Partie contractante, des mêmes droits qui sont ou seraient accordés aux sociétés similaires d'un autre pays quelconque.

Lesdites sociétés et instituts n'auront à payer, pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles dans le territoire de l'autre Partie, des impôts, droits ou taxes, ni autres ni plus élevés, que ceux perçus des nationaux.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

or in any other manner, or to inherit *ab intestato*, without paying any taxes or charges other or higher than those payable by nationals.

As regards the acquisition, possession and use of immovable property, however, the exceptions and restrictions laid down with regard to aliens by the laws of the two High Contracting Parties in connection with the security of the State shall continue to apply. In any case neither of the High Contracting Parties shall be obliged to grant in this respect to the nationals of the other Party any more extensive rights than those which it accords in practice to its own nationals in its own territory.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall also, in the territory of the other Party, have free access to the Courts to make good or defend their rights; shall enjoy in general, in all judicial matters, the same rights and privileges as nationals of the country; and like the latter shall be entitled in all judicial actions to employ counsel, attorneys or agents recognised as such under the laws of the country.

As provided in Chapter III of the Hague Convention¹ on Civil Procedure, of July 17, 1905, they shall not be obliged to provide *cautio iudicatum solvi* if they comply with the rules laid down in that Convention concerning the execution of sentences involving payment of judicial costs. They shall also be entitled, under the provisions of Chapter IV of the same Convention, to the legal aid granted to the poor.

Article 2.

Nationals of either of the High Contracting Parties shall be exempt in the territory of the other from all compulsory military service in the land, air or sea forces or in the national guard or militia. They shall also be exempt from all compulsory official services of a judicial, administrative or municipal nature, from contributions in money or in kind leviable in lieu of any of the above-mentioned forms of personal service, and from all military requisitions or compulsory contributions. This provision shall not, however, apply to obligations connected with immovable property owned or leased by such persons, or to military contributions and requisitions with which nationals of the country, as landed proprietors or lessees of immovable property, are bound to comply.

In this case the interests of the nationals of either Party in the territory of the other shall, as regards compensation, indemnities and the fixing of prices for requisitions, be accorded the same protection as the interests of nationals of the other Party itself. It is also understood that, in these matters, the nationals of either Party shall never, when in the territory of the other, receive less favourable treatment than the nationals of any other Power.

Article 3.

Commercial, industrial and financial companies (including insurance companies and public life-insurance institutions) domiciled in the territory of one of the High Contracting Parties and validly constituted according to the laws of that Party, shall be recognised as possessing legal personality in the territory of the other Party and shall be entitled to conduct business there in the manner defined, and subject to the restrictions fixed, under existing or future laws. They may also establish branches and maintain all their rights, including the right to appear in court either as plaintiff or defendant.

In any case, the above companies shall enjoy in the territory of the other High Contracting Party the same rights as are or may be accorded to similar companies of any other country.

These companies and institutions shall not be required to pay, for the conduct of business or industry in the territory of the other Party, any charges, duties or taxes other or higher than those levied on nationals.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99 page 990.

Article 4.

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée les négociants, les fabricants et autres producteurs de l'un des deux pays ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit, sur la présentation d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites dans le territoire de l'autre pays, de faire dans ce pays, les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes avec ou sans échantillons chez les producteurs et commerçants sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans le pays respectif ne dépasse pas six mois par an. Ils pourront avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela serait permis aux voyageurs de commerce nationaux.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie conformément au modèle indiqué dans la Convention¹ internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes de légitimation.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

En ce qui concerne les industries ambulantes, le colportage et la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie ni commerce, les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables et les Hautes Parties contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droit en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement des droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation.

Article 5.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de la Grèce, seront admis, à leur importation en Italie, au bénéfice du tarif le plus favorable que l'Italie accorde ou pourrait accorder à l'avenir aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit qu'en ce qui concerne les coefficients de majoration.

De même, lesdits produits jouiront, à leur importation dans les colonies et possessions italiennes, des tarifs appliqués aux produits de la nation la plus favorisée, à l'exclusion des avantages qui, en matière de tarifs douaniers, sont réservés aux produits de la métropole ou de ses colonies et possessions.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa premier du présent article, les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de la Grèce, énumérés dans le tarif annexe A joint à la présente convention, seront admis à leur importation en Italie en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Article 6.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Italie, des colonies et possessions italiennes seront admis, à leur importation en Grèce, au bénéfice du tarif minimum ou du tarif le plus favorable déjà accordé, ou qui pourrait être accordé à l'avenir, aux mêmes produits de toute autre Puissance étrangère, tant en ce qui concerne les droits du tarif proprement dit, qu'en ce qui concerne les coefficients éventuels de majoration.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; et vol. LIX, page 365, de ce recueil.

Article 4.

While also enjoying any more extensive privileges which may be granted in virtue of most-favoured-nation treatment, traders, manufacturers and other producers of either country, and their commercial travellers, shall be entitled, on presentation of an identity card and provided they comply with the requisite formalities in the other country, to make purchases in the latter country for their trade, manufactures or other enterprises, and solicit orders, with or without samples, from producers and traders, without being subjected on that account to the payment of any duty or tax, provided they do not remain in the country for more than six months in any one year. They may take with them samples or patterns, but not merchandise, except in cases where commercial travellers of the country itself are permitted to do so.

The above-mentioned identity card shall be prepared in conformity with the model shown in the International Convention¹ relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

The High Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities competent to issue these identity cards.

The document shall be valid for the whole of the calendar year for which it is issued.

The above provisions shall not apply to itinerant traders or pedlars or to the soliciting of orders from persons not engaged in industry or trade, and in this respect the High Contracting Parties reserve the right to apply their own legislation without restriction.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall, in each of the two countries, be admitted temporarily free of duty in accordance with the Customs rules and formalities intended to ensure their re-exportation or the payment of the proper Customs duties if they are not re-exported within the period laid down by law. The above privilege shall not, however, be extended to articles which, by reason of their quantity or value, cannot be regarded as samples, or which on account of their nature cannot be identified on re-exportation.

Article 5.

Natural or manufactured products originating in and coming from Greece shall be subject on importation into Italy, to the most favourable tariff rates which Italy grants or may hereafter grant to the same products of any other foreign Power, as regards both the actual tariff duties and any co-efficients of increase. Similarly these products shall on importation into Italian colonies and possessions be subject to the tariff rates applicable to the products of the most favoured nation ; they shall not, however, receive the tariff benefits accorded solely to the products of Italy or the Italian colonies and possessions.

Without prejudice to the provisions of paragraph 1 of the present Article, the natural or manufactured products originating in and coming from Greece enumerated in the tariff A attached to the present Convention may be imported into Italy on payment of the duties fixed in the said tariff.

Article 6.

Natural or manufactured products originating in and coming from Italy or the Italian colonies and possessions shall be subject on importation into Greece to the minimum tariff or the most favourable tariff which is or may hereafter be accorded to the same products of any other foreign Power, as regards both the actual tariff duties as also any co-efficients of increase.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; and Vol. LIX, page 365, of this Series.

Sans préjudice des dispositions, dont à l'alinéa précédent, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, ses colonies et possessions énumérées dans le tarif annexe B, joint à la présente convention, seront admis, à leur importation en Grèce, en acquittant les droits fixés par ledit tarif.

Il reste entendu qu'en ce qui concerne les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'Italie, ses colonies et possessions, le montant total des surtaxes de toutes sortes perçues actuellement ou qui pourraient être perçues à l'avenir à l'importation en Grèce sur les marchandises étrangères (telles que la taxe pour le service de l'emprunt forcé de 1922, le droit d'octroi établi en conformité de l'article 5 du décret-loi sur le tarif douanier du 22 décembre 1923, la taxe de statistique, etc.) ne pourra, en aucun cas, excéder 75 pour cent des droits du tarif douanier. A cet égard, le Gouvernement hellénique s'engage à ne pas élever au delà de 30 pour cent le taux du droit d'octroi susvisé et au delà de 39 pour cent celui de la taxe pour le service de l'emprunt forcé.

Il est, en outre, convenu que les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance de l'Italie, ses colonies et possessions seront exempts du droit d'octroi auquel sont ou seront soumis, en Grèce, à leur entrée dans chaque commune, les articles identiques ou similaires de production ou de fabrication nationale.

Article 7.

A l'exportation vers l'Italie, ses colonies et possessions; il ne sera perçu en Grèce, et, à l'exportation vers la Grèce, il ne sera perçu en Italie, d'autres ni de plus hauts droits de sortie ou taxes d'autres nature, qu'à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

Article 8.

Les dispositions des articles 5, 6 et 7 ne sont point applicables :

a) Aux faveurs que chacune des Hautes Parties contractantes aurait accordées ou accorderait exceptionnellement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière, étant établi que sera considérée comme zone de frontière celle dont l'étendue, de l'un et de l'autre côté, ne dépasse pas quinze kilomètres ;

b) Aux obligations, imposées à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes par les engagements d'une union douanière déjà contractée ou qui pourrait être contractée à l'avenir.

Article 9.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure le plus tôt possible, et en tout cas dans le délai de trois mois de l'entrée en vigueur de la présente convention, un accord pour régler l'importation dans chacun des deux pays des graines de vers à soie originaires et en provenance de l'autre, et pour établir le traitement douanier applicable audit produit. Le droit de douane ne pourra pas dépasser le 15 pour cent de la valeur de la marchandise.

Il reste toutefois entendu qu'à partir de la date de la signature de la présente convention et jusqu'au moment où le susdit accord ne sera pas conclu et entré en vigueur, l'importation en Grèce des graines de vers à soie originaires et en provenance de l'Italie sera effectuée sur la base des dispositions contenues dans l'arrangement provisoire dont aux notes 18-19 décembre 1925 échangées à ce sujet, à Athènes, entre le chargé d'affaires d'Italie et le ministre des Affaires étrangères de la République hellénique.

Article 10.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à éviter d'entraver le commerce réciproque des deux pays par des prohibitions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit.

Without prejudice to the provisions of the preceding paragraph, natural or manufactured products originating in and coming from Italy or the Italian colonies and possessions as enumerated in the tariff (Annex B) attached to the present Convention may be imported into Greece on payment of the duties fixed in that tariff.

As regards natural or manufactured products originating in and coming from Italy or the Italian colonies and possessions, it is understood that the total amount of surcharges of every kind which are at present or may hereafter be leviable on foreign imports into Greece (such as the charge for the service of the 1922 forced loan, the octroi established under Article 5 of the Decree-Law of December 22, 1923, on the Customs Tariff, statistical duties, etc.) may in no case exceed 75 % of the duties set out in the Customs tariff. In this connection the Greek Government undertakes not to raise the above-mentioned octroi above 30 % or the charge for the service of the forced loan above 39 %.

It is further agreed that natural or manufactured products originating in and coming from Italy or the Italian colonies and possessions shall be exempt from the octroi to which, in Greece, the same or similar articles produced or manufactured in the country are subject on their entry into each commune.

Article 7.

Exports to Italy and to the Italian colonies and possessions shall not be subject in Greece, nor shall exports to Greece be subject in Italy, to other or higher export duties or charges than those leviable on exports of the same products to the nation most favoured in this respect.

Article 8.

The provisions of Articles 5, 6 and 7 shall not apply :

(a) To favours which either of the High Contracting Parties has accorded or may hereafter accord by way of exception to adjacent States with a view to facilitating frontier traffic, it being understood that the frontier zone shall not extend for more than 15 kilometres from the frontier on either side ;

(b) To the obligations imposed on either of the High Contracting Parties in virtue of an existing or any future Customs union.

Article 9.

The two High Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible, and in any case within three months from the coming into force of the present Convention, an agreement for the regulation of the importation into either country of silk-worm's eggs originating in and coming from the other country, and to define the Customs treatment applicable to such products. The Customs duty may not exceed 15 % of the value of the goods.

It is understood, however, that, from the date of the signature of the present Convention until the above-mentioned agreement has been concluded and has come into force, silk-worm's eggs originating in and coming from Italy shall be imported into Greece on the basis of the provisional arrangement constituted by the Notes of December 18 and 19, 1925, exchanged on this subject at Athens between the Italian Chargé d'Affaires and the Minister for Foreign Affairs of the Greek Republic.

Article 10.

The High Contracting Parties undertake to avoid any obstacle to trade between the two countries in the form of import, export or transit prohibitions or restrictions.

Des exceptions à cette règle, en tant qu'elles soient applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant en conditions identiques, ne pourront avoir lieu que dans les cas suivants :

- 1^o Dans des circonstances exceptionnelles, par rapport aux provisions de guerre ;
- 2^o Pour des raisons de sûreté publique ;
- 3^o Pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;
- 4^o Afin d'appliquer à des marchandises étrangères de prohibitions ou restrictions, qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes similaires ;
- 5^o Par égard à la police sanitaire et en vue de la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique, et conformément aux principes internationaux à ce sujet.

Article 11.

Chacune des Hautes Parties contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le pays d'où il provient.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie, dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale à cela autorisée, le gouvernement du pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par l'autorité consulaire compétente, dans le lieu duquel proviennent les marchandises. Les deux gouvernements sont d'accord pour fixer, sur la base de la réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où le visa serait exigé.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine.

Article 12.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiels de l'autre pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués d'origine du pays qui a délivré le certificat d'analyse, importés sur le territoire de l'autre, répondent aux prescriptions de la législation intérieure de ce dernier pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes conserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspicion de fraude, à toutes vérifications utiles, nonobstant la production du certificat d'analyse.

La procédure établie par chaque gouvernement pour assurer, dans les conditions ci-dessus énoncées, le prélèvement des échantillons, ainsi que les modèles des certificats, seront notifiés à l'autre pays et agréés par lui.

La liste des laboratoires officiels, chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse, sera notifiée par chacun des deux gouvernements à l'autre, dans le plus bref délai, à dater de la mise en vigueur de la présente convention.

Article 13.

Sans préjudice des dispositions établies aux paragraphes 3 et 4 de l'article 6, aucun droit intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations, grevant actuel-

Exceptions to this rule, in so far as they are applicable to all countries or to countries situated in similar circumstances, shall only be allowed in the following cases :

- (1) In exceptional circumstances in connection with war measures ;
- (2) For reasons of public safety ;
- (3) In the case of existing or future State monopolies ;

(4) In order to apply to foreign goods prohibitions or restrictions which have been or may be applied under the laws of the country itself to the production, sale, transport, or consumption within the country of similar home produce ;

(5) As a sanitary police measure, and in connection with the protection of useful animals or plants against disease, insects and harmful parasites, and particularly in the interests of public health, and in conformity with international usage in this matter.

Article 11.

Each of the High Contracting Parties may require, as evidence of the origin of the products imported, the production of a certificate to the effect that the article imported was actually produced or manufactured in the country from which it has come, or that it must be regarded as such in view of the transformation it has undergone in that country.

Certificates of origin shall be issued either by the consignor's Chamber of Commerce and Industry or by some other organ or group approved by the country of destination, or by the Customs office of consignment, whether in the interior of the country or at the frontier.

If these certificates are not issued by a Government authority authorized for the purpose, the Government of the importing country may require that they shall be endorsed by the competent consular office at the place from which the goods have come. The two Governments have agreed to determine on the basis of reciprocity the charges leviable where such a visa is required.

No certificate of origin shall be required in the case of postal packets.

Article 12.

Each of the Contracting Parties undertakes for its part to accept certificates of analysis issued by the official laboratories of the other country as proof that the natural or manufactured products which originate in the country issuing the certificate of analysis and are imported into the territory of the other are in conformity with the laws of the latter country.

Each of the High Contracting Parties shall retain the right, if considered necessary, and particularly if there is any suspicion of fraud, to take all requisite measures for the purpose of verification, even though a certificate of analysis be produced.

The procedure adopted by each Government in taking samples in the above circumstances shall be notified and specimens of the certificates shall be communicated to the other country and must be approved by the latter.

A list of the official laboratories authorized in each country to issue certificates of analysis shall be communicated by each Government to the other as soon as possible after the coming into force of the present Treaty.

Article 13.

Without prejudice to the provisions laid down in paragraphs 3 and 4 of Article 6, any internal duty collected on behalf of the State, local authorities, or corporations, which is at present or may

lement ou à l'avenir, la production, la fabrication ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties contractantes, ne sera, pour un motif quelconque, plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre que pour les produits similaires indigènes.

Article 14.

Les Hautes Parties contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leurs territoires par chemin de fer, aussi bien que par cours d'eau navigable et par canaux ; et ceci pour les personnes, les marchandises, les wagons de chemin de fer, les automobiles, les navires, et pour le service postal.

Les marchandises de toute nature, venant des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, ou y allant, seront réciproquement affranchies, dans le territoire de l'autre, de tout droit de transit, soit qu'elles transitent directement, soit que, pendant le transit, elles doivent être déchargées, déposées, rechargées et réemballées.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque qui transitent par les territoires d'une des Hautes Parties contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts, ne seront pas soumises, à l'entrée dans les territoires de l'autre, à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Article 15.

En ce qui concerne la protection réciproque des brevets d'invention, des échantillons et modèles industriels, des marques commerciales et de fabrique, des noms et raisons industriels, de la propriété littéraire et artistique, les Hautes Parties contractantes reconnaissent applicables sur leurs territoires respectifs les dispositions :

a) De la Convention de Paris ¹, du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, modifiés par le Protocole ² de Madrid, du 14 avril 1891, et par l'Acte additionnel ³ de Bruxelles, du 14 décembre 1900, révisée à Washington, le 4^e 2 juin 1911, et enfin révisée à La Haye, le 6 novembre 1925 ;

b) De la Convention de Berne ⁴, du 9 septembre 1886, modifiée par l'Acte additionnel de Paris, du 4 mai 1896, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908.

Il est convenu, en outre, que les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de commerce et de fabrique, sous la condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation du pays.

Article 16.

Les navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans les ports de l'autre, seront traités, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome X, page 133.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXII, page 216.

³ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXX, page 465.

⁴ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 760.

⁵ Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; et vol. LIX, page 342, de ce recueil.

hereafter be leviable on the production, manufacture or consumption of any product in the territory of either of the High Contracting Parties, shall not, on any ground whatever, be higher or more irksome in the case of products originating in and coming from the territory of the other State than in that of similar home products.

Article 14.

The High Contracting Parties shall accord each other freedom of transit throughout their territories by rail, navigable waterway and canal, for persons, goods, railway rolling-stock, motor-vehicles, vessels and the postal service.

Goods of any kind coming from or proceeding to the territories of either of the High Contracting Parties shall, subject to reciprocity, be exempt in the territory of the other from all transit dues, whether such goods be sent in direct transit or whether they require to be unloaded, warehoused, reloaded and repacked during transit.

It is understood that goods, of whatever origin, passing in transit through the territories of either of the High Contracting Parties or deposited in the free ports or warehouses of that Party, shall not be subject, on entering the territories of the other Party, to any Customs duties or charges other or higher than those leviable if the goods had been imported direct from the country of origin. This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after having been transhipped or repacked at a warehouse.

Article 15.

As regards the reciprocal protection of patents, industrial samples and patterns, trade and factory marks, trade and firm appellations and literary and artistic property, the High Contracting Parties agree that the provisions of the following Treaties shall apply in their respective territories:

(a) The Paris Convention¹ of March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, as modified by the Protocol² of Madrid of April 14, 1891, and by the Additional Act³ of Brussels of December 14, 1900, revised at Washington⁴ on June 2, 1911, and finally revised at The Hague on November 6, 1925;

(b) The Berne Convention⁵ of September 9, 1886, as modified by the Additional Act of Paris of May 4, 1896, and revised at Berlin on November 13, 1908.

It is also agreed that nationals of either of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other, the same protection as that accorded to the latter's own nationals in all matters connected with property rights over trade and factory marks, subject to compliance with the formalities required under that country's laws.

Article 16.

Vessels of either of the High Contracting Parties in the ports of the other shall receive on their entry, during their stay and on leaving, the same treatment as vessels of the country itself or vessels

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 74, page 44.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 83, page 676.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 807.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 116.

⁵ Vol. I, page 217; Vol. III, page 259; Vol. XI, page 358; Vol. XXIV, page 138; Vol. XLV, page 95; and Vol. LIX, page 342, of this Series.

nationaux ou les navires de la nation la plus favorisée, et cela tant par rapport aux droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations, fonctionnaires publics ou établissements quelconques, que par rapport au placement de ces navires, leurs chargement et déchargement dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Article 17.

Seront complètement et réciproquement affranchis les droits de tonnage et d'expédition :

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;
2. Les navires, qui, en passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison, soit pour y composer leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;
3. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce. Les droits et taxes sanitaires seront acquittés dans tous les cas.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement, le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire, en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'Administration des Douanes en aura donné l'autorisation.

Article 18.

Les navires de chacune des Hautes Parties contractantes, entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreint à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance qui, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

De la même manière, les navires respectifs pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les navires nationaux.

En outre, les navires de chacune des deux Hautes Parties contractantes, lorsqu'ils doivent effectuer le commerce de ou pour des localités qui ne se trouvent pas dans les territoires de l'autre, pourront transporter, entre deux ports des territoires de cette dernière Partie, les passagers munis de billets directs ou les marchandises accompagnées de connaissements directs, s'il résulte de ces documents que lesdits passagers et marchandises proviennent de localités ou sont destinés à des localités situées en dehors des territoires susdits ; et, pour autant que lesdits navires seront engagés dans les transports dont ci-dessus, les mêmes navires et leurs passagers et marchandises jouiront de tous les privilèges prévus par la présente convention.

Article 19.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions, et en payant les mêmes taxes que les nationaux des chaussées et autres routes, canaux, écluses, bacs, ponts et ponts-tournants des ports et

of the most favoured nation, both as regards duties and charges of any kind and under whatever name, leviable on behalf of the State, communes, corporations, public officials or institutions of any kind, and as regards the berthing of these vessels, their loading and unloading in the ports, roadsteads, bays, basins and docks, and in general, as regards all formalities and regulations with which vessels and their crews and cargoes are bound to comply.

Article 17.

The following categories of vessels shall be entirely and reciprocally exempt from tonnage and brokerage charge :

- (1) Vessels coming from any place in ballast and leaving in ballast.
- (2) Vessels proceeding from a port of either State to one or more other ports in the same State, whether to unload the whole or part of their cargoes, or to take on their cargo, if they can prove that they have already paid these duties.
- (3) Vessels which, having entered a port with cargo, either voluntarily or as a result of unavoidable circumstances, leave that port without having engaged in any commercial transaction. Dues and charges leviable in respect of public health shall be paid in all cases.

When a vessel is forced to put into port as a result of unavoidable circumstances the following shall not be regarded as commercial transactions : the unloading and reloading of the cargo in repairing the vessel, reloading of goods into another vessel when the first vessel is not seaworthy, necessary expenditure on stores for the crew and the sale of damaged goods, provided that the Customs authorities have authorised such sale.

Article 18.

Vessels of either High Contracting Party entering any of the ports of the other Party to unload part of their cargo coming from abroad, may, provided they conform to the laws and regulations of the country, retain that part of their cargo which is destined for another port either in the same country or another country, and re-export such cargo without being obliged to pay in respect thereof any Customs duty except the supervisory charges, which may only be levied at the rates fixed for vessels of the country itself.

Similarly, vessels of either country may proceed from a port in one country to one or more ports in the same country with a view to taking on or completing their cargo for abroad without paying any other duties than those to which vessels of the country itself are or may hereafter be subject in the same circumstances. Moreover, vessels of either of the two High Contracting Parties, when carrying goods from or to localities not situated within the territory of the other Party, may carry, between two ports in the territory of the latter country, passengers in possession of through tickets or goods accompanied by through waybills, if these documents prove that the passengers or goods in question have come from, or are proceeding to, localities situated outside the above-mentioned territory ; in so far as these vessels are engaged in the above traffic, they, their passengers and goods shall enjoy all the privileges accorded under the present Treaty.

Article 19.

Nationals of one of the High Contracting Parties shall be entitled to use in the territory of the other, under the same conditions and on payment of the same charges as nationals, highways and other roads, canals, locks, ferryboats, bridges or swing-bridges in ports and landing-places,

endroits de débarquement, signaux et feux servant à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et poids publics, magasins et établissements pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison, des navires et autres objets en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public, soit qu'ils soient administrés par l'Etat, soit par des particuliers.

Sauf les règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe, s'il n'a pas été fait réellement usage de ces établissements et institutions.

Article 20.

Tout navire de l'une des Hautes Parties contractantes, qui serait forcé par des tempêtes ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareils cas par un bâtiment national.

Si, cependant, le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises, pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes fit naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection, comme aux navires de sa propre nation, lui permettant, en cas de besoin, de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure.

Le navire naufragé ou échoué et toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués, sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du consul général, consul, vice-consul ou agent consulaire italien ou hellénique dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu.

Lesdits consuls, propriétaires ou agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Article 21.

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat, auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties contractantes ne pourront être nationalisés dans l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des deux Parties contractantes, mesurés selon des règles basées sur la méthode anglaise (système Moorsom), ne seront assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de registre inscrite sur les papiers de bord étant considérée comme équivalente à la capacité nette du registre des navires nationaux.

Article 22.

Le traitement des navires nationaux ou de ceux de la nation la plus favorisée ne s'étend pas :

a) A l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encouragements à l'industrie des constructions navales, et à l'exercice de la navigation, au moyen de primes ou d'autres facilitations spéciales ;

buoys and lights marking navigable channels, pilots, cranes and standard weights, warehouses and premises for the salvage and storage of cargoes, vessels and other articles, provided such premises or apparatus are intended for the use of the public, whether they be under State or under private management.

Apart from special regulations in connection with lighthouses, lights and pilotage, no charge shall be levied unless actual use has been made of these premises or this equipment.

Article 20.

Any vessel of one of the High Contracting Parties which has been obliged by stress of weather or as the result of an accident to take refuge in a port of the other country shall be entitled to refit, obtain all necessary articles and put to sea again without being subjected to any charges other than those which would be paid in similar circumstances by a vessel of the country itself.

If, however, the captain of a merchant vessel is obliged to dispose of part of his cargo in order to meet his expenses, he shall be bound to comply with the regulations and rates in force in the place where his vessel has put in.

Should a vessel of one of the High Contracting Parties be wrecked, run aground or suffer any other damage on the coasts of the other Party, the latter shall provide every assistance and protection, as it would to its own vessels, allowing the vessel if necessary to land its cargo or even tranship the cargo to other vessels, without levying any duty, charge or other contribution, unless the goods in question are delivered for consumption within the country.

A vessel which has been shipwrecked or has run aground, and all parts or wreckage thereof, its provisions and appliances of every kind and all fittings and goods which have been salvaged, including any which have been jettisoned, or the proceeds from the sale of the same, together with all papers found on board the vessel, shall be handed on request to the owner or his agents.

If neither the owner nor his agent are present, the property shall be handed over to the Italian or Greek Consul-General, Consul, Vice-Consul or consular agent in whose area the vessel was wrecked or stranded.

The said Consuls, owners or agents shall only pay the expenses occasioned by the actual salvaging or by the safekeeping of the articles salvaged.

Article 21.

The nationality of vessels shall be determined in accordance with the laws of the State to which the vessel belongs, by means of the ship's papers and permits carried by the vessel and issued by the competent authorities.

Except in cases of sale by order of the Courts, a vessel of one of the Contracting Parties may not assume the nationality of the other Party until the authorities of the former country have, by declaration, withdrawn the right to fly the country's flag.

Pending the conclusion of a special agreement for the reciprocal recognition of tonnage certificates, vessels of either Contracting Party measured according to the English method (the Moorsom system), shall not be subjected in the ports of the other Party, as regards the payment of shipping dues, to any further tonnage measurement, the net registered tonnage entered on the ship's papers being regarded as equivalent to the net registered tonnage in the case of vessels of the country itself.

Article 22.

The treatment accorded to vessels of the home country, or to those of the most favoured nation, shall not be taken to include :

- (a) The application of special laws for the mercantile marine of the country itself, as regards the encouragement of shipbuilding, or the development of shipping by means of bounties or other special facilities ;

- b) Aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique ;
- c) A l'exercice du service maritime des ports de rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime ;
- d) A l'émigration et au transport des émigrants, étant entendu que, à ce sujet, un accord pourra être conclu, le cas échéant entre les deux Hautes Parties contractantes.

Article 23.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux pays sur le territoire de l'autre et à leurs ayants droits l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche l'application des lois concernant la protection du travail, l'assistance médicale et hospitalière et les assurances spéciales contre les différents risques.

Article 24.

S'il s'élève entre les deux Hautes Parties contractantes un différend sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et si l'une des deux Hautes Parties contractantes demande que le litige soit soumis à la décision d'un tribunal arbitral, l'autre Partie devra y consentir, même quant à la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au tribunal arbitral.

Le tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des Hautes Parties contractantes ait à nommer en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux Parties choisissent pour troisième arbitre un ressortissant d'une tierce Puissance amie.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de s'accorder à l'avance et pour une période de temps déterminée sur la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions de troisième arbitre. La décision des arbitres aura force obligatoire.

Article 25.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur cinq jours après l'échange des ratifications et demeurera applicable pendant le délai de deux années à partir de la date de l'échange des ratifications. Ce délai passé, la présente convention pourra être dénoncée en tout temps, en restant exécutoire pendant six mois, à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leur cachet.

Fait à Rome, en double expédition, le vingt-quatre novembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) N. XYDAKIS.

- (b) The privileges granted to rowing and sailing clubs, etc.;
- (c) The working of port, roadstead and shore services, including pilotage, towage, salvage and life-saving at sea;
- (d) Emigration and the transportation of emigrants, it being understood that in this connection an agreement may be concluded between the two High Contracting Parties, if necessary.

Article 23.

The High Contracting Parties undertake to enter as soon as possible into negotiations with a view to concluding one or more special agreements to secure, as far as possible, equality of treatment for the workers of each of the two countries in the territory of the other, and for persons holding claims on their account, in all matters connected with the application of laws for the protection of labour, medical and hospital treatment, and special insurance against various risks.

Article 24.

Should any dispute arise between the two High Contracting Parties with regard to the interpretation or application of the present Convention, and should either of the two Contracting Parties request that the dispute be submitted to the decision of a court of arbitration, the other Party shall consent to this course, even as regards the preliminary question whether the difference of opinion is such that it can be laid before a court of arbitration.

The court of arbitration shall in all cases be constituted in such a way that each of the High Contracting Parties may appoint one of its nationals as arbitrator, the two Parties choosing, for the third arbitrator, a national of a third friendly Power.

The High Contracting Parties reserve the right to select jointly, in advance and for a specified term of office, the person who, if a dispute arises, is to act as third arbitrator. The decision of the arbitrators shall be binding.

Article 25.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force five days after the exchange of ratifications, and shall remain in force for a period of two years from the date on which the ratifications were exchanged. After that period it may be denounced at any time, but shall remain in force for six months as from the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, November the twenty-fourth, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) N. XYDAKIS.

ANNEXE A

TABLE DES DROITS À L'ENTRÉE EN ITALIE.

Numéros du tarif italien	Dénomination des marchandises	Unité	Droits d'entrée L. C. or	Coefficient de majorat.
ex 84 b)	Raisin sec de Corinthe	Quintal	10	—
90	Figues sèches	»	12	—
ex 106	Vins :			
ex a)	Vins muscats doux de Samos, Patras, et Céphalonie en dame-jeannes au wagons-reservoirs	Hl.	20	0,5
	<i>Ad. 106 a)</i> Les droits sur l'alcool à l'importation des vins doux de Samos, ayant droit à cette appellation d'origine en vertu de la législation hellénique, seront perçus seulement sur la quantité d'alcool existant et en puissance excédent les 15 degrés en volume.			
ex 127 a)	a) Tapis d'orient à points noués	M. carré	8	0,5
ex 247 a)	a) Soie grège :	Quintal	exempte	—
	I. Simple	»	3	—
645	Essence de térébenthine	»	2	—
655	Colophane	»	2	—

ANNEXE B

TARIFS DES DROITS À L'ENTRÉE EN GRÈCE.

Numéros du tarif hellénique	Dénomination des marchandises	Unités	Droits d'entrée Dr. Mét.
2b)-1	Jambons en général et langues	Quintal	50,—
2b)-2	Saucissons	»	50,—
2b)-3	Charcuterie, mortadelles et similaires	»	50,—
3a)-5	Fromages Parmesan et similaires (Lodigiano et Reggiano)	»	40,—
9i)	Riz mondé, poli ou non	»	9,—
II	Pâtes alimentaires	»	35,—
12a)-2	Hespéridées (oranges, citrons, mandarines, etc.) et autres fruits frais non dénommés	»	1,—
22c)	Vermouth :		
	I. En barils ou en autres récipients similaires :		
	Au-dessus de 12° et jusqu'à 24°	»	40,—
	2. En bouteilles : au dessus de 12° et jusqu'à 24°	»	60,—

ANNEX A.

TARIFF OF DUTIES ON IMPORTS INTO ITALY.

Italian Tariff No.	Designation of Goods	Unit	Import Duty Gold lira	Co-efficient of increase
ex 84 (b)	Dried Currants	Quintal	10	—
90	Dried Figs	»	12	—
ex 106	Wines :			
ex (a)	Sweet Muscatel, Samos, Patras and Cephalonia wines in casks demi-johns or tank-wagons	Hectolitre	20	0.5
	<i>Ad. 106 (a).</i> The duties on alcohol on the importation of sweet Samos wines entitled to that appellation of origin under Greek law, shall be levied only on the existing quantity of alcohol over and above 15 degrees in volume.			
ex 127 (a)	(a) Knotted Oriental Carpets	Sq. metre	8	0.5
ex 247 (a)	(a) Raw silk :			
	(1) Single	Quintal	duty free	—
645	Essence of turpentine	»	3	—
655	Colophony	»	2	—

ANNEX B.

DUTIES ON IMPORTATION INTO GREECE.

Greek tariff Numbers	Designation of Goods	Unit	Duties in metallic drachmas
2(b)-1	Hams generally and tongues	Quintal	50.—
2(b)-2	Sausages	»	50.—
2(b)-3	Pork butchers' produce, mortadella and the like.	»	50.—
3(a)-5	Parmesan and similar cheese (Lodigiano and Reggiano).	»	40.—
9(i)	Rice, cleaned, polished or not	»	9.—
11	Alimentary pastes	»	35.—
12(a)-2	Oranges, lemons, mandarins etc. and other fresh fruits not specially mentioned	»	1.—
22(c)	Vermouth :		
	(1) In barrels or other similar receptacles :		
	Above 12° and up to 24°	»	40.—
	(2) In bottles above 12° and up to 24°	»	60.—

Numéros du tarif hellénique	Dénomination des marchandises	Unité	Droits d'entrée Dr. Mét.
ex 25	Eaux-de-vie de vin, liqueurs et boissons alcooliques en général avec ou sans sucre :		
	2. Au-dessous de 30° et jusqu'à 70° d'alcool	Quintal	140,—
ex 56a)	Marbres bruts, en plaques ou en blocs	»	0,50
ex 57a)	Marbres et roches similaires ouvrés, en blocs ou sciés en plaques :		
	1. Non polis	»	2,50
57g)	Soufre en masse, en canons, en poudre, en mèches	»	exempt
94	Dynamos et moteurs électriques en général	»	15,—
ex 155	Boules, perles, anneaux en verre, de toute couleur (<i>Conterie di Venezia</i>) : bracelets, colliers et autres articles fabriqués avec ces perles et tubes en verre pour ornement de lustres	»	65,—
159a)-5	Acide citrique	»	20,—
159a)-11	Acide tartrique	»	15,—
159g)-17	Sulfure de carbone	»	exempt
205	Cordes en général (à l'exclusion de celles en sparte), même goudronnées	»	35,—
206	Ficelles de toute matière (à l'exclusion de celles en sparte).	»	50,—
ex 219	Fils de coton simples (classés en numéros anglais)		
	a) écrus :		
	1° Jusqu'au N° 6	»	60,—
	2° Plus de 6 jusqu'au N° 28	»	80,—
	3° Supérieurs au N° 28	»	60,—
ex 220	Fils de coton retors, en tresses ou mis en cartons (sans réduction de tare pour les cartons ou l'emballage en papier) ou en bobines, mêmes écrus, blanchis ou teints :		
	a) Destinés à la couture	»	120,—
221	Tissus de coton écrus		
	a) Pesant plus de 130 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans un carré de 5 mm. un nombre de fils entiers additionnés (dans le compte des fils de chaîne ainsi que les fils de trame, les fractions des fils sont négligées) :		
	1° Jusqu'à 27 fils compris	»	90,—
	Plus de 27 jusqu'à 36	»	95,—
	Plus de 36	»	100,—
	b) Pesant plus de 90 jusqu'à 130 grammes par m ² et présentant en chaîne et en trame, dans un carré de 5 mm. un nombre de fils entiers additionnés :		
	1° Jusqu'à 27	»	95,—
	2° Plus de 27 jusqu'à 36	»	100,—
	3° Plus de 36	»	105,—
	c) Pesant plus de 60 jusqu'à 90 grammes par m ² , quel que soit le nombre de fils	»	130,—
	d) Pesant 60 grammes et au-dessous par m ² , quel que soit le nombre de fils	»	200,—
222	Tissus de coton blanchis ou imprimés	»	Droits des-tissus écrus augmentés de 5 %
223	Tissus composés de fils teints à fils teints, même partiellement, ainsi que tissus teints sur pièce, quel que soit le nombre des fils :		
	1° Pesant au-dessus de 180 gr. par m ²	»	170,—

Greek tariff Numbers	Designation of Goods	Unit	Duties in metallic drachmas
ex 25	Spirits of wine, liqueurs and alcoholic beverages generally, with or without sugar :		
	(2) Above 30° and up to 70° alcohol	Quintal	140.—
ex 56(a)	Crude marble, in slabs or blocks	"	0.50
ex 57(a)	Marble and similar wrought stone, in blocks or sawn slabs :		
	(1) Unpolished	"	2.50
57(g)	Sulphur in lumps, sticks, powder or wicks	"	Duty free
94	Dynamos and electric motors generally	"	15.—
ex 155	Balls, beads, rings of any coloured glass (Venetian ware) bracelets, necklets and other articles manufactured with these beads, and glass tubes for the ornamentation of chandeliers	"	65.—
	Citric Acid	"	20.—
159(a)-5	Tartaric Acid	"	15.—
159(a)-11	Sulphide of Carbon	"	Duty free
159(g)-17	Cordage generally (except of esparto) tarred or not.	"	35.—
205	Twine of all kinds (except of esparto)	"	50.—
206			
ex 219	Cotton thread, single (classed in English count) :		
	(a) Unbleached :		
	(1) Up to No. 6	"	60.—
	(2) From No. 6 to No. 28	"	80.—
	(3) Over No. 28.	"	60.—
ex 220	Cotton thread, twisted, in skeins or wound on cards. (No tare allowance for the cards or paper packing) or on spools, whether or not unbleached, bleached or dyed:		
	(a) Intended for sewing	"	120.—
221	Fabrics of unbleached cotton		
	(a) Weighing more than 130 gr. per sq. m. and containing in warp and woof in a square of 5 millimetres side (fractions of threads being ignored) :		
	(1) Up to 27 threads	"	90.—
	(2) More than 27 threads up to 36	"	95.—
	(3) More than 36	"	100.—
	(b) Weighing more than 90 and up to 130 gr. per sq. metre and containing in warp and woof in a square of 5 millimetres side :		
	(1) Up to 27 threads	"	95.—
	(2) More than 27 threads and up to 36	"	100.—
	(3) More than 36	"	105.—
	(c) Weighing more than 60 and up to 90 gr. per sq. metre whatever the number of threads	"	130.—
	(d) Weighing 60 gr. and under per sq. metre, whatever be the number of threads	"	200.—
222	Cotton fabrics, bleached or printed	"	Duty on raw fabrics increased by 5 %
223	Fabrics consisting of dyed threads (also partially dyed threads), as well as fabrics dyed in the piece, whatever may be the number of the threads :		
	(1) Weighing more than 180 grams per sq. metre	"	170.—

Numéros du tarif hellénique	Dénomination des marchandises	Unités	Droits d'entrée Dr. Mét.
	2° Pesant au-dessus de 130 et jusqu'à 180 gr. par m ²	Quintal	175,—
	3° Pesant au-dessus de 80 et jusqu'à 130 gr. par m ²	»	180,—
	4° Pesant 80 gr. et au-dessous	»	190,—
235b)	Tissus en fils de laine mélangée, c'est-à-dire contenant une proportion totale de coton ou d'autres matières textiles similaires végétales :		
	1° Dans la proportion de plus de 20 jusqu'à 50 % .	»	Droits actuels des tissus indiqués à la position 235 a) avec diminution de 25 %
	2° Dans la proportion de plus de 50 %		Droits actuels des tissus indiqués à la position 235 a) avec diminution de 50 %
	<i>Ad. N° 235 b) 2. Les tissus en fils de laine mélangée, ayant la chaîne ou la trame entièrement en coton ou en autre matière textile similaire, dans lesquels la proportion totale de matière textile végétale dépasse le 10 %, suivant le traitement établi pour la position 235 b) 2.</i>		
	<i>Notes à insérer avant la position 244 :</i>		
	<i>Note b).—Les articles et tissus de soie mélangée à d'autres matières textiles, contenant une quantité de soie supérieure à 40 % suivant le régime des classes correspondantes des tissus de soie pure. Ceux qui contiennent une quantité supérieure à 8 % et jusqu'à 40 % de soie, suivant le régime des articles de soie mélangée.</i>		
	<i>Note c).—Les tissus et les autres articles non spécialement dénommés contenant une quantité de soie jusqu'à 8 % n'entrent pas dans la catégorie des articles en soie, mais suivent le régime des classes correspondantes du tarif suivant l'espèce de leur matière.</i>		
	<i>Note d). — A l'exception des articles mentionnés à la note b), les tissus d'un poids supérieur à 45 grammes par m² contenant une quantité de soie de plus de 8 et jusqu'à 15 %, suivent le régime de la classe correspondante selon l'espèce de la matière avec augmentation de 30 %.</i>		
245	Tissus de soie pesant au-dessous de 45 grammes par m ² , tels que, voiles, tulles, crêpe, dentelles, fichus et similaires ou articles confectionnés ou en espèces :		
	a) De soie pure	kilogr.	32,—
	b) De soie mélangée à d'autres matières.	»	24,—
246	Tissus de soie non spécialement dénommés, pesant plus de 45 grammes par m ² :		
	a) De soie	»	24,—
	b) De soie mélangée à d'autres matières.	»	16,—

Greek tariff Numbers	Designation of Goods	Unit	Duties in metallic drachmas
235 (b)	<p>(2) Weighing more than 130 and up to 180 gr. per sq. metre</p> <p>(3) Weighing more than 80 and up to 130 gr. per sq. metre</p> <p>(4) Weighing 80 gr. and under per sq. metre</p> <p>Fabrics of mixed threads of wool, that is to say containing a total proportion of cotton or other similar vegetable textile materials :</p> <p>(1) In a quantity exceeding 20 % but not exceeding 50 %</p> <p>(2) Containing a quantity exceeding 50 %</p>	<p>Quintal</p> <p>»</p> <p>»</p>	<p>175.—</p> <p>180.—</p> <p>190.—</p>
	<p><i>Ad No. 235 (b) 2.</i> — Fabrics of mixed threads of wool, having the warp and woof entirely in cotton, or other similar textile material in which the total proportion of vegetable textile material exceeds 10 % according to the treatment indicated in heading 235 (b) (2).</p>		<p>Present duties on fabrics under heading 235 (a) with a decrease of 25 %</p> <p>Present duties on fabrics indicated under heading 235 (a) with a decrease of 50 %</p>
	<p><i>Notes to be inserted before the heading 244 :</i></p>		
	<p><i>Note (b).</i> — Articles and fabrics of silk mixed with other textile materials containing a quantity of silk exceeding 40 % shall pay the duty leviable on the corresponding classes of pure-silk fabrics. Those containing a quantity exceeding 8 % but not exceeding 40 % silk shall be treated as mixed silk articles.</p>		
	<p><i>Note (c).</i> — Fabrics and other articles not specially indicated containing a quantity of silk not exceeding 8 % shall not be classified as silk articles, but shall pay the duty leviable under the corresponding headings in the tariff according to the nature of their material.</p>		
	<p><i>Note (d).</i> — Apart from the articles mentioned in Note (b), fabrics weighing more than 45 grammes per square metre, containing a quantity of silk exceeding 8 % but not exceeding 15 % shall pay the duty levied on the corresponding heading according to the nature of the material, with an increase of 30 %.</p>		
245	<p>Fabrics of silk weighing under 45 grammes per sq. metre, such as veilings, tulle, crape, lace, neckerchiefs and similar articles made up or in the piece :</p>		
	<p>(a) Of pure silk</p>	kilo.	32.—
	<p>(b) Of silk mixed with other materials</p>	»	24.—
246	<p>Fabrics of silk not specially mentioned, weighing more than 45 grammes per sq. metre :</p>		
	<p>(a) Of silk</p>	kg.	24.—
	<p>(b) Of silk mixed with other materials</p>	»	16.—

Numéro du tarif hellénique	Dénomination des marchandises	Unité	Droits d'entrée Dr. Mét.
260 b)	Chapeaux bas, pour hommes et garçons, prêts à servir, même sans doublure ou garnis partiellement dans l'intention d'être importés comme feutres :		
	1 ^o Durs	pièce	4,—
	2 ^o Mous	»	3,60
ex 261	Tresses (nattes ou bandes) pour chapeaux de paille :		
	a) De sparte, de paille, d'écorce, d'agave, de bois blanc ou d'autres matières végétales similaires ou en papier :		
	1 ^o Non blanches	quintal	25,—
	2 ^o Blanchies ou teintées	»	70,—
ex 262	Chapeaux de paille, d'écorce, de bois blanc, de papier, de sparte, de jonc ou d'autres matières végétales similaires :		
	a) Tressés en forme de cloche d'une seule pièce :		
	1 ^o Non blanchis, non teints, non formés, non garnis	pièces	0,35
	2 ^o Blanchis ou teints, formés, non garnis	»	0,55
	3 ^o Les mêmes que ceux des numéros 1 et 2 garnis.	»	2,—
	b) Cousus et liés :		
	1 ^o Non blanchis, ni teints, non formés, non garnis	»	2,—
	2 ^o Blanchis teints, non formés, ni garnis	»	2,50
	3 ^o Les mêmes que ceux du N ^o 1, formés ou garnis d'un simple ruban sauf en soie	»	2,50
	4 ^o Les mêmes que ceux des numéros 1 et 2 garnis d'un ruban en soie pure ou mélangée	»	3,50
ex 266	Voitures automobiles :		
	a) A marchandises, ainsi que leurs remorques	quintal	10,—
	b) Autobus	»	15,—
	N. B. — Sont considérés tels lorsqu'ils ont au moins de huit places fixes, non comprises les deux places de devant pour les conducteurs.		
	c) Ordinaires :		
	1 ^o Pesant jusqu'à 800 kilos	»	30,—
	2 ^o Pesant plus de 800 kilos	»	50,—
ex 277	d) Parties de voitures automobiles :		
	1 ^o Châssis avec ou sans moteurs	»	6,—
	3 ^o Carrosseries pour automobiles ordinaires et autobus	»	60,—
	6 ^o Chambres à air	»	140,—
	c) Boutons en corozo (ivoire végétal)	»	100,—

Greek tariff Numbers	Designation of Goods	Unit	Duties in metallic drachmas
260 (b)	Low crowned hats for men and boys, ready for use, also without linings or partly trimmed, with a view to importing them as felt :		
	(1) Hard	each	4.—
	(2) Soft	»	3.60
ex 261	Plaits (braids, or bands), for straw hats :		
	(a) Of esparto, straw, bark, agave, white wood or other similar vegetable materials or of paper :		
	(1) Not bleached	quintal	25.—
ex 262	(2) Bleached or dyed	»	70.—
	Hats of straw, bark, white wood, paper, esparto, cane or of other similar vegetable materials :		
	(a) Plaited in the shape of blocks in one piece :		
	(1) Unbleached, undyed, not shaped, not trimmed	each	0.35
	(2) Bleached or dyed, also shaped, untrimmed .	»	0.55
	(3) The same as those in Nos. 1 and 2, trimmed .	»	2.—
	(b) Sewn and tied :		
	(1) Unbleached, undyed, not shaped, not trimmed	»	2.—
	(2) Bleached or dyed, also shaped, not trimmed .	»	2.50
	(3) The same as in No. 1 shaped or trimmed with a simple ribbon, not being silk	each	2.50
	(4) The same as those in No. 1 and 2, trimmed with pure silk or mixed ribbon	»	3.50
ex 266	Automobiles		
	(a) For goods, also their trailers	quintal	10.—
	(b) Motor omnibuses	»	15.—
	<i>Note.</i> — Automobiles are considered as motor-omnibuses when having at least 8 fixed seats, <i>not</i> including the two front seats for the driver :		
	(c) Ordinary :		
	(1) Weighing up to 800 kg.	quintal	30.—
	(2) Weighing more than 800 kg.	»	50.—
ex 277	(d) Parts of automobiles :		
	(1) Chassis with or without motors	»	6.—
	(3) Bodies for ordinary automobiles and for motor omnibuses	»	60.—
	(6) Inner tubes	»	140.—
	(c) Coroso (vegetable ivory) buttons	»	100.—

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation conclue à la date de ce jour entre la Grèce et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes, qui auront à former partie intégrante de ladite convention.

EN CE QUI CONCERNE LA CONVENTION.

Ad Article 3.

Les dispositions établies à l'article 3 de la convention sont aussi applicables aux Sociétés constituées et ayant encore leur siège hors du Royaume d'Italie, auxquelles, par des mesures de la compétente autorité judiciaire ou administrative dudit Royaume, aurait été attribuée l'appartenance à l'Etat italien en vertu des dispositions centuées dans les traités qui ont mis fin à la guerre mondiale, ou d'accords conclus en dépendance desdits traités.

Ad Article 5 et 6.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaissent que la clause de la nation la plus favorisée, établie dans les articles 5 et 6 de la convention, doit être interprétée dans le sens que les produits alimentaires et les matières premières d'outre-mer (c'est-à-dire, par exemple, café, thé, tabac, coton, laine, graines oléagineuses), quelle que soit leur provenance, importés dans l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans ses ports francs ou dans ses entrepôts, ne seront pas soumis à un traitement à tous égards moins favorable que celui qui serait fait aux mêmes produits, de la même origine, importés dans l'un ou l'autre pays à travers un tiers Etat quelconque, après avoir été, ou non, déposés ou réemballés dans des ports francs ou dans des entrepôts de ce même tiers Etat.

Ad Article 10.

Il reste entendu que les Hautes Parties contractantes, dans le but de réaliser au plus vite dans son intégralité le principe établi à l'article 10, alinéa 1^{er}, de la convention, ne maintiendront et n'inscriront aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation, à moins que cela ne soit absolument nécessaire et pour aussi longtemps que subsisteront les circonstances exceptionnelles qui en sont la raison.

Conformément à l'esprit de cette disposition, les deux Hautes Parties contractantes appliqueront, l'une vis-à-vis de l'autre, les prohibitions ou restrictions en vigueur de la façon la plus large et libérale.

En outre, dans le cas où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes établirait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'entrée, soit à la sortie, l'octroi de dérogations ou la fixation de contingents sera étudié sur la demande de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, de façon à ne préjudicier que le moins possible aux relations commerciales entre les deux pays.

Ad article 11

Les droits à percevoir dans le cas où le visa sur les certificats d'origine pourrait être exigé, ne devra pas dépasser deux francs-or.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation concluded this day between Greece and Italy, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Convention.

AS REGARDS THE CONVENTION.

Ad Article 3.

The provisions laid down in Article 3 of the Convention shall also apply to companies which are constituted and have their head offices outside the Kingdom of Italy but which, as a result of the action of the competent Italian judicial administrative authorities, have been accorded Italian nationality under the treaties which terminated the world war, or under agreements included as annexes to those treaties.

Ad Articles 5 and 6.

The High Contracting Parties recognise that the term "most favoured nation" employed in Articles 5 and 6 of the Convention shall be taken to mean that foodstuffs and raw materials from overseas (as for instance : coffee, tea, tobacco, cotton, wool, oilseed), of whatever origin, which are imported into one of the two countries through the territory of the other, whether they have been warehoused or repacked in the latter's free ports or bonded warehouses or not, shall not be subject to treatment in any respect less favourable than that accorded to similar products having the same origin imported into either country through any third State, whether previously warehoused or repacked or not in free ports or bonded warehouses of the said third State.

Ad Article 10.

It is understood that the High Contracting Parties, with a view to obtaining as quickly as possible the full application of the principle laid down in Article 10, paragraph 1 of the Convention shall not maintain or establish any prohibition or restriction of imports or exports unless such measure be absolutely necessary, and then only for so long as the exceptional circumstances which necessitate the measure continue to exist.

In conformity with the spirit of this provision the two High Contracting Parties shall apply to one another such prohibitions or restrictions as are in force in the most generous and liberal manner possible.

Further, should either of the High Contracting Parties establish new prohibitions or restrictions on imports or exports, the granting of exemptions or the fixing of quotas shall be examined at the request of either High Contracting Party in order that the least possible harm may be caused to commercial relations between the two countries.

Ad Article 11.

The charges to be levied if a visa is required for certificates of origin shall not exceed two gold francs.

Ad Article 14

Il est entendu que tous les produits et marchandises, notamment les produits vinicoles, seront réciproquement admis dans les zones franches et y pourront subir, en observant les conditions établies par les lois et règlements du pays, toute opération de manipulation, de réemballage, de transbordement, de rechargement et de transvasement dans des récipients ou des wagons appropriés.

Ad Article 20.

Les dispositions de l'article 20 ne portent aucune atteinte aux attributions réservées aux autorités consulaires des deux Hautes Parties contractantes dans les cas de naufrage, d'échouage ou d'avarie d'un navire de l'Etat dont elles ressortent dans les eaux de l'autre Etat, telles qu'elles sont déterminées par la Convention¹ consulaire du (15) 27 novembre 1880.

EN CE QUI CONCERNE LE TARIF A L'ENTRÉE EN GRÈCE :

I.

Ad N° 3 a) . — Il reste entendu que dans le cas où un droit inférieur à celui fixé pour les fromages indiqués aux numéros 1, 2, 3, 4, et 6 de la position 3 a) serait accordé par la Grèce à un tiers Etat quelconque, pour n'importe quel genre ou spécialité de fromage, le même droit sera appliqué aux fromages similaires italiens selon l'espèce.

II.

Ad N° 3 a) 5. — Il reste entendu que les dénominations de Parmesan, Reggiano et Lodigiano n'indiquent pas le lieu de production, mais le genre de fabrication. Le droit de 40 drachmes est, par conséquent, accordé pour toutes les sortes de fromages de ce genre de fabrication, quelle que soit la contrée d'où ils proviennent.

III.

Ad N° 21. — Dans le cas où la Grèce accorderait à une tierce Puissance des réductions de droits ou des faveurs spéciales quant au régime d'une spécialité quelconque de vin, ces réductions et faveurs seront immédiatement étendues, dans la même mesure, aux spécialités italiennes de vin Marsala, Malvoisie et Muscat.

IV.

Dans le cas où la Grèce viendrait dans la décision de modifier le régime douanier actuel pour les produits dont ci-dessous, les mêmes produits, originaires et provenant de l'Italie, ses colonies et possessions, ne pourront être soumis, à leur importation en Grèce, à des droits dépassant la mesure pour chacun d'eux ci-après indiquée :

Ex 203 c) Fils de chanvre simples, de couleur naturelles, non polis :

	Dr. Mét. par ql.
1. Jusqu'au N° 10	12
2. De plus de 10 jusqu'au N° 24	14

Le présent protocole, qui sera considéré comme approuvé et sanctionné par les Hautes Parties contractantes sans autre ratification spéciale, par le seul fait de l'échange des ratifications de la convention à laquelle il se rapporte, a été dressé en double expédition à Rome, le vingt-quatre novembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) N. XYDAKIS.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VIII, page 622.

Ad Article 14.

It is understood that all products and goods, in particular viticultural products, shall be reciprocally allowed to enter the free zones and may there, subject to the laws and regulations in force in the country, undergo every kind of manipulation, repacking, transhipment, reloading or transfer to receptacles or suitable wagons.

Ad Article 20.

The provisions of Article 20 shall in no way affect the powers and duties with which the consular authorities of the two High Contracting Parties are invested in the case of the shipwreck, stranding or damaging of a vessel of the State of which they are nationals in the waters of the other State, as defined in the Consular Convention¹ of November 15/27, 1880.

AS REGARDS THE TARIFF FOR IMPORTS INTO GREECE :

I.

Ad No. 3 (a). — It is understood that if a duty lower than that fixed for the cheeses referred to in Nos. 1, 2, 3, 4 and 6 of No. 3 *a* is granted by Greece to any third State for any kind of cheese or cheese speciality, the same duty shall be applied to similar Italian cheeses according to the variety.

II.

Ad No. 3 (a) 5. — It is understood that the appellations Parmesan, Reggiano and Lodigiano shall not refer to the locality of production but to the method of manufacture. The duty of 40 drachmas shall therefore be accorded in the case of every kind of cheese manufactured in this way from whatever locality it may come.

III.

Ad No. 21. — Should Greece accord to a third Power reduction in duties or special advantages with regard to any particular brand of wine, these reductions or advantages shall immediately apply to the same extent to Italian Marsala, Malvoisie and Muscatel wines.

IV.

Should Greece decide to alter the present Customs régime governing the products enumerated below, the same products originating in and coming from Italy, her colonies and possessions, shall not be required to pay on importation into Greece any duties exceeding in each case the following :

Ex 203 (c) Plain hemp thread, of natural colour, not polished :

	Metal Drachmas per quintal
(1) Up to 10 threads	12
(2) More than 10 and up to 24 threads	14

The present Protocol, which shall be regarded as having been approved and confirmed by the High Contracting Parties without further special ratification by the fact of the exchange of ratifications of the Treaty to which it refers, has been drawn up in duplicate at Rome this twenty-fourth day of November, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) N. XYDAKIS.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 71, page 204.

DÉCLARATION

Il reste entendu que la Convention de commerce et de navigation signée aujourd'hui entre la Grèce et l'Italie ne préjudicie en aucune manière aux réclamations en faveur des particuliers qui sont basées sur les clauses du Traité de commerce et de navigation ¹ italo-hellénique, signé à Rome le 1^{er} avril - 20 mars 1889, maintenues en vigueur par le Protocole ² commercial du 30 décembre 1899, et que tout différend qui viendrait à surgir entre les deux gouvernements, en ce qui concerne la validité desdites réclamations, sera déféré, à la requête de l'un ou de l'autre, à la décision du Tribunal arbitral prévu par l'article 24 de la susdite Convention de commerce et de navigation d'aujourd'hui.

Fait à Rome, en double expédition, le vingt-quatre novembre mil neuf cent vingt-six.

N. MAVROUDIS.

Benito MUSSOLINI.

N. XYDAKIS.

DÉCLARATION

Au moment de procéder, aujourd'hui, à la signature de la Convention de commerce et de navigation entre la Grèce et l'Italie, les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes, tenant compte que ladite convention ne reconnaît pas aux navires des Hautes Parties contractantes l'exercice du cabotage dans les eaux territoriales respectives, déclarent que si l'une d'elles avait accordé ou accorderait cet exercice à une tierce Puissance, l'autre Partie contractante ne pourra invoquer, en l'espèce, le traitement de la nation la plus favorisée qu'à condition d'assurer à titre de réciprocité la même concession. Cette déclaration fera partie intégrante de la susdite convention.

Fait à Rome, en double expédition, le vingt-quatre novembre mil neuf cent vingt-six.

N. MAVROUDIS.

Benito MUSSOLINI.

N. XYDAKIS.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention de commerce et de navigation, conclue à la date de ce jour entre la Grèce et l'Italie, les plénipotentiaires soussignés confirment ce qui suit :

« A l'occasion des négociations qui ont eu lieu pour la Convention de commerce et de navigation signée à la date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Grèce, la délégation hellénique a pris en la plus bienveillante considération la demande faite par la délégation italienne, tendant à établir, dans le tarif annexé à la susdite convention, des droits de douane spéciaux applicables à l'importation en Grèce des produits suivants d'origine et en provenance de l'Italie, à savoir : fil en soie artificielle, fils et tops de laine artificielle (« sniafil »), tissus de laine, de coton, ou de soie naturelle, purs ou mélangés, contenant aussi de la soie artificielle ou du « sniafil ».

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVIII, page 690.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIII, page 244.

DECLARATION.

It is understood that the Convention of Commerce and Navigation concluded to-day between Greece and Italy shall in no way affect claims on behalf of private individuals based on the provisions of the Italo-Greek Treaty¹ of Commerce and Navigation signed at Rome on March 20-April 1, 1889, which were maintained in force under the Commercial Protocol² of December 30, 1899, and that any dispute which may arise between the two Governments concerning the validity of these claims shall, at the request of either Government, be referred for decision to the court of arbitration as provided in Article 24 of the Convention of Commerce and Navigation signed to-day.

Done at Rome in duplicate this twenty-fourth day of November, One thousand nine hundred and twenty-six.

N. MAVROUDIS.

Benito MUSSOLINI.

N. XYDAKIS.

DECLARATION.

On proceeding to-day to sign the Convention of Commerce and Navigation concluded between Greece and Italy, the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties, in view of the fact that the Convention does not allow the vessels of either of the Contracting Parties to engage in coasting trade in the territorial waters of the other Party, declare that if either Contracting Party has granted or may in future grant this right to a third Party, the other Contracting Party may not invoke most-favoured-nation treatment in this respect, unless it grants the same right to the first Party on the basis of reciprocity. This Declaration shall form an integral part of the Convention.

Done in duplicate at Rome, this twenty-fourth day of November, 1926.

N. MAVROUDIS.

Benito MUSSOLINI.

N. XYDAKIS.

PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation concluded this day between Greece and Italy, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declaration :

“ During the negotiations which took place in connection with the Convention of Commerce and Navigation concluded this day between Italy and Greece, the Greek Delegation has given most favourable consideration to the request put forward by the Italian Delegation to the effect that in the tariff annexed to the Convention special Customs duties should be established which would be applicable to the importation into Greece of the following products originating in and coming from Italy : artificial silk thread, threads and skeins of artificial wool (“ sniafil ”), wool, cotton or natural silk fabrics, pure or mixed, containing also artificial silk or “ sniafil ”.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 81, pages 545 and 551.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 454.

« Ladite délégation tout en reconnaissant que les produits susdits pourraient être soumis à un traitement douanier mieux adéquat à leur valeur effective, s'est trouvée dans l'impossibilité de satisfaire la demande italienne, le système et la nomenclature du tarif douanier hellénique ne le permettant pas.

« Elle s'engage, toutefois, à recommander tout particulièrement à son gouvernement que la question soit examinée en tenant compte aussi bien des nécessités de la production italienne que de la valeur des produits dont il s'agit, et cela en vue d'une modification du traitement douanier actuel qui pourrait être faite, soit par voie autonome, soit, s'il y a lieu, par convention spéciale.

« La délégation italienne a pris acte de ces déclarations. »

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole.

Fait à Rome, en double expédition le vingt-quatre novembre mil neuf cent vingt-six.

N. MAVROUDIS.
N. XYDAKIS.

Benito MUSSOLINI.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE AU MINISTRE DE GRÈCE A ROME.

ROME, le 24 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au cours des négociations, qui ont abouti à la conclusion de la Convention de commerce et de navigation en date d'aujourd'hui, la délégation hellénique a fait ressortir l'intérêt que le Gouvernement hellénique attacherait à l'acquisition de la part de l'Administration italienne du Monopole des tabacs d'une certaine quantité de tabac de production hellénique.

Bien que la production de tabac italien soit devenue à peu près suffisante aux besoins dudit monopole, j'ai toutefois l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement italien dans le vif désir de satisfaire, dans toute la mesure du possible, au désir exprimé par la délégation hellénique, recommandera à l'Administration du Monopole italien l'acquisition d'une quantité minimum de 1.500.000 kilos de tabacs grecs bruts, dans la période de deux ans, aux conditions suivantes :

- a) Que les qualités et les provenances de tabacs soient librement choisies par la Régie italienne ;
- b) Que la susdite quantité soit offerte sur le marché libre, à des prix jugés convenables par la Régie italienne.

Dans l'espoir que Votre Excellence voudra bien me donner l'assurance que le Gouvernement hellénique est d'accord sur ce qui précède, je vous prie, Monsieur le Ministre, d'agréer les assurances de ma haute considération.

Benito MUSSOLINI.

“ The Greek Delegation, while recognising that such products might receive Customs treatment more in keeping with their actual value, is unable, in view of the system and nomenclature of the Greek Customs tariff, to grant the Italian request.

“ It undertakes, however, to urge its Government to examine the question, taking into account both the requirements of Italian production and the value of the products in question, with a view to modifying the present Customs treatment — an end which might be attained either by internal legislation or, if necessary, by a special agreement.

“ The Italian Delegation has noted these declarations ”.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done in duplicate at Rome, this twenty-fourth day of November, One thousand nine hundred and twenty-six.

N. MAVROUDIS.
N. XYDAKIS.

Benito MUSSOLINI.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GREEK MINISTER AT ROME.

ROME, *November 24, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations which led to the conclusion of the Convention of Commerce and Navigation to-day, the Greek Delegation stated that the Greek Government attached great importance to the purchase by the Italian Tobacco Monopoly of a certain quantity of raw tobacco of Greek production.

Although the Italian production of tobacco has become practically sufficient for the requirements of the Monopoly, I have nevertheless the honour to inform you that the Italian Government, being particularly desirous of meeting the wishes of the Greek Delegation as far as possible, will recommend the Italian Monopoly to purchase a minimum quantity of 1,500,000 kilogrammes of raw Greek tobacco within a period of two years, on the following conditions :

(a) That the qualities of tobacco and the localities from which it comes shall be freely selected by the Italian Régie ;

(b) That the above-mentioned quantity shall be offered in the open market at prices considered satisfactory by the Italian Régie.

Trusting that Your Excellency will be able to assure me that the Greek Government agrees to the above-mentioned suggestion, I have the honour to be, etc.

Benito MUSSOLINI.

LE MINISTRE DE GRÈCE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, le 24 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date d'aujourd'hui Votre Excellence a bien voulu au nom de son gouvernement me communiquer ce qui suit :

« Au cours des négociations, qui ont abouti à la conclusion de la Convention de commerce et de navigation en date d'aujourd'hui, la délégation hellénique a fait ressortir l'intérêt que le Gouvernement hellénique attacherait à l'acquisition de la part de l'Administration italienne du Monopole des tabacs d'une certaine quantité de tabac brut de production hellénique.

« Bien que la production de tabac italienne soit devenue à peu près suffisante au besoin dudit monopole, j'ai toutefois l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement italien, dans le vif désir de satisfaire, dans toute la mesure du possible au désir exprimé par la Délégation hellénique, recommandera à l'Administration du Monopole italien l'acquisition d'une quantité minimum de 1.500.000 kilos de tabacs grecs bruts, dans la période de deux ans aux conditions suivantes :

« a) Que les qualités et les provenances de tabacs soient librement choisies par la Régie italienne ;

« b) Que la susdite quantité soit offerte sur le marché libre, à des prix jugés convenables par la Régie italienne. »

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République hellénique est d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

N. MAVROUDIS.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE AU MINISTRE DE GRÈCE A ROME.

ROME, le 24 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Pendant les négociations qui ont eu lieu pour la conclusion de la Convention de commerce et de navigation signée en date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Grèce, la délégation hellénique a fait ressortir le grand intérêt que son gouvernement attache à ce que soit favorisée l'importation en Italie de vins grecs.

Dans le désir de donner satisfaction, autant que possible, à cette demande et conformément à l'esprit de la disposition contenue à la note « addition article 10 » du protocole final à la convention susdite, j'ai l'honneur de vous déclarer ce qui suit :

Le Gouvernement italien est prêt à permettre annuellement l'importation en Italie de 25.000 hectolitres de « vins en fûts, dames-jeannes ou en wagons réservoirs » d'origine et provenance hellénique, dont la moitié, c'est-à-dire 12.500 hl., de vin de Samos mentionné au tarif Annexe A à la même convention (Note ad. N° 106 a).

Il reste entendu que, dans la limite de la quantité précitée, les vins susdits seront admis en acquittant le droit de 20 liras avec coefficient 0,5, et, en tout cas, au traitement de la nation la plus favorisée, et que l'importation s'effectuera sur présentation d'un certificat à délivrer par les autorités grecques compétentes d'après les règles qui seront fixées d'un commun accord entre les deux gouvernements.

J'espère que Votre Excellence voudra bien me donner l'assurance que le Gouvernement de la République hellénique est d'accord à ce sujet.

Veuille agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Benito MUSSOLINI.

THE GREEK MINISTER AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *November 24, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

In a note dated to-day you were good enough to inform me as follows, on behalf of your Government :

“ In the course of the negotiations which led to the conclusion of the Convention of Commerce and Navigation to-day, the Greek Delegation stated that the Greek Government attached great importance to the purchase by the Italian Tobacco Monopoly of a certain quantity of raw tobacco of Greek production.

“ Although the Italian production of tobacco has become practically sufficient for the requirements of the Monopoly, I have nevertheless the honour to inform you that the Italian Government, being particularly desirous of meeting the wishes of the Greek Delegation as far as possible, will recommend the Italian Monopoly to purchase a minimum quantity of 1,500,000 kilogrammes of raw Greek tobacco within a period of two years, on the following conditions :

“ (a) That the qualities of tobacco and the localities from which it comes shall be freely selected by the Italian Régie ;

“ (b) That the above-mentioned quantity shall be offered in the open market at prices considered satisfactory by the Italian Régie.”

I have noted this communication and I have the honour to inform you that the Government of the Greek Republic agrees to the proposal in question.

I have, etc.

N. MAVROUDIS.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE GREEK MINISTER AT ROME.

ROME, *November 24, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

In the course of the negotiations which took place for the conclusion of the Convention of Commerce and Navigation between Italy and Greece, which has been signed to-day, the Greek Delegation stated that the Greek Government attached great importance to the encouragement of the importation into Italy of Greek wines.

Being desirous of meeting this request as far as possible, and acting in conformity with the spirit of the provision in the Note (Ad Article 10) to the Final Protocol of the Convention, I have the honour to inform you as follows :

The Italian Government is prepared to allow the annual importation into Italy of 25,000 hectolitres of wines in casks, demijohns or tank wagons, originating in and coming from Greece, of which half — that is to say 12,500 hectolitres — shall be the Samos wine mentioned in the Tariff, Annex A, to the Convention (Note ad No. 106 (a)).

It is understood that within the limits of the above-mentioned quantity such wines shall be admitted on payment of a duty of 20 lire with a coefficient of 0.5 and in any case shall receive most-favoured-nation treatment, and that they may be imported on presentation of a certificate issued by the competent Greek authority in accordance with rules to be adopted by joint agreement between the two Governments.

I trust that Your Excellency will be able to assure me that the Government of the Greek Republic agrees to this proposal.

I have the honour to be, etc.

Benito MUSSOLINI.

LE MINISTRE DE GRÈCE A ROME AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES D'ITALIE.

ROME, le 24 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une note en date d'aujourd'hui Votre Excellence a bien voulu, au nom de son gouvernement, me communiquer ce qui suit :

« Pendant les négociations qui ont eu lieu pour la conclusion de la Convention de commerce et de navigation signée en date d'aujourd'hui entre l'Italie et la Grèce, la délégation hellénique a fait ressortir le grand intérêt que son gouvernement attache à ce que soit favorisée l'importation en Italie de vins grecs.

» Dans le désir de donner satisfaction, autant que possible, à cette demande et conformément à l'esprit de la disposition contenue à la note, addition article 10, du protocole final à la convention susdite, j'ai l'honneur de vous déclarer ce qui suit :

» Le Gouvernement italien est prêt à permettre annuellement l'importation en Italie de 25.000 hectolitres de « vins en fûts, dames-jeannes ou en wagons réservoirs » d'origine et provenance hellénique dont la moitié, c'est-à-dire 12.500 hl., de vin de Samos mentionné au tarif Annexe A, à la même convention (Note *ad.* N° 106 a).

» Il reste entendu que, dans la limite de la quantité précitée, les vins susdits seront admis en acquittant le droit de 20 liras avec coefficient 0,5 et en tout cas, au traitement de la nation la plus favorisée, et que l'importation s'effectuera sur présentation d'un certificat à délivrer par les autorités grecques compétentes, d'après les règles qui seront fixées d'un commun accord entre les deux gouvernements. »

En prenant acte de cette communication, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République hellénique est d'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

N. MAVROUDIS.

Certifiée
Copie conforme :
Grandi.

THE GREEK MINISTER AT ROME TO THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, *November 24, 1926.*

YOUR EXCELLENCY,

In a note of to-day's date, Your Excellency was good enough to communicate to me, on behalf of your Government, the following :

“ In the course of the negotiations which took place for the conclusion of the Convention of Commerce and Navigation, between Italy and Greece, which has been signed to-day, the Greek Delegation stated that the Greek Government attached great importance to the encouragement of the importation into Italy of Greek wines.

“ Being desirous of meeting this request as far as possible and acting in conformity with the spirit of the provision in the Note (Ad Article 10) to the Final Protocol of the Convention, I have the honour to inform you as follows :

“ The Italian Government is prepared to allow the annual importation into Italy of 25,000 hectolitres of wines in casks, demijohns or tank wagons, originating in and coming from Greece, of which half — that is to say 12,500 hectolitres — shall be the Samos wine mentioned in the Tariff, Annex A to the Convention (Note ad No. 106 (a).

“ It is understood that within the limits of the above-mentioned quantity such wines shall be admitted on payment of a duty of 20 lire with a coefficient of 0.5 and in any case shall receive most-favoured-nation treatment, and that they may be imported on presentation of a certificate issued by the competent Greek authority in accordance with rules to be adopted by joint agreement between the two Governments.”

I have noted this communication and have the honour to inform you that the Government of the Greek Republic agrees to the proposal in question.

I have the honour to be, etc.

N. MAVROUDIS.

N° 1481.

GRÈCE ET ITALIE

Convention pour l'exercice de la
pêche maritime. Signée à Rome,
le 24 novembre 1926.

GREECE AND ITALY

Convention with regard to Sea-
Fishing. Signed at Rome, No-
vember 24, 1926.

N^o 1481. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRÈCE ET L'ITALIE POUR L'EXERCICE DE LA PÊCHE MARITIME. SIGNÉE A ROME, LE 24 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de la République hellénique à Berne et le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 juin 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, animés du désir de favoriser les relations économiques entre leurs pays respectifs, ont résolu de conclure un accord spécial en matière de pêche maritime, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

Son Excellence Nicolas MAVROUDIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République hellénique en Italie ;

Son Excellence Nicolas N. XYDAKIS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires politiques au Ministère des Affaires étrangères en Grèce ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence, le Chevalier Benito MUSSOLINI, chef du gouvernement, premier ministre, secrétaire d'Etat, ministre secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les ressortissants italiens seront admis à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales helléniques, en observant toutes les dispositions des lois et des règlements en vigueur. Ils ne seront soumis à aucune charge ou taxe qui ne soit pas exigible même des pêcheurs helléniques et, dans l'exercice de leur activité, ils seront soumis aux lois, règlements et dispositions de tout genre, concernant la pêche maritime, applicables, en même temps et de la même manière, aux ressortissants helléniques.

Article 2.

Les ressortissants helléniques seront admis à l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque en observant toutes les dispositions des lois et des règlements en vigueur. Ils ne seront soumis à aucune charge ou taxe qui ne serait pas exigible même des

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 1^{er} juin 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1481. — CONVENTION ² WITH REGARD TO SEA-FISHING BETWEEN GREECE AND ITALY. SIGNED AT ROME, NOVEMBER 24 1926.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires of the Hellenic Republic at Berne and the Italian Minister for Foreign Affairs The registration of this Convention took place June 10, 1927.

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of promoting economic relations between their respective countries, have decided to conclude a special agreement on sea-fishing, and have for this purpose appointed their Plenipotentiaries, namely :

THE PRESIDENT OF THE GREEK REPUBLIC :

His Excellency Nicolas MAVROUDIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Greek Republic in Italy ;

His Excellency N. XYDAKIS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Director of Political Affairs in the Greek Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Benito MUSSOLINI, Head of the Government, Prime Minister, Secretary of State, Minister of State for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following Articles :

Article 1.

Italian nationals shall be allowed to fish in Greek territorial waters, provided they observe all the provisions of the laws and regulations in force.

They shall not be subject to any charge or tax which is not also leviable on Greek fishermen, and in conducting their operations they shall be subject to all the laws, rules and provisions concerning sea-fishing which are simultaneously and similarly applicable to Greek nationals.

Article 2.

Greek nationals shall be allowed to fish in the territorial waters of Tripolitania and Cyrenaica, provided they observe all the laws and regulations in force. They shall not be subject to any charge or tax which is not also leviable on Italian fishermen, and while conducting their fishing

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Rome, June 1, 1927.

pêcheurs italiens, et dans l'exercice de la pêche seront soumis aux lois, règlements et dispositions de tout genre concernant la pêche maritime, qui seront applicables en même temps et de la même manière aux ressortissants italiens.

Ils jouiront, en outre, en ce qui touche la pêche des éponges, des facilités suivantes :

a) La moitié du nombre total disponible chaque année des permis pour la pêche au scaphandre sera mise à la disposition des ressortissants grecs qui en feront la demande, étant entendu que le nombre total sera fixé sans contrôle par les autorités compétentes italiennes, afin d'assurer la rationnelle exploitation des bancs d'éponges. Lesdites autorités auront le soin de communiquer au Gouvernement hellénique, au moins deux mois à l'avance, le nombre des permis qui seront mis à la disposition des ressortissants grecs.

b) Au lieu du dépôt en espèce, il sera accepté une garantie valable, même prêté par cautionnement d'une banque, dont le montant ne pourra jamais dépasser celui du dépôt en espèce, établi par les autorités compétentes italiennes, en vue d'assurer le paiement des indemnités aux scaphandriers en cas d'accident. Ce dépôt ou la garantie qui pourrait lui être substituée ne pourra pas dépasser le montant maximum de 12.000 liras par bateau scaphandrier.

Article 3.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Rome le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur après l'échange des ratifications. Toutefois, les Parties contractantes s'engagent à la mettre provisoirement en vigueur au moment de la signature.

Elle demeurera applicable pendant le délai de deux années à partir de l'échange des ratifications ; ce délai passé, elle pourra être dénoncée en tout temps en restant exécutoire pendant six mois à partir du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signée et revêtue de leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le vingt-quatre novembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) N. XYDARIS.

Copie certifiée conforme :
Grandi.

operations they shall be subject to all the laws, regulations and provisions concerning sea-fishing which are simultaneously and similarly applicable to Italian nationals.

They shall, moreover, as regards sponge fishing, enjoy the following privileges :

(a) Half the total available number of divers' fishing licences each year shall be placed at the disposal of Greek nationals applying for them, it being understood that the total number shall be decided upon by the competent Italian authorities with a view to ensuring the rational exploitation of the sponge beds. The above authorities shall notify to the Greek Government at least two months in advance the number of licences which will be placed at the disposal of Greek nationals.

(b) In order to ensure the payment of compensation to divers in case of accident, the Italian authorities will accept, in lieu of a cash deposit, a valuable guarantee, which may take the form of bank security, and the amount of which shall in no case exceed the amount of the cash deposit required by the competent Italian authorities.

Such deposits, or guarantees in lieu thereof, shall not exceed 12,000 Italian lire for each diver's vessel.

Article 3.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Rome as soon as possible.

It shall come into force after the exchange of ratifications. Both Contracting Parties, however, undertake to put it provisionally into force immediately it has been signed.

It shall remain in force for a period of two years reckoned from the date of the exchange of ratifications and may thereafter be denounced at any time, but shall remain in force for six months after the date of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Rome, this twenty-fourth day of November, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) Benito MUSSOLINI.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) N. XYDAKIS.

N° 1482.

FINLANDE ET LETTONIE

Echange de notes, comportant un accord tendant à la suppression des visas pour les citoyens des deux Etats dans les relations réciproques. Helsingfors, le 14 mai 1927.

FINLAND AND LATVIA

Exchange of Notes constituting an Agreement in view of the Suppression of Visas for the Nationals of the two States in their mutual Traffic. Helsingfors, May 14, 1927.

N^o 1482. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET LETTON, COMPORTANT UN ACCORD TENDANT A LA SUPPRESSION DES VISAS POUR LES CITOYENS DES DEUX ÉTATS DANS LES RELATIONS RÉCIPROQUES. HELSINGFORS, LE 14 MAI 1927.

*Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Lettonie et de Finlande.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 juin 1927.*

LÉGATION DE LETTONIE
HELSINGFORS.

N^o 643.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les Gouvernements de Lettonie et de Finlande ayant résolu d'abolir les visas de passeports entre les deux Etats, j'ai l'honneur, au nom de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Lettonie accepte l'accord auquel les négociations poursuivies, à cet effet, entre les deux gouvernements ont abouti, et dont le texte je vous prie de vouloir bien trouver ci-après :

« Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats ont le droit de se rendre, par les passages frontières légaux, au territoire de l'autre Etat, sans visa d'entrée, à condition qu'ils soient porteurs d'un passeport valide et délivré pour l'étranger. Cette facilité est accordée seulement aux porteurs d'un passeport national et ne regarde pas les porteurs des passeports d'étrangers (passeport Nansen, etc.).

Les ressortissants de chacun des deux Etats ont le droit de séjourner, sans aucune autorisation spéciale, pendant trois mois, sur le territoire de l'autre Etat, à compter du jour de traversée de la frontière.

Le visa de transit, ainsi que le visa de sortie pour les personnes qui ont séjourné sur le territoire de l'autre Etat moins de trois, mois sont supprimés.

Article 2.

Pour la traversée commune de la frontière de groupes de personnes comprenant des ressortissants de l'un des deux Etats, est valable, au lieu de passeports, une liste de participants faite par les autorités compétentes et munies du visa de la représentation compétente de l'autre Etat. Ce visa doit être délivré gratuitement.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} juin 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1482. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE FINNISH AND LATVIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT IN VIEW OF THE SUPPRESSION OF VISAS FOR THE NATIONALS OF THE TWO STATES IN THEIR MUTUAL TRAFFIC. HELSINGFORS, MAY 14, 1927.

*French official text communicated by the Latvian and Finnish Ministers for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes took place June 11, 1927.*

LATVIAN LEGATION.
HELSINGFORS.

No. 643.

YOUR EXCELLENCY,

The Governments of Latvia and Finland having resolved to abolish passport visas between the two States, I have the honour on behalf of my Government to inform you that the Latvian Government accepts the Agreement drawn up as a result of the negotiations conducted between the two Governments for that purpose. The text of this Agreement is as follows :

“ Article 1.

Nationals of either State shall have the right to enter the territory of the other at any of the specified points without an entrance visa, provided that they are bearers of a valid passport for foreign countries. This facility shall be granted only to bearers of a national passport and shall not apply to bearers of passports issued to foreigners (Nansen passport, etc.).

Nationals of either State shall have the right, without special authorisation, to remain in the territory of the other State for three months reckoned from the date on which they crossed the frontier.

Transit visas, and also exit visas for persons who have resided for less than three months in the territory of the other State, shall be abolished.

Article 2.

When the frontier is to be crossed by groups of persons consisting of nationals of either State, a list of the persons concerned, drawn up by the competent authorities and bearing the visa of the competent authorities of the other State, may take the place of passports. Such visa shall be issued free of charge.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Came into force June 1, 1927.

Article 3.

Cet accord ne déroge point aux prescriptions spéciales en vigueur dans les deux Etats sur le barrage de frontières, sur le refus d'entrée à toute personne jugée indésirable, sur la registration de police, sur le séjour de plus de trois mois et sur l'expulsion des étrangers, ainsi que sur la protection du marché de travail indigène.

Article 4.

Chacun des deux Etats a le droit d'expulser de son territoire des ressortissants de l'autre Etat :

Qui ont violé les prescriptions de registration et de séjour des étrangers au pays ; ou

Qui ont agi contrairement aux règlements sur la protection du marché de travail indigène. Cette stipulation s'applique spécialement aux ressortissants de l'un des deux Etats qui ont accepté un emploi, après l'entrée au territoire de l'autre Etat, sans être munis d'avance d'une permission de travail délivrée par la représentation compétente de cet Etat.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juin 1927 et prendra fin un mois après sa dénonciation par un des deux Etats. »

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

HELSINGFORS, le 14 mai 1927.

(Signé) O. GROSVALDS,
Ministre de Lettonie.

Son Excellence
Monsieur V. Voionmaa,
Ministre des Affaires étrangères,
Helsingfors.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N° 5849.

HELSINKI, le 14 mai 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Les Gouvernements de Finlande et de Lettonie ayant résolu d'abolir les visas de passeports entre les deux Etats, j'ai l'honneur, au nom du Gouvernement de Finlande, de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Finlande accepte l'accord auquel les négociations poursuivies, à cet effet, entre les deux gouvernements ont abouti, et dont le texte je vous prie de vouloir bien trouver ci-après :

« Article premier.

Les ressortissants de chacun des deux Etats ont le droit de se rendre, par les passages frontières légaux, au territoire de l'autre Etat, sans visa d'entrée, à condition qu'ils soient

Article 3.

This agreement shall be without prejudice to the special provisions in force in the two States concerning the closing of frontiers, the refusal of admittance to any person deemed undesirable, police registration, residence for a period exceeding three months, and the expulsion of aliens, and also to the regulations concerning the protection of the home labour market.

Article 4.

Each of the two States shall have the right to expel from its territory nationals of the other State :

Who have infringed the provisions concerning the registration and residence of foreigners in the country ; or

Who have contravened the regulations concerning the protection of the home labour market. This provision shall apply especially to nationals of either of the two States who have accepted employment after having entered the territory of the other State, without having first obtained an employment permit from the competent authorities of that State.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on June 1, 1927, and shall terminate one month after its denunciation by either of the two States."

I have the honour to be... etc.

HELSINGFORS, *May 14, 1927.*

(Signed) O. GROSVALDS.
Latvian Minister.

His Excellency,
M. V. Voionmaa,
Minister for Foreign Affairs,
Helsingfors.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 5849.

HELSINGFORS, *May 14, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

The Governments of Finland and Latvia having resolved to abolish passport visas between the two States, I have the honour on behalf of the Finnish Government to inform you that the latter accepts the Agreement drawn up as a result of the negotiations conducted between the two Governments for that purpose. The text of this Agreement is as follows :

" Article 1.

Nationals of either State shall have the right to enter the territory of the other at any of the specified points without an entrance visa, provided that they are bearers of a valid passport for

porteurs d'un passeport valide et délivré pour l'étranger. Cette facilité est accordée seulement aux porteurs d'un passeport national et ne regarde pas les porteurs des passeports d'étrangers (passeport Nansen, etc.).

Les ressortissants de chacun des deux Etats ont le droit de séjourner, sans aucune autorisation spéciale, pendant trois mois, sur le territoire de l'autre Etat, à compter du jour de traversée de la frontière.

Les visas de transit, ainsi que les visas de sortie pour les personnes qui ont séjourné sur le territoire de l'autre Etat moins de trois mois, sont supprimés.

Article 2.

Pour la traversée commune de la frontière de groupes de personnes comprenant des ressortissants de l'un des deux Etats, est valable, au lieu de passeports, une liste de participants faite par les autorités compétentes et munies du visa de la représentation compétente de l'autre Etat. Ce visa doit être délivré gratuitement.

Article 3.

Cet accord ne déroge point aux prescriptions spéciales en vigueur dans les deux Etats sur le barrage des frontières, sur le refus de l'entrée à toute personne jugée indésirable, sur la registration de police, sur le séjour de plus de trois mois et sur l'expulsion des étrangers, ainsi que sur la protection du marché de travail indigène.

Article 4.

Chacun des deux Etats a le droit d'expulser de son territoire des ressortissants de l'autre Etat :

Qui ont violé les prescriptions de registration et de séjour des étrangers au pays ; ou

Qui ont agi contrairement aux règlements sur la protection du marché de travail indigène. Cette stipulation s'applique spécialement aux ressortissants de l'un des deux Etats qui ont accepté un emploi, après l'entrée au territoire de l'autre Etat, sans être muni d'avance d'une permission de travail délivrée par la représentation compétente de cet Etat.

Article 5.

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} juin 1927 et prendra fin un mois après sa dénonciation par un des deux Etats. »

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(*Paraksts*) Väinö VOIONMAA.

Monsieur Olgerd Groswald,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Lettonie
etc., etc., etc.
Helsinki.

foreign countries. This facility shall be granted only to bearers of a national passport and shall not apply to bearers of passports issued to foreigners (the Nansen passport etc.).

Nationals of either State shall have the right, without special authorisation, to remain in the territory of the other State for three months reckoned from the date on which they cross the frontier.

Transit visas, and also exit visas for persons who have resided for less than three months in the territory of the other State, shall be abolished.

Article 2.

When the frontier is to be crossed by groups of persons consisting of nationals of either State, a list of the persons concerned, drawn up by the competent authorities and bearing the visa of the competent authorities of the other State, may take the place of passports. Such visas shall be issued free of charge.

Article 3.

This agreement shall be without prejudice to the special provisions in force in the two States concerning the closing of frontiers, the refusal of admittance to any person deemed undesirable, police registration, residence for a period exceeding three months and the expulsion of aliens, and also to the regulations concerning the protection of the home labour market.

Article 4.

Each of the two States shall have the right to expel from its territory nationals of the other State :

Who have infringed the provisions concerning the registration and residence of foreigners in the country; or

Who have contravened the regulations concerning the protection of the home labour market. This provision shall apply especially to nationals of either of the two States who have accepted employment after having entered the territory of the other State, without having first obtained an employment permit from the competent authorities of that State.

Article 5.

The present Agreement shall come into force on June 1, 1927, and shall terminate one month after its denunciation by either of the two States."

I have the honour to be etc....

(Signed) Väinö VOIONMAA.

M. Olgerd Grosvald,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Latvia,
etc., etc., etc.
Helsingfors.

N° 1483.

ISLANDE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES

Echange de notes, comportant un
arrangement commercial. Moscou,
le 25 mai 1927.

ICELAND AND UNION
OF SOCIALIST SOVIET
REPUBLICS

Exchange of Notes constituting a
Commercial Arrangement. Mos-
cow, May 25, 1927.

No. 1483. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH GOVERNMENT ON BEHALF OF ICELAND AND THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOCIALIST SOVIET REPUBLICS, CONSTITUTING A COMMERCIAL ARRANGEMENT. MOSCOW, MAY 25, 1927.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre de Danemark à Berne au nom de l'Islande.
L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 11 juin 1927.*

Moscow, May 25th, 1927.

SIR,

It being the desire of the Icelandic Government and of the Government of the Union of Soviet Socialistic Republics to establish close commercial relations between Iceland and the Union of Soviet Socialistic Republics, I have the honour to inform you that the Icelandic Government is prepared to undertake, on condition of reciprocity, that goods and ships of the Union as well as citizens and corporations (juridical persons) of the Union in every respect shall enjoy in Iceland the same rights, privileges and facilities which Iceland has granted or may grant to goods, ships, citizens or corporations of any other country.

The foregoing stipulations will not be applicable to :

(a) The rights, privileges and facilities granted by either of the Parties exclusively to countries, which have recognised the Government of the Union *de jure* before February 14th, 1924.

(b) The special benefits accorded by the Union to states bordering on the Union in Asia.

(c) The rights of the coasting trade (*cabotage*).

In view of the relations existing between Iceland and Denmark based on the Danish-Icelandic Union Act of November 30th, 1918, it is understood, as a matter of course, that the foregoing stipulations shall not entitle the Union of Soviet Socialistic Republics to claim the special benefits which have actually been granted, or which may hereafter be granted, by Iceland to Denmark.

The citizens and corporations of one of the Parties shall have free access to the tribunals of the other Party, either as plaintiff or as defendant, and also to the authorities.

Effect will be given immediately to the undertaking contained in this note and will continue to be so given until the arrangement may be terminated by either of the Parties by giving six months notice.

Accept, Sir, my expressions of highest consideration.

(Signed) TORP-PEDERSEN,
Chargé d'Affaires a. i.

Mr. Maxim Litvinoff,
People's Commissary a. i.
For Foreign Affairs.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 8 juin 1927.

Georg Cohn,
Chef du Service de la Société des Nations.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.N^o 1483. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DANOIS AU NOM DE L'ISLANDE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, COMPORTANT UN ARRANGEMENT COMMERCIAL. MOSCOU, LE 25 MAI 1927.

English official text communicated by the Danish Minister at Berne on behalf of Iceland. The registration of this Exchange of Notes took place June 11, 1927.

MOSCOU, le 25 mai 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Le Gouvernement islandais et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes étant désireux d'établir des relations commerciales étroites entre l'Islande et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement islandais est disposé à donner l'assurance que, sous condition de réciprocité, les marchandises et navires de l'Union, aussi bien que les citoyens et sociétés (personnes juridiques) de l'Union, jouiront à tous égards en Islande des mêmes droits, privilèges et facilités que l'Islande a accordés ou pourra accorder ultérieurement aux marchandises, navires, citoyens ou sociétés de tout autre Etat.

Les dispositions précitées ne s'appliqueront pas :

- a) Aux droits, privilèges et facilités accordés par l'une ou l'autre des Parties contractantes exclusivement aux pays qui ont reconnu, *de jure*, le Gouvernement de l'Union avant le 14 février 1924 ;
- b) Aux avantages spéciaux concédés par l'Union aux Etats limitrophes de l'Union en Asie ;
- c) Aux droits de cabotage.

Considérant les rapports qui existent entre l'Islande et le Danemark, lesquels ont pour base l'Acte d'union du 30 novembre 1918, entre le Danemark et l'Islande, il demeure bien entendu que les dispositions précitées ne donneront aucun droit à l'Union des Républiques soviétistes socialistes de revendiquer les avantages spéciaux qui ont été effectivement, ou qui pourront être accordés dans la suite, par l'Islande au Danemark.

Les citoyens et sociétés de l'une des Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie, soit à titre de demandeur, soit à titre de défendeur, et pourront également s'adresser aux autorités de ladite Partie.

L'engagement pris en vertu de la présente note entrera immédiatement en vigueur et continuera à déployer ses effets tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties, moyennant un préavis de six mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire du Peuple, l'expression de ma haute considération.

Le Chargé d'affaires p. i.
(Signé) TORP-PEDERSEN.

A Monsieur Maxime Litvinoff,
Commissaire du Peuple *a. i.*
aux Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Moscow, May 25th 1927.

SIR,

It being the desire of the Government of the Union of Soviet Socialistic Republics and the Icelandic Government to establish close commercial relations between the Union of Soviet Socialistic Republics and Iceland, I have the honour to inform you that the Union of Soviet Socialist Republics is prepared to undertake, on condition of reciprocity, that Icelandic goods and ships as well as citizens and corporations (juridical persons) in every respect shall enjoy in the Union of Soviet Socialist Republics the same rights, privileges and facilities which the Union has granted or may grant to goods, ships, citizens or corporations of any other country.

The foregoing stipulations will not be applicable to :

(a) The rights, privileges and facilities granted by either of the Parties exclusively to countries, which have recognised the Government of the Union *de jure* before February 14th 1927.

(b) The special benefits accorded by the Union to states bordering on the Union in Asia.

(c) The rights of the coasting trade (*cabotage*).

In view of the relations existing between Iceland and Denmark based on the Danish-Icelandic Union Act of November 30th 1918, it is understood, as a matter of course, that the foregoing stipulations shall not entitle the Union of Soviet Socialistic Republics to claim the special benefits which have actually been granted, or which may hereafter be granted, by Iceland to Denmark.

The citizens and corporations of one of the Parties shall have free access to the tribunals of the other Party, either as plaintiff or as defendant, and also to the authorities.

Effect will be given immediately to the undertaking contained in this note and will continue to be so given until the arrangement may be terminated by either of the Parties by giving six months notice.

Accept, Sir, my expressions of high consideration.

(Signed) M. LITVINOFF.

Mr. Emil Torp-Pedersen,
Danish Chargé d'Affaires *a. i.*
Moscow.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 8 juin 1927.

Georg Cohn,
Chef du Service de la Société des Nations.

Moscou, le 25 mai 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et le Gouvernement islandais étant désireux d'établir des relations commerciales étroites entre l'Union des Républiques soviétistes socialistes et le Gouvernement islandais, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes est disposé à donner l'assurance que, sous condition de réciprocité, les marchandises et navires islandais, aussi bien que les citoyens et sociétés (personnes juridiques) jouiront à tous égards sur le territoire de l'Union, des mêmes droits, privilèges et facilités que l'Union a accordés ou pourra accorder ultérieurement aux marchandises, navires, citoyens ou sociétés de tout autre Etat.

Les dispositions précitées ne s'appliqueront pas :

a) Aux droits, privilèges et facilités accordés par l'une ou l'autre des Parties contractantes exclusivement aux pays qui ont reconnu, *de jure*, le Gouvernement de l'Union, avant le 14 février 1924 ;

b) Aux avantages spéciaux concédés par l'Union aux Etats limitrophes de l'Union en Asie ;

c) Aux droits de cabotage.

Considérant les rapports qui existent entre l'Islande et le Danemark, lesquels ont pour base l'Acte d'union du 30 novembre 1918, entre le Danemark et l'Islande, il demeure bien entendu que les dispositions précitées ne donneront aucun droit à l'Union des Républiques soviétistes socialistes de revendiquer les avantages spéciaux qui ont été effectivement accordés, ou qui pourront être accordés dans la suite par l'Islande au Danemark.

Les citoyens et sociétés de l'une des Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie, soit à titre de demandeur, soit à titre de défendeur, et pourront également s'adresser aux autorités de ladite Partie.

L'engagement pris en vertu de la présente note entrera immédiatement en vigueur et continuera à exercer ses effets tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une ou l'autre des Parties, moyennant un préavis de six mois.

Veillez agréer, Monsieur, l'expression de ma haute considération.

(Signé) Maxime LITVINOFF.

Monsieur Emil Torp-Pedersen,
Chargé d'affaires *p. i.*
Moscou.

N° 1484.

ALLEMAGNE ET ESTONIE

Convention d'arbitrage et de conciliation, avec protocole final. Signés à Berlin, le 10 août 1925.

GERMANY AND ESTONIA

Convention of Arbitration and Conciliation, with Final Protocol. Signed at Berlin, August 10, 1925.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

No. 1484. — EESTI-SAKSA VAHELINE VAHEKOHTU JA LEPI-TUSE LEPING¹.

Textes officiels allemand et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 13 juin 1927.

EESTI VABARIIK ja SAKSA RIIK täidetud soovist edendada riikidevaheliste tüliküsimuste rahulikul teel lahendamise menetluse väljarenemist, on kokku leppinud sõlmida üldise vahekohtu ja lepituse lepingu.

Selleks otstarbeks nimetasid oma täisvolinikkudecks

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra Välisminister Kaarel Robert PUSTA,

SAKSA RIIGI VALITSUS :

Härra Välisminister Dr. Gustav STRESE-MANN,

kes peale oma heas ja tarvilises korras leitud volituste läbikatsumist kokku leppisid järgmiste eeskirjade kohta :

Artikkel I.

Lepinguosalised kohustuvad kõiki tüliküsimusi, olgu nad mis laadi tahes, mis nende vahel

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 1^{er} juin 1927.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 1484. — DEUTSCH - ESTNISCHER SCHIEDSGERICHTS- UND VERGLEICHsvertrag¹, GEZEICHNET IN BERLIN, AM 10. AUGUST 1925.

German and Estonian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place June 13, 1927.

DAS DEUTSCHE REICH und DIE REPUBLIK ESTLAND, von dem Wunsche erfüllt, die Entwicklung des Verfahrens zur friedlichen Beilegung zwischenstaatlicher Streitigkeiten zu fördern, sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

den Reichsminister des Auswärtigen
Herrn Dr. Gustav STRESEMANN,

DIE REGIERUNG DER REPUBLIK ESTLAND :

den Herrn Aussenminister Kaarel Robert PUSTA,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel I.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, June 1, 1927.

tektivad ja kohase aja jooksul ei ole lahendatavad diplomaatilisel teel, lahendamisele anda käesoleva lepingu kohaselt kas vahekohtu ehk lepituse korras.

Tüliküsimusi, millede lahendamisel mõlemad Lepinguosalised muude, nende vahel sõlmitud kokkulepete läbi on seotud mingisuguse erilise lahenduskorraga, käsitatakse nende kokkulepete eeskirjade kohaselt.

Artikkel 2.

Artiklite 3. ja 4. eeskirju puudutamata antakse ühe Lepinguosalise nõudmisel lahendamisele vahekohtu korras tüliküsimused, mis puutuvad :

esimeseks : mõlema Lepinguosalise vahel sõlmitud mingisuguse lepingu jõusolekusse, tõlgitsemisesse ja käsitsemisesse ;

teiseks : mõnesse rahvusvahelise õiguse küsimusse ;

kolmandaks : tõsiasja olemasolusse, mis, kui ta tõestatakse, mõne riikidevahelise kohustuse rikkumist tähendab ;

neljandaks : heakstegegemise ulatusse ja viisi, niisuguse rikkumise korral.

Kui Lepinguosaliste vahel arvamised lahku lähevad selle üle, kas mõni tüliküsimus eelnimetatud liikidesse kuulub, siis otsustatakse see eelküsimus vahekohtu korras.

Artikkel 3.

Küsimuste juures, millede otsustamine selle Lepinguosalise seaduste järele, kelle vastu nõudmine on esitatud, kuulub kohtuasutustele, administratiivkohtud kaasa arvatud, võib see Lepinguosaline nõuda, et need tüliküsimused antaks lahendamisele vahekohtu korras alles pärast seda, kui kohtu poolt lõpulik otsus on tehtud, ning et esitamine vahekohtule sünniks hiljemalt kuus kuud pärast niisugust otsust. See eeskiri ei ole maksev juhtumisel, kui on tegemist keeldumisega õigusemõistmisest ning on pööratud seaduses ettenähtud apellatsiooni asutuste poole.

zwischen ihnen entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet werden können, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrags entweder einem Schiedsgerichtsverfahren oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Dem Schiedsgerichtsverfahren werden auf Verlangen einer Partei, unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 3 und 4, diejenigen Streitigkeiten unterworfen, die betreffen :

erstens : Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Staatsvertrags ;

zweitens : irgendeine Frage des internationalen Rechts ;

drittens : das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet ;

viertens : Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Bestehen zwischen den Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den vorstehend bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 3.

Bei Fragen, die gemäss den Landesgesetzen der Partei, gegen die ein Begehren geltend gemacht wird, von richterlichen Behörden, mit Einschluss der Verwaltungsgerichte, zu entscheiden sind, kann diese Partei verlangen, dass die Streitigkeiten dem Schiedsgerichtsverfahren erst unterworfen werden, nachdem in dem (Gerichtsverfahren eine endgültige Entscheidung gefällt worden ist, und dass die Anrufung des Schiedsgerichts spätestens sechs Monate nach dieser Entscheidung erfolge. Dies gilt nicht, wenn es sich um einen Fall von Rechtsverweigerung handelt und die gesetzlich vorgesehenen Beschwerdestellen angerufen worden sind.

Tekib tülialaliste vahel mõtetelahkuminek eelseisva eeskirja käsitlemise asjus, siis otsustatakse see vahekohtu korras.

Artikkel 4.

Kui üks tülialaline artikkel 2-ses ettenähtud laadi tülküsimuse juures väitega esineb, et tülküsimus puudutavat tema rippumatust, tema territooriumi puutumast ehk muid kõrgemaid elulisi huvisid, siis tuleb tarvitusele tülküsimuse lahendamiseks, kui teine asjaosaline selle väite õigeks tunnustab, mitte vahekohtuline vaid lepituse menetlus. Kui sellevastu niisugust väidet teise asjaosalise poolt õigeks ei tunnustata, tuleb see otsustamisele vahekohtu korras.

Tunnustab vahekohus tähendatud väite põhjendatuks, siis annab ta tülküsimuse üle lahendamisele lepituskorras; muidu otsustab ta selle ise.

Tülialaline, kes vastaspoole eeltähendatud väidet õigeks ei tunnusta, võib siiski, ilma eelkäiva vahekohtu otsuseta väite kohta, nõusolekut avaldada lepituse menetluse teostamiseks. Ta võib sellejuures ometi eeltingimusena üles seada, et juhtumisel, kui lepitusettepanekut mõlemate asjaosaliste poolt vastu ei võeta, võidakse vahekohtu poole pöörata ettepanekuga otsust teha väite ja antud juhtumisel ka tülküsimuse enda asjus.

Artikkel 5.

Vahekohus võtab otsustetegemisel aluseks :

esimeseks : asjaosaliste vahel maksivad, üldise ehk erilise iseloomuga kokkulepped ja neist järelduvad õiguse põhilased ;

teiseks : rahvusvahelise kombeõiguse, kui õiguseks tunnustatud üldise harjumuse väljenduse ;

kolmandaks : üldised, kultuurriikide poolt tunnustatud õiguse põhilased.

Niiõrd, kui üksikul juhtumisel eeltähendatud õiguslikud alused katkendilised on,

Entsteht zwischen den Parteien eine Meinungsverschiedenheit über die Anwendung der vorstehenden Bestimmung, so wird darüber im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 4.

Erhebt eine Partei bei einer Streitigkeit der in Artikel 2 bezeichneten Arten die Einrede, dass es sich um eine Angelegenheit handle, die ihre Unabhängigkeit, die Unversehrtheit ihres Gebiets oder andere höchste Lebensinteressen betreffe, so kommt für die Streitigkeit, falls die andere Partei diese Behauptung als zutreffend anerkennt, nicht das Schiedsgericht, sondern das Vergleichsverfahren zur Anwendung. Wird dagegen die Behauptung von der anderen Partei nicht als zutreffend anerkannt, so ist darüber im Schiedsgerichtsverfahren zu entscheiden.

Anerkennt das Schiedsgericht die bezeichnete Einrede als begründet, so überweist es die Streitigkeit dem Vergleichsverfahren; sonst entscheidet es selbst darüber.

Eine Partei, welche die bezeichnete Einrede der Gegenpartei, nicht als zutreffend anerkennt, kann sich gleichwohl ohne vorherige Herbeiführung einer schiedsgerichtlichen Entscheidung über die Einrede mit der Durchführung des Vergleichsverfahrens einverstanden erklären. Sie kann dabei jedoch den Vorbehalt machen, dass, wenn der Vergleichsvorschlag nicht von beiden Parteien angenommen wird, das Schiedsgericht zur Entscheidung über die Einrede und gegebenenfalls auch über die Streitigkeit selbst angerufen werden kann.

Artikel 5.

Das Schiedsgericht legt seinen Entscheidungen zugrunde :

erstens : die zwischen den Parteien geltenden Übereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze ;

zweitens : das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen, als Recht anerkannten Übung ;

drittens : die allgemeinen von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze.

Soweit im einzelnen Falle die vorstehend erwähnten Rechtsgrundlagen Lücken aufweisen,

otsustab vahekohus õiguse põhimõtete kohaselt, mis tema arvamise järele rahvusvahelise õiguse reeglid peaksid olema. Ta peab selle juures kinni kindlana osutunud õigusõpetusest ja õigusmõistmisest.

Mõlema asjaosalise nõusolekul võib vahekohus oma otsust teha oma parema äranägemise järele, selle asemel, et seda õiguse põhilausele rajada.

Artikkel 6

Niivõrd, kui asjaosalised mõnel üksikul juhtumusel teisiti kokku ei lepi, moodustatakse vahekohus järgmisel viisil.

Kumbki Lepinguosaline nimetab kaks vahekohtunikku vabal valikul. Ainult üks neist mõlemaist võib olla selle Lepinguosalise kodanik, teine tuleb valida Haagi alalise vahekohtu liikmete nimekirjast, mis asutatud Haagi kokkuleppe¹ põhjal rahvusvaheliste tüliküsimuste rahulise lahendamise kohta, 18. oktoobrist 1907. Sel teel valitud vahekohtunikud valivad ühiselt viienda vahekohtuniku, kes peab olema ühtlasi vahekohtu esimees. Kokkuleppel mittejõudmisel artikkel 8-da 1 lõikes ettenähtud kuuekuulise tähtaja jooksul tuleb selle viienda kohtuniku nimetamise palvega pöörata Shveitsi Liidupresidendi poole. Ei eelnimetatud nimekirjast valitud kohtunikud ega esimees ei või olla kummagi Lepinguosalise kodanikud. Nad ei tohi omada elukohta nende territooriumil ega nende teenistuses seista. Peaks üks neist asjaoludest kellegi kohta nimetatud kolmest kohtunikust tagantjärele tõsiasjaks saama, siis võib kumbki Lepinguosaline nõuda tema asendamist uuega. Mõtetelahkumine selle kohta, kas need eeldused õiged on, otsustatakse ülejäänud nelja kohtuniku poolt, kusjuures vanem kohtunikudest tarviduse korral esimehe kohuseid täidab. Häälte poolnemisel omab esimees kahekordse hääle.

Kohtunikud valik sünnib uuesti iga üksiku tüliküsimuse puhul. Lepinguosalistele jääb siiski õigus ühisel kokkuleppel valimist niiviisi ette võtta, et teatud iseloomuga tüliküsimuste tarvis, kindlaksmääratud aja jooksul, ühed

entscheidet das Schiedsgericht nach den Rechtsgrundsätzen, die nach seiner Ansicht die Regel des internationalen Rechts sein sollten. Es folgt dabei bewährter Lehre und Rechtsprechung.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel 6.

Sofern nicht die Parteien im einzelnen Fall eine entgegenstehende Vereinbarung treffen, wird das Schiedsgericht in folgender Weise bestellt.

Jede Partei ernennt zwei Schiedsrichter nach freier Wahl. Nur einer von diesen beiden darf Staatsangehöriger der Partei sein, der andere ist zu wählen auf der Grundlage des Verzeichnisses der Mitglieder des durch das Haager Abkommen¹ zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 geschaffenen Ständigen Schiedshof im Haag. Die auf diesem Wege ernannten Schiedsrichter wählen gemeinsam einen fünften Richter, der gleichzeitig Vorsitzender des Schiedsgerichts sein soll. Um die Benennung dieses fünften Richters soll mangels einer Einigung innerhalb der im Artikel 8 Absatz 1 vorgesehenen sechsmonatlichen Frist der Schweizerische Bundespräsident ersucht werden. Weder die aus dem oben genannten Verzeichnisse entnommenen Richter noch der Vorsitzende dürfen Staatsangehörige einer der beiden Parteien sein. Sie sollen weder auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben, noch in ihren Diensten stehen. Sollte einer dieser Umstände bei einem der letztgenannten drei Richter nachträglich eintreten, so kann jede Partei verlangen, dass er ersetzt werde. Streitigkeiten darüber, ob diese Voraussetzungen zutreffen, werden von den übrigen vier Richtern entschieden, wobei nötigenfalls der älteste der Richter den Vorsitz führt. Bei Stimmgleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Die Wahl der Richter erfolgt von neuem für jeden einzelnen Streitfall. Die vertragsschliessenden Teile behalten sich jedoch vor, im gemeinsamen Einverständnis die Wahlen in der Weise vorzunehmen, dass für gewisse

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

ja needsamad kohtunikud vahekohtusse kuuluvad.

Vahekohtu liikmed, kes milgi põhjusel välja langevad, asendatakse uutega samal viisil, kui nemad valitud.

Artikkel 7.

Käesoleva lepingu täitmiseks seavad Lepinguosalised kokku igal üksikul juhtumisel erilise lahendamiskorra. Selles määratakse ära tüüliasi, kohtu võimalikud erilised volitused, selle koosseis ja asukoht, kuludeavansi summa suurus, mis kummalgi asjaosalisel tuleb sisse maksta, reeglid, mida tuleb silmas pidada menetluse vormi ja tähtaegade suhtes, kui ka muud tarvilikud üksikasjad.

Arvamiste lahkumineku lahendamiskorra eeskirjade asjus otsustatakse vahekohtu poolt, niivõrd kui artikkel 8. seda teisiti ei määra.

Artikkel 8.

Kui asjaosaliste vahel kuue kuu jooksul pärast seda, kui üks neist teisele teatanud oma nõudmisest antud tüliküsimust vahekohtu korras arutamisele anda, ei jõuta kokkuleppele lahendamiskorra asjus, siis võib kumbki asjaosaline pöörata artikkel 14-das ettenähtud alalise lepitusnõukogu poole lahendamiskorra kokkuseadmise otstarbel. Viimasel tuleb kahe kuu jooksul peale ettepaneku saamist lahendamiskord kokku seada, kusjuures tüüliasi asjaosaliste esitiste põhjal ära määratakse.

Samal viisil tuleb talitada, kui üks asjaosaline ei ole nimetanud tema poolt määratavat kohtunikku.

Alaline lepitusnõukogu on edasi volitatud kuni vahekohtu kokkuseadmiseni iga muud, lahendamiskorda puutuvat tüliküsimust otsustama.

Artikkel 9.

Vahekohus teeb oma otsused lihthäälteenamusega. Vähemusse jäänud liikme eriarvamine märgitakse tema nõudmisel üles.

Arten von Streitfällen während eines bestimmten Zeitraums dieselben Richter dem Schiedsgericht angehören.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgend einem Grunde ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt wie sie berufen worden sind.

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile werden in Ausführung des gegenwärtigen Vertrags in jedem Einzelfall eine besondere Schiedsordnung festsetzen. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besonderen Befugnisse des Gerichts, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kostenvorschuss zu hinterlegenden Betrags, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Bestimmungen der Schiedsordnung werden, vorbehaltlich des Artikel 8, vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel 8.

Kommt zwischen den Parteien nicht binnen sechs Monaten, nachdem die eine der anderen das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zustande, so kann jede Partei den in Artikel 14 vorgesehenen Ständigen Vergleichsrat zwecks Feststellung der Schiedsordnung anrufen. Dieser hat binnen zwei Monaten nach seiner Anrufung die Schiedsordnung festzusetzen, wobei der Streitgegenstand aus den Anträgen der Parteien ermittelt wird.

Es ist ebenso zu verfahren, wenn eine Partei die von ihr zu ernennenden Richter nicht bezeichnet hat.

Der Ständige Vergleichsrat ist ferner befugt, bis zur Bestellung des Schiedsgerichts über jede andere Streitigkeit zu entscheiden, die sich auf die Schiedsordnung bezieht.

Artikel 9.

Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitgliedes wird auf sein Verlangen festgestellt.

Artikkel 10.

Vahekohtu otsus sisaldab andmeid täidesaatmise viisi, eriti tähtaegade kohta, millest sellejuures tuleb kinni pidada.

Kui vahekohtu otsuses kindlaks tehakse, et kummagi Lepinguosalise kohtu ehk muu ametiasutuse poolt tehtud otsus ehk määrus täiesti ehk osaliselt rahvusvahelise õigusega vastolus seisab, sealjuures aga võimalik ei ole selle Lepinguosalise põhiseadusliku õiguse järele otsuse ehk määruse järeldusi kõrvaldada ehk mitte täielikult kõrvaldada administratiiv-abinõudega, siis tuleb vahekohtu otsuse järele kannatajale asjaosalisele muul viisil vastavat vastutasu määrata.

Artikkel 11.

Niivõrd kui see lahendamiskorras ei ole teisiti määratud, võib kumbki asjaosaline vahekohtule, kes antud otsuse teinud, otsuse revideerimise ettepaneku esitada. Ettepanekut võib põhjendada ainult tõsiasja kindlakstegemisega, mis oleks kohane olnud otsuse peale möödundvat mõju avaldamä ja mis läbirääkimiste lõpul vahekohtule enesele kui ka asjaosalisele, kes revideerimise ettepanekuga esinenud, teadmata oli, ilma et ta selles süüdi oleks olnud.

Vahekohtu liikmed, kes revisjonimenetluse puhul mingisugusel põhjusel välja langevad, asendatakse uutega sama korra järele, kui nad on nimetatud.

Tähtaeg, mille jooksul võib esitada 1. lõikes ettenähtud ettepanekut, tuleb määrata vahekohtu otsuses, niivõrd kui see lahendamiskorras ei ole sündinud.

Artikkel 12.

Kõik tüliküsimused, mis võiksid tekkida asjaosaliste vahel vahekohtu otsuse tõlgitsemise ja täidesaatmise asjus, alluvad, kui selle kohta teisiti kokku ei lepita, vahekohtu otsustamisele, kelle poolt antud otsus tehtud. Sellejuures leiab artikkel 11. 2. lõike eeskiri vastavat käsitsemist.

Artikel 10.

Der Schiedsspruch wird Angaben über die Art seiner Ausführung, insbesondere über die dabei zu beobachtenden Fristen enthalten.

Wird in einem Schiedsspruch festgestellt, dass eine von einem Gericht oder einer anderen Behörde einer der beiden Parteien getroffene Entscheidung oder Verfügung ganz oder teilweise mit dem Völkerrecht in Widerspruch steht, können aber nach dem Verfassungsrechte dieser Partei die Folgen der Entscheidung oder Verfügung durch Verwaltungsmassnahmen nicht oder nicht vollständig beseitigt werden, so ist der verletzten Partei in dem Schiedsspruch auf andere Weise eine angemessene Genugtuung zuzuerkennen.

Artikel 11.

Unter Vorbehalt anderweitiger Abrede in der Schiedsordnung kann jede Partei bei dem Schiedsgericht, das den Spruch erlassen hat, die Revision dieses Spruches beantragen. Der Antrag kann nur mit der Ermittlung einer Tatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgerichte selbst und der Partei, welche die Revision beantragt hat, ohne ihr Verschulden unbekannt war.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgend einem Grunde für das Revisionsverfahren ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Die Frist, innerhalb deren der im Absatz 1 vorgesehene Antrag gestellt werden kann, ist im Schiedsspruch zu bestimmen, sofern dies nicht in der Schiedsordnung geschehen ist.

Artikel 12.

Alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien über Auslegung und Ausführung des Schiedsspruchs entstehen sollten, unterliegen, vorbehaltlich anderweitiger Abrede, der Beurteilung des Schiedsgerichts, das den Spruch gefällt hat. Dabei findet die Bestimmung des Artikel 11 Absatz 2 entsprechende Anwendung.

Artikkel 13.

Kõik tüliküsimused, mis käesoleva lepingu eeltoodud artiklite põhjal ei allu vahekohtulisele menetlusele, tulevad käsitleda ühe asjaosalise nõudmisel lepituse korras.

Kui teine asjaosaline seisukohale asub, et lepituse menetluseks ettepanud tüliküsimus tuleks otsustada vahekohtu poolt, siis võtab vahekohus kõige pealt selle eelküsümuse otsustamisele.

Lepinguosaliste poolte valitsused võivad, ühisel kokkuleppel, tüliküsimuse, mida käesoleva lepingu järele võib esitada vahekohtule, lõpulikult ehk hiljema vahekohtule esitamise eeldusel harutamisele anda lepituse korras.

Artikkel 14.

Lepituse menetluse tarvis moodustatakse alaline lepitusnõukogu.

Alaline lepitusnõukogu seisab koos viiest liikmest. Lepinguosalised nimetavad, kumbki omalt poolt vabal valikul, ühe liikme ja kutsuvad ülejäänud kolm liiget ühisel kokkuleppel. Need kolm liiget ei või olla Lepinguosaliste riikide kodanikud, ega või samuti nende territooriumil elukohta omada ehk nende teenistuses seista. Nende hulgast nimetatakse esimees Lepinguosaliste poolt ühiselt.

Kummalgi Lepinguosalisel on õigus, niivõrd kui mõni menetlus käimas ehk ühe Lepinguosalise poolt algatatud ei ole, igal ajal tema poolt nimetatud liikme ära kutsuda ja talle järeltulija määrata. Samadel eeldustel on kummalegi Lepinguosalisele vabadus antud tagasi võtta oma nõusolekut igaihe kutsumise kohta kolmest ühiselt valitavast liikmest. Niisugusel juhtumusel tuleb otsekohe samme astuda uue liikme ühiseks valimiseks.

Alaline lepitusnõukogu moodustatakse kuue kuu jooksul pärast käesoleva lepingu ratifikatsioonikirjade vahetamist. Väljalangevad liikmed asendatakse, nii kiirelt kui võimalik, uutega esmakordsel valimisel tarvituselolnud korra järele.

Artikel 13.

Alle Streitigkeiten, die nicht nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrags dem Schiedsgerichtsverfahren unterworfen werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Behauptet die andere Partei, dass der im Vergleichsverfahren anhängig gemachte Streitfall vom Schiedsgericht zu entscheiden sei, so entscheidet dieses zunächst über diese Vorfrage.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile können im gemeinsamen Einverständnis eine Streitigkeit, für die nach dem gegenwärtigen Verträge das Schiedsgericht angerufen werden kann, endgültig oder unter Vorbehalt der späteren Anrufung des Schiedsgerichts im Vergleichsverfahren behandeln lassen.

Artikel 14.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Die vertragschliessenden Teile ernennen, jeder für sich, nach freier Wahl je ein Mitglied und berufen die drei übrigen Mitglieder im gemeinsamen Einverständnis. Diese drei Mitglieder sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Staaten sein, noch sollen sie auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben oder in deren Dienst stehen. Aus ihrer Mitte wird der Vorsitzende durch die vertragschliessenden Teile gemeinsam bezeichnet.

Jedem vertragschliessenden Teile steht das Recht zu, jederzeit, sofern nicht ein Verfahren im Gang oder von einer Partei beantragt worden ist, das von ihm ernannte Mitglied abzurufen und dessen Nachfolger zu bestimmen. Unter den gleichen Voraussetzungen steht es jedem der vertragschliessenden Teile auch frei, die Zustimmung zur Berufung jedes der drei gemeinsam berufenen Mitglieder zurückzuziehen. In diesem Falle muss unverzüglich zur gemeinsamen Berufung eines neuen Mitgliedes geschritten werden.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrags gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Kui ühiselt valitavate liikmete kutsumine ei ole sündinud kuue kuu jooksul peale ratifikatsioonikirjade vahetamist ehk, alalise lepitusnõukogu täiendamise korral, kolme kuu jooksul pärast liikme väljalangemist, siis peavad Lepinguosalised nimetama kumbki 2 liiget vabal valikul ja esimehe omavahelisel kokkuleppel. Üks kummagi Lepinguosalise poolt nimetatud liikmetest samuti kui esimees ei või olla Lepinguosaliste kodanikud, ega või nende territooriumil elukohta omada ehk nende teenistuses seista. Kokkuleppele mittejõudmise korral tuleb esimehe nimetamise palvega pöörata Shveitsi Liidupresidendi poole.

Artikkel 15.

Alaline lepitusnõukogu astub tegevusse nii pea, kui üks Lepinguosaline tema poole pöörab. See esitab oma nõude ühelajal alalise lepitusnõukogu esimehele kui ka teisele Lepinguosalisele. Esimehel tuleb kõige kiiremas korras alaline lepitusnõukogu kokku kutsuda.

Lepinguosalised kohustuvad alalise lepitusnõukogu töid kõigil juhtumustel ja igapidi edendama ja talle eriti asjaomaste ametiasutuste kaudu võimaldama igatlaadi õiguslikku abi. Nad annavad alalisele lepitusnõukogule võimalust oma territooriumil, samavõrd kui seal kohtud selleks volitatud, tunnistajaid ja asjatundjaid ette kutsuda ja üle kuulata ning kohapeal oludega tutvuneda. Alaline lepitusnõukogu võib tõenduse koguda kas täies koosseisus või ühe ehk mitme ühiselt kutsutud liikme läbi.

Artikkel 16.

Alaline lepitusnõukogu määrab ise oma asukoha. Ta võib seda vaba heaksarvamise järele muuta.

Alaline lepitusnõukogu asutab tarviduse korral kantselei. Niivõrd kui ta kantseleisse ametisse võtab Lepinguosaliste kodanikke, tuleb tal sellejuures Lepinguosalisi ühevääriselt arvesse võtta.

Wenn die Berufung der gemeinsam zu berufenden Mitglieder nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Ergänzung des Ständigen Vergleichsrats, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden eines Mitgliedes stattgefunden hat, so sollen die vertragschliessenden Teile je zwei Mitglieder nach freier Wahl ernennen und einen Obmann im gemeinsamen Einverständnis berufen. Je einer der von den Parteien ernannten Mitglieder ebenso wie der Obmann sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Teile sein, noch sollen sie auf deren Gebiete ihren Wohnsitz haben oder in deren Diensten stehen. Um die Benennung des Obmanns soll mangels einer Einigung der Schweizerische Bundespräsident ersucht werden.

Artikel 15.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrats und an die andere Partei. Der Vorsitzende hat den Ständigen Vergleichsrat in kürzester Frist einzuberufen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrats zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Sie werden dem Ständigen Vergleichsrat die Möglichkeit gewähren, auf ihrem Gebiete nach Massgabe der dort den Gerichten zustehenden Befugnisse Zeugen und Sachverständige vorzuladen und zu vernehmen und Augenschein einzunehmen. Der Ständige Vergleichsrat kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch eines oder mehrere der gemeinsam berufenen Mitglieder erheben.

Artikel 16.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Artikkel 17.

Alaline lepitusnõukogu on otsusevõimuline, kui kõigile liikmetele korrapäraselt kutsed on saadetud ja nõupidamisel viibivad vähemalt ühiselt kutsutud liikmed.

On lepitusnõukogu kokku seatud artikkel 14. 5. lõike põhjal, siis tuleb teda otsusevõimuliseks pidada, kui kõikidele liikmetele kutsed korrapäraselt on saadetud ja nõupidamisel viibivad vähemalt 3 kohtunikku, nende hulgas esimees.

Niivõrd kui see käesolevas lepingus ei ole teisiti ette nähtud, teeb alaline lepitusnõukogu oma otsused liht-häälteenamusega. Häälte poolnemisel omab esimees kahekordse hääle.

Artikkel 18.

Alaline lepitusnõukogu on kohustatud aruande esitama, milles asjalugu kindlaks tehakse, ja mis sisaldab ettepanekuid tüliküsimuse lahendamiseks, kui küsimuse asjaolud selleks põhjust annavad. Aruandes märgitakse ära vähemussejäänud liikme eriarvamine, tema nõudmisel.

Aruanne tuleb esitada kuue kuu jooksul päevast, mil tüliküsimus esitati alalise lepitusnõukogule, kui asjaosalised seda tähtaega ei lühenda või ei pikenenda ühisel kokkuleppel. Aruanne peab olema valmistatud kolmes eksemplaris, milledest kummalegi asjaosalisele üks üle antakse, kuna kolmas alalise lepitusnõukogu poolt alal hoitakse.

Aruandel ei ole ei tõsiasjade ega õiguseselveste suhtes lõpulikult siduva otsuse tähendust. Siiski tuleb kummalgi asjaosalisel teatada aruandes kindlaksmääratud tähtaja kestvusel, kas ja kuivõrd ta aruande konstateerimisi tunnustab ja selle ettepanekud vastu võtab. See tähtaeg ei tohi olla üle kolme kuu.

Tüliosaliste asjaks jääb määrata ühisel kokkuleppel, kas aruanne tuleb otsekohe avaldada. Kui siiski niisugusele kokkuleppele ei jõuta, siis võib alaline lepitusnõukogu eristel põhjustel omalt poolt otsustada, et aruanne

Artikel 17.

Der Ständige Vergleichsrat ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und mindestens die gemeinsam berufenen Mitglieder anwesend sind.

Sollte der Vergleichsrat auf Grund des Artikels 14 Absatz 5 zustande gekommen sein, so ist er als beschlussfähig anzusehen, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen sind, und mindestens drei Richter, darunter der Obmann, anwesend sind.

Soweit dieser Vertrag es nicht anders vorsieht, trifft der Ständige Vergleichsrat seine Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Im Falle der Stimmengleichheit hat der Vorsitzende eine doppelte Stimme.

Artikel 18.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und, wenn die Umstände des Falles dazu Anlass geben, Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit enthält. In dem Bericht wird die abweichende Ansicht eines in der Minderheit gebliebenen Mitglieds auf sein Verlangen festgestellt.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verkürzen oder verlängern. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in Bezug auf die Tatsachen noch in Bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Jedoch hat sich jede Partei innerhalb einer im Bericht festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen des Berichts anerkennt und dessen Vorschläge annimmt. Diese Frist darf die Zeit von drei Monaten nicht überschreiten.

Es ist Sache der Parteien, im gemeinsamen Einverständnis zu bestimmen, ob der Bericht unverzüglich veröffentlicht werden soll. Kommt es jedoch nicht zu einem solchen Einverständnis, so kann der Ständige Ver-

tuleb viibimata avaldada; selleks on vaja vähemalt nelja liikme nõusolekut.

Artikkel 19.

Kumbki Lepinguosaline maksab tasu alalise lepitusnõukogu tema poolt nimetatud liikmete, kui ka poole tasust ühiselt kutsutud liikmete tegevuse eest.

Kumbki Lepinguosaline kannab omad asjaajamise kulud, samuti poole kuludest, mis alalise lepitusnõukogu poolt ühisteks tunnustatakse.

Artikkel 20.

Vahekohtulisel menetlusel tehtud otsust tuleb Lepinguosalistel truult ja ustavalt täita.

Lepinguosalised kohustuvad vahekohtulise ehk lepituse menetluse kestvusel võimalust mööda hoiduda igast sammust, mis vahekohtu otsuse täitmise ehk alalise lepitusnõukogu ettepanekute vastuvõtmise peale võiks takistavalt mõjuda. Selle eeskirja mõttes kestab lepituse menetlus tähtajani, mille alaline lepitusnõukogu määrab vastuvõtmise teadaannemiseks tüliosaliste poolt.

Vahekohus võib ühe tüliosalise nõudmisel korraldust teha etteholetsevalt abinõude tarvituselevõtmiseks, niivõrd kui neid on võimalik teostada Lepinguosaliste poolt administratiivkorras; samuti võib alaline lepitusnõukogu ettepanekuid teha samal otstarbel.

Artikkel 21.

Kui käesoleva lepingu ehk lahendamiskorra eeskirjad seda teisiti ei määra, on vahekohtulise ehk lepituse menetluse kohta mõõduandev Haagi konventsioon 18. oktoobrist 1907, rahvusvaheliste tüliküsimuste lahendamise kohta rahulised teel.

Niivõrd kui käesolev leping määrab selle Haagi konventsiooni eeskirjade tarvitamist, leiavad need mõlema Lepinguosalise vahelkäsit-

gleichsrat seinerseits aus besonderen Gründen die sofortige Veröffentlichung des Berichts veranlassen; hierzu bedarf es der Zustimmung von mindestens vier Mitgliedern.

Artikel 19.

Jede Partei trägt die Vergütung für die Tätigkeit der von ihr ernannten Mitglieder des Ständigen Vergleichsrats sowie die Hälfte der Vergütung für die Tätigkeit der gemeinsam berufenen Mitglieder.

Jede Partei trägt die von ihr veranlassten Kosten des Verfahrens sowie die Hälfte der Kosten, die von dem Ständigen Vergleichsrat als gemeinsame bezeichnet werden.

Artikel 20.

Der im Schiedsgerichtsverfahren gefällte Spruch ist von den Parteien nach Treu und Glauben zu erfüllen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens nach Möglichkeit jede Massnahme zu vermeiden, die auf die Erfüllung des Schiedsspruchs oder die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrats nachteilig zurückwirken könnte. Im Sinne dieser Bestimmung dauert das Vergleichsverfahren bis zu dem Zeitpunkte, den der Ständige Vergleichsrat für die Annahmeerklärung der Parteien festsetzt.

Das Schiedsgericht kann auf Verlangen einer Partei vorsorglich Massnahmen anordnen, soweit diese von den Parteien auf dem Verwaltungswege durchgeführt werden können; ebenso kann der Ständige Vergleichsrat zum gleichen Zwecke Vorschläge machen.

Artikel 21.

Unter Vorbehalt entgegenstehender Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages oder der Schiedsordnung ist für das Schiedsgerichts- und Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Soweit der gegenwärtige Vertrag auf die Bestimmungen des Haager Abkommens verweist, finden sie im Verhältnis zwischen den

semist vaatamata selle asjaolu peale, kas nad on konventsiooni osalised või mitte.

Vahekohus ehk alaline lepitusnõukogu on ise, volitatud tarvilikke eeskirju andma, niivõrd kui käesolev leping ega lahendamiskord ega muud lepinguosaliste vahelised kokkulepped ei määra kindlaks tähtaegasid ja teise vahekohtulise ehk lepituse menetluse üksikasju.

Artikkel 22.

Käesolev leping tuleb võimalikult pea ratifitseerida. Ratifikatsiooni kirjad tulevad vahetada Berliinis.

Leping astub jõusse üks kuu pärast ratifikatsiooni kirjade vahetamist.

Leping on maksev kümne aasta kestvusel. Kui teda üles ei öelda kuus kuud enne selle tähtaja lõppu, jääb tema maksma veel kaks aastat. Seesama maksab ka hiljema aja kohta, kui lepingut üles ei öelda eeltähendatud ülesütlustähtajast kinni pidades.

Vahekohtulist menetlust ehk lepituse menetlust, mis käesoleva lepingu maksvuse kaotamise ajal käimas, jätkatakse kas käesoleva lepingu ehk mingisuguse teise kokkuleppe eeskirjade kohaselt, mille kohta Lepinguosaliste vahel selle lepingu asemel kokku lepitakse.

Selle tõenduseks on täisvolinikud käesoleva lepingu alla kirjutanud.

Valmistatud kahekordses algkirjas eesti ja saksa keeles.

BERLIINIS, 10. augustil 1925.

PUSTA.

STRESEMANN.

vertragschliessenden Teilen Anwendung, ungeachtet des Umstandes ob sie Teilnehmer des Abkommens sind oder nicht.

Sofern weder der gegenwärtige Vertrag noch die Schiedsordnung noch die sonst zwischen den vertragschliessenden Teilen bestehenden Übereinkünfte die Fristen und andere Einzelheiten des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens festlegen, ist das Schiedsgericht oder der Ständige Vergleichsrat selbst befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

Artikel 22.

Der gegenwärtige Vertrag soll so bald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Berlin ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere zwei Jahre in Kraft. Das gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Ein Schiedsgerichtsverfahren oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf des gegenwärtigen Vertrages schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrages oder eines anderen Abkommens, das von den vertragschliessenden Teilen an dieser Stelle vereinbart wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in deutscher und estnischer Sprache in Berlin am 10. August 1925.

LÕPUPROTOKOLL

EESTI-SAKSA VAHEKOHTU JA LEPITUSE LEPINGU
JUURDE.

1. Lepinguosalised lähevad välja seisukohalt, et selle lepingu lahkarvamisi-tekitavaid eeskirju tuleb tõlgitseda tülküsimuste vahekohtulise lahendamise põhimõtte tarvitamise kasuks.

2. Lepinguosalised tõendavad, et leping ka siis tarvitusele tuleb, kui tülküsimus on tekkinud enne tema sõlmimist ettetulnud sündmustest. Välja arvatud on võimalikud, ilma sõja sündmustega otsekoheselt ühendusesseisvad tülküsimused, silmas pidades nende üldist poliitilist tähendust.

3. Asjaolu, et tülküsimuses osalisteks on kolmandad riigid, ei takista käesoleva lepingu tarvituselevõtmist. Lepinguosalised saavad antud juhtumisel selles sihis töötama, et nende kolmandate riikide nõusolekut saavutada nende ühinemiseks vahekohtulise ehk lepituse menetlusega. Niisugusel juhtumisel jääb mõlemate Lepinguosaliste valitsustele õigus, ühisel kokkuleppel erilist koosseisu ette näha vahekohtule ehk alalisele lepitusnõukogule. Kui võimalik ei ole kolmandate riikidega teatud tähtsaja jooksul kokkuleppele jõuda nende ühinemise asjus, siis sünnib menetlus Lepinguosaliste vahel lepingus ettenähtud korras ja selle tagajärjed on maksavad ainult Lepinguosaliste kohta.

4. Lepinguosalised tõendavad, et tülküsimusi Saksamaa ja mõne kolmanda riigi vahel, mille osaliseks Eesti võiks saada Rahvaste Liidu liikmena, ei või pidada tülküsimusteks lepinguosaliste vahel käesoleva lepingu mõttes.

BERLIINIS, 10. augustil 1925.

PUSTA.
STRESEMANN.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM DEUTSCH-ESTNISCHEN SCHIEDSGERICHTS-
UND VERGLEICHsverTRAGE.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die einzelnen Bestimmungen des Vertrags im Zweifel zugunsten der Anwendung des Grundsatzes der schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag auch dann Anwendung findet, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung hat, die zeitlich vor seinem Abschluss liegen. Etwaige mit Ereignissen des Weltkrieges in unmittelbarem Zusammenhange stehende Streitigkeiten werden jedoch mit Rücksicht auf ihre allgemeine politische Bedeutung hiervon ausgeschlossen.

3. Die Tatsache, dass an einer Streitigkeit dritte Staaten beteiligt sind, schliesst die Anwendung des Vertrags nicht aus. Die vertragschliessenden Teile werden gegebenenfalls dahin wirken, die dritten Staaten zum Anschluss an das Schiedsgericht- oder Vergleichsverfahren zu veranlassen. Für diesen Fall bleibt es den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, im gemeinsamen Einverständnis eine besondere Zusammensetzung des Schiedsgerichts oder des Ständigen Vergleichsrats vorzusehen. Kann eine Verständigung mit den dritten Staaten über deren Anschluss nicht binnen angemessener Frist herbeigeführt werden, so nimmt das Verfahren zwischen den vertragschliessenden Teilen mit Wirkung nur für diese den im Vertrag vorgesehenen Verlauf.

4. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass Streitigkeiten zwischen Deutschland und einem dritten Staate, an denen Estland in seiner Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte, nicht als Streitigkeit zwischen den vertragschliessenden Teilen im Sinne des Vertrages angesehen werden können.

BERLIN, den 10. August 1925.

¹ TRADUCTION.

N^o 1484. — CONVENTION D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESTONIE. SIGNÉE A BERLIN, LE 10 AOUT 1925.

LE REICH ALLEMAND et LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, animés du désir de favoriser le développement de la procédure de règlement pacifique des litiges internationaux, sont convenus de conclure une convention générale d'arbitrage et de conciliation, et ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

M. le D^r Gustave STRESEMANN, ministre des Affaires étrangères du Reich ;

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Kaarel Robert PUSTA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent, conformément à la présente convention, à soumettre à la procédure d'arbitrage ou à la procédure de conciliation, tous les litiges, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et ne pourraient être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Les litiges pour la solution desquels les Parties contractantes sont tenues de suivre une procédure spéciale en vertu d'autres accords existant entre elles, seront réglés conformément aux dispositions desdits accords.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

TRANSLATION ¹.

No. 1484. — CONVENTION OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN GERMANY AND ESTONIA. SIGNED AT BERLIN, AUGUST 10, 1925.

THE GERMAN REICH and THE REPUBLIC OF ESTONIA, being desirous of promoting the development of the procedure for the pacific settlement of international disputes, have agreed to conclude a general arbitration and conciliation convention, and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Gustav STRESEMANN, Minister for Foreign Affairs ;

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Kaarel Robert PUSTA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to submit all disputes of any nature whatever which may arise between them, and which it has not been possible to settle within a reasonable period by diplomacy, to a procedure of arbitration or conciliation as provided in the present Convention.

Disputes for the solution of which a special procedure has been laid down in other conventions in force between the Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of such conventions.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 2.

A la requête de l'une des Parties, seront soumis à l'arbitrage, sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, les litiges ayant pour objet :

Premièrement, l'existence, l'interprétation et l'exécution d'un traité conclu entre les deux Parties ;

Deuxièmement, tout point de droit international ;

Troisièmement, la réalité d'un fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

Quatrièmement, l'étendue et la nature de la réparation due pour une violation de ce genre ;

Au cas où des contestations s'élèveraient entre les Parties sur le point de savoir si un litige rentre dans l'une des catégories ci-dessus mentionnées, cette question préjudicielle sera tranchée par voie d'arbitrage.

Article 3.

Pour les questions qui, aux termes de la législation nationale de la Partie contre laquelle une demande est formulée, relèvent de la compétence d'autorités judiciaires, tribunaux administratifs y compris, ladite Partie pourra exiger, d'une part, que les litiges ne soient soumis à l'arbitrage qu'après qu'une décision définitive aura été rendue par les autorités judiciaires et, d'autre part, que le tribunal arbitral soit saisi au plus tard six mois après cette décision. Cette disposition n'est pas applicable s'il s'agit d'un cas de déni de justice et si les instances de recours prévues par la loi ont été saisies.

En cas de contestation entre les Parties sur l'application de la disposition qui précède, le tribunal arbitral décide.

Article 4.

Si, dans un différend appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 2, une Partie excipe du fait qu'il s'agit d'une affaire qui affecte son indépendance, l'intégrité de son territoire ou d'autres intérêts vitaux d'une importance extrême, et si la Partie adverse

Article 2.

At the request of one of the Parties, disputes regarding the following subjects shall, unless otherwise provided for in Articles 3 and 4, be submitted to arbitration :

First, the existence, interpretation and application of any treaty concluded between the two Parties ;

Secondly, any question of international law ;

Thirdly, the existence of any fact which, if established, would constitute a breach of an international obligation ;

Fourthly, the extent and nature of the reparation to be made for the breach of such obligation.

In case of disagreement as to whether the dispute falls under one of the above categories, this prior question shall be referred to arbitration.

Article 3.

In regard to questions which, under the national laws of the Party against which a demand has been formulated, are within the competence of the judicial authorities, including administrative tribunals, the defendant Party may require, on the one hand, that the dispute shall not be submitted to arbitral award until a final decision has been pronounced by these judicial authorities and, on the other hand, that the matter shall be brought before the Tribunal not later than six months after the date of such decision. The above provisions shall not apply if justice has been refused and if the matter has been brought before the courts of appeal provided for by law.

In the case of disputes regarding the application of the preceding provision, the Arbitral Tribunal shall decide.

Article 4.

If, in a dispute coming under one of the categories mentioned in Article 2, one of the Parties pleads that the question at issue is one which affects its independence, the integrity of its territory or other vital interests of the highest importance, and if the opposing Party

reconnait le bien-fondé de l'exception, le litige ne sera pas soumis à l'arbitrage, mais à la procédure de conciliation. Si, par contre, le bien-fondé de l'exception n'est pas reconnu par la Partie adverse, il sera statué sur ce point par voie d'arbitrage.

Si le Tribunal arbitral reconnaît ladite exception comme fondée, il renverra le différend à la procédure de conciliation ; dans le cas contraire, il statuera lui-même sur le fond du litige.

Une Partie qui ne reconnaît pas comme fondée l'exception soulevée par la Partie adverse, pourra, toutefois, sans recourir préalablement à l'arbitrage, consentir à l'ouverture de la procédure de conciliation. Elle pourra cependant formuler la réserve que, si la proposition conciliatoire n'est pas acceptée par les deux Parties, le tribunal arbitral pourra être appelé à statuer sur l'exception et, le cas échéant, sur le fond du litige.

Article 5.

Le tribunal arbitral fonde ses décisions :

Premièrement, sur les conventions générales ou spéciales en vigueur entre les deux Parties, et les règles de droit qui en découlent ;

Deuxièmement, sur la coutume internationale considérée comme l'expression d'une pratique générale acceptée comme étant le droit ;

Troisièmement, sur les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées.

Si, dans un cas donné, les bases juridiques mentionnées ci-dessus accusent des lacunes, le tribunal arbitral se prononcera selon les principes juridiques qui, à son avis, devraient faire règle en droit international. Il s'inspirera, à cet effet, des solutions consacrées par la doctrine et la jurisprudence.

Si les deux Parties y consentent, le tribunal arbitral pourra, au lieu de fonder sa sentence sur des principes juridiques, statuer d'après des considérations tirées de l'équité.

Article 6.

Sauf convention contraire conclue par les Parties dans chaque cas particulier, le tribunal arbitral sera constitué de la manière suivante :

admits that the plea is well founded, the dispute shall not be subject to arbitration, but to the procedure of conciliation. If, however, the plea is not recognised as well founded by the opposing Party, this point shall be settled by means of arbitration.

If the Tribunal recognises the validity of such plea, it shall refer the dispute for settlement to the procedure of conciliation. If the contrary is the case, it shall itself give an award on the dispute.

A Party which does not recognise the validity of the plea of exception put forward by the opposing Party may, nevertheless, without first having recourse to arbitration, agree to the application of the procedure of conciliation. It may, however, stipulate that, if the proposal for settlement by conciliation is not accepted by both Parties, the Tribunal shall be required to give a decision regarding the plea of exception and, if necessary, regarding the dispute itself.

Article 5.

The Tribunal shall base its decisions on :

First, the conventions, whether general or particular, in force between the Parties, and the principles of law arising therefrom ;

Secondly, international custom as evidence of a general practice accepted as law ;

Thirdly, the general principles of law recognised by civilised nations.

If, in a particular case, the legal bases mentioned above are inadequate, the Tribunal shall give an award in accordance with the principles of law which, in its opinion, should govern international law. For this purpose it shall be guided by rulings sanctioned by legal authorities and by jurisprudence.

If the Parties agree, the Tribunal may, instead of basing its decision on legal principles, give an award in accordance with considerations of equity.

Article 6.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties in each particular case, the Tribunal shall be constituted as follows :

Les Parties nommeront, à leur gré, chacune deux arbitres ; un seul de ces deux arbitres pourra être ressortissant de la Partie qui le nomme, l'autre devra être choisi sur la liste des membres de la Cour permanente d'arbitrage, établie par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Les arbitres ainsi désignés choisiront d'un commun accord un cinquième arbitre qui remplira également les fonctions de président du tribunal arbitral. A défaut d'accord intervenu dans le délai de six mois prévu à l'article 8, alinéa premier, le président de la Confédération helvétique sera prié de procéder à la nomination de ce cinquième arbitre. Ni les arbitres choisis sur la liste ci-dessus mentionnée ni le président ne doivent être des ressortissants de l'une des deux Parties. Ils ne doivent pas avoir leur domicile sur le territoire de ces dernières, ni se trouver à leur service. Si l'une de ces circonstances se produisait dans le cas de l'un des trois arbitres indiqués en dernier lieu, chacune des Parties pourra demander son remplacement. Les contestations qui s'élèveraient sur le point de savoir si ces conditions sont remplies, seront tranchées par les quatre autres arbitres ; en ce cas, le plus âgé des juges nommés en commun assumera la présidence, et en cas de partage égal des voix, sa voix sera prépondérante.

Il sera procédé, pour chaque litige particulier, à une nouvelle élection des juges. Toutefois, les Parties contractantes se réservent le droit de procéder de concert à ces élections, de telle sorte que, pour une certaine catégorie de litiges surgissant dans un laps de temps déterminé, les mêmes juges siègent au tribunal.

Au cas où des membres du tribunal arbitral cesseraient, pour des motifs quelconques, de faire partie du tribunal, il sera pourvu à leur remplacement selon le mode fixé pour leur nomination.

Article 7.

Dans chaque cas particulier, les Parties contractantes établiront, en exécution de la présente convention, un compromis d'arbitrage spécial qui déterminera l'objet du litige, les compétences particulières dévolues éventuellement au tribunal, la composition et le siège de celui-ci, le montant de la somme que chaque

Each Party shall appoint two arbitrators of its own choice ; only one of these two may be a national of the Party which appoints him ; the other shall be chosen from the list of members of the Permanent Court of Arbitration established by the Hague Convention, dated October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

The arbitrators thus nominated shall jointly select a fifth arbitrator who shall also serve as the chairman of the Tribunal. If no agreement is reached within the period of six months prescribed in paragraph 1 of Article 8, the President of the Swiss Confederation shall be requested to appoint this fifth arbitrator. Neither the arbitrators chosen from the above-mentioned list nor the chairman may be nationals of either of the two Parties. They must not be domiciled on their territory or be employed in their service. If any of these conditions subsequently arise in the case of one of the three last-named arbitrators, either of the Parties may claim that he be replaced. Any disputes which may occur as to whether any one of these conditions exists shall be settled by the other four arbitrators ; the eldest of the arbitrators jointly elected shall take the chair in these cases and, if the votes are equally divided, he shall have a casting vote.

For each individual dispute there shall be a fresh election of arbitrators. The Contracting Parties, however, reserve the right to make these appointments jointly in such a way that, for a certain class of dispute, the same arbitrators shall be seated on the Tribunal for a definite period.

In the case of the retirement of members of the Tribunal for any reason whatever, they shall be replaced according to the manner determined for their appointment.

Article 7.

In each individual case the Contracting Parties shall, in pursuance of the present Treaty, draw up a special agreement, to determine the subject of the dispute, any special terms of reference which may be accorded to the Tribunal, its composition, the place where it shall meet, the amount that each Party

Partie sera tenue de déposer à titre d'avance pour les frais, les règles à observer en ce qui concerne la forme et les délais de procédure, ainsi que tout autre point de détail jugé nécessaire.

Les contestations que soulèveraient les dispositions du compromis d'arbitrage seront, sous réserve des dispositions de l'article 8, tranchées par le tribunal d'arbitrage.

Article 8.

Si le compromis d'arbitrage n'est pas établi entre les Parties dans un délai de six mois après que l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, chaque Partie pourra saisir le conseil permanent de conciliation prévu à l'article 14 et lui demander d'établir le compromis. Ce conseil devra, dans un délai de deux mois après qu'il aura été saisi, arrêter les termes du compromis en s'en tenant, pour déterminer l'objet du litige, aux conclusions des Parties.

La même procédure sera appliquée lorsqu'une Partie n'aura pas désigné l'arbitre dont la nomination lui incombe.

Jusqu'à la constitution du tribunal arbitral, le conseil permanent de conciliation est, en outre, compétent pour statuer sur toute autre contestation ayant trait au compromis.

Article 9.

Le tribunal arbitral statue à la majorité simple. L'opinion divergente d'un membre mis en minorité sera consignée au procès-verbal, s'il le désire.

Article 10.

La sentence arbitrale contiendra l'indication du mode selon lequel son exécution sera assurée, en particulier l'indication des délais qui devront être observés à cet égard.

Si, dans une sentence arbitrale, il est établi qu'une décision ou une mesure prise par une instance judiciaire ou une autre autorité de l'une des Parties, se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens, et si le droit constitutionnel de cette Partie

concerned shall deposit in advance to cover expenses, the rules to be observed with regard to the form and time-limits of the proceedings, and any other details that may be considered necessary.

Any disputes arising out of the terms of the special agreement shall, subject to Article 8, be referred to arbitration.

Article 8.

If the special agreement has not been determined within a period of six months after one Party concerned has notified the other of its intention to refer the dispute to arbitration, either Party may request the Permanent Board of Conciliation provided for under Article 14 to establish the special agreement. The Permanent Board of Conciliation shall, within two months after the question has been submitted to it, settle the terms of the agreement, the subject of the dispute being determined on the basis of the statements submitted by the Parties.

The same procedure shall apply when one Party has not nominated the arbitrator for whose appointment it is responsible.

Pending the constitution of the Tribunal, the Permanent Board of Conciliation shall also be competent to decide any other dispute relating to the special agreement.

Article 9.

The award of the Tribunal shall be given by a majority vote. The opinion of any member of a minority of the Tribunal who dissents from the award shall at his desire be duly placed on record.

Article 10.

The arbitration award shall specify the manner in which it is to be carried out, especially as regards the time-limits to be observed.

If in an arbitration award it is proved that a decision or measure of a court of law or other authority of one of the Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of

ne permet pas ou ne permet qu'imparfaitement de supprimer par des mesures administratives les conséquences de cette décision ou de cette mesure, la sentence arbitrale accordera à la Partie lésée une satisfaction appropriée d'un autre ordre.

Article II.

Sauf stipulation contraire du compromis d'arbitrage, chaque Partie pourra demander au tribunal arbitral qui aura statué, la révision de la sentence. La demande ne pourra être motivée que par la découverte d'un fait qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnu du tribunal arbitral lui-même et de la Partie qui demande la révision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

Si, pour un motif quelconque, des membres du tribunal arbitral ne prennent pas part à la procédure de révision, il sera pourvu à leur remplacement, selon le mode fixé pour leur nomination.

Le délai jusqu'à l'expiration duquel la demande prévue à l'alinéa premier pourra être formulée devra être fixé dans la sentence arbitrale, à moins qu'il ne l'ait été dans le compromis d'arbitrage.

Article 12.

Tous les différends qui pourraient surgir entre les Parties, au sujet de l'interprétation et de l'exécution de la sentence arbitrale seront, sauf stipulation contraire, soumis au jugement du tribunal qui aura rendu la sentence. Dans ce dernier cas, la disposition de l'alinéa 2 de l'article 11 est applicable *mutatis mutandis*.

Article 13.

Tous les litiges qui, aux termes des articles précédents de la présente convention, ne sont pas susceptibles d'être déferés à l'arbitrage, devront, à la demande de l'une des Parties, être tranchés par voie de conciliation.

Si la Partie adverse prétend qu'un différend pendant en conciliation doit être jugé par le tribunal arbitral, celui-ci statuera d'abord sur cette question préjudiciable.

the decision or measure in question to be annulled by administrative measures, the arbitration award shall give the injured Party equitable satisfaction of another kind.

Article II.

Subject to any provision to the contrary in the agreement of reference, either Party may claim a revision of the award by the Tribunal which gave the award. This demand may only be based on the discovery of a fact which would have been capable of exercising a decisive influence on the award and which, at the time of the close of the proceedings, was unknown to the Tribunal itself and to the Party demanding the revision, unless the Party in question was at fault in not being aware of it.

If, for any reason, any members of the Tribunal do not take part in the revision proceedings, substitutes for them shall be appointed in the manner determined for their own appointment.

The limit of time within which the demand provided for in the first paragraph may be presented shall be fixed in the arbitral award, unless it has already been fixed in the special agreement.

Article 12.

Any dispute arising between the Parties as to the interpretation and execution of the award shall, in the absence of an agreement to the contrary, be submitted to the Tribunal which pronounced it. In the latter case the provision contained in Article 11, paragraph 2, shall apply *mutatis mutandis*.

Article 13.

Any dispute which, under the preceding Articles of the present Convention, is not subject to arbitration shall, at the request of either Party, be submitted to the procedure of conciliation.

If the opposing Party claims that a dispute for which conciliation procedure has been initiated should be settled by the Tribunal, the latter shall first pronounce judgment upon this prior question.

Les Gouvernements des Parties contractantes pourrnt convenir qu'un litige qui, aux termes de la présente convention, est susceptible de solution arbitrale, soit définitivement, ou sous réserve d'un recours ultérieur au tribunal arbitral, déferé à la procédure de conciliation.

Article 14.

Il est constitué, pour la procédure de conciliation, un conseil permanent de conciliation. Le Conseil permanent de conciliation se compose de cinq membres. Les Parties contractantes nomment, à leur gré, chacune un membre et désignent les trois autres membres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent pas être des ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Les Parties contractantes désignent d'un commun accord le président parmi ces trois membres.

Chacune des Parties contractantes a le droit, en tout temps, pourvu qu'une procédure ne soit pas pendante ou n'ait pas été proposée par une Partie, de révoquer le membre nommé par elle et de lui désigner un successeur. Il est, dans les mêmes conditions, loisible à chaque Partie contractante de retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y a lieu de procéder sans délai à la nomination en commun d'un nouveau membre.

Le Conseil permanent de conciliation sera constitué au cours des six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente convention. Les membres sortants seront remplacés aussitôt que possible, suivant le mode fixé pour la première élection.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'a pas lieu dans les six mois qui suivent l'échange des ratifications ou, en cas de vacance d'un siège au Conseil permanent de conciliation, dans les trois mois à compter de la retraite ou du décès d'un membre, les Parties contractantes nommeront, à leur gré, chacune deux membres et désigneront d'un commun accord le président. L'un des deux nommés par chaque Partie et le président, ne devront pas être des ressortissants des Parties contractantes ni avoir leur domicile sur le territoire de ces dernières ou se trouver à leur service. A défaut d'accord sur le choix du président, le président de la Confédération helvétique sera prié de procéder à sa désignation.

The Governments of the Contracting Parties may agree that a dispute which, under the terms of the present Convention, can be settled by arbitration, shall be referred to a procedure of conciliation, either subject to appeal to the Tribunal or without the right of appeal.

Article 14.

A Permanent Board of Conciliation shall be constituted for the procedure of conciliation.

The Permanent Board of Conciliation shall consist of five members. The Contracting Parties shall each appoint one member of their own choice, and nominate the other three members jointly. These three members shall not be nationals of the Contracting Parties, nor shall they be domiciled on their territory or employed in their service. The Contracting Parties shall jointly elect the chairman from among these three members.

Either of the Contracting Parties shall have the right at any time, unless a procedure is pending or has been proposed by one of the Parties, to recall the member appointed by it, and to appoint a successor. Similarly, either Contracting Party shall also be entitled to withdraw its consent to the appointment of each of the three members nominated jointly. In this case a new member must be appointed by joint agreement without delay.

The Permanent Board of Conciliation shall be constituted in the course of the six months following the exchange of the instruments of ratification of the present Convention. Retiring members shall be replaced as soon as possible in the manner laid down for the first election.

If the nomination of the members to be appointed jointly has not taken place within the six months following the exchange of the instruments of ratification or, in the case of a vacancy on the Permanent Board of Conciliation, within three months from the date on which the vacancy occurs, the Contracting Parties shall each appoint two members of their own free will and shall jointly nominate the chairman. One of the two members appointed by each Party, and also the chairman, may not be nationals of the Contracting Parties, nor may they be domiciled on their territory or employed in their service. In the absence of an agreement upon the choice of the chairman, the President of the Swiss Confederation shall be requested to make the appointment.

Article 15.

Le conseil permanent de conciliation entrera en activité dès qu'il aura été saisi par l'une des Parties. Cette Partie adressera sa demande, en même temps, au président du conseil permanent de conciliation et à la Partie adverse. Le président devra convoquer le Conseil permanent de conciliation dans le plus bref délai possible.

Les Parties contractantes s'engagent, dans tous les cas et à tous égards, à faciliter les travaux du conseil permanent de conciliation et, notamment, à lui accorder toute l'assistance judiciaire possible par l'intermédiaire des autorités compétentes. Elles accorderont au conseil permanent de conciliation, dans la limite des pouvoirs reconnus aux tribunaux nationaux, la possibilité de citer et d'interroger des témoins et des experts sur leur territoire et d'y procéder à des descentes sur les lieux. Le Conseil permanent de conciliation pourra recueillir les preuves soit *in corpore*, soit par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs des membres désignés en commun.

Article 16.

Le Conseil permanent de conciliation déterminera son siège ; il pourra en décider librement le transfert.

Le Conseil permanent de conciliation constituera au besoin un greffe. S'il appelle à ce greffe des ressortissants des Parties, il le fera de manière à mettre les Parties sur un pied d'égalité.

Article 17.

Le Conseil permanent pourra délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués, et si au moins les membres désignés par les deux Parties en commun sont présents.

Au cas où le Conseil permanent de conciliation aurait été constitué conformément à l'article 14, alinéa 5, il sera reconnu compétent si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins trois membres, dont le président, sont présents.

Sauf stipulation contraire de la présente convention, le Conseil permanent de conciliation rend ses décisions à la majorité simple des voix. En cas de partage égal des voix, la voix du président est prépondérante.

Article 15.

The Permanent Board of Conciliation shall enter upon its duties as soon as a dispute has been referred to it by either of the Parties. Such Party shall communicate its request simultaneously to the chairman of the Permanent Board of Conciliation and to the other Party. The chairman shall summon the Permanent Board of Conciliation to meet at the earliest possible moment.

The Contracting Parties undertake in all cases and in all respects to further the work of the Permanent Board of Conciliation and in particular to grant it all legal assistance through the competent authorities. They shall enable the Permanent Board of Conciliation to summon and examine witnesses and experts and to proceed to investigations on the spot in their respective territories, within the limits of the powers enjoyed by their own Courts. The Permanent Board of Conciliation may take evidence either *in pleno*, or through one or more of the members appointed jointly.

Article 16.

The Permanent Board of Conciliation shall determine its own meeting place and shall be at liberty to transfer it.

The Permanent Board of Conciliation shall, if need be, establish a registry. If it appoints nationals of the Contracting Parties to positions in this office, it shall treat both Parties on an equal footing.

Article 17.

The deliberations of the Permanent Board of Conciliation shall be valid if all the members have been duly convened and if the members nominated jointly are present at the meeting.

If the Board of Conciliation has been constituted in accordance with paragraph 5 of Article 14, its deliberations shall be regarded as valid if all the members have been duly convened and if at least three arbitrators, including the chairman, are present.

Unless the present Convention provides otherwise, the decisions of the Permanent Court of Conciliation shall be taken by a majority vote. If the votes are equally divided, the chairman shall have a casting vote.

Article 18.

Il incombera au Conseil permanent de conciliation de rédiger un rapport, qui déterminera l'état des faits et, si les circonstances s'y prêtent, contiendra des propositions en vue du règlement du litige. L'opinion divergente d'un membre mis en minorité sera consignée dans le rapport, si ce membre le demande.

Le rapport devra être présenté dans les six mois à compter du jour où le litige aura été soumis au Conseil permanent de conciliation, à moins que les Parties ne conviennent d'abréger ou de prolonger ce délai. Le rapport devra être établi en trois exemplaires dont un sera remis à chacune des Parties et le troisième conservé dans les archives du Conseil permanent de conciliation.

Le rapport n'aura, ni en ce qui concerne les faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence définitive obligatoire. Toutefois, chaque Partie sera tenue de déclarer, dans un délai que fixera le rapport si, et dans quelle mesure, elle reconnaît comme exactes les constatations du rapport, et accepte les propositions qu'il renferme ; ce délai ne devra pas excéder une durée de trois mois.

Il appartiendra aux Parties de décider d'un commun accord si le rapport doit être publié immédiatement. Toutefois, si elles n'arrivent pas à s'entendre à ce sujet, le Conseil permanent de conciliation, de son côté, pourra, pour des motifs spéciaux, assurer la publication immédiate du rapport. L'assentiment de quatre membres au moins est nécessaire à cet effet.

Article 19.

Chaque Partie supportera la défense afférente à l'indemnisation du membre du Conseil permanent de conciliation nommé par elle, ainsi que la moitié de la dépense afférente à l'indemnisation des membres désignés en commun.

Chaque Partie supportera les frais de la procédure qu'elle aura occasionnée, ainsi que la moitié des frais que le Conseil permanent de conciliation déclarera communs aux deux Parties.

Article 20.

La sentence rendue en procédure d'arbitrage devra être exécutée de bonne foi par les Parties.

Article 18.

The Permanent Board of Conciliation shall draw up a report, which shall set out the facts of the case and, if the circumstances permit, shall contain proposals for the settlement of the dispute. The minority opinion of a member shall be recorded in the report at that member's request.

The report shall be submitted within six months from the date on which the dispute was laid before the Permanent Board of Conciliation, unless the Parties agree to shorten or extend this time-limit. The report shall be drawn up in three copies, one of which shall be handed to each of the Parties and the third preserved in the archives of the Permanent Board of Conciliation.

The report shall not, either as regards statements of fact or as regards legal considerations, be in the nature of a final judgment binding upon the Parties. Each Party shall however state, within a time-limit to be fixed by the report, whether and to what extent it recognises the correctness of the findings in the report and accepts the proposals which it contains. The duration of this time-limit shall not exceed three months.

The Parties shall jointly decide whether the report should be published immediately. If they fail to reach an agreement on this point, the Permanent Board of Conciliation may have the report published immediately, should there be special reasons for so doing. In this case the consent of at least four members must be obtained.

Article 19.

Each Party shall bear the cost of the remuneration of the member of the Permanent Board of Conciliation appointed by itself and half the cost of the remuneration of the members appointed jointly.

Each Party shall bear the costs which it has incurred in connection with the proceedings, and half of the costs which the Permanent Board of Conciliation declares to be common to both Parties.

Article 20.

The award pronounced as the result of the procedure of arbitration shall be carried out in good faith by the Parties concerned.

Les Parties contractantes s'engagent à renoncer, autant que possible, durant le cours de la procédure d'arbitrage ou de conciliation, à toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'exécution de la sentence arbitrale ou sur l'acceptation des propositions du Conseil permanent de conciliation. Au sens de la présente disposition, la procédure de conciliation dure jusqu'à l'expiration du délai fixé par le Conseil permanent de conciliation pour l'acceptation de ses propositions.

A la demande de l'une des Parties, le Tribunal arbitral pourra ordonner des mesures provisionnelles pour autant que les Parties peuvent assurer l'exécution desdites mesures par la voie administrative ; de même, le conseil permanent de conciliation pourra formuler des propositions à ce même effet.

Article 21.

Sous réserve de dispositions contraires de la présente convention ou du compromis d'arbitrage, la procédure d'arbitrage et de conciliation sera régie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Pour autant que la présente convention renvoie aux dispositions de la convention de La Haye, les dispositions en question sont applicables dans les rapports entre les deux Parties contractantes, que ces Parties soient ou non signataires de la convention de La Haye.

Dans la mesure où ni la présente convention, ni le compromis d'arbitrage, ni les autres accords en vigueur entre les Parties contractantes ne règlent les délais et autres détails de la procédure d'arbitrage ou de conciliation, le tribunal arbitral ou le Conseil permanent de conciliation aura compétence pour arrêter lui-même les dispositions nécessaires en l'espèce.

Article 22.

La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra. Les instruments de ratification devront être échangés à Berlin.

La convention entrera en vigueur un mois après l'échange des instruments de ratification.

La convention est conclue pour une durée de dix ans. Si elle n'est pas dénoncée six mois avant l'expiration de ce terme, elle demeurera

The Contracting Parties undertake, during the course of the arbitration or conciliation proceedings, as far as possible, to refrain from any action liable to have a prejudicial effect on the execution of the arbitral award or on the acceptance of the proposals of the Permanent Board of Conciliation. For the purposes of this stipulation the conciliation procedure shall continue until the expiration of the time-limit fixed by the Permanent Board of Conciliation for the acceptance of its proposals.

The Arbitral Tribunal may, at the request of either of the Parties, prescribe measures of precaution, provided that such measures can be carried out by the Parties through their administrative machinery. The Permanent Board of Conciliation may also make proposals for the same purpose.

Article 21.

Subject to any provisions to the contrary laid down in the present Convention or the special agreement, the procedure of arbitration and conciliation shall be regulated by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

In as far as the present Convention refers to the stipulations of the Hague Convention, the latter shall be applicable to the relations between the Contracting Parties, whether or not those Parties are signatories to the Hague Convention.

In so far as neither the present Convention nor the special agreement, nor any other conventions in force between the Parties, lay down the time-limits and other details connected with the procedure of arbitration or conciliation, the Tribunal or the Permanent Board of Conciliation shall itself be competent to decide as to the necessary provisions.

Article 22.

The Convention shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin.

The Convention shall come into force one month after the exchange of the instruments of ratification.

The Convention shall be valid for a period of ten years. If, however, it is not denounced six months before the expiration of this period,

en vigueur pour une nouvelle période de deux ans, et ainsi de suite, si la convention n'est pas dénoncée dans le délai prescrit.

Une procédure d'arbitrage ou de conciliation pendante à l'expiration de la présente convention, suivra son cours conformément aux dispositions de la présente convention ou d'un autre accord que les Parties contractantes seront convenues de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention.

Etablie en double original allemand et estonien, à Berlin, le 10 août 1925.

(Signé) PUSTA. (Signed)
(Signé) STRESEMANN. (Signed)

it shall remain in force for a further period of two years, and be similarly renewed so long as it has not been denounced within the prescribed period.

If a dispute which has been referred to arbitration or conciliation has not been settled when the present Convention expires, the case shall be proceeded with according to the stipulations of the present Convention or of any other convention which the Contracting Parties may agree to substitute therefor.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate in German and Estonian at Berlin, August 10, 1925.

PROTOCOLE FINAL

DE LA CONVENTION D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE L'ALLEMAGNE ET L'ESTONIE.

1. Les Parties contractantes conviennent que les différentes dispositions de la présente convention devront, en cas de doute, être interprétées en faveur du principe du règlement des litiges par voie d'arbitrage.

2. Les Parties contractantes déclarent que la convention est applicable même aux litiges découlant d'événements antérieurs à sa conclusion. Toutefois, les litiges éventuels qui auraient un rapport direct avec les événements de la guerre mondiale, en sont pas compris dans le présent accord, en raison de leur portée politique générale.

3. Le fait que de tierces Puissances sont parties à un litige, n'exclut pas l'application de la convention. Les Parties contractantes s'efforceront, le cas échéant, d'amener ces tiers Puissances à adhérer à la procédure d'arbitrage ou de conciliation. En ce cas, les gouvernements des deux Parties auront la faculté de s'entendre pour composer d'une manière spéciale le tribunal arbitral ou le Conseil permanent de conciliation. Si, dans un délai convenable, une entente ne peut être conclue avec les tierces Puissances au sujet de leur adhésion, le diffé-

FINAL PROTOCOL

OF THE ARBITRATION AND CONCILIATION CONVENTION BETWEEN GERMANY AND ESTONIA.

1. The Contracting Parties are agreed that in doubtful cases the stipulations of the present Convention shall be interpreted in favour of the application of the principle of the settlement of disputes by arbitration.

2. The Contracting Parties declare that the Convention shall also apply to disputes arising out of events which occurred prior to its conclusion. In consideration of their general political bearing, an exception shall, however, be made with regard to disputes arising directly out of the world war.

3. The Convention shall not cease to be applicable for the reason that a third State is concerned in a dispute. The Contracting Parties shall endeavour, if necessary, to induce the third State to agree to refer the dispute to arbitration or conciliation. In this case, the two Governments may, if they so desire, jointly provide that the Tribunal or the Permanent Board of Conciliation shall be constituted in a special manner. If no agreement is reached with the third State as regards its adhesion within a reasonable period, the case shall

rend entre les Parties contractantes suivra, mais avec effet seulement pour ces Parties, le cours prévu dans la convention.

4. Les Parties contractantes déclarent que les différends qui pourraient surgir entre l'Allemagne et une tierce Puissance et auxquels l'Estonie pourrait être appelée à prendre part en sa qualité de Membre de la Société des Nations, ne pourront être considérés comme des différends entre les Parties contractantes, au sens de la présente convention.

BERLIN, le 10 août 1925.

(Signé) PUSTA. (Signed)
(Signé) STRESEMANN. (Signed)

proceed in accordance with the provisions of the Convention, but with effect only as regards the Contracting Parties.

4. The Contracting Parties declare that disputes between Germany and a third State in which Estonia might be interested as a Member of the League of Nations, cannot be considered as disputes between the Contracting Parties in the sense intended by the present Convention.

BERLIN, August 10, 1925.

N° 1485.

**ALLEMAGNE
ET UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE**

Convention concernant le trafic frontalier, avec protocole final. Signés à Aix-la-Chapelle, le 15 juillet 1926.

**GERMANY AND
ECONOMIC UNION OF
BELGIUM AND LUXEMBURG**

Convention concerning Frontier Traffic, with Final Protocol. Signed at Aix-la-Chapelle, July 15, 1926.

N^o 1485. — CONVENTION¹ ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'ALLEMAGNE, CONCERNANT LE TRAFIC FRONTALIER. SIGNÉE A AIX-LA-CHAPELLE, LE 15 JUILLET 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 13 juin 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, AGISSANT TANT EN SON NOM QU'AU NOM DE SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, en vertu d'accords existants, d'une part, et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, d'autre part, également animés du désir de stipuler, en exécution des dispositions de l'article 16 de l'Accord² commercial provisoire du 4 avril 1925, les facilités de trafic reconnues nécessaires pour les habitants des zones frontières de l'Union économique belgo-luxembourgeoise et de l'Allemagne, ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Maximilien SUTENS, directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. Heinrich VON FRIEDBERG, conseiller référendaire de légation au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions ci-après :

Article premier.

Sont reconnues comme rayons douaniers au regard de la présente convention les bandes de territoire situées des deux côtés de la frontière commune, et que chacune des Parties contractantes a désignées pour ce qui concerne son territoire comme rayon douanier.

Les deux Parties contractantes se communiqueront aussitôt que possible le tracé de la ligne délimitant le rayon douanier vers l'intérieur de leurs pays respectifs, ainsi qu'une liste des localités comprises dans ce rayon.

Article 2.

Les personnes fixées dans l'un des rayons douaniers et qui exploitent, à titre de propriétaires, de locataire ou en vertu d'une autre droit de jouissance, des terres, des bois, ou des pêcheries, situés

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 24 mai 1927.

² Vol. XXXVII, page 203, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1485. — CONVENTION² BETWEEN GERMANY AND THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG, CONCERNING FRONTIER TRAFFIC. SIGNED AT AIX-LA-CHAPELLE, JULY 15, 1926.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place June 13, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, acting both in his own name, and, in virtue of existing agreements, in the name of HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, of the other part, being desirous of providing the traffic facilities which are recognised as necessary for the inhabitants of the respective frontier zones of the Belgium and Luxemburg Economic Union and of Germany, in execution of Article 16 of the Provisional Commercial Agreement³ of April 4th, 1925, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Maximilien SUETENS, Director at the Ministry of Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. Heinrich VON FRIEDBERG, Councillor of Legation at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The zones of territory adjoining the common frontier on both sides, which each Contracting Party has designated as the Customs zone for its territory, shall, under the present Convention, be recognised as Customs zones.

The two Contracting Parties shall notify each other as soon as possible of the line delimiting the Customs zone within their respective countries, and shall communicate to each other a list of the places included in that zone.

Article 2.

Persons living in one of the Customs zones who exploit lands, woods, or fisheries situated in the other Customs zone, as the owners thereof, or on lease, or by other right of possession, may,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Berlin, May 24, 1927.

³ Vol. XXXVII, page 203, of this Series.

dans l'autre rayon douanier, peuvent, de même que les membres de leur famille, leurs ouvriers, employés ou domestiques, en exemption de tous droits de douane, de taxe ou de droits de statistique, franchir la frontière commune avec les produits, objets ou animaux spécifiés ci-après, et aux conditions énumérées ci-dessous :

1^o Engrais de toute espèce, semences, plantes de culture agricole et forestière, produits pour la protection des plantes, machines, instruments et outils aratoires, sylvicoles et engins de pêche, véhicules et bêtes de trait et de somme, y compris l'équipement, le harnachement, le fourrage, l'huile ou le carburant nécessaires, pour autant que lesdits produits, objets ou animaux servent exclusivement à l'exploitation des terres, bois ou pêcheries susvisés.

Les machines, instruments, outils, véhicules, bêtes, équipement et harnachement doivent être ramenés au siège de l'exploitation après exécution du travail.

2^o Les produits provenant des exploitations spécifiées au premier alinéa du présent article, qui seront transportés directement des lieux de production vers l'autre rayon douanier. Les produits de la chasse sont exclus de l'exemption.

La franchise ne s'applique qu'aux produits transportés pendant la saison de la récolte, dans l'état où les agriculteurs ont coutume de les enlever des lieux de production.

Elle reste, toutefois, acquise à l'égard des produits qui, d'après certains usages locaux, sont parfois, préalablement au transport, soit mis provisoirement en tas ou en silos (comme les pommes de terre, raves, betteraves, carottes) ou en meules (comme les céréales, la paille, le foin), sur les lieux de production, soit battus et mis en sacs (comme les céréales et les graines oléagineuses) sur les mêmes lieux ; il en est de même pour l'écorce à tan, même séchée, ainsi que pour les raisins écrasés ou foulés (*Traubenmaische*).

Les arbres ne peuvent avoir subi aucune autre main-d'œuvre que celle qui est nécessaire pour en faciliter le transport. L'enlèvement grossier de l'écorce, l'ébranchage et le sciage ou le coupage transversal rentrent dans les opérations permises.

Celui qui réclame l'exemption doit justifier de son droit d'exploitation par la production d'un certificat de l'autorité compétente. Ce certificat fait mention de l'emplacement des biens, de la superficie et du genre de culture.

Le transport des bois peut avoir lieu toute l'année.

3^o Animaux domestiques, y compris les solipèdes, faisant partie d'une exploitation agricole et conduits en pacage ou en stabulation dans l'autre rayon douanier, y compris la nourriture nécessaire pendant tout le séjour dans l'autre rayon douanier.

Celui qui réclame l'exemption doit justifier de son droit par la production du certificat mentionné au 2^o, alinéa 5. En outre, il est tenu de présenter les animaux aux autorités douanières compétentes qui, après examen et éventuellement marquage, délivrent un permis fixant le délai pour le retour des animaux. Le dépôt d'une caution, à concurrence du montant des droits, ne sera exigé qu'en cas de soupçon de fraude.

Au retour la franchise s'étend, le cas échéant, aux jeunes bêtes nées des animaux susdits dans l'autre rayon douanier. Elle est aussi applicable au lait donné par ces animaux pendant le pacage ou la stabulation.

Sous les conditions susindiquées, l'exemption est aussi accordée pour les solipèdes devant être pesés, ferrés, châtrés ou soumis à des soins vétérinaires.

Article 3.

L'exemption du droit de douane, de taxes et de droits de statistique est aussi accordée pour les solipèdes menés par les habitants de l'un des rayons douaniers aux foires et marchés de l'autre

together with the members of their family, their workmen, employees or servants, cross the common frontier free of all Customs duties, charges or statistical taxes, with the products, articles, or animals specified below, and under the following conditions :

(1) Manure of all kinds, seeds, agricultural and forest plants, products for the protection of plants, machines, agricultural and forestry implements and tools, fishing gear, vehicles and draught and pack animals, including the necessary equipment, harness, forage, oil or fuel, on condition that the said products, articles or animals are used exclusively for the exploitation of the above-mentioned lands, woods, or fisheries.

The machines, implements, tools, vehicles, animals, equipment and harness must be brought back to the headquarters of the enterprise, as soon as the work has been completed.

(2) Products which are obtained from the undertaking specified in the first paragraph of the present Article and which are transported directly from the place of production to the other Customs zone. Products of hunting shall not be admitted free of duty.

Exemption from duty shall only apply to products transported during the harvest in the state in which farmers are accustomed to remove them from the place where they are produced.

Exemption shall, however, apply in the case of products which, in accordance with local custom, are sometimes, previous to transport, put provisionally in heaps or in silos (potatoes, turnips, beetroots, carrots), or in sacks (cereals, straw, hay), at the place of production, or which are threshed and put into sacks (cereals and oil seeds) at the same place ; tanning bark, whether dried or not, and crushed or pressed grapes (*Traubenmaische*), shall also be admitted free of duty.

Trees must not have been worked beyond what is necessary for facilitating their transport. Rough barking, lopping, and transverse sawing or cutting are however permissible.

Persons claiming exemption must prove their right of exploitation by producing a certificate from the competent authority. This certificate shall mention the site and extent of the property and the nature of the cultivation.

Timber may be transported at any time of the year.

(3) Domestic animals, including equines which are used in an agricultural undertaking, and which are driven to pasture or stabling in the other Customs zone, including the necessary food for the whole time they remain there.

Persons claiming exemption from duty must prove their right by producing the certificate mentioned in Article 2, paragraph 5. They must, further, have the animals inspected by the competent Customs authorities, who, after inspection and, when necessary, branding shall issue a permit fixing the time-limit for the return of the animals. The deposit of the amount of the duties as security shall only be required if fraud is suspected.

On the return of the above-mentioned animals, any young which may have been born on the other side of the frontier shall be admitted free of duty. Exemption shall also be granted in respect of milk obtained from such animals during pasturage or stabling.

Exemption from duties is also granted under the above-mentioned conditions to equines which require to be weighed, shod, castrated, or treated by a veterinary surgeon.

Article 3.

Exemption from Customs duties, charges and statistical taxes shall also be granted in respect of equines driven by the inhabitants of either of the Customs zones to fairs and markets in the

rayon douanier et ramenés invendus. Chacune des Parties contractantes fixera, pour ce qui concerne son territoire, les conditions auxquelles cette exemption est subordonnée.

Article 4.

L'exemption des droits de douane, de taxes et de droits de statistique est accordée, en outre, aux habitants des rayons douaniers pour les instruments, outils, machines, etc., qu'ils transportent momentanément d'un rayon dans l'autre pour l'exercice de leur profession ou pour y exécuter des travaux.

Pour les instruments que les médecins, les vétérinaires et les sages-femmes prennent avec eux pour l'exercice momentané de leur profession, le dépôt d'une caution n'est exigé qu'en cas de soupçon de fraude.

Article 5.

L'exemption des mêmes droits de douane, taxes et droits de statistique est accordée pour les marchandises ci-après désignées qui, sous réserve de retour, sont envoyées d'un rayon douanier dans l'autre pour y subir une main-d'œuvre, y être réparées ou perfectionnées, étant entendu que les sous-produits résultant du travail doivent faire retour avec les produits transformés :

a) Chevaux et autres animaux destinés à être abattus, étant entendu qu'après abatage, ils ne peuvent être dépecés que dans la mesure où cette opération est nécessaire pour faciliter le transport ;

b) Objets usagés destinés à subir de menues réparations. Les accessoires, s'ils sont passibles de droits appréciables, doivent être fournis en même temps ;

c) Céréales, légumes secs et graines oléagineuses destinés à être vannés, pressés, concassés, écosés, moulus, battus ou à subir une opération analogue ;

d) Bois destinés à être découpés, fendus ou sciés en planches ou poutres ;

e) Ecorces de chêne destinées à subir une opération de découpage, de mouture ou autre du même genre ;

f) Tissus destinés à être remis au tailleur pour la confection de vêtements. Les accessoires, s'ils sont passibles de droits de douane appréciables, doivent être fournis en même temps ;

g) Cuir destiné à être remis au cordonnier pour la confection de chaussures. Les accessoires, s'ils sont passibles de droits de douane appréciables, doivent être fournis en même temps ;

L'exemption n'est accordée que pour les objets à l'usage propre des intéressés et jusqu'à concurrence des quantités nécessaires aux besoins de leur ménage. Pour autant que les conditions ci-dessus sont remplies, cette exemption n'est pas subordonnée à une autorisation spéciale préalable.

Article 6.

La même exemption de droit de douane, de taxes et de droits de statistique est accordée :

1^o Pour les objets de pansement, ainsi que les médicaments fournis en petites quantités sur ordonnance de médecins ou de vétérinaires autorisés à exercer leur profession et que les habitants de l'un des rayons douaniers doivent, par suite de nécessités locales, se procurer dans des pharmacies établies dans l'autre rayon douanier, ou que les mêmes médecins ou vétérinaires emportent avec eux en vue d'un usage immédiat. La production d'une ordonnance n'est pas requise pour les drogues ordinaires destinées à des usages médicaux, ainsi que pour les préparations pharmaceutiques et chimiques communément employées, dont la dénomination pharmaceutique est indiquée de façon exacte et claire sur l'emballage, et sous la réserve que la vente en détail dans le pays de provenance, de même que l'importation dans l'autre pays soient autorisées par les règlements en vigueur ;

other zone, and brought back again unsold. Each of the Contracting Parties shall fix for its own territory the conditions governing such exemption.

Article 4.

Exemption from Customs duties, charges and statistical taxes shall further be granted to the inhabitants of the Customs zones in respect of any implements, tools, machines, etc., which they transport temporarily from one zone to the other, in the exercise of their occupation or to carry out work there.

The deposit of security in respect of instruments carried by doctors, veterinary surgeons or midwives for the temporary exercise of their profession shall only be required if fraud is suspected.

Article 5.

Exemption from the same Customs duties, charges and statistical taxes shall be granted in respect of the goods specified below, which are sent from one Customs zone to the other in order to be worked, repaired, or completed there, provided they are brought back, and provided also that any subsidiary products resulting from the work are brought back with the transformed products :

(a) Horses and other animals intended for slaughter, it being understood that, after they are killed, they may not be cut up further than is necessary to facilitate transport ;

(b) Used articles intended to undergo minor repairs. If accessory parts are liable to appreciable duties, such parts must be sent at the same time ;

(c) Cereals, dried vegetables and oil-seeds, intended to be winnowed, pressed, pounded, husked, ground, threshed, or the like ;

(d) Timber for cutting, splitting or sawing into planks or beams ;

(e) Oak-bark intended for cutting, grinding, or the like ;

(f) Tissues for making up into clothing. If accessory parts are liable to appreciable Customs duties, such parts must be sent at the same time ;

(g) Leather intended to be sent to a shoemaker to be made up into shoes. If accessory parts are liable to appreciable Customs duties, such grants must be sent at the same time ;

Exemption from duty is conditional upon the articles being used for the personal requirements of the persons concerned, in quantities not exceeding what is necessary for their household needs. No previous special authorisation is needed for this exemption provided the above-mentioned conditions are fulfilled.

Article 6.

Similar exemption from Customs duties charges and statistical taxes shall be granted in respect of :

(1) Dressings and medicaments supplied in small quantities on the prescription of authorised doctors or veterinary surgeons which, owing to local circumstances, must be obtained by the inhabitants of one of the Customs zones from chemists' shops situated in the other zone, or which the same doctors or veterinary surgeons bring with them for immediate use. A medical prescription shall not be required for ordinary drugs intended for medical purposes or for pharmaceutical and chemical preparations in common use, the pharmaceutical description of which is shown clearly and correctly on the wrappings, provided that the retailing of such articles in the country of origin or their importation into the other country are authorised under the regulations in force ;

2° Pour les cercueils contenant des dépouilles mortelles ou les urnes contenant les cendres de personnes incinérées ;

3° Pour les couronnes ou bouquets de fleurs naturelles (fleurs, pétales et boutons), de feuillage (y compris les palmes), d'algues marines, de graminées ou de rameaux (y compris ceux portant des fruits ou des pommes de résineux), à l'état vert ou sec, même s'ils sont montés sur bois, fil de fer, paille ou toute autre matière, ou garnis de rubans ou de nœuds en tissus ou en papier. L'exemption n'est accordée que si l'importation ou l'exportation a lieu à l'occasion d'une cérémonie (solemnité religieuse, enterrement, fête, mariage, etc.) ; elle ne s'étend donc pas aux couronnes ni bouquets, franchissant la frontière pour des fins industrielles ou commerciales ;

4° Pour les objets du culte destinés à la cène, la communion ou l'extrême-onction, ainsi que pour les livres et autres objets religieux, sous la condition de leur retour dans le rayon douanier d'où ils sont sortis.

Article 7.

L'exemption de droits de douane, de taxes et de droits de statistique est encore accordée pour les véhicules de toute espèce (voitures ordinaires, velocipèdes, automobiles, etc.) et pour les solipèdes (chevaux, ânes, mulets, bardots), à condition qu'ils ne passent la frontière que pour transporter des personnes ou des marchandises d'un rayon douanier dans l'autre ou pour aller les chercher ; l'exemption s'étend aux objets d'équipement et de harnachement, au fourrage, à l'huile et au carburant nécessaires. Les véhicules, solipèdes, objets d'équipement et de harnachement doivent faire retour dans la zone frontière d'origine.

Les personnes connues de la douane comme présentant les garanties voulues, peuvent être dispensées du dépôt d'une caution. Dans ce cas, il leur est délivré par les autorités douanières un permis qui, sur demande, sera rendu valable à concurrence d'un délai d'un an.

Les dispositions relatives aux taxes sur les véhicules automobiles restent applicables.

Article 8.

L'exemption de droits de douane, des taxes et de droits de statistique est également accordée pour les provisions de bouche que les habitants de l'un des rayons douaniers prennent avec eux pour la durée de leur séjour dans l'autre rayon, sans que le poids total puisse toutefois dépasser un kilogramme par personne.

L'exemption s'applique aussi, dans les mêmes circonstances, au tabac, aux cigares et aux cigarettes, mais seulement à concurrence des quantités maxima admises pour le trafic des voyageurs.

Article 9.

On pourra, de part et d'autre, se procurer dans le rayon douanier voisin et exporter, en franchise de tout droit, pierres, sables et autres matériaux nécessaires à la construction et à l'entretien des chemins limitrophes.

Article 10.

Quand des marchandises destinées à être transportées d'un lieu à un autre du même rayon douanier, doivent, à cette fin, emprunter l'autre rayon douanier sans qu'il existe pour ce faire une route autorisée par la douane, les autorités douanières permettront, dans la mesure du possible, le transport de ces marchandises par une autre route. Ces marchandises seront exemptes de tout droit de douane, de taxes et de droits de statistique.

L'usage de chemins qui ne sont pas des routes autorisées par la douane, sera permis aussi dans d'autres cas, dans la mesure du possible, lorsque la situation locale l'exigera et principalement lorsqu'il s'agira de transports agricoles ou forestiers.

(2) Coffins containing mortal remains or urns containing the ashes of persons who have been cremated ;

(3) Wreaths or bouquets of natural flowers (flowers, petals and buds), foliage (including palms), grass wrack, grasses or branches (including branches bearing fruit or cones) whether fresh or dry and mounted or not on wood, iron, wire, straw or any other material, or trimmed with ribbons or bows in stuff or paper. Customs exemption is conditional upon such articles being imported or exported on the occasion of a ceremony (religious ceremony, burial, festival, marriage, etc.) ; it shall not extend to wreaths or bouquets conveyed across the frontier for industrial or commercial use ;

(4) Articles necessary for ritual purposes, for the administration of the Sacrament, communion or extreme unction, as well as books and other religious articles, provided that they are re-exported into the Customs zone from which they came.

Article 7.

Exemption from Customs duties, charges and statistical taxes shall further be granted in respect of all kinds of vehicles (ordinary carriages, bicycles, motorcars, etc.) and of all equines (horses, donkeys, mules, hinnies), provided that such vehicles and animals only cross the frontier in order to transport persons or goods from one Customs zone to the other or to convey them back again ; the necessary equipment, harness, forage, oil and fuel shall also be admitted free of duty. Such vehicles, equines, equipment and harness must be re-exported into the frontier zone of origin.

Persons known to the Customs authorities furnishing necessary guarantees shall not be required to deposit security. To such persons the Customs authorities shall issue a permit, which, on request shall be made valid for one year.

The provisions relating to the taxes on motor vehicles shall remain in force.

Article 8.

Exemption from Customs duties, charges and statistical taxes shall also be granted in respect of food which the inhabitants of one of the Customs zones may take with them for the duration of their stay in the other zone, provided that the total weight of such food does not exceed one kilogram per person.

Tobacco, cigars and cigarettes shall also in the same circumstances be admitted free of duty, but only up to the maximum quantities allowed to travellers.

Article 9.

Stones, sand and other material necessary for the construction and upkeep of the frontier roads may be procured from either neighbouring Customs zone and exported free of duty.

Article 10.

Should goods intended for transport from one place to another in the same Customs zone encroach upon the other Customs zone during such transport, and should there exist no road authorised for this purpose by the Customs authorities, the latter shall as far as possible allow the transport of such goods by another road. These goods shall be exempted from all Customs duties, charges and statistical taxes.

The use of roads which are not authorised by the Customs authorities shall also be permitted as far as possible, in other cases when local conditions require it, and more particularly, in the case of agricultural or forestry transport.

Article 11

Pour obtenir le bénéfice des exemptions et facilités prévues par la présente convention, les intéressés sont tenus de présenter à la douane les pièces d'identité qui leur sont nécessaires pour pouvoir circuler dans l'autre rayon douanier

Ils auront de plus à se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives aux importations, aux exportations et au transit, en tant qu'il n'y est pas dérogé par la présente convention.

Article 12.

Les autorités douanières des deux Parties contractantes prendront, chacune pour son territoire, les mesures de surveillance nécessaires pour empêcher un usage abusif des facilités accordées par la présente convention.

Article 13.

Les dispositions de la présente convention ne portent ni préjudice, ni modification aux Dispositions du 6 novembre 1922, relatives à la frontière commune à la Belgique et à l'Allemagne.

Article 14.

Les restrictions à la liberté du trafic prévues à l'article 6 de la Convention commerciale provisoire du 4 avril 1925 entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne sont applicables au trafic frontalier. Il ne sera toutefois pas exigé de permis ou de licence pour l'importation ou l'exportation des marchandises faisant l'objet de la présente convention.

Les lois sur la chasse et la pêche restent en vigueur de part et d'autre. Il en est de même en ce qui concerne les dispositions relatives à la perception des taxes intérieures, ainsi qu'en ce qui concerne tant les dispositions de la loi et de la réglementation douanière allemande sur les vins que les dispositions analogues qui pourraient exister dans l'Union économique belgo-luxembourgeoise.

Les dispositions applicables à la frontière belgo-allemande relativement à la police vétérinaire du trafic frontalier, sont contenues dans l'annexe (règlement de police vétérinaire). En ce qui concerne la frontière luxembourgo-allemande, le Luxembourg et l'Allemagne se réservent de conclure en cette matière un accord spécial.

Article 15.

Les deux Parties contractantes se feront connaître mutuellement les services considérés comme autorités compétentes au sens de la présente convention.

Article 16.

Les deux Parties contractantes se réservent le droit de fixer, de commun accord, par simple échange de notes, les modifications à la présente convention que l'expérience acquise leur ferait considérer comme nécessaires.

Article 17.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin aussitôt que faire se pourra.

Article 11.

In order to obtain the benefit of the exemptions and facilities provided by the present Convention, the persons concerned must present at the Customs offices the identity certificates needed for travelling in the other Customs zone.

They must also conform to the laws and regulations relating to imports, exports and transit in so far as these are not cancelled by the present Convention.

Article 12.

The Customs authorities of the two Contracting Parties shall each take such supervisory measures as are necessary in their respective territories to prevent abuse of the facilities granted by the present Convention.

Article 13.

The provisions of the present Convention shall not prejudice or alter the Provisions of November 6th, 1922, relating to the common frontier between Belgium and Germany.

Article 14.

The restrictions on the freedom of traffic specified in Article 6 of the Provisional Commercial Agreement of April 4th, 1925, between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany shall be applicable to frontier traffic. No permit or licence for the importation or exportation of the goods referred to in the present Convention shall, however, be required. The laws on game and fishing shall remain in force on both sides. The same shall apply to the provisions concerning the levying of internal taxes and to the provisions of the German Customs laws and regulations on wines, as well as any similar provisions which may exist in the Belgo-Luxemburg-Economic Union.

The provisions applicable on the frontier between Belgium and Germany regarding the veterinary supervision of frontier traffic are contained in the Annex (Rules for Veterinary Supervision). As regards their common frontier, Luxemburg and Germany reserve the right to conclude a special agreement on this subject.

Article 15.

The two Contracting Parties shall inform each other as to which services are considered to be competent authorities under the present Convention.

Article 16.

The two Contracting Parties reserve the right to make, by common agreement, and by a simple exchange of notes, any alterations in the present Convention which, in the light of future experience, they may consider necessary.

Article 17.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Berlin as soon as possible.

La convention entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des ratifications.

Chacune des Parties contractantes aura le droit de dénoncer la présente convention pour la fin de l'année civile, moyennant préavis de six mois.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Aix-la-Chapelle, le 15 juillet 1926.

M. SUTENS.

H. VON FRIEDBERG.

RÈGLEMENT

DE POLICE VÉTÉRINAIRE ANNEXÉ A LA CONVENTION ENTRE L'UNION ÉCONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE ET L'ALLEMAGNE CONCERNANT LE TRAFIC FRONTALIER A LA FRONTIÈRE BELGO-ALLEMANDE.

a) Concernant l'article 2 :

Tous les animaux devant être menés dans l'Etat voisin pour y travailler ou y être mis en pacage ou stabulation, doivent être marqués au fer rouge sur le sabot antérieur gauche (solipèdes), la corne gauche ou le sabot antérieur gauche (bovidés et ovidés), les animaux belges d'un B majuscule, les allemands d'un D majuscule. Ils doivent également être marqués par l'incision de la même majuscule dans le poil de la croupe gauche ; cette marque doit avoir au moins dix centimètres de hauteur, être renouvelée en temps utile et, en outre, inscrite sur les listes contenant le signalement exact des animaux, y compris les marques au fer rouge et les lettres incisées. Ces listes doivent être déposées aux offices désignés par le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel les animaux sont menés.

Les animaux doivent être examinés une fois par an (les animaux allant en pacage lors de la mise en pacage et les animaux de trait et de somme lors du commencement des labours du printemps), au passage de la frontière, par le vétérinaire officiel de l'Etat sur le territoire duquel ils sont menés. Au retour dans le pays d'origine, un examen par le vétérinaire officiel de ce pays peut être prescrit.

Pour les animaux qui traversent la frontière à l'aller et au retour non seulement une fois par an, mais plus souvent, ces examens pourront être prescrits à des intervalles plus courts. Ils ne doivent toutefois pas avoir lieu en général plus d'une fois par mois.

Les résultats de ces examens doivent être consignés chaque fois par les vétérinaires officiels sur les listes se trouvant aux offices désignés par le gouvernement de l'Etat sur le territoire duquel les animaux sont menés.

Les examens vétérinaires officiels sont gratuits, pour autant qu'ils ont lieu aux jours, lieux et heures d'examen fixés à cet effet.

Le retour dans le pays d'origine d'animaux souffrant d'une maladie épizootique, suspects d'être atteints d'une telle maladie ou suspects de contamination, ne peut avoir lieu qu'avec autorisation spéciale des deux administrations respectives.

b) Concernant l'article 3 :

L'importation de solipèdes à conduire aux foires et marchés doit avoir lieu par les endroits autorisés à cette fin et aux époques fixées à cet effet, en observant les prescriptions de l'examen à la frontière édictées par la police vétérinaire.

c) Concernant l'article 5 a) :

Les dispositions du litt. *b)* ci-dessus sont applicables. En outre, restent applicables les dispositions respectives des deux pays concernant l'inspection vétérinaire du bétail de boucherie et de la viande.

d) Concernant l'article 7 :

Pour les solipèdes employés à la traction de véhicules franchissant la frontière, leur conducteur doit être muni d'un certificat bilingue délivré par les autorités compétentes du pays d'origine (en Belgique, bourgmestre de la commune ; en Prusse, les autorités de police locale), portant le cachet officiel de ces autorités, indiquant les nom et domicile du propriétaire des solipèdes et donnant une description exacte des animaux.

The Convention shall come into force fourteen days after the exchange of ratifications.

Each of the Contracting Parties shall have the right to denounce the present Convention at the end of the civil year, by giving six month's notice.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Aix-La-Chapelle, July 15th, 1926.

M. SUETENS.

H. VON FRIEDBERG.

RULES

FOR VETERINARY SUPERVISION, ANNEXED TO THE CONVENTION BETWEEN THE ECONOMIC UNION OF BELGIUM AND LUXEMBURG AND GERMANY CONCERNING FRONTIER TRAFFIC ON THE FRONTIER BETWEEN BELGIUM AND GERMANY.

(a) *Ad Article 2 :*

All animals which are driven into the neighbouring State for work, pasturage or stabling must be branded on the left fore-hoof (equines) or on the left horn or left fore-hoof (cattle and sheep) with a capital B for Belgian animals and a capital D for German animals. They must also be marked with the same capital letter by clipping the hair of the left hind-quarter ; this mark must be at least 10 cm. long ; it must be renewed when necessary and, further, must be entered on the schedules containing the full description of the animals, including the letters branded or cut. These schedules must be kept at the offices designated by the Government of the State into whose territory the animals are driven.

Animals must be examined once yearly at the frontier (animals driven to pasturage, at the time of being put out to graze, and draught and pack animals, at the beginning of the spring working season) by the veterinary officials of the State into whose territory they are driven. On their return to the country of origin, inspection by the veterinary official of that country may be prescribed.

For animals which cross the frontier in either direction more than once yearly, these inspections may be prescribed at shorter intervals. They must not, however, as a general rule take place more than once a month.

The veterinary officials must enter the results of these inspections each time they are made on the schedules kept at the offices designated by the Government of the State into whose territory the animals are driven.

Inspections by veterinary officials shall be free of charge, provided that they take place on the days and at the hours and places appointed for that purpose.

Animals suffering from an epizootic disease, or suspected of such a disease, or of having been exposed to infection, may not return to the country of origin without the special authorisation of the two administrations.

(b) *Ad Article 3 :*

The importation of equines for the purpose of driving them to fairs and markets, must be effected at the places and times authorised for that purpose, and the veterinary regulations relating to frontier inspection must be observed.

(c) *Ad Article 5a) :*

The provisions of (b) above shall be applicable. Further, the respective provisions of the two countries concerning the veterinary inspection of cattle for slaughter, and of meat, shall remain in force.

(d) *Ad Article 7 :*

Persons in charge of equines used for drawing vehicles across the frontier must be furnished with a certificate in two languages issued by the competent authorities of the country of origin (the Burgomaster of the Commune, in Belgium ; the local police authorities, in Prussia), bearing the official seal of such authorities, showing the name and domicile of the owner, and containing a full description of the animals.

Ces certificats doivent porter une attestation sanitaire, délivrée par le vétérinaire officiel de l'Etat sur le territoire duquel sont menés les animaux, et dont la durée de validité est de six mois.

Les examens vétérinaires nécessaires à cet effet sont également gratuits, pour autant qu'ils ont lieu au passage de la frontière, aux époques à fixer à cette fin.

c) Le 1^{er} de chaque mois, les administrations compétentes des rayons douaniers se donnent mutuellement connaissance de l'état sanitaire relativement aux épizooties énumérées ci-dessous ; en outre, la même communication sera faite, et ce dans les vingt-quatre heures, quand, dans une commune restée indemne d'épizooties depuis au moins trente jours, un nouveau cas de maladie contagieuse se produit.

1^o Rage (*Lyssa, Rabies, Hydrophobia*) ;

2^o Affection morvo-farcineuse des solipèdes (*Malleus*) ;

3^o Fièvre aphteuse (*Aphthæ epizooticæ*) ;

4^o Pleuropneumonie contagieuse des bovidés (*Pleuropneumonia contagiosa bovum*) ;

5^o Clavelée des ovidés (*Variola ovina*) ;

6^o Gale des solipèdes et des ovidés (*Scabies*) ;

7^o Rouget des porcs pat (*Rhusiopathia suis*) ;

8^o Peste porcine (*Pestis suum*) ;

9^o Peste bovine (*Pestis bovina*).

Les cas particuliers d'épizootie doivent être annoncés en indiquant exactement le lieu, le nom des propriétaires, le nombre de têtes du troupeau atteint de la contagion et le nombre des animaux malades.

Il est également nécessaire de faire lesdites communications, lorsqu'il n'y a aucun cas d'épizootie à signaler.

En cas d'apparition de la peste bovine sur le territoire de l'Etat voisin, de la pleuropneumonie contagieuse des bovidés ou de la clavelée des ovidés sur le territoire de l'Etat voisin, dans un rayon de vingt kilomètres de la frontière, et de fièvre aphteuse dans le rayon douanier du territoire voisin, les stipulations précédentes peuvent être rendues plus sévères pour la durée du danger de contagion.

Il est également possible d'interdire en tout ou en partie la circulation frontalière des animaux pour la durée d'un danger de contagion plus pressant.

Les administrations compétentes, en Belgique, les inspecteurs vétérinaires, en Prusse, les *Landräte* (sous-préfets) sont tenus de se communiquer mutuellement les mesures de renforcement de la surveillance ou les interdictions respectives au moment où elles sont édictées.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature de la Convention entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et l'Allemagne concernant le trafic frontalier, conclue à la date de ce jour, les soussignés sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions de la convention ne sont applicables qu'à la frontière belgo-allemande. Elles pourront aussi être rendues applicables à la frontière luxembourgo-allemande par un simple échange de notes entre le Gouvernement belge et le Gouvernement allemand.

Article 2.

Le présent protocole aura les mêmes force et valeur que la convention conclue à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent protocole et y ont apposé leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Aix-la-Chapelle, le 15 juillet 1926.

M. SUETENS.

H. VON FRIEDBERG.

These certificates must contain a sanitary attestation, valid for six months, and issued by the veterinary official of the State into whose territory the animals are driven.

The veterinary inspections necessary for this purpose shall also be free of charge, provided that they take place when the frontier is crossed, at the times to be appointed for that purpose.

(e) On the first day of each month, the competent administrations of the Customs zones shall inform each other of the sanitary condition of their zones with relation to the epizooties specified below; further, if in a commune which has been immune from epizootics for at least 30 days a new case of contagious disease occurs, they shall inform each other within 24 hours:

- (1) Lyssa, rabies, hydrophobia;
- (2) Glanders among equines (*Malleus*);
- (3) Foot-and-Mouth disease (*Aphthae epizooticae*);
- (4) Pulmonary diseases of cattle (*Pleuropneumonia contagiosa bovum*);
- (5) Sheep-pox (*Variola ovina*);
- (6) Horse and sheep mange (*Scabies*);
- (7) Red Swine Fever (*Rhusiopathia suis*);
- (8) Swine plague (*Pestis suum*);
- (9) Cattle plague (*Pestis bovina*).

Individual cases of epizootic diseases must be notified, mention being made of the exact place, the name of the owners, the number of animals which have been exposed to infection, and the number suffering from the disease.

Information regarding the sanitary condition of the two zones must also be exchanged, even if there are no epizootic diseases to notify.

Should a case of cattle plague occur in the territory of the neighbouring State, or of contagious pleuro-pneumonia of cattle, or of sheep-pox in the territory of the neighbouring State within a radius of 20 km. of the frontier, or of foot-and-mouth disease in the Customs zone of the neighbouring territory, the preceding provisions may be made more stringent so long as there is danger of contagion.

All or part of the frontier traffic of animals may be suspended so long as there is serious danger of contagion.

The competent administrations — the veterinary inspectors in Belgium, and the "Landräte" (administrative heads of districts in Prussia) — must immediately notify to each other the measures taken to make supervision more stringent or the respective prohibitions issued.

FINAL PROTOCOL.

When signing the Convention between the Economic Union of Belgium and Luxemburg and Germany concerning frontier traffic, concluded this day, the undersigned have agreed as follows:

Article 1.

The provisions of the Convention shall only apply to the frontier between Belgium and Germany. They may also be made applicable to the frontier between Luxemburg and Germany by a simple exchange of notes between the Belgian and the German Governments.

Article 2.

The present Protocol shall have the same force and value as the Convention concluded this day, of which it must be considered an integral part.

In faith thereof, the Plenipotentiaries have signed the present Protocol, and have thereto affixed their seals.

Done in duplicata at Aix-la-Chapelle, July 15, 1926.

M. SUETENS.

H. VON FRIEDBERG.

N° 1486.

**BELGIQUE
ET ROYAUME-UNI**

Echange de notes, comportant un accord relatif à la transmission réciproque des informations concernant les aliénés. Londres, le 6 mai 1927.

**BELGIUM
AND UNITED KINGDOM**

Exchange of Notes, constituting an Agreement regarding the Exchange of Information relative to Persons of Unsound Mind. London, May 6, 1927.

N^o 1486. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT BELGE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A LA TRANSMISSION RÉCIPROQUE DES INFORMATIONS CONCERNANT LES ALIÉNÉS. LONDRES, LE 6 MAI 1927.

Textes officiels anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 13 juin 1927.

I.

FOREIGN OFFICE

No. T. 5435/1154/375.

S. W. I., May 6, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Belgian Government have agreed upon the following provisions as constituting an agreement on a reciprocal basis regarding the exchange of information relative to persons of unsound mind :

1. In the event of a Belgian subject residing in Great Britain or Northern Ireland being certified as insane His Britannic Majesty's Embassy at Brussels will notify the Minister of Justice, Direction de Bienfaisance, 57, rue Ducale, of the admission of the patient to a public or private asylum, of his discharge therefrom, or his decease. Similar notifications will be made to His Britannic Majesty's Embassy at Brussels in the case of British subjects residing in Belgium and certified as insane.

2^o The notifications prescribed in the foregoing paragraph shall mention the name of the asylum to which the patient has been admitted, and shall contain if possible the following particulars relative to the patient :

- 1^o Christian names and surname ;
- 2^o Date and place of birth ;
- 3^o Profession or occupation ;
- 4^o Residence at the time of admission to the asylum ;
- 5^o Last place of residence in country of origin ;
- 6^o Christian names and surnames of father and mother or the nearest relations, with their address ;
- 7^o If the patient is married, Christian names and surname of wife (or husband) with her (or his) address ;

¹ Entré en vigueur le 6 mai 1927.

No. 1486. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE BELGIAN GOVERNMENT AND HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN, CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE EXCHANGE OF INFORMATION RELATIVE TO PERSONS OF UNSOUND MIND. LONDON, MAY 6, 1927.

English and French official texts communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place June 13, 1927.

TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o T. 5435/1154/375.

S. W. I., le 6 mai 1927.

EXCELLENCE,

Le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et le Gouvernement belge ont approuvé les dispositions suivantes comme constituant un accord sur des bases réciproques au sujet de l'échange d'avis relatifs aux aliénés :

1^o Lorsqu'un ressortissant belge résidant en Grande-Bretagne ou en Irlande septentrionale est reconnu comme étant atteint d'aliénation mentale, l'Ambassade de Grande-Bretagne à Bruxelles informera directement M. le ministre de la Justice, Direction de la Bienfaisance, 57, rue Ducale, de l'admission du patient dans une maison de santé publique ou privée, de son départ de cet établissement ou de son décès.

Les mêmes informations seront transmises directement à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Bruxelles en ce qui concerne les sujets britanniques résidant en Belgique et reconnus atteints d'alinéation mentale.

2^o Les notifications prévues au paragraphe ci-dessus devront mentionner le nom de la maison de santé dans laquelle le patient a été admis et, si possible, contenir les détails suivants concernant l'intéressé :

- 1^o Prénoms et nom de famille ;
- 2^o Date et lieu de naissance ;
- 3^o Grade ou profession ;
- 4^o Domicile au moment de l'admission dans la maison de santé ;
- 5^o Dernier domicile dans le pays d'origine ;
- 6^o Prénoms et noms des père et mère ou des parents les plus proches, ainsi que leurs adresses ;
- 7^o Si le patient est marié, prénoms et nom de la femme (ou du mari), ainsi que l'adresse respective ;

¹ Came into force May 6, 1927.

8° Date of admission of the patient to the asylum, or of his discharge, or death ;

9° Name of the person or authority at whose request the patient was admitted ;

10° If the admission has been made in consequence of a medical report, the date of this report together with the name and address of the Medical Officer who made it.

3° This agreement applies without distinction to all persons considered insane and will take effect from the present date.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your Excellency's obedient Servant,
(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency
Baron Moncheur, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

AMBASSADE DE BELGIQUE.

N° 3367.

LONDRES, le 6 mai 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges et le Gouvernement de Sa Majesté britannique ont approuvé les dispositions suivantes comme constituant un accord sur des bases réciproques au sujet de l'échange d'avis relatifs aux aliénés :

1° Lorsqu'un ressortissant belge résidant en Grande-Bretagne ou en Irlande septentrionale est reconnu comme étant atteint d'aliénation mentale, l'Ambassade de Grande-Bretagne à Bruxelles informera directement M. le ministre de la Justice, Direction de la Bienfaisance, 57, rue Ducale, de l'admission du patient dans une maison de santé publique ou privée, de son départ de cet établissement ou de son décès

Les mêmes informations seront transmises directement à l'Ambassade de Sa Majesté britannique à Bruxelles en ce qui concerne les sujets britanniques résidant en Belgique et reconnus comme atteints d'aliénation mentale.

2° Les notifications prévues au paragraphe ci-dessus devront mentionner le nom de la maison de santé dans laquelle le patient a été admis et, si possible, contenir les détails suivants concernant l'intéressé :

- 1° Prénoms et nom de famille ;
- 2° Date et lieu de naissance ;
- 3° Grade ou profession ;
- 4° Domicile au moment de l'admission dans la maison de santé ;
- 5° Dernier domicile dans le pays d'origine ;
- 6° Prénoms et noms des père et mère ou des parents les plus proches, ainsi que leurs adresses ;
- 7° Si le patient est marié, prénoms et nom de la femme (ou du mari), ainsi que l'adresse respective ;
- 8° Date de l'admission du patient dans la maison de santé, de son départ ou décès ;

8° Date de l'admission de patient dans la maison de santé, de son départ ou décès ;

9° Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné ;

10° Lorsque l'admission a eu lieu à la suite d'un rapport médical, la date de ce rapport, ainsi que les nom et adresse du médecin qui l'a dressé.

3° Cet arrangement que s'appliquera à toutes les personnes considérées comme aliénées, sans distinction, entrera en vigueur à la date de ce jour.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Son Excellence
Baron Moncheur, G.C.V.O.
etc., etc., etc.

II.

BELGIAN EMBASSY.

No. 3367

LONDON, May 6, 1927.

SIR,

The Government of His Majesty the King of the Belgians and His Britannic Majesty's Government have agreed upon the following provisions as constituting an agreement on a reciprocal basis regarding the exchange of information relative to persons of unsound mind :

(1) In the case of a Belgian subject residing in Great Britain or Northern Ireland being certified as insane, His Britannic Majesty's Embassy at Brussels will notify directly the Minister of Justice, Direction de la Bienfaisance, 59, rue Ducale, of the admission of the patient to a public or private asylum, of his discharge therefrom or his decease.

Similar notifications will be made direct to His Britannic Majesty's Embassy at Brussels in the case of British subjects residing in Belgium and certified as insane.

(2) The notifications prescribed in the foregoing paragraph shall mention the name of the asylum to which the patient has been admitted, and shall contain, if possible, the following particulars relating to the patient :

- (1) Christian names and surname ;
- (2) Date and place of birth ;
- (3) Profession or occupation ;
- (4) Residence at the time of admission to the asylum ;
- (5) Last place of residence in the country of origin ;
- (6) Christian names and surnames of father and mother or of the nearest relations with their address ;
- (7) If the patient is married, Christian names and surname of wife (or husband) with her (or his) address ;
- (8) Date of admission of the patient to the asylum, or of his discharge or decease ;

9° Nom de la personne ou de l'autorité à la demande de laquelle le malade a été interné ;

10° Lorsque l'admission a eu lieu à la suite d'un rapport médical, la date de ce rapport, ainsi que les nom et adresse du médecin qui l'a dressé.

Cet arrangement qui s'appliquera à toutes les personnes considérées comme aliénées, sans distinction, entrera en vigueur à la date de ce jour.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de la plus haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être

Son très humble et obéissant serviteur,

(Signé) Bn MONCHEUR.

Son Excellence The Right Honourable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
Secrétaire d'Etat principal pour les Affaires étrangères,
Foreign Office, S. W. I.

(9) Name of the person or authority at whose request the patient was admitted;

(10) If the admission has been made in consequence of a medical report, the date of this report, together with the name and address of the medical officer who made it.

This agreement applies without distinction to all persons considered insane, and will take effect as from today's date.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Bn MONCHEUR.

His Excellency, The Right Honorable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
Secretary of State for Foreign Affairs,
Foreign Office, S. W. I.

N° 1487.

ROYAUME-UNI ET SIAM

Convention d'arbitrage. Signée à
Londres, le 25 novembre 1925.

**UNITED KINGDOM
AND SIAM**

Arbitration Convention. Signed at
London, November 25, 1925.

No. 1487. — ARBITRATION CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND SIAM. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 25, 1925.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 juin 1927.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF SIAM, parties to the Protocol² establishing the Permanent Court of International Justice, signed at Geneva on the 16th December, 1920, being desirous of concluding a Convention with a view to referring to arbitration all questions which they may consider possible to submit to that mode of settlement, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

The Right Honourable Joseph Austen CHAMBERLAIN, a Member of Parliament, His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

HIS MAJESTY THE KING OF SIAM :

Phya Prabha KARAVONGS, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and true form, have agreed as follows :

Article 1.

Differences of a legal nature which may arise between the two Contracting Parties and which it may not have been possible to settle by diplomacy, in the absence of contrary agreement shall, at the request of either Party, be referred to the Permanent Court of International Justice established by the Protocol of December 16, 1920, in accordance with the procedure laid down in the statutes of that Court and in the rules of court adopted thereunder, provided, nevertheless, that such differences do not affect the vital interests, the independence or the honour of the two Contracting Parties, and do not concern the interests of third parties. The Contracting Parties agree to accept the decision of the Court as binding.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 2 février 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 1487. — CONVENTION² D'ARBITRAGE ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LE SIAM. SIGNÉE A LONDRES, LE 25 NOVEMBRE 1925.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place June 14, 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM, étant parties au Protocole³ établissant la Cour permanente de Justice internationale signé à Genève, le 16 décembre 1920, et désireux de conclure une convention en vue de soumettre à l'arbitrage toutes les questions qui leur apparaîtraient comme susceptibles de ce mode de règlement, ont, à cet effet, désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Joseph Austen CHAMBERLAIN, membre du Parlement, principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE SIAM :

M. Phya Prabha KARAVONGS, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de Sa Majesté britannique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les différends d'ordre juridique qui viendraient à se produire entre les deux Parties contractantes et qui n'auraient pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis, à la requête de l'une des Parties et sauf convention contraire, à la Cour permanente de Justice internationale établie par le Protocole du 16 décembre 1920, conformément à la procédure établie par le statut de ladite Cour et les règlements adoptés en vertu de ceux-ci, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux ni l'indépendance ou l'honneur des deux Parties contractantes et qu'ils ne touchent pas aux intérêts de tierces Puissances. Les Parties contractantes s'engagent à accepter la décision de la Cour comme obligatoire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at London, February 2, 1927.

³ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Article 2.

The present Convention, which shall be ratified, is concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications, which shall take place at London as soon as possible. In case neither of the two Contracting Parties shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of five years of its intention to terminate the present Convention, it shall remain in force until the expiration of one year from the date on which either of the two Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate in the English language at London, the twenty-fifth day of November in the nineteen hundred and twenty-fifth year of the Christian era, corresponding to the twenty-fifth day of the eighth month in the two thousand four hundred and sixty-eighth year of the Buddhist era.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Prabha KARAVONGS.

Article 2.

La présente convention, qui sera ratifiée, est conclue pour une durée de cinq ans à partir de l'échange des ratifications, qui aura lieu à Londres aussitôt que faire se pourra. Si elle n'est pas dénoncée douze mois avant l'expiration de ladite période de cinq ans, elle demeurera en vigueur pour une nouvelle période d'un an et ainsi de suite, à partir de la date à laquelle l'une des deux Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Etabli en double original, en anglais, à Londres, le vingt-cinquième jour de novembre de l'an mil neuf cent vingt-cinq de l'ère chrétienne, correspondant au vingt-cinquième jour du huitième mois de l'an deux mil quatre cent soixante-huit de l'ère bouddhiste.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Prabha KARAVONGS.

N° 1488.

EMPIRE BRITANNIQUE ET GRÈCE

Échange de notes, comportant un *modus vivendi* réglant les relations commerciales entre la Grèce, d'une part, et, respectivement, d'autre part, (1) l'Inde, (2) les Straits Settlements, (3) les Iles-du-Vent et (4) Ceylan. Athènes, les 11 septembre, 4, 17 et 26 novembre 1926.

BRITISH EMPIRE AND GREECE

Exchange of Notes constituting a *Modus Vivendi* regulating the Commercial Relations between Greece, of the one part, and (1) India, (2) the Straits Settlements, (3) the Windward Islands and (4) Ceylon, of the other part. Athens, September 11, and November 4, 17 and 26, 1926.

N^o 1488. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET HELLÉNIQUE, COMPORTANT UN «MODUS VIVENDI» RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA GRÈCE D'UNE PART, ET, RESPECTIVEMENT, D'AUTRE PART, (1) L'INDE, (2) LES STRAITS SETTLEMENTS, (3) LES ILES DU VENT ET (4) CEYLAN. ATHÈNES, LES 11 SEPTEMBRE, 4, 17 et 26 NOVEMBRE, 1926.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 juin 1927.

I.

BRITISH LEGATION.
No. 205.

ATHENS, 11th September, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with the instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of India are prepared to extend, as from the date of the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into India and, further, to reduce as from this day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into India, to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in India shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece; and further, that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation¹ between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in India shall not, as from this day, be subjected on importation into Greece to higher duties than those specified in the schedule.

2. I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposals set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of India.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) MILNE CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Vol. LXI, page 15, de ce recueil.

No. 1488. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND HELLENIC GOVERNMENTS CONSTITUTING A "MODUS VIVENDI" REGULATING THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN GREECE, OF THE ONE PART, AND (1) INDIA, (2) THE STRAITS SETTLEMENTS, (3) THE WINDWARD ISLANDS, AND (4) CEYLON, OF THE OTHER PART. ATHENS, SEPTEMBER 11, AND NOVEMBER 4, 17 AND 26, 1926.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Exchange of Notes took place June 14, 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.
N^o 205.

ATHÈNES, le 11 septembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de l'Inde est disposé à étendre sans restriction, à partir de la date de la présente note, le traitement de la nation la plus favorisée à tous les articles produits ou manufacturés en Grèce et importés dans l'Inde, et à réduire à dater de ce jour, à un droit équivalent à 2 shillings per *hundredweight* le droit de douane existant sur les raisins secs produits en Grèce et importés dans l'Inde, étant bien entendu que tous les articles, produits ou manufacturés dans l'Inde jouiront, à partir de la date de la présente note, sans restrictions et sans conditions, du traitement de la nation la plus favorisée, à leur importation en Grèce et qu'en outre, les articles produits ou manufacturés dans l'Inde et énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation² entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, ne seront pas soumis à partir de ce jour, à leur importation en Grèce, à des droits de douane plus élevés que ceux qui sont indiqués dans la liste.

2. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement hellénique accepte les propositions, formulées dans la présente note, comme un *modus vivendi* jusqu'à la conclusion d'un accord formel avec le Gouvernement de l'Inde.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. LXI, page 15, of this Series.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

ENCLOSURE IN THE ATHENS DESPATCH No. 358 OF SEPTEMBER 29th, 1926.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No. 29321.

ATHÈNES, le 11 septembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date de ce jour, N^o 205, ainsi conçue :

BRITISH LEGATION,
No. 205.

ATHENS, 11th September 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with the instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of India are prepared to extend, as from the date of the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into India and, further, to reduce as from this day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into India, to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in India shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece; and further, that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in India shall not, as from this day, be subjected on importation into Greece to higher duties than those specified in the schedule.

2. I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposals set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of India.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

En prenant acte de ces déclarations, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement hellénique de son côté est d'accord pour soumettre les produits du sol ou de l'industrie des Indes à leur importation en Grèce au traitement complet et sans conditions de la nation la plus favorisée et que les articles énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé à Londres le 16 juillet 1926, produits ou manufacturés aux Indes, n'acquitteront pas à leur importation en Grèce des droits plus élevés que ceux fixés dans ladite liste.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de réitérer à Votre Excellence, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Thr. PETMEZAS.

ENCLOSURE IN ATHENS DISPATCH No. 358 OF SEPTEMBER 29, 1926.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 29321.

ATHENS, *September 11, 1926.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 205 of to-day's date, which runs as follows :

BRITISH LEGATION.

No. 205.

ATHENS, *September 11, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with the instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of India are prepared to extend, as from the date of the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into India and, further, to reduce as from this day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into India, to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in India shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in India shall not, as from this day, be subjected on importation into Greece to higher duties than those specified in the schedule.

2. I should be grateful if Your Excellency would be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposals set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of India.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

In taking note of this statement, I have the honour to inform you that the Hellenic Government, for its part, agrees to extend complete and unconditional most-favoured-nation treatment to goods produced or manufactured in India on importation into Greece, and further that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom signed in London on July 16, 1926, produced or manufactured in India, shall not be subjected, on importation into Greece, to higher duties than those enumerated in the schedule.

I have the honour to be, etc. etc.

(Signed) Thr. PETMEZAS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 236.

ATHENS, *November 4th, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Straits Settlements are prepared to extend, as from the date of the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into the Straits Settlements and, further, to reduce as from this day the existing customs duty on currants the produce of Greece on importation into the Straits Settlements to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Straits Settlements shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece; and further that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in the Straits Settlements shall not, as from this day, be subject on importation into Greece, to higher duties than those specified in the schedule.

2. The proposed arrangements shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of the Straits Settlements.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Greek Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Straits Settlements.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Milne CHEETHAM.

Son Excellence
Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

ENCLOSURE IN ATHENS DESPATCH No. 406 OF NOVEMBER 16th, 1926.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 34121.

ATHÈNES, *le 4 novembre 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 4 novembre, N° 236, ainsi conçue :

BRITISH LEGATION.

No. 236.

ATHENS, *November 4th, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Straits Settlements are prepared to extend, as from the date of the

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 236.

ATHÈNES, le 4 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement des Etablissements du Détroit est disposé à étendre sans restriction, à partir de la date de la présente note, le traitement de la nation la plus favorisée à tous les articles produits ou manufacturés en Grèce et importés dans les Etablissements du Détroit, et à réduire à dater de ce jour, à un droit équivalent à 2 shillings par *hundredweight* le droit de douane existant sur les raisins secs produits en Grèce et importés dans les Etablissements du Détroit, étant bien entendu que tous les articles produits ou manufacturés dans les Etablissements du Détroit jouiront, à partir de la date de la présente note, sans restrictions et sans conditions, du traitement de la nation la plus favorisée à leur importation en Grèce, et qu'en outre, les articles produits ou manufacturés dans les Etablissements du Détroit et énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation signé entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, ne seront pas soumis à partir de ce jour, à leur importation en Grèce, à des droits de douane plus élevés que ceux qui sont indiqués dans la liste.

2. L'arrangement proposé entrera en vigueur à partir de la date de cet échange de notes, mais il est entendu que le Gouvernement hellénique donnera effet rétroactif aux dispositions tarifaires de l'accord pour ce qui concerne les droits perçus, depuis le 11 septembre inclus, sur les articles originaires des Etablissements du Détroit ou produits dans ce pays.

3. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement hellénique accepte les propositions formulées dans la présente note, comme un *modus vivendi*, jusqu'à la conclusion d'un accord formel avec le Gouvernement des Etablissements du Détroit.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Milne CHEETHAM.

Son Excellence

Monsieur P. Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

ENCLOSURE IN ATHENS DESPATCH No. 406 OF NOVEMBER 16th, 1926.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 34121.

ATHENS, November 4, 1926.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 236 dated November 4 which runs as follows :

BRITISH LEGATION.

No. 236.

ATHENS, November 4, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Straits Settlements are prepared to extend, as from the date of the

present Note, complete most-favoured-nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into the Straits Settlements and, further, to reduce as from this day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into the Straits Settlements to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Straits Settlements shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in the Straits Settlements shall not, as from this day, be subject on importation into Greece, to higher duties than those specified in the schedule.

2. The proposed arrangements shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September the 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of the Straits Settlements.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Greek Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Straits Settlements.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signé) Milne CHEETHAM.

En prenant acte de ces déclarations, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, de son côté, le Gouvernement hellénique consent, jusqu'à la conclusion d'un arrangement formel avec le Gouvernement des Etablissements du Détroit au *modus vivendi* proposé, d'après lequel aux articles produits ou manufacturés originaires de Grèce sera accordé, à partir d'aujourd'hui, à leur importation sur les territoires des Etablissements du Détroit, le traitement de la nation la plus favorisée et qu'en outre les raisins secs de Corinthe seront soumis à leur importation dans les Etablissements du Détroit à des droits de douane équivalents à deux shillings par *hundredweight*, étant bien entendu que tous les articles produits ou manufacturés sur le territoire des Etablissements du Détroit jouiront, à partir d'aujourd'hui, du traitement complet et sans condition de la nation la plus favorisée à leur importation en Grèce et qu'en outre, les articles énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé à Londres le 16 juillet 1926, et produits dans les Etablissements du Détroit, ne seront pas soumis, à partir d'aujourd'hui, à leur importation en Grèce à des droits autres que ceux spécifiés dans ladite liste.

L'arrangement proposé entrera en vigueur à partir de cet échange de notes, étant entendu que le Gouvernement hellénique donnera effet rétroactif aux dispositions tarifaires de l'accord pour ce qui concerne les droits perçus depuis le 11 septembre inclusivement sur les articles produits ou originaires des Etablissements du Détroit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) P. A. ARGYROPOULOS.

Son Excellence

Sir Milne Cheetham,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la Grande-Bretagne.

the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into the Straits Settlements and, further, to reduce as from this day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into the Straits Settlements to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Straits Settlements shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16, 1926, produced or manufactured in the Straits Settlements shall not, as from this day, be subject on importation into Greece, to higher duties than those specified in the schedule.

2. The proposed arrangements shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of the Straits Settlements.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Greek Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Straits Settlements.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Milne CHEETHAM.

In taking note of these statements, I have the honour to inform you that Hellenic Government, for its part, pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Straits Settlements, agrees to the proposed *modus vivendi*, according to which most-favoured-nation treatment shall be extended as from today's date to goods produced or manufactured in Greece, on importation into the Straits Settlements, and further that currants the produce of Greece shall be subject on importation into the Straits Settlements to duties equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Straits Settlements shall enjoy, as from today's date, complete and unconditional most-favoured-nation treatment on importation into Greece, and further that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom signed in London on July 16, 1926, produced in the Straits Settlements shall not as from this day, be subject on importation into Greece to duties other than those specified in the schedule.

The proposed arrangement shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement, so far as concerns duties charged since September 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of the Straits Settlements.

I have the honour to be, etc. etc.

(Signed) P. A. ARGYROPOULOS.

His Excellency
Sir Milne Cheetham,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Great Britain.

I.

BRITISH LEGATION.

N^o 249.ATHENS, *November 17, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Windward Islands are prepared to extend, as from the date of the present Note, complete most favoured nation treatment of all goods produced or manufactured in Greece on importation into the Windward Islands and, further, to reduce as from that day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into the Windward Islands to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Windward Islands shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the Schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16, 1926, produced or manufactured in the Windward Islands shall not, as from this day, be subject on importation into Greece to higher duties than those specified in the schedule.

2. The proposed arrangement shall come into force as from the date of this exchange of notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September 11, 1926, inclusive, on goods originating from or the produce of the Windward Islands.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Greek Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Windward Islands.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

For His Majesty's Minister and by authorisation :

(Signed) Douglas MACKILLOP

His Excellency,
Monsieur Argyropoulos,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
No. 35.698.

ATHÈNES, *le 17 novembre 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui, N^o 249, ainsi conçue :

BRITISH LEGATION.

No. 249.

ATHENS, *November 17th, 1926.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Windward Islands are prepared to extend, as from the date

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N^o 249.

ATHÈNES, le 17 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer votre Excellence que le Gouvernement des Iles-du-Vent est disposé à étendre sans restriction, à partir de la date de la présente note, le traitement de la nation la plus favorisée à tous les articles, produits ou manufacturés en Grèce et importés dans les Iles du Vent, et à réduire à dater de ce jour, à un droit équivalent à 2 shillings par *hundred weight* le droit de douane existant sur les raisins secs produits en Grèce et importés dans les Iles-du-Vent, étant bien entendu que tous les articles produits ou manufacturés dans les Iles-du-Vent jouiront, à partir de la date de la présente note, sans restrictions et sans conditions, du traitement de la nation la plus favorisée, à leur importation en Grèce, et qu'en outre, les articles produits ou manufacturés dans les Iles-du-Vent et énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, ne seront pas soumis à partir de ce jour, à leur importation en Grèce, à des droits de douane plus élevés que ceux qui sont indiqués dans la liste.

2. L'arrangement proposé entrera en vigueur à partir de la date de cet échange de notes, mais il est entendu que le Gouvernement hellénique donnera effet rétroactif aux dispositions tarifaires de l'accord, pour ce qui concerne les droits perçus, depuis le 11 septembre 1926 inclus, sur les articles originaires des Iles-du-Vent ou produits dans ces dernières.

3. Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement hellénique accepte les propositions, formulées dans la présente note, comme un *modus vivendi* jusqu'à la conclusion d'un accord formel avec le Gouvernement des Iles-du-Vent.

Je saisis cette occasion pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Pour le Ministre de Sa Majesté et par autorisation :

(Signé) Douglas MACKILLOP.

Son Excellence
Monsieur Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères,
Athènes.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 35.698.

ATHENS, November 17, 1926.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter No. 249 of today's date, which runs as follows :

BRITISH LEGATION.

ATHENS, November 17, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Windward Islands are prepared to extend, as from the date

of the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into the Windward Islands and, further, to reduce as from that day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into the Windward Island to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Windward Islands shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the Schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in the Windward Islands shall not, as from this day, be subject on importation into Greece to higher duties than those specified in the schedule.

2. The proposed arrangement shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September 11th, 1926, inclusive, on goods originating from or the produce of the Windward Island.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Greek Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Windward Islands.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

For His Majesty's Minister and by authorisation :

Douglas MACKILLOP.

En prenant acte de ces déclarations, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que, de son côté, le Gouvernement hellénique consent, jusqu'à la conclusion d'un arrangement formel avec le Gouvernement des Iles Windward au *modus vivendi* proposé, d'après lequel aux articles produits ou manufacturés originaires de Grèce sera accordé, à partir d'aujourd'hui, à leur importation sur les territoires des Iles Windward, le traitement de la nation la plus favorisée et qu'en outre, les raisins secs de Corinthe seront soumis, à leur importation dans les Iles Windward, à des droits de douane équivalant à deux shillings par *hundredweight*, étant bien entendu que tous les articles produits ou manufacturés sur le territoire des Iles Windward jouiront, à partir d'aujourd'hui, du traitement complet et sans conditions de la nation la plus favorisée à leur importation en Grèce et qu'en outre, les articles énumérés dans la liste annexée au Traité du commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume-Uni, signé à Londres le 16 juillet 1926, et produits dans les Iles Windward ne seront pas soumis, à partir d'aujourd'hui, à leur importation en Grèce, à des droits autres que ceux spécifiés dans ladite liste.

L'arrangement proposé entrera en vigueur à partir de cet échange de notes, étant entendu que le Gouvernement hellénique donnera effet rétroactif aux dispositions tarifaires de l'accord pour ce qui concerne les droits perçus depuis le 11 septembre, inclusivement, sur les articles produits ou originaires des Iles Windward.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signed) P. A. ARGYROPOULOS.

His Excellency
Douglas Mackillop,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

of the present Note, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into the Windward Islands and, further, to reduce as from that day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into the Windward Islands to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in the Windward Islands shall enjoy, as from the date of the present Note, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the Schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16, 1926, produced or manufactured in the Windward Islands shall not, as from this day, be subject on importation into Greece to higher duties than those specified in the schedule.

(2) The proposed arrangement shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September 11, 1926, inclusive, on goods originating from or the produce of the Windward Islands.

(3) I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Greek Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of the Windward Islands.

I avail myself of the opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

For His Majesty's Minister and by authorisation :

Douglas MACKILLOP.

In taking note of these statements, I have the honour to inform you that the Hellenic Government, for its part, pending the conclusion of a formal agreement with the Windward Islands, agrees to the proposed *modus vivendi* according to which most-favoured-nation treatment shall be extended as from today's date to goods produced or manufactured in Greece on importation into the Windward Islands, and further that currants, the produce of Greece, shall be subject, on importation into the Windward Islands, to duties equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all articles produced or manufactured in the Windward Islands shall enjoy as from today's date complete and unconditional most-favoured-nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom signed in London on July 16, 1926, produced in the Windward Islands shall not, as from this day, be subject on importation into Greece to duties other than those specified in the schedule.

The proposed arrangement shall come into force as from the date of this exchange of Notes, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the agreement so far as concerns duties charged since September 11, inclusive, on goods originating from or the produce of the Windward Islands.

I have the honour to be etc., etc.

(Signed) P. A. ARGYROPOULOS.

His Excellency
Douglas Mackillop,
Minister for Foreign Affairs,
Athens.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 257.

ATHENS, November 26th, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Ceylon are prepared to extend, as from the 1st December next, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into Ceylon and, further, to reduce as from that day the existing customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into Ceylon to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in Ceylon shall enjoy, as from December 1st, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece; and further, that the articles enumerated in the Schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in Ceylon shall not, as from that day, be subject on importation into Greece, to higher duties than those specified in the Schedule.

2. The proposed arrangements shall come into force on December 1st next, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the Agreement so far as concerns duties charged since September 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of Ceylon.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of Ceylon.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Douglas MACKILLOP.

His Excellency

Monsieur Argyropoulos,

Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE

DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. 36617.

ATHÈNES, le 26 novembre 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui, No. 257, ainsi conçue :

BRITISH LEGATION.

No. 257.

ATHENS, November 26th, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of CEYLON are prepared to extend, as from the 1st of December next, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into Ceylon and, further, to reduce as from that day the existing

I.

LÉGATION BRITANNIQUE.

N° 257.

ATHÈNES, le 26 novembre 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément aux instructions que j'ai reçues du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Ceylan est disposé à étendre sans restriction, à partir du 1^{er} décembre prochain, le traitement de la nation la plus favorisée à tous les articles produits ou manufacturés en Grèce et importés à Ceylan, et à réduire à partir de la date sus indiquée, à un droit équivalent à 2 shillings par *hundredweight*, le droit de douane existant sur les raisins secs produits en Grèce et importés à Ceylan, étant bien entendu que tous les articles produits ou manufacturés à Ceylan, jouiront, à partir du 1^{er} décembre prochain, sans restrictions et sans conditions, du traitement de la nation la plus favorisée, à leur importation en Grèce et qu'en outre, les articles produits ou manufacturés à Ceylan et énumérés dans la liste annexée au Traité de commerce et de navigation entre le Royaume-Uni et la Grèce, signé à Londres le 16 juillet 1926, ne seront pas soumis, à partir de cette date, à leur importation en Grèce, à des droits de douane plus élevés que ceux qui sont indiqués dans la liste.

2° L'arrangement proposé entrera en vigueur à partir de la date de cet échange de notes, mais il est entendu que le Gouvernement hellénique donnera effet rétroactif aux dispositions tarifaires de l'accord, pour ce qui concerne les droits perçus, depuis le 11 septembre inclus, sur les articles originaires de Ceylan ou produits dans ce pays.

3° Je serais reconnaissant à Votre Excellence de bien vouloir m'informer si le Gouvernement hellénique accepte les propositions, formulées dans la présente note, comme un *modus vivendi* jusqu'à la conclusion d'un accord formel avec le Gouvernement de Ceylan.

Je saisis cette occasion, pour renouveler à votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(Signé) Douglas MACKILLOP.

Son Excellence
Monsieur Argyropoulos,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 36617.

ATHENS, November 26, 1926.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 257 of today's date, which runs as follows :

BRITISH LEGATION.

ATHENS, November 26, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In compliance with instructions which I have received from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of Ceylon are prepared to extend, as from the 1st of December next, complete most favoured nation treatment to all goods produced or manufactured in Greece on importation into Ceylon, and, further, to reduce as from that day the existing

customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into Ceylon to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in Ceylon shall enjoy, as from December 1st, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the Schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16th, 1926, produced or manufactured in Ceylon shall not, as from that day, be subject on importation into Greece, to higher duties than those specified in the Schedule.

2. The proposed arrangements shall come into force on December 1st next, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the Agreement so far as concerns duties charged since September the 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of Ceylon.

3. I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of Ceylon.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Douglas MACKILLOP.

His Excellency
Monsieur Argyropoulos,
Minister for Foreign Affairs.

En prenant acte de ces déclarations, j'ai l'honneur de vous informer que, de son côté, le Gouvernement hellénique consent, jusqu'à la conclusion d'un arrangement formel avec le Gouvernement de Ceylan, au *modus vivendi* proposé, d'après lequel aux articles produits ou manufacturés originaires de Grèce sera accordé, à partir du 1^{er} décembre prochain, à leur importation sur les territoires du Gouvernement de Ceylan, le traitement de la nation la plus favorisée et qu'en outre, les raisins secs de Corinthe seront soumis à leur importation dans le territoire du Gouvernement de Ceylan à des droits de douane équivalents à deux shillings par *hundredweight*, étant bien entendu que tous les articles produits ou manufacturés sur le territoire du Gouvernement de Ceylan jouiront, à partir d'aujourd'hui, du traitement complet et sans conditions de la nation la plus favorisée à leur importation en Grèce et qu'en outre, les articles énumérés dans la liste annexée au Traité du commerce et de navigation entre la Grèce et le Royaume Uni, signé à Londres le 16 juillet 1926, et produits dans le territoire du Gouvernement de Ceylan ne seront pas soumis, à partir d'aujourd'hui, à leur importation en Grèce, à des droits autres que ceux spécifiés dans ladite liste.

L'arrangement proposé entrera en vigueur à partir de 1^{er} décembre prochain, étant entendu que le Gouvernement hellénique donnera effet rétroactif aux dispositions tarifaires de l'accord pour ce qui concerne les droits perçus depuis le 11 septembre, inclusivement, sur les articles produits ou originaires du Gouvernement de Ceylan.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, les assurances de ma considération la plus distinguée.

(Signé) A. ARGYROPOULOS.

Monsieur Douglas Mackilop,
Chargé d'affaires de Grande-Bretagne,
En ville.

customs duty on currants, the produce of Greece, on importation into Ceylon to a duty equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in Ceylon shall enjoy, as from December 1st, complete and unconditional most favoured nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between the United Kingdom and Greece signed in London on July 16, 1926, produced or manufactured in Ceylon shall not, as from that day, be subject on importation into Greece, to higher duties than those specified in the Schedule.

(2) The proposed arrangements shall come into force on December 1st next, but it is understood that a retroactive effect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the Agreement so far as concerns duties charged since September the 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of Ceylon.

(3) I should be grateful if Your Excellency will be good enough to inform me whether the Hellenic Government agree to the proposal set forth herein as a *modus vivendi* pending the conclusion of a formal agreement with the Government of Ceylon.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to your Excellency the expression of my highest consideration.

(Signed) Douglas MACKILLOP.

His Excellency
Monsieur Argyropoulos,
Minister for Foreign Affairs.

In taking note of these statements I have the honour to inform you that the Greek Government, for its part, pending the conclusion of a formal agreement with the Government of Ceylon, agrees to the proposed *modus vivendi*, according to which most-favoured-nation treatment shall be extended as from December 1st next, to goods produced or manufactured in Greece on importation into Ceylon, and further that currants, the produce of Greece, shall be subject, on importation into Ceylon, to duties equivalent to two shillings per hundredweight, on the understanding that all goods produced or manufactured in Ceylon shall enjoy, as from today's date complete and unconditional most-favoured-nation treatment on importation into Greece ; and further, that the articles enumerated in the schedule to the Treaty of Commerce and Navigation between Greece and the United Kingdom signed in London on July 16, 1926, produced in Ceylon shall not, as from today, be subject on importation into Greece, to duties other than those specified in the schedule.

The proposed arrangement shall come into force as from December 1st next, but it is understood that a retroactive affect will be given by the Hellenic Government to the tariff provisions of the Agreement so far as concerns duties charged since September 11th, inclusive, on goods originating from or the produce of Ceylon.

I have the honour to be, etc., etc.

(Signed) P. A. ARGYROPOULOS.

Mr. Douglas Mackillop
British Chargé d'Affaires,
Athènes.

N° 1489.

**HEDJAZ ET SOUDAN
ET EMPIRE BRITANNIQUE**

Accord relatif au câble télégraphique
de Port-Soudan-Djeddah. Signé
le 18 décembre 1926.

**HEJAZ AND SUDAN
AND BRITISH EMPIRE**

Agreement relating to the Port Sudan-
Jeddah Telegraph Cable. Signed
December 18, 1926.

No. 1489. — AGREEMENT BETWEEN THE HEJAZ GOVERNMENT AND THE SUDAN GOVERNMENT, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT ASSENTING, RELATING TO THE PORT SUDAN-JEDDAH TELEGRAPH CABLE. SIGNED DECEMBER 18, 1926.

*Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 juin 1927.*

It is hereby agreed between THE SUDAN GOVERNMENT on the one part and THE HEJAZ GOVERNMENT on the other part, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT being, in view of their friendly relations with the Hejaz Government and their position in the Sudan, a third and assenting party at the request of those two Governments, as follows :

(I) That the cable formerly known as the Jeddah-Suakin Cable, and now known as the Port-Sudan-Jeddah Cable, shall become, as from the first day of January, 1926, the joint property of the Sudan and Hejaz Governments.

(II) That the unexpended balance of thirty-three thousand five hundred and one pounds one hundred and forty-nine millièmes Egyptian (£E. 33,501.149 m/ms.) standing to the credit of the cable account as at the thirty-first December, 1925, and as shown by the statements prepared and certified by the Sudan Government, shall be divided equally between the Sudan and Hejaz Governments.

(III) That the parties to this Agreement shall, in order to facilitate the better working of the cable, autorise the Eastern Telegraph Company, Limited, to work and maintain the cable communication between Jeddah and Port Sudan, under an agreement to be concluded between that Company and the Sudan and Hejaz Governments jointly.

(IV) That as from the first January, 1926, until such date as the cable is taken over by the Eastern Telegraph Company, Limited, the Hejaz Government undertakes to settle all sums due by that Government in respect of messages transmitted viâ Port Sudan during this period, or such sums shall be deducted from the half share of the unexpended balance payable to the Hejaz Government under this Agreement.

*For and on behalf of the
Sudan Government,*

(Signed) J. L. MAFFEY.

*For and on behalf of the
Hejaz Government,*

(Signed in Arabic) FEISAL ABDUL AZIZ-AL-SAUD.

For and on behalf of His Britannic Majesty's Government,

(Signed) S. R. JORDAN.

Dated December 18, 1926.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o. 1489. — ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU SOUDAN ET LE GOUVERNEMENT DU HEDJAZ, AVEC L'ASSENTIMENT DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, RELATIF AU CABLE TÉLÉGRAPHIQUE DE PORT-SOUDAN - DJEDDAH. SIGNÉ LE 18 DÉCEMBRE 1926.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place June 14, 1927.

Entre LE GOUVERNEMENT DU SOUDAN, d'une part, et LE GOUVERNEMENT D'HEDJAZ, d'autre part, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, en raison de ses relations amicales avec le Gouvernement du Hedjaz et de sa situation au Soudan, jouant, à la demande des deux gouvernements susdits, le rôle de tierce partie consentante, il est convenu ce qui suit :

I. Le câble connu autrefois sous le nom de câble Djeddah-Souakin et désigné à présent sous le nom de câble Port-Soudan-Djeddah deviendra, à dater du premier janvier 1926, la propriété commune des Gouvernements du Soudan et du Hedjaz.

II. Le solde non dépensé de trente-trois mille cinq cent une livre égyptiennes, cent quarante-neuf millièmes (£ E. 33.501,149 m/ms), restant au crédit du compte du câble à la date du trente et un décembre 1925, et figurant dans les relevés préparés et certifiés conformes par le Gouvernement du Soudan, sera divisé en parties égales entre les Gouvernements du Soudan et du Hedjaz.

III. Les Parties au présent accord, en vue de faciliter un meilleur fonctionnement du câble, autoriseront la « Eastern Telegraph Company, Limited » à exploiter et à entretenir les communications par câble entre Djeddah et Port-Soudan, aux termes d'un accord qui sera conclu entre ladite société et les Gouvernements du Soudan et du Hedjaz, agissant collectivement.

IV. A dater du premier janvier 1926 et jusqu'au moment où le câble sera repris par la « Eastern Telegraph Company, Limited », le Gouvernement du Hedjaz s'engage à régler toutes les sommes dues par ledit gouvernement pour des messages transmis *via* Port-Soudan au cours de cette période ; si ce règlement n'est pas effectué, ces sommes seront déduites du montant des cinquante pour cent du solde non dépensé, qui revient au Gouvernement du Hedjaz aux termes du présent accord.

*Pour le Gouvernement du Soudan
et en son nom :*

(Signé) J. L. MAFFEY.

*Pour le Gouvernement du Hedjaz
et en son nom :*

(Signé en Arabe) FEISAL ABDUL AZIZ-AL-SAUD.

Pour le Gouvernement de Sa Majesté britannique et en son nom :

(Signé) S. R. JORDAN.

Le 18 décembre 1926.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

**GRANDE-BRETAGNE
ET ESPAGNE**

Convention revisant certaines dispositions du Traité de commerce et de navigation anglo-espagnol du 31 octobre 1922, signée à Londres, le 5 avril 1927, et échange de notes y relatif, Londres, les 4/5 avril 1927.

Echange de notes relatif à l'application à l'Inde des dispositions de cette convention. Saint-Sébastien, le 4 juillet, et Madrid, le 30 juillet 1927.

GREAT BRITAIN AND SPAIN

Convention revising certain Provisions of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, signed at London, April 5, 1927, and Exchange of Notes relating thereto, London, April 4/5, 1927.

Exchange of Notes regarding the Extension to India of the Provisions of this Convention. San-Sebastian, July 4, and Madrid, July 30, 1927.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1490. — CONVENTION BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN REVISING CERTAIN PROVISIONS OF THE ANGLO-SPANISH TREATY¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION OF OCTOBER 31, 1922. SIGNED AT LONDON, APRIL 5, 1927.

Nº 1490. — CONVENIO ENTRE SU MAJESTAD BRITÁNICA Y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA PARA REVISAR ALGUNAS DISPOSICIONES DEL TRATADO¹ DE COMERCIO Y NAVEGACIÓN DEL 31 DE OCTUBRE DE 1922. FIRMADO EN LONDRES EL 5 DE ABRIL DE 1927.

Textes officiels anglais et espagnol communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 juin 1927.

English and Spanish official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place June 14, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, being desirous of further facilitating and extending the commercial relations already existing between their respective countries, have resolved to revise certain of the provisions of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at Madrid on the 31st October, 1922, and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

The Right Honourable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA, y SU MAJESTAD EL REY DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS DE ULTRAMAR, EMPERADOR DE LA INDIA, animados del deseo de dar mayores facilidades y fomentar las relaciones comerciales ya existentes entre sus respectivos países, han resuelto revisar algunas disposiciones del Tratado de Comercio y Navegación, firmado en Madrid el día 31 de Octubre de 1922, y a este efecto han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA :

al Excelentísimo Señor Marqués DE MERRY DEL VAL, Caballero Gran Cruz de la Orden de Carlos III, G. C. V. O., Su Embajador Extraordinario y Plenipotenciario cerca de Su Majestad Británica,

SU MAJESTAD EL REY DEL REINO UNIDO DE LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA Y DE LOS DOMINIOS BRITÁNICOS DE ULTRAMAR, EMPE-

¹ Vol. XXVIII, page 339, de ce recueil.

¹ Vol. XXVIII, page 339, of this Series.

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

His Excellency the Marquess de MERRY DEL VAL, Knight Grand Cross of the Order of Carlos III, G.C.V.O., His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty,

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The fourth paragraph of Article 1 of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at Madrid on the 31st October, 1922, shall be deleted.

Article 2.

For Articles 5 and 6 of the Treaty signed at Madrid on the 31st October, 1922, and Schedules A and B referred to therein, there shall be substituted the following Articles :

“ Article 5.

“ Articles produced or manufactured in His Britannic Majesty's territories from whatever place arriving shall not be subjected on importation into Spain, that is to say, the territories of the Peninsula, the Balearic Islands, the Canary Islands and towns under Spanish sovereignty in the North of Africa, to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

“ Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph, His Britannic Majesty will not be entitled to claim for raw materials or manufactured articles the produce of the territories of His Britannic Majesty the benefit of any special treatment which His Catholic Majesty has conceded or may concede to the produce or manufactures of Portugal or of the Spanish Zone of Morocco.

RADOR DE LA INDIA, PARA LA GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE :

al Muy Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K. G., M. P., Primer Secretario de Estado de Su Majestad para los Negocios Extranjeros,

los cuales, después de haberse comunicado mutuamente sus respectivos plenos poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1.

El párrafo cuarto del artículo 1º del Tratado de Comercio y Navegación firmado en Madrid el día 31 de Octubre de 1922, queda suprimido.

Artículo 2.

Los artículos 5 y 6 del Tratado firmado en Madrid en 31 de Octubre de 1922, así como las tablas anejas A y B que en los mismos se mencionan, se substituirán por los siguientes artículos :

« Artículo 5.

« Los artículos que sean productos naturales o manufacturados de los territorios de Su Majestad Británica, cualquiera que sea su procedencia, no estarán sujetos a su importación en España (territorio de la Península, Islas Baleares, Islas Canarias y plazas de Soberanía española del Norte de Africa) al pago de derechos o impuestos distintos o más elevados que los que paguen los artículos similares, productos naturales o manufacturados de cualquier otro país extranjero.

« No obstante lo establecido en el párrafo precedente, Su Majestad Británica no podrá reclamar para los artículos que sean productos naturales o manufacturados de los territorios de Su Majestad Británica el beneficio del trato especial que el Gobierno de Su Majestad Católica haya concedido o pueda conceder en lo futuro a los productos naturales o manufacturados de Portugal o de la Zona española de Marruecos.

“ Article 5 (a).

“ Pit coal (*hullas*) comprised under Tariff heading 31 of the Spanish Tariff at present in force, when originating in and proceeding from Great Britain and Northern Ireland will benefit by a reduction of 40 per cent. on the duties of the Second Column of the Tariff which may be in force at any time. This reduction will be applicable to an annual quota of 750,000 tons.

“ Article 6.

“ Articles produced or manufactured in Spain, that is to say, the territories of the Peninsula, the Balearic Islands, the Canary Islands and towns under Spanish sovereignty in the North of Africa, from whatever place arriving, shall not be subjected on importation into His Britannic Majesty's territories to other or higher duties or charges than those paid on the like articles produced or manufactured in any other foreign country.

“ Article 6 (a).

“ In order to remove doubts it is hereby agreed that the most-favoured-nation principle is to be invariably applied (subject to the proviso in the second paragraph of Article 5) in such manner that articles produced or manufactured in the territories of one of the Contracting Parties imported into the territories of the other shall not be subjected to higher duties than the lowest duties accorded to any similar articles produced or manufactured in any other foreign country whatever may be their specific denomination; and, in this connection, it is specifically agreed that Spanish wines of whatever character and by whatever name known shall not on their importation into Great Britain or Northern Ireland be dutiable under a scale less favourable, or at a higher rate, than the wines of a similar character imported in similar containers from any other foreign country, and shall not be subjected to any Customs formalities which are not applicable to such wines of any other foreign country as are of the same character. The above-mentioned

« Artículo 5a.

« Las hullas comprendidas en la partida 31 del vigente Arancel español, cuando sean de origen y procedencia de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte, beneficiarán de una rebaja del 40 por ciento en los derechos de la segunda tarifa que se halle en vigor en cualquier tiempo, rebaja que será aplicable a un cupo anual de 750,000 toneladas.

« Artículo 6.

« Los artículos que sean productos naturales o manufacturados de España (territorio de la Península, Islas Baleares, Islas Canarias y plazas de Soberanía española del Norte de Africa), cualquiera que sea su procedencia, no estarán sujetos a su importación en los territorios de Su Majestad Británica al pago de derechos o impuestos distintos o más elevados que los que paguen los artículos similares productos naturales o manufacturados de cualquier otro país extranjero.

« Artículo 6a.

« Con objeto de evitar toda duda queda acordado que el principio del trato de la Nación más favorecida se aplicará invariablemente (sin perjuicio de la reserva formulada en el segundo párrafo del artículo 5) de tal modo que los artículos que sean productos naturales o manufacturados de los territorios de una de las Partes contratantes, a su importación en los territorios de la otra, no estarán sujetos al pago de derechos más elevados que los derechos mínimos otorgados a cualquier artículo similar que sea producto natural o manufacturado de cualquier otro país extranjero, cualquiera sea su denominación específica; y en este orden se acuerda taxativamente que los vinos españoles, cualesquiera que sean sus características y cualquiera su denominación no tributarán a su importación en la Gran Bretaña o Irlanda del Norte por una tarifa menos favorable o más elevada que los vinos de carácter similar, importados en envases similares de cualquier otro país extranjero, así como tampoco serán sometidos a formalidades aduaneras de entrada

similarity of character between still Spanish wines and still wines of any other foreign country shall be established exclusively on the basis of alcoholic strength."

Article 3.

The following words appearing at the end of Article 12 of the Treaty signed at Madrid on the 31st October, 1922, shall be deleted :

" and in framing and administering laws with regard to the taxation of such companies and branches, each contracting party will be guided by the principles embodied in the last paragraph of Article 1 of this treaty."

Article 4.

For Article 24 of the Treaty signed at Madrid on the 31st October, 1922, there shall be substituted the following Article which shall apply to the said Treaty as modified by the present Supplementary Convention :

" Article 24.

" The stipulations of the present Treaty shall not be applicable to any part of His Britannic Majesty's territories other than Great Britain and Northern Ireland unless notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Madrid of the desire of the Government of such part of His Britannic Majesty's territories that the said stipulations shall be so applicable.

" Nevertheless, goods produced or manufactured in any such part of His Britannic Majesty's territories shall enjoy in Spain, that is to say, the territories of the Peninsula, the Balearic Islands, the Canary Islands and towns under Spanish sovereignty in the North of Africa, complete and unconditional most-favoured-nation treatment so long as goods produced or manufactured in Spain, that is to say, the territories of the Peninsula, the Balearic Islands, the Canary Islands and towns

que no se apliquen a los de iguales características procedentes de cualquier otro país extranjero. La antes mencionada semejanza de carácter entre vinos españoles no espumosos y los vinos no espumosos de cualquier otro país extranjero se determinará exclusivamente sobre la base de su graduación alcohólica. »

Artículo 3.

Las siguientes palabras que aparecen al final del artículo 12 del Tratado firmado en Madrid el 31 de Octubre de 1922, serán suprimidas :

« Y al establecer y aplicar leyes relativas a la tributación de esas Compañías y sucursales, cada una de las Partes contratantes se guiará por los principios consignados en el último párrafo del artículo 1º de este Tratado. »

Artículo 4.

El artículo 24 del Tratado firmado en Madrid el 31 de Octubre de 1922, será substituído por el siguiente artículo que se aplicará al mencionado Tratado con las modificaciones establecidas en este Convenio complementario :

« Artículo 24.

« Lo estipulado en el presente Tratado no debe aplicarse a ninguno de los territorios de Su Majestad Británica fuera del territorio de la Gran Bretaña e Irlanda del Norte hasta que su Representante en Madrid notifique al Gobierno de Su Majestad Católica el deseo del Gobierno del territorio interesado de que las citadas estipulaciones se apliquen al mismo.

« No obstante, los artículos que sean productos naturales o manufacturados de cualquiera de aquellas regiones de los territorios de Su Majestad Británica antes mencionados, gozarán en España (territorio de la Península, Islas Baleares, Islas Canarias y plazas de Soberanía española del Norte de Africa) el trato completo e incondicional de la Nación más favorecida mientras que los artículos que sean productos naturales o manufacturados de España (territorio de la Península, Islas

under Spanish sovereignty in the North of Africa, are accorded in such part of His Britannic Majesty's territories treatment as favourable as that accorded to goods produced or manufactured in any other foreign country subject, however, to the reservation of the right of His Catholic Majesty to accord special treatment to the produce or manufactures of Portugal or the Spanish Zone of Morocco.

“As regards the parts of His Britannic Majesty's territories to which the stipulations of the present Treaty shall have been made applicable under this Article, either of the Contracting Parties shall have the right to terminate it separately at any time on giving three months' notice to that effect.”

Article 5.

Notwithstanding the provisions of Article 25 of the Treaty signed at Madrid on the 31st October, 1922, the provisions of that Treaty which are revised by the present Convention shall cease to have effect as from midnight on the 23rd-24th April, 1927, and the Treaty as modified by the present Convention shall continue in force until the expiration of the present Convention.

Article 6.

The present Convention shall come into force at midnight on the 23rd-24th April, 1927, and shall remain in force until the expiration of three months from the date on which either of the Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done in duplicate at London, this 5th day of April, 1927.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Marqués DE MERRY DEL VAL.

Baleares, Islas Cañarias y plazas de Sobe-
ranía española del Norte de Africa) reciban
en la región de que se trate de los territorios
de Su Majestad Británica un trato tan
favorable como el otorgado a los artículos
que sean productos naturales o manufac-
turados de cualquier otro país extranjero,
con sujeción, sin embargo, a la reserva
del derecho del Gobierno de Su Majestad
Católica a otorgar un trato especial a los
productos naturales o manufacturados de
Portugal o de la Zona española de Mar-
ruecos.

«Respecto a los territorios de Su
Majestad Británica, a los cuales, de acuerdo
con este artículo se aplique lo estipulado
en el presente Tratado, ambas Partes
contratantes tendrán el derecho de darlo
por terminado separadamente en cualquier
tiempo, comunicando sus deseos al efecto
con tres meses de anticipación.»

Artículo 5.

No obstante lo dispuesto en el artículo 25
del Tratado firmado en Madrid el día 31 de
Octubre de 1922, las disposiciones de aquel
Tratado que quedan revisadas por el presente
Convenio cesarán de surtir efecto a partir de
la media noche del día 23 a 24 de Abril de
1927, y el Tratado con las modificaciones esta-
blecidas en el presente Convenio seguirá en
vigor hasta que expire el presente Convenio.

Artículo 6.

El presente Convenio entrará en vigor en
la media noche del día 23 al 24 de Abril de
1927 y continuará en vigor hasta tres meses
a partir de la fecha en que cualquiera de las
Partes contratantes lo hubiera denunciado.

En fé de lo cual los que suscriben han firmado
el presente Convenio y han puesto en él sus
sellos.

Hecho por duplicado en Londres el 5 de
Abril de 1927.

EXCHANGE OF NOTES

No. 1.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN TO THE SPANISH AMBASSADOR.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

April 4, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to state that, it being the desire of His Britannic Majesty's Government in Great Britain and the Spanish Government that trade between the two countries should as far as possible not be impeded by any kind of prohibitions or restrictions, His Britannic Majesty's Government in Great Britain, so long as the Anglo-Spanish Commercial Treaty remains in force, will in general not impose any prohibitions or restrictions on importation, exportation, consumption, storage or use, except on one or other of the following grounds, it being understood that such exceptional prohibitions or restrictions are extended at the same time and in the same way to other foreign countries in which similar conditions prevail :

(a) Public safety ;

(b) Sanitary grounds, or for protection of animals and plants against diseases and pests ;

(c) In respect of weapons, ammunition and war material and, under exceptional circumstances, also in respect of other materials needed in war ;

(d) For the purpose of prohibiting the importation of articles where such prohibition is imposed under the Patent Laws of the respective countries or the laws relating to the marking of imported goods ;

(e) For the purpose of extending to foreign goods prohibitions and restrictions which are or may hereafter be imposed by internal legislation upon the production, sale, consumption, or forwarding in Great Britain and Northern Ireland of goods of the same kind produced in Great Britain and Northern Ireland, including, in particular, goods which are or may be the subject of a State monopoly or similar arrangement ;

(f) For the purpose of facilitating Customs administration or safeguarding the revenue ;

(g) In respect of synthetic organic dye-stuffs and colours or colouring matter containing them, as well as organic intermediate products used in the manufacture of such dye-stuffs, colours or colouring matter, the importation of which is prohibited by virtue of the dye-stuffs (Import Regulation) Act, 1920.

2. In the event of His Britannic Majesty's Government in Great Britain considering it necessary, on grounds other than those above enumerated, to impose a new prohibition or restriction on the import, export, consumption, storage or use of an article which is of substantial interest to Spanish trade, they will give the Spanish Government three weeks' notice of their intention, and will give sympathetic consideration to any representations which may be made by the Spanish Government in respect of such prohibition or restriction.

3. In pursuance of the earnest desire of both Governments to refrain from measures impeding the maintenance and normal development of commerce between the two countries, His Britannic Majesty's Government in Great Britain declare that any restriction adopted will be made operative in such a way as to afford to trade between the two countries all facilities which are compatible with the object aimed at in imposing the restriction. In particular, interference with the established channels of import and distribution will be avoided so far as may be ; licensing formalities will be made as little burdensome as possible, applications for licences will be dealt with expeditiously, and any licences issued will be given a reasonable period of validity.

I have, etc.

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

No. 2.

THE SPANISH AMBASSADOR TO SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

EMBAJADA DE ESPAÑA
EN LONDRES.

5 de Abril de 1927.

SEÑOR MINISTRO,

Tengo el honor de manifestar que, siendo deseo del Gobierno de Su Majestad Católica y del Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña que el comercio entre los dos países no sufra, en la medida de lo posible, trabas motivadas por cualquier clase de prohibiciones o restricciones, mi Gobierno no impondrá, en general, durante la vigencia del Tratado de Comercio hispano-británico, prohibición o restricción alguna sobre importación, exportación, consumo, almacenaje o uso, excepto en alguno de los casos que se citan a continuación, entendiéndose que tales prohibiciones o restricciones excepcionales, se aplicarán simultáneamente y en la misma forma a otros países extranjeros en que prevalezcan condiciones similares :

- (a) Seguridad pública ;
- (b) Razones sanitarias o de protección de animales y plantas contra enfermedades y epidemias ;
- (c) En lo que se refiere a armas, municiones y material de guerra, y, en circunstancias excepcionales, también a otros materiales utilizables en la guerra ;
- (d) A los fines de prohibir la importación de artículos cuando esta prohibición se imponga en virtud de las leyes de patentes de los respectivos países o de las leyes relativas a marcas de comercio de mercancías importadas ;
- (e) A los fines de extender a productos extranjeros prohibiciones y restricciones, que actualmente se imponen o puedan imponerse en lo futuro, en virtud de legislación interna sobre la producción, venta, consumo o expedición en España de mercancías de la misma clase que se producen en España, incluyendo especialmente las que son o puedan ser objeto de un monopolio del Estado o disposición semejante ;
- (f) A los fines de facilitar la administración aduanera o de defender los ingresos del Estado ;
- (g) Materias colorantes, cuya importación en España está sujeta a las prescripciones restrictivas de la Real orden de 9 de Marzo de 1926, en relación con los explosivos y el principio de especial protección a esta industria y a la defensa nacional.

En el caso de que mi Gobierno considerase necesario, por razones distintas de las que arriba se enumeran, imponer una nueva prohibición o restricción sobre la importación, exportación, consumo, almacenaje o uso de un artículo que lo sea de primordial interés para el comercio británico, mi Gobierno anunciará al Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña, con tres semanas de anticipación, su intención y estudiará con simpatía cualquier proposición que el Gobierno de Su Majestad Británica en la Gran Bretaña pudiera hacer con respecto a tal prohibición o restricción.

Con objeto de realizar el sincero deseo de ambos Gobiernos de abstenerse de medidas que perjudiquen el mantenimiento y desarrollo normal del comercio entre los dos países, mi Gobierno declara que cualquier restricción que adopte se aplicará, en la práctica, de manera de proporcionar al comercio entre los países todas las facilidades que sean compatibles con el objeto propuesto al imponer la restricción. En especial, se evitará, en lo posible, cuanto afecte a los procedimientos establecidos para la importación y distribución ; las formalidades relacionadas con licencias se harán lo menos gravosas posible ; las solicitudes de licencias se tramitarán expeditivamente y se concederá a cualquier licencia otorgada un periodo razonable de validez.

Aprovecho, &c.

Marqués DE MERRY DEL VAL.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

SPANISH EMBASSY.

LONDON, April 5, 1927.

SIR,

I have the honour to state that, it being the desire of the Government of His Catholic Majesty and His Britannic Majesty's Government in Great Britain that trade between the two countries should as far as possible not be impeded by any kind of prohibitions or restrictions, my Government so long as the Anglo-Spanish Commercial Treaty remains in force will in general not impose any prohibitions or restrictions on importation, exportation, consumption, storage or use except in any of the cases mentioned below, it being understood that such exceptional prohibitions or restrictions are extended at the same time and in the same way to other foreign countries in which similar conditions prevail :

(a) Public safety.

(b) Sanitary grounds or for protection of animals and plants against diseases and pests.

(c) In respect of weapons, ammunition and war material and, under exceptional circumstances, also in respect of other materials which can be utilised in war.

(d) For the purposes of prohibiting the importation of articles where such prohibition is imposed under the Patent Laws of the respective countries or the laws relating to the marking of imported goods.

(e) For the purpose of extending to foreign products prohibitions and restrictions which are or may hereafter be imposed by internal legislation upon the production, sale, consumption, or forwarding in Spain of goods of the same kind produced in Spain, including, in particular, goods which are or may be the subject of a State monopoly or similar arrangement.

(f) For the purpose of facilitating Customs administration or safeguarding the revenue.

(g) Colouring materials, the importation of which into Spain is subject to the restrictive provisions of the Royal Decree of the 9th March, 1926, in connection with explosives and the principle of special protection for this industry and for national defence.

In the event of my Government considering it necessary, for reasons other than those enumerated above, to impose a new prohibition or restriction on the import, export, consumption, storage or use of an article which is of primary importance to British trade, my Government will notify their intention to His Britannic Majesty's Government in Great Britain three weeks in advance, and will sympathetically consider any representations which His Britannic Majesty's Government in Great Britain may make with regard to such prohibition or restriction.

In pursuance of the earnest desire of both Governments to refrain from measures impeding the maintenance and normal development of commerce between the two countries, my Government declare that any restriction adopted will be applied in practice in such a way as to afford to trade between the countries all the facilities compatible with the object in view in imposing the restriction. In particular, interference with the established channels of import and distribution will be avoided as far as possible ; the formalities relating to licences will be made as little burdensome as possible ; application for licences will be dealt with expeditiously, and any licence granted will be given a reasonable period of validity.

I have, etc.

(Signed) Marqués DE MERRY DEL VAL.

¹ Traduction communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique.

¹ Translation communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office.

EXCHANGE OF NOTES.

REGARDING THE EXTENSION TO INDIA OF THE PROVISIONS OF THIS CONVENTION,
SAN SEBASTIAN, JULY 4, AND MADRID, JULY 30, 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 196.

(II/73/1927).
(W 7618/39/41).

SAN SEBASTIAN, July 4, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

Under instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to inform Your Excellency that the Government of India, although not a party to the supplementary convention of April 5, 1927, revising certain provisions of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, grant complete and unconditional most-favoured-nation treatment to the products of Spain, and consequently they are desirous of receiving the assurance of His Catholic Majesty's Government that articles the produce or manufacture of India will enjoy complete most-favoured-nation treatment on their importation into this country, in accordance with the second paragraph of article 4 of the Convention of April 5, 1927, referred to above.

I have the honour to request that I may be furnished at Your Excellency's convenience with an assurance to this effect.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) G. AGAR ROBARTES.

His Excellency,
The Marqués de Estella,
President of the Council,
Minister of State.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO
COMERCIO.

MADRID, 30 de Julio de 1927.

Muy Señor mio : En su Nota número 196, de 4 del mes corriente, tuvo V. S. a bien participarme, cumpliendo instrucciones de su Gobierno, que el Gobierno de la India, aunque no es parte en el Convenio complementario de 5 de Abril de 1927 que revisó varias disposiciones del Tratado de comercio y navegación hispano-británico de 31 de Octubre de 1922, concede el trato absoluto e incondicional de la nación más favorecida a los productos españoles y, en consecuencia, desea recibir la seguridad, por parte del Gobierno de S. M., de que los artículos de producción o de manufactura

de aquel Dominio disfrutarán del trato completo de la nación más favorecida a su importación en España, de acuerdo con el párrafo segundo del artículo 4.º del citado Convenio de 5 de Abril de 1927.

En respuesta a la mencionada Nota, tengo la honra de participar a V. S. que el Gobierno de S. M. en vista de lo por V. S. manifestado respecto del trato que la India otorga a los productos españoles, accede a conceder a los artículos de producción o de manufactura de dicho Dominio, a su importación en España, el trato de la nación más favorecida mientras en aquel Dominio se conceda un trato análogo a los productos españoles, con la reserva, sin embargo, del que España concede o concediese a los de Portugal y a los de la zona española de Marruecos.

Aprovecho la oportunidad para reiterar a V. S. las seguridades de mi distinguida consideración.

(Firmado) MIGUEL PRIMO DE RIVERA.

Señor G. Agar Robartes,
Encargado de Negocios de la Gran Bretaña.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTRY OF STATE.
COMMERCE.

MADRID, July 30, 1927.

SIR,

In your Note No. 196 dated July 4, you were good enough to inform me, under instructions from your Government, that the Government of India, although not a party to the supplementary convention of April 5, 1927, revising certain provisions of the Anglo-Spanish Treaty of Commerce and Navigation of October 31, 1922, grant complete and unconditional most-favoured-nation treatment to the products of Spain, and consequently they are desirous of receiving the assurance of His Catholic Majesty's Government that articles the produce or manufacture of India will enjoy complete most-favoured-nation treatment on their importation into Spain, in accordance with the second paragraph of article 4 of the Convention of April 5, 1927, referred to above.

In reply to the said Note, I have the honour to inform you that His Majesty's Government, in view of your statement regarding the treatment which India grants to Spanish products, agrees to grant to articles the produce or manufacture of India, on their importation into Spain, most-favoured-nation treatment so long as India grants similar treatment to Spanish products, without prejudice, however, to the treatment which Spain grants or may hereafter grant to Portuguese products and the products of the Spanish Zone of Morocco.

I have the honour, etc.

(Signed) Miguel PRIMO DE RIVERA.

G. Agar Robartes, Esq.,
British Chargé d'Affaires.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1490. — CONVENTION ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE REVISANT CERTAINES DISPOSITIONS DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ANGLO-ESPAGNOL DU 31 OCTOBRE 1922. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 AVRIL 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de faciliter et de développer davantage les relations commerciales existant déjà entre leurs pays respectifs, ont décidé de reviser certaines des dispositions du Traité de commerce et de navigation, signé à Madrid le 31 octobre 1922, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES,

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Le Très Honorable Sir Austen CHAMBERLAIN, K.G., M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence le marquis de MERRY DEL VAL, Chevalier-Grand-Croix de l'Ordre de Charles III, G.C.V.O., ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès de Sa Majesté britannique ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le quatrième alinéa de l'article 1^{er} du Traité de commerce et de navigation, signé à Madrid, le 31 octobre 1922, est abrogé.

Article 2.

Les articles suivants remplaceront les articles 5 et 6 du Traité signé à Madrid, le 31 octobre 1922, ainsi que les tableaux annexés A et B dont il est question dans ces articles.

« *Article 5.*

» Les articles, produits ou fabriqués dans les territoires de Sa Majesté britannique, quel que soit le lieu d'expédition, ne seront pas soumis, à l'importation en Espagne, c'est-à-dire dans les territoires de la péninsule, les îles Baléares, les îles Canaries et les villes

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de l'Afrique du Nord placées sous la souveraineté de l'Espagne, à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque.

» Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, Sa Majesté britannique n'aura pas le droit de réclamer, pour des matières premières ou des articles fabriqués, provenant des territoires de Sa Majesté britannique, le bénéfice de tout traitement spécial que Sa Majesté Catholique aura accordé ou pourra accorder aux produits naturels ou fabriqués du Portugal ou de la zone espagnole du Maroc. »

« Article 5 (a).

» Les charbons de terre (Hullas), figurant sous la rubrique 31 du tarif espagnol actuellement en vigueur, qui seront originaires et proviendront de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, bénéficieront d'une réduction de 40 % sur les droits de la deuxième colonne du tarif en vigueur à tout moment. Cette réduction sera applicable à un contingent annuel de 750.000 tonnes. » ?

« Article 6.

» Les articles produits ou fabriqués en Espagne, c'est-à-dire dans les territoires de la Péninsule, les îles Baléares, les îles Canaries et les villes de l'Afrique du Nord placées sous la souveraineté espagnole, quel que soit le lieu d'expédition, ne seront pas soumis, à leur importation dans les territoires de Sa Majesté britannique, à des droits ou redevances autres ou plus élevés que ceux qu'acquittent les mêmes articles produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque. » ?

« Article 6 (a).

» En vue d'écartier tous les doutes possibles, il est convenu, par la présente, que le principe de la nation la plus favorisée sera invariablement appliqué (sous réserve de la stipulation figurant dans le deuxième alinéa de l'article 5), de telle manière que les articles, produits ou fabriqués dans les territoires de l'une des Parties contractantes, importés dans les territoires de l'autre Partie, ne soient pas soumis à des droits plus élevés que les droits les plus bas consentis pour des articles similaires quelconques produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque, quelle que soit leur dénomination spécifique ; et, à cet égard, il est expressément convenu que les vins espagnols, quelle que soit leur nature et quelle que soit leur appellation, ne seront pas soumis, à leur importation en Grande-Bretagne ou dans l'Irlande du Nord, à un tarif moins favorable ou plus élevé que les vins de nature semblable, importés, dans des contenants semblables, d'un autre pays étranger quelconque, et ne seront soumis à aucune autre formalité douanière que celles qui sont applicables aux vins de même nature d'un autre pays étranger quelconque. La similitude de nature entre les vins non mousseux espagnols et les vins non mousseux d'un autre pays étranger quelconque, sera établie exclusivement d'après leur teneur en alcool. »

Article 3.

Les mots suivants figurant à la fin de l'article 12 du Traité signé à Madrid, le 31 octobre 1922, seront supprimés :

« En élaborant et appliquant les lois relatives au régime fiscal de ces sociétés et succursales, chaque Partie contractante s'inspirera des principes posés au dernier alinéa de l'article premier du présent traité. »

Article 4.

L'article suivant remplacera l'article 24 du Traité signé à Madrid, le 31 octobre 1922 ; cet article s'appliquera audit traité, tel qu'il est modifié par la présente convention complémentaire :

« Article 24.

» Les dispositions du présent traité ne s'appliqueront à aucune autre Partie des territoires de Sa Majesté britannique que la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, à moins que le représentant de Sa Majesté britannique à Madrid ne notifie que le Gouvernement de la partie intéressée des territoires de Sa Majesté britannique désire que lesdites dispositions y soient applicables.

» Néanmoins, les articles produits ou fabriqués dans l'une quelconque de ces parties des territoires de Sa Majesté britannique bénéficieront en Espagne, c'est-à-dire dans les territoires de la péninsule, les îles Baléares, les îles Canaries et les villes de l'Afrique du Nord placées sous la souveraineté espagnole, du traitement de la nation la plus favorisée, complet et sans condition, aussi longtemps que les articles produits ou fabriqués en Espagne, c'est-à-dire dans les territoires de la péninsule, les îles Baléares, les îles Canaries et les villes de l'Afrique du Nord placées sous la souveraineté espagnole, bénéficieront, dans cette partie des territoires de Sa Majesté britannique, d'un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux articles produits ou fabriqués dans un autre pays étranger quelconque, sous réserve, toutefois, du droit de Sa Majesté catholique d'accorder un traitement spécial aux articles produits ou fabriqués dans le Portugal ou la zone espagnole du Maroc.

» En ce qui concerne les parties des territoires de Sa Majesté britannique auxquelles, conformément au présent article, les dispositions du présent traité auront été rendues applicables, l'une ou l'autre des Parties contractantes aura le droit de dénoncer séparément ledit traité, à n'importe quel moment, moyennant un préavis de trois mois. »

Article 5.

Nonobstant les dispositions de l'article 25 du Traité signé à Madrid, le 31 octobre 1922, les dispositions dudit traité, qui sont révisées par la présente convention, cesseront d'avoir effet, à partir de minuit, le 23 avril 1927, et le traité, ainsi modifié par la présente convention demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration de ladite convention.

Article 6.

La présente convention entrera en application à minuit le 23 avril 1927 et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration des trois mois qui suivront la date à laquelle l'une quelconque des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, en double exemplaire, le 5 avril 1927.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.

(L. S.) Marquis DE MERRY DEL VAL.

ÉCHANGE DE NOTES

N^o 1.

SIR AUSTEN CHAMBERLAIN A L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.

4 avril 1927.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné le désir du Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne et du Gouvernement espagnol que le commerce entre les deux pays ne soit pas, autant que possible, entravé par des prohibitions ou des restrictions d'un genre quelconque, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, aussi longtemps que le Traité de commerce anglo-espagnol demeurera en vigueur, n'imposera en général aucune prohibition ou restriction concernant l'importation, l'exportation, la consommation, l'emmagasinage ou l'emploi de marchandises, si ce n'est pour l'une ou l'autre des raisons indiquées ci-dessous, et il est entendu que ces prohibitions ou restrictions exceptionnelles seront appliquées en même temps et de la même manière aux autres pays étrangers où les conditions seront semblables :

a) Sécurité publique ;

b) Raisons d'ordre sanitaire ou protection des animaux et des plantes contre les maladies et les épidémies ;

c) En ce qui concerne les armes, les munitions et le matériel de guerre, et, dans des circonstances exceptionnelles, également en ce qui concerne tout autre matériel nécessaire en temps de guerre ;

d) En vue de prohiber l'importation d'articles lorsque cette prohibition est imposée aux termes des lois sur les brevets d'invention des pays respectifs ou des lois relatives aux marques de commerce des marchandises importées ;

e) En vue d'étendre aux marchandises étrangères les prohibitions et restrictions qui sont ou qui pourraient être ultérieurement imposées par la législation intérieure à la production, la vente, la consommation ou l'expédition en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du nord des marchandises de la même catégorie produites en Grande-Bretagne et dans l'Irlande du nord, y compris, en particulier, les marchandises qui sont ou pourraient être soumises à un monopole d'Etat ou à une disposition semblable ;

f) En vue de faciliter le fonctionnement de l'administration douanière ou de protéger les intérêts du fisc ;

g) En ce qui concerne les matières tinctoriales organiques synthétiques et les couleurs ou matières colorantes qui les contiennent, ainsi que les produits intermédiaires organiques utilisés dans la fabrication de ces matières tinctoriales, couleurs, ou matières colorantes, dont l'importation est interdite aux termes de la loi de 1920 sur les matières tinctoriales (Règlement d'importation).

2. Dans le cas où le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne jugerait nécessaire, pour des raisons autres que celles qui sont indiquées ci-dessus, d'imposer une nouvelle mesure de prohibition ou de restriction frappant l'importation, l'exportation, la consommation, l'emmagasinage ou l'emploi d'un article présentant un intérêt essentiel pour le commerce espagnol, il notifierait son intention au Gouvernement espagnol trois semaines à l'avance et examinerait avec sympathie toute observation que le Gouvernement espagnol pourrait présenter au sujet de cette prohibition ou restriction.

3. S'inspirant du vif désir qui anime les deux gouvernements de s'abstenir de mesures empêchant le maintien et le développement normal des relations commerciales entre les deux pays, le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne déclare que toute mesure de restriction qui sera adoptée, sera appliquée de manière à laisser aux relations commerciales entre les deux

pays toutes facilités compatibles avec l'objet poursuivi en imposant la restriction. En particulier, on évitera, dans toute la mesure possible, de modifier les procédés établis pour l'importation et la distribution ; on rendra aussi peu onéreuses que possible les formalités relatives aux licences ; on expédiera rapidement les demandes de licence, et on donnera à toute licence délivrée une validité d'une durée raisonnable.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

N° 2.

L'AMBASSADEUR D'ESPAGNE A SIR AUSTEN CHAMBERLAIN.

AMBASSADE D'ESPAGNE
A LONDRES.

Le 5 avril 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'étant donné le désir du Gouvernement de Sa Majesté Catholique et du Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, que le commerce entre les deux pays ne soit pas, autant que possible, entravé par des prohibitions ou des restrictions d'un genre quelconque, mon gouvernement, aussi longtemps que le Traité de commerce hispano-britannique demeurera en vigueur, n'imposera en général aucune prohibition ou restriction concernant l'importation, l'exportation, la consommation, l'emmagasinement ou l'emploi de marchandises, si ce n'est pour l'une ou l'autre des raisons indiquées ci-dessous, et il est entendu que ces prohibitions ou restrictions exceptionnelles seront appliquées en même temps et de la même manière aux autres pays étrangers où les conditions seront semblables :

- a) Sécurité publique ;
- b) Raisons d'ordre sanitaire ou protection des animaux et des plantes contre les maladies et les épidémies ;
- c) En ce qui concerne les armes, les munitions et le matériel de guerre, et, dans des circonstances exceptionnelles, également en ce qui concerne tout autre matériel nécessaire en temps de guerre ;
- d) En vue de prohiber l'importation d'articles lorsque cette prohibition est imposée aux termes des lois sur les brevets d'invention des pays respectifs ou des lois relatives aux marques de commerce des marchandises importées ;
- e) En vue d'étendre aux marchandises étrangères les prohibitions et restrictions qui sont, ou qui pourraient être ultérieurement imposées par la législation intérieure à la production, la vente, la consommation ou l'expédition en Espagne des marchandises de la même catégorie, produites en Espagne, y compris, en particulier, les marchandises qui sont ou pourraient être soumises à un monopole d'Etat ou à une disposition semblable ;
- f) En vue de faciliter le fonctionnement de l'administration douanière ou de protéger les intérêts du fisc ;
- g) En ce qui concerne les matières colorantes, dont l'importation en Espagne est soumise aux prescriptions respectives du Décret royal du 9 mars 1926, relatif aux explosifs et au principe de la protection spéciale de cette industrie et aux nécessités de la défense nationale.

Dans le cas où mon gouvernement jugerait nécessaire, pour des raisons autres que celles qui sont indiquées ci-dessus, d'imposer une nouvelle mesure de prohibition ou de restriction frappant l'importation, l'exportation, la consommation, l'emmagasinement ou l'emploi d'un article présentant un intérêt essentiel pour le commerce britannique, mon gouvernement notifierait son intention

au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, trois semaines à l'avance et examinerait avec sympathie toute proposition que le Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne, pourrait formuler au sujet de cette prohibition ou restriction.

S'inspirant du vif désir qui anime les deux gouvernements de s'abstenir de mesures empêchant le maintien et le développement normal des relations commerciales entre les deux pays, mon gouvernement déclare que toute mesure de restriction qui sera adoptée sera appliquée de manière à laisser aux relations commerciales entre les deux pays toutes facilités compatibles avec l'objet poursuivi en imposant la restriction. En particulier, on évitera, dans toute la mesure possible, de modifier les procédés établis pour l'importation et la distribution ; on rendra aussi peu onéreuses que possible les formalités relatives aux licences ; on expédiera rapidement les demandes de licence, et on donnera à toute licence délivrée une validité d'une durée raisonnable.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Marquis DE MERRY DEL VAL.

ÉCHANGE DE NOTES

RELATIF A L'APPLICATION A L'INDE DES DISPOSITIONS DE CETTE CONVENTION,
SAINT-SÉBASTIEN, LE 4 JUILLET, MADRID, LE 30 JUILLET 1927.

I.

AMBASSADE BRITANNIQUE.

SAINT-SÉBASTIEN, le 4 juillet 1927.

EXCELLENCE,

D'ordre du principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement de l'Inde, bien que n'étant pas partie à la Convention complémentaire du 5 avril 1927, qui revise certaines dispositions du Traité de commerce et de navigation anglo-espagnol du 31 octobre 1922, accorde le traitement complet et inconditionnel de la nation la plus favorisée aux produits de l'Espagne, et, qu'en conséquence, il désirerait recevoir du Gouvernement de Sa Majesté Catholique l'assurance que les produits du sol ou de l'industrie de l'Inde jouiront du traitement complet de la nation la plus favorisée à leur importation en Espagne, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 de la Convention du 5 avril 1927, ci-dessus mentionnée.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir, à sa convenance, une assurance à cet effet.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) G. Agar ROBARTES.

Son Excellence

Monsieur le Marquis de Estella,
Président du Conseil,
Ministre d'Etat.

II.

MINISTÈRE D'ETAT.
COMMERCE.

MADRID, le 30 juillet 1927.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par votre note N° 196, en date du 4 de ce mois, vous avez bien voulu me faire connaître, d'ordre de votre gouvernement, que le Gouvernement de l'Inde, bien que n'étant pas partie à la Convention complémentaire du 5 avril 1927, qui revise diverses dispositions du Traité de commerce et de naviga-

tion hispano-britannique du 31 octobre 1922, accorde le traitement complet et inconditionnel de la nation la plus favorisée aux produits espagnols et, en conséquence, désire recevoir du Gouvernement de Sa Majesté l'assurance que les produits du sol ou de l'industrie de ce Dominion jouiront du traitement complet de la nation la plus favorisée à leur importation en Espagne, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 4 de ladite Convention du 5 avril 1927.

En réponse à ladite note, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté, étant donné la déclaration que vous avez bien voulu faire au sujet du traitement que l'Inde accorde aux produits espagnols, accepte d'accorder aux produits du sol ou de l'industrie de ce Dominion, à leur importation en Espagne, le traitement de la nation la plus favorisée tant que Dominion de l'Inde accordera un traitement analogue aux produits espagnols, sous réserve, toutefois, du traitement que l'Espagne accord ou pourrait accorder aux produits du Portugal et à ceux de la zone espagnole du Maroc.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Chargé d'affaires, pour vous renouveler l'assurance de ma considération distinguée.

(Signé) Miguel PRIMO DE RIVERA.

Monsieur G. Agar Robartes,
Chargé d'affaires de Grande-Bretagne.

N° 1491.

SUISSE ET URUGUAY

Traité d'extradition, signé à Montevideo, le 27 février 1923, et protocole additionnel, signé à Montevideo, le 26 novembre 1926.

SWITZERLAND AND URUGUAY

Extradition Treaty, signed at Montevideo, February 27, 1923, and Additional Protocol, signed at Montevideo, November 26, 1926.

N^o 1491. — TRAITÉ ¹ D'EXTRADITION ENTRE LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY. SIGNÉ A MONTEVIDEO, LE 27 FÉVRIER 1923.

Textes officiels français et espagnol communiqués par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 15 juin 1927.

French and Spanish official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Treaty took place June 15, 1927.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY, ayant jugé opportun, afin de contribuer à une administration uniforme, prompt et efficace, de la justice et de la répression du crime, de conclure un traité pour régler l'extradition réciproque des malfaiteurs, ainsi que certaines questions connexes, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Charles EGGER, docteur en droit, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Son Excellence M. le Président de la République de l'Uruguay ;

SON EXCELLENCE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY :

M. Juan Antonio BUERO, docteur en droit, son ministre, secrétaire d'Etat des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, selon les règles établies par les articles suivants, les personnes prévenues ou condamnées par les autorités compétentes d'un des deux Etats comme auteurs ou complices de l'un des faits énumérés à l'article 2, et qui se trouvent sur le territoire de l'autre pays, si ces faits constituent une infraction de droit commun punissable tant selon la loi du lieu de refuge que selon celle de l'Etat requérant.

Article 2.

Les faits délictueux qui donnent lieu à l'extradition sont les suivants :

1. Homicide, comprenant le meurtre, l'assassinat, le parricide, l'infanticide, l'empoisonnement ;
2. Avortement volontaire ² ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 3^e juin 1927.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, June 3, 1927.

² Voir ci-après : Protocole additionnel, article premier.

3. Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort ou une infirmité durable, une incapacité permanente de travail ou une mutilation grave d'un membre ou organe du corps ;
4. Viol, attentat à la pudeur commis avec violence, proxénétisme ;
5. Attentat à la pudeur commis avec ou sans violence sur des enfants de l'un ou l'autre sexe âgés de moins de quatorze ans ;
6. Bigamie ;
7. Rapt et séquestration de personnes, suppression ou substitution d'enfants ;
8. Exposition ou délaissement d'enfants ou de personnes sans défense ; enlèvement de mineurs ;
9. Falsification ou altération de monnaie ou de papier monnaie, billets de banque et autres papiers de crédit ayant cours légal, d'actions et d'autres titres émis par l'Etat, par des corporations, des sociétés ou des particuliers ; falsification ou altération de timbres-poste, estampilles, marques ou sceaux de l'Etat et des bureaux publics ; usage frauduleux desdits objets falsifiés ou altérés, ou leur introduction, émission ou mise en circulation, avec intention frauduleuse ; usage frauduleux ou abus de sceaux, timbres, marques authentiques ;
10. Faux en écritures publiques ou privées, falsification de documents officiels ou de tous titres de commerce ; usage frauduleux de tels documents falsifiés ou contrefaits ; soustraction de documents ;
11. Faux témoignage, subornation de témoins ou faux serment en matière civile ou criminelle ;
12. Corruption de fonctionnaires publics ;
13. Péculet ou malversation de deniers publics, concussion commise par des fonctionnaires ou des dépositaires ;
14. Incendie volontaire ; emploi abusif de matières explosibles ;
15. Actes volontaires qui auraient pour résultat la destruction ou la détérioration des chemins de fer, des bateaux à vapeur, voitures de postes, appareils ou conduites électriques (télégraphes, téléphones) et la mise en péril de leur exploitation ;
16. Brigandage ; extorsion ; vol ; recel ;
17. Piraterie ; actes volontaires commis en vue de faire couler à fond, de faire échouer de détruire, de rendre impropre à l'usage ou de détériorer un navire lorsqu'il peut en résulter un danger pour autrui ;
18. Escroquerie ;
19. Abus de confiance et soustraction frauduleuse ;
20. Banqueroute frauduleuse.

Sont comprises dans les classifications précédentes la tentative et la favorisation lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux pays.

L'énumération des infractions indiquées ci-dessus n'empêchera pas les Parties contractantes de demander et d'accorder, à titre de réciprocité, l'extradition de personnes prévenues ou condamnées du chef d'autres actes, pourvu que la législation de l'Etat requis ne s'y oppose pas.

L'extradition n'aura pas lieu :

- a) Pour les condamnés, lorsque le total des peines prononcées est inférieur à une année d'emprisonnement ;
- b) Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait imputé est, tant d'après la loi du pays requérant que d'après celle de l'Etat requis, inférieur à deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu :

- a) Pour les délits politiques ou faits connexes à des délits politiques ;
- b) Si le délit a été commis sur le territoire du pays requis ;
- c) Si la demande d'extradition est motivée par la même infraction que celle pour laquelle la personne réclamée a déjà été jugée, condamnée ou acquittée dans le pays requis ;
- d) Si la prescription de l'action ou de la peine correspondant au dernier acte de poursuite ou de condamnation est acquise, suivant les lois du pays requis ou du pays requérant, avant que la demande d'arrestation ou d'extradition ne soit parvenue au gouvernement de l'Etat requis.

Article 4.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas livrer leur nationaux, par naissance ou naturalisation, lors même que la naturalisation aurait été obtenue postérieurement à la perpétration du délit.

En ce cas, les autorités du pays où le délit a été commis pourront, en produisant les preuves à l'appui, le dénoncer aux autorités judiciaires du pays de refuge, lesquelles traduiront la personne poursuivie devant leurs propres tribunaux.

Une seconde poursuite n'aura pas lieu dans le pays où le fait dénoncé a été commis si, dans le pays d'origine, la personne poursuivie a été acquittée ou condamnée définitivement et, en cas de condamnation, si elle a subi ou prescrit sa peine.

Article 5.

Si l'acte punissable qui fait l'objet de la demande d'extradition a été commis hors du territoire de l'Etat requérant, il sera fait droit à la demande, sous réserve de l'article *b*, lettre *b*, si les lois des Parties contractantes admettent la poursuite judiciaire de tels actes commis à l'étranger.

Article 6.

La personne dont l'extradition a été accordée ne pourra être poursuivie ni punie pour des infractions antérieures à l'extradition, ni pour des faits connexes à ces infractions, à moins que le pays qui l'a livrée n'y consente et qu'il ne s'agisse de faits rentrant dans ceux énumérés à l'article 2.

Le gouvernement de ce pays peut exiger la communication des documents mentionnés à l'article 9.

Elle ne pourra pas non plus être livrée sans le consentement de ce gouvernement à un Etat tiers qui la réclame pour des faits distincts de ceux qui ont motivé l'extradition.

Ces restrictions n'auront pas lieu : 1^o si l'extradé, en connaissance des stipulations de la présente convention, consent expressément à être poursuivi ou puni pour une infraction antérieurement commise et non mentionnée dans la demande d'extradition; 2^o s'il consent à être livré à un Etat tiers; 3^o s'il demeure dans le pays où il a été jugé pendant trois mois à partir du jour où il a purgé sa peine ou à partir du jour où il a été gracié et mis en liberté, ainsi que dans le cas où il serait rentré par la suite sur le territoire de l'Etat requérant.

Dans les cas prévus aux chiffres 1 et 2 de l'alinéa précédent, l'original ou une copie authentique de la déclaration de consentement de la personne livrée doit être présenté au gouvernement du pays qui a accordé et exécuté l'extradition.

Article 7.

L'extradition ne sera accordée qu'à la condition que la personne livrée ne soit pas jugée par un tribunal d'exception.

Article 8.

Les Parties contractantes sont convenues que, si la peine à appliquer à une personne dont l'extradition est demandée est la peine de mort, l'extradition ne sera accordée que sous la condition que ladite peine sera commuée en une peine privative de liberté.

Article 9.

La demande d'extradition sera présentée par la voie diplomatique ou, à défaut d'agents diplomatiques, par le consul du rang le plus élevé du pays requérant ou encore, à défaut de consuls, directement de gouvernement à gouvernement.

La demande d'extradition sera accompagnée de l'original ou de la copie authentique du jugement s'il s'agit d'un condamné, ou d'un mandat d'arrêt délivré par l'autorité compétente, avec un exposé détaillé du fait délictueux qui le motive et la date à laquelle ce délit a été commis, s'il s'agit d'un prévenu.

Ces documents accompagnés d'une traduction française s'ils sont rédigés en espagnol, en allemand ou en italien, seront transmis en original ou en copie, laquelle sera munie d'une déclaration de l'autorité requérante attestant son authenticité. Quand la demande d'extradition est faite par la voie diplomatique, une légalisation consulaire n'est pas nécessaire.

La demande d'extradition sera accompagnée de tous les renseignements et documents nécessaires pour établir l'identité de la personne réclamée et, en outre, de la copie des dispositions légales applicables dans le pays requérant au fait incriminé.

Lorsqu'il s'agit d'obtenir l'extradition de personnes échappées de prison, il sera nécessaire de présenter un document, émanant de l'autorité administrative compétente et reproduisant la sentence, la notification judiciaire de la condamnation faite à cette autorité, les dispositions pénales en application desquelles la sentence a été prononcée, la durée de peine qui reste à accomplir, la date et les circonstances de la fuite et les renseignements nécessaires relatifs à l'identité de la personne requise.

Article 10.

En cas d'urgence, les Parties contractantes pourront demander par avis postal ou télégraphique qu'il soit procédé administrativement à l'arrestation provisoire de l'inculpé, ainsi qu'au séquestre des objets concernant le délit ; il sera donné suite à la demande dans tous les cas où l'existence d'un jugement ou d'un mandat d'arrêt pourra être invoquée et où il s'agira d'une infraction prévue par l'article 2.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du pays requis ; elle cessera d'être maintenue si dans le délai de quatre-vingt-dix jours, à compter du moment où elle a été effectuée, le pays requis n'a pas reçu communication des documents mentionnés à l'article 9, à moins que l'arrestation ne soit maintenue pour un autre motif.

Article 11.

L'examen de la demande d'extradition et l'autorisation de l'extradition ont lieu d'après les prescriptions légales de l'Etat requis.

Si celui-ci estime la demande insuffisante quant aux conditions formelles ou matérielles requises par le présent traité, il peut exiger de l'Etat requérant tous les renseignements et compléments qu'il jugerait nécessaire pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition. Si ces renseignements complémentaires ne parviennent pas au gouvernement requis dans un délai de quatre-vingt-dix jours, à compter du moment où ils ont été demandés, la personne réclamée pourra être remise en liberté et ne pourra plus être arrêtée pour le motif qui a donné lieu à la demande d'extradition.

Article 12.

La personne réclamée qui est poursuivie dans le pays de refuge ou qui y purge une condamnation pour un délit autre que celui qui motive la demande d'extradition, ne sera livrée qu'après son jugement définitif et, en cas de condamnation, qu'après avoir subi sa peine ou avoir été graciée.

Les obligations civiles que la personne réclamée pourrait avoir contractées dans le pays de refuge ne pourront faire obstacle à son extradition.

Article 13.

Quand la personne dont l'extradition est réclamée conformément au présent traité est également réclamée par un ou plusieurs autres gouvernements pour des infractions commises sur leurs territoires respectifs, l'extradition sera accordée à celui sur le territoire duquel aura été commis le délit le plus grave et, en cas d'égalité de gravité, à celui qui aura le premier présenté la demande d'extradition.

Article 14.

Si, dans le délai de trois mois, à partir du jour où la personne réclamée aura été mise à la disposition de l'Etat requérant, ce dernier ne prend aucune décision, le prévenu sera mis en liberté et ne pourra pas être arrêté de nouveau pour le même motif.

Article 15.

Tous les objets qui constituent le corps du délit ou qui ont servi à le commettre, de même que les papiers ou autres pièces à conviction, qui seraient trouvés ou saisis par suite de l'intervention de la justice sur la personne réclamée ou sur des tiers, seront remis à l'autorité requérante.

Cette remise s'effectuera même dans le cas où l'extradition ne pourrait avoir lieu en raison de la mort ou de la fuite du prévenu.

Seront réservés les droits des tiers sur lesdits objets qui leur seront restitués, sans frais, une fois le procès terminé.

Article 16.

Le transit, à travers le territoire de l'une des Parties contractantes, d'une personne livrée par un Etat tiers à l'autre Partie, sera accordé sur la simple présentation, en original ou en copie authentique, de l'un des documents mentionnés à l'article 9, à condition que le prévenu ne soit pas ressortissant du pays de transit et que l'acte qui a motivé l'extradition soit prévu par le présent traité et ne soit pas compris dans les exceptions stipulées à l'article 3.

Le transport s'effectuera par les voies les plus rapides, sous la surveillance d'agents du pays requis, et aux frais de l'Etat requérant.

Article 17.

Les frais causés par la détention, l'entretien et le transport de la personne dont l'extradition a été accordée, ainsi que les frais de dépôt et de transport des objets qui, d'après l'article 15, devront être remis ou restitués, resteront à la charge des deux Etats, dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport et autres sur le territoire des Etats intermédiaires seront à la charge de l'Etat requérant.

Article 18.

Lorsque, dans une cause pénale concernant un délit mentionné à l'article 2, un des deux gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, ou tous autres actes d'instruction, une commission rogatoire sera envoyée, à cet effet, par les voies mentionnées à l'article 9, et il y sera donné suite, d'urgence, conformément aux lois du pays.

La commission rogatoire et les pièces annexes seront accompagnées d'une traduction française pour l'exécution en Suisse et d'une traduction espagnole pour l'exécution en Uruguay.

Quand la demande de transmission de ces documents est faite par la voie diplomatique, une législation consulaire n'est pas nécessaire.

Les gouvernements respectifs renoncent à toute réclamation ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire, à moins qu'il ne s'agisse d'expertises criminelles, commerciales ou médico-légales.

Aucune réclamation ne pourra non plus avoir lieu pour les frais de tous actes judiciaires spontanément faits, par les magistrats de chaque pays, pour la poursuite ou la constatation de délits commis sur leurs territoires par un étranger qui serait ensuite poursuivi dans sa patrie.

Article 19.

Si la comparution personnelle d'un témoin est jugée nécessaire ou convenable dans une cause pénale concernant un délit mentionné à l'article 2, le gouvernement du pays où il demeure l'invitera à obtempérer à la citation qui lui sera adressée et, s'il y consent, le gouvernement requérant lui accordera, dès le moment où il aura quitté son domicile, des frais de voyage et de séjour calculés d'après les tarifs en vigueur dans le pays où sa comparution doit avoir lieu, à moins que le gouvernement requérant ne juge de son devoir d'accorder au témoin une indemnité plus considérable.

Aucune personne, quelle que soit sa nationalité, qui, citée comme témoin dans l'un des deux pays, aura comparu volontairement devant les tribunaux de l'autre, ne pourra être poursuivie ni détenue pour infractions ou pour condamnations civiles, criminelles ou correctionnelles antérieures à sa sortie du pays requis, ni sous prétexte de complicité dans les faits qui font l'objet du procès où elle figure comme témoin.

Article 20.

En matière pénale non politique, militaire ou fiscale, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays estimera nécessaire de notifier un acte de procédure ou un jugement à une personne résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce sera notifiée à l'intéressé par les soins d'un fonctionnaire compétent ; l'original de l'acte, accompagné de la notification, sera réexpédié au gouvernement requérant, sans qu'il y ait lieu à rembourser des frais.

Les actes à notifier doivent être rédigés dans la langue de l'autorité requérante. La mention du contenu doit cependant être faite au gouvernement du pays requis, soit dans la langue nationale soit en langue française, à l'occasion de la transmission de la pièce.

Article 21.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement tous les arrêts de condamnation pour infractions de toute nature prononcés par les tribunaux de l'un des Etats contractants contre les ressortissants de l'autre. Cette communication aura lieu moyennant l'envoi, par voie diplomatique, d'un extrait du jugement devenu définitif.

Article 22.

Le présent traité sera ratifié conformément à la constitution et aux lois de chacun des Etats contractants et entrera en vigueur six semaines après l'échange des ratifications, qui s'effectuera à Berne dans le plus bref délai possible.

Sa durée sera indéfinie ; chacune des Parties contractantes conserve le droit de le dénoncer à n'importe quel moment ; la dénonciation n'aura effet que six mois après avoir été notifiée.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont dressé le présent acte et l'ont revêtu de leurs signatures et sceaux.

Fait à Montevideo, le vingt-sept février mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) (Signé) EGGER. (L. S.) (Signé) J. A. BUERO.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

AU TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA SUISSE ET LA RÉPUBLIQUE DE L'URUGUAY DU 27 FÉVRIER 1923.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SON EXCELLENCE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, signataires du Traité d'extradition de criminels, signé à Montevideo, le 27 février 1923, désirant, de commun accord, éliminer un des motifs d'extradition établis dans ledit traité, ont résolu, à l'effet, d'adjoindre à celui-ci un protocole additionnel et ont désigné leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. Charles EGGER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Son Excellence M. le Président de la République orientale de l'Uruguay ; et

SON EXCELLENCE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

M. Alvaro SARALEGUI, son ministre, secrétaire d'Etat des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le délit prévu sous chiffre 2 de l'article deuxième du traité d'extradition précité demeure exclu de celui-ci. L'extradition d'une personne accusée d'avortement volontaire ne peut, en conséquence, être accordée.

Article 2.

La disposition établie dans l'article précédent fera partie intégrante du traité d'extradition du 27 février 1923.

Article 3.

Le présent protocole additionnel sera ratifié conformément à la Constitution et aux lois de chacun des Etats contractants, et les ratifications seront échangées à Berne, en même temps que celles du traité.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtu de leurs sceaux.

Fait à Montevideo, en deux exemplaires d'une même teneur et à un seul effet, chacun en langues française et espagnole, le vingt-six novembre mil neuf cent vingt-six.

(L. S.) EGGER.

Pour copie conforme :

(L. S.) ALVARO SARALEGUI.

Berne, le 14 juin 1927.

Le Chancelier de la Confédération :

Kæslin.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

PROTOCOLO ADICIONAL

AL TRATADO DE EXTRADICION DE CRIMINALES ENTRE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY Y LA SUIZA DEL 27 DE FEBRERO DE 1923

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY Y EL CONSEJO FEDERAL SUIZO, signatarios del Tratado de Extradición de criminales firmado en Montevideo el 27 de Febrero de 1923, deseando, de común acuerdo, eliminar una de las causales de extradición establecidas en dicho Tratado, han resuelto, al efecto, agregar a éste un Protocolo adicional y han nombrado por Sus Plenipotenciarios, a saber :

SU EXCELENCIA EL SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY al Señor Don Alvaro SARALEGUI, Su Ministro Secretario de Estado de Relaciones Exteriores ; y

EL CONSEJO FEDERAL SUIZO al Señor Charles EGGER, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante Su Excelencia el Señor Presidente de la República Oriental del Uruguay ;

Quienes, después de haberse comunicado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1º : El delito previsto bajo el número dos del artículo segundo del Tratado de extradición precitado queda excluido de éste. La extradición de una persona acusada de aborto voluntario no puede, en consecuencia, ser acordada.

Artículo 2º : La disposición establecida en el artículo precedente será parte integrante del Tratado de extradición del 27 de Febrero de 1923.

Artículo 3º : El presente Protocolo adicional sera ratificado de conformidad con la Constitución y las leyes de cada uno de los Estados Contratantes, y las ratificaciones serán canjeadas en Berna, al mismo tiempo que las del Tratado.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios arriba nombrados firmaron el presente Protocolo adicional y lo sellaron con sus sellos.

Hecho en Montevideo, en dos ejemplares de un mismo tenor y a un solo efecto, cada uno en las lenguas española y francesa, el veintiseis de Noviembre de mil novecientos veintiseis.

(L. S.) (*firmado*) Alvaro SARALEGUI.

Pour copie conforme :

(L. S.) (*firmado*) EGGER.

Berne, le 22 juin 1927.

Le Chancelier de la Confédération :

Kæslin.

. ¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1491. — EXTRADITION TREATY BETWEEN THE SWISS FEDERAL COUNCIL AND THE REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT MONTEVIDEO, FEBRUARY 27, 1923.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY, have decided, in the interests of the uniform, speedy and efficacious administration of justice and the repression of crime, to conclude a treaty regulating between the two States the extradition of offenders and certain questions connected therewith, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Charles EGGER, Doctor of Laws, Their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Excellency the President of the Republic of Uruguay ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF URUGUAY :

M. Juan Antonio BUERO, Doctor of Laws, His Minister and Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The High Contracting Parties agree to surrender to one another, in accordance with the rules laid down in the following Articles, persons charged or convicted by the competent authorities of one of the two States as authors of, or accomplices in, any of the acts enumerated in Article 2, if such persons are in the territory of the other country, and if the acts in question constitute a violation of the ordinary law punishable both under the law of the place of asylum and under that of the applicant State.

Article 2.

Extradition shall be granted in respect of the following offences :

- (1) Homicide, including murder, assassination, parricide, infanticide, and poisoning ;
- (2) Wilful abortion² ;
- (3) Malicious striking or wounding, resulting in death or permanent injury to health, permanent disability for work, or grievous injury to limb or organ ;
- (4) Rape, indecent assault with violence, procuring ;
- (5) Indecent assault, with or without violence, on a child of either sex under 14 years of age ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² See below : Additional Protocol, Article 1.

- (6) Bigamy ;
- (7) Abduction or unlawful detention of persons, concealment of birth or substitution of children ;
- (8) Exposure or abandonment of children or helpless persons ; kidnapping of minors ;
- (9) Counterfeiting or altering of coin or paper-money, banknotes or other credit notes in circulation as legal tender, or bonds or other valuable scrip issued by the State or by corporations, companies or private individuals ; counterfeiting or altering postage stamps, dies, marks or seals of the State or public administrations ; fraudulent use of such counterfeit or altered objects, or their importation, manufacture or utterance with intent to defraud ; fraudulent or improper use of seals, stamps, or recognised marks ;
- (10) Forgery of public or private documents, falsification of official documents or commercial papers of any kind ; fraudulent use of such forged or falsified documents ; abstraction of documents ;
- (11) Perjury, subornation of perjury, or false swearing, in civil or criminal cases ;
- (12) Corruption of public officials ;
- (13) Embezzlement or malversation of public funds, peculation by officials or trustees ;
- (14) Arson ; improper use of explosives ;
- (15) Malicious acts resulting in the destruction of, or damage to, railways, steamships, mail-vans, or electrical apparatus or conduits (telegraphs, telephones), or endangering their working ;
- (16) Robbery ; extortion ; larceny ; receiving stolen goods ;
- (17) Piracy ; malicious acts designed to sink, wreck, destroy, render unseaworthy or damage a vessel, when this may result in danger to another party ;
- (18) Obtaining money or goods by false pretences ;
- (19) Abuse of confidence and misappropriation ;
- (20) Fraudulent bankruptcy.

The above-mentioned classes of offence shall include attempts to commit, or complicity in such acts, when punishable under the laws of both countries.

The enumeration of the above-mentioned offences shall not prevent the Contracting Parties from demanding or granting, on terms of reciprocity, the extradition of persons charged with or convicted of other offences, provided that the laws of the State applied to contain no provision to the contrary.

Extradition shall not be granted :

- (a) In the case of convicted persons, when the total penalties inflicted amount to less than one year's imprisonment ;
- (b) In the case of persons awaiting judgment, when the maximum penalty for the alleged offence is less than two years' imprisonment under the laws both of the applicant State and of the State applied to.

Article 3.

Extradition shall not be granted :

- (a) For political offences or acts connected therewith ;
- (b) If the offence was committed in the territory of the State applied to ;
- (c) If the request for extradition is in respect of an offence for which the person in question has already been tried, sentenced or acquitted in the country applied to ;
- (d) If, under the laws of the country applied to or under those of the applicant country, immunity from prosecution or punishment has been acquired by prescription

in respect of the last act which formed the subject of prosecution or conviction, before the request for arrest or extradition reaches the Government of the State applied to.

Article 4.

The Contracting Parties agree not to surrender their own nationals, irrespective of whether nationality has been acquired by birth or by naturalisation, and even if naturalisation was granted after the offence was committed.

In such case, the authorities of the country in which the offence has been committed may, on producing proofs, notify the judicial authorities of the country of asylum, which shall then bring the accused before their own courts.

Proceedings shall not be opened in the country in which the offence was committed, if, in the country of origin, the person charged has been finally acquitted or convicted, and in the latter case, if he has served his sentence or has acquired immunity through prescription.

Article 5.

When the punishable act in respect of which extradition is requested was committed outside the territory of the applicant State, the request shall be complied with, subject to the provisions of Article 3, paragraph (b), if the laws of the Contracting Parties permit of judicial proceedings in respect of such acts committed abroad.

Article 6.

A person whose extradition has been granted may not be proceeded against or punished for offences committed prior to extradition, or for acts connected with such offences, unless the country surrendering him agrees to such a procedure and the offences are among those enumerated in Article 2.

The Government of that country may demand the documents mentioned in Article 9.

The person in question shall not be surrendered without the consent of the said Government to any third State that may demand his surrender for offences unconnected with those for which extradition is granted.

These restrictions shall not apply : (1) if the extradited person being acquainted with the provisions of the present Convention, expressly agrees to be proceeded against or punished for a previous offence not mentioned in the request for extradition ; (2) if he agrees to be surrendered to a third State ; (3) if he remains in the country where he was tried for three months after the date on which he purged his sentence or was pardoned and set at liberty, or if he subsequently returns to the territory of the applicant State.

In the cases mentioned under numbers 1 and 2 in the preceding paragraph, the original or a legalised copy of the declaration of consent made by the person surrendered shall be presented to the Government of the country which granted and effected extradition.

Article 7.

Extradition shall be granted only on condition that the person surrendered shall not be tried by any but an ordinary court of law.

Article 8.

The Contracting Parties agree that if the penalty applicable to the person whose extradition is demanded is that of death, extradition shall be granted only on condition that such penalty shall be commuted to one of imprisonment.

Article 9.

The request for extradition shall be made through the diplomatic channel, or, failing diplomatic agents, through the senior consul of the applicant country, or, failing consuls, directly by one Government to the other.

The request for extradition shall be accompanied by the original or a legalised copy of the judgment in the case of a convicted person, or by a warrant of arrest issued by the competent authority with a detailed statement of the offence in question and the date on which it was committed, in the case of a person awaiting trial.

The originals or copies of these documents shall be forwarded, accompanied by a French translation if they are drawn up in Spanish, German or Italian; the authenticity of copies being attested by a statement by the applicant authority. When the request for extradition is made through the diplomatic channel, consular legalisation shall not be necessary.

The request for extradition shall be accompanied by the information and documents necessary to establish the identity of the person claimed, and by a copy of the legal provisions applicable to the offence in question in the applicant country.

In the case of requests for the extradition of escaped prisoners, a document shall be submitted, issued by the competent administrative authority and reproducing the sentence, the judicial notification of the sentence as forwarded to that authority, the penal provisions in virtue of which the sentence was pronounced, the length of the term still to be served, the date and circumstances of the escape, and such information as may be necessary to establish the identity of the person claimed.

Article 10.

In urgent cases the Contracting Parties may demand by post or telegraph that administrative steps be taken for the provisional arrest of the accused and for the confiscation of the objects connected with the offence; the demand shall be complied with in the case of any of the offences mentioned in Article 2, whenever the existence of a judgment or warrant of arrest can be adduced.

The provisional arrest shall be effected in accordance with the formalities and rules established by the legislation of the country applied to; if the documents mentioned in Article 9 have not been received by that country within ninety days of the date on which the arrest was effected, the person arrested shall be released, unless he is kept under arrest for some other reason.

Article 11.

The examination of the request for extradition and the authorisation of extradition shall be in conformity with the legal provisions of the State applied to.

If that State deems the request inadequate as regards the formal or material conditions required under the present Treaty, it may demand of the applicant State such information and additional material as may be thought necessary to throw further light on the matter, after which it shall decide what action is to be taken on the request. If the additional information does not reach the Government applied to within ninety days of the date upon which it was demanded, the person claimed may be released and may not be re-arrested on the grounds on which extradition was requested.

Article 12.

If the person claimed is being proceeded against or is serving a sentence in the country of asylum for an offence other than that for which extradition is requested, he shall not be surrendered until final judgment has been given and, if he is convicted, until he has served his sentence or been pardoned.

Civil obligations which the person claimed may have contracted in the country of asylum shall not constitute an obstacle to his extradition.

Article 13.

If a person whose extradition is demanded under the terms of the present Treaty is claimed by one or more other Governments for offences committed in their respective territories, extradition shall be granted to the State in whose territory the most serious offence was committed, or, if the offences are of equal gravity, to the State whose request for extradition was first submitted.

Article 14.

If the applicant State takes no decision within three months of the date upon which the person claimed was placed at its disposal, that person shall be set at liberty and may not be re-arrested on the same grounds.

Article 15.

The objects which constitute the *corpus delicti* or have been employed to commit the offence, and likewise any papers or other material proofs that may be found or seized, as the result of judicial action on the person claimed or on third parties, shall be delivered to the applicant authority.

They shall be so delivered even if extradition cannot take place owing to the death or escape of the accused.

The rights of third parties over the objects in question shall be reserved, and such objects shall be restored to them free of cost after the trial.

Article 16.

The conveyance in transit through the territory of one of the Contracting Parties of a person surrendered by a third State to the other Party shall be permitted on the presentation of the original or a legalised copy of one of the documents mentioned in Article 9, provided that the person in question is not a national of the country of transit and that the act for which extradition is granted, is covered by the present Treaty and is not included among the exceptions enumerated in Article 3.

Such conveyance in transit shall be effected by the quickest routes under the escort of agents of the State applied to, and at the expense of the applicant State.

Article 17.

The expenses occasioned by the detention, maintenance and conveyance in transit of the person whose extradition has been granted, and by the safe keeping and transport of the objects which, under the terms of Article 15, are to be delivered or restored, shall be borne by the two States within the limits of their respective territories.

The transport and other expenses in the territory of intermediate States shall be borne by the applicant State.

Article 18.

Should one of the two Governments consider it necessary, in a criminal case concerning one of the offences mentioned in Article 2, to hear witnesses domiciled in the other State or to proceed with other measures of investigation, letters rogatory shall be sent for this purpose, through the channels mentioned in Article 9, and the necessary action shall be taken without delay in accordance with the laws of the country.

The letters rogatory and the documents annexed thereto shall be accompanied by a French translation for the purposes of execution in Switzerland and by a Spanish translation for the purposes of execution in Uruguay.

When the application for the forwarding of such documents is made through the diplomatic channel, consular legalisation shall not be necessary.

The respective Governments renounce all claims to the refund of costs arising out of the execution of letters rogatory, except where expert opinion is taken in criminal, commercial or medico-legal matters.

No claim shall be allowed for the costs of judicial acts performed by the magistrates of one country, on their own initiative, for the purposes of instituting proceedings or establishing proof in the case of offences committed within their territories by a foreigner who is subsequently proceeded against in his own country.

Article 19.

Should it be considered necessary or desirable, in a criminal case concerning one of the offences mentioned in Article 2, to secure the attendance in Court of a witness, the Government of the country in which such witness resides shall call upon him to comply with the subpoena served on him, and if he agrees to do so, the applicant Government shall allow him, from the moment he leaves his domicile, travelling expenses and a subsistence allowance assessed according to the rates in force in the country in which he is to attend, unless the said applicant Government considers itself called upon to grant him a higher allowance.

No witness, whatever his nationality, who, when summoned by one of the two States, voluntarily attends in the Courts of the other State, may be prosecuted or detained for offences or on the ground of judgments in civil, criminal or police-court cases prior to his departure from the State applied to, or on the ground of complicity in the offences forming the subject of the case in which he is witness.

Article 20.

In criminal cases that are not of a political, military or fiscal character, when the Government of one of the two countries considers it necessary to give notice of an act of procedure or a judgment to a person residing in the territory of the other State, the document shall be served on that person by an authorised official; the original, accompanied by the letter of notification, shall be sent back to the applicant State, which shall not be required to refund any expenses.

All acts to be served shall be drawn up in the language of the applicant authority. The contents shall, however, be notified to the Government of the country applied to, either in the official language of that country or in French, when the document is forwarded.

Article 21.

Each of the Contracting Parties undertakes to communicate to the other all convictions for offences of any nature pronounced by its courts against nationals of the other. Such communication shall be in the form of an extract from the final judgment, to be forwarded through the diplomatic channel.

Article 22.

The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitution and laws of each of the Contracting States, and shall come into force six weeks after the exchange of ratifications, which shall take place at Berne at the earliest possible date.

The Treaty shall be for an unlimited period; each of the Contracting Parties shall have the right to denounce it at any moment, the denunciation becoming operative only six months after notification.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have drawn up the present Act and have duly signed and sealed the same.

Done at Montevideo, February the twenty-seventh, One thousand nine hundred and twenty-three.

(L. S.) (Signed) EGGER.

(L. S.) (Signed) J. A. BUERO.

ADDITIONAL PROTOCOL

TO THE EXTRADITION TREATY BETWEEN SWITZERLAND AND THE REPUBLIC OF URUGUAY,
DATED FEBRUARY 27, 1923.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, Signatories to the Treaty for the Extradition of Criminals, signed at Montevideo on February 27, 1923, being desirous of eliminating one of the grounds for extradition specified in the said Treaty, have decided with this object to attach thereto an Additional Protocol and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Charles EGGER, their Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Excellency the President of the Oriental Republic of Uruguay ; and

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

M. Alvaro SARALEGUI, His Minister and Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Offence mentioned in paragraph 2 of Article 2 of the above-mentioned Extradition Treaty shall be excluded from the latter. Accordingly, the extradition of persons accused of voluntary abortion shall not be granted.

Article 2.

The provisions of the preceding Article shall form an integral part of the Extradition Treaty of February 27, 1923.

Article 3.

The present Additional Protocol shall be ratified in accordance with the Constitution and laws of each of the Contracting States, and the ratifications shall be exchanged at Berne at the same time as those of the Treaty.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this Additional Protocol and have thereto affixed their seals.

Done at Montevideo, in two identical copies, both equally authentic, each in French and Spanish, November the twenty-sixth, One thousand nine hundred and twenty-six.

(L. S.) (Signed) EGGER.

(L. S.) (Signed) Alvaro SARALEGUI.

N° 1492.

BRÉSIL ET URUGUAY

Protocole additionnel au Traité d'extradition des criminels du 27 décembre 1916. Signé à Montevideo, le 7 décembre 1921.

BRAZIL AND URUGUAY

Additional Protocol to the Treaty for the Extradition of Criminals, of December 27, 1916. Signed at Montevideo, December 7, 1921.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 1492. — PROTOCOLO ADICIONAL¹ AL TRATADO DE EXTRADICIÓN DE CRIMINALES DE 27 DICIEMBRE DE 1916 ENTRE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY Y LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL. FIRMADO EN MONTEVIDEO EL 7 DE DICIEMBRE DE 1921.

*Textes officiels espagnol et portugais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay-
L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 28 juin 1927.*

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY y EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL signatarios del Tratado de Extradición de criminales firmado en Rio de Janeiro el 27 de Diciembre de 1916, deseando completar las disposiciones establecidas en el referido Tratado para bien de la acción de la justicia, resolvieron hacer un Protocolo Adicional y para ese fin nombraron sus Plenipotenciarios a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

al Dr. Juan Antonio BUERO, Su Ministro de Estado de Relaciones Exteriores,

y SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE LOS ESTADOS UNIDOS DEL BRASIL :

al Señor Luis GUIMARAES hijo, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay.

Quienes, luego de haber presentado recíprocamente sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, convinieron en lo siguiente :

Artículo 1º.

En caso de urgencia cualquier autoridad policial uruguaya o brasileña podrá proceder a la detención provisoria de un criminal mediante petición escrita de un agente de Policía del país reclamante, o en virtud de solicitud telegráfica del Jefe de Policía del lugar donde se cometió el delito. Tanto las peticiones como las solicitudes deberán ser ratificadas y formalizadas por el Agente Diplomático del país reclamante, de acuerdo con lo establecido en el artículo 3 del Tratado del 27 de Diciembre de 1916. La detención de un criminal, en los casos de petición o solicitud policial, no podrá durar más de ocho días hábiles.

Dentro de este plazo y con la intervención del agente Diplomático, deberá ser ratificada y formalizada la prisión provisoria, sin aumento y sin perjuicio del mismo plazo de sesenta días para la presentación de los documentos a que se refiere el artículo 4 del Tratado de 1916.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 10 novembre 1926.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 1492. — PROTOCOLLO ADDICIONAL¹ AO TRATADO DE EXTRADICÇÃO DE CRIMINOSOS DE 27 DE DEZEMBRO DE 1916 ENTRE A REPUBLICA ORIENTAL DO URUGUAY E A REPUBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL ASSIGNADO EM MONTEVIDEO A 7 DE DEZEMBRO DE 1921.

Spanish and portuguese official texts communicated by the Minister for Foreign Affairs of Uruguay. The registration of this Protocol took place June 28, 1927.

O PRESIDENTE DA REPÚBLICA ORIENTAL DO URUGUAY, e o PRESIDENTE DA REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRASIL signatarios do Tratado de Extradicação de criminosos firmado no Rio de Janeiro a 27 de Dezembro de 1916, desejando completar as disposições estabelecidas no referido Tratado a bem da acção da justiça, resolveram fazer um Protocollo Adicional e, para esse fim nomearam Seus Plenipotenciarios, a saber :

SUA EXCELLENCIA O PRESIDENTE DA REPÚBLICA ORIENTAL DO URUGUAY :

Ao Doutor Juan Antonio BUERO, Seu Ministro de Estado das Relações Exteriores ; e

SUA EXCELLENCIA O PRESIDENTE DA REPÚBLICA DOS ESTADOS UNIDOS DO BRAZIL AO :

Senhor Luis Guimarães FILHO, Seu Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciario junto a Sua Excellencia o Presidente da República Oriental do Uruguay ;

Os quaes, depois de haverem exhibido reciprocamente os seus Plenos Poderes, achados em boa e devida forma convieram no seguinte :

Artigo 1º.

Em caso de urgencia, qualquer autoridade policial, uruguaya ou brasileira, poderá proceder á detenção provisoria de um criminoso mediante petição escripta de um Agente de Policia do paiz reclamante ou em virtude de solicitação telegraphica do Chefe de Policia do logar onde se commetteu o delicto. Tanto as petições como as solicitações deverão ser ratificadas e formalizadas pelo Agente Diplomatico do paiz reclamante, de accordo com o estabelecido no artigo 3º do Tratado de 27 de Dezembro de 1926.

A detenção de um criminoso, nos casos de petição ou solicitação policial, não poderá durar mais de oito dias uteis. Dentro deste prazo, e com a intervenção do Agente Diplomatico, devera ser ratificada e formalizada a prisão provisoria, sem augmento e sem prejuizo do mesmo prazo de sessenta dias para apresentação dos documentos a que se refere o artigo 4º do Tratado de 1916.

¹ The exchange of ratifications took place at Montevideo, November 10, 1926.¹

Artículo 2º.

Los funcionarios de Policía o los individuos que cometieren abusos amparados en lo dispuesto en el artículo anterior, serán pasibles de las penas establecidas en la legislación de cada país para los casos de abuso de autoridad.

Artículo 3º.

Las disposiciones de los artículos precedentes quedarán siendo parte integrante del referido Tratado de Extradición del 27 de Diciembre de 1916.

Artículo 4º.

Las disposiciones del artículo 19 del Tratado de Extradición serán aplicadas al presente Protocolo adicional en lo que se refiere a la duración, ratificación, canje de ratificaciones y vigor.

El fé de lo cual, los Plenipotenciarios arriba nombrados firmaron el presente Protocolo adicional y le pusieron sus respectivos sellos.

Hecho en la ciudad de Montevideo en dos ejemplares en lengua castellana y en lengua portuguesa, el siete de Diciembre de mil novecientos veintiuno.

(L. S.) J. A. BUERO.

(L. S.) Luis GUIMARAES, filho.

Es copia conforme :

Fermin Carlos de Yeregui
Director de Secciones.

Artigo 2º.

Os funcionarios de Policia ou os individuos que cometeram abusos, amparados no disposto no artigo anterior, serão passíveis das penas estabelecidas na legislação de cada paiz para os casos de abuso de autoridade.

Artigo 3º.

As disposições dos artigos precedentes ficarão fazendo parte integrante do referido Tratado de Extradicação de 27 de Dezembro de 1916.

Artigo 4º.

As disposições do artigo 19 do Tratado de Extradicação serão applicadas ao presente Protocollo Adicional no que se refere a duração, ratificação, troca de ratificações e vigencia.

Em fé do que, os Plenipotenciarios acima nomeados assignaram o presente Protocollo Adicional e lhe puzeram os seus sellos respectivos.

Feito na cidade de Montevideo, em dois exemplares, em lingua portuguesa e em lingua castelhana a sete de Dezembro de mil novecentos vinte e um.

(L. S.) J. A. BUERO.

(L. S.) Luis GUIMARÃES, filho.

Es copia conforme :

Alberto Dominguez Campos.

Jefe de la Sección « Sociedad de las Naciones ».

¹ TRADUCTION.

N^o 1492. — PROTOCOLE ADDITIONNEL AU TRAITÉ D'EXTRADITION DES CRIMINELS DU 27 DÉCEMBRE 1916, CONCLU ENTRE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY ET LES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL. SIGNÉ A MONTEVIDEO, LE 7 DÉCEMBRE 1921.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL, signataires du Traité d'extradition des criminels, conclu à Rio-de-Janeiro, le 27 décembre 1916, désirant compléter les dispositions établies dans ledit traité pour faciliter le cours de la justice, ont résolu de conclure un protocole additionnel et ont nommé à cet effet leurs plénipotentiaires, à savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Le D^r Juan Antonio BUERO, ministre des Affaires étrangères ;

et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DES ÉTATS-UNIS DU BRÉSIL :

M. Luis GUIMARÃES, fils, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Son Excellence le président de la République orientale de l'Uruguay ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

En cas d'urgence, toute autorité de police uruguayenne ou brésilienne pourra procéder à l'incarcération provisoire d'un criminel, sur réquisition écrite d'un agent de la police du pays requérant, ou en vertu d'une requête télégraphique du chef de la police du lieu où le délit a été commis. Ces réquisitions ou requêtes devront être ratifiées et légalisées par l'agent diplomatique du pays requérant, conformément aux stipulations de l'article 3 du Traité du 27 décembre 1916. La durée de la détention d'un criminel, dans les cas de réquisition ou de requête de la police, ne pourra dépasser huit jours ouvrables.

Pendant ce délai et moyennant l'intervention de l'agent diplomatique, il sera nécessaire de sanctionner et de légaliser la détention provisoire, sans augmentation et sans préjudice du délai de soixante jours prévu pour la production des pièces, dont il est question à l'article 4 du traité de 1916.

Article 2.

Les fonctionnaires de la police ou les individus qui commettront des abus, en ce qui concerne les dispositions de l'article précédent, seront passibles des peines prévues, dans la législation de chacun des deux pays, pour les cas d'abus d'autorité.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1492. — ADDITIONAL PROTOCOL TO THE TREATY FOR THE EXTRADITION OF CRIMINALS OF DECEMBER 27, 1916, CONCLUDED BETWEEN THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY AND THE UNITED STATES OF BRAZIL. SIGNED AT MONTEVIDEO, DECEMBER 7, 1921.

THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL, signatories of the Treaty for the Extradition of Criminals signed at Rio de Janeiro on December 27, 1916, desirous of completing the provisions of the said Treaty that the ends of justice may be better served, have decided to conclude an Additional Protocol and have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Dr. Juan Antonio BUERO, His Minister of State for Foreign Affairs ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF BRAZIL :

M. Luis GUIMARÃES, Junior, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Excellency the President of the Oriental Republic of Uruguay ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

In cases of urgency any Uruguayan or Brazilian police authority may provisionally arrest a criminal on the written application of a police officer of the applicant country or on the telegraphic request of the Chief of Police of the place in which the offence was committed. Such applications and requests shall be confirmed and legalised by the diplomatic agent of the applicant country as provided in Article 3 of the Treaty of December 27, 1916. Where an application or request is made by police authorities, the criminal shall not be kept in custody for more than eight working days.

Within this period the provisional arrest shall be confirmed and legalised, the necessary action being taken by the diplomatic agent ; no increase or alteration in the time-limit of sixty days allowed for the presentation of the documents referred to in Article 4 of the Treaty of 1916 shall be involved.

Article 2.

Police officers or other persons guilty of malpractices under cover of the provisions of the preceding Article shall be liable to the penalties provided in the legislation of either country for the misuse of authority.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les dispositions des articles précédents feront partie intégrante du Traité d'extradition susmentionné du 27 décembre 1916.

Article 4.

Les dispositions de l'article 19 du Traité d'extradition seront applicables au présent protocole additionnel, en ce qui concerne sa durée, sa ratification, l'échange des ratifications et son application.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent protocole additionnel et y ont apposé leurs sceaux.

Fait dans la ville de Montevideo, en double exemplaire, en langues espagnole et portugaise, le sept décembre mil neuf cent vingt et un.

(L. S.) J. A. BUERO.

(L. S.) Luis GUIMARÃES, *filis*.

Article 3.

The provisions of the preceding Articles shall constitute an integral part of the Treaty of Extradition of December 27, 1916.

Article 4.

The provisions of Article 19 of the Treaty of Extradition relating to the duration, ratification, exchange of ratifications and entry into force of the Treaty shall apply to the present Additional Protocol.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Additional Protocol and have sealed it with their seals.

Done in the city of Montevideo in two copies, in the Spanish and Portuguese languages, on December the seventh, One thousand nine hundred and twenty-one.

(L. S.) J. A. BUERO.

(L. S.) Luis GUIMARÃES, *junior*.

N° 1493.

ESPAGNE ET URUGUAY

Traité d'arbitrage général obligatoire.

Signé à Madrid, le 23 mars 1922.

SPAIN AND URUGUAY

General Compulsory Arbitration

Treaty. Signed at Madrid, March

23, 1922.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No 1493. — TRATADO¹ DE ARBITRAJE GENERAL OBLIGATORIO ENTRE ESPAÑA Y LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY FIRMADO EN MADRID, EL 23 DE MARZO DE 1922.

Texte officiel espagnol communiqué par le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 28 juin 1927.

Spanish official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Uruguay. The registration of this Treaty took place June 28, 1927.

EL EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY y SU MAJESTAD EL REY DE ESPAÑA para confirmar la amistad cordial y la recíproca alta consideración entre ambas naciones en un acto que corresponda igualmente al progreso en el orden jurídico y al espíritu de las relaciones internacionales en el momento actual, han acordado celebrar un Tratado de arbitraje más amplio y completo que el existente entre ellas desde 1902² y compatible con el Estatuto de la Corte Permanente de Justicia Internacional³, instituida por la Sociedad de las Naciones, de que son también signatarias.

Para ese efecto, EL EXCMO. SEÑOR PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY ha designado al

Excmo. Señor Don Benjamín FERNÁNDEZ Y MEDINA, Ministro Plenipotenciario de la misma en esta Corte, Caballero Gran Cruz de la Real Orden de Isabel la Católica,

S. M. EL REY de ESPAÑA al

Excmo. Señor D. Joaquín FERNÁNDEZ PRIDA, Su Ministro de Estado, Senador del Reino, Caballero Gran Cruz de la Orden de Leopoldo II de Bélgica.

Quienes después de haber canjeado sus plenos poderes hallados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo I.

Las Altas Partes contratantes se obligan a someter a juicio arbitral todas las controversias de cualquier naturaleza que por cualquier causa surgieren entre ellas siempre que no puedan ser resueltas por negociación directa.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 24 janvier 1927.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXX, page 646.

³ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ The exchange of ratifications took place at Montevideo, January 24, 1927.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 410.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Artículo II.

No pueden renovarse en virtud de este Tratado las cuestiones que hayan sido objeto de arreglos definitivos entre ambas Altas Partes. En tal caso el arbitraje se limitará exclusivamente a las cuestiones que se susciten sobre validez, interpretación y cumplimiento de dichos arreglos.

Artículo III.

Para la decisión de las cuestiones que en cumplimiento de este Tratado se sometieren a arbitraje, las funciones de árbitro serán encomendadas con preferencia a un Jefe de Estado de una de las Repúblicas hispano-americanas o Presidente de una Corte o Tribunal superior de Justicia hispano-americano y en su defecto a un Tribunal formado por jueces y peritos uruguayos, españoles o hispano-americanos.

Artículo IV.

En cada caso particular, las Altas Partes contratantes firmarán un compromiso especial, que determine el árbitro nombrado, el alcance de los poderes de éste, la materia del litigio, los plazos, gastos y procedimientos que se fijaren.

Artículo V.

A no ser que se trate de un caso de denegación de justicia al artículo I de este Tratado, no será aplicable a las cuestiones que se suscitaren entre un ciudadano de una de las Altas Partes contratantes y el otro Estado, cuando los Jueces o Tribunales de este último Estado tengan, según su legislación, competencia para juzgar la referida cuestión. Sin embargo podrá ser motivo de arbitraje el determinar si se trata o no de un caso de denegación de justicia.

Artículo VI.

El presente Tratado permanecerá en vigor durante diez años, contados desde la fecha del canje de sus ratificaciones.

En caso de que, doce meses antes de cumplirse dicho término ninguna de las Altas Partes contratantes hubiese declarado su intención de hacer cesar los efectos del presente Tratado, continuará este siendo obligatorio hasta un año después de que una u otra de las Altas Partes signatarias lo hubiesen denunciado.

Artículo VII.

Este Tratado será ratificado por las Altas Partes contratantes, según sus respectivas leyes, y se canjearán las ratificaciones en Montevideo en el más breve plazo posible.

En testimonio de lo cual, los Plenipotenciarios arriba indicados firman el presente Tratado y lo sellan con sus respectivos sellos.

Hecho en dos ejemplares, en castellano, en Madrid a veintitrés de Marzo de mil novecientos veintidós.

(L. S.) B. FERNÁNDEZ Y MEDINA.

(L. S.) Joaquín FERNÁNDEZ PRIDA.

Es copia conforme :

Fermin Carlos de Yeregui,

Director de Secciones.

¹ TRADUCTION.

N^o 1493. — TRAITÉ D'ARBITRAGE GÉNÉRAL OBLIGATOIRE ENTRE L'ESPAGNE ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY. SIGNÉ A MADRID, LE 23 MARS 1922.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY et SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE, animés du désir de confirmer l'amitié cordiale et les sentiments réciproques de haute estime, existant entre les deux nations, par un acte qui soit également en rapport avec les progrès accomplis dans l'ordre juridique et l'esprit des relations internationales à l'époque actuelle, ont convenu de conclure un traité d'arbitrage plus large et plus complet que le traité actuellement en vigueur entre les deux pays depuis 1902, et compatible avec le Statut de la Cour permanente de justice internationale, instituée par la Société des Nations, statut dont ils sont également signataires, et ont désigné, à cet effet, comme plénipotentiaires, à savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Son Excellence Don Benjamín FERNÁNDEZ Y MEDINA, ministre plénipotentiaire auprès de la Cour d'Espagne, chevalier grand croix de l'Ordre royal d'Isabelle-la-Catholique ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

Son Excellence Don Joaquín FERNÁNDEZ PRIDA, ministre d'Etat, sénateur du royaume, chevalier grand croix de l'Ordre de Léopold II de Belgique ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1493. — GENERAL COMPULSORY ARBITRATION TREATY BETWEEN SPAIN AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT MADRID, MARCH 23, 1922.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY and HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN, desirous of strengthening the cordial amity and the high mutual consideration between the two nations by an act consonant both with the progress of law and with the spirit now prevailing in international relations, have resolved to conclude a Treaty of Arbitration which shall be fuller and more comprehensive than that in force between them since 1902, and which shall be compatible with the Statute of the Permanent Court of International Justice established by the League of Nations, whereof they are also signatories.

For this purpose HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY has appointed :

His Excellency M. Benjamín FERNÁNDEZ Y MEDINA, Minister Plenipotentiary of the Republic at the Court of Madrid, Knight Grand Cross of the Order of Isabella the Catholic, and

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN has appointed :

His Excellency M. Joaquín FERNÁNDEZ PRIDA, His Minister of State, Senator of the Kingdom, Knight Grand Cross of the Order of Leopold II of Belgium,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article premier

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre à un jugement arbitral tous les différends, de quelque nature qu'ils soient, qui surgiraient entre eux, pour une raison quelconque, et qui n'auraient pu être réglés par voie de négociations directes.

Article I.

The High Contracting Parties undertake to submit to arbitration all disputes of whatever nature which may arise between them from whatever cause, if such disputes cannot be settled by direct negotiation.

Article II.

Les questions qui ont déjà fait l'objet d'arrangements définitifs entre les deux Parties ne peuvent être rouvertes en vertu du présent traité.

Dans ce cas, l'arbitrage se limitera exclusivement aux différends qui pourraient surgir quant à la validité, l'interprétation et l'exécution desdits arrangements.

Article II.

Questions which have been dealt with by definitive agreements between the two High Contracting Parties may not be reopened in virtue of the present Treaty. In such cases, arbitration shall only be applied to questions which may arise as to the validity, interpretation or execution of the said agreements.

Article III.

Pour décider des questions soumises à l'arbitrage en exécution du présent traité, les fonctions d'arbitre seront confiées de préférence à un chef d'Etat de l'une des Républiques hispano-américaines ou au président d'une cour ou d'un tribunal supérieur de justice hispano-américain et, à leur défaut, à un tribunal formé par des juges et des experts uruguayens, espagnols ou hispano-américains.

Article III.

For the settlement of questions to be submitted to arbitration under this Treaty, the duties of arbitrator shall be entrusted preferably to the Head of the State of one of the Spanish-American Republics or to the President of a Spanish-American Supreme Tribunal or Court of Law, or, failing either of the above, to a tribunal composed of Uruguayan, Spanish, or Spanish-American judges and experts.

Article IV.

Dans chaque cas particulier, les Hautes Parties contractantes signeront un compromis spécial, qui déterminera l'arbitre nommé, ainsi que l'étendue de ses pouvoirs, la matière du litige, les délais, les frais et la procédure à prévoir.

Article IV.

In each individual case the High Contracting Parties shall sign a special agreement stating the name of the arbitrator selected, the extent of his powers, the subject of the dispute, and the time-limits, costs, and procedure to be fixed.

Article V.

Sauf dans le cas d'un déni de justice, l'article I du présent traité ne sera pas applicable aux différends qui pourraient surgir entre un ressortissant de l'une des Hautes Parties con-

Article V.

Article I of this Treaty shall not apply to questions, except cases of denial of justice, which may arise between a national of one of the High Contracting Parties and the other

tractantes et l'autre Etat, lorsque les juges ou tribunaux de ce dernier seront, aux termes des lois de cet Etat, compétents pour connaître du différend en question. Cependant, le point de savoir s'il s'agit ou non d'un cas de déni de justice pourra être soumis à l'arbitrage.

State, when the judges or courts of law of the latter are competent under its legislation to deal with the question at issue. Nevertheless, the question whether a case of denial of justice has occurred may be made the subject of arbitration.

Article VI.

Le présent traité demeurera en vigueur pendant une période de dix ans, à partir de la date de l'échange des ratifications.

Si, douze mois avant l'expiration de ce délai, aucune des Hautes Parties contractantes n'a signifié son intention de mettre fin au présent traité, il demeurera en vigueur pendant un an, à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

Article VI.

The present Treaty shall remain in force for ten years from the date of the exchange of ratifications.

If, twelve months before the end of this period, neither of the High Contracting Parties has announced its intention of ceasing to observe the present Treaty, the latter shall remain binding until one year after its denunciation by either of the High Contracting Parties.

Article VII.

Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes, selon leur législation respective, et les instruments de ratification seront échangés à Montevideo dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus mentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en espagnol, à Madrid, le vingt-trois mars mil neuf cent vingt-deux.

Article VII.

The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective laws, and the ratifications shall be exchanged at Montevideo as soon as possible.

In witness whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, in Spanish, at Madrid, on March the twenty-third, One thousand nine hundred and twenty-two.

(L. S.) B. FERNÁNDEZ Y MEDINA.

(L. S.) Joaquín FERNÁNDEZ PRIDA.

N° 1494.

SUÈDE ET URUGUAY

Convention pour le règlement pacifique des différends internationaux, signée à Montevideo, le 24 février 1923, et échange de notes y relatif, de la même date.

SWEDEN AND URUGUAY

Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, signed at Montevideo, February 24, 1923, and Exchange of Notes relating thereto of the same Date.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

No. 1494. — CONVENCION¹ PARA EL ARREGLO PACIFICO DE LOS CONFLICTOS INTERNACIONALES ENTRE LA REPUBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY Y SUECIA, FIRMADO EN MONTEVIDEO, EL 24 DE FEBRERO DE 1923.

Textes officiels espagnol et français communiqués par les ministres des Affaires étrangères de l'Uruguay et de la Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 juin 1927.

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY y SU MAJESTAD EL REY DE SUECIA, deseando afianzar las relaciones amistosas que unen a sus dos Países y servir a la causa de la paz general, han decidido ajustar una convención con estos fines y han nombrado en consecuencia, los Plenipotenciarios aquí designados, a saber :

SU EXCELENCIA EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA ORIENTAL DEL URUGUAY :

al Doctor Juan Antonio BUERO, Su Ministro Secretario de Estado de Relaciones Exteriores ;
y

SU MAJESTAD EL REY DE SUECIA :

al Señor Carl F. HULTGREN, Su Enviado Extraordinario y Ministro Plenipotenciario ante Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay, Comendador de primera clase de Su Orden de la Estrella Polar, Comendador de segunda clase de Su Orden de Wasa :

Quienes, después de haberse comunicado sus Plenos Poderes, hallados en buena y debida forma, han convenido en los artículos siguientes :

Artículo 1º

Todo conflicto, de cualquier naturaleza que sea, que pudiera surgir entre el Gobierno de la República Oriental del Uruguay y el Gobierno de Su Majestad el Rey de Suecia y que no haya podido ser arreglado por las vías diplomáticas o que no haya sido remitido, sea a la decisión judicial de la Corte Permanente de justicia internacional², sea al procedimiento del arbitraje, será sometido a una Comisión de investigación y de conciliación, constituida de la manera prevista por el artículo 3º. Sin embargo, si el conflicto presenta un carácter de agudeza que lo hace susceptible de acarrear una ruptura, será aplicable el artículo 15 del Pacto de la Sociedad de las Naciones.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Montevideo, le 24 février 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

N^o 1494. — CONVENTION¹ ENTRE LA SUÈDE ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY POUR LE RÈGLEMENT PACIFIQUE DES DIFFÉRENDS INTERNATIONAUX. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 24 FÉVRIER 1923.

Spanish and French official texts communicated by the Ministers for Foreign Affairs of Uruguay and Sweden. The registration of this Convention took place June 28, 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, désirant affermir les relations amicales qui unissent leurs deux pays et servir la cause de la paix générale, ont décidé de conclure une convention à ces fins et ont nommé, en conséquence, les plénipotentiaires ci-après désignés, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Monsieur Carl F. HULTGREN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Son Excellence le Président de la République orientale de l'Uruguay, commandeur de première classe de Son Ordre de l'Étoile polaire, commandeur de deuxième classe de Son Ordre de Wasa ; et

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Monsieur Juan Antonio BUERO, son ministre secrétaire d'Etat des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il soit, qui pourra s'élever entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay et qui n'aura pu être réglé par les voies diplomatiques ou n'aura pas été renvoyé, soit à la décision judiciaire de la Cour permanente de Justice internationale², soit à la procédure de l'arbitrage, sera soumis à une Commission d'enquête et de conciliation constituée de la manière prévue à l'article 3.

Toutefois, si le différend présente un caractère d'acuité qui le rende susceptible d'entraîner une rupture, l'article 15 du Pacte de la Société des Nations restera applicable.

¹ The exchange of ratifications took place at Montevideo, February 24, 1927.

² Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Artículo 2º

En el caso de que las Altas Partes Contratantes convinieran en llevar su conflicto ante un tribunal de arbitraje, firmarán un compromiso especial que determine la composición del tribunal, la extensión de sus poderes, el objeto del litigio, los plazos, el modo de repartición de los gastos y el procedimiento.

Artículo 3º

La Comisión de conciliación prevista por el artículo 1º estará compuesta de la manera siguiente : Cada Estado designará dos miembros uno de su propia nacionalidad y el otro que pertenezca a un tercer Estado. Las dos Partes designarán juntas al Presidente de la Comisión entre los ciudadanos de un tercer Estado. Subsidiariamente serán aplicadas aquellas disposiciones del artículo 45 de la Convención¹ de La Haya de 1907, para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales, que rigen el caso en que no hubiera podido llegarse a un acuerdo, sea entre las Partes, sea entre los árbitros designados por ellas, sobre la elección de un tercer árbitro.

La Comisión será constituida dentro de los seis meses a contar del canje de las ratificaciones de la presente Convención.

Artículo 4º

Los miembros de la Comisión son nombrados por tres años. Salvo convención contraria entre los dos Gobiernos, son inamovibles mientras dure su mandato. En caso de fallecimiento o de retiro de un miembro se deberá proveer a su reemplazo, para el resto de la duración de su mandato, dentro de los dos meses siguientes, y en todo caso, en cuanto un conflicto haya sido sometido a la Comisión.

Artículo 5º

Si a la expiración del mandato de un miembro de la Comisión no se provee a su reemplazo, se reputará su mandato renovado por un período de tres años.

Un miembro cuyo mandato expira en el curso del procedimiento relativo a un litigio permanecerá en funciones, aunque su reemplazante haya sido designado, hasta la terminación del procedimiento.

A pedido de una de las Altas Partes Contratantes, las funciones del Presidente de la Comisión terminarán al expirar su mandato pero no en el curso de un procedimiento.

Artículo 6º

Los conflictos que son de la competencia de la Comisión de conciliación serán sometidos a su examen por la notificación que será hecha por una de las Partes Contratantes al Presidente de la Comisión y a la Parte adversa. Esta notificación será puesta en conocimiento del Secretario general de la Sociedad de las Naciones. El Presidente deberá convocar a la Comisión dentro del más breve plazo posible.

Artículo 7º

La Comisión se reúne en el asiento de la Sociedad de las Naciones, a menos que las Partes le hayan asignado para un caso particular, otro lugar de reunión. Ella podrá si lo juzgara necesario, reunirse en otra parte.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

Dans le cas où les Hautes Parties contractantes conviendront de porter leur différend devant un tribunal d'arbitrage, elles signeront un compromis spécial déterminant la composition du tribunal, l'étendue de ses pouvoirs, l'objet du litige, les délais, le mode de répartition des frais et la procédure.

Article 3.

La Commission de conciliation prévue à l'article premier est composée de la manière suivante : Chaque Etat désignera deux membres l'un parmi ses propres nationaux, l'autre parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Les deux Parties désignent ensemble le président de la commission parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Subsidiairement, il sera fait application de celles des dispositions de l'article 45 de la Convention¹ de La Haye de 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, qui régissent le cas où l'accord n'a pu se faire, soit entre les Parties, soit entre les arbitres désignés par elles, sur le choix d'un surarbitre.

La commission sera constituée dans les six mois à dater de l'échange des ratifications de la présente convention.

Article 4.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans. Sauf convention contraire des deux gouvernements, ils sont inamovibles pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite d'un membre, il doit être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat dans les deux mois qui suivront et, en tout cas, dès qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 5.

Si à l'expiration du mandat d'un membre de la commission, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour une période de trois ans.

Un membre dont le mandat expire au cours de la procédure relative à un litige, restera en fonctions, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné, jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Sur la demande de l'une des Hautes Parties contractantes, les fonctions du président de la commission prendront fin à l'expiration de son mandat, non pas toutefois au cours d'une procédure.

Article 6.

Les différends qui relèvent de la compétence de la commission de conciliation seront déférés à son examen par la notification qui en sera faite par l'une des Parties contractantes au président de la commission et à la Partie adverse. Cette notification sera portée à la connaissance du Secrétaire général de la Société des Nations. Le président devra dans le plus bref délai possible convoquer la commission.

Article 7.

La commission se réunit au siège de la Société des Nations, à moins que les Parties ne lui aient assigné, pour un cas particulier, un autre lieu de réunion. Elle pourra, si elle le juge nécessaire, se réunir dans un autre endroit.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Artículo 8º

Las Altas Partes Contratantes se comprometen a suministrar a la Comisión toda información útil a los fines de la investigación y de la elaboración del informe, y a facilitarle en todo sentido, el cumplimiento de su tarea.

La Comisión podrá pedir al Secretario general de la Sociedad de las Naciones que le preste asistencia en sus trabajos.

Artículo 9º

Bajo reserva del derecho de las Partes y de la Comisión misma de prolongar ese plazo, la Comisión deberá haber terminado sus trabajos en un plazo de seis meses a contar del día de su primera sesión.

Artículo 10º

Las Partes tienen el derecho de hacerse representar ante la Comisión por agentes.

Las sesiones de la Comisión no son públicas sino en virtud de una decisión de la Comisión, tomada en cada caso particular con el asentimiento de las Partes.

Artículo 11º

El procedimiento ante la Comisión es contradictorio.

Las disposiciones contenidas en el Título III de la Convención de La Haya de 1907, para el arreglo pacífico de los conflictos internacionales, serán aplicadas en lo que concierne a la audición de testigos, al procedimiento por peritos, a las comisiones rogatorias y al traslado a los sitios.

La Comisión regulará los detalles del procedimiento no previstos más arriba, y procederá a todas las formalidades que sean inherentes a la producción de las pruebas.

Artículo 12º

Las decisiones se tomarán por mayoría de los miembros de la Comisión, siendo el voto del Presidente preponderante en caso de empate.

Artículo 13º

La Comisión hará un informe sobre cada conflicto que le haya sido sometido. El informe comprenderá, si hubiere lugar a ello, un proyecto de arreglo del conflicto. El parecer motivado de los miembros en minoría será consignado en el informe.

El Presidente de la Comisión pondrá inmediatamente el informe en conocimiento de las Partes y del Secretario general de la Sociedad de las Naciones.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à fournir à la commission toutes informations utiles en vue de l'enquête et de l'élaboration du rapport, et à lui faciliter à tous égards l'accomplissement de sa tâche.

La commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 9.

Sous réserve du droit des Parties et de la commission elle-même de prolonger ce délai, la commission devra avoir achevé ses travaux dans un délai de six mois à dater du jour de sa première séance.

Article 10.

Les Parties ont le droit de se faire représenter auprès de la commission par des agents.

Les séances de la commission ne sont publiques qu'en vertu d'une décision de la commission, prise, dans chaque cas particulier, avec l'assentiment des Parties.

Article 11.

La procédure devant la commission est contradictoire.

Les dispositions contenues dans le titre III de la Convention de La Haye de 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront appliquées en ce qui concerne l'audition des témoins, la procédure par experts, les commissions rogatoires et le transport sur les lieux.

La commission réglera les détails de la procédure non prévus ci-dessus et procédera à toutes les formalités que comporte l'administration des preuves.

Article 12.

Les décisions sont prises à la majorité des membres de la commission, la voix du président étant prépondérante en cas de partage.

Article 13.

La commission fera un rapport sur chaque différend qui lui aura été soumis. Le rapport comportera, s'il y a lieu, un projet de règlement du différend. L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Le président de la commission porte immédiatement le rapport à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Artículo 14º

Antes del arreglo de un conflicto, el informe de la Comisión no podrá ser publicado por una de las Partes, sino cuando la Parte adversa dé su asentimiento para ello.
La Comisión podrá, por unanimidad de votos, ordenar la publicación inmediata de su informe.

Artículo 15º

Las Altas Partes Contratantes conservan plena libertad de acción en lo tocante al conflicto sometido a la Comisión, cuando su informe ha sido presentado bajo reserva, sin embargo, de las disposiciones del Pacto de la Sociedad de las Naciones.

Artículo 16º

Cada una de las Partes indemnizará a los miembros de la Comisión nombrados por ella y suministrará la mitad de la indemnización del Presidente.

Cada Parte soportará los gastos de procedimiento en que hubiere incurrido y la mitad de los que la Comisión declare comunes.

Artículo 17º

La presente Convención será ratificada y las ratificaciones serán canjeadas en Montevideo, en cuanto pueda hacerse. Entrará en vigor inmediatamente después del canje de las ratificaciones. Tendrá una duración de cinco años a contar del canje de las ratificaciones. Si no hubiera sido denunciada, por lo menos seis meses antes de la expiración de ese plazo, quedará vigente durante un nuevo período de cinco años y será así sucesivamente considerada como renovada cada vez por cinco años, salvo denuncia, hecha por lo menos seis meses antes de la expiración del precedente período de cinco años.

En fé de lo cual los plenipotenciarios respectivos la han firmado y le han puesto sus sellos.

Hecho en Montevideo, en doble ejemplar, el veinticuatro de Febrero de mil novecientos veititrés.

(L. S.) (*firmado*) Juan Antonio BUERO.

(L. S.) (*firmado*) Carl F. HULTGREN.

Fermín Carlos de Yeregui,

Es copia conforme :

Director de Secciones.

Article 14.

Avant le règlement d'un différend, le rapport de la commission ne pourra être publié par l'une des Parties que si la Partie adverse y donne son assentiment.

La commission pourra, à l'unanimité des voix, ordonner la publication immédiate de son rapport.

Article 15.

Les Hautes Parties contractantes gardent pleine liberté d'action en ce qui concerne le différend soumis à la commission une fois que son rapport a été présenté, sous réserve, toutefois, des dispositions du Pacte de la Société des Nations.

Article 16.

Chacune des Parties indemniserà les membres de la commission nommés par elle et fournira la moitié de l'indemnité du Président.

Chaque Partie supportera les frais de la procédure encourus par elle et la moitié de ceux que la commission déclarera communs.

Article 17.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Montevideo aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications. Elle aura une durée de cinq années à dater de l'échange des ratifications. Si elle n'a pas été dénoncée six mois au moins avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans sauf dénonciation six mois au moins avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Montevideo, en double exemplaire, le vingt-quatre février mil neuf cent vingt-trois.

(L. S.) (Signé) Carl F. HULTGREN.

(L. S.) (Signé) J. A. BUERO.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 17 octobre 1927.

Le Chef des Archives :
Carl Sandgren.

I.

MONTEVIDEO, le 24 février 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion de la signature de la convention conclue entre la Suède et l'Uruguay concernant le renvoi des différends à une commission d'enquête et de conciliation, j'ai l'honneur de déclarer officiellement par la présente que le Gouvernement suédois est d'accord avec celui de la République orientale de l'Uruguay que ladite convention ne devant, aux termes de son article premier, être applicable aux différends d'ordre juridique que dans les cas où les Hautes Parties contractantes en conviendront spécialement, elle ne sera pas davantage applicable aux différends qui viendraient à surgir entre un particulier ou une compagnie ressortissant à l'une des Parties contractantes et le gouvernement de l'autre Partie, et qui conformément aux lois en vigueur dans chaque Etat, seraient soumis aux tribunaux ordinaires.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Carl F. HULTGREN.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE RELACIONES EXTERIORES.

SECCIÓN DE ASUNTOS DIPLOMÁTICOS.

312/915 (720).

(Signé) MONTEVIDEO, Febrero 24 de 1923.

SEÑOR MINISTRO :

Tengo el honor de acusar recibo de la nota de Vuestra Excelencia de Fecha 24 de Febrero del corriente año en la que Vuestra Excelencia refiriéndose a la firma del tratado convenido entre el Uruguay y Suecia sobre sometimiento de los litigios a una Comisión de encuesta y conciliación, declara oficialmente que el Gobierno Sueco está de acuerdo con el de la República Oriental del Uruguay en que dicha Convención no debiendo, de acuerdo con los términos de su artículo primero, ser aplicable a los conflictos de orden jurídico más que cuando las Altas Partes contratantes convinieran en ello especialmente, ella no será aplicable tampoco a los conflictos que vinieran a surgir entre un particular o una compañía de la nacionalidad de una de las Partes contratantes y el Gobierno de la otra Parte, y que de conformidad con las leyes vigentes en cada Estado fueran sometidos a los tribunales ordinarios.

En respuesta, me es grato expresar a Vuestra Excelencia que este Gobierno acepta la interpretación aclaratoria del artículo V en los términos que Vuestra Excelencia emplea, a saber que cuando las diferencias surgiesen entre un particular o una compañía de una de las Partes contratantes y el Gobierno de la otra y cuando conformemente a las leyes de esta última el asunto fuese del resorte de sus tribunales, no será aplicable la disposición del artículo 1º.

Esta excepción, concordante en espíritu con cláusula análoga incluida en los tratados de arbitraje suscritos por el Uruguay, tiene por objeto salvaguardar la jurisdicción local, por cuanto todos los residentes en el Uruguay sea cual fuere su nacionalidad están sometidos a la ley y al Tribunal Nacionales.

Reitero a Vuestra Excelencia las seguridades de mi alta consideración.

A Su Excelencia el señor
Carl Hultgren, Enviado Extraordinario
y Ministro Plenipotenciario de Suecia.

(firmado) Juan Antonio BUERO.

Es copia conforme :
Fermín Carlos de Yeregui,
Director de Secciones.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Section diplomatique.

312/915 (720).

MONTEVIDEO, 24 février 1923.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 24 février, par laquelle, vous référant à la signature de la Convention conclue entre l'Uruguay et la Suède en vue de soumettre leurs différends à une commission d'enquête et de conciliation, vous déclarez officiellement que le Gouvernement suédois est d'accord avec le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay pour considérer que ladite convention, ne devant, aux termes de l'article premier, être applicable aux différends juridiques que dans les cas où les Hautes Parties contractantes en ont convenu spécialement, elle ne sera pas davantage applicable aux différends qui viendraient à s'élever entre un particulier ou une compagnie de la nationalité de l'une des Parties contractantes et le gouvernement de l'autre Partie, et qui, conformément aux lois en vigueur dans chaque Etat, seraient soumis aux tribunaux ordinaires.

En réponse à votre communication, je suis heureux de vous faire connaître que le Gouvernement uruguayen accepte l'interprétation donnée de l'article 5 dans les termes employés par vous, à savoir que dans le cas où des différends viendraient à s'élever entre un particulier ou une compagnie de l'une des Parties contractantes et le Gouvernement de l'autre Partie, et que, conformément aux lois de cette dernière, la question serait du ressort de ses tribunaux, la disposition de l'article premier ne serait pas applicable.

Cette exception, conforme à l'esprit d'une clause analogue figurant dans les conventions d'arbitrage conclues par l'Uruguay, a pour objet de sauvegarder la juridiction locale, étant donné que toutes les personnes domiciliées dans l'Uruguay, quelle que soit leur nationalité, sont sujettes à la loi nationale et ressortissent aux tribunaux nationaux.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Juan Antonio BUERO.

A Son Excellence M. Carl Hultgren,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire de Suède.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1494. — CONVENTION BETWEEN SWEDEN AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES. SIGNED AT MONTEVIDEO, FEBRUARY 24, 1923.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of strengthening the ties of friendship which unite the two countries and of furthering the cause of universal peace, have decided to conclude a Convention for this purpose and have accordingly appointed the Plenipotentiaries named hereunder, that is to say :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Dr. Juan Antonio BUERO, His Secretary of State for Foreign Affairs :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

M. Carl F. HULTGREN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Excellency the President of the Republic of Uruguay, Knight Commander of His Order of the Polar Star, first class, Knight Commander of His Order of Vasa, second class ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Any dispute whatsoever which may arise between the Government of the Republic of Uruguay and the Government of His Majesty the King of Sweden and which it may not have been possible to settle by diplomacy or which may not have been referred either to the Permanent Court of International Justice for judicial settlement or to arbitration, shall be submitted to a Commission of investigation and conciliation, constituted in the manner specified in Article 3. If, however, the dispute is of so acute a nature as to involve the danger of a rupture, Article 15 of the Covenant of the League of Nations shall be applicable.

Article 2.

Should the High Contracting Parties agree to refer the dispute to an arbitral tribunal, they shall sign a special agreement determining the composition of such tribunal, the extent of its powers, the subject of the dispute, the time-limits allowed, the allocation of costs, and the procedure to be followed.

Article 3.

The Conciliation Commission referred to in Article 1 shall be formed in the following manner : Each State shall appoint two members, one from among its own nationals and the other from among

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

the nationals of a third State. The two Parties shall jointly appoint the President of the Commission from among the nationals of a third State. The provisions of Article 45 of the Hague Convention of 1907 for the Pacific Settlement of International Disputes, which provide for the case where neither the Parties nor the arbitrators appointed by them have found it possible to reach an agreement regarding the choice of a third arbitrator, shall be applied if necessary.

The Commission shall be set up within six months after the ratifications of the present Convention have been exchanged.

Article 4.

The members of the Commission shall be appointed for three years. They shall be irremovable during their term of office unless the two Governments agree otherwise. In the event of the death or resignation of a member, the vacancy must be filled for the remainder of his term of office within the next two months, and in any case this must be done as soon as a dispute is referred to the Commission.

Article 5.

If, on the expiry of his term of office, a member of the Commission has not been replaced, his term of office shall be deemed to be renewed for three years.

A member whose term of office expires in the course of proceedings relating to a dispute shall remain in office, even if his successor has been appointed, until the close of the proceedings.

On the request of one of the High Contracting Parties, the President of the Commission shall cease to hold office on the expiry of his appointed term, but not in the course of any proceedings.

Article 6.

Disputes which come within the competence of the Conciliation Commission shall be referred to it for examination by notification given by one of the Contracting Parties to the President of the Commission and to the other Party. The Secretary-General of the League of Nations shall be informed of this notification. The President shall convene the Commission at the earliest possible date.

Article 7.

The Commission shall meet at the seat of the League of Nations unless the Parties, for a particular case, decide upon some other meeting-place. It may, if it thinks fit, meet elsewhere.

Article 8.

The High Contracting Parties undertake to furnish the Commission with all information which may be of use in the enquiry and the drawing up of its report, and in all respects to facilitate its task.

The Commission may apply to the Secretary-General of the League of Nations for assistance in its work.

Article 9.

The Commission shall complete its labours within six months from the day of its first meeting, unless the Parties and the Commission itself agree to an extension of this period.

Article 10.

The Parties shall be entitled to appoint agents to act as their representatives before the Commission.

The Commission's meetings shall not be public unless the Commission so decides and the Parties agree in each case.

Article 11.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention of 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, shall be applied as regards the hearing of witnesses, expert enquiries, *commissions rogatoires*, and investigations on the spot.

The Commission shall settle all details of procedure not provided for above, and shall observe all the formalities necessary for the production of evidence.

Article 12.

The Commission shall take its decisions by a majority vote of its members, the President having a casting vote.

Article 13.

The Commission shall prepare a report on each dispute submitted to it. The report shall, if necessary, include a proposal for the settlement of the dispute. The reasoned opinion of the members who form the minority shall be recorded in the report.

The President of the Commission shall immediately communicate the report to the Parties and to the Secretary-General of the League of Nations.

Article 14.

Until the settlement of a dispute, the Commission's report may not be published by one of the Parties without the consent of the other Party.

The Commission may, by a unanimous vote, order the immediate publication of its report.

Article 15.

The High Contracting Parties reserve full liberty of action with respect to the dispute submitted to the Commission once its report has been submitted, subject, nevertheless, to the provisions of the Covenant of the League of Nations.

Article 16.

Each Party shall pay an allowance to the members of the Commission whom it has appointed, and shall provide half the President's allowance.

Each Party shall bear its own costs and half of those which the Commission may declare to be joint costs.

Article 17.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Montevideo as soon as possible. It shall come into force immediately after the exchange of ratifications, and

shall remain in force for five years from that date. Unless denounced at least six months before the expiry of this period, it shall remain in force for a further period of five years and shall thereafter be deemed to be renewed for successive periods of five years unless denounced at least six months before the expiry of the preceding period of five years.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Montevideo, February the twenty-fourth, One thousand nine hundred and twenty-three.

(L. S.) (Signed) Juan Antonio BUERO.

(L. S.) (Signed) Carl F. HULTGREN.

I.

SWEDISH LEGATION.

MONTVIDEO, *February 24, 1923.*

YOUR EXCELLENCY,

On the occasion of the signing of the Convention between Sweden and Uruguay relating to the submission of disputes to a Commission of Investigation and Conciliation, I have the honour hereby to state officially that the Swedish Government agrees with the Government of the Republic of Uruguay that inasmuch as the said Convention is not, under the terms of its first Article, to be applicable to disputes of a judicial nature unless the High Contracting Parties specially agree thereto, it shall likewise not be applicable to disputes which may arise between an individual or a company having the nationality of one of the Contracting Parties and the Government of the other Party and that, in conformity with the laws in force in each State, such disputes shall be referred to the ordinary courts.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Carl HULTGREN.

His Excellency,

M. Buero,

Minister for Foreign Affairs, etc. etc.

II.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS.

Diplomatic Section,

312/915 (720)

MONTVIDEO, *February 24, 1923.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your letter dated February 24, 1923, in which referring to the signing of the Convention between Uruguay and Sweden relating to the submission of disputes to a Commission of Investigation and Conciliation, you declare officially that the Swedish Government agrees with the Government of the Republic of Uruguay that inasmuch as the said Convention is not, under the terms of its first Article, to be applicable to disputes of a judicial nature unless the High Contracting Parties specially agree thereto, it shall likewise not be applicable to disputes which may arise between an individual or a company having the nationality of one of

the Contracting Parties and the Government of the other Party, and that, in conformity with the laws in force in each State, such disputes shall be referred to the ordinary courts.

In reply, I have pleasure in informing you that my Government accepts your explanation of Article 5, namely that when any differences arise between an individual or company having the nationality of one of the Contracting Parties and the Government of the other Party, and when in conformity with the laws of the latter Party, the matter falls within the jurisdiction of its Courts, the provisions of Article 1 shall not be applicable.

The object of this exception, which is conceived in the same spirit as a like clause included in arbitration treaties signed by Uruguay, is to safeguard local jurisdiction, inasmuch as all residents in Uruguay, whatever their nationality are subject to the national law and amenable to the jurisdiction of the national Court.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) Juan Antonio BUERO.

His Excellency M. Carl Hultgren,
Swedish Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary.

N° 1495.

**ESTONIE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, avec protocole additionnel. Signés à Tallinn, le 17 juillet 1926.

**ESTONIA
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters, with Additional Protocol. Signed at Tallinn, July 17, 1926.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

No. 1495. — VÄLJAANDMISE JA KRIMINAALASJUS KOHTULIKU ABIANDMISE KONVENTSIOON EESTI VABARIIGI JA TSHEHOSLOVAKKIA VABARIIGI VAHEL¹.

Textes officiels estonien et tchécoslovaque communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 juin 1927.

EESTI VABARIIGI VALITSUS ja TSHEHOSLOVAKKIA VABARIIGI PRESIDENT, soovides korraldada juriidilisi vahekordi mõlema Riigi vahel selles, mis puutub väljaandmisesse ja kurjategijate veosse kui ka kohtulikusse abiandmisesse kriminaalasjus, otsustasid sel otstarbel sõlmida konventsiooni ja nimetasid oma täisvolinikkudeks :

EESTI VABARIIGI VALITSUS :

Härra professor Ants PIIP'I, Välisministri ;

TSHEHOSLOVAKKIA VABARIIGI PRESIDENT :

Härra Emil SPIRA, osakonna juhataja Kohtuministeeriumis, ja
Härra Karel HALFAR'I, nõuniku Välisministeeriumis,

kes, pärast oma heas ja nõutud korras leitud volituste vahetamist, kokku leppisid järgmist eeskirjade kohta :

I PEATÜKK.

Artikkel 1.

VÄLJAANDMINE.

1. Lepinguosalised kohustuvad vastastikku sellekohase palve peale välja andma ühe Lepinguosalise territooriumil olevaid isikuid, keda jälgitakse või kes süüdi mõistetud teise Lepinguosalise harilikkuude kohtuasutuste poolt, kõigi süütegude eest, missuguste põhjal väljaandmine palutava Lepinguosalise seaduste järele on õigustatud :

- a) kui see süütegu mõlema Riigi seaduste järele — kuigi need oleksid maksvad ainult mõnesuguses nende territooriumi osas — võib karistusena kaasa tuua vabaduse kaotuse vähemalt ühe aasta ulatuses või raskema karistuse, või kui väljanõutavale isikule sama teo eest on mõistetud vabadustvõttev karistus üle kuue kuu või raskem karistus ;
- b) kui süütegu on kordasaadetud väljaspool palutava Riigi territooriumi ;
- c) kui jälgimine süüteo eest ei ole reserveeritud palutava Riigi seaduste järele tema enda kohtuvõimudele.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 23 juin 1927.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXTS

No. 1495. — ÚMLUVA MEZI REPUBLIKOU ESTONŠKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU O VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ A PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH TRESTNÍCH. PODEPSÁNO V TALLINU, DNE 17. ČERVENCE 1926.

Estonian and Czechoslovak official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place June 28, 1927.

VLÁDA REPUBLIKY ESTONSKÉ a PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ přejíce si upravití právní styky mezi oběma státy, pokud se týče vydávání a dopravy zločinců, jakož i právní pomoci ve věcech trestních, rozhodli se, že sjednají o tom úmluvu a jmenovali svými zmocněnci :

VLÁDA REPUBLIKY ESTONSKÉ :

pana profesora Antonína PIIPA, ministra zahraničních věcí,

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

pana JUDra. Emila SPIRU, odbojového přednostu ministerstva spravedlnosti, a
pana JUDra. Karla HALFARA, ministerského radu ministerstva zahraničních věcí,

kt ři vyměnivše si své plné moci a shledavše je v dobré a náležitě formě, shodli se na těchto ustanoveních :

HLAVA I.

Článek I.

VYDÁVÁNÍ ZLOČINCŮ.

1. Smluvní strany se zavazují, že si navzájem na požádání vydají osoby, jež se zdržují na území jedné z nich a jež jsou stíhány nebo byly odsouzeny řádnými soudními instancemi druhé strany pro každý trestný čin, pro který lze povolití vydání podle zákonů dožádané strany, a

a) pokud zákony obou států — byť i jen v některé části území — naň ukládají trest na svobodě v trvání nejméně jednoho roku nebo trest těžší, nebo byla-li osoba vyžadovaná odsouzena pro týž čin k trestu na svobodě delšímu šesti měsíců nebo k trestu těžšímu ;

b) byl-li čin trestný spáchán mimo území státu dožádaného ;

c) není-li jeho stíhání podle zákonů státu dožádaného vyhrazeno jeho vlastním soudním úřadům.

¹ The exchange of ratifications took place at Tallinn, June 23, 1927.

2. Samuti lubatakse väljaandmist ka tähendatud süütegude katse või neist osavõtmise eest, kui need on karistatavad mõlema Lepinguosalise seadusandluste järele.

Artikkel 2.

Lepinguosalised ei anna välja ise-oma kodanikke.

Artikkel 3.

SÜÜTEOD, MISSUGUSTE EEST VÄLJA EI ANTA.

Välja ei anta :

- a) poliitiliste kuritegude või üleastete või nendega seotud tegude eest. Kas süüteol on poliitiline iseloom, seda otsustab palutav Riik. Poliitiliseks süüteks ega sellega seotud teoks ei loeta atentaati kummagi Lepinguosalise Riigipea isiku vastu, kui see atentaat seisab surmamises (tapmises) või selle katses ehk sellest osavõtmises ;
- b) puhtsõjaväelise iseloomuga süütegude eest ;
- c) trüki- (presse) süütegude eest, sõna täpses mõttes ;
- d) süütegude eest tolli-, maksu- ja muude finantsseaduste vastu ;
- e) süütegude eest mis üles võetakse ainult kahjukannataja erakaebtusel ja mida võib lõpetada tema loobumisega kaebusest ;
- f) kui jälgimine või karistus on aegunud ühe Lepinguosalise kõigis territooriumi osades maksvate seaduste järele või selle Riigi seaduste järele, kus süütegu toime pandud, enne süüdistatava arreteerimist või tema väljakutsumist ülekuulamiseks, või kui ei ole võimalik teda jälgida või karistust täide viia muudel seaduslikkudel põhjustel ;
- g) kui väljanõutavat isikut jälgitakse palutavas Riigis sama süüteo eest, või kui samas asjas süüdistus tema vastu on lõpetatud või talle armu antud, ta süüdi või õigeks mõistetud, kui mitte selle Riigi seadusandlus ei luba asja uute asjaolude tõttu uuesti üles võtta.

Artikkel 4.

VÄLJAANDMISE PALVE.

1. Väljaandmise palve esitatakse diplomaatilisel teel. Talle lisatakse juure süüdistusakt, arreteerimise käsk, või mõni muu samaväärne kohtulik dokument või kohtuotsus väljanõutava isiku vastu. Need dokumendid märgivad lühidalt ära süükspandava teo ta kvalifikatsiooni ja nimetuse, ja talle lisatakse juure paluva Riigi kriminaalseaduse ametlikult kinnitatud tekst, mis käib selle süüteo kohta ning näitab sellega seotud karistust.

2. Kui on tegemist omandusõiguse vastu käivate tegudega, märgitakse ära tegelikult sünnitatud kahju summa, või vastaval korral kahju summa, mida kurjategija tahtnud tekitada.

3. Need täiendavad dokumendid lisatakse juure algkirjas või ära kirjas, mis legaliseeritud paluva Riigi kohtuasutuse või mõne muu tema asjaomase aine võimu poolt. Võimaluse piires lisatakse sinna juure väljanõutava isiku tundemärkide kirjeldus, tema päevapilt, või muud andmed, mis võivad abiks olla tema isiku kindlakstegemisel.

Artikkel 5.

TARVITATAV KEEL.

Eelmises artiklis nimetatud dokumendid redigeeritakse paluva Riigi ametlikus keeles, tema seadustes ettenähtud vormis, ja varustatakse ametliku pitsoriga. Neile lisatakse juure tõlked

2. Vydání bude rovněž povoleno pro pokus některého shora uvedeného trestného činu nebo pro účastenství, jsou-li trestny podle zákonodárství obou stran smluvních.

Článek 2.

Smluvní strany nevydají svých vlastních občanů státních.

Článek 3.

TRESTNÉ ČINY, PRO NĚŽ NEMŮŽE BÝTI VYDÁNÍ POVOLENO.

Vydání povoleno nebude :

a) pro trestné činy politické nebo činy s nimi související. Dožádaný stát jediné jest povolán rozhodovati o tom, zda trestný čin jest této povahy. Za trestný čin politický ani za čin související s takovým činem trestným nebude pokládán útok proti hlavě jednoho ze smluvních států, zakládá-li zločin vraždy (: zabít :) dokonané či nedokonané, pokusu nebo účastenství na takovém činu ;

b) pro trestné činy povahy čistě vojenské ;

c) pro činy, které jsou trestny výhradně podle zákonů o tisku ;

d) pro trestné činy proti zákonům celním, daňovým a jiným zákonům finančním ;

e) pro trestné činy, jichž stíhání je přípustno jen na soukromý návrh poškozené osoby a může býti zastaveno jejím vzdáním se ;

f) nastalo-li promlčení trestního stíhání nebo trestu podle zákonů platných ve všech částech území jedné ze smluvních stran, nebo podle zákonů státu, kde byl trestný čin spáchán, dříve než obviněný byl zatčen nebo obeslán k výslechu, nebo nelze-li jej stíhati nebo trest vykonati z jiných zákonných důvodů ;

g) je-li vyžadovaná osoba stíhána ve státě dožádaném pro týž trestný čin, nebo bylo-li tam trestní řízení proti ní zastaveno, nebo byl-li pro týž čin vynesena rozsudek odsuzující neb osvobozující, nebo byla-li jí dána milost, leč by zákony tohoto státu připouštěly obnovu trestního řízení vzhledem k novým okolnostem.

Článek 4.

ŽÁDOST ZA VYDÁNÍ.

1. Žádost za vydání jest podati v cestě diplomatické. Jest k ní připojiti buď spis obžalovací, zatykač nebo jinou soudní listinu jemu na roveň postavenou nebo odsuzující rozsudek vyneseny proti vyžadované osobě. V těchto listinách jest krátce uvésti čin, jeho kvalifikaci a připojiti k nim ověřený opis znění trestního zákona dožadujícího státu, jehož bude použiti na trestný čin, jakož i zákona uvádějícího sazbu trestu.

2. Jde-li o trestné činy proti majetku, jest uvésti i výši škody skutečně vzešlé nebo pachatelem zamýšlené.

3. Tyto doklady je připojiti buď v prvopise nebo v opise, ověřeném soudem, nebo kterýmkoliv jiným příslušným úřadem státu, jenž o vydání žádá. Podle možnosti bude připojen popis vyžadované osoby, její podobenka nebo jiné údaje, jež mohou přispěti ke zjištění totožnosti.

Článek 5.

KTERÉHO JAZYKA BUDE POUŽITO.

Listiny zmíněné v předchozím článku je sepsati v jazyku státním (: oficiálním :) strany dožadující ve formě předepsané zákony státu dožadujícího a opatřiti úřední pečeti. Jest jim přiložiti

palutava Riigi ametlikus keeles või prantsus keeles, mis valmistatud või õigeks tunnistatud paluva Riigi asjaomase ametivõimu, või vannutatud või ametliku tõlgi poolt, kes nad varustab oma allkirja ja oma pitsoriga.

Artikkel 6.

TÄIENDAV SELGITAMINE.

Kui kahtlus tekib, kas süütegu, mis jälgimise põhjuse moodustab, kuulub käesoleva konventsiooni eeskirjade alla, küsitakse paluvalt Riigilt selgitust, ja väljaandmine sünnib alles pärast seda, kui muretsetud selgitus kõrvaldab niisugused kahtlused.

Artikkel 7.

ABINÖÜD VÄLJAANDMISE KINDLUSTAMISEKS.

Niipea kui väljaandmise palve, millele juure lisatud artiklites 4. ja 5-das ettenähtud dokumendid, kätte jõuab, võtab palutav Riik tarvitusele kohased abinõud, et nõutud isiku kättesaamist kindlustada ja ära hoida tema põgenemist, välja arvatud juhtumine, mil väljaandmine juba ette näib mitte-vastuvõetav olevat.

Artikkel 8.

AJUTINE ARRETEERIMINE.

1. Tungivuse korral võib väljanõutavat isikut ajutiselt arreteerida, isegi enne kui väljaandmise palve esitatud, iga teatise põhjal, mis edasi antud posti-või telegraafiteel, tingimusel, et selles nimetataks arreteerimise käsk või kohtu otsus ning et selles ühtlasi ära tähendataks süütegu. Seda teatist võib paluva Riigi kohus või asjaomane ametivõim adresseerida otseteed palutava Riigi asjaomasele ametivõimule.

2. Kummagi Lepinguosalise asjaomased ametivõimud võivad, isegi ilma niisuguse teatiseta, iga isikut ajutiselt arreteerida, kes tema territooriumil leitud ja kelle isikukirjeldus teise Lepinguosalise ametivõimude poolt teatatud, või kes vastavatesse bülletäänidesse või registritesse politsei poolt tagaotsitavana sisse kantud.

3. Ametivõim, kes 1. ja 2. lõike kohaselt mõne isiku arreteerinud, teatab sellest viibimata sellele ametivõimule, kes arreteerimist palunud, või ametivõimule, kelle poolt seda isikut jälgitakse teadaande järele, mis avaldatud politsei-bülletäänides või registrites, ära märkides ühtlasi kinnipidamise koha.

4. Kui viieteistkümne päeva jooksul arvates kuupäevast, mil see teade välja saadetud vastavalt eelolevatele eeskirjadele, teine Lepinguosaline ei tee teatavaks, et väljaandmise palve arreteeritud isiku kohta esitatakse, võib teda vabastada.

Artikkel 9.

1. Kui kuue nädala jooksul, arvates päevast, mil eelmise artikli 3-das lõikes ettenähtud arreteerimise teade välja saadetud, väljaandmise palvet, millele juure lisatud artiklites 4. ja 5-das loetletud täiendavad dokumendid, ei ole saadud, võib isikut vabaks lasta.

2. Juhtumisel, kui artikkel 6-da kohaselt on nõutud täiendavat selgitust, võib arreteeritud isikut samuti vabastada, kui seda selgitust ei ole antud palutavale Riigile tema poolt kindlaksmääratud kohase tähtaja jooksul. Seda tähtaega võib pikendada motiveeritud palve peale, kuid tingimusel, et ajutise kinnipidamise kogu kestvus ei tõuse üle kahe kuu.

překlady do státního (: oficielního :) jazyka státu dožádaného nebo do jazyka francouzského, jež budou poríženy neb ověřeny bud' příslušným úřadem či tlumočnickem dožadujícího státu, at' přísežným ať úředním, který je opatří svým podpisem a svou pečeti.

Článek 6.

DODATEČNÁ OBJASNĚNÍ.

Vzejdou-li pochybnosti, zda trestný čin, jenž dal podnět k stíhání, spadá pod ustanovení této úmluvy, bude dožadující stát požádán o objasnění. Vydání bude povoleno jen tehdy, budou-li objasnění toho rázu, aby odstranila tyto pochyby.

Článek 7.

OPATŘENÍ, ABY VYDÁNÍ BYLO ZAJIŠTĚNO.

Jakmile dojde žádost za vydání s doklady uvedenými v člancích 4 a 5, zařídí stát dožadany vše, čeho je třeba, aby osoba vyžadovaná byla zajištěna a předešlo se jejímu útěku, leč by se předem jevílo vydání nepřipustným.

Článek 8.

PROZATIMNÍ ZATČENÍ.

1. V nutných případech může býti vyžadovaná osoba prozatímně zatčena již před podáním žádosti o její vydání na jakékoli oznámení zaslané poštou nebo telegraficky, je-li v něm odvoláno se na soudní zatykač nebo rozsudek a uveden-li současně trestný čin. Takové oznámení může býti zasláno soudem nebo jiným k tomu příslušným úřadem státu dožadujícího přímo příslušnému úřadu státu dožádaného.

2. Příslušné úřady obou smluvních stran mohou i bez takového oznámení prozatímně zatknouti každou osobu, jež byla vypátrána na jejich území a jest hlášena úřady druhé strany nebo stíhána v jejich příslušných policejních listech nebo rejstřících.

3. Úřad, který provedl zatčení osoby podle odstavce 1 a 2 tohoto článku, uvědomí o tom bez průtahů úřad, který o toto zatčení žádal nebo úřad, jímž tato osoba jest dle sdělení uveřejněného v policejních listech nebo rejstřících stíhána, a sdělí mu současně místo, kde osoba ta jest držena.

4. Nepodá-li druhá strana smluvní do patnácti dnů po té, co bylo oznámení podle hořejších ustanovení odesláno, zprávu, že bude žádáno za vydání zatčené osoby, může tato osoba býti propuštěna.

Článek 9.

1. Zatčená osoba může rovněž býti propuštěna, nedojde-li žádost o její vydání s doklady uvedenými v člancích 4 a 5 do šesti týdnů ode dne, kdy odeslána byla zpráva o jejím zatčení podle odstavce 3 předchozího článku.

2. Také bude možno propustiti zatčenou osobu, bylo-li žádáno za dodatečné objasnění podle článku 6 a nedojdou-li tato objasnění státu dožádaného v přiměřené lhůtě, kterou stát dožadany určil. Lhůta tato může býti k odůvodněné žádosti prodloužena, celková doba prozatímní vazby nesmí však býti delší dvou měsíců.

Artikkel 10.

VÄLJAANDMISE NÕUE MITME RIIGI POOLT.

1. Kui isikut, kelle väljaandmist palutakse ühe Lepinguosalise poolt, nõutakse samahästi ka ühe või mitme teise Riigi poolt, on palutaval Riigil õigus teda välja anda kas sellele Riigile, kelle kodakondsuses see isik seisab, või Riigile, kelle territooriumil süütegu korda saadatud.

2. Kui väljaandmist nõudjate Riikide hulgas ei leidu Riiki, kelle kodakondsusesse väljanõutav isik kuulub, võib palutav Riik viimasele Riigile teatada teistelt Riikidelt tulnud nõuetest, määrates talle viieteistkümnepäevalise tähtaja teatamiseks, kas ta kavatseb ka ise väljaandmist nõuda. Artikkel 9-da esimese lõike eeskirjad on maksivad ka tema väljaandmisepalve kohta. Muidu antakse väljanõutav isik välja Riigile, kelle territooriumil ta kõige raskema süüteo korda saatnud, ja kui on tegemist ühevääriliste süütegudega, siis sellele Riigile, kelle väljaandmise palve esimesena kätte jõudnud.

3. Need eeskirjad ei puuduta kohustusi, millega kumbki Lepinguosaline varemalt seotud teiste Riikide suhtes.

Artikkel 11.

VÄLJAANDMISE EDASILÜKKAMINE.

1. Kui väljanõutavat isikut jälgitakse või kui ta on süüdi mõistetud palutava Riigi territooriumil mõnesuguse muu süüteo eest, kui see, mille põhjeneb väljaandmise palve või kui teda seal kinni peetakse muudel põhjustel, võib tema väljaandmist edasi lükata, kuni jälgimise lõpetamiseni, või süüdimõistmise korral — kuni karistuse ärakandamiseni või kuni vabastamiseni karistusest, või jälle kuni ta kinnipidamine, mis tingitud teistest põhjustest, lõppenud.

2. Niisugune edasilükkamine ei takista väljaandmise küsimuse otsustamist ajaviitmata.

Artikkel 12.

VÄLJANÕUTAVA ISIKU AJUTINE ÜLEANDMINE.

Juhtumisel siiski kui artikkel 11-da esimeses lõikes tähendatud väljaandmise edasilükkamisel järelduseks võiks olla, paluva Riigi seaduste järele, aegumine või muud tõsised raskused jälgimises, võib nõutud isiku ajutist üleandmist lubada, kui seda erilised kaalutlused ei takista, ning tingimusel, et väljaantu saadetakse tagasi, niipea kui paluvas Riigis on lõpetatud kohtuliku uurimise toimingud, missugusteks seda isikut ajutiselt välja nõutud.

Artikkel 13.

VÄLJAANDMISE ÕIGUSE PIIRID.

1. Väljaantavat isikut ei või jälgida ega süüdi mõista Riigis, kellele ta välja antud, ega mõnele kolmandale Riigile üleanda teiste, enne tema väljaandmist kordasaadetud süütegude eest, kui see, mille eest ta väljaandmist lubatud.

2. Niisuguste, enne väljaandmist kordasaadetud süütegude eest võib väljaantud isikut jälgida, karistada või kolmandale Riigile üle anda ainult :

a) kui Riik, kes ta välja annud, selleks hiljem oma nõusoleku annab. Seda nõusolekuavaldust ei saa keelata, kui väljaandmine kõnesolevate süütegude eest on käesolevas

Článek 10.

DOŽÁDÁNÍ RŮZNÝCH STÁTŮ ZA VYDÁNÍ.

1. Žádá-li vedle smluvní strany ještě jiný nebo několik jiných států za vydání téže osoby, může ji dožádaný stát vydati buď státu, jehož je příslušníkem, nebo státu, na jehož území trestný čin byl spáchán.

2. Není-li mezi státy, které za vydání žádají, stát, jehož osoba ta je příslušníkem, může jej stát dožádaný zpravit o žádostech došlých od jiných států, při čemž mu určí lhůtu patnácti dnů, aby prohlásil, zda hodlá rovněž žádati o její vydání. Ustanovení článku 9, odstavce 1 bude rovněž použito o jeho žádosti za vydání. Jinak bude vyžadovaná osoba vydána státu, na jehož území se dopustila nejtěžšího trestného činu, a jde-li o činy stejně těžké, státu, jehož žádost za vydání došla nejdříve.

3. Závazky, jež některá ze smluvních stran na se vzala již dříve vůči jiným státům, zůstávají těmito ustanoveními nedotčeny.

Článek 11.

KDY BUDE VYDÁNÍ ODLOŽENO.

1. Je-li vyžadovaná osoba stíhána anebo byla-li odsouzena na území dožádaného státu pro jiný trestný čin než ten, který dal podnět k žádosti za vydání, nebo je-li tam z jiné příčiny ve vazbě, lze vydání odložit do doby, kdy bude řízení skončeno a v případě odsouzení trest odpykán nebo prominut, nebo vazba, v níž se nachází, z jiných důvodů skončena.

2. Tento odklad nebude závadou, aby nebylo ihned o vydání rozhodnuto.

Článek 12.

DOČASNÉ VYDÁNÍ VYŽÁDANÉ OSOBY.

Mohl-li by však odklad vydání uvedený v odstavci 1 článku 11 podle zákonů státu dožadujícího mít v zápětí buď promlčení nebo jiný vážný škodlivý účinek pro trestní řízení, lze povolit dočasné vydání vyžadované osoby, není-li proti tomu závažných námitek a pod podmínkou, že vydaný bude vrácen, jakmile budou ve státu dožadujícím skončeny úkony trestního řízení, pro něž osoba byla dočasně vyžádána.

Článek 13.

MEZE VYDÁNÍ.

1. Osobu vydanou nebude lze stíhati ani trestati ve státě, jemuž bylo vydání povoleno, nebo dále vydati jinému státu pro jiné trestné činy před vydáním spáchané než pro ten, pro který vydání bylo povoleno.

2. Pro jiné před vydáním spáchané trestné činy bude lze stíhati, trestati nebo dále vydati osobu vydanou toliko :

a) dá-li stát, který vydání povolil, k tomu dodatečně svolení. Tohoto svolení nelze odepřít, jestliže podle této úmluvy vztahuje se povinnost k vydání i na tyto trestné činy.

konventsioonis ette nähtud. Riik, kes kurjategija välja annud, võib nõudal, et niisugust nõusolekuavaldust küsitakse kujul, mis ette kirjutatud väljaandmise palvete kohta, artiklites 4. ja 5-das loetletud täiendavate dokumentide juurelisamisega ;

b) kui nimetatud isik, vaatamata selle peale, et tal selleks mingisuguseid takistusi ei olnud, ei lahkunud 48 tunni jooksul selle Riigi territooriumilt, kellele ta välja antud, pärast seda, kui ta üle seal on kohut mõistetud, ja, süüdimõistmise korral, pärast oma karistuse ärakandmist, või pärast seda, kui talle seal armu antud, või kui ta sinna hiljemini tagasi tulnud.

3. Riik, kellele vastavalt lõikele 2 a) antud nõusolekuavaldus väljaandmiseks, informeerib teist Riiki kohtuliku jälgimise lõputagajärjest saates talle õigekstunnustatud ärakirja otsusest.

Artikkel 14.

KURJATEGIJATE LÄBIVEDU.

1. Kui kurjategija väljaandmine leiab aset ühe lepinguosalise ja kolmanda Riigi vahel, siis annab teine Lepinguosaline palve peale luba selle isiku läbiveoks läbi oma territooriumi.

2. Eeskisjad väljaandmise lubaandmise kohta on samuti maksvad ka niisuguse läbiveo kohta.

3. Läbivedu teostatakse palutava Lepinguosalise ametnike poolt, tingimustel ja teel, mis tema poolt kindlaks määratakse.

4. Kui paluv riik ühe kuu jooksul arvates päevast, mil talle on teatatud, et väljaandmist on lubatud, ei esita tõendust nõusolekuavalduse kohta läbiveoks selle Riigi poolt, kelle territooriumi kaudu väljanõutava isiku läbivedu peab sündima, tühistub nõusolek väljaandmise kohta.

II PEATÜKK

Artikkel 15.

KOHTULIK ABIANDMINE KRIMINAALASJUS. ÜLDISED EESKIRJAD.

1. Kriminaalasjus annavad Lepinguosalsed teineteisele vastastikku kohtulikku abi. Nimelt toimetavad nad kätte kriminaalprotsessi dokumente isikutele, kes nende territooriumil asuvad, teostavad kohtuliku uurimise toimingud, nagu tunnistajate ja asjatundjate ülekuulamist, kohtulikku konstateerimist, läbiotsimisi ja asjade väljavõtmisi ning nad toimetavad teineteisele kätte kohtuakte ja asitõendusi.

2. Siiski ei toimetata kätte süüdimõistmise otsusi ega kohtukutseid süüdistatavatele, mis kummagi Lepinguosalise kohtu poolt tulevad teise Lepinguosalise kodanikkude kohta. Samuti ei või ühe Lepinguosalise kodanikku teise Lepinguosalise palvel süüdistatavana üle kuulata.

3. Kohtuliku abiandmise palve seatakse kokku paluva Riigi ametlikus keeles, varustatakse paluva ametivõimu pitsoriga ja saadetakse otse palutava Riigi Kohtuministeeriumile paluva Riigi Kohruministeeriumi poolt või sõjaväelise kriminaalprotsessi korral sõjaväekohtu kõrgema administratsiooni poolt. Artikkel 5-da eeskirjad tõlke kohta on maksvad samuti ka selle palve ja talle juurelisatud dokumentide kohta.

4. Kriminaalasjus kohtuliku abiandmise palvele antakse kõik järgides selle Riigi seadusi, kelle territooriumil peab sündima palutud protsessitoiming. Selle kohta käivaid protokolle ei tõlgita paluva Riigi ametlikku keele.

Stát, který pachatele vydal, může žádati, aby o toto svolení bylo žádáno ve formě předepsané pro žádosti za vydání s doklady uvedenými v člancích 4 a 5 ;

b) neopustila-li tato osoba území státu, jemuž byla vydána, přes to, že jí nic v tom nebránilo, do 48 hodin ode dne, kdy trestní řízení tam bylo skončeno, a v případě, že byla odsouzena, ode dne, kdy trest byl tam odpykán nebo prominut, nebo vrátila-li se tam později.

3. Stát, jemuž bylo dáno dodatečné svolení podle odstavce 2 *a)*, sdělí státu, který je dal, konečný výsledek trestního řízení a ověřený opis rozsudku.

Článek 14.

PRŮVOZ ZLOČINCŮ.

1. Jde-li o vydání pachatele mezi jednou ze smluvních stran a státem třetím, bude k žádosti povolen průvoz této osoby územím druhé strany smluvní.
2. Ustanovení o povolení k vydání vztahují se stejně na tento průvoz.
3. Průvoz bude proveden orgány strany dožadované způsobem a směrem, které tato určí.
4. Neprokáže-li stát žádavší o vydání ve lhůtě jednoho měsíce ode dne, kdy byl zpraven, že mu bylo povoleno, že stát, jehož územím jest osobu vyžádanou provézt, k průvozu svolil, pozbuďte povolení vydání platnosti.

HLAVA II.

Článek 15.

USTANOVENÍ VŠEOBECNÁ. PRÁVNÍ POMOC VE VĚCECH TRESTNÍCH.

1. Smluvní strany poskytnou si navzájem právní pomoc v trestních věcech. Zejména dají doručiti spisy týkající se řízení trestního osobám, které se nalézají na jejich území, budou prováděti úkony vyšetřovací, jako výslech svědků a znalců, soudní ohledání, prohlídku a zabavení věcí a předávati sobě spisy soudní a věci doličné.

2. Nebudou však doručovány odsuzující rozsudky, jakož i obsílky k výslechu osob jako obviněných, jež budou vydány soudy jedné smluvní strany proti příslušníkům druhé smluvní strany. Také nelze vyslechnouti příslušníka jedné smluvní strany jako obviněného na dožádání druhé strany.

3. Dožádání o právní pomoc, které jest sepsati v jazyku státním (: oficiálním :) dožadujícího státu a opatřiti pečeti dožadujícího úřadu, bude předáno ministerstvem spravedlnosti dožadujícího státu přímo ministerstvu spravedlnosti dožádaného státu, nebo jde-li o vojensko trestní řízení, nejvyšší vojenskou soudní správou. Ustanovení článku 5 o překladech vztahují se také na žádost a její přílohy.

4. Vyřízení dožádání za právní pomoc ve věcech trestních stane se podle zákonů státu, kde žádaný úkon trestního řízení má býti proveden. Dotyčné protokoly nebudou překládány do jazyka státního (: oficiálního :) státu dožadujícího.

Artikkel 16.

Kohtulikust abiandmisest kriminaalasjus võib keelduda juhtumisel, kui käesoleva konventsiooni eeskirjade järele ei saaks olema kohustust jälgitava isiku väljaandmist lubada.

Artikkel 17.

TEISE LEPINGUOSALISE TERRITOORIUMIL ASUVATE ISIKUTE KOHTUSSEKUTSUMINE JA ILMUMINE.

1. Kui kriminaalprotsessis, mis käimas ühe Lepinguosalise Riigi kohtutes, tunnistatakse tarvil kuks või soovitavaks tunnistaja või asjatundja ilmumist, kes asub teise Lepinguosalise territooriumil, ja kui niisugused kohtuasutused, neid kutsuvad kohtusse teise Riigi kohtuasute vahetalitusel, lasevad viimased nõutud isikutele kohtukutse kuulutada jättes neile vabaduse sinna ilmuda või mitte.

2. Tunnistaja või asjatundja kohtusseilmumise kulud kantakse paluva Riigi poolt. Kohtukutses tuleb äramärkida summa, mis lubatud tunnistajale või asjatundjale reisija elamiskulude katteks, kui ka avansi summa, mida palutav Riik võib talle välja maksta paluva Riigi arvel, niipea kui kohtusse kutsutud isik teatab, et ta nõus on kutse peale ilmuma.

3. Ühtegi tunnistajat või eksperti, vaatamata ta kodakondsuse peale, kes asub ühe Lepinguosalise territooriumil ja kes esimeses lõikes ettenähtud kohtukutse peale ilmub vabatahtlikult teise Lepinguosalise kohtutesse, ei võida seal jälgida või kinni pidada ei varemate süütegude või süüdimõistmise pärast ega osavõtmise ettekäändel neist tegudest, mis moodustavad selle protsessi asja, kus nad esinevad.

4. Need isikud kaotavad siiski selle soodustuse, kui nad oma vabal tahtmisel ei lahku paluva Riigi territooriumilt kolme päeva jooksul arvates silmapilgust, mil nende juuresolek kohtutes enam tarvilik ei olnud.

5. Kui 1-se lõike kohaselt kohtusse kutsutud tunnistaja on kinnipeetav palutava Riigi territooriumil, võib ta ilmumist paluda kohustusel teda niipea kui võimalik sinna tagasi saata. Samast palvet võib tagasi lükata ainult erilistel kaalutlustel, eriti kui kohtusse kutsutud kinnipeetav isik selle kindlasti vastu seisab.

6. Eeltähendatud tingimustel lubatakse samuti isiku vedu edasi ja tagasi ühe Lepinguosalise territooriumi kaudu, kes on vahel all mõnesuguses kolmandas Riigis ja keda teine Lepinguosaline tarviliseks peab silmsilma vastu seada mõne kohtuliku uurimise all oleva isikuga või tunnistajana üle kuulata.

Artikkel 18.

ASITÖENDUSTE ÜLEANDMINE.

1. Mõlema Lepinguosalise ametivõimud annavad teineteisele üle, sellekohase palve peale, asjad, mis süüdistatav oma süüteo läbi saanud, või mis võivad teenida asitöendustena, ja seda isegi siis, kui need asjad alluvad arestiallapanemisele või konfiskatsioonile.

2. Kui asjad on süüdistatava valdamisel tema väljaandmise või ta läbiveo ajal, antakse nad edasi võimalust mööda ühel ajal väljaandmisega või läbiveoga. Nende üleandmine sünnib isegi juhtumisel, kui lubatud väljaandmist ei saa teostada süüdistatava surma või põgeremise tõttu. Üleandmisele kuuluvad samuti kõik 1-ses lõikes tähendatud asjad, mida süüdistatav võiks ära peitnud olla väljaandvas Riigis ja mis hiljemini avalikuks tulevad.

3. Puutumata jäävad siiski kolmandate isikute poolt omandatud õigused küsimuses olevate asjade peale, missuguseid niisugusel juhtumisel tuleb, pärast protsessi lõppu, niipea kui võimalik ja ilma kuludeta tagasi anda palutavale Riigile.

Článek 16.

Právní pomoc ve věcech trestních lze odepřít v těch případech, kdy podle ustanovení této úmluvy není povinnosti k vydání stíhané osoby.

Článek 17:

OBESLÁNÍ A PŘEDVEDENÍ OSOB, NACHÁZEJÍCÍCH SE NA ÚZEMÍ DRUHÉHO SMLUVNÍHO STÁTU.

1. Jeví-li se v trestní věci, která je projednávána před soudy jednoho smluvního státu, nutným nebo žádoucím, aby se svědek nebo znalec nacházející se na území druhého smluvního státu osobně dostavil, a obešlou-li ho soudy ty prostřednictvím soudů státu druhého, doručí mu tyto obsílku, dajíce mu na vůli, chce-li jí vyhověti čili nic.

2. Výlohy spojené s osobním dostavením se svědka nebo znalce hradí stát dožadující. Již v obsílce bude udán peníz, který bude vyplacen svědkovi neb znalci na úhradu cesty a pobytu, jakož i výše zálohy, kterou stát dožádaný bude moci proti náhradě státem dožadujícím vyplatiti obeslané osobě, jakmile tato prohlásí, že chce obsílce vyhověti.

3. Svědek nebo znalec, ať přísluší kamkoliv, nacházející se na území jedné ze smluvních stran, jenž na obsílku uvedenou v odstavci 1 dobrovolně se dostaví před soudy druhé strany, nesmí tu býti stíhán ni vězněn pro dřívější trestné činy nebo odsouzení, ni pod záminkou spoluviny na činu, který jest předmětem trestního řízení, v němž vystupuje.

4. Osoby ty pozбудou však této výhody, neopustí-li vlastní vinou území dožadujícího státu do tří dnů od té doby, kdy jejich přítomnosti u soudních instancí nebylo již třeba.

5. Je-li svědek obeslaný podle odstavce 1 ve vazbě na území státu dožádaného, lze žádati za jeho dodání se závazkem, že bude tam co nejdříve vrácen. Takovou žádost bude lze zamítnouti pouze ze závažných důvodů, zejména bude-li obeslaný vězeň tomu výslovně odporovati.

6. Za podmínek shora uvedených bude také povolen průvoz tam i zpět územím jedné smluvní strany osoby, která jest ve vazbě na území třetího státu, pokládá-li druhá smluvní strana za nutno, aby byla postavena tváří v tvář s osobou stíhanou nebo slyšena jako svědek.

Článek 18.

VYDÁNÍ VĚCÍ DOLIČNÝCH.

1. Úřady obou smluvních stran vydají si navzájem na požádání věci, jichž obviněný nabyt trestným činem nebo jež slouží ku provedení důkazu, a to i tehdy, podléhají-li věci tyto zabavení neb propadnutí.

2. Jsou-li věci ty v držení obviněného v době jeho vydání nebo průvozu, budou, pokud možno, vydány současně s osobou vydanou. Budou vydány i tehdy, nemůže-li vydání obviněného již povolené býti provedeno pro jeho úmrtí nebo útěk. Vydání věci bude se rovněž vztahovati na věci uvedené v odstavci 1, jež obviněný schoval nebo uložil ve státě povolujícím vydání a jež byly později vypátrány.

3. Práva osob třetích k těmto věcem nabytá zůstávají nedotčena; tu nutno bude vrátiti věci ty dožádanému státu po skončení řízení trestního co nejdříve a bez náhrady.

4. Riik, kellelt 1. ja 2-ses lõikes tähendatud asjade üleandmist palutud, võib neid ajutiselt kinni pidada, kui ta peab neid tarvilisteks mõnesuguse kriminaal-uurimistoimingu jaoks. Ta võib samu neid üle andes enesele reserveerida nende tagasiandmist samal otstarbel, kohustudes neid omakord tagasi saatma niipea kui võimalik.

Artikkel 19.

SÜÜDIMÕISTMISE OTSUSTE JA KOHTULIKU REGISTRI VÄLJAVÕTETE TEADAANDMINE.

1. Lepinguosalised kohustuvad teineteisele vastastikku diplomaatilisel teel igal poolaastal teatama seadusjõusseastunud kohtuotsusi või väljavõtteid kõigi lõpulikkude otsuste kohta, ühes arvatud tingimisi süüdimõistvad kohtuotsused, mis tehtud kummagi kohtuvõimude poolt teise Lepinguosalise kodanikkude vastu, niivõrd kui nad maksvate seaduste järele on sisse kantud nende kohtulikkudesse registritesse.

2. Nad teatavad teineteisele samuti nimetatud kohtuotsuste kohta käivad edasised otsused, mis sisse kantud kohtulikkudesse registritesse.

3. Kummagi Lepinguosalise võimud, kes kohtulikke registreid peavad, annavad tasuta teise Lepinguosalise võimudele, nende otseteed adresseeritud palve peale, teateid kohtulikkude registreid põhjal üksikute juhtumiste kohta.

Artikkel 20.

KRIMINAALASJUS KOHTULIKU ABIANDMISE KULUD.

1. Väljaandmise või igasugu muu kohtuliku abiandmise palvega kriminaalasjus tekitatud kulud langevad sell Lepinguosalise kanda, kelle territooriumil nad tekkinud. Siiski teatavad palutava Lepinguosalise võimud paluval Lepinguosalisele nende kulude summa nende tasumiseks isiku poolt, kes kohustatud neid kandma. Viimaselt sissenõutud summad lähevad palutavale Riigile.

2. Erandi moodustavad peale artiklil 17-da 2-ses lõikes tähendatud kulude tasud igasugu ekspertiiside eest, nagu ka kulud, mis tekitatud nende isikute kohtussekutsumisega või ilmumisega kohtusse, kes kinnipeetavad palutava Riigi territooriumil. Need kulud kaetakse paluva Riigi poolt. Samuti jäävad paluva Riigi kanda kulud, mis tekitatud ajutise väljaandmisega ja artikkel 12-das tähendatud isikute tagasitoomisega, nagu ka läbiveo ja ülalpidamise kulud isikute läbiveol vahepealsetest territooriumitest, kelle väljaandmist või ajutist üleandmist lubatud.

III PEATÜKK.

Artikkel 21.

LÖPPEESKIRJAD.

1. Käesolev konventsioon, mis kokku seatud eesti ja tšehhoslovakkia keeles, missugused kaks teksti on üheväärselt autentilised, ratifitseeritakse ja ratifikatsioonikirjad vahetatakse niipea kui võimalik Tallinnas.

2. Ta astub jõusse üks kuu pärast ratifikatsioonikirjade vahetamist ja jääb maksma, kuni üks Lepinguosalistest teeb teisele teatavaks, kuus kuud ette, oma kavatsuse ta maksvust lõpetada.

Selle tõenduseks on täisvolinikud käesolevale konventsioonile alla kirjutanud ja ta oma pitseritega varustanud.

Tehtud kahes eksemplaris, Tallinnas, 17. juulil tuhat üheksasada kaksikümmend kuus.

(L. S.) A. PIIP.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

4. Stát, který byl dožádán o vydání předmětů uvedených v odstavcích 1 a 2, může je prozatímně podržeti, má-li za to, že jich bude třeba pro trestní řízení. Může je rovněž předati s výhradou, že mu budou k témuž účelu na čas propůjčeny, a to se závazkem, že je vrátí, jakmile to bude možno.

Článek 19.

SDĚLOVÁNÍ ODSUZUJÍCÍCH ROZSUDKŮ A VÝTAHŮ Z TRESTNÍCH REJSTRÍKŮ.

1. Smluvní strany se zavazují, že si budou navzájem sdělovati cestou diplomatickou každých šest měsíců právoplatné rozsudky odsuzující nebo výtahy ze všech právoplatných rozsudků, podmíněčné rozsudky v to pojímajíc, jež budou vydány jich soudy proti příslušníkům strany druhé, pokud jsou zapsány podle platných předpisů v jejich rejstřících trestních nebo soudních.

2. Sdělí si rovněž pozdější rozhodnutí, jež se týkají těchto odsouzení a jsou zapsána do trestních nebo soudních rejstřiků.

3. Úřady každé ze smluvních stran pověřené vedením rejstřiků trestních nebo soudních, podají bezplatně úřadům druhé strany na jejich přímou žádost informace z rejstřiků trestních nebo soudních o jednotlivých případech.

Článek 20.

NÁKLADY PRÁVNÍ POMOCI VE VĚCECH TRESTNÍCH.

1. Výlohy způsobené dožádáním o vydání neb o jinou právní pomoc ve věcech trestních ponese smluvní strana, na jejímž území vznikly. Úřady strany dožádané sdělí však straně dožadující výši těchto výloh, aby mohly býti vymoženy od osoby k tomu povinné. Obnosy takto vymožené náleží státu dožádanému.

2. Výjimku tvoří, mimo výlohy zmíněné v odstavci 2 článku 17, výlohy za dobrozdání jakéhokoliv druhu, jakož i výlohy vzniklé předvoláním nebo předvedením osob, jež se nalézají ve vazbě na území dožádaného státu. Tyto výlohy ponese stát dožadující. Rovněž připadají k tíži státu dožadujícího výlohy spojené s dočasným vydáním a vrácením osob podle článku 12 jakož i ony, jež vzešly průvozem a vydržováním osob, jichž vydání nebo dočasné vydání bylo povoleno na území průchodních států.

HLAVA III.

Článek 21.

USTANOVENÍ KONEČNÁ.

1. Tato úmluva, sepsaná jazykem estonským a československým, jejíž obě znění jsou stejně původní, bude ratifikována a ratifikační listiny budou co nejdříve v Tallinu vyměněny.

2. Nabude působnosti měsíc po výměně ratifikačních listin a zůstane v platnosti, pokud jedna ze smluvních stran šest měsíců předem neoznámí straně druhé svůj úmysl, aby úmluva pozbyla působnosti.

Tomu na svědomí zmocněnci podepsali tuto úmluvu a opatřili ji svými pečefmi.

Dáno v dvojím vyhotovení v Tallinu, dne 17. července roku tisícíhodevítistéhodvacátéhošestého.

(L. S.) A. PIIP.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

LISAPROTOKOLL.

Eesti Vabariigi ja Tšehoslovakkia Vabariigi täisvolinikud, asudes väljaandmise ja kriminaal-asjus kohtuliku abiandmise konventsiooni allakirjutamisele, deklareerivad kokkuleppele jõudmist selle kohta, et Lepinguosalised annavad teineteisele ametivõimude nimestiku, kellel ülesandeks on kohtulikkude registre pidamine ja kes kohustatud teateid andma, kui ka piiripunktide ja ametivõimude nimestiku, kellele seal ülesandeks tehtud väljaantud isikuid üle anda või vastu võtta.

Käesolev protokoll moodustab lahutamata osa konventsioonist.

Selle tõenduseks on täisvolinikud käesoleva protokolliga alla kirjutanud.

Tehtud kahes eksemplaris, Tallinnas, 17. juulil 1926. a.

A. PIIP.

Dr. Emil SPIRA.

Dr. Karel HALFAR.

DODATKOVÝ PROTOKOL.

Zmocněnci republiky Estonské a republiky Československé, podepisující úmluvu o vydávání zločinců a právní pomoci ve věcech trestních, dohodli se, že smluvní strany si oznámí, kterým úřadům náleží vésti rejstřík trestní nebo soudní a jež jsou povinny podávat příslušné informace, a že si sdělí seznamy pohraničních míst, kde budou osoby vydané předávány nebo přejímány, a úřady k tomu povolané.

Tento protokol tvoří nedílnou součást úmluvy.

Tomu na svědomí podepsali zmocněnci tento dodatkový protokol.

Dáno v dvojím vyhotovení v Tallinu, dne 17. července 1926.

A. PIIP.
Dr. Emil SPIRA.
Dr. Karel HALFAR.

Copie certifié conforme :
Praha, le 23 juillet 1927.

Dr. Jan Opočensky.
Directeur des Archives.

¹ TRADUCTION.N^o 1495. — CONVENTION D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A TALLINN, LE 17 JUILLET 1926.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE désirant régler les rapports judiciaires entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transport des criminels ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

Monsieur le professeur Antoine PIIP, ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Monsieur Emil SPIRA, chef de département au Ministère de la Justice ; et
Monsieur Karel HALFAR, conseiller au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER.

Article premier.

EXTRADITION.

I. Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, les personnes se trouvant sur le territoire, de l'une d'elles et poursuivies ou condamnées par les instances judiciaires ordinaires de l'autre Partie, pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois de la Partie requise :

a) Si cette infraction d'après les lois des deux Etats, ne fussent-elles applicables que dans quelque partie de leur territoire, peut entraîner une peine privative de liberté d'une année au moins ou une peine plus grave, ou si la personne réclamée a été condamnée pour le même fait à une peine privative de liberté dépassant six mois, ou à une peine plus grave ;

b) Si l'infraction a été commise hors du territoire de l'Etat requis ;

c) Si la poursuite de l'infraction n'est pas réservée par les lois de l'Etat requis à ses propres instances judiciaires.

¹ Communiquée par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.

¹ Communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs.

¹ TRANSLATION.

No. 1495. — CONVENTION BETWEEN THE REPUBLIC OF ESTONIA AND THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA RELATING TO EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT TALLINN, JULY 17, 1926.

The GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being desirous of regulating judicial relations between the two countries with regard to the extradition and conveyance of criminals and judicial assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

Professor Antoine PIIP, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Emil SPIRA, Head of Department in the Ministry of Justice ;

Dr. Karel HALFAR, Counsellor, Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed to the following Articles :

CHAPTER I.

Article I.

EXTRADITION.

1. The Contracting Parties undertake to surrender to each other, on request, persons who happen to be in the territory of one Party and who are being proceeded against or have been convicted by the regular judicial authorities of the other Party for an extraditable offence under the law of the Party applied to :

(a) Provided the offence in question is punishable under the laws of both States — even if these laws are applicable to only part of their territory — with at least one year's imprisonment or a heavier penalty, or if the person claimed has already been sentenced for an identical offence to at least six months' imprisonment or to a heavier penalty ;

(b) Provided the offence has been committed outside the territory of the State applied to ;

(c) And provided the institution of proceedings in connection with the offence is not, under the law of the State applied to, a matter solely within the competence of its own judicial authorities.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité, lorsqu'elles sont punissables d'après la législation des deux Parties contractantes.

Article 2.

Les Parties contractantes n'extraderont pas leurs propres nationaux.

Article 3.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les crimes et délits politiques ou faits connexes. L'Etat requis est seul appelé à juger si une infraction est de cette nature. Ne sera pas considérée comme infraction politique ni comme fait connexe à une semblable infraction, l'attentat contre la personne du chef de chacun des Etats contractants, lorsque cet attentat constituera un homicide (assassinat) ou tentative ou complicité de ce fait ;

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire ;

c) Pour les infractions de presse proprement dites ;

d) Pour les infractions aux lois de douanes, d'impôts et autres lois financières ;

e) Pour les infractions dont la poursuite ne peut avoir lieu que sur plainte de la partie lésée et peut être arrêtée par son renoncement ;

f) Si la poursuite ou la peine est prescrite d'après les lois en vigueur dans toutes les parties du territoire de l'une des Parties contractantes, ou d'après les lois de l'Etat où l'infraction a été commise, avant que l'inculpé ait été arrêté ou assigné à l'interrogatoire, ou si l'on ne peut le poursuivre ou exécuter la condamnation pour d'autres motifs légaux ;

g) Si l'individu réclamé est poursuivi dans le pays requis pour la même infraction ou s'il a déjà été mis hors de cause ou gracié, condamné ou acquitté pour le même fait, à moins que la législation de ce pays ne permette la remise de la procédure pénale par suite de faits nouveaux.

Article 4.

DEMANDE D'EXTRADITION.

1. La demande d'extradition sera faite par voie diplomatique. On y joindra soit l'acte d'accusation, le mandat d'arrêt, ou tout autre acte judiciaire équivalent à celui-ci, ou la sentence contre la personne réclamée. Ces actes indiqueront brièvement le fait incriminé, sa qualification et dénomination, et seront accompagnés du texte certifié conforme de la loi pénale de l'Etat requérant applicable à l'infraction et indiquant la peine qu'elle entraîne.

2. Lorsqu'il s'agit d'actes contre la propriété, il sera indiqué le montant du dommage réellement causé, ou, le cas échéant, de celui que le malfaiteur a voulu causer.

3. Ces pièces à l'appui seront jointes en original ou en copies légalisées par le tribunal ou par toute autre autorité compétente de l'Etat requérant. Dans la mesure du possible, il y sera joint le signalement de la personne réclamée, sa photographie, ou d'autres données pouvant servir à établir son identité.

2. Extradition shall also be granted for attempts to commit the above offences or for complicity therein, when such acts are punishable under the laws of both Contracting Parties.

Article 2.

The Contracting Parties shall not surrender their own nationals.

Article 3.

OFFENCES FOR WHICH EXTRADITION MAY NOT BE GRANTED.

Extradition shall not be granted :

(a) For political crimes and offences or acts connected therewith. The State applied to shall alone be competent to decide whether an offence is of this nature. An attack on the person of the Head of either Contracting State shall not be considered as a political offence or as an act connected with such an offence when the attack amounts to homicide (assassination) or an attempt to commit such crime or complicity therein ;

(b) For purely military offences ;

(c) For press offences in the strict sense of the term ;

(d) For offences against Customs, revenue or other finance laws ;

(e) For offences in respect of which proceedings can only be instituted on the complaint of the injured party, and can be discounted when the complainant withdraws his complaint ;

(f) If immunity from prosecution or punishment has been acquired through prescription under the laws in force in all parts of the territory of one of the Contracting Parties or under the laws of the State in which the offence was committed, before the accused has been arrested or committed for examination, or if it is impossible to take proceedings against him or carry out sentence for other legal reasons ;

(g) If proceedings have also been instituted against the person claimed for the same offence in the country applied to or if proceedings against him in that country have been stopped, or if he has already been convicted or acquitted in respect of the same offence, or has been pardoned, unless the laws of the country in question allow the reopening of criminal proceedings in consequence of new facts.

Article 4.

REQUEST FOR EXTRADITION.

1. The request for extradition shall be made through the diplomatic channel. It shall be accompanied by the indictment, the warrant of arrest or other equivalent judicial act or the judgment pronounced against the person claimed. These documents should indicate briefly the offence in question and its particular character and denomination, and should be accompanied by a certified text of the penal law of the applicant State which covers the offence, with a statement of the penalty involved.

2. In the case of offences against property, the amount of the damage actually caused, or of the damage which the offender purposed to cause, shall be indicated.

3. The originals of these documents in support of the request, or copies certified by the Courts or by any other competent authority of the applicant State, shall be attached to the request ; they shall, whenever possible, be accompanied by a description of the person claimed, his photograph or other particulars which might help to establish his identity.

Article 5.

LANGUE à EMPLOYER.

Les documents mentionnés à l'article précédent seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requérant, dans la forme requise par les lois de celui-ci, et munis du sceau officiel. Il seront accompagnés des traductions dans la langue officielle de l'Etat requis ou dans la langue française, faites ou attestées conformes, soit par l'autorité compétente, soit par un interprète de l'Etat requérant qu'il soit assermenté ou officiel et qui les munira de sa signature et de son cachet.

Article 6.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

S'il y a doute sur la question de savoir si l'infraction faisant l'objet de la poursuite rentre dans les prévisions de la présente convention, des explications seront demandées à l'Etat requérant et l'extradition ne sera accordée que lorsque les explications fournies seront de nature à écarter ces doutes.

Article 7.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus aux articles 4 et 5, l'Etat requis prendra toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de la personne réclamée et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

Article 8.

ARRESTATION PROVISOIRE.]

1. En cas d'urgence, la personne réclamée pourra être mise provisoirement en détention, même avant que la demande d'extradition ait été présentée, sur tout avis transmis par la poste ou par le télégraphe, à condition qu'il soit fait mention d'un mandat d'arrêt ou d'une sentence et qu'en même temps l'infraction y soit indiquée. Cet avis pourra être adressé directement par le tribunal ou autorité compétente de l'Etat requérant à l'autorité compétente de l'Etat requis.

2. Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie, ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

3. L'autorité qui a procédé à l'arrestation d'un individu, conformément aux alinéas 1 et 2, en informe sans retard, l'autorité qui a demandé cette arrestation ou bien l'autorité par laquelle cet individu est poursuivi d'après l'avis publié dans les bulletins ou registres de police, en indiquant en même temps l'endroit de sa détention.

4. Si, dans un délai de quinze jours, à partir de la date où cette information a été expédiée conformément aux dispositions ci-dessus, l'autre Partie contractante ne fait pas savoir que l'extradition de l'individu arrêté sera demandée, celui-ci pourra être mis en liberté.

Article 5.

LANGUAGE TO BE EMPLOYED.

The documents mentioned in the preceding Article shall be drawn up in the official language of the applicant State in the form required by its laws and shall bear its official seal. Translations in the official language of the State applied to or in French, made or certified correct either by a competent authority or by a sworn or official interpreter of the applicant State, who shall sign and seal them, shall be attached thereto.

Article 6.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Should there be any doubt whether the offence which forms the subject of the proceedings comes within the provisions of the present Convention, the applicant State shall be asked to furnish explanations, and extradition shall only be granted when the explanations furnished are of a nature to dispel such doubts.

Article 7.

MEASURES TO ENSURE EXTRADITION.

On receipt of the request for extradition, together with the documents mentioned in Articles 4 and 5, the State applied to shall take all necessary steps to arrest the person claimed and prevent his escape unless extradition should appear to be *a priori* inadmissible.

Article 8.

PROVISIONAL ARREST.

1. In urgent cases, the person claimed may be taken into provisional custody, even before the request for extradition has been submitted, on notification by post or telegraph, provided reference is made in such notification to a warrant of arrest or a judgment, and that the nature of the offence is also indicated. This notification may be addressed direct by the Court or competent authority of the applicant State to the competent authority of the State applied to.

2. The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person discovered in their territory whose description has been given by the authorities of the other Party, or who is entered as wanted by the police in their respective bulletins or registers.

3. The authority which has effected the arrest of the person, in conformity with paragraphs 1 and 2, shall at once inform the authority applying for this arrest or the authority which is taking proceedings against the person referred to in the notification published in the police bulletins or registers, at the same time mentioning the place in which he is being kept in custody.

4. If, within a period of fifteen days from the date on which this information was forwarded in conformity with the above provisions, the other Contracting Party has not intimated that it will ask for the surrender of the person arrested, the latter may be set at liberty.

Article 9.

1. Si la demande d'extradition, accompagnée des pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5, n'a pas été reçue dans un délai de six semaines, à compter du jour où la communication d'arrestation prévue par l'alinéa 3 de l'article précédent a été expédiée, la personne arrêtée pourra être mise en liberté.

2. Dans le cas où des explications complémentaires auraient été demandées conformément à l'article 6, la personne arrêtée pourra également être libérée, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai convenable qu'il a fixé. Ce délai pourra sur demande motivée, être prolongé (sans toutefois que la durée totale de l'arrestation provisoire puisse dépasser deux mois).

Article 10.

DEMANDE D'EXTRADITION PRÉSENTÉE PAR PLUSIEURS ETATS.

1. Si l'individu dont l'extradition est demandée par une des Parties contractantes est également réclamé par un ou plusieurs autres Etats, l'Etat requis sera libre de le livrer soit à l'Etat dont il est ressortissant soit à l'Etat sur le territoire duquel l'infraction a été commise.

2. Si, parmi les Etats requérants, ne se trouve pas l'Etat dont la personne est ressortissante, l'Etat requis pourra l'informer des réclamations parvenues de la part des autres Etats, en lui fixant un délai de quinze jours pour faire connaître s'il entend, lui aussi, demander l'extradition. Les dispositions de l'article 9, alinéa 1, seront également applicables en ce qui concerne sa demande d'extradition. Autrement, la personne réclamée sera livrée à l'Etat sur le territoire duquel elle a commis l'infraction la plus grave et s'il s'agit d'infractions de gravité égale, à l'Etat dont la demande d'extradition sera parvenue la première.

3. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux engagements pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 11.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION.

1. Si l'individu réclamé est poursuivi ou s'il a été condamné sur le territoire de l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui a motivé la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve en détention pour d'autres motifs, son extradition pourra être différée jusqu'à ce que les poursuites soient terminées, ou, en cas de sa condamnation, jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine ou qu'il en ait obtenu la remise, ou bien que sa détention, occasionnée par d'autres motifs, soit terminée.

2. Cet ajournement n'empêchera pas de statuer sans délai au sujet de l'extradition.

Article 12.

REMISE TEMPORAIRE DE L'INDIVIDU RÉCLAMÉ.

Si l'ajournement de l'extradition mentionné à l'alinéa 1 de l'article 11 pouvait cependant avoir comme effet, d'après les lois de l'Etat requérant, la prescription ou d'autres entraves importantes à la poursuite, on pourra accorder la remise temporaire de l'individu réclamé, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent et à la condition que l'extradé soit renvoyé aussitôt que dans l'Etat requérant les actes de l'instruction, pour lesquels l'individu a été temporairement réclamé, seront terminés.

Article 9.

1. Should the request for extradition, accompanied by the documents in support mentioned in Articles 4 and 5, not be received within six weeks from the date on which in accordance with paragraph 3 of the preceding Article, the intimation of arrest was despatched, the person arrested may be set at liberty.

2. In cases where additional explanations have been asked for under Article 6, the person arrested may also be set at liberty if such explanations are not furnished to the State applied to within an appropriate period fixed by the latter. This period may, on receipt of a reasoned request, be prolonged provided, however, that the total period of provisional custody does not exceed two months.

Article 10.

REQUEST FOR EXTRADITION SUBMITTED BY MORE THAN ONE STATE.

1. Should the person whose extradition is requested by one of the Contracting Parties also be claimed by one or more other States, the State applied to may surrender him either to the State of which he is a national, or to the State in whose territory the offence was committed.

2. If the State of which the person in question is a national is not one of the applicant States, the State applied to may inform it of the applications received from the other States, granting it a period of 15 days within which it may declare whether it also intends to apply for extradition. The provisions of Article 9, paragraph 1, shall also be applicable to its request for extradition. Otherwise, the person claimed shall be surrendered to the State in whose territory the most serious offence was committed, or, if the offences are of equal gravity, to the State whose request for extradition was first received.

3. These provisions shall not affect any obligations which either of the Contracting Parties may have previously assumed towards third States.

Article 11.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION.

1. If proceedings are in progress against the person claimed, or if that person has already been sentenced in the territory of the State applied to for an offence other than that leading to the request for extradition, or if he is being kept there in custody for other reasons, his extradition may be postponed until the proceedings are concluded, or, in the event of his conviction, until he has purged his sentence or until the sentence has been remitted or he ceases for other reasons to be kept in custody.

2. This postponement shall not prevent the giving of a decision in regard to the extradition without delay.

Article 12.

TEMPORARY SURRENDER.

If the postponement of extradition as mentioned in paragraph 1 of Article 11 might, under the law of the applicant State, lead to prescriptive immunity, or in any other way seriously hinder the prosecution, the person claimed may, unless special considerations render such a course undesirable, be surrendered temporarily, provided he be sent back as soon as the judicial investigation on account of which his temporary surrender was requested, has been concluded in the applicant State.

Article 13.

LIMITES AU DROIT D'EXTRADITION.

1. L'individu extradé ne pourra être poursuivi ni condamné dans l'Etat auquel l'extradition a été accordée, ni livré à un pays tiers, pour des infractions (commises avant son extradition) autres que celle pour laquelle son extradition a été accordée.

2. Pour ces infractions commises avant l'extradition, l'individu extradé pourra être poursuivi, puni ou livré à un tiers seulement :

a) Si l'Etat qui avait accordé l'extradition y consent ultérieurement. Ce consentement ne saurait être refusé si l'extradition pour les infractions en question est prévue par la présente convention. L'Etat qui a extradé le malfaiteur pourra exiger que le consentement soit demandé dans la forme prescrite pour la demande d'extradition avec les pièces à l'appui énumérées aux articles 4 et 5 ;

b) Si ledit individu n'a pas quitté, nonobstant le manque de tout empêchement, dans un délai de quarante-huit heures, le territoire de l'Etat auquel il a été extradé après y avoir été jugé et en cas de condamnation après y avoir subi sa peine ou après y avoir été gracié ou s'il y est retourné par la suite.

3. L'Etat auquel fut accordé le consentement à l'extradition conformément à l'alinéa 2 a) informera l'autre Etat du résultat final de la poursuite en lui envoyant une copie légalisée du jugement.

Article 14.

TRANSIT DES CRIMINELS.

1. Si l'extradition d'un malfaiteur a lieu entre l'une des Parties contractantes et un tiers Etat, l'autre Partie accordera, sur demande, son transport à travers son territoire.

2. Les dispositions relatives à l'autorisation d'extradition s'appliquent également à ce transit.

3. Le transit sera effectué par les agents de la partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

4. Si, dans le délai d'un mois, à partir du jour où l'Etat requérant a été informé que l'extradition fut accordée, celui-ci ne produit pas la preuve du consentement au transit de la part de l'Etat à travers le territoire duquel l'individu réclamé doit être transporté, l'autorisation d'extradition sera nulle.

CHAPITRE II.

Article 15.

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1. En matière pénale, les Parties contractantes se prêteront réciproquement assistance judiciaire. Elles feront notamment signifier les actes de procédure pénale à des personnes se trouvant sur leur territoire, procéderont aux actes d'instruction tels que l'audition des témoins et des experts, le constat judiciaire, les perquisitions et les saisies d'objets, et elles se remettront réciproquement les actes judiciaires et les pièces à conviction.

2. Les jugements de condamnation ainsi que les citations à comparaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les ressortissants de l'autre Partie, ne seront toutefois pas signifiés à ces derniers. De même, un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra, sur la demande de l'autre Partie, être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

Article 13.

LIMITS TO THE RIGHT OF EXTRADITION.

1. An extradited person may not be proceeded against or sentenced in the State to which extradition has been granted, or surrendered to a third country, for an offence committed before his extradition, other than that for which his extradition was granted.

2. In the case of other offences committed before extradition, the extradited person may be proceeded against, punished, or surrendered to a third country, only :

(a) If the State granting extradition subsequently consents to this course. Such consent may not be refused if the offence is an extraditable one under the present Convention. The State which has surrendered the offender may require that such consent be requested in the manner laid down for requests for extradition, with the documents in support mentioned in Articles 4 and 5 ;

(b) If the person in question has not, within forty-eight hours after judgment was given there, left the territory of the State to which he was surrendered, though he was free to do so, or in the event of conviction, after he has purged his sentence, or has been pardoned ; or if he returns to the territory subsequently.

3. The State whose request for extradition has been granted in conformity with paragraph 2 (a) shall inform the other State of the final result of the proceedings and shall transmit to it a certified copy of the judgment.

Article 14.

CONVEYANCE OF CRIMINALS IN TRANSIT.

1. If an offender is to be extradited by one of the Contracting Parties to a third State, the other Party shall on request allow the offender to be conveyed through its territory.

2. The provisions relating to the authorisation of extradition shall also apply to such cases of conveyance in transit.

3. Conveyance in transit shall be effected by the agents of the Party applied to, under such conditions and by such route as that Party may determine.

4. If, within one month from the date on which the applicant State has been informed that extradition has been granted, this State has not produced authority for conveyance in transit from the State through whose territory the person claimed is to be conveyed, the extradition shall be annulled.

CHAPTER II.

Article 15.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. GENERAL PROVISIONS.

1. In criminal matters the Contracting Parties shall afford each other judicial assistance. They shall provide for the service of writs in connection with penal proceedings upon persons who are in their territories ; they shall institute judicial investigations, such as the examination of witnesses and experts, the taking of affidavits, the conducting of searches, and the seizure of objects ; they shall transmit to each other all judicial acts and exhibits.

2. Sentences and summonses to appear for trial, delivered by the Courts of one Contracting Party in respect of nationals of the other Party, however, shall not be served on these nationals. Similarly, a national of one Contracting Party may not be examined as an accused person at the request of the other Party.

3. La demande d'assistance judiciaire sera rédigée dans la langue officielle de l'Etat requérant, munie du sceau de l'autorité requérante et transmise directement au Ministère de la Justice de l'Etat requis par celui de l'Etat requérant (ou, en cas de procédure pénale militaire, par l'administration suprême de la justice militaire). Les dispositions de l'article 5 concernant la traduction s'appliquent aussi à la demande et aux pièces qui y sont annexées.

4. Il sera donné suite à la demande d'assistance judiciaire en matière pénale en observant les lois de l'Etat sur le territoire duquel l'acte de procédure demandé doit avoir lieu. Les procès-verbaux y relatifs ne seront pas traduits dans la langue officielle de l'Etat requérant.

Article 16.

L'assistance judiciaire en matière pénale peut être refusée dans le cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'accorder l'extradition de la personne poursuivie.

Article 17.

CITATION EN COMPARUTION DES PERSONNES SE TROUVANT SUR LE TERRITOIRE
DE L'AUTRE ETAT CONTRACTANT.

1. Si, dans une cause pénale pendante devant les tribunaux d'un des Etats contractants, la comparution d'un témoin ou d'un expert, se trouvant sur le territoire de l'autre Etat contractant, est jugée nécessaire ou désirable, et si ces tribunaux les citent par l'intermédiaire des tribunaux de l'autre Etat, ceux-ci leur feront notifier l'assignation en leur laissant la liberté d'y comparaître ou non.

2. Les frais de la comparution d'un témoin ou expert seront supportés par l'Etat requérant. L'assignation indiquera la somme à allouer au témoin ou expert à titre de frais de voyage et de séjour, ainsi que le montant de l'avance que l'Etat requis pourra lui faire, à charge de remboursement par l'Etat requérant, aussitôt que la personne citée déclarera vouloir se rendre à l'assignation.

3. Aucun témoin ou expert, quelle que soit sa nationalité, se trouvant dans le pays de l'une des Parties contractantes et qui, sur l'assignation prévue à l'alinéa 1, comparaitra volontairement devant les tribunaux de l'autre Partie, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminelles antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits faisant l'objet du procès où il figure.

4. Ces personnes perdront toutefois cet avantage si elles ne quittent pas, de leur propre gré, le territoire de l'Etat requérant dans les trois jours du moment où leur présence devant les instances judiciaires n'était plus nécessaire.

5. Si le témoin cité d'après l'alinéa 1 se trouve en détention sur le territoire de l'Etat requis, sa comparution pourra être demandée sous l'engagement qu'il y sera renvoyé le plus tôt possible. Une pareille demande ne pourra être refusée à moins de considérations spéciales, notamment si le détenu cité s'y oppose expressément.

6. Sera de même accordé, dans les conditions énoncées ci-dessus, le transport, aller et retour, par le territoire de l'une des Parties contractantes, d'un individu détenu dans un pays tiers que l'autre Partie contractante jugerait utile de confronter avec un individu poursuivi ou d'entendre comme témoin.

3. The request for judicial assistance shall be drawn up in the official language of the applicant State, shall bear the seal of the authority making application, and shall be transmitted direct by the Ministry of Justice of the applicant State to the Ministry of Justice of the State applied to, or in the case of proceedings under military law to the highest military judicial authority. The provisions of Article 5 regarding translation shall also apply to this request, and to the documents attached thereto.

4. The action to be taken on a request for judicial assistance in criminal matters shall be subject to the law of the State in whose territory the required examination is to take place. The record of proceedings shall not be translated into the official language of the applicant State.

Article 16.

Judicial assistance in criminal matters may be refused when, according to the provisions of the present Convention, there is no obligation to grant the extradition of the person against whom proceedings have been instituted.

Article 17.

SUMMONING AND ATTENDANCE IN COURT IN ONE STATE OF PERSONS WHO ARE IN THE TERRITORY OF THE OTHER CONTRACTING STATE.

1. Should it be considered necessary or desirable, in a criminal case pending before the Courts of one Contracting State, to secure the attendance in Court of a witness or expert who is in the territory of the other Contracting State, and should the Courts summon such witness or expert through the Courts of the other State, the latter Courts shall serve a subpoena on him, but shall leave him free to decide whether he will attend.

2. The expenses connected with the attendance in Court of a witness or expert shall be borne by the applicant State, and the subpoena shall indicate the sum to be allocated to the witness or expert by way of travelling expenses and subsistence allowance ; it shall also indicate the sum which may be advanced to him by the State applied to, provided the applicant State repays these sums as soon as the person summoned has declared his willingness to comply with the subpoena.

3. No witness or expert, whatever his nationality, who is in the territory of one of the Contracting Parties, and who, when summoned by that Party in accordance with paragraph 1, voluntarily attends in the Courts of the other Party, may be prosecuted or detained in the territory of the latter for previous criminal offences or convictions, or on the ground of complicity in the offence forming the subject of the case in which he is concerned.

4. Such persons, shall, however, forfeit the above privilege should they fail of their own free will to leave the territory of the applicant State within three days from the date on which their attendance in Court has ceased to be necessary.

5. Should the witness summoned in accordance with paragraph 1 be in custody in the territory of the State applied to, a request may be made for his attendance in Court if assurances are given that he will be sent back at the earliest possible date. A request of this kind may only be refused for special reasons ; for instance, if the person in question expressly declares that he is opposed to such a proceeding .

6. Similarly, subject to the above conditions, the conveyance and return, through the territory of one of the Contracting Parties, of a person in custody in a third country, shall be permitted, if the other Contracting Party considers it necessary to confront him with the accused or to take his verbal evidence.

Article 18.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

1. Les autorités des deux Parties contractantes se remettront réciproquement, sur demande, les objets qu'un inculpé s'est procurés par son infraction, ou bien qui peuvent servir de pièces à conviction, et cela même dans les cas où ils seraient passibles de saisie ou de confiscation.

2. Si les objets se trouvent en possession de l'inculpé lors de son extradition ou de son transit, ils seront, autant que faire se pourra, remis en même temps que se fera l'extradition ou le transit. Leur remise aura lieu même dans le cas où l'extradition déjà accordée ne pourrait être effectuée par suite de la mort ou de l'évasion de l'inculpé. Elle comprendra également tous les objets, indiqués à l'alinéa 1, que le prévenu aurait cachés ou déposés dans le pays accordant l'extradition et qui seraient découverts ultérieurement.

3. Sont toutefois réservés les droits que des tiers auraient acquis sur les objets en question, lesquels dans ce cas devront, le procès fini, être rendus le plus tôt possible et sans frais à l'Etat requis.

4. L'Etat auquel la remise des objets (indiqués aux alinéas 1 et 2) aura été demandée pourra les retenir provisoirement, s'il les juge nécessaires pour une instruction criminelle. Il pourra de même en les transmettant se réserver leur restitution pour le même but, en s'obligeant à les retourner à son tour, dès que faire se pourra.

Article 19.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

1. Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement par voie diplomatique, chaque semestre, les condamnations passées en force de chose jugée ou les extraits de toutes les sentences définitives y compris les sentences conditionnelles prononcées par leurs autorités judiciaires contre les ressortissants de l'autre Partie, pour autant qu'elles sont inscrites, d'après les lois en vigueur, dans leurs casiers ou registres judiciaires.

2. Elles se communiqueront également les décisions ultérieures concernant lesdites sentences et inscrites au casier ou dans les registres judiciaires.

3. Les autorités d'une des Parties contractantes chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires, fourniront gratuitement aux autorités de l'autre Partie, sur leur demande adressée directement, des informations basées sur des casiers ou registres judiciaires concernant des cas particuliers.

Article 20.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

1. Les frais occasionnés par la demande d'extradition, ou de toute autre assistance judiciaire en matière pénale, seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés. Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la Partie requérante le montant de ces frais en vue de leur remboursement par la personne obligée de les supporter. Les montants perçus de celle-ci reviennent à l'Etat requis.

2. Font exception, outre les frais mentionnés à l'alinéa 2 de l'article 17, les indemnités pour les expertises de toute nature, de même que les frais occasionnés par la citation ou comparution des personnes se trouvant en détention sur le territoire de l'Etat requis. Ces dépenses seront remboursées par l'Etat requérant. Seront de même à la charge de l'Etat requérant les frais occasionnés par l'extra-

Article 18.

DELIVERY OF EXHIBITS.

1. The authorities of one of the Contracting Parties shall, on request, deliver up to the authorities of the other Party the articles which an accused person may have obtained as a result of his offence or which may constitute exhibits ; this shall apply even when the objects in question are liable to seizure or confiscation.

2. If these articles are in the possession of the accused at the time of his extradition or conveyance in transit, they shall, as far as is practicable, be handed over at the time when extradition or conveyance in transit takes place. They shall be delivered up, even when extradition, though granted, cannot take place owing to the death or escape of the accused. This provision shall also apply to all the articles specified in paragraph (1) which the accused may have concealed or deposited in the country granting extradition, and which may be subsequently discovered.

3. Nevertheless, the rights which third parties may have acquired over these articles shall be reserved and after the trial such articles shall be returned as soon as possible and free of charge to the State applied to.

4. The State which has been asked to deliver up the articles in paragraphs 1 and 2 may retain them temporarily if it requires them in connection with criminal proceedings. It may also, when handing them over, reserve its right to have them restored for the same purpose, undertaking in turn to restore them as soon as possible.

Article 19.

COMMUNICATION OF CONVICTIONS AND EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

1. The Contracting Parties undertake to communicate to each other half-yearly, through the diplomatic channel, all sentences having the force of *res judicata* or extracts from all final judgments, including conditional sentences, pronounced by their judicial authorities against nationals of the other Party, so far as these are entered, under the existing law of the country, in their records of previous convictions or records of the Courts.

2. They shall also communicate to each other any further decisions concerning the said judgments which are entered in the records of previous convictions or the records of the Courts.

3. The authorities of either of the Contracting Parties responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts shall furnish without charge to the authorities of the other Party, upon their request forwarded direct, information from the records of previous convictions of the records of the Courts concerning particular cases.

Article 20.

EXPENSES OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

1. Expenses occasioned by requests for extradition or any other judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they were incurred. The authorities of the Party applied to shall, however, inform the applicant Party of the amount of these expenses with a view to their reimbursement by the person liable to pay them. Any sums collected from the latter shall belong to the State applied to.

2. Nevertheless, the expenses mentioned in Article 17, paragraph 2, fees paid for expert opinions of any kind, and the expenses occasioned by the summoning or attendance in Court of persons in custody in the territory of the State applied to, shall be exceptions to this rule ; these expenses shall be reimbursed by the applicant State. Similarly, the applicant State shall bear

dition temporaire et le retour des personnes mentionnées dans l'article 12, de même que les frais du transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

CHAPITRE III.

Article 21.

DISPOSITIONS FINALES.

1. La présente convention, rédigée en langues estonienne et tchécoslovaque, dont les deux textes ont la même authenticité, sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Tallinn.

2. Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera en vigueur tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Tallinn, le 17 juillet 1926.

(L. S.) A. PIIP.

(L. S.) D^r Emil SPIRA.

(L. S.) D^r Karel HALFAR.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires de la République d'Estonie et de la République tchécoslovaque en passant à la signature de la Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière pénale, déclarent s'être mis d'accord que les Parties contractantes se communiqueront la liste des autorités chargées de la tenue des casiers ou registres judiciaires et obligées à donner les informations, ainsi que la liste des lieux de frontière et des autorités qui y sont chargées de remettre ou de recevoir les individus extradés.

Ce protocole fait partie intégrante de la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé ce protocole additionnel.

Fait en double exemplaire à Tallinn, le 17 juillet 1926.

A. PIIP.

D^r Emil SPIRA.

D^r Karel HALFAR.

Pour traduction conforme :

.....

Directeur des Affaires administratives
au Ministère des Affaires étrangères,

à Tallinn, juin 1927.

the expenses of the temporary surrender and of the return journey of the persons mentioned in Article 12, and also the expenses of conveyance and maintenance during the passage through intermediate territories of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

CHAPTER III.

Article 21.

FINAL PROVISIONS.

1. The present Convention, drawn up in Estonian and Czechoslovak, both texts being equally authentic, shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible at Tallinn.

2. It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until six months after one of the Contracting Parties has notified the other of its intention to terminate the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Tallinn on July 17, 1926.

(L. S.) A. PIIP.

(L. S.) Dr. Emil SPIRA.

(L. S.) Dr. Karel HALFAR.

ADDITIONAL PROTOCOL

The Plenipotentiaries of the Estonian Republic and the Czechoslovak Republic, on proceeding to sign the Convention relating to extradition and judicial assistance in criminal matters, declare that they have agreed that the Contracting Parties shall exchange a list of the authorities who are responsible for keeping the records of previous convictions or the records of the Courts and for giving the information required, as well as a list of the frontier stations at which extradited persons shall be received or handed over, and the authorities responsible for these proceedings.

This Protocol shall form an integral part of the present Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed this additional Protocol.

Done in duplicate at Tallinn on July 17, 1926.

A. PIIP.

Dr. Emil SPIRA.

Dr. Karel HALFAR.

N° 1496.

PAYS-BAS ET SUISSE

Traité de conciliation. Signé à La
Haye, le 12 décembre 1925.

**THE NETHERLANDS
AND SWITZERLAND**

Treaty of Conciliation. Signed at The
Hague, December 12, 1925.

N^o 1496. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ENTRE LA SUISSE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉ A LA HAYE, LE 12 DÉCEMBRE 1925.

*Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse et le ministre des Pays-Bas à Berne.
L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 1^{er} juillet 1927.*

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suisse et les Pays-Bas et de favoriser le règlement pacifique, par voie de conciliation, des différends qui pourraient naître entre les deux pays et qui ne seraient pas résolus d'autre manière, ont décidé de conclure à cet effet un traité et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

Monsieur A. DE PURY, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à La Haye ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Son Excellence le Jonkheer H. A. VAN KARNEBEEK, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tout différend, de quelque nature qu'il soit, qui s'élèverait entre les Parties contractantes et n'aurait pu être résolu par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne serait pas susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral, conformément à l'article 36, alinéa 2, du Statut² de la Cour permanente de Justice internationale, ou conformément à toute autre convention internationale en vigueur entre les Parties contractantes, sera soumis, à la demande des deux Parties ou de l'une d'entre elles, à une Commission permanente de conciliation, aux fins d'examen et de rapport.

Les Parties contractantes pourront convenir qu'un différend qui serait susceptible d'un règlement judiciaire ou arbitral sera préalablement déféré à la procédure de conciliation. Si, dans un différend de cette nature, l'une des Parties n'accepte pas les propositions de la Commission dans un délai raisonnable, chacune d'elles pourra soumettre le différend à la Cour permanente de Justice internationale.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 11 juin 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce Recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1496. — TREATY² OF CONCILIATION BETWEEN SWITZERLAND AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, DECEMBER 12, 1925.

French official text communicated by the Swiss Federal Council and the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Treaty took place July 1, 1927.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL and HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS, being desirous of strengthening the bonds of friendship which unite Switzerland and the Netherlands and of promoting the peaceful settlement by conciliation of any disputes which may arise between the two countries and which cannot be settled in any other manner, have decided to conclude a treaty for that purpose and have appointed as their Plenipotentiaries the following :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. A. DE PURY, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at The Hague :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

His Excellency Jonkheer H. A. van KARNEBEEK, Her Minister for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

Any dispute of any nature whatever which may arise between the Contracting Parties and which it may not have been possible to settle by the diplomatic channel within a reasonable period, and which is not capable of judicial or arbitral settlement in accordance with Article 36, paragraph 2, of the Statute³ of the Permanent Court of International Justice or in conformity with any other international convention in force between the Contracting Parties, shall be submitted, at the request of either or both of the Parties, to a permanent conciliation commission for examination and report.

The Contracting Parties may agree that a dispute which is capable of judicial or arbitral settlement shall first be submitted to the procedure of conciliation. If in any dispute of this nature one of the Parties does not accept the Commission's proposals within a reasonable period, either of them may submit the dispute to the Permanent Court of International Justice.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, June 11, 1927.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159, and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Article 2.

La Commission permanente de conciliation sera composée de cinq membres.

Les Parties contractantes nommeront chacune un membre à leur gré et désigneront les trois autres d'un commun accord. Ces trois membres ne devront ni être des ressortissants des Etats contractants, ni avoir leur domicile sur leur territoire, ou se trouver ou s'être trouvés à leur service.

Le président de la commission sera nommé, d'un commun accord, parmi les membres désignés en commun.

La commission sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun ou du président n'intervient pas dans les six mois à compter de l'échange des ratifications ou, en cas de retraite ou de décès, dans les deux mois à compter de la vacance du siège, Sa Majesté le Roi de Danemark sera prié, au besoin par une seule des Parties, de procéder à ces nominations.

Article 3.

Les membres de la commission de conciliation seront nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties contractantes, ils ne pourront être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite d'un membre, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat.

Si le mandat d'un membre désigné d'un commun accord expire sans qu'aucune des Parties s'oppose à son renouvellement, le mandat sera censé renouvelé pour une nouvelle période de trois ans. De même, si, à l'expiration du mandat d'un membre désigné par l'une des Parties, cette Partie n'a pas pourvu à son remplacement, son mandat sera censé renouvelé pour trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours, continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à clôture de la procédure.

Article 4.

La commission de conciliation déterminera son siège. Elle pourra en décider librement le transfert.

Article 5.

Dans les quinze jours qui suivent la notification d'une demande de conciliation à la commission permanente de conciliation, chacune des Parties contractantes pourra remplacer le membre librement désigné par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière qui fait l'objet du différend.

La Partie qui entendrait user de ce droit en avertira immédiatement la Partie adverse; dans ce cas, celle-ci pourra user du même droit dans un délai de quinze jours à compter de la notification qu'elle a reçue.

Au cas où l'un des membres de la commission de conciliation désignés en commun par les Parties contractantes serait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission par suite de maladie ou de toute autre circonstance, les Parties s'entendront pour désigner un suppléant, s'il y a lieu, qui siègera temporairement à sa place.

Si la désignation de ce suppléant n'intervient pas dans un délai de trois mois, à compter de la vacance temporaire du siège, Sa Majesté le Roi de Danemark sera prié par les deux Parties ou l'une d'elles de le désigner.

Chaque Partie se réserve de nommer immédiatement un suppléant pour remplacer temporairement le membre permanent, désigné par elle qui, par suite de maladie ou de toute autre circons-

Article 2.

The Permanent Conciliation Commission shall be composed of five members.

Each Contracting Party shall appoint one member of its own choosing, the other three being selected by joint agreement. The latter may not be nationals of the Contracting States, nor may they be domiciled in their territory or be or have been employed in their service.

The President of the Commission shall be appointed by joint agreement from among the jointly selected members.

The Commission shall be set up within six months of the exchange of ratifications of the present Treaty.

If the appointment of the members to be nominated jointly or the appointment of the President is not made within six months from the exchange of ratifications, or, in case of resignation or death, within two months after the vacancy occurs, His Majesty the King of Denmark shall be requested, if necessary by one of the Parties only, to make the appointment.

Article 3.

The members of the Conciliation Commission shall be appointed for three years. Their appointment shall not be revoked during the term of their mandate unless the Contracting Parties decide otherwise. In the event of the death or resignation of a member, arrangements shall be made to replace him for the remainder of his mandate.

If the mandate of a member selected by joint agreement shall expire and if neither Party is opposed to its renewal, it shall be deemed to be renewed for a further period of three years. Similarly, if on the expiry of the mandate of a member appointed by one of the Parties, no arrangements have been made by that Party to replace him, his mandate shall be deemed to be renewed for three years.

A member whose mandate expires in the course of a procedure shall continue to take part in the examination of the dispute until the procedure is completed.

Article 4.

The Conciliation Commission shall determine its own meeting place and shall be at liberty to transfer it.

Article 5.

Within a fortnight following the notification of a request for conciliation to the Permanent Conciliation Commission, either of the Contracting Parties may replace the member of its own choosing by a person possessing special competence in the matter which forms the subject of the dispute.

If either Party intends to make use of this right, it shall immediately notify the opposing Party. In this case the latter may make use of the same right within a fortnight after receiving the notification.

Should any member of the Conciliation Commission jointly selected by the Contracting Parties be temporarily prevented from taking part in the Commission's work as a result of illness or for any other reason, the Parties shall if necessary jointly select a substitute, who will sit temporarily in his place.

If the appointment of this substitute is not made within three months from the time when the temporary vacancy occurs, His Majesty the King of Denmark shall be requested by either or both of the Parties to select him.

Either Party may appoint forthwith a substitute to replace temporarily the permanent member of its own choosing, if as a result of illness or for any other reason the latter is temporarily prevented

tance, se trouverait momentanément empêché de prendre part aux travaux de la commission. La Partie qui entendrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse.

Article 6.

La commission de conciliation aura pour tâche d'examiner tout différend qui lui serait soumis par les Parties contractantes et de rédiger un rapport qui déterminera l'état des faits et contiendra, toutes les fois que les circonstances le permettront, des propositions en vue du règlement du différend.

Article 7.

La commission de conciliation sera saisie sur requête adressée à son président par les deux Parties contractantes ou par l'une d'entre elles. Dans ce dernier cas, notification de la requête sera faite en même temps à l'autre Partie.

Article 8.

Les Parties contractantes auront le droit de nommer auprès de la commission de conciliation des agents spéciaux qui serviront, en même temps, d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 9.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans tous les cas et sous tous les rapports, les travaux de la commission de conciliation et, en particulier, à accorder à celle-ci toute l'assistance judiciaire par l'entremise des autorités compétentes.

Les Parties contractantes s'engagent à user des moyens dont elles disposent d'après leur législation intérieure, pour assurer la comparution des témoins ou des experts se trouvant sur leur territoire et cités devant la commission. Si ceux-ci ne peuvent comparaître devant la commission, elles feront procéder à leur audition devant leurs autorités compétentes.

Article 10.

Les délibérations de la commission de conciliation auront lieu à huis clos, à moins que la commission, d'accord avec les Parties, n'en décide autrement.

Article 11.

La procédure devant la commission de conciliation sera contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, sauf décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention¹ de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité simple des voix.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

from taking part in the Commission's work. If either Party intends to make use of this right, it shall immediately notify the opposing Party.

Article 6.

The task of the Conciliation Commission shall be to examine any dispute which may be submitted to it by the Contracting Parties, and to draw up a report, which shall determine the facts of the case and, whenever circumstances permit, shall contain proposals for the settlement of the dispute.

Article 7.

The Conciliation Commission shall be seized of a question by an application addressed to its President by both Contracting Parties or by either of them. In the latter case, the application shall be notified at the same time to the other Party.

Article 8.

The Contracting Parties shall be entitled to appoint to the Conciliation Commission special agents, who will also serve as intermediaries between themselves and the Commission.

Article 9.

The Contracting Parties undertake to assist the Conciliation Commission in its work in all cases and in every respect, and in particular to afford it, through the competent authorities, all judicial assistance.

The Contracting Parties undertake to use such means as are at their disposal under their internal laws to ensure the attendance of witnesses or experts who are in their territory and who have been cited to appear before the Commission. If such witnesses or experts cannot appear before the Commission itself, the Contracting Parties shall have them heard by their own competent authorities.

Article 10.

The deliberations of the Conciliation Commission shall be held in private unless, in agreement with the Parties, the Commission decides otherwise.

Article 11.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall draw up rules to govern its procedure, subject to the proviso that, unless a unanimous agreement to the contrary is reached, the regulations laid down in Chapter III of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall be applied.

Article 12.

Except where otherwise laid down in the present Treaty, the Commission shall take its decisions by a majority vote.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 13.

La commission de conciliation présentera son rapport dans les six mois à compter du jour où elle aura été saisie du différend, à moins que les Parties contractantes ne décident, d'un commun accord, d'abrèger ou de proroger ce délai. La commission, de son côté, aura le droit de proroger ce délai une seule fois. Une fois la procédure commencée, il ne sera plus loisible aux Parties contractantes de l'abrèger.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Un exemplaire du rapport sera remis à chacune des Parties.

Le rapport n'aura, ni en ce qui concerne l'exposé des faits ni en ce qui concerne les considérations juridiques, un caractère obligatoire.

Les Parties contractantes s'engagent à ne pas publier le rapport individuellement sans s'être consultées au préalable. La commission pourra ordonner la publication de son rapport, à moins que les deux membres librement nommés par les Parties ne s'y opposent.

Article 14.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres de la Commission de conciliation recevront une indemnité dont le montant sera arrêté entre les Parties contractantes.

Chaque Partie supportera ses propres frais et une part égale des frais de la commission.

Article 15.

Durant le cours de la procédure de conciliation, les Parties contractantes s'abstiendront de toute mesure pouvant avoir une répercussion préjudiciable sur l'acceptation des propositions de la Commission de conciliation.

Article 16.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés à La Haye dans le plus bref délai possible.

Le traité est conclu pour la durée de dix ans, à compter de l'échange des instruments de ratification. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce terme, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de dix ans, et ainsi de suite.

Si une procédure de conciliation est pendante lors de l'expiration du présent traité, elle suivra son cours conformément aux dispositions du présent traité ou de toute autre convention que les Parties contractantes auraient convenu de lui substituer.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 12 décembre 1925.

(Signé) A. DE PURY.

(Signé) KARNEBEEK.

Pour copie conforme :
Berne, le 30 juin 1927.

Le Chancelier de la Confédération :
Käslin.

Article 13.

The Conciliation Commission shall present its report within six months from the date on which the dispute was submitted to it, unless the Contracting Parties agree to shorten or extend this time-limit. The Commission shall have the right to extend this period once only. After the procedure has been begun the Contracting Parties shall not be entitled to shorten it.

The report shall contain the reasoned opinion of the members who form the minority.
A copy of the report shall be sent to each Party.

The report shall not be binding as regards either the statement of facts or the legal considerations.

The Contracting Parties undertake not to publish the report individually without having first consulted each other. The Commission may order the publication of its report unless the two members freely appointed by the Parties object.

Article 14.

For the actual duration of the procedure the members of the Conciliation Commission shall receive an allowance to be fixed by arrangement between the Contracting Parties.

Each Party shall bear its own costs and half the costs of the Commission.

Article 15.

During the procedure of conciliation the Contracting Parties shall abstain from all measures which might prejudicially affect the acceptance of the Conciliation Commission's proposals.

Article 16.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

The Treaty is concluded for a period of ten years from the exchange of the instruments of ratification. Unless denounced at least six months before the expiration of that period, it shall remain in force for a further period of ten years, and similarly thereafter.

If conciliation proceedings are pending at the time when the present Treaty expires, they shall be continued in accordance with the provisions of the present Treaty or of any other convention which the Contracting Parties may have agreed to substitute therefor.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at The Hague, December 12, 1925.

(Signed) A. DE PURY.

(Signed) KARNEBEEK.

N° 1497.

BELGIQUE ET LETTONIE

Convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle. Signée à Bruxelles, le 11 octobre 1926.

BELGIUM AND LATVIA

Convention relating to Extradition and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Brussels, October 11, 1926.

N^o 1497. — CONVENTION ¹ D'EXTRADITION ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ENTRE LA LETTONIE ET LA BELGIQUE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 11 OCTOBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 4 juillet 1927.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, ayant résolu de conclure une convention d'extradition et d'assistance judiciaire en matière criminelle, ont désigné, à cet effet, comme plénipotentiaires :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. J. LASDIN, consul général de Lettonie à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Emile VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être respectivement communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Gouvernements letton et belge s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, dans les circonstances et les conditions établies par le présent traité, les individus réfugiés de Lettonie en Belgique ou de Belgique en Lettonie, qui, âgés de dix-sept ans accomplis au moment du crime ou du délit, sont poursuivis ou condamnés pour un crime ou délit commis sur le territoire de la partie requérante. Néanmoins, lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du pays requérant, il pourra être donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

Les crimes et les délits donnant lieu à extradition sont :

1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 2 juin 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1497. — CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND LATVIA
RELATING TO EXTRADITION AND JUDICIAL ASSISTANCE IN
CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT BRUSSELS, OCTOBER 11, 1927.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 4, 1927.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, having resolved to conclude a Convention relating to extradition and judicial assistance in criminal matters, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. J. LASDIN, Latvian Consul-General at Brussels ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency M. Emile VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having respectively communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Latvian and Belgian Governments undertake, in the circumstances and under the conditions established by the present Treaty, to surrender to each other Latvians seeking refuge in Belgium, or Belgians seeking refuge in Latvia, but excluding their own nationals, who are being proceeded against or have been convicted for a crime or misdemeanour committed on the territory of the applicant party, provided that such persons have reached the age of seventeen at the time when the crime or misdemeanour was committed. If, however, the crime or misdemeanour for which extradition is requested was committed outside the territory of the applicant country, the requisition may be granted, provided that the laws of the country applied to permit the prosecution of the same offences when committed outside its territory.

Article 2.

The crimes and misdemeanours for which extradition may be granted are as follows :

(1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, June 2, 1927.

2° Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

3° Administration volontaire ou coupable, mais sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

4° Avortement ;

5° Viol : attentat à la pudeur commis avec violence ; attentat à la pudeur commis, sans violences ni menaces, sur la personne ou à l'aide d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de seize ans accomplis ; attentat à la pudeur sans violences ni menaces par un ascendant sur la personne ou à l'aide de la personne d'un mineur de l'un ou de l'autre sexe, même âgé de plus de seize ans accomplis, mais non émancipé par le mariage ; attentat aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant, pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche, la corruption ou la prostitution d'un mineur de l'un ou l'autre sexe ; embauchage, entraînement ou détournement d'une femme ou fille majeure en vue de la débauche, lorsque le fait a été commis par fraude ou à l'aide de violences ; menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de contrainte, pour satisfaire les passions d'autrui ; rétention contre son gré d'une personne dans une maison de débauche ou contrainte sur une personne majeure pour la débauche ;

6° Bigamie ;

7° Enlèvement de mineurs ;

8° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

9° Exposition ou délaissement d'enfants ;

10° Association de malfaiteurs ;

11° Vol, extorsion, escroquerie, abus de confiance, tromperie ;

12° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion ;

13° Offres ou propositions de commettre un crime ou d'y participer, ou acceptation desdites offres ou propositions ;

14° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers ;

15° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons, pour la vérification du titre et du poids des monnaies ;

16° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

17° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, marques, coupons pour le transport des personnes ou des choses, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ; application méchante ou frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre ; vente, exposition en vente, détention dans les magasins, introduction sur le territoire, pour être vendus, desdits objets ;

18° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes ; subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

19° Faux serment ;

20° Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics ;

(2) Malicious striking or wounding resulting in an apparently incurable disease, permanent disability for work, the loss of the full use of an organ, serious mutilation or unintended death ;

(3) The voluntary or culpable administering of substances which may cause death or grievous injury to health, but without the intention of causing death ;

(4) Abortion ;

(5) Rape : indecent assault with violence ; indecent assault without violence or threats on the person or with the aid of a minor of either sex under sixteen ; indecent assault without violence or threats committed by an ascendant relative upon the person or with the aid of the person of a minor of either sex, even if over sixteen, but not emancipated by marriage ; offences against morals by instigating, facilitating or encouraging the debauchery, corruption or prostitution of a minor of either sex in order to satisfy another's passion ; enticing, seducing or abducting a woman or girl who has reached her majority for the purpose of debauchery, when the act is committed by fraud or with the aid of violence ; threats, the abuse of authority or any other means of compulsion employed to satisfy another's passion ; the retention of a person in a brothel against his or her will, or constraint put upon an adult person for the purpose of debauchery ;

(6) Bigamy ;

(7) Abduction of minors ;

(8) Kidnapping, concealment, removal, replacement or substitution of children ;

(9) Exposure or desertion of children ;

(10) Association with criminals ;

(11) Theft, extortion, swindling, abuse of confidence, fraud ;

(12) Threatened attacks upon persons or property when punishable by death, hard labour or solitary confinement ;

(13) Offers or proposals to commit a crime or to be a party to it, or the acceptance of such offers or proposals ;

(14) Attempts by private persons against the liberty of the individual and the inviolability of the domicile ;

(15) Counterfeit currency, including the counterfeiting or altering of currency, the manufacture or uttering of counterfeit or altered currency, and fraud in the choice of specimens for testing the standard and weight of currency ;

(16) The counterfeiting or falsification of public bonds or bank notes, and public or private securities ; the manufacture or uttering of these counterfeited or forged bonds, notes or securities ; forgeries in writing or in telegrams and the use of such counterfeited, forged or falsified telegrams, bonds, notes or securities ;

(17) The counterfeiting or falsification of seals, stamps, dies, marks, coupons for the conveyance of persons or things, postage or other adhesive stamps ; use of these counterfeited or forged articles ; abuse of genuine seals, stamps, dies and marks ; the malicious or fraudulent insertion upon a work of art, or in a book or musical composition, of the name of an author or of any distinctive sign adopted by him to indicate his work ; the sale, offering for sale, possession in shops and introduction into the country for sale, of such objects ;

(18) Perjury and false statements by experts or interpreters ; subornation of witnesses, experts or interpreters ;

(19) False swearing ;

(20) Embezzlement and malversation by public officials, bribery of public officials ;

- 21° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;
- 22° Entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur un chemin de fer par le dépôt d'objets quelconque, par le dérangement de rails ou de leurs supports ; par l'enlèvement de chevilles ou clavettes ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails ;
- 23° Incendie volontaire ;
- 24° Destruction de construction, machines à vapeur ou appareils télégraphiques, destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, titres publics ou privés ; destruction ou détérioration de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, destruction ou détérioration méchante ou frauduleuse de marchandises ou de matières servant à la fabrication ;
- 25° Destruction et dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes ;
- 26° Destruction d'instruments d'agriculture, destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;
- 27° Opposition à l'exécution de travaux publics ;
- 28° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;
- 29° Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage ; détournement par le capitaine d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche ; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets du bord ; fausse route, emprunts sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire, ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées ; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité ; vol commis à bord ; altération de vivres ou de marchandises, commises à bord par le mélange de substances malfaisantes ; attaque ou résistance avec violence et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage ; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officier du bord pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures ; complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine ; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;
- 30° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention ;
- 31° Trafic d'esclaves ;
- 32° Résistance de la part des capitaines et gens de l'équipage aux ordres des officiers agissant en vertu des articles 42 et suivants de l'Acte général¹ de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 ;
- 33° Infractions aux défenses concernant les armes à feu et les munitions prévues par les articles 8 et 9 dudit acte général ;

Sont comprises dans les qualifications précédentes la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations des deux pays.

Dans tous les cas, crimes et délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable, d'après la législation du pays auquel la demande est adressée, d'une peine privative de la liberté dont le maximum atteint ou dépasse un an.

L'extradition d'un prévenu sera accordée si le fait qui lui est reproché satisfait à cette condition.

L'extradition sera accordée même lorsque la peine prononcée est inférieure à un an d'emprisonnement, si l'infraction qui lui était reprochée est punissable dans le pays requis d'une peine dont le maximum est d'un an ou de plus d'un an.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVI, page 3.

- (21) Fraudulent bankruptcy and fraud committed in bankruptcy ;
- (22) Deliberate obstruction of railway trains by the placing of objects of any kind on the line, by interfering with the rails or their supports, by removing bolts or pins, or by the use of any other means calculated to stop the train or cause it to leave the rails ;
- (23) Arson ;
- (24) Destruction of buildings, steam engines or telegraphic apparatus ; the destruction or defacement of tombs, monuments, works of art, or public or private title-deeds ; destruction of or injury to movable property by means of violence or threats, wilful or fraudulent destruction of or damage to goods or materials used in manufacture ;
- (25) Destruction or devastation of crops, plants, trees or shoots ;
- (26) Destruction of agricultural implements, destruction or poisoning of cattle or other animals ;
- (27) Opposition to the execution of public works ;
- (28) Abandonment of a merchant or fishing vessel by the captain, except in cases provided for by the laws of the two countries ;
- (29) Stranding, loss or destruction by the captain or officers and crews ; seizure of a merchant or fishing vessel by the captain ; unnecessary jettisoning or destruction of all or part of the cargo, provisions or effects on board ; altering the course, the unnecessary raising of money on the ship or on the ship's provisions or stores, the pledging or offering for sale of merchandise or food, or the insertion in the account of fictitious damage or expenditure ; the sale of the ship without special authority except in the event of unseaworthiness ; pilferage ; the adulteration of food or the alteration of merchandise effected on board by admixture of noxious substances ; attack upon, or resistance to the captain by more than a third of the crew, accompanied by violence and assault ; refusal to obey orders issued by the captain or officer on board in the interests of the safety of the vessel or cargo, when accompanied by assault ; conspiracy against the safety, liberty or authority of the captain ; seizure of the vessel by crews or passengers by the use of fraud or violence against the captain ;
- (30) Receiving of articles obtained by means of one of the crimes or misdemeanours covered by the present Convention ;
- (31) Traffic in slaves ;
- (32) Resistance by captains or crews to the orders of officers acting in virtue of Articles 42 *et seq* of the General Act¹ of the Conference of Brussels, dated July 2, 1890 ;
- (33) Offences against the regulations prohibiting the use of fire-arms and ammunition contained in Articles 8 and 9 of the said General Act.

The foregoing classes of offence shall include complicity in and attempts to commit such offences when punishable under the laws of both countries.

In all cases and for all crimes and misdemeanours extradition may not take place unless the corresponding act is punishable, under the laws of the country applied to, with imprisonment for a maximum period of a year or more.

The extradition of an accused person shall be granted if the offence of which he is accused satisfies this condition.

The extradition of a convicted person shall be granted even when the penalty imposed is less than one year's imprisonment, provided that the offence of which he is accused is punishable in the country applied to with imprisonment for a maximum period of a year or more.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 82, pages 55 and 80.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu :

1^o Si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, au moment où la remise pourrait avoir lieu ;

2^o Lorsque la demande en sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé et qu'en cas de condamnation, la peine a été subie ou la grâce obtenue dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée, jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 5.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un Etat étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat ou d'empoisonnement.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni contradictoirement pour une infraction antérieure à l'extradition, et autre que celle qui a motivé l'extradition, que dans les cas suivants :

1^o S'il n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le pays auquel il a été livré ;

2^o Si l'infraction est comprise dans la convention et si le gouvernement auquel il a été livré a obtenu préalablement l'adhésion du gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 6.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 7.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé

Article 3.

Extradition shall not take place :

(1) If, subsequently to the acts alleged, to the last stage in the proceedings or to the sentence, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of the country in which the accused person has taken refuge, at the time when his surrender might take place ;

(2) When the requisition for extradition is based upon an offence in respect of which the person claimed has been prosecuted and discharged, or is being proceeded against or has already been tried, and, in the event of a conviction, if the penalty has been executed or pardon obtained in the country from which extradition is requested.

Article 4.

If the person claimed is being proceeded against or has been sentenced in the country applied to for an offence other than that for which extradition is requested, the extradition may be deferred until the conclusion of the proceedings and, in the event of a conviction, until he shall have undergone his sentence.

Should he be proceeded against or detained in the same country by reason of obligations contracted towards private persons, his extradition may nevertheless take place, subject to the right of such persons to present their claims before the competent authority.

Article 5.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is regarded by the party applied to as a political offence or an act connected with a political offence.

An offence committed or attempted against the person of the head of a foreign State or the members of his family shall not be considered a political offence or as an act connected with a political offence when it constitutes murder, assassination or poisoning.

The person surrendered may not be proceeded against or tried and punished for an offence committed prior to the extradition and other than that for which extradition was granted, except in the following cases :

(1) If he has failed to leave the country to which he was surrendered within the month following his final release ;

(2) If the offence is covered by the Convention and if the Government to which he has been surrendered has previously obtained the approval of the Government granting extradition. The latter may, if it deems fit, require the production of one of the documents mentioned in Article 7 of the present Convention.

Re-extradition to a third country shall be subject to the same regulations.

Article 6.

The requisition for extradition must always be made through the diplomatic channel.

Article 7.

Extradition shall be granted on the production, either in the original or in a certified copy, of the judgment or the sentence of condemnation or the act of criminal procedure issued by the competent judge and formally ordering or *ipso facto* effecting the bringing of the accused before

devant la juridiction répressive. Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront légalisées par le ministre des Affaires étrangères de l'Etat requérant, et, le cas échéant, par l'agent diplomatique ou consulaire dudit Etat. Elles seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, le cas échéant, d'une traduction en langue française et, autant que possible, du signallement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Article 8.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 7, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné au ministre des Affaires étrangères du pays requis.

Cette arrestation sera facultative, si la demande est parvenue directement à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux pays.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de trois semaines à partir du moment où elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 7 de la présente convention.

Article 9.

Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et remis à l'Etat requérant.

Cette remise pourra se faire même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 10.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres, sur le territoire des Etats intermédiaires, sont à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extraditer sera, s'il y échet, conduit au port que désignera le gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 11.

L'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 5.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

the Courts. Extradition shall also be granted on the production of the warrant of arrest or any other document having the same validity issued by the competent foreign authority, provided that these documents contain an exact description of the act in respect of which they have been issued.

These documents shall be legalised by the Minister for Foreign Affairs of the applicant State and, when necessary, by the diplomatic or consular agent of the said State. They shall be accompanied by a copy of the text of the law applicable to the subject of the charge and, if necessary, by a translation in French and, whenever possible, by a description of the person claimed or any other indications calculated to establish his identity.

Article 8.

In urgent cases provisional arrest may be effected on notification by post or telegraph of the existence of one of the documents mentioned in Article 7, provided, however, that such notification is regularly furnished to the Minister for Foreign Affairs of the country applied to.

This arrest shall be optional if the requisition has been made direct to a judicial or administrative authority in one of the two countries.

Provisional arrest shall take place in the forms and in accordance with the regulations established by the laws of the Government applied to. It shall be annulled if, within three weeks of his arrest, the accused has not received one of the documents mentioned in Article 7 of the present Convention.

Article 9.

In extraditable cases all articles connected with the crime or misdemeanour, or which may serve as proof, found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or afterwards discovered, shall be seized and handed over to the applicant State, if the competent authority of the State applied to so decrees.

These articles may be handed over even if extradition cannot take place owing to the escape or death of the person claimed.

Nevertheless, any rights to the said articles which may have been acquired by third parties shall be reserved, such articles being, if necessary, restored to them free of charge at the conclusion of the proceedings.

Article 10.

The expenses occasioned by the arrest, maintenance and conveyance of the person whose extradition has been granted, together with the cost of consigning and transporting objects which have to be restored or surrendered under the preceding Article, shall be borne by the two States within the limits of their respective territories.

The cost of conveyance or other expenses incurred on the territory of intermediate States shall be borne by the State applying for extradition.

The person to be surrendered shall, if necessary, be escorted to the port designated by the applicant Government and be placed on board at that Government's expense.

Article 11.

The extradition, by transit through the respective territories of the contracting States, of a person not belonging to the country of transit shall be granted on the production, either in the original or in a certified copy, of one of the documents mentioned in Article 7, provided that the act for which extradition is granted, is included in the present Convention and does not come under the provisions of Articles 3 and 5.

The expenses of transit shall be borne by the applicant party.

Article 12.

Lorsque dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire, le cas échéant accompagnée d'une traduction en langue française, sera adressée, à cet effet, par la voie officielle, sans préjudice du recours éventuel à la voie diplomatique ou consulaire et, à moins que le gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée aux trois derniers alinéas dudit article et au dernier alinéa de l'article 9 ci-dessus.

Les gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 13.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise par la voie officielle, sans préjudice du recours éventuel à la voie diplomatique ou consulaire et, le cas échéant, accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifiée à personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent, et l'original constatant la notification sera renvoyé par la même voie au gouvernement requérant, sans restitution des frais.

Article 14.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin lui transmettra la citation qui lui sera faite.

Quant à l'indemnité à accorder au témoin, un accord interviendra dans chaque cas particulier entre le gouvernement requis.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 15.

Lorsque, dans une cause pénale non politique instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie officielle, sans préjudice du recours éventuel à la voie diplomatique ou consulaire, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 12.

If the proceedings in connection with a penal case of a non-political nature require the attendance in court of persons in one of the two countries or if any other judicial enquiry is deemed necessary, letters rogatory, if necessary accompanied by a French translation, shall be addressed for this purpose through the official channel, without prejudice to later recourse to the diplomatic or consular channels and, unless the Government applied to states that it is impossible, they shall be executed in conformity with the laws of the country in which the witness is to appear or the judicial enquiry is to be made.

Nevertheless, letters rogatory for the purpose of effecting a domiciliary search or for the seizure of the *corpus delicti* or of articles serving as proof of the crime may only be executed for one of the acts mentioned in Article 2 and subject to the reservation expressed in the last three paragraphs of that Article and in the last paragraph of Article 9 above.

The respective Governments renounce all claims to the refund of expenses resulting from the execution of letters rogatory in penal matters, even in the case of expert enquiries, provided, however, that such enquiries have not occupied more than one sitting.

Article 13.

If in penal cases of a non-political nature the Government of one of the two countries deems it necessary that notification of a judicial act or of a judgment should be made to a person residing in the territory of the other country, the document shall be forwarded through the official channel, without prejudice to subsequent recourse to the diplomatic or consular channels, accompanied, if necessary, by a French translation, and shall be served on the person concerned at the request of the prosecuting authorities in the place where he is residing, through a competent official, and the original document recording this notification shall be sent back by the same channel to the applicant Government without refund of expenses.

Article 14.

If, in a penal case of a non-political nature, the personal attendance of a witness is required in court, the Government of the country in which the witness resides shall transmit to him the subpoena calling upon him to appear.

With regard to the allowance to be paid to the witness, an agreement shall be concluded in each particular case between the applicant Government and the Government applied to.

No witness, whatever his nationality, who, when subpoenaed in one of the two countries, voluntarily appears before the Courts of the other country, may be prosecuted or detained in that country for previous acts or criminal convictions or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the case in which he is a witness.

Article 15.

If, in a penal case of a non-political nature which is being investigated in one of the two countries, it is deemed necessary or expedient to obtain articles serving as proof of the crime or documents which are in the hands of the authorities of the other country, application shall be made for them through the official channel, without prejudice to subsequent recourse to the diplomatic or consular channels, and the request shall be granted, unless there are special objections thereto, and subject to the obligation to return such articles and documents.

The contracting Governments renounce all claims to the fund of expenses resulting within the limits of their respective territories from the despatch and return of articles serving as proof of the crime and documents.

Article 16.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution de frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait, le cas échéant accompagné d'un traduction en langue française, de la décision définitive au gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 17.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Chacune des Parties contractantes pourra, en tout temps, le dénoncer en prévenant l'autre Partie de son intention, six mois à l'avance.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 11 octobre 1926.

(L. S.) (Signé) E. VANDERVELDE

(L. S.) (Signé) J. LASDIN.

Article 16.

The two Governments undertake to communicate to each other, without refund of expenses, sentences for crimes or misdemeanours of all kinds pronounced by the Courts of either of the two States against nationals of the other State.

Such communication shall be made by the despatch to the Government to which the convicted person belongs, through the diplomatic channel, of a bulletin or extract of the final decision, accompanied, if necessary, by a French translation.

Article 17.

The present Treaty shall enter into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the two countries .

Each of the contracting Parties may denounce it at any time by giving the other Party six months notice of its intention.

The Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels on October 11, 1926.

(L. S.) (Signed) E. VANDERVELDE.

(L. S.) (Signed) J. LASDIN.

N° 1498.

DANEMARK ET SUÈDE

Arrangement relatif au traitement des
voyageurs de commerce. Signé à
Stockholm, le 8 mars 1927.

DENMARK AND SWEDEN

Agreement concerning the Treatment
of Commercial Travellers. Signed
at Stockholm, March 8, 1927.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 1498. — ÖVERENSKOMMELSE¹ MELLAN DANMARK OCH SVERIGE
ÅNGÅENDE HANDELSRESANDES BEHANDLING, UNDERTECK-
NAD I STOCKHOLM DEN 8 MARS 1927.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Suède et par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 9 juillet 1927.

Undertecknade, av sina respektive regeringar utsedda fullmäktige för ingående av en överenskommelse mellan SVERIGE och DANMARK angående handelsresandes behandling, hava överenskommit om följande :

Artikel 1.

Med näringslegitimationsbevis från ettdera av de avtalslutande länderna försedda handelsresande skola i det andra landet komma i åtnjutande av alla de förmåner, som tillerkännas handelsresande från mest gynnad nation, såväl beträffande avgifter av alla slag som vad i övrigt deras verksamhet angår, däri inbegripet införsel av varuprover och mönster.

Med handelsresande förstås i denna överenskommelse jämväl köpmän, fabriks- och andra näringsidkare, som äro etablerade i ettdera landet, och vilka ämna personligen för sin affär göra varuinköp eller upptaga beställningar i det andra landet.

Artikel 2.

Denna överenskommelse skall ratificeras av Hans Majestät Konungen av Sverige under förutsättning av svenska riksdagens bifall och av Hans Majestät Konungen av Danmark och Island.

Ratifikationerna skola utväxlas i Köpenhamn.

Överenskommelse skall träda i kraft å dagen för ratifikationernas utväxlande och förbliva gällande intill utgången av sex månader efter det endera parten uppsagt densamma.

Till bekräftelse härav hava de befullmäktigade undertecknat denna överenskommelse och försett densamma med sina sigill.

Som skedde i Stockholm, i två exemplar, den 8 mars 1927.

(L. S.) Eliel LÖFGREN.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 12 mai 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 1498. — OVERENSKOMST¹ MELLEM SVERIGE OG DANMARK
ANGAAENDE HANDELSREJSENDES BEHANDLING, UNDERTEG-
NET I STOCKHOLM, DEN 8 MARTS 1927.

Danish and Swedish official texts communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs and by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place July 9, 1927.

Undertegnede, befuldmægtigede af deres respektive Regeringer til Indgaaelse af en Overenskomst mellem SVERIGE og DANMARK angaaende Handelsrejsendes Behandling, er kommet overens om følgende :

Artikkel 1.

Handelsrejsende, forsynet med Legitimationskort fra det ene kontraherende Land, skal i det andet Land nyde alle de Rettigheder, som tilkommer Handelsrejsende, tilhørende mestbegungstiget Nation, saavel med Hensyn til Afgifter af enhver Art som angaaende deres Virksomhed forøvrigt, derunder indbefattet Indførsel af Vareprøver og Mønstre.

Ved Handelsrejsende forstaaes i denne Overenskomst ligeledes Købmænd, Fabriks- og andre Næringsdrivende, som er etableret i et af de to Lande, og som har til Hensigt personlig for deres Forretning at gøre Vareindkøb eller optage Bestillinger i det andet Land.

Artikkel 2.

Denne Overenskomst skal ratificeres af Hans Majestæt Kongen af Sverige under Forudsætning af den svenske Rigsdags Samtykke og af Hans Majestæt Kongen af Danmark og Island.

Ratifikationerne skal udveksles i København.

Overenskomsten skal træde i Kraft paa Dagen for Ratifikationernes Udveksling og forblive gældende indtil Udgangen af 6 Maaneder efter at en af Parterne har opsagt samme.

Til Bekræftelse heraf har de Befuldmægtigede undertegnet denne Overenskomst og forsynet samme med deres Segl.

Saaledes udfærdiget i Stockholm, i to Eksemplarer, den 8. Marts 1927.

(L. S.) Erik SCAVENIUS.

Pour copie conforme :

Stockholm
au Ministère des Affaires étrangères,
le 1^{er} juillet 1927.

*Le Chef des Archives,
Carl Sandgren.*

Pour copie conforme :

Copenhague, le 30 juillet 1927.

Engell,
*Chef du Département des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ The exchange of ratifications took place at Copenhagen, May 12, 1927.

¹ TRADUCTION.

N^o 1498. — ARRANGEMENT ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE
RELATIF AU TRAITEMENT DES VOYAGEURS DE COMMERCE.
SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 8 MARS 1927.

Les plénipotentiaires soussignés, désignés par leurs gouvernements respectifs pour conclure un arrangement entre LA SUÈDE et LE DANEMARK, concernant le traitement des voyageurs de commerce, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les voyageurs de commerce munis d'une carte d'identité professionnelle délivrée par leurs pays respectifs jouiront, dans l'autre pays, de tous les avantages accordés aux voyageurs de commerce ressortissants de la nation la plus favorisée, tant en ce qui concerne les taxes de toute espèce que l'exercice de leur activité, y compris l'importation d'échantillons et de modèles.

Dans le présent arrangement, le terme voyageurs de commerce comprend également les négociants, fabricants et autres commerçants et industriels établis dans l'un des deux pays et désirant se rendre personnellement dans l'autre pays pour le compte de leur maison, en vue d'y effectuer des achats de marchandises ou d'y recueillir des commandes.

Article 2.

Le présent arrangement sera soumis à la ratification de Sa Majesté le Roi de Suède, sous réserve de l'approbation du Parlement suédois, et à celle de Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande. Les instruments de ratification seront échangés à Copenhague.

Le présent arrangement prendra effet le jour de l'échange des instruments de ratification et demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois après sa dénonciation par l'une des Parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Stockholm en double expédition, le 8 mars 1927.

(L. S.) Eliel LÖFGREN.

(L. S.) Erik SCAVENIUS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1498. — AGREEMENT BETWEEN DENMARK AND SWEDEN CONCERNING THE TREATMENT OF COMMERCIAL TRAVELLERS. SIGNED AT STOCKHOLM, MARCH 8, 1927.

The undersigned Plenipotentiaries, appointed by their respective Governments to conclude an Agreement between SWEDEN and DENMARK concerning the treatment of commercial travellers, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Commercial travellers in possession of identity cards issued by one of the Contracting States shall enjoy in the other country all the privileges accorded to commercial travellers of the most favoured nation, both as regards taxes of every kind and also as regards their business operations, including the import of samples and patterns.

For the purposes of this agreement, commercial travellers shall include merchants, manufacturers and other persons engaged in trade or industry, having a business establishment in one of the two countries, and desiring for business purposes to purchase goods or obtain orders in person in the other country.

Article 2.

The present Agreement shall be ratified by His Majesty the King of Sweden, subject to the approval of the Swedish Riksdag, and by His Majesty the King of Denmark and Iceland.

The instruments of ratification shall be exchanged at Copenhagen.

The Agreement shall come into force on the day of the exchange of ratifications, and shall remain operative until the expiration of six months after its denunciation by one of the Parties.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Stockholm on March 8, 1927.

(L. S.) Eliel LÖFGREN.

(L. S.) Erik SCAVENIUS.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 1499.

ALLEMAGNE ET LETTONIE

Convention sanitaire. Signée à Berlin, le 9 juillet 1926.

GERMANY AND LATVIA

Sanitary Convention. Signed at Berlin, July 9, 1926.

TEXTE LETTON. — LATVIAN TEXT.

N^o 1499. — SANITARKONVENCIJA¹ STARP LATVIJU UN VĀCIJU.

*Textes officiels allemand et letton communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie.
L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juillet 1927.*

LATVIJAS REPUBLIKA no vienas puses un VĀCIJAS VALSTS no otras puses vēlēdamās vienādā mērā sekmēt tautas veselības kopšanu savās valstīs, ir nolēmušas noslēgt sanitārkonvenciju.

Šim nolūkam par saviem pilnvarotiem ir iecēlušī :

LATVIJAS REPUBLIKAS PREZIDENTS :

Dr. Oskaru VOITA kungu, Latvijas Republikas ārkārtējo sūtni un pilnvaroto ministri
Berlīnē.

VACIJAS VALSTS PREZIDENTS :

Dr. Erich WALLROTH kungu, Ministeriāldirektoru Ārlietu ministrijā,

kuŗi, pēc savstarpējās iepazīšanās ar viņu pilnvarām, kas atrastas labā un pienācīgā kārtībā, vienojās par sekošiem noteikumiem :

I.

LĪGUMSLĒDZĒJU PIENĀKUMI LIPĪGU SLIMĪBU PARĀDĪŠANĀS GADĪJUMOS VIŅU VALSTS TERRITORIJĀS.

1. pants.

Līgumslēdzējas valstis apņemas bez kavēšanās viena otrai telegrafiski paziņot par katru pirmo saslimšanas gadījumu ar Āzijas koleru (cholera asiatica), vai mēri (pestis) un par katru pirmo gadījumu, kad ir aizdomas par saslimšanu ar šīm slimībām, un rakstiski paziņot par baku (variola), atguļas drudža (febris recurrens) un izsitumu tīfa (typhus exanthematicus) epidēmiju izplatīšanos.

2. pants.

Paziņojumā par pirmā pantā minētām slimībām jāuzrāda :

1. slimības nosaukums, proti zinātniskais nosaukums latīņu valodā, un viņas veids ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 6 juillet 1927.

TEXTE ALLEMÄND. — GERMAN TEXT.

No. 1499. — SANITÄTSABKOMMEN¹ ZWISCHEN LETTLAND UND DEUTSCHLAND GEZEICHNET IN BERLIN. AM 9. JULI 1926.

German and Latvian official texts communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place July 11, 1927.

DIE LETTLÄNDISCHE REPUBLIK einerseits und DAS DEUTSCHE REICH andererseits in gleicher Weise von dem Wunsche beseelt, die öffentliche Gesundheitspflege in beiden Ländern zu fördern, haben beschlossen, ein Sanitätsabkommen zu schliessen.

Es haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER LETTLÄNDISCHEN REPUBLIK :

Herrn Dr. Oskar WOIT, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der lettländischen Republik in Berlin ;

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Herrn Dr. Erich WALLROTH, Ministerialdirektor im Auswärtigen Amt,

die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Bestimmungen vereinbart haben :

I.

PFLICHTEN DER VERTRAGSCHLIESSENDEN PARTEIEN BEIM AUFTRETEN VON ANSTECKENDEN KRANKHEITEN IN IHREN GEBIETEN.

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Parteien verpflichten sich zu sofortiger telegraphischer Benachrichtigung von jedem ersten Erkrankungs- und Verdachtsfall an asiatischer Cholera (*cholera asiatica*) und Pest (*pestis*) und zu schriftlichen Mitteilungen über die Ausbreitung von Pocken (*variola*), Rückfallfieber (*febris recurrens*) und Fleckfieber (*typhus exanthematicus*) Epidemien.

Artikel 2.

Die Benachrichtigung über die in Artikel 1 genannten Krankheiten soll enthalten :

1. die Benennung der Krankheit, und zwar die wissenschaftliche Bezeichnung in lateinischer Sprache, sowie ihre Art ;

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, July 6, 1927.

2. slimības parādīšanās vieta un diena ;
3. slimības cēlonis un no kurienes tā ievazāta ;
4. saslimušo un mirušo skaits ;
5. apsērgotā administratīvā vienība (8. pants) ;
6. apkaļošanai spertie soļi.

Lai varētu spriest par mirstības apmēriem, saslimušo kopskaitā jāuzrāda arī visi pieteiktie nāves gadījumi.

3. pants.

Līgumslēdzējas valstis apņemas viena otrai bez steidzamiem 1. pantā paredzētiem paziņojumiem iesūtīt arī nedēļu ziņojumus par 1. pantā aprādīto slimību tālāko gaitu, kā arī par spertiem soļiem un par visiem tiem apstākļiem, kuriem varētu būt epidēmioloģiska nozīme. Nedēļu ziņojumos jāietilpst iepriekšējo paziņojumu kļūdu un varbūtēju nepilnību izlabojumiem.

4. pants.

Līgumslēdzējas valstis apņemas kārtīgi piesūtīt viena otrai visus centrālo sanitāro iestāžu epidēmioloģiskās publikācijas.

Ja vienas līgumslēdzējas valsts teritorijā parādās, vai pat epidēmiski izplatās kāda lipīga slimība, kuŗa tur citādi, it sevišķi ar epidēmisko raksturu, nemēdz parādīties, minētās valsts pienākums ir, par to paziņot otrai līgumslēdzējai valstij, atzīmējot tuvāki ar šo parādību sakarā stāvošos apstākļus.

5. pants.

1., 3. un 4. pantos paredzētie paziņojumi un tuvākās informācijas vienas līgumslēdzējas valsts centrālajai sanitārpārvaldei tieši jāiesūta otras līgumslēdzējas valsts centrālajai sanitārpārvaldei. Tanī pašā laikā tādi paši paziņojumi piesūtāmi otrās līgumslēdzējas valsts diplomātiskam pārstāvim.

6. pants.

Savstarpēji vienojoties, abas valdības var šo konvenciju attiecināt arī uz tādām lipīgām slimībām, kuŗas 1. pantā nav minētas.

7. pants.

Ja viena no līgumslēdzējām valstīm ir saņēmusi ziņas par kādas lipīgas slimības epidēmisku parādīšanos kādā otrās valsts daļā un sakarā ar to ir spērusi aizsardzības soļus, viņas pienākums ir paziņot otrai līgumslēdzējai valstij par ievadītiem aizsardzības soļiem un sniegt izziņu par apstākļiem, kas tos izsaukuši.

2. den Ort und den Tag ihres Auftretens ;
3. den Ursprung und die Quelle der Krankheit ;
4. die Anzahl der Erkrankten und Gestorbenen ;
5. den verseuchten Verwaltungsbezirk (Artikel 8) ;
6. die getroffenen Massnahmen.

Um die Grösse der Sterblichkeit beurteilen zu können, soll die Gesamtzahl auch alle angezeigten Todesfälle enthalten.

Artikel 3.

Die vertragschliessenden Parteien verpflichten sich, einander ausser den sofortigen Mitteilungen, die in Artikel 1 vorgesehen sind, wöchentliche Berichte über den weiteren Verlauf der in Artikel 1 aufgeführten Krankheiten sowie über die getroffenen Massnahmen und über sämtliche Umstände, die von epidemiologischer Bedeutung sein können, zuzusenden. In den wöchentlichen Berichten sind die in den vorhergehenden Mitteilungen vorgekommenen Irrtümer oder Ungenauigkeiten richtig zu stellen.

Artikel 4.

Die vertragschliessenden Parteien verpflichten sich, einander regelmässig alle epidemiologischen Veröffentlichungen ihrer Zentralgesundheitsbehörden mitzuteilen.

Falls in dem Gebiete eines der Vertragsstaaten eine ansteckende Krankheit, die dort sonst in seuchenartiger Form nicht aufzutreten pflegt, auftritt oder sich sogar seuchenartig ausbreitet, so ist dieser Staat verpflichtet, dem anderen Vertragsstaate hiervon und von den näheren Umständen Mitteilung zu machen.

Artikel 5.

Die Mitteilungen und die näheren Angaben, die in den Artikeln 1, 3 und 4 vorgesehen sind, sind von den Zentralgesundheitsbehörden des einen vertragschliessenden Staates unmittelbar den Zentralgesundheitsbehörden des anderen Staates zuzustellen. Dieselbe Mitteilung ist zur gleichen Zeit dem diplomatischen Vertreter des andern Staates zuzusenden.

Artikel 6.

Das vorliegende Abkommen kann durch Vereinbarung der beiderseitigen Regierungen auch auf solche ansteckende Krankheiten erstreckt werden, die nicht im Artikel 1 angegeben sind.

Artikel 7.

Hat einer der vertragschliessenden Staaten von dem seuchenartigen Auftreten einer ansteckenden Krankheit in einem Teile des anderen Staates Kenntnis erhalten und hat er aus diesem Anlass Vorsichtsmassnahmen getroffen, so ist er verpflichtet, dem anderen Vertragsstaate die von ihm getroffenen Vorsichtsmassregeln sowie die Auskünfte, die ihn dazu veranlasst haben, mitzuteilen.

II.

NOTEIKUMI, ZEM KĀDIEM APVIDUS UZSKATĀMS KA APSĒRGOTS VAI ATKAL BRĪVS NO SĒRGĀM.

8. pants.

Par apsērgotu var apzīmēt tikai administratīvu vienību, kā aprinķi, pilsētu, vai pagastu. Administratīvā vienība tikai tad izsludināma par apsērgotu, ja koleras gadījumi radījuši slimības perekli¹, ja bakas, atguļas drudzis, vai izsitumu tifs epidēmiski izplatās un ja mēra gadījumā konstatēti viens vai vairāk neievazātu gadījumu.

Paziņojums, ka administratīva vienība ir izsludināta par apsērgotu un ka aiz šī iemesla ir sperti attiecīgie soļi, jāizdara saskaņā ar 5. panta noteikumiem.

9. pants.

Lai kādu administratīvu vienību vairs neuzskatītu par apsērgotu, nepieciešami oficiālā kārtā konstatēt :

1. ka a) mēra vai koleras gadījumā kopš 5 dienām nav bijis nedz nāves nedz jauna saslimšanas gadījuma,

b) baku, izsitumu tifa, vai atguļas drudža gadījumā, uz saslimšanas gadījumu samazināšanās vai vēl tikai slimības sporadiskas atkārtotāšanās pamata, iespējams noteikt, ka slimība ir zaudējusi savu epidēmisko raksturu.

2. ka izlietoti visi dezinfekcijas un atūtošanas līdzekļi, bez tam baku gadījumā — izvesta baku aizsardzības potēšana un mēra gadījumā — sperti soļi žurku iznīcināšanai.

III.

AIZSARDBAS LĪDZEKĻI PRET APSĒRGOTIEM APGABALIEM.

10. pants.

Kā aizsardzības līdzekļi pret 1. pantā uzskaitīto slimību ievazāšanu ir pieļaujami :

a) ārsta apskatīšana un izmeklēšana ;

b) to personu atdalīšana un izolēšana, kuņas vai nu saslimušas, vai stāv aizdomās saslimšanā² ar vienu no minētām slimībām, vai tikai aizdomās kā inficētas³ tāpēc, ka bijušas tiešos sakaros ar saslimušo ;

¹ Vārds « pereklis » nozīmē, ka koleras gadījumi ir parādījušies ārpus pirmā vai pirmo saslimšanas gadījumu tiešās vietas un ka nav izdevies ierobežot slimības izplatīšanos viņas pirmā parādīšanās vietā.

² Par « aizdomās saslimšanā » stāvošām uzskatāmas tādas personas, kuņu saslimšanas pazīmes liek baidīties par slimības izcelšanos.

³ « Aizdomās kā inficētas » uzskatāmas tās personas, kuņas gan neuzrāda tādas pazīmes, bet tomēr dod pamatu bažām, ka tās uzņēmušas slimības dīgļus. Jāizšķir tieši un netieši aizdomīgas, kā inficētas personas. Par tieši aizdomīgām uzskatāmi vispār ģimenes locekļi un ar saslimušo vienā dzīvojošas personas, kā arī personas, kuņas bijušas sakaros ar slimības dīgļiem inficētiem priekšmetiem. Pret minētām personām konvencijā ir paredzēti stingrāki aizsardzības līdzekļi nekā pret personām, kuņas aizdomās, ka būtu netiešā ceļā inficētas.

II.

BEDINGUNGEN, UNTER DENEN EIN ÖRTLICHER BEZIRK ALS VERSEUCHT ODER WIEDER REIN ANZUSEHEN IST.

Artikel 8.

Als verseucht kann nur ein Verwaltungsbezirk, z. B. ein Kreis oder eine Stadt oder Landgemeinde bezeichnet werden. Ein solcher kann nur dann für verseucht erklärt werden, wenn Cholerafälle einen Seuchenherd¹ bilden, wenn bei Pocken, Rückfall- und Fleckfieber eine seuchenartige Verbreitung dieser Krankheiten erfolgt oder wenn ein oder mehrere nicht eingeschleppte Pestfälle festgestellt werden.

Die Benachrichtigung, dass ein Bezirk für verseucht erklärt worden ist und dass aus diesem Anlass entsprechende Massregeln getroffen worden sind, hat gemäss den Bestimmungen des Artikels 5 zu erfolgen.

Artikel 9.

Damit ein Bezirk nicht mehr als verseucht angesehen wird, muss amtlich festgestellt sein :

- i. dass :
 - a) bei Pest oder Cholera seit 5 Tagen weder ein Todesfall noch ein neuer Erkrankungsfall vorgekommen ist,
 - b) bei Pocken, Fleck- und Rückfallfieber aus dem Rückgang der Krankheitsfälle oder aus der Feststellung nur noch vereinzelt auftretender Fälle geschlossen werden kann, dass die Krankheit ihren seuchenartigen Charakter verloren hat ;
2. dass alle Desinfektions- und Entlassungsmassregeln angewandt worden sind, und ausserdem bei Pocken die Pockenschutzimpfung durchgeführt und bei Pest die Massnahmen gegen die Ratten ergriffen worden sind.

III.

MASSNAHMEN GEGEN DIE VERSEUCHTEN GEBIETE.

Artikel 10.

Gegen die Einschleppung der in Artikel 1 aufgeführten Krankheiten sind als Abwehrmassnahmen zulässig :

- a) Ärztliche Besichtigung und Untersuchung ;
- b) Verlegung und Absonderung der Kranken und der einer der erwähnten Krankheiten verdächtigen² sowie derjenigen ansteckungsverdächtigen³ Personen, die mit dem Kranken in unmittelbare Berührung gekommen sind ;

¹ Das Wort „Herd“ bedeutet, dass Cholerafälle ausserhalb des unmittelbaren Bereichs des ersten oder der ersten Fälle aufgetreten sind und dass es nicht gelungen ist, die Ausbreitung der Krankheit auf die Stelle ihres ersten Auftretens zu beschränken.

² Als krankheitsverdächtig sind solche Personen zu betrachten, welche unter Erscheinungen erkrankt sind, die den Ausbruch der Krankheit befürchten lassen.

³ Als ansteckungsverdächtig sind solche Personen anzusehen, bei denen dergleichen Erscheinungen zwar nicht vorliegen, jedoch die Besorgnis gerechtfertigt ist, dass sie den Krankheitsstoff aufgenommen haben. Man unterscheidet unmittelbar und mittelbar ansteckungsverdächtige Personen. Unmittelbarer Ansteckungsverdacht liegt im allgemeinen den Familienangehörigen und den in Wohnungsgemeinschaft mit dem Kranken Lebenden und bei solchen Personen vor, die mit den durch die Krankheit verseuchten Gegenständen umgegangen sind. Bei ihnen werden daher in diesem Abkommen schärfere Massnahmen vorgesehen als bei den nur mittelbar ansteckungsverdächtigen Personen.

c) dezinfekcija, kā arī — izsitumu tīfa un atguļas drudža gadījumos — personu, bagāžas, dzelzceļu vagonu un kuģu vietu atutošana un baku gadījumā — aizsargu baku potēšana ;

d) preču dezinfekcija un mēra gadījumā — žurku iznīcināšana precēs ;

e) koleras un baku gadījumā — ieceļošanas aizliegums personām, kuŗas nav potētas pret šīm slimībām.

IV.

IECEĻOŠANAS UN CAURBRAUKŠANAS KUSTĪBAS UZRAUDZĪBA.

11. pants.

Uz robežām var izdarīt to personu veselības stāvokļa rūpīgu izmeklēšanu, kuŗas nāk no apsērgotiem apvidiem, bet it sevišķi to personu, pie kuŗām konstatētas r. pantā uzskaitīto slimību pazīmes, pie kam koleras vai mēra ziņā aizdomīgās personas var vajadzības gadījumā bakterioloģiski izmeklēt. Apskatīšana un medicīniska izmeklēšana jāizdara tādā kārtā, lai satiksmi pēc iespējas mazāk traucētu.

Arstiem jāizmeklē ar slimiem satiksmē bijušie ceļotāji. Par veselām atzītas personas, ja nav aizdomas, ka viņas varētu būt tieši inficētas, nedrīkst aizturēt, bet viņas un viņu bagāžu var dezinficēt un atguļas drudža un izsitumu tīfa gadījumā — atutot.

12. pants.

Personas, kuŗas pie medicīniskas izmeklēšanas atzītas par slimām, vai atzītas par aizdomīgām, ka saslimušas ar r. pantā minētām slimībām, vai stāv aizdomās, ka tieši inficētas, var tikt izolētas no ieceļošanas valsts veselības iestādēm un ārstētas un novērotas ¹ šim nolūkam īpaši ierīkotās iestādēs, kuŗās tām jāpaliek līdz pilnīgas izveseļošanās brīdim, vai līdz galīgās diagnozes uzstādīšanai.

Personas, kuŗas nāk no apsērgotiem apvidiem, vai arī ir bijušas netiešā satiksmē ar saslimušiem ar r. pantā uzskaitītām slimībām, var nodot ārsta uzraudzībai ², kuŗas ilgums nedrīkst pārsniegt : 5 dienas koleras, 7 dienas mēra, 8 dienas atguļas drudža un 14 dienas izsitumu tīfa un baku gadījumā, skaitot no minētās personas izbraukšanas dienas no apsērgotā apgabala, vai arī no slimības konstatēšanas dienas uz robežas. Šim nolūkam var uzlikt minētām personām par pienākumu pietiekties attiecīgās sanitārās iestādēs tanī pašā dienā, kad viņas sasniegušas ceļojuma gala mērķi.

13. pants.

Uz sanitāro un dzelzceļu personālu un uz valdības uzdevumā ceļojošām personām drīkst attiecināt veselības aizsardzības līdzekļus vienīgi tanī gadījumā, kad nav šaubu, ka viņi saslimuši ar r. pantā uzskaitītām slimībām.

¹ Vārds « novērot » nozīmē : ceļotāju izolēšanu kādā sanitārā iestādē, vai arī uz kuģa, iekāms tiem dod kustēšanās brīvību.

² Vārds « uzraudzība » nozīmē : ceļotājus neizolē, tiem nekavējoties dod kustēšanās brīvību, bet viņu vārdus paziņo attiecīgām iestādēm tanīs vietās, uz kuriem viņi dodas ; veselības stāvokļa noskaidrošanai tie padoti ārsta kontrolei.

c) Desinfektion, sowie — bei Fleckfieber und Rückfallfieber — Entlassung der Personen und des Gepäcks, desgleichen der Eisenbahnwagen und Schiffsplätze, ferner bei Pocken die Schutzpockenimpfung ;

d) Desinfektion und — im Falle von Pest — Entrattung der Waren ;

e) im Falle von Cholera bezw. Pocken ein Einreiseverbot für Personen, die nicht gegen diese Krankheiten geimpft sind.

IV.

BEHANDLUNG DES EINREISE- UND DURCHREISEVERKEHRS.

Artikel 11.

Personen, die aus verseuchten Gebieten kommen, und besonders diejenigen, bei denen Merkmale einer der in Artikel 1 erwähnten Krankheiten festgestellt werden, können an der Grenze einer eingehenden gesundheitlichen Einzeluntersuchung, Personen, die cholera- oder pestverdächtig sind, nötigenfalls einer bakteriologischen Untersuchung unterzogen werden. Die Besichtigungen und ärztlichen Untersuchungen dürfen so wenig wie möglich den Verkehr stören.

Reisende, die mit Kranken in Berührung standen, müssen von den Ärzten besichtigt werden. Als gesund erkannte Personen dürfen, sofern sie nicht unmittelbar ansteckungsverdächtig sind, nicht zurückgehalten werden, können aber — wie auch ihr Gepäck — desinfiziert und — bei Rückfall- oder Fleckfieber — entlaust werden.

Artikel 12.

Personen, die bei der ärztlichen Untersuchung als krank oder bezüglich einer der in Artikel 1 erwähnten Krankheiten krankheits- oder unmittelbar ansteckungsverdächtig erkannt wurden, können von den Gesundheitsbehörden des Staates des Bestimmungsortes abgesondert und in für diesen Zweck besonders eingerichteten Anstalten behandelt und beobachtet¹ werden, in denen sie bis zu ihrer vollständigen Genesung oder bis zur Feststellung der endgültigen Diagnose zu verbleiben haben.

Personen, die aus verseuchten Gegenden kommen oder mit Personen, die mit einer der in Artikel 1 angeführten Krankheiten behaftet sind, in nur mittelbarer Verbindung gestanden haben, können einer ärztlichen Überwachung² unterzogen werden, die bei Cholera fünf Tage, bei Pest sieben Tage, bei Rückfallfieber acht Tage und bei Fleckfieber und Pocken vierzehn Tage, von der Abreise der fraglichen Person aus dem verseuchten Gebiet oder von der Feststellung der Krankheit an der Grenze an gerechnet, nicht überschreiten soll. Zu diesem Zwecke können diese Personen verpflichtet werden, sich am Tage ihrer Ankunft am Bestimmungsorte den zuständigen Gesundheitsbehörde vorzustellen.

Artikel 13.

Das Sanitäts- und Eisenbahnpersonal sowie die im amtlichen Auftrage ihrer Regierungen reisenden Personen dürfen nur dann den Gesundheitsmassnahmen unterzogen werden, wenn feststeht, dass sie an einer der in Artikel 1 aufgeführten Krankheiten leiden.

¹ Das Wort „Beobachtung“ bedeutet die Absonderung der Reisenden, sei es in einer Gesundheitsstation, sei es an Bord eines Schiffes, bevor sie zum freien Verkehr zugelassen werden.

² Das Wort „Überwachung“ bedeutet : Die Reisenden werden nicht abgesondert, sie werden sofort zum freien Verkehr zugelassen, werden aber den Behörden der verschiedenen Orte, nach denen sie sich begeben, namhaft gemacht und einer ärztlichen Kontrolle zur Feststellung ihres Gesundheitszustandes unterworfen.

14. pants.

Personīgā bagāža jādezinficē un vajadzības gadījumā jāatuto, ja saskaņā ar 11. pantu un attiecīgā valdības ārsta uzskatu aizdomas, ka bagāža inficēta.

15. pants.

Līgumslēdzējas valstis patur tiesību lietot sevišķus sanitārus aizsardzības līdzekļus attiecībā uz zināmu katēgoriju grupās un nehygiēniskos apstākļos ceļojošām personām, kā sezonas strādniekiem, bēgļiem, svētceļotājiem, izceļotājiem, atpakaļceļotājiem, pārnācējiem, klaidoņiem, čigāniem u. t. t. un proti : izolēt saslimušos, vai ar saslimušiem satiksmē bijušas personas, dezinficēt un atutot viņus pašus un viņu bagāžu, izmeklēt bakterioloģiski ceļotājus, potēt, nogriezt matus u. t. t.

16. pants.

Koleras un baku apkaŗošanas nolūkā var izdarīt uz robežām aizsardzības potēšanu tām personām, kuŗas nevar uzrādīt oficiālu apliecību, ka viņas potētas un potes iespāids nav izbeidzies.

17. pants.

Uz ceļotājiem, kuŗi pa dzelzceļu ierodas ar savu bagāžu robežu stacijā, jāattiecina 11.—16. pantos uzskaitītie noteikumi. Noteikumi tā izpildāmi, ka dzelzceļu kustība netiek traucēta.

Šim nolūkam līgumslēdzējas valstis apņemas ierīkot savās robežu stacijās medicīniskai izmeklēšanai piemērotas telpas, kuŗu lielums būtu attiecīgā samērā ar parastās kustības apjomu šini satiksmes vietā.

18. pants.

Ja vilcienā, kas pienāk uz robežas, atrodas persona, kuŗa slimo ar kādu 1. pantā uzskaitīto slimību, vagonš jādezinficē vai jāatuto. Vajadzības gadījumā vagonš jāatkabina.

19. pants.

Šis konvencijas priekšraksti attiecīgi piemērojami gaisa satiksmei.

20. pants.

Ja ceļotājs nepadodas 11.—19. pantos uzskaitītiem noteikumiem, viņam var aizliegt ieceļošanu.

Artikel 14.

Das persönliche Reisegepäck ist zu desinfizieren und gegebenenfalls zu entlassen, wenn es nach Artikel 11 und nach der Ansicht des zuständigen beamteten Arztes als ansteckungsverdächtig zu erachten ist.

Artikel 15.

Die Vertragsstaaten behalten sich das Recht vor, besondere Gesundheitsmassnahmen für gewisse Arten von truppweise und unter ungünstigen gesundheitlichen Verhältnissen reisenden Personen, wie Saisonarbeiter, Flüchtlinge, Pilger, Auswanderer, Rückwanderer, Heimkehrer, Vagabunden, Zigeuner usw. zu treffen und zwar Absonderung der Kranken oder auch der mit einem Kranken zusammen gewesenen Personen, Desinfektion und Entlausung der Personen und des Reisegepäcks, bakteriologische Untersuchung der Reisenden, Impfung, Haarschneiden, usw.

Artikel 16.

Zur Abwehr der Cholera und Pocken können an der Grenze Schutzimpfungen bei denjenigen Personen ausgeführt werden, die nicht auf Grund einer amtlichen Bescheinigung nachweisen können, dass sie sich einer solchen, zur Zeit noch wirksamen Impfung unterzogen haben.

Artikel 17.

Personen und deren Reisegepäck, die an der Grenze mit der Eisenbahn eintreffen, werden gemäss den in den Artikeln 11 bis 16 aufgeführten Vorschriften behandelt. Diese Vorschriften sind stets so auszuführen, dass der Eisenbahnverkehr nicht gestört wird.

Zu diesem Zwecke verpflichten sich die Vertragsstaaten, an ihren Grenzbahnhöfen für die ärztliche Untersuchung geeignete Räume einzurichten, deren Grösse in entsprechendem Verhältnis zu dem Umfang des gewöhnlichen Verkehrs an diesen Durchgangstellen stehen soll.

Artikel 18.

Befindet sich in einem an der Grenze eingetroffenen Eisenbahnzug eine Person, die mit einer der in Artikel 1 aufgeführten Krankheiten behaftet ist, so muss der Eisenbahnwagen desinfiziert beziehungsweise entlaust werden. Der Wagon ist erforderlichenfalls abzuhängen.

Artikel 19.

Die vorstehenden Vorschriften finden auf den Luftverkehr sinngemässe Anwendung.

Artikel 20.

Weigert sich ein Reisender, die in Artikel 11 bis 19 vorgesehenen Massregeln zu befolgen, so kann ihm der Eintritt in das Land untersagt werden.

V.

JŪRAS SATIKSME.

21. pants.

Attiecībā uz jūrā izejošiem kuģiem līgumslēdzējām valstīm jāuzņemas spert savās ostās sekošus soļus :

a) Jāaizliedz kāpt kuģī personām ar koleras, mēra, baku, atguļas drudža un izsitumu tīfa pazīmēm, kā arī personām, kuŗas nāk no tādu slimnieku tiešas apkaimes.

b) Tāpat jāaizliedz kāpt kuģī personām, kuŗas nāk no koleras vai baku apsērgotiem apvidiem, ja šīs personas zināmā laikā nav likušas izdarīt sev aizsargu potēšanu.

c) Tālāk jāaizliedz kāpt kuģī personām, kuŗas nāk no atguļas drudža vai izsitumu tīfa apvidiem, ja šīs personas nav sekmīgi atutotas. Jāraugās uz to, lai ceļotāju, kā arī viņu netīrās veļas, drēbju un lietoto gultas drēbju atutošana notiktu beidzamās 24 stundās pirms kāpšanas kuģī.

d) Mēra gadījumā jālieto līdzekļi pret žurku uzklišanu uz kuģa. (Virves, ar kuŗām piesiets kuģis, jānodrošina ar aizsargu plāksnēm, laipas un pārejas tilti, izņemot darba laiku, jānoņem u. t. t.)

e) Koleras gadījumā jārūpējas, lai dzeŗamais ūdens uz kuģa būtu bez iebildumiem.

22. pants.

Par apsērgotu jāuzskata katrs kuģis, uz kuŗa konstatē koleras, mēra, baku, izsitumu tīfa vai atguļas drudža gadījumus, vai arī, ja bijis koleras gadījums pēdējās 5 dienās, mēra pēdējās 7 dienās, atguļas drudža pēdējās 8 dienās, baku vai izsitumu tīfa pēdējās 14 dienās, vai ja uz kuģa pēc sistēmatiskas pārmeklēšanas vai citādi atrastas žurkas ar mēra pazīmēm.

Par aizdomīgu jāuzskata katrs kuģis, uz kuŗa izbraukšanas brīdī vai arī brauciena laikā konstatēti koleras, mēra, atguļas drudža, baku un izsitumu tīfa gadījumi, bet uz kuŗa beidzamās 5 dienās nav bijis neviens jauns koleras, vai beidzamās 7 dienās neviens jauns mēra, beidzamās 8 dienās neviens jauns atguļas drudža, vai beidzamās 14 dienās neviens jauns baku vai izsitumu tīfa gadījums.

Par tīru uzskatāms ikkatrs kuģis, uz kuŗa, kaut gan tas pienāk no apsērgotas ostas, 3 dienu laikā pirms izbraukšanas, brauciena laikā un ienākšanas brīdī nav konstatēts neviens miršanas vai saslimšanas gadījums ar kādu no 1. pantā uzskaitītām slimībām un uz kuŗa pēc sistēmatiskas pārmeklēšanas vai citādi nav atrastas žurkas ar mēra pazīmēm, nedz novērota uzkrītoša žurku mirstība.

23. pants.

Pret apsērgotiem kuģiem jāspeŗ sekoši soļi :

1. apskate un medicīniska izmeklēšana ;

2. nekavējoties jānogādā no kuģa un jāizolē, jādezinficē un jāatuto, bet baku gadījumā jāpotē slimie un visi, kuŗi stāv aizdomās, ka saslimuši, vai arī aizdomās, ka tieši inficēti (sk. 10. panta nodalījumu b) ;

V.

SEEVERKEHR.

Artikel 21.

Die vertragschliessenden Staaten sind gehalten, in ihren Häfen für die in Seegehenden Schiffe folgende Massnahmen zu treffen :

a) Die Einschiffung von Personen, die Erscheinungen von Cholera, Pest, Pocken, Rückfallfieber oder Fleckfieber zeigen, sowie von Personen aus der unmittelbaren Umgebung derartiger Kranker, ist zu verhindern.

b) Desgleichen ist die Einschiffung von Personen zu verhindern, die aus cholera und pockenverseuchten Gebieten kommen, wenn diese Personen sich nicht in einer angemessenen Frist einer vorbeugenden Impfung unterzogen haben.

c) Ferner ist die Einschiffung von solchen Personen verboten, die aus Gebieten kommen, in denen Rückfallfieber oder Fleckfieber herrschen, insofern sich diese Personen nicht einer wirksamen Entlausung unterworfen haben. Die Entlausung der Reisenden, ihrer schmutzigen Wäsche, Kleider und des gebrauchten Bettzeuges ist tunlichst in den letzten der Einschiffung vorangehenden 24 Stunden vorzunehmen.

d) Im Falle von Pest sind Massnahmen zu ergreifen, um das Anbordkommen von Ratten zu verhüten. (Die Schiffe sind durch Taue, die mit Absperrplatten versehen sind, festzumachen, die Landungs- und Übergangsbrücken sind, ausgenommen während der Dienstzeit, zu entfernen, usw.).

e) Im Falle von Cholera ist darauf zu achten, dass das an Bord genommene Trinkwasser einwandfrei ist.

Artikel 22.

Als verseucht gilt jedes Schiff, auf dem Fälle von Cholera, Pest, Pocken, Fleckfieber oder Rückfallfieber festgestellt werden, oder auf dem Cholera während der letzten fünf Tage, oder Pest während der letzten sieben Tage, Rückfallfieber während der letzten acht und Pocken oder Fleckfieber während der letzten vierzehn Tage vorgekommen sind oder auf dem bei systematischem Absuchen oder sonst wie Pestratten gefunden worden sind.

Als verdächtig gilt jedes Schiff, auf dem bei der Abfahrt oder während der Reise Fälle von Cholera, Pest, Rückfallfieber, Pocken oder Fleckfieber festgestellt worden sind, auf dem jedoch in den letzten fünf Tagen kein neuer Fall von Cholera oder in den letzten sieben Tagen kein neuer Fall von Pest, in den letzten acht Tagen kein neuer Fall von Rückfallfieber oder in den letzten vierzehn Tagen kein neuer Fall von Pocken oder von Fleckfieber aufgetreten ist.

Als rein gilt jedes Schiff, das, wenn es auch aus einem verseuchten Hafen kommt, während dreier Tage vor seiner Abreise, während der Überfahrt oder zur Zeit seiner Ankunft an Bord keinen Todesfall oder keinen Erkrankungsfall an einer der in Artikel 1 aufgezählten Krankheiten gehabt hat und auf dem bei systematischem Absuchen oder sonstwie weder das Vorhandensein von Pestratten noch eine ungewöhnliche Sterblichkeit der Ratten beobachtet worden ist.

Artikel 23.

Bei verseuchten Schiffen sind folgende Massnahmen zu ergreifen :

1. Besichtigung und ärztliche Untersuchung ;
2. Sofortige Ausschiffung und Absonderung der Kranken und der der Krankheit oder unmittelbaren Ansteckung (s. Artikel 10 b) verdächtigen Personen, zugleich Desinfektion und Entlausung derselben, bei Pocken auch Schutzimpfung ;

3. jānodod ārsta uzraudzībā personas, kuņas bijušas netiešā satiksmē ar koleras, baku un mēra slimniekiem (sk. 12. panta otro daļu) un baku gadījumā nekavējoties jāpotē. Uzraudzības ilgums nedrīkst pārsniegt koleras gadījumā 5 dienas, mēra gadījumā 7 dienas, baku gadījumā 14 dienas, skaitot no kuģa ienākšanas ostā.

Personas, kuņas nākušas tikai netiešos sakaros ar izsītumu tīfa vai atguļas drudža slimniekiem, vispāri uzraudzībai netiek padotas. 15. pantā uzskaitītās personu grupas padotas pēc atūtošanas ārsta uzraudzībai, kuņas ilgums nedrīkst pārsniegt 8 dienas atguļas drudža un 14 dienas izsītumu tīfa gadījumos.

4. Jādezinficē vai jāatūto kuģa komandas un ceļotāju netīrā veļa, lietotie apģērba gabali un priekšmeti, ja pēc gala ostas sanitāriestādes uzskata ka tie, atzīstami par inficētiem.

5. Jādezinficē koleras, baku un mēra gadījumos visas kuģa telpas, kuņas attiecīgais valdības ārsts uzskata par apsērgotām un atguļas drudža un izsītumu tīfa gadījumos — jāatūto.

6. Uz kuģiem, kuři apsērgoti ar koleru, lietojami starp citu sekoši līdzekļi : jādezinficē aizdomīgais dzeņamais ūdens, sūcūdens un balasta ūdens, iekāms to izlaiž ostā : jādezinficē rezervuāri un jāatjauno dzeņamā ūdeņa krājumi. Tālāk noliegts izliet vai citādi kā ielaist ostā cilvēku izkārnījumus, kā arī kuģa notekas ūdeņus, iekāms tie nav dezinficēti.

7. Uz kuģiem, kuři apsērgoti ar mēri, bez 1.—5. punktos paredzētiem līdzekļiem jāiznīcina žurkas, kam jānotiek pirms vai pēc preču izkraušanas, izsargājoties pie tam no preču vai mašīnu bojāšanas. Uz kuģiem ar balastu žurku iznīcināšanai jānotiek pirms preču iekraušanas.

Zurkas jāiznīcina uz kuģa pirmās 48 stundās pēc viņa ienākšanas ostā.

24. pants.

Kuģi, kuři aizdomīgi koleras ziņā, padoti 23. panta 1.—6. nodaļumu noteikumiem. Mēra ziņā aizdomīgie kuģi padoti 23. panta 1.—5. un 7. nodaļumu noteikumiem, un atguļas drudža un izsītumu tīfa aizdomīgie — 23. panta 1.—5. nodaļumu noteikumiem. Bez tam kuģu komanda un ceļotāji jātur ārsta uzraudzībā, kuņas ilgums nedrīkst pārsniegt koleras gadījumā 5 dienas, mēra — 7 dienas, atguļas drudža — 8 dienas un baku un izsītumu tīfa — 14 dienas, skaitot no kuģa ienākšanas ostā.

25. pants.

Tīriem kuģiem, kuři nāk no sērgām brīvām ostām, bez kavēšanās jāpiespīķ pilnīga satiksmes brīvība. Veselības apliecības no šiem kuģiem nav pieprasāmas.

Tīriem kuģiem, arī ja tie nāk no apsērgotām ostām, var piespīķ satiksmes brīvību pēc apliecību¹ uzrādīšanas. Attiecīgām sanitāriestādēm kuģa iebraukšanas ostā ir tiesība spert sekošus soļus :

koleras gadījuma — 23. panta 1., 4. un 6. nodaļumos paredzētos soļus, mēra gadījuma — 23. panta 1., 4. un 7. nodaļumos paredzētos soļus, atguļas drudža, baku un izsītumu tīfa gadījumos — 23. panta 1. un 4. nodaļumos paredzētos soļus.

¹ Svarā krit musturrullis un kuģa dienas grāmata, pēc kuři sanitāriestāde var pilnīgi pārlicināties par kuģa komandas sastāvu un sevišķiem veselības stāvokļa gadījumiem brauciena laikā. Ja kuģim ir savs ārsts, minētās ziņas jāpapildina ar ārsta ziņojumu.

3. Diejenigen Personen, die mit Cholera-, Pocken- und Pestkranken nur in mittelbare Berührung gekommen sind, werden einer ärztlichen Überwachung (s. Artikel 12 Abs. 2) und bei Pocken auch der sofortigen Schutzimpfung unterworfen. Die Dauer der Überwachung darf bei Cholera fünf Tage, bei Pest sieben Tage, bei Pocken vierzehn Tage, von der Ankunft des Schiffes an gerechnet, nicht überschreiten.

Diejenigen Personen, die mit Fleckfieber- oder Rückfallfieber-Kranken nur mittelbar in Berührung gekommen sind, werden im allgemeinen keiner ärztlichen Überwachung unterworfen. Die in Art. 15 genannten Personengruppen sind jedoch nach der Entlausung einer ärztlichen Überwachung zu unterwerfen, deren Dauer bei Rückfallfieber acht Tage und bei Fleckfieber vierzehn Tage nicht überschreiten darf.

4. Die schmutzige Wäsche, die gebrauchten Bekleidungs- und Gebrauchsgegenstände der Schiffsbesatzung und der Reisenden, die nach Ansicht der Gesundheitsbehörden des Bestimmungshafens als angesteckt zu erachten sind, müssen desinfiziert, bezw. entlaust werden.

5. Alle Schiffsräume, die der zuständige beamtete Arzt als verseucht bezeichnet, müssen bei Cholera, Pocken und Pest einer Desinfektion und bei Rückfallfieber und Flecktyphus der Entlausung unterworfen werden.

6. Bei choleraverseuchten Schiffen können unter anderem folgende Massregeln angeordnet werden: Desinfektion des verdächtigen Trink-, Bilge- und Ballastwassers, bevor es in den Hafen abgelassen wird; Desinfektion der Behälter, Erneuerung des Trinkwasservorrats. Ferner ist es untersagt, menschliche Entleerungen sowie Abwässer des Schiffes ohne eine vorherige Desinfektion auszuschütten oder sonstwie in den Hafen gelangen zu lassen.

7. Bei pestverseuchten Schiffen ist ausser den in Ziffer 1 bis 5 vorgesehenen Massnahmen eine Entrattung vorzunehmen, die vor oder nach der Löschung der Ladung unter Vermeidung von Beschädigung der Waren und Maschinen zu erfolgen hat. Auf Schiffen mit Ballast ist die Entrattung vor der Beladung durchzuführen.

Das Schiff soll in den ersten 48 Stunden nach der Ankunft entrattet werden.

Artikel 24.

Bei choleraverdächtigen Schiffen ist gemäss Artikel 23 Ziffer 1 bis 6, bei pestverdächtigen Schiffen gemäss Artikel 23 Ziffer 1 bis 5 und 7 und bei Schiffen, die des Rückfallfiebers und des Fleckfiebers verdächtig sind, gemäss Artikel 23 Ziffer 1 bis 5 zu verfahren. Im übrigen werden Schiffsbesatzungen und Reisende einer ärztlichen Überwachung unterworfen, deren Dauer bei Cholera fünf Tage, bei Pest sieben Tage, bei Rückfallfieber acht und bei Pocken oder Fleckfieber vierzehn Tage, vom Tage der Ankunft des Schiffes an gerechnet, nicht überschreiten soll.

Artikel 25.

Reine Schiffe seuchenfreier Herkunft sind sofort zum freien Verkehr zuzulassen. Gesundheitliche Bescheinigungen sollen von ihnen nicht gefordert werden.

Reine Schiffe können, auch wenn sie aus verseuchten Häfen kommen, zum freien Verkehr zugelassen werden, nachdem sie ihre Papiere¹ vorgelegt haben. Die zuständigen Sanitätsbehörden des Ankunfthafens haben das Recht, folgende Massnahmen zu ergreifen:

Im Falle der Cholera die in Artikel 23 Ziffer 1, 4 und 6, im Falle der Pest die in Artikel 23 Ziffer 1, 4 und 7 und im Falle des Rückfallfiebers, der Pocken und des Fleckfiebers die in Artikel 23 Ziffer 1 und 4 vorgesehenen Massnahmen. Die Schiffsbesatzung und

¹ In Betracht kommen die Musterrolle und das Schifftagebuch, durch die sich die Sanitätsbehörde von dem Personenstande der Schiffsbesatzung und von besonderen gesundheitlichen Ereignissen während der Reise genau unterrichten kann. Auf Schiffen, die einen Schiffsarzt an Bord haben, sind diese Angaben durch einen Bericht des Arztes zu ergänzen.

Kuģa komandu un ceļotājus var padot ārsta uzraudzībai uz 23. panta 3. nodaļumā paredzēto laiku, kuŗš skaitāms no dienas, kad kuģis atstājis apsērgoto ostu.

26. pants.

Ja uz tīra kuģa, kas nāk no mēra apsērgotas ostas, konstatēta ārkārtīga žurku mirstība, ostas sanitāriestādes, kur kuģis ienācis, var dot rīkojumu žurkas bakterioloģiski izmeklēt. Ja pie tām atrod mēra dīļus, tad žurkas jāiznīcina, kā paredzēts 23. panta 7. nodaļumā.

Attiecībā uz pašu kuģi var dot rīkojumus :

- a) ka ārsts to apmeklē un izmeklē ;
- b) ka dezinficē telpas un tos priekšmetus, kuŗus sanitāriestādes tur aizdomās, ka tie apsērgoti ;
- c) ka kuģa komandu un ceļotājus notur ārsta uzraudzībā 7 dienas, skaitot no kuģa ienākšanas ostā.

27. pants.

Lai pēc iespējas ierobežotu rīkojumus, kas kavē kuģa satiksmi, līgumslēdzējas valstis apņemas pēc iespējas ievērot kuģniecības saimnieciskās vajadzības, atturoties no plašiem satiksmes apgrūtinājumiem un, pielietojot 23. līdz 25. pantos paredzētos noteikumus, ievērot tos aizsardzības līdzekļus, kādi izlietoti uz kuģa pie viņa izbaukšanas no apsērgotās ostas un viņa brauciena laikā. Jāņem verā arī tas apstāklis, vai uz kuģa atrodas attiecīgi pilnvarots ārsts un dezinfekcijas, atutošanas un žurku iznīcināšanas ierīces.

Attiecīgās iestādes kuģa izbaukšanas ostā var katrā laikā prasīt no kuģa ārsta vai arī, ja tāda nav, no kapteiņa apliecību zem zvēresta, ka kopš izbaukšanas laika uz kuģa nav bijis neviens koleras, mēra, atguļas drudža, baku vai izsitumu tīfa gadījums.

28. pants.

Līgumslēdzējas valstis patur sev tiesību dot sevišķus rīkojumus par dezinfekciju, atutošanu un kuģa tīrīšanu tādiem kuģiem, kuŗi atrodas redzami sliktos higiēniskos apstākļos. Par šādiem sevišķiem aizsardzības soļiem jāstāda, ja iespējams, ar attiecīga konsulāta piedalīšanos, protokols, kuŗš jāpievieno kuģa dokumentiem.

29. pants.

Katram kuģim, kuŗš negrib padoties šīnī konvencijā paredzētiem ostas sanitāriestāžu rīkojumiem, ir tiesība doties atpakaļ jūrā.

Tomēr kuģim var atļaut izkŗaut savu kŗavu zem sekošiem noteikumiem :

1. ja kuģi, kuģa komandu un ceļotājus izolē ;
2. ja mēra konstatēšanas gadījumā kuģa ārsts, vai, ja tāda nav, kapteinis apliecina, ka uz kuģa nav novērota ārkārtīgi liela žurku mirstība ;

die Passagiere können einer ärztlichen Überwachung während einer der in Artikel 23 Ziffer 3 vorgesehenen Fristen unterworfen werden, die vom Tage der Abfahrt aus einem verseuchten Hafen an gerechnet wird.

Artikel 26.

Wird auf einem reinen Schiffe, das aus einem pestverseuchten Hafen kommt, eine ungewöhnliche Sterblichkeit der Ratten festgestellt, so können die Gesundheitsbehörden des Ankunftshafens eine bakteriologische Untersuchung der Ratten anordnen. Werden hierbei Pesterreger gefunden, so wird eine Rattenvertilgung gemäss Artikel 23 Ziffer 7 vorgenommen.

Für das Schiff kann angeordnet werden :

- a) ärztlicher Besuch und ärztliche Untersuchung ;
- b) Desinfektion der Schiffsräume und der Gegenstände, die von den Gesundheitsbehörden als ansteckungsverdächtig betrachtet werden ;
- c) ärztliche Überwachung der Schiffsbesatzung und der Reisenden während 7 Tagen, vom Tage der Ankunft des Schiffes an gerechnet.

Artikel 27.

Um diejenigen Massnahmen, die den Schiffsverkehr hemmen, soviel wie möglich einzuschränken, verpflichten sich die vertragschliessenden Parteien, auf die wirtschaftlichen Bedürfnisse der Schifffahrt nach Möglichkeit Rücksicht zu nehmen, von weitgehenden Verkehrsbeschwerden abzusehen und bei Anwendung der in den Artikeln 23 bis 25 aufgezählten Vorschriften diejenigen Massnahmen zu berücksichtigen, denen das Schiff bei seiner Abfahrt aus dem verseuchten Hafen und während der Reise unterworfen wurde. Die Anwesenheit eines behördlich anerkannten Arztes an Bord, sowie die Einrichtungen für die Desinfektion, Entlausung und Entrattung sind ebenfalls in Betracht zu ziehen.

Die zuständigen Behörden des Ankunftshafens können jederzeit von dem Schiffsarzt oder in Ermangelung eines solchen von dem Kapitän ein eidliches Zeugnis darüber verlangen, dass auf dem Schiffe seit der Abfahrt kein Fall von Cholera, Pest, Rückfallfieber, Pocken oder Fleckfieber aufgetreten ist.

Artikel 28.

Die beiderseitigen Regierungen behalten sich das Recht vor, besondere Massnahmen für die Desinfektion, Entlausung und Schiffsreinigung derjenigen Fahrzeuge anzuordnen, die sich in einem sichtlich schlechten gesundheitlichen Zustande befinden. Über diese besondere Behandlung ist nach Möglichkeit unter Hinzuziehung der betreffenden Konsularbehörden ein Protokoll aufzustellen, das den Schiffspapieren anzufügen ist.

Artikel 29.

Jedem Schiffe, das sich den ihm von den Gesundheitsbehörden des Hafens auf Grund des gegenwärtigen Vertrags angeordneten Massnahmen nicht unterziehen will, steht es frei, wieder in See zu gehen.

Jedoch kann ihm erlaubt werden, seine Ladung unter folgenden Bedingungen zu löschen :

1. Absonderung des Schiffes, der Schiffsbesatzung und der Reisenden ;
2. bei Feststellung von Pestfällen Abgabe einer Erklärung des Schiffsarztes oder in Ermangelung eines solchen des Kapitäns darüber, dass keine ungewöhnliche Sterblichkeit der Ratten beobachtet wurde ;

3. ja koleras gadījumā apmaina dzeramo ūdeni pret tīru ūdeni, pēc tam, kad dezinficēti kuģa ūdens krājumi un rezervuāri saskaņā ar 23. panta 6. nodalījuma noteikumiem.

Ceļotājiem var atļaut izkāpt malā, ja tie padodas vietējo sanitāriestāžu prasībām.

30. pants.

Sanitāriestāžu pienākums ir izdot kapteinim, vai gadījumā kuģa īpašniekam, vai tā aģentam uz pieprasījumu apliecību par spertiem soļiem un iemesliem, kuņģi tos izsaukuši. Ar kuņģi iebraukušiem ceļotājiem ir tiesība prasīt no gala ostas sanitāriestādēm apliecību, kurā norādīti viņu iebraukšanas diena un aizsardzības līdzekļi, kas lietoti attiecībā uz viņiem un viņu bagāžu.

31. pants.

Līgumslēdzējas valstis apņemas vienā no savām Baltijas jūras ostām ierīkot sanitāru uzraudzības staciju un to apgādāt tādā veidā, lai stacija varētu uzņemt visādu katēgoriju kuģus un, cik ātri vien iespējams, spert vajadzīgos soļus veselības aizsardzībai.

VI.

PRECES.

32. pants.

I. Preces drīkst dezinficēt tikai tādā gadījumā, ja attiecīgais valdības ārsts konstatē pie precēm vai uz viņu iesaiņojumiem acīmredzamas infekcijas pazīmes.

Neatkarīgi no sacītā var dezinficēt sekošas preces, ja tās nāk no apgabaliem, kuņģi apsērgoti ar vienu no 1. pantā minētām slimībām :

1. Lietota veļa, vecas un lietotas drēbes (ikdienas lietojamie apģērba gabali), lietota gultas veļa.

Ja šos priekšmetus ved kā bagāžu, vai arī mainot dzīves vietu (kā pārcelšanās mantas), tad tos nevar noraidīt.

2. Lupatas un skrandas ; izņemot presētas skrandas, ko apstīpotās ķīpās sūta lieltirdzniecība.

Dezinfekcija un atutošana izdarāma pēc zinātniski atzītas un visām preču katēgorijām piemērotas metodes.

Vietu, kur var izdarīt preču dezinfekciju, norāda tās valsts iestāde, uz kuriem preces ved.

II. Var noliegt I. daļā 1. un 2. nodalījumos uzskaitīto preču ievēšanu, ja tās iepriekš nav dezinficētas.

Nav padoti ievēšanas aizliegumam :

1. Jaunie atkritumi, kas nāk tieši no austuvēm, vērptuvēm, konfekciju darbnīcām un balinātavām, tāpat arī mākslīga vilna un jauni papīra atgriezumi ;

2. Vēstules, pastkartīņas, drukas darbi, grāmatas, brošūras, veikala papīri u. t. t., izņemot pasta saiņus.

III. Nevar aizliegt I. daļā 1. un 2. nodalījumos uzskaitīto preču tranzītu caur vienas līgumslēdzējas valsts teritoriju, ja preces sūta infekcijas drošā iesaiņojumā. Pa tranzīta laiku preces nav nekādi dezinficējamās.

3. im Falle der Cholera Ersatz des Trinkwassers durch einwandfreies Wasser, nachdem das aufbewahrte Wasser und die Behälter nach den Bestimmungen des Artikels 23 Ziffer 6 desinfiziert worden sind.

Den Reisenden kann erlaubt werden, zu landen, wenn sie sich den Forderungen der örtlichen Gesundheitsbehörden unterwerfen.

Artikel 30.

Die Gesundheitsbehörden sind verpflichtet, dem Kapitän eventuell dem Schiffseigner oder seinem Agenten auf Verlangen eine Bescheinigung über die angewandten Massnahmen und die Gründe auszustellen, aus denen sie angewendet worden sind. Die mit dem Schiffe angekommenen Reisenden haben das Recht, von den Gesundheitsbehörden des Bestimmungshafens eine Bescheinigung über den Tag ihrer Ankunft und die Massregeln zu verlangen, denen sie und ihr Gepäck unterworfen worden sind.

Artikel 31.

Jeder der vertragschliessenden Staaten verpflichtet sich, in einem Hafen seiner Küste an der Ostsee eine gesundheitliche Überwachungsstation einzurichten und sie in der Weise auszustatten, dass sie Schiffe aller Art aufnehmen und die gesundheitlichen Massnahmen so schnell wie möglich durchführen kann.

VI.

WAREN.

Artikel 32.

I. Waren dürfen nur dann desinfiziert werden, wenn der zuständige beamtete Arzt an ihnen oder an ihrer Verpackung augenscheinlich Infektionsmerkmale feststellt.

Unabhängig hiervon können die folgenden Waren desinfiziert werden, sofern sie aus Gebieten stammen, die mit einer der in Artikel 1 aufgeführten Krankheiten verseucht sind :

1. Getragene Leibwäsche, alte und getragene Kleider (Bekleidungsgegenstände des täglichen Gebrauchs), gebrauchtes Bettzeug.

Werden diese Gegenstände als Reisegepäck oder infolge eines Wohnungswechsels (als Umzugsgut) befördert, so können sie nicht zurückgewiesen werden.

2. Hadern und Lumpen ; ausgenommen sind jedoch zusammengesetzte Lumpen, die in umschnürten Ballen in Grosshandel versendet werden.

Die Desinfektion und die Entlausung sind nach einem wissenschaftlich erprobten und für alle Warengattungen geeigneten Verfahren auszuführen.

Der Ort, an dem die Desinfektion der Waren vorgenommen werden kann, ist von der Behörde des Bestimmungslandes anzugeben.

II. Die Einfuhr, der unter I Ziffer 1 und 2 genannten Waren kann verboten werden, wenn sie nicht vorher desinfiziert worden sind.

Dem Einfuhrverbot unterliegen nicht :

1. Neue Abfälle, welche unmittelbar aus Webereien, Spinnereien, Konfektionswerkstätten und Bleichereien kommen, sowie Kunstwolle und neue Papierschnitzel ;

2. Briefe, Postkarten, Druckschriften, Bücher, Broschüren, Geschäftspapiere usw., ausgenommen Postpakete.

III. Die Durchfuhr der unter I Ziffer 1 und 2 genannten Waren durch das Gebiet eines der Vertragsstaaten kann nicht verboten werden, wenn diese Waren in einer jede Infektion ausschliessenden Verpackung verschickt werden. Sie unterliegen während ihrer Durchfuhr keinerlei Desinfektion.

VII.

SPITĀLĪBA (LEPRA).

33. pants.

Abas līgumslēdzējas valstis apņemas nepārļaut otrās valsts teritorijā ar spitālibu saslimušus, neskatoties uz to valsts piederību, ja šī valsts iepriekš nav devusi savu piekrišanu.

Ja pie kāda otrās valsts pilsoņa konstatē spitālibu, tad šai valstij par to jāpaziņo un saslimušais pienācīgā kārtā jāizolē. Valstij, pie kuŗas pieder ar spitālibu saslimušais, jāpārņem uz otras līgumslēdzējas valsts priekšlikumu savs saslimušais pilsonis.

Saslimušo var no izolēšanas atbrīvot tikai ar otras līgumslēdzējas valsts piekrišanu.

Saslimušā izolācijas un ārstēšanas izdevumi jāatlīdzina tai valstij, pie kuŗas saslimušais pieder.

VIII.

34. pants.

Strīdi par šīs konvencijas iztulkošanu un pielietošanu, kuŗi diplomātiskā ceļā nav izšķīrāmi, nododāmi šķīrējtiesas izšķīrāšanai.

Šķīrējtiesa sastāv no trim locekļiem un katram strīdus gadījumam sastādās sekošā kārtā : Katra līgumslēdzēja valsts iecel vienu no saviem pilsoņiem par šķīrējtiesnesi. Priekšsēdētāju nozīmē abas puses kopīgi. Ja abas puses nevar vienoties par priekšsēdētāja izvēli, tad tās lūgs augstāko Norveģijas sanitāro pārvaldi nozīmēt priekšsēdētāju.

35. pants.

Šī konvencija, kuŗa sastādīta divos eksemplāros oriģināltekstā latviešu un vācu valodā, ratificējama un ratifikācijas grāmatas, pēc iespējas drīzā laikā, apmaināmas Berlīnē.

Konvencija stājas spēkā 14 dienas pēc ratifikācijas grāmatu apmaiņas.

Ja šo konvenciju viena no līgumslēdzējām valstīm uzteic, tā paliek spēkā vēl vienu gadu, skaitot no uzteikšanas dienas.

To apliecinādāmi, pilnvarotie parakstīja šo konvenciju un apstiprināja ar sav ziemīmogiem.

Berlīnē, tūkstoš deviņsimt divdesmit sestā gada 9. jūlijā.

(L. S.) (paraksts) Dr. O. WOITS.

(L. S.) (paraksts) Dr. WALLROTH.

VII.

AUSSATZ (LEPRA).

Artikel 33.

Die beiden vertragschliessenden Staaten verpflichten sich auf das Gebiet des anderen Staates Aussatzkranke, gleichgültig welcher Staatsangehörigkeit, nicht übertreten zu lassen, wenn nicht vorher die Zustimmung dieses Staates eingeholt worden ist.

Wird bei einer Person, die dem anderen Staate angehört, Aussatz festgestellt, so ist jener Staat hiervon zu benachrichtigen und der Kranke in einer passenden Art abzusondern. Der Heimatstaat des Aussätzigen ist verpflichtet, auf Antrag des anderen vertragschliessenden Staates seine kranken Staatsangehörigen zu übernehmen. ^{2. 21}

Der Kranke darf von der Absonderung nur mit Zustimmung des anderen vertragschliessenden Staates befreit werden.

Die Kosten für die Absonderung und ärztliche Behandlung liegen demjenigen Staate ob, dem der Kranke angehört.

VIII.

Artikel 34.

Streitigkeiten über die Auslegung und Anwendung dieses Abkommens, die auf diplomatischem Wege nicht geschlichtet werden können, sollen einem Schiedsgericht zur Entscheidung unterbreitet werden.

Das Schiedsgericht besteht aus 3 Mitgliedern und wird für jeden Streitfall in folgender Weise gebildet: Jede der vertragschliessenden Parteien ernennt einen seiner Staatsangehörigen zum Schiedsrichter. Der Obmann wird von beiden Parteien gemeinschaftlich bezeichnet. Können sich beide Parteien über die Wahl des Obmanns nicht einigen, so wird die oberste norwegische Gesundheitsbehörde gebeten werden, einen Obmann zu bezeichnen.

Artikel 35.

Dieses Abkommen, das in doppelter Urschrift in lettischer und deutscher Sprache ausgefertigt ist, soll ratifiziert und die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt 14 Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Wird dieses Abkommen seitens einer der vertragschliessenden Parteien gekündigt, so bleibt es noch ein Jahr, vom Tage der Kündigung an gerechnet, in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

In BERLIN, am 9. Juli 1926.

(L. S.) (Gezeichnet) Dr. O. WOIT.

(L. S.) (Gezeichnet) E. WALLROTH.

¹ TRADUCTION.N^o 1499. — CONVENTION SANITAIRE ENTRE LA LETTONIE ET L'ALLEMAGNE. SIGNÉE A BERLIN, LE 9 JUILLET 1926.

LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'une part, et LE REICH ALLEMAND, d'autre part, également animés du désir de développer l'hygiène publique dans les deux pays, sont convenus de conclure une Convention sanitaire et ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

M. le D^r Oskar WOIT, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République de Lettonie, Berlin ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le D^r Erich WALLROTH, directeur au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

I.

OBLIGATIONS DES PARTIES CONTRACTANTES EN CAS D'APPARITION DE MALADIES CONTAGIEUSES SUR LEUR TERRITOIRE.

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se notifier mutuellement, par voie télégraphique, tout premier cas de choléra asiatique (*cholera asiatica*) et de peste (*pestis*) ainsi que tout premier cas suspect, et à se communiquer par écrit des renseignements sur la propagation épidémique de la variole (*variola*), de la fièvre récurrente (*febris recurrens*) et du typhus exanthématique (*typhus exanthematicus*).

Article 2.

La notification relative aux maladies mentionnées à l'article premier, contiendra :

- 1^o La dénomination de la maladie (désignation scientifique latine) et sa forme ;
- 2^o Le lieu et la date de son apparition ;
- 3^o L'origine et la source de la maladie ;
- 4^o Le nombre des cas et des décès ;
- 5^o La circonscription administrative atteinte (Article 8) ;
- 6^o Les mesures prises.

Afin qu'il soit possible de se rendre compte de l'importance de la mortalité, tous les décès déclarés devront être compris dans le nombre total.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ TRANSLATION.

No. 1499. — SANITARY CONVENTION BETWEEN LATVIA AND GERMANY. SIGNED AT BERLIN, JULY 9, 1926.

THE LATVIAN REPUBLIC, of the one part, and THE GERMAN REICH, of the other part, being equally desirous of promoting public health in the two countries, have decided to conclude a Sanitary Convention and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

Dr. Oskar WOIT, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Latvian Republic at Berlin ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Erich WALLROTH, Directeur in the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

I.

OBLIGATIONS OF THE CONTRACTING PARTIES IN THE EVENT OF THE OUTBREAK OF INFECTIOUS DISEASES WITHIN THEIR TERRITORIES.

Article 1.

The Contracting Parties undertake to notify each other immediately by telegram of the first recognised or suspected case of Asiatic cholera (*cholera asiatica*) or plague (*pestis*) and to give each other information in writing of any epidemic of smallpox (*variola*), relapsing fever (*febris recurrens*) or typhus (*typhus exanthematicus*) which may occur.

Article 2.

The notification of the diseases mentioned in Article 1 shall specify :

- (1) The name of the disease (scientific name in Latin) and the form in which it appears.
- (2) The place and date of its appearance.
- (3) The origin and source of the disease,
- (4) The number of cases and deaths.
- (5) The administrative area infected (Article 8).
- (6) Action taken.

In order that it may be possible to form an estimate of the mortality, the return of the total number of cases should also include the number of deaths reported.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, outre les notifications immédiates prévues à l'article premier, des bulletins hebdomadaires concernant le cours ultérieur des maladies spécifiées à l'article premier, les mesures prises et toutes les circonstances qui peuvent présenter de l'importance du point de vue épidémiologique. Les bulletins hebdomadaires rectifieront les erreurs ou inexactitudes que pourraient contenir les communications précédentes.

Article 4.

Les Parties contractantes s'engagent à se communiquer régulièrement toutes les publications épidémiologiques émanant de leurs services sanitaires centraux.

En cas d'apparition ou même de propagation épidémique, sur le territoire de l'un des Etats contractants, d'une maladie contagieuse qui, habituellement, ne s'y présente pas sous la forme épidémique, l'Etat en question est tenu d'en aviser l'autre Etat contractant et de lui fournir des renseignements détaillés sur les circonstances qui s'y rapportent.

Article 5.

Les notifications et les renseignements détaillés prévus aux articles 1, 3 et 4, seront adressés directement par les autorités sanitaires centrales de chacun des Etats contractants à celles de l'autre Etat. La même communication sera en même temps adressée au représentant diplomatique de l'autre Etat.

Article 6.

La présente convention pourra, à la suite d'une entente entre les gouvernements des deux pays, être étendue à des maladies contagieuses non mentionnées à l'article premier.

Article 7.

Lorsqu'un des Etats contractants aura été informé de l'apparition épidémique d'une maladie contagieuse dans une région de l'autre pays et aura pris, de ce chef, des mesures de précaution, il sera tenu de communiquer à l'autre Etat contractant les mesures prises, ainsi que les renseignements qui l'ont engagé à prendre ces mesures.

II.

CONDITIONS QUI PERMETTENT DE CONSIDÉRER UNE CIRCONSCRIPTION LOCALE COMME CONTAMINÉE
OU REDEVENUE SAINTE.

Article 8.

Ne peut être déclarée contaminée qu'une unité administrative, telle qu'un cercle, une ville ou une commune rurale. D'autre part, une unité administrative ne peut être déclarée contaminée, en ce qui concerne le choléra, que lorsque les cas de choléra forment un foyer¹ ; en ce qui concerne

¹ Le terme « foyer » signifie que des cas de choléra sont apparus en dehors de l'entourage immédiat du, ou des premiers cas, et qu'on n'est pas parvenu à limiter l'expansion de la maladie là où elle s'était manifestée à son début.

Article 3.

In addition to the notifications provided for in Article 1, which are to be made immediately, the Contracting Parties undertake to send one another weekly returns showing the subsequent development of the diseases specified in Article 1, together with a statement of the measures taken and any circumstances which may be of epidemiological importance. These weekly returns shall rectify any errors or inaccuracies that may be contained in the earlier notifications.

Article 4.

Each of the Contracting Parties undertakes to communicate regularly to the other all epidemiological information published by its Central Public Health Authorities.

When an infectious disease which does not as a rule take an epidemic form makes its appearance within the territory of the Contracting States, or shows a tendency to become epidemic, the State in question shall be bound to notify the other Contracting State and to give it full particulars.

Article 5.

The notifications and particulars referred to in Articles 1, 3 and 4 shall be forwarded by the Central Public Health Authorities of one State direct to those of the other. The same statement shall also be forwarded to the diplomatic representative of the other State.

Article 6.

The present Convention may, by mutual agreement between the respective Governments, be extended to infectious diseases other than those specified in Article 1.

Article 7.

When one of the Contracting States has been notified of the appearance of an infectious disease of an epidemic character within a district belonging to the other State, and has accordingly adopted precautionary measures, it shall inform the other Contracting State of these precautionary measures and shall communicate to it the information which led to their adoption.

II.

CONDITIONS UNDER WHICH A LOCAL AREA MAY BE REGARDED AS INFECTED OR AS HAVING CEASED TO BE INFECTED.

Article 8.

Only an administrative area, *e. g.*, a district, town or rural commune may be declared an infected area. Such an area may only be declared infected : in the case of cholera, when a focus of infection ¹ has been formed ; in the case of smallpox, relapsing fever or typhus, when an epidemic

¹ A " focus " of infection shall be said to exist when cases of cholera have appeared outside the immediate radius of the first case or cases and when it has not been possible to confine the disease to the place where it first appeared.

la variole, la fièvre récurrente et le typhus exanthématique, que lorsqu'il y a propagation épidémique de ces maladies ou qu'il a été constaté un ou plusieurs cas de peste non importés.

La notification faisant connaître qu'une circonscription a été déclarée contaminée et que des mesures appropriées ont été prises de ce chef, sera faite conformément aux stipulations de l'article 5.

Article 9.

Pour qu'une circonscription ne soit plus considérée comme contaminée, il devra être constaté officiellement :

1^o En ce qui concerne :

- a) La peste ou le choléra, qu'il n'y a eu, depuis cinq jours, ni décès, ni cas nouveau ;
- b) La variole, le typhus exanthématique et la fièvre récurrente, que la diminution du nombre des cas ou le fait qu'il n'existe plus que des cas sporadiques, permet de conclure que la maladie a perdu son caractère épidémique.

2^o Que toutes les mesures de désinfection et d'épouillage ont été appliquées et, en outre, pour la variole, que l'on a pratiqué la vaccination variolique préventive, et, en cas de peste, que des mesures de destruction ont été contre les rats.

III.

MESURES DE DÉFENSE CONTRE LES TERRITOIRES CONTAMINÉS.

Article 10.

Les mesures de défense qui peuvent être prises contre l'introduction des maladies énumérées à l'article premier, sont les suivantes :

- a) L'inspection et l'examen médical ;
- b) L'évacuation et l'isolation des malades, ainsi que des personnes qui, après s'être trouvées en contact direct avec le malade, sont suspectes, soit d'une des maladies précitées¹, soit de contamination² ;
- c) La désinfection ; en cas de typhus exanthématique et de fièvre récurrente, l'épouillage des personnes et des bagages, des voitures de chemin de fer et des places de navire ; et, en cas de variole, la vaccination préventive ;
- d) La désinfection des marchandises ; et, en cas de peste, leur dératisation ;
- e) En cas de choléra ou de variole, l'interdiction d'entrée dans le pays, pour les personnes qui n'ont pas été vaccinées contre ces maladies.

¹ On considérera comme suspectes de la maladie, les personnes qui présentent des symptômes permettant de craindre que la maladie ne se déclare.

² On considérera comme suspectes de contamination les personnes qui ne présentent pas encore ces symptômes mais au sujet desquelles on est fondé à croire qu'elles portent en elles le germe de la maladie. On distingue entre les personnes qui sont directement suspectes de contamination et celles qui le sont indirectement. Dans le premier cas, ce sont généralement les membres de la famille, les personnes qui vivent en commun avec le malade, ainsi que celles qui se sont servies des objets infectés. La présente convention prévoit donc des mesures plus rigoureuses pour ces personnes que pour celles qui ne sont qu'indirectement suspectes de contamination.

of these diseases has broken out ; and, in the case of plague, when one or more non-imported cases have been observed.

Notification that an area is declared to be infected and that the appropriate measures have been taken shall be effected in accordance with the provisions of Article 5.

Article 9.

In order that an administrative area may cease to be regarded as infected, it must be officially established :

(1) (a) In the case of plague or cholera, that no case of death or fresh infection has occurred within five days.

(b) In the case of smallpox, typhus or relapsing fever, that a decrease in the number of cases or the fact that cases have become sporadic makes it possible to conclude that the disease has lost its epidemic character.

(2) That all measures of disinfection and delousing have been enforced ; further, in the case of smallpox, that preventive vaccination has been carried out and in the case of plague that measures of deratisation have been adopted.

III.

MEASURES OF DEFENCE AGAINST INFECTED AREAS.

Article 10.

The following measures may be taken to prevent the introduction of the diseases enumerated in Article 1 :

(a) Medical inspection and examination.

(b) Evacuation and segregation of persons suffering or suspected¹ to be suffering from one of the above-mentioned diseases and also of persons suspected of infection² who have been in direct contact with one so suffering.

(c) The disinfection and, in the case of typhus or relapsing fever, the delousing of persons and baggage and of railway wagons and parts of vessels, and also, in the case of smallpox, vaccination.

(d) The disinfection and, in the case of plague, the deratisation of goods.

(e) In the case of cholera or smallpox, refusal to admit persons who have not been inoculated or vaccinated against these diseases.

¹ The term " suspected to be suffering " shall apply to sick persons whose symptoms are such that there is reason to believe that the disease is about to declare itself.

² The terms " suspected of infection " shall apply to persons who do not yet exhibit such symptoms, but in regard to whom there is reason to believe that the germ of the disease is present. A distinction is made between persons indirectly and directly suspected of infection. Indirect suspicion of infection applies as a rule to members of the family and persons living with a patient and also to persons who have used infected objects. The present Convention accordingly lays down stricter measures for such persons than for persons who are only indirectly suspected of infection.

IV.

MESURES APPLICABLES AU TRAFIC D'ENTRÉE ET DE TRANSIT.

Article 11.

Les personnes venant de régions contaminées, notamment celles chez lesquelles on constatera les symptômes d'une des maladies énumérées à l'article premier, pourront, à la frontière, être soumises individuellement à une visite médicale minutieuse et même, s'il est nécessaire, à un examen bactériologique, lorsqu'il s'agit de personnes suspectes d'être atteintes du choléra ou de la peste. Les inspections et les visites médicales devront entraver le trafic le moins possible.

Les voyageurs qui se trouvaient en contact avec des malades seront examinés par les médecins. Les personnes reconnues indemnes, si elles ne sont pas directement suspectes de contamination, ne devront pas être retenues, mais elles pourront être soumises à la désinfection, ainsi que leurs bagages, et, en cas de fièvre récurrente ou de typhus exanthématique, à l'épouillage.

Article 12.

Les personnes qui, lors de l'examen médical, ont été reconnues malades, ou suspectes d'une des maladies énumérées à l'article premier ou directement suspectes de contamination d'une de ces maladies, pourront être isolées par les autorités sanitaires du pays où elles se rendent et mises en traitement et en observation ¹ dans des établissements aménagés spécialement à cet effet et dans lesquels elles devront rester jusqu'à leur guérison complète ou jusqu'à l'établissement du diagnostic définitif.

Les personnes qui viennent des régions contaminées ou qui se sont trouvées uniquement en contact indirect avec des personnes atteintes d'une des maladies énumérées à l'article premier, pourront être soumises à une surveillance médicale ² qui ne devra pas dépasser, pour le choléra, cinq jours, pour la peste, sept jours, pour la fièvre récurrente, huit jours, et, pour le typhus exanthématique et la variole, quatorze jours, à partir du moment où la personne en question a quitté la région contaminée ou à partir de la constatation de la maladie à la frontière. A cet effet, ces personnes peuvent être tenues de se présenter aux autorités sanitaires compétentes le jour de leur arrivée à destination.

Article 13.

Les membres du personnel sanitaire et du personnel de chemin de fer, ainsi que les personnes voyageant en mission officielle pour le compte de leur gouvernement, ne seront soumis aux mesures sanitaires que s'il est constaté qu'ils sont atteints de l'une des maladies énumérées à l'article premier.

Article 14.

Les bagages personnels seront soumis à la désinfection, et, le cas échéant, à l'épouillage, lorsque conformément à l'article 11 et de l'avis du médecin officiel compétent, ces bagages sont suspects de contamination.

¹ Le mot « observation » signifie l'isolation des voyageurs, soit dans une station sanitaire, soit à bord d'un navire, avant qu'ils soient autorisés à circuler librement.

² Le mot « surveillance » signifie que les voyageurs ne sont pas isolés et sont immédiatement autorisés à circuler librement, mais qu'ils sont signalés aux autorités des diverses localités où ils se rendent et soumis à un contrôle médical, en vue de la constatation de leur état de santé.

IV.

TREATMENT OF INCOMING AND TRANSIT TRAFFIC.

Article 11.

Persons coming from infected areas, and, more particularly, persons in whom symptoms of one of the diseases mentioned in Article 1 are detected, shall be liable to thorough individual examination at the frontier. Persons suspected of cholera or plague may, in case of need, be subjected to bacteriological examination. Inspection and medical examination should hamper frontier traffic as little as possible.

Passengers who have been in contact with sick persons shall be subjected to medical inspection. Persons found to be free of infection, unless directly suspected of infection, shall not be detained, but may be required, like their luggage, to undergo disinfection, and, in the case of relapsing fever or typhus, delousing.

Article 12.

Persons who, as the result of medical examination, are ascertained to be suffering from, or are directly suspected to be suffering from, one of the diseases mentioned in Article 1, may be isolated by the public health authorities of the State to which they are proceeding, and treated and kept under observation¹ in an establishment specially equipped for this purpose; they shall remain there until they are completely cured or until their case has been finally diagnosed.

Persons coming from infected areas or who have been only in indirect contact with persons suffering from one of the diseases mentioned in Article 1 may be kept under medical supervision² for a period which may not exceed five days for cholera, seven days for plague, eight days for relapsing fever, and fourteen days for typhus or smallpox, counting as from the date on which the person concerned left the infected area or the existence of the disease was ascertained at the frontier. Such persons may be required, for this purpose, to report to the competent public health authorities on arrival at their destination.

Article 13.

Public health and railway officials, and persons travelling in the official service of their Governments, shall only be subjected to sanitary measures if they are proved to be suffering from one of the diseases specified in Article 1.

Article 14.

Personal luggage shall be liable to disinfection, and, if necessary, delousing, when, in accordance with the provisions of Article 11 and in the opinion of the competent medical officer, there is reason to suspect that it is infected.

¹ The term "under observation" means the isolation of passengers either at a health station or on board a vessel, before being allowed to move about freely.

² The term "under medical supervision" means that persons will not be isolated but will be allowed to move about freely; their names will, however, be notified to the authorities in the various places to which they are proceeding, where they will be subject to medical inspection for the purpose of ascertaining their state of health.

Article 15.

Les Etats contractants se réservent le droit de soumettre certaines catégories d'individus voyageant en groupes et dans des conditions d'hygiène défavorables, tels que les ouvriers saisonniers, les réfugiés, les pèlerins, les émigrants, les émigrés revenant dans leur pays, les rapatriés, les vagabonds, les bohémiens, etc., en procédant à l'isolation des malades ou des personnes qui se sont trouvées en contact avec un malade, à la désinfection et à l'épouillage des personnes et des bagages, à l'examen bactériologique des voyageurs, à la vaccination, à la coupe des cheveux, etc.

Article 16.

A titre de mesure de défense contre le choléra et la variole, on pourra, à la frontière, soumettre à la vaccination prophylactique les personnes qui ne pourront prouver, par un certificat officiel, qu'elles ont été vaccinées à une époque suffisamment rapprochée pour qu'elles se trouvent encore immunisées.

Article 17.

Les voyageurs arrivant à la frontière par voie ferrée, ainsi que leurs bagages, seront soumis aux mesures prévues aux articles 11-16. L'exécution de ces prescriptions ne devra jamais entraver le trafic ferroviaire.

A cet effet, les Etats contractants s'engagent à aménager, dans leurs gares frontières, des locaux pouvant servir à l'examen médical, et dont les dimensions seront proportionnées à l'importance du trafic habituel par ces points de transit.

Article 18.

Lorsque, dans un train arrivant à la frontière, il se trouvera une personne atteinte d'une des maladies énumérées à l'article premier, le wagon sera désinfecté ou épouillé et, en cas de nécessité, détaché du train.

Article 19.

Les prescriptions qui précèdent s'appliqueront également au trafic aérien.

Article 20.

Si un voyageur refuse de se soumettre aux mesures prévues aux articles 11-19, l'entrée du pays pourra lui être interdite.

V.

TRAFIC MARITIME.

Article 21.

Les Etats contractants s'engagent à appliquer, dans leurs ports, les mesures suivantes aux navires en partance :

- a) Empêcher l'embarquement des personnes présentant les symptômes du choléra, de la peste, de la variole, de la fièvre récurrente ou du typhus exanthématique, ainsi que des personnes qui se trouvaient dans l'entourage immédiat de personnes atteintes de ces maladies ;

Article 15.

The Contracting States reserve the right, in respect of certain categories of persons travelling in parties and under unhygienic conditions, such as seasonal workers, refugees, pilgrims, emigrants, returning emigrants, repatriated persons, vagrants, gypsies, etc., to apply special health measures, as, for instance : isolation of infected persons or of all who have been in contact with an infected person, disinfection and delousing of persons and baggage, bacteriological examination of passengers, vaccination, haircutting, etc.

Article 16.

With a view to the prevention of cholera and smallpox, prophylactic vaccination may be carried out at the frontier, if the person concerned cannot prove by means of an official certificate that he has been vaccinated at a sufficiently recent date.

Article 17.

Persons arriving at the frontier by train, and also their baggage, shall be dealt with in accordance with the provisions laid down in Articles 11-16. These measures shall always be carried out in such a way as not to impede railway traffic.

With this object in view, the Contracting States undertake to erect at their frontier stations premises suitably equipped for medical examination and of a capacity corresponding to the volume of traffic usually passing through these stations.

Article 18.

When a person suffering from one of the diseases specified in Article 1 is discovered on a train arriving at the frontier, the wagon shall be disinfected or deloused. It shall, if necessary, be detached.

Article 19.

The foregoing provisions shall apply *mutatis mutandis* to air traffic.

Article 20.

Any passenger refusing to comply with the provisions laid down in Articles 11-19 may be refused admittance into the country.

V.

MARITIME TRAFFIC.

Article 21.

The Contracting States shall be bound to take the following measures in their ports with regard to sea-going vessels :

- (a) To prevent the embarkation of persons showing symptoms of cholera, plague, smallpox, relapsing fever, or typhus, and likewise of persons who have been in direct contact with those suffering from such diseases.

b) Empêcher l'embarquement des personnes venues de régions atteintes du choléra et de la variole, si ces personnes ne se sont pas soumises à la vaccination prophylactique dans un délai approprié.

c) Interdire l'embarquement des personnes venues de régions où règne la fièvre récurrente ou le typhus exanthématique, si ces personnes ne sont pas soumises à un épouillage efficace. L'épouillage des voyageurs, de leur linge sale, de leurs vêtements et de la literie usagée, doit avoir lieu, autant que possible dans les vingt-quatre heures qui précèdent l'embarquement ;

d) En cas de peste, des mesures seront prises pour empêcher que des rats ne pénètrent à bord (les amarres des navires seront munies de « boucliers », les passerelles de débarquement et de communication seront enlevées en dehors des heures de service, etc.) ;

e) En cas de choléra, on veillera à ce que l'eau potable embarquée soit pure.

Article 22.

Sera considéré comme infecté tout navire à bord duquel a été constatée la présence du choléra, de la peste, de la variole, du typhus exanthématique ou de la fièvre récurrente, ou sur lequel se sont produits des cas de choléra au cours des cinq derniers jours, de peste au cours des sept derniers jours, de fièvre récurrente au cours des huit derniers jours ou de variole ou de typhus exanthématique au cours des quatorze derniers jours, ou enfin à bord duquel on a trouvé des rats pesteux, soit à la suite d'une inspection systématique, soit de toute autre manière.

Sera considéré comme suspect tout navire à bord duquel il a été constaté, soit au moment du départ, soit au cours de la traversée, des cas de choléra, de peste, de fièvre récurrente, de variole ou de typhus exanthématique, mais sur lequel il n'a pas été constaté de nouveau cas de choléra pendant les cinq derniers jours, de peste pendant les sept derniers jours, de fièvre récurrente pendant les huit derniers jours, ou de variole ou de typhus exanthématique pendant les quatorze derniers jours.

Sera reconnu comme indemne, bien que venant d'un port contaminé, tout navire à bord duquel il n'a été constaté pendant les trois jours qui ont précédé son départ, pendant la traversée ou à l'arrivée, aucun cas de décès ou de maladie prévue l'article premier et sur lequel, à la suite d'une inspection systématique ou autrement, il n'aura pas été découvert de rats pesteux ni constaté de mortalité insolite parmi les rats.

Article 23.

Les navires infectés seront soumis aux mesures suivantes :

1^o Inspection et examen médical ;

2^o Débarquement immédiat et isolation des malades et des personnes suspectes d'une des maladies en question ou de contamination directe (Voir article 10 b)) ; désinfection, épouillage et, en cas de variole, vaccination prophylactique de ces personnes.

3^o Les personnes qui se sont trouvées uniquement en contact indirect avec des malades atteints du choléra de la variole ou de la peste, seront soumises à une surveillance médicale (Voir article 12, alinéa 2) et, en cas de variole, à la vaccination prophylactique immédiate. La durée de cette surveillance ne pourra dépasser cinq jours pour le choléra, sept jours pour la peste, et quatorze jours pour la variole, à compter de l'arrivée du bateau.

Les personnes qui se sont trouvées uniquement en contact indirect avec des malades atteints du typhus exanthématique ou de la fièvre récurrente ne seront pas, en général, soumises à une surveillance médicale. Toutefois les catégories de personnes visées à

(b) Similarly, to prevent the embarkation of persons coming from cholera or smallpox-infected districts, unless such persons have undergone preventive vaccination within the proper period.

(c) Further, to prohibit the embarkation of persons coming from districts in which relapsing fever or typhus is prevalent, unless such persons have been thoroughly deloused. The delousing of passengers, their soiled linen, clothing and used bedding, shall, as far as possible, be carried out within the 24 hours preceding embarkation.

(d) In the case of plague, measures shall be taken to prevent rats from gaining access to vessels. (Vessels shall be moored with ropes equipped with "guards"; gangways and floating bridges shall be disconnected, when not in use, etc.)

(e) In the case of cholera, care should be taken that the drinking water brought on board should be absolutely pure.

Article 22.

A vessel shall be regarded as infected if cases of cholera, plague, smallpox, typhus or relapsing fever are found on board or if it has had on board cases of cholera within the last five days, plague within the last seven days, relapsing fever within the last eight days or smallpox or typhus within the last fourteen days, or if, as the result of a systematic search or in any other way, plague-carrying rats have been found on board.

A vessel shall be regarded as suspect if at the moment of departure or during the voyage cases of cholera, plague, relapsing fever, smallpox or typhus, have occurred on board, but if no new cases of cholera have occurred within the last five days, of plague within the last seven days, of relapsing fever within the last eight days or of smallpox or typhus within the last fourteen days.

A vessel shall be regarded as free from infection if, although she comes from an infected port, she has had no deaths or cases of any of the diseases specified in Article 1 on board within the three days before departure, during the voyage or at the time of her arrival, and if neither the presence of plague-carrying rats nor unusual mortality among rats has been discovered as the result of a systematic search or in any other way.

Article 23.

Infected vessels shall be subjected to the following measures :

(1) Inspection and medical examination.

(2) Sick persons and persons suspected of suffering from the disease in question or of direct infection (*Vide* Article 10 (b)) shall immediately be landed and isolated; they shall be disinfected and deloused and in the case of smallpox shall also undergo preventive vaccination.

(3) Persons who have only been in indirect contact with cases of cholera, smallpox or plague, shall be subjected to medical supervision (*Vide* Article 12, paragraph 2) and in the case of smallpox shall also undergo immediate preventive vaccination. The period of supervision shall not exceed, in the case of cholera, five days, plague seven days and smallpox fourteen days, reckoned as from the vessel's arrival.

Persons who have only been in indirect contact with cases of typhus or relapsing fever shall not as a rule be subjected to medical supervision. Persons of the categories mentioned in Article 15 shall, however, after delousing, be kept under medical super-

l'article 15 seront, après l'épouillage, soumises à une surveillance médicale pendant une période qui ne dépassera pas huit jours pour la fièvre récurrente, et quatorze jours pour le typhus exanthématique.

4^o Le linge sale, les vêtements usagés et les objets d'usage courant appartenant à l'équipage et aux voyageurs, qui seront considérés comme infectés par les autorités sanitaires du port de destination, seront désinfectés ou épouillés.

5^o Toutes les parties du navires considérées par le médecin officiel comme infectées, seront soumises à la désinfection, en cas de choléra, de variole et de peste, et à l'épouillage, en cas de fièvre récurrente et de typhus exanthématique.

6^o En ce qui concerne les navires infectés de choléra, les mesures suivantes, entre autres, pourront être ordonnées : désinfection, avant leur déversement dans le port, de l'eau potable, de l'eau de cale et de l'eau de lest qui sont susceptibles d'être contaminées ; désinfection des réservoirs ; renouvellement de la provision d'eau potable.

Il sera, en outre, interdit de déverser ou de laisser s'écouler dans le port, sans désinfection préalable, les déjections humaines ainsi que les eaux résiduelles du navire.

7^o Les navires infectés de peste seront soumis, outre les mesures prévues ci-dessus (1-5), à une dératation qui sera opérée avant ou après le déchargement de la cargaison et conduite de façon à éviter tout dommage pour les machines et les marchandises.

A bord des navires portant du lest, la dératation sera opérée avant le chargement.

Le navire sera dératé dans les quarante-huit heures de l'arrivée.

Article 24.

Les navires suspects de choléra seront soumis aux mesures prescrites à l'article 23, alinéas 1 à 6, les navires suspects de peste à celles prescrites à l'article 23, alinéas 1 à 5 et 7, et les navires suspects de fièvre récurrente et de typhus exanthématique, à celles prescrites à l'article 23, alinéas 1 à 5. En outre, l'équipage du navire et les passagers seront soumis à une surveillance médicale pendant une période ne pouvant excéder cinq jours pour le choléra, sept jours pour la peste, huit jours pour la fièvre récurrente, et quatorze jours pour la variole ou le typhus exanthématique, à compter du jour de l'arrivée du navire.

Article 25.

Les navires indemnes venant de ports non contaminés seront immédiatement admis à la libre pratique. On n'exigera d'eux aucun certificat sanitaire.

Les navires indemnes, même en provenance de ports contaminés, seront admis à la libre pratique après présentation de leurs papiers de bord¹. Les autorités sanitaires compétentes du port de destination pourront appliquer les mesures suivantes :

En cas de choléra, les mesures prévues à l'article 23, alinéa 1, 4 et 6, en cas de peste, celles prévues à l'article 23, alinéas 1, 4 et 7, et, en cas de fièvre récurrente, de variole et de typhus exanthématique, celles prévues à l'article 23, alinéas 1 et 4. L'équipage et les passagers pourront être soumis à une surveillance médicale pendant une période de la durée prévue à l'article 23, alinéa 3, et comptée à partir du jour où le navire a quitté un port contaminé.

¹ Il s'agit ici du rôle d'équipage et du journal de bord qui renseigneront exactement les autorités sanitaires sur l'état civil des membres de l'équipage et sur tous les faits d'ordre sanitaire ayant trait à la traversée. Pour les navires à bord desquels se trouve un médecin, ces renseignements devront être complétés par un rapport de ce dernier.

vision for a period not exceeding eight days in the case of relapsing fever and fourteen days in the case of typhus.

(4) Soiled linen and all clothes and articles used by the passengers or crew which may be regarded as infected by the sanitary authorities of the port of destination shall be disinfected or, if necessary, deloused.

(5) All parts of a vessel declared by the competent medical official to be infected shall be subjected in the case of cholera, smallpox and plague to disinfection and in that of relapsing fever or typhus to delousing.

(6) In the case of cholera-infected vessels, the following additional measures may be ordered : disinfection of suspect drinking water, bilge water and ballast water before it is thrown into the port ; disinfection of tanks, renewal of the drinking water carried on board. Human excrements and waste water must not be discharged into the harbour or allowed to reach it in any other way without first being disinfected.

(7) In the case of plague infected vessels, in addition to the measures laid down in paragraphs 1 to 5, deratisation shall be carried out either before or after the unloading of the cargo, every precaution being taken not to damage the goods or machinery. In the case of vessels in ballast, deratisation shall take place before loading.

Vessels shall be subjected to deratisation within forty-eight hours after arrival.

Article 24.

Vessels suspected of cholera infection shall be dealt with according to paragraphs 1-6 of Article 23, those suspected of plague infection according to paragraphs 1-5 and 7 of Article 23, and those suspected of relapsing fever or typhus infection according to paragraphs 1-5 of Article 23. Furthermore, the passengers and crew shall be kept under medical supervision for a period not exceeding five days for cholera, seven days for plague, eight days for relapsing fever and fourteen days for smallpox or typhus, counting as from the date of the vessel's arrival.

Article 25.

Non-infected vessels arriving from non-infected ports shall be granted " free pratique " immediately. They shall not be required to produce a clean bill of health.

Non-infected vessels, even when they come from infected ports, may be granted " free pratique " after they have presented their papers. The competent public health authorities in the port of destination shall have the right to take the following measures :

In the case of cholera, the measures laid down in paragraphs 1, 4 and 6 of Article 23 ; in the case of plague, the measures laid down in paragraphs 1, 4 and 7 of Article 23, and in the case of smallpox or typhus the measures laid down in paragraphs 1 and 4 of Article 23. The passengers and crew may be kept under medical supervision for the periods laid down in paragraph 3 of Article 23, counting from the date on which the vessel left the infected port.

¹ By these are meant the ship's muster-roll and log-book, from which the public health authorities can obtain precise information as to the civil status of the crew and any special occurrences affecting health during the voyage. If the vessel carries a ship's doctor, such information shall be supplemented by a report from the latter.

Article 26.

Lorsque, sur un navire indemne en provenance d'un port contaminé, il a été constaté une mortalité insolite parmi les rats, les autorités sanitaires du port de destination peuvent ordonner un examen bactériologique de ces rongeurs. Si cet examen donne un résultat positif, il sera procédé à la dératisation, conformément à l'article 23, alinéa 7.

En ce qui concerne le navire, les mesures suivantes pourront être ordonnées :

- a) Visite médicale et inspection sanitaire ;
- b) Désinfection des diverses parties du navire et des objets que les autorités sanitaires considéreront comme suspects d'infection ;
- c) Surveillance médicale de l'équipage et des voyageurs, pendant sept jours, à compter du jour de l'arrivée du navire.

Article 27.

Afin de restreindre autant que possible les mesures mettant obstacle au trafic maritime, les Parties contractantes s'engagent à avoir égard, dans toute la mesure du possible, aux besoins économiques de la navigation, à éviter de prendre des dispositions constituant une sérieuse entrave au trafic, et pour l'application des prescriptions énumérées aux articles 23-25, à tenir compte des mesures auxquelles a été soumis le navire à son départ du port contaminé et au cours de la traversée. La présence à bord d'un médecin officiellement reconnu, ainsi que celle d'appareils de désinfection, d'épouillage et de dératisation, sera également prise en considération.

Les autorités compétentes du port de destination pourront, à toute époque, exiger que le médecin du navire, ou, à défaut de celui-ci, le capitaine, certifie sous serment que, depuis le départ, il ne s'est produit à bord aucun cas de choléra, de peste, de fièvre récurrente, de variole ou de typhus exanthématique.

Article 28.

Les gouvernements des deux pays se réservent le droit d'ordonner des mesures spéciales de désinfection, d'épouillage et de nettoyage à l'égard des bâtiments dont l'état sanitaire est visiblement mauvais. Il sera dressé, autant que possible avec le concours des autorités consulaires intéressées, un procès-verbal de ces mesures spéciales, qui sera joint aux papiers de bord.

Article 29.

Tout navire qui refusera de se soumettre aux mesures ordonnées par les autorités sanitaires du port, conformément à la présente convention, aura liberté de reprendre la mer.

Toutefois, il pourra lui être permis de décharger sa cargaison sous réserve des conditions suivantes :

- 1^o Le navire, l'équipage et les passagers seront isolés ;
- 2^o Si des cas de peste sont constatés à bord, le médecin du bord, ou, à son défaut, le capitaine, devra certifier qu'il n'a pas été constaté de mortalité insolite parmi les rats ;
- 3^o En cas de choléra, l'eau destinée à la consommation sera, après désinfection de cette eau et des réservoirs, conformément aux prescriptions de l'article 23, alinéa 6, remplacée par une nouvelle provision d'eau pure.

Les voyageurs pourront être autorisés à débarquer à condition qu'ils se soumettent aux prescriptions des autorités sanitaires locales.

Article 26.

When unusual mortality among rats is observed on board a non-infected vessel coming from a plague infected port, the public health authorities of the port of destination may order the bacteriological examination of these animals. If this examination gives positive results, deratisation shall be carried out in accordance with paragraph 7 of Article 23.

As regards the vessel, the following measures may be ordered :

- (a) Medical inspection, and, if necessary, medical examination.
- (b) Disinfection of the various parts of the vessel and of articles which, in the opinion of the public health authorities, may be regarded as suspected of infection.
- (c) Medical supervision of the passengers and crew for seven days, counting from the date of the vessel's arrival.

Article 27.

In order to limit as far as possible all measures likely to hamper maritime traffic, the Contracting Parties agree to take into consideration the economic requirements of the shipping trade, to refrain from imposing drastic obstacles to traffic, and when applying the provisions laid down in Articles 23-25, to take into consideration the measures to which the vessel has been subjected on departure from the infected port and during the voyage, and, likewise, the presence on board of an officially-recognised doctor and of appliances for disinfection, delousing and deratisation.

The competent authorities of the port of destination may at any time call upon the ship's doctor, or, failing such, on the captain, for a sworn statement to the effect that no case of cholera, plague, relapsing fever, smallpox or typhus has occurred on board since the vessel sailed.

Article 28.

The Governments of the Contracting States reserve the right to order special measures for the disinfection, delousing and cleansing of vessels which are obviously in an insanitary condition. If possible, a report on these special measures shall be drawn up with the assistance of the competent consular authorities and shall be attached to the ship's papers.

Article 29.

Any vessel that declines to submit to the measures required by the public health authorities of the port, in virtue of the present Convention, shall be free to put to sea again.

She may, however, be allowed to unload her cargo, subject to the following conditions :

- (1) Isolation of the vessel and her crew and passengers.
- (2) If cases of plague have occurred, a declaration must be made by the ship's doctor, or, failing such, by the captain, that no unusual mortality among rats has been observed.
- (3) In the case of cholera, the drinking water must be replaced by pure water, after the tanks and the water carried in them have been disinfected as provided in paragraph 6 of Article 23.

Passengers may be allowed to go on shore if they comply with the requirements of the local public health authorities.

Article 30.

Les autorités sanitaires seront tenues de délivrer au capitaine ou, le cas échéant, au propriétaire du navire ou à son agent, sur leur demande, un certificat constatant les mesures prises et les raisons qui y ont donné lieu. Les voyageurs arrivés par le bateau auront le droit d'exiger des autorités sanitaires du port de destination un certificat constatant la date de leur arrivée et les mesures auxquelles eux-mêmes, et leurs bagages, ont été soumis.

Article 31.

Chacun des Etats contractants s'engage à organiser dans l'un des ports de son littoral sur la Baltique, une station de surveillance sanitaire et à aménager cette station de manière qu'elle puisse recevoir les navires de toutes catégories et que les mesures sanitaires puissent y être exécutées aussi rapidement que possible.

VI.

MARCHANDISES.

Article 32.

I. Les marchandises ne seront soumises à la désinfection que lorsque le médecin officiel compétent aura constaté des indices évidents d'infection sur ces marchandises ou sur leur emballage.

Indépendamment de ce qui précède, les catégories de marchandises suivantes pourront être soumises à la désinfection si elles proviennent de régions où règne une des maladies énumérées à l'article premier :

1. Le linge de corps porté, les vêtements usagés et portés (effets d'habillement d'usage journalier), les objets de literie ayant servi.

Lorsque ces objets seront transportés comme bagages personnels, ou à la suite d'un changement de domicile leur importation dans le pays ne pourra être interdite :

2. Chiffons et drilles, à l'exception des chiffons comprimés transportés en ballots cerclés comme marchandises du commerce de gros.

La désinfection et l'épouillage seront effectués selon une méthode scientifiquement éprouvée et applicable à toutes les catégories de marchandises.

Le lieu où peut être opéré la désinfection des marchandises sera désigné par les autorités du pays de destination.

II. L'importation des marchandises mentionnées ci-dessus (I, alinéas 1 et 2) pourra être interdite lorsque ces marchandises n'auront pas été désinfectées au préalable.

Cette interdiction d'importation ne sera pas applicable :

1^o Aux déchets neufs provenant directement d'ateliers de filature, de tissage, de confection et de blanchissement, ainsi qu'aux laines artificielles et aux rognures de papier neuves ;

2^o Aux lettres, cartes postales, imprimés, livres, brochures, papiers d'affaires, etc., à l'exception des colis postaux.

III. Le transit, par le territoire de l'un des Etats contractants, des marchandises mentionnées ci-dessus (I, alinéas 1 et 2) ne pourra être interdit si ces marchandises sont munies d'un emballage excluant toute possibilité d'infection. Ces marchandises ne seront soumises, pendant le transit, à aucune opération de désinfection.

Article 30.

The public health authorities shall be bound to deliver to the captain or to the owner of the vessel or his agent, on request, a certificate concerning the measures taken and the reasons for which they have been taken. The passengers on board the vessel shall be entitled to ask the public health authorities of the port of destination for a certificate stating the date of their arrival and the measures to which they and their luggage have been subjected.

Article 31.

Each of the Contracting States undertakes to set up a health observation post in one of its Baltic ports and to equip it so that it can deal with vessels of all kinds and carry out the necessary health measures as expeditiously as possible.

VI.

GOODS.

Article 32.

I. Goods may only be disinfected when in the opinion of the competent medical officer there is clear evidence that they or their packing are infected.

Independently of the above provision, the following goods may be subjected to disinfection if they come from districts infected by one of the diseases mentioned in Article 1 :

(1) Used body linen, old used clothing (wearing apparel in daily use), used bedlinen.

When such articles are being conveyed as personal luggage or in consequence of a change of residence, admittance may not be refused :

(2) Rags, excluding pressed rags packed in hooped bales for wholesale trade.

Disinfection and delousing shall be carried out by a recognised scientific method suitable for every category of goods.

The place at which the disinfection of goods may be carried out shall be specified by the authorities of the country of destination.

II. The importation of the goods mentioned in paragraph I, sub-paragraphs 1 and 2, may be prohibited if the said goods have not first been disinfected.

The import prohibition shall not apply to the following :

(1) Unused waste material coming directly from textile factories, spinning mills, ready-made clothing factories or bleaching establishments, and also artificial wool (" shoddy ") and clippings of newly-made paper ;

(2) Letters, post-cards, printed matter, books, pamphlets, commercial documents, etc., excluding postal packets.

III. The transit of the goods mentioned in paragraph I, sub-paragraphs 1 and 2 through the territory of one of the Contracting States may not be forbidden when such goods are wrapped or packed in such a way as to exclude all risk of infection. The goods shall not be subjected during the journey to any process of disinfection.

VII.

LÈPRE.

Article 33.

Chacun des deux Etats contractants s'engage à ne laisser passer sur le territoire de l'autre Etat aucun lépreux, quelle que soit sa nationalité, sans l'assentiment préalable de cet Etat.

Lorsqu'un des Etats contractants aura constaté qu'un ressortissant de l'autre Etat est atteint de la lèpre, il en avisera ce dernier et isolera le malade d'une manière appropriée. L'Etat dont le lépreux est ressortissant sera tenu, à la demande de l'autre Etat contractant, de se charger de ses propres ressortissants malades.

Le malade ne pourra être libéré de l'isolation qu'avec l'assentiment de l'autre Etat contractant.

Les frais d'isolation et de traitement médical seront à la charge de l'Etat dont le malade est ressortissant.

VIII.

Article 34.

Les différends, relatifs à l'interprétation et à l'application de la présente convention, qui ne pourraient être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la décision d'un tribunal d'arbitrage.

Le tribunal d'arbitrage sera composé de trois membres et formé de la manière suivante, pour chaque conflit à régler : Chacune des Parties contractantes désignera comme arbitre un de ses ressortissants. Le surarbitre sera désigné en commun par les deux Parties. Si les deux Parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du surarbitre, l'autorité suprême de l'Administration sanitaire norvégienne sera priée de désigner un surarbitre.

Article 35.

La présente convention, rédigée en double original, en langues lettonne et allemande, sera ratifiée, et les instruments de ratification seront échangés à Berlin aussitôt que possible.

La convention entrera en vigueur quatorze jours après l'échange des instruments de ratification.

Si la convention est dénoncée par l'une des Parties contractantes, elle restera encore en vigueur pendant un an à compter du jour de la dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Berlin, le 9 juillet 1926.

(L. S.) (Signé) Dr O. WOIT.

(L. S.) (Signé) E. WALLROTH.

VII.

LEPROSY.

Article 33.

Each of the Contracting States undertakes not to allow any leper, whatever his nationality may be, to cross over into the territory of the other Contracting State without the previous consent of that State.

Should one of the Contracting States discover a national of the other State to be suffering from leprosy, it shall notify that State and shall isolate the patient in a proper manner. The State of which the leper is a national shall be bound to take charge of the patient at the request of the other Contracting State.

The patient shall only be exempted from isolation with the consent of the other Contracting State.

The costs of isolation and medical treatment shall be borne by the State of which the patient is a national.

VIII.

Article 34.

Disputes concerning the interpretation or application of this Convention which cannot be settled through the diplomatic channel shall be submitted for settlement to an arbitral tribunal.

The arbitral tribunal shall consist of three members and shall be constituted as follows for every dispute : each of the Contracting Parties shall appoint one of its nationals as arbitrator. The umpire shall be designated by the two Parties jointly. Should the Parties fail to agree as to the choice of the umpire, the Norwegian Central Public Health authorities will be requested to appoint him.

Article 35.

The present Convention, drawn up in two original copies, in Latvian and German respectively, shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible.

The Convention shall come into force fourteen days after the exchange of the instruments of ratification.

Should either of the Contracting Parties give notice of its desire to denounce the Convention, the latter shall remain in force for one year after its denunciation.

In witness whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Berlin, July 9, 1926.

(L. S.) (Signed) Dr. O. WOIT.

(L. S.) (Signed) E. WALLROTH.

N° 1500.

DANEMARK ET ESTONIE

Convention de conciliation. Signée
à Tallinn, le 18 décembre 1926.

DENMARK AND ESTONIA

Conciliation Convention. Signed at
Tallinn, December 18, 1926.

N° 1500. — CONVENTION¹ DE CONCILIATION ENTRE LE DANEMARK
ET L'ESTONIE, SIGNÉE A TALLINN, LE 18 DÉCEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie et par le ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 11 juillet 1927.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE,

Animés du désir de favoriser le développement de la procédure de conciliation des différends internationaux dans un esprit conforme au Pacte de la Société des Nations,

Décidés à réaliser, dans les rapports entre l'Estonie et le Danemark, les principes de la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations en date du 22 septembre 1922, tendant à l'institution de commissions de conciliation par voie de conventions entre les Etats,

Ont résolu de conclure à cet effet une convention et ont nommé leurs plénipotentiaires, savoir :

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE :

M. Friederich AKEL, ministre des Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE :

M. Flemming Emil Harald Albrecht DE LERCHE, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Tallinn ;

Lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

L'Estonie et le Danemark s'engagent à soumettre, aux fins d'enquête et de conciliation, à une commission permanente, constituée dans les conditions prévues ci-dessous, tous différends, de de quelque nature qu'ils soient, qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable et qui ne doivent pas être déferés, aux termes, soit du Statut de la Cour permanente de Justice internationale², soit de tout autre accord conclu entre elles, à ladite cour ou à un tribunal d'arbitrage.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 7 juillet 1927.

² Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 1500. — CONCILIATION CONVENTION² BETWEEN DENMARK AND ESTONIA. SIGNED AT TALLINN, DECEMBER 18, 1926.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs and by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place July 11, 1927.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA and HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND,

Being desirous of promoting the development of conciliation procedure in international disputes in accordance with the spirit of the Covenant of the League of Nations,

And having determined to apply in the relations between Estonia and Denmark the principles of the resolution concerning the establishment of conciliation commissions by inter-State conventions, which was adopted by the Assembly of the League of Nations on September 22, 1922, have for this purpose resolved to conclude a convention and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Friederich AKEL, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND :

M. Flemming Emil Harald Albrecht DE LERCHE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Tallinn,

Who, being duly authorised for the purpose, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Estonia and Denmark undertake to refer to a permanent Commission, appointed in the manner set forth below, for investigation and settlement by conciliation, all disputes of every kind which it may not have been possible to settle within a reasonable time by diplomacy and which, under the Statute of the Permanent Court of International Justice³ or any other agreement between the Parties, should not be submitted either to the Permanent Court or to a court of arbitration.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, July 7, 1927.

³ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; and Vol. LIV, page 387, of this Series.

Article 2.

Si un différend, dont l'une des Parties a saisi la commission, est porté par l'autre Partie, conformément aux dispositions visées à l'article 1^{er}, devant la Cour permanente ou un tribunal d'arbitrage, la commission suspendra l'examen du différend jusqu'à ce que la Cour ou le tribunal ait statué sur la compétence.

Article 3.

S'il s'agit d'un différend qui, à teneur de la législation interne de l'une des Hautes Parties contractantes, relève de la compétence des tribunaux, les tribunaux administratifs y compris, la Partie défenderesse pourra s'opposer à ce qu'il soit soumis à une procédure d'enquête ou de conciliation avant qu'un jugement définitif ait été rendu par l'autorité judiciaire compétente.

Article 4.

La commission se compose de cinq membres. Chaque Etat en désigne deux, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième, qui remplit les fonctions de président, doit appartenir à une autre nationalité qu'à celles des autres membres de la commission. Le président est désigné d'un commun accord par les Parties. Au cas où cet accord ne pourrait s'établir, sa nomination sera effectuée, à la requête de l'une des Parties, par le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des États contractants, par le vice-président de la cour.

La commission devra être constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications de la présente convention.

Article 5.

Les membres de la commission sont nommés pour trois ans. Sauf accord contraire entre les Parties, ils ne pourront pas être révoqués pendant la durée de leur mandat. En cas de décès ou de retraite de l'un d'eux, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les deux mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la Commission.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours, à dater de celui où l'un des Etats contractants aura porté un différend devant la commission, chacune des Parties pourra, pour l'examen du litige visé, remplacer l'un des membres désignés par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 4 concernant la nationalité des membres de la commission.

La Partie qui voudrait user de ce droit, en avertira immédiatement la Partie adverse ; dans ce cas, celle-ci a la faculté d'user du même droit, dans un délai de quinze jours, à partir de celui où l'avertissement lui est parvenu.

Article 7.

Si, à l'expiration du mandat d'un membre, il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans ; toutefois, sur la demande de l'une des Parties, les fonctions du président doivent cesser à la fin de son mandat.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant ait été désigné.

Article 2.

If a dispute which has been referred to the Commission by one of the Parties is brought before the Permanent Court or a court of arbitration by the other Party under the terms of Article 1, the Commission shall postpone its investigation of the dispute until the Permanent Court or the court of arbitration shall have determined the question of competence.

Article 3.

In the case of a dispute which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the courts (which term includes the administrative courts), the defendant Party may object to any proceedings of enquiry or conciliation being instituted until final judgment has been pronounced by the competent judicial authority.

Article 4.

The Commission shall consist of five members. Each Party shall appoint two members, one of whom may be chosen from among its nationals. The fifth member, who shall act as president of the Commission, must possess a nationality differing from that of any other member of the Commission. He shall be appointed by common agreement between the Parties. Should the Parties be unable to agree, the President shall, at the request of one of the Parties, be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice or, if the latter should be a national of one of the Contracting States, by the Vice-President of the Court.

The Commission shall be constituted within six months after the ratifications of the present Convention have been exchanged.

Article 5.

The Members of the Commission shall be appointed for three years. They shall be irremovable during their period of office unless the Parties agree otherwise. In the event of the death or retirement of a member, the vacancy must be filled for the remainder of his term of office, within the next two months if possible, but, in any case, as soon as a dispute is referred to the Commission.

Article 6.

Within fifteen days from the date when one of the Contracting Parties shall have brought a dispute before the Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace one of the members it has appointed by a person possessing special competence in the matter, subject, however, to the rules laid down in Article 4 with regard to the nationality of the members.

The Party desiring to make use of this right shall immediately inform the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 7.

If on the completion of his term of office a member of the Commission has not been replaced, his appointment shall be deemed to have been renewed for three years; the President shall, however, at the request of one of the Parties, cease to hold office at the end of his appointed term.

A member whose term of office expires whilst proceedings are in progress shall remain in office, even if his successor has been appointed, until the close of the proceedings.

Article 8.

Les différends sont portés devant la commission par la notification qui en est faite par l'une des Parties au président de la commission. Cette notification doit être portée immédiatement à la connaissance de la Partie adverse. Le président doit convoquer la commission dans le plus bref délai.

La Partie ayant saisi la commission du différend en avisera le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 9.

La commission se réunit dans l'endroit que les Parties désignent d'un commun accord ou, à défaut d'accord, au siège de la Société des Nations.

Article 10.

Les Parties s'engagent à fournir à la commission toutes les informations utiles et à lui faciliter, à tous égards, l'accomplissement de sa tâche.

La commission pourra demander au Secrétaire général de la Société des Nations l'assistance du Secrétariat, si la commission en a besoin pour ses travaux.

Article 11.

Les Parties ont le droit de nommer des agents spéciaux auprès de la commission, qui devront en même temps servir d'intermédiaires entre elles et la commission.

Article 12.

Les débats devant la commission ne sont publics que si la commission, d'accord avec les Parties, en décide ainsi.

Article 13.

La procédure devant la commission est contradictoire.

La commission réglera elle-même la procédure, en tenant compte, à défaut d'une décision contraire prise à l'unanimité, des dispositions contenues au titre III de la Convention¹ de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Article 14.

Sous réserve des dispositions contraires de la présente convention, les décisions de la commission sont prises à la majorité simple. Chaque membre dispose d'une voix, celle du président étant décisive en cas de partage. La commission peut délibérer valablement, si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et au moins deux autres membres sont présents.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Disputes shall be referred to the Commission by means of a notification addressed to the President of the Commission by one of the Parties. The other Party shall be informed at once of such notification. The President shall convene the Commission as soon as possible.

The Party which has submitted the dispute to the Commission shall notify the Secretary-General of the League of Nations.

Article 9.

The Commission shall meet at a place mutually agreed upon by the Parties or, failing such agreement, at the seat of the League of Nations.

Article 10.

The Parties undertake to supply the Commission with all relevant information and to facilitate its labours in every way.

The Commission may apply to the Secretary-General of the League of Nations for the assistance of the Secretariat if the Commission requires such assistance in its work.

Article 11.

The Parties shall be entitled to attach to the Commission special representatives, who shall at the same time act as intermediaries between them and the Commission.

Article 12.

Proceedings before the Commission shall not be public, unless the Commission so decides and the Parties agree.

Article 13.

In proceedings before the Commission both Parties shall be heard.

The Commission shall lay down its own procedure and shall, unless it decides unanimously to the contrary, be guided by Chapter III of The Hague Convention¹ of October 18, 1927, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Convention, the decisions of the Commission shall be taken by a majority vote of its members. Each member shall have one vote and, if the voting is evenly divided, the President shall have a casting vote. The Commission may take valid decisions if all the members have been duly summoned and if the President and at least two other members are present.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 15.

La commission fera un rapport sur chaque différend qui lui a été soumis. Le rapport comportera un projet de règlement du différend, si les circonstances y donnent lieu et si trois, au moins, des membres de la commission se mettent d'accord sur un tel projet.

L'avis motivé des membres restés en minorité sera consigné dans le rapport.

Article 16.

Sous réserve du droit des Parties de prolonger ce délai, la commission doit achever ses travaux dans un délai de six mois, à dater du jour où le différend a été porté devant la commission.

Le temps durant lequel les travaux de la commission sont suspendus selon les dispositions de l'article 2 n'est pas compris dans le délai susmentionné.

Article 17.

Le rapport de la commission est signé par le président et porté sans délai à la connaissance des Parties et du Secrétaire général de la Société des Nations.

Les Parties s'engagent à porter à leur connaissance réciproque dans un délai raisonnable, si elles acceptent les constatations du rapport et les propositions qu'il renferme.

Il appartient aux Parties de décider, d'un accord commun, si le rapport de la commission doit être publié immédiatement. Toutefois, même à défaut de cet accord, la commission pourra, en cas de raisons spéciales, procéder à la publication immédiate du rapport sur décision prise à l'unanimité des voix ou contre une seule voix dissidente.

Article 18.

Chacune des Parties indemniserà les membres de la commission nommés par elle et fournira la moitié de l'indemnité du président.

Les Parties doivent chercher à s'entendre pour que, des deux côtés, les indemnités des membres de la commission soient fixées d'après les mêmes chiffres.

Chaque Partie supportera les frais de procédure encourus par elle et la moitié de ceux déclarés communs par la commission.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Tallinn aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et aura une durée de cinq années à dater de l'échange des ratifications. Si elle n'a pas été dénoncée six mois, au moins, avant l'expiration de ce délai, elle restera en vigueur pendant une nouvelle période de cinq ans et sera ainsi de suite censée renouvelée chaque fois pour cinq ans, sauf dénonciation six mois, au moins, avant l'expiration de la précédente période de cinq ans.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Tallinn, en deux exemplaires, le 18 décembre 1926.

(L. S.) FR. AKEL.

(L. S.) F. LERCHE.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 30 juillet 1927.

Engell,

*Chef du Département des Affaires politiques
et commerciales au Ministère des Affaires étrangères.*

Article 15.

The Commission shall prepare a report on each dispute submitted to it. The report shall embody proposals for the settlement of the dispute, if they are called for by the circumstances of the case and are agreed to by at least three members of the Commission.

The opinion of the members who form the minority shall be recorded in the report, together with a statement of the grounds on which it is based.

Article 16.

The labours of the Commission must be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been notified of the dispute, subject to the right of the Parties to extend that period.

The above period shall not include any time during which the Commission's work is suspended under Article 2.

Article 17.

The Commission's report shall be signed by the President and shall immediately be brought to the knowledge of the Parties and of the Secretary-General of the League of Nations.

The Parties undertake to inform each other within a reasonable time whether they accept the findings of the report and the settlement proposed therein.

The Parties shall decide by common agreement whether the Commission's report shall be published immediately. Even in the absence of such agreement, however, the Commission may, should there be special reasons for this course, order immediate publication if a decision to that effect is taken unanimously or with a single dissentient vote.

Article 18.

Each Party shall pay the allowances of the members of the Commission whom it has appointed, and shall provide half of the President's allowances.

The Parties shall endeavour to arrange that the allowances of members of the Commission on both sides should be fixed at the same amount.

Each Party shall defray its own expenses and half of those which the Commission may declare to be joint expenses.

Article 19.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Tallinn as soon as possible. It shall come into force immediately after the exchange of ratifications, and shall remain in force for five years from that date. Unless denounced not less than six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of five years, and shall thereafter be deemed to be renewed for successive periods of five years unless denounced not less than six months before the expiration of the preceding period of five years.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Tallinn, December 18, 1926.

(L. S.) Fr. AKEL.

(L. S.) F. LERCHE.

ANNEXE XVII.



ANNEX XVII.



ANNEXE XVII

PRÉSENTATIONS A L'ENREGISTREMENT, ADHÉSIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS POSTÉRIEUREMENT ÉCHANGÉES, ETC.

No. 13. — INTERNATIONAL RADIOTELEGRAPH CONVENTION¹. SIGNED AT LONDON, JULY 5, 1912.

ACCESSIONS.

SOUTH SEA ISLANDS under Japanese Mandate.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

Since the previous statement of the 25th February, 1927, the following accession to the Convention has been notified to His Britannic Majesty's Government in Great Britain as from the date mentioned below :

SOUTH SEA ISLANDS under Japanese Mandate,
August 5, 1927.

Foreign Office, *October 5, 1927.*

HAÏTI.
LIBERIA.
PARAGUAY.
SALVADOR.

Since the previous statement of the 5th October, 1927, the following accessions to the

¹ Vol. I, page 135 ; vol. III, page 255 ; vol. XI, page 356 ; vol. XV, page 282 ; vol. XIX, page 266 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XXXV, page 294 ; vol. XXXIX, page 162 ; vol. XLV, page 94 ; vol. L, page 158 ; et vol. LIV, page 386, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

ANNEX XVII.

PRESENTATIONS FOR REGISTRATION, ADHESIONS, SIGNATURES, RATIFICATIONS, SUBSEQUENTLY EXCHANGED, ETC.

No 13. — CONVENTION¹ RADIOTÉLEGRAPHIQUE INTERNATIONALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 5 JUILLET 1912.

ACCESSIONS

ILES DES MERS DU SUD (sous mandat japonais).

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

Depuis la dernière notification du 25 février 1927, l'accession suivante à la convention a été notifiée au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne à la date ci-dessous :

ILES DES MERS DU SUD (sous mandat japonais).
5 août 1927.

Foreign Office, *5 octobre 1927.*

HAÏTI.
LIBERIA.
PARAGUAY.
SALVADOR.

Depuis la dernière notification du 5 octobre 1927, les accessions suivantes à la Convention

¹ Vol. I, page 135 ; Vol. III, page 255 ; Vol. XI, page 356 ; Vol. XV, page 282 ; Vol. XIX, page 266 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XXXV, page 294 ; Vol. XXXIX, page 162 ; Vol. XLV, page 94 ; Vol. L, page 158 ; and Vol. LIV, page 386, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Convention have been notified to His Britannic Majesty's Government in Great Britain as from the dates mentioned below :

REPUBLIC OF HAÏTI ..	October	10, 1927.
REPUBLIC OF LIBERIA	October	10, 1927.
REPUBLIC OF PARAGUAY	September	27, 1927.
REPUBLIC OF SALVADOR	October	12, 1927.

Foreign Office, *October 25, 1927.*

ont été notifiées au Gouvernement de Sa Majesté britannique en Grande-Bretagne aux dates ci-dessous :

RÉPUBLIQUE DE HAÏTI ..	10 octobre	1927.
» DE LIBÉRIA..	10 »	1927.
» DU PARAGUAY	27 septembre	1927.
» DU SALVADOR	12 octobre	1927.

Foreign Office, *25 octobre 1927.*

N^{os} 15 et 16. — CONVENTION¹ DE BERNE REVISÉE (9 SEPTEMBRE 1886) POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, SIGNÉE A BERLIN, LE 13 NOVEMBRE 1908, ET PROTOCOLE ADDITIONNEL A CETTE CONVENTION, SIGNÉ A BERNE, LE 20 MARS 1914.

ADHÉSION.

ETAT LIBRE D'IRLANDE

(Effective à partir du 5 octobre 1927).

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 25 octobre 1927.

BERNE, le 21 octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nous avons l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que, par note du 5 octobre 1927, la Légation de Sa Majesté britannique à Berne nous a fait part de l'adhésion, sous réserve, de l'Etat libre d'Irlande à la Convention de Berne révisée pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 13 novembre 1908, et au protocole du 20 mars 1914, additionnel à cette convention.

La réserve stipulée par l'Etat libre d'Irlande porte sur le droit exclusif de traduction que le

Nos. 15 and 16. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATIVE TO THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS REVISING THAT SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 9, 1886, etc. SIGNED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908, AND ADDITIONAL PROTOCOL TO THIS CONVENTION, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1914.

ACCESSION.

IRISH FREE STATE.

(Effective as from October 5, 1927).

Communicated by the Swiss Federal Council, October 25, 1927.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, *October 21, 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

We have the honour to communicate to you that in a letter dated October 5, 1927, the British Legation at Berne informed us of the accession, subject to a reservation, of the Irish Free State to the Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works as revised on November 13, 1908, as well as to the supplementary Protocol to this Convention, dated March 20, 1914.

The reservation in question refers to the exclusive right of translation in regard to which

¹ Vol. I, page 217 ; vol. III, page 259 ; vol. XI, page 358 ; vol. XXIV, page 138 ; vol. XLV, page 95 ; et vol. LIX, page 342, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Volume I, page 217 ; Vol. III, page 259 ; Vol. XI, page 358 ; Vol. XXIV, page 138 ; Vol. XLV, page 95 ; and Vol. LIX, page 342, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

nouvel adhérent déclare reconnaître, non pas conformément à l'article 8 de la Convention de Berne révisée de 1908, mais conformément à l'article 5 de la Convention de Berne primitive, du 9 septembre 1886, dans la version que cet article a reçue à la Conférence de Paris, le 4 mai 1896.

L'adhésion de l'Etat libre d'Irlande produit ses effets à partir du 5 octobre 1927, date de la notification du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

Nous ajoutons que le nouvel Etat désire être rangé dans la troisième classe pour sa contribution aux dépenses du Bureau international.

En vous priant de vouloir bien prendre acte de cette adhésion, nous vous présentons, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral :

Le Vice-Président de la Confédération,

SCHULTESS.

Le Vice-Chancelier,

LEIMGRUBER.

Son Excellence
le Ministre des Affaires
étrangères.

the Irish Free State declares that it accepts the terms not of Article 8 of the Convention of Berne as revised in 1908, but of Article 5 of the original Convention of Berne of September 9, 1886, in the version of this Article adopted by the Paris Conference of May 4, 1896.

The accession of the Irish Free State takes effect as from October 5, 1927, which is the date of notification by His Britannic Majesty's Government.

It should be added that, as regards its contribution to the expenses of the International Bureau, the Irish Free State desires to be placed in category three.

Requesting you to be good enough to note this accession, we have the honour to be, etc.

For the Federal Council :

SCHULTESS.

Vice-President of the Confederation.

LEIMGRUBER.

Vice-Chancellor.

To His Excellency
the Minister for
Foreign Affairs.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 100. — PROVISIONAL ² AGREEMENT RELATING TO AIR NAVIGATION BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN. SIGNED AT STOCKHOLM, FEBRUARY 16, 1921.

No. 100. — ARRANGEMENT ² PROVISOIRE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE, RELATIF A LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉ A STOCKHOLM, LE 16 FÉVRIER 1921.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE DENUNCIATION BY SWEDEN OF THE ABOVE AGREEMENT. LONDON, SEPTEMBER 30/OCTOBRE 13, 1927.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA DÉNONCIATION PAR LA SUÈDE DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. LONDRES, 30 SEPTEMBRE/13 OCTOBRE 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. III, page 233, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. III, page 233, of this Series.

SWEDISH LEGATION
IN LONDON,
27, Portland Place,
W. I.

30th September 1927.

SIR,

I have the honour to inform you that His Swedish Majesty's Government decided on the 23rd instant to denounce the Swedish-British Provisional Agreement of the 16th February 1921, relating to air navigation between Sweden and Great Britain, this denunciation to take immediate effect, in virtue of Article 19, paragraph 2 of the said Agreement, since Sweden has now adhered to the International Air Convention signed at Paris the 13th October 1919.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble Servant,

(Signed) PALMSTIERNA.

The Right Honourable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
etc., etc., etc.

FOREIGN OFFICE,
S. W. I.

13th October 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 157 of the 30th ultimo, in which you inform me that the Swedish Government had decided to denounce the Swedish-British provisional agreement of February 16th, 1921, relating to air navigation between Sweden and Great Britain.

2. This information will be communicated to the competent authorities.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

(For the Secretary of State.)

(Signed) Michael PALAIRET.

Baron E. K. Palmstierna, G. C. V. O.,
etc., etc., etc.

LÉGATION DE SUÈDE
A LONDRES,
27, Portland Place,
W. I.

30 septembre 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Suède a décidé, le 23 courant, de dénoncer l'Arrangement provisoire anglo-suédois du 16 février 1921 relatif à la navigation aérienne entre la Suède et la Grande-Bretagne. Cette dénonciation entrera en vigueur immédiatement, en vertu de l'article 19, paragraphe 2, dudit accord, la Suède ayant maintenant adhéré à la Convention aérienne internationale signée à Paris le 13 octobre 1919.

Veillez agréer, etc.

(Signé) PALMSTIERNA.

Le Très Honorable
Sir Austen Chamberlain, K.G., M.P.,
etc., etc., etc.

FOREIGN OFFICE,
S. W. I.

13 octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 157, du 30 septembre, par laquelle vous me faites savoir que le Gouvernement suédois a décidé de dénoncer l'Arrangement provisoire anglo-suédois du 16 février 1921 relatif à la navigation aérienne entre la Suède et la Grande-Bretagne.

2. Cette communication sera transmise aux autorités compétentes.

Veillez agréer, etc.

(Pour le Secrétaire d'Etat,)

(Signé) Michael PALAIRET.

Baron E. K., Palmstierna, G. V. C. O.
etc., etc., etc.

N^o 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DE LA TRAITÉ DES FEMMES ET DES ENFANTS, OUVERTE A LA SIGNATURE, A GENÈVE, DU 30 SEPTEMBRE 1921 AU 31 MARS 1922.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN, OPENED FOR SIGNATURE AT GENEVA FROM SEPTEMBER 30, 1921, TO MARCH 31, 1922.

ADHÉSION.

De Sa Majesté britannique, pour :

LA COLONIE DE SIERRA-LEONE,
16 novembre 1927.

(Cette adhésion ne s'applique qu'à la Colonie de Sierra-Leone et non au Protectorat.)

Communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 16 novembre 1927.

ACCESSION

By His Britannic Majesty for :

THE COLONY OF SIERRA LEONE,
November 16, 1927.

(This accession applies only to the Colony of Sierra Leone and not to the Protectorate as well).

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, November 16, 1927.

N^o 270. — ARRANGEMENT POSTAL² ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINGFORS, LE 19 MAI, ET A COPENHAGUE, LE 22 MAI 1922.

No. 270. — POSTAL AGREEMENT² BETWEEN DENMARK AND FINLAND. SIGNED AT HELSINGFORS, MAY 19, AND AT COPENHAGEN, MAY 22, 1922.

Amendements à l'arrangement ci-dessus.

Amendments to the above Agreement.

Communiqué par le ministre de Danemark à Berne, le 26 octobre 1927.

Communicated by the Danish Minister at Berne, October 26, 1927.

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; et vol. LIV, page 388, de ce recueil.

² Vol. IX, page 435 ; vol. XV, page 312 ; vol. XXIX, page 183 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 310 ; Vol. XIX, page 282 ; Vol. XXIV, page 162 ; Vol. XXVII, page 418 ; Vol. XXXV, page 300 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L., page 160 ; and Vol. LIV, page 388, of this Series.

² Vol. IX, page 435 ; vol. XV, page 312 ; Vol. XXIX, page 183 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99, of this Series.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

ÆNDRINGER TIL OVERENSKOMST AF 22./19. MAJ 1922 OM POSTFORBINDELSSEN
MELLEM DANMARK OG FINLAND. GÆLDENDE FRA 1. AUGUST 1927.

Artikel 2. Punkt 1 og 2 gives følgende Affattelse :

Porto for Breve og Brevkort (Postkort) ; Anbefalingsgebyr.

1. Portoen for Breve, som sendes fra det ene Land til det andet, udgør :

	i Danmark	i Finland
hvis Brevets Vægt ikke overstiger 20 Gram	15 Øre	1 Mk. 50 P.
hvis Brevets Vægt overstiger 20 Gram, men ikke 125 Gram	30 —	3 —
hvis Brevets Vægt overstiger 125 Gram, men ikke 250 Gram	45 —	4 — 50 —
hvis Brevets Vægt overstiger 250 Gram, men ikke 500 Gram	60 —	6 —

Breve, hvis Vægt overstiger 500 Gram, men ikke 2 Kilogram (den internationale Maksimumsvægt), takseres i deres Helhed overensstemmende med Reglerne i Verdenspostkonventionen.

	i Danmark	i Finland
2. Portoen for enkelt Brevkort (Postkort) udgør	10 Øre	1 Mark
og for Brevkort (Postkort) med betalt Svar	20 —	2 —

Punkt 4 ændres til at lyde saaledes :

4. For ufrigjorte eller utilstrækkelig frigjorte Breve, hvis Vægt ikke overstiger 500 Gram, eller Brevkort (Postkort) samt for andre utilstrækkelig frigjorte Brevpostforsendelser opkræves det dobbelte af den manglende Porto.

Punkt 6 udgaar.

Artikel 3. Sidste Punktum « Forsikringsgebyret opkrævet det » udgaar.

EKSPEDITIONSREGLEMENTET.

§ 3. Sidste Punktum ændres til at lyde saaledes :

Ekspressgebyret udgør i Danmark 40 Øre og i Finland 4 Mark.

§ 5. Punkt 3. 2. Stykke ændres til at lyde saaledes :

Afgiften udregnes første Gang for Aaret 1927 og derefter hvert femte Aar efter det samlede Antal Tidender og Tidsskrifter, som i Aarets Løb har transiteret Sverige.

Denne Afregning, som ved vedkommende Aars Udgang opstilles af Afsendelseslandet, sendes bilagt med de attesterede kvartalsvise Beregninger *in originali* til den svenske Poststyrelse. Den Afgift, som skal betales, optages i Generalafregningen for det følgende Aars første Kvartal.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

MUUTOKSIA ERINÄISIIN SUOMEN JA TANSKAN VÄLISTÄ POSTINVAIHTOA KOSKEVAN SOPIMUKSEN TOUKOKUUN 19/22 P: LTÄ 1922 MÄÄRÄYKSIIN.

2 Artikla.

Kirjeiden ja postikorttien kuljetusmaksut ; kirjaamismaksu.

1. Toisesta maasta toiseen lähetettävän kirjeen kuljetusmaksu on :

	Suomessa	Tanskassa
jos kirjeen paino ei ole yli 20 gramman . . .	1 mk. 50 p.	15 äyr.
jos paino on yli 20, mutta ei yli 125 gramman . .	3 mk.	30 äyr.
jos paino on yli 125, mutta ei yli 250 gramman	4 mk. 50 p.	45 äyr.
jos paino on yli 250, mutta ei yli 500 gramman	6 mk.	60 äyr.

Kirje, jonka paino on yli 500 gramman mutta ei yli 2 kilogramman (kansainvälinen enimmuuspaino), taksoitetaan kokonaisuudessaan maailmanpostisopimuksen mukaan.

	Suomessa	Tanskassa
2. Yksinkertaisen postikortin kuljetusmaksu on	1 markka	10 äyriä
sekä postikortin maksettuine vastauksineen	2 markkaa	20 äyriä

3.

4. Frankkeeraamattomasta tai vaillinaisesti frankkeeratusta, enintään 500 grammaa painavasta kirjeestä tai postikortista sekä vaillinaisesti frankkeeratusta ristisidellähetyksestä otetaan puuttuvan kuljetusmaksun kaksinkertainen määrä.

5.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

ÄNDRING AV SÄRSKILDA BESTÄMMELSER I AVTALET ANGÅENDE POSTUTVÄXLINGEN MELLAN FINLAND OCH DANMARK AV DEN 19/22 MAJ 1922.

Artikel 2.

Befordringsavgifter för brev och postkort (brevkort) ; rekommendationsavgift.

1. Befordringsavgiften för brev, som sändes från det ena landet till det andra, utgör :

	i Finland	i Danmark
om brevets vikt icke överstiger 20 gram . .	1 mk. 50 p.	15 öre
om vikten överstiger 20, men icke 125 gram . .	3 mk.	30 öre
om vikten överstiger 125, men icke 250 gram . .	4 mk. 50 p.	45 öre
om vikten överstiger 250, men icke 500 gram . .	6 mk.	60 öre

Brev, i vikt överstigande 500 gram, men icke 2 kilogram (den internationella maximivikten), taxéras i sin helhet enligt världspostkonventionen.

	i Finland	i Danmark
2. Befordringsavgiften för enkelt postkort (brevkort) utgör	1 mk.	10 öre
samt för postkort (brevkort) med betalt svar	2 mk.	20 öre

3.

4. För ofrankerat eller ofullständigt frankerat brev av högst 500 grams vikt eller postkort (brevkort) samt för ofullständigt frankerat korsbandförsändelse upptages dubbla beloppet av den felande befordringsavgiften.

5.

3 Artikla.

Määräarvoiset kirjeet.

Määräarvoisesta kirjeestä, joka lähetetään toisesta maasta toiseen, on, paitsi kuljetus- ja kirjaamismaksuja 2 artiklan 1 ja 5 §§:n mukaan, suoritettava vakuutusmaksu, joka on :

Suomessa 40 penniä kultakin 1.000 markan määrältä tai sen osalta,

Tanskassa 10 äyriä kultakin 300 kruunulta tai sen osalta.

Artikel 3.

Brev med angivet värde.

För brev med angivet värde, som sändes från det ena landet till det andra, skall, förutom befordrings- och rekommendationsavgifter enligt artikel 2 §§ 1 och 5, erläggas en assurancesavgift, som utgör :

i Finland 40 penni för varje belopp av 1.000 mark eller del därav,

i Danmark 10 öre för varje belopp av 300 kronor eller del därav.

Pour copie conforme :

Sigurd von Numers,

Attaché.

1 TRADUCTION.

AMENDEMENTS A L'ARRANGEMENT POSTAL DU 19/22 MAI 1922 ENTRE LE DANEMARK ET LA FINLANDE, ENTRÉS EN VIGUEUR LE 1^{er} AOUT 1927.

Article 2. — Les alinéas 1 et 2 seront rédigés comme suit :

Taxe d'affranchissement des lettres et cartes postales ; taxe de recommandation.

1. La taxe d'affranchissement applicable aux lettres envoyées d'un pays à destination de l'autre, est fixée comme suit :

Poids :	Danemark	Finlande
Ne dépassant pas 20 gr. . .	15 øre	1 mk. 50 p.
Supérieur à 20 gr., mais ne dépassant pas 125 gr. . .	30 »	3 »
Supérieur à 125 gr., mais ne dépassant pas 250 gr. . .	45 »	4 » 50 »
Supérieur à 250 gr., mais ne dépassant pas 500 gr. . .	60 »	6 »

Pour les lettres d'un poids supérieur à 500 gr., mais ne dépassant pas 2 kg. (poids maximum international), la taxe sera calculée d'après le poids total, conformément aux dispositions de la Convention postale universelle.

1 TRANSLATION.

AMENDMENTS TO THE POSTAL AGREEMENT OF MAY 19/22, 1922, BETWEEN DENMARK AND FINLAND, IN FORCE AS FROM AUGUST 1ST, 1927.

Article 2. — Paragraphs 1 and 2 shall be worded as follows :

Charges for letters and postcards. Registration.

1. The charges for letters sent from one country to the other shall be as follows :

Weight :	Denmark	Finland
Not exceeding 20 gr. . . .	15 øre	1 mk. 50 p.
Exceeding 20 gr., but not exceeding 125 gr. . . .	30 »	3 »
Exceeding 125 gr., but not exceeding 250 gr. . . .	45 »	4 » 50 »
Exceeding 250 gr., but not exceeding 500 gr. . . .	60 »	6 »

As regards letters weighing more than 500 grammes, but not more than two kilogrammes (the international maximum weight), the whole weight shall be charged for in accordance with the regulations laid down in the International Postal Convention.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

2. La taxe applicable aux cartes postales simples est fixée à 10 øre 1 mk.
Et celle applicable aux cartes postales avec réponse payée 20 » 2 »

L'alinéa 4 est modifié comme suit :

4. En cas de non affranchissement ou d'insuffisance d'affranchissement de lettres d'un poids non supérieur à 500 gr., ou de cartes postales, ainsi qu'en cas d'insuffisance d'affranchissement de tous autres envois postaux, il sera perçu une taxe équivalente au double de l'affranchissement manquant.

L'alinéa 6 est supprimé.

Article 3. — Le dernier alinéa « La totalité touchés », est supprimé.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Paragraphe 3. — Le dernier alinéa est modifié comme suit :

« La taxe des envois par express est fixée à 40 øre au Danemark et à 4 mk. en Finlande.

Paragraphe 5, alinéa 3. — La deuxième phrase est modifiée comme suit :

« L'indemnité sera calculée en premier lieu pour l'année 1927 et, par la suite, tous les cinq ans, sur la base du nombre total des journaux et périodiques expédiés en transit à travers la Suède au cours de l'année.

» L'original de ce décompte qui sera établi par le pays expéditeur à la fin de l'année, sur laquelle il portera sera adressé à l'Administration postale suédoise en même temps que les comptes trimestriels approuvés. Le montant de l'indemnité à verser sera porté au compte général du premier trimestre de l'année suivante.»

	Denmark	Finland
2. The charge for single post-cards shall be	10 øre	1 mk.
And for postcards with reply pre-paid	20 »	2 »

Paragraph 4 shall be amended as follows :

4. For unstamped or insufficiently stamped letters weighing not more than 500 grammes, postcards and other insufficiently stamped correspondence sent by letter-post, the charge levied shall be double the amount by which the correspondence in question was under stamped.

Paragraph 6 shall be omitted.

Article 3. — The last paragraph "The whole collected", shall be omitted.

REGULATION FOR THE APPLICATION OF THE AGREEMENT.

Paragraphe 3. — The last paragraph shall be amended as follows : "The express fee shall be 40 øre in Denmark and 4 marks in Finland."

Paragraphe 5 (3). — The second sentence shall be amended as follows :

"These charges shall be computed, in the first instance, for the year 1927, and thereafter every fifth year, on the basis of the total number of newspapers and periodicals which have been conveyed in transit through Sweden during the year.

"This account, which shall be drawn up by the despatching country at the close of the year to which it refers, shall be forwarded, together with the certified quarterly accounts, in the original, to the Swedish Postal Administration. The amount to be paid shall be shown in the general account for the first quarter of the following year".

N^o 284. — CONVENTION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA FRANCE, AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 2 FÉVRIER 1922.

No. 284. — CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 2, 1922.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'ADHÉSION DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE, DE L'IRLANDE DU NORD, DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE ET DU TERRITOIRE SOUS MANDAT DES SAMOA OCCIDENTALES A LA CONVENTION CI-DESSUS. LONDRES, LES 4 AVRIL/27 SEPTEMBRE 1927; 31 MAI/27 SEPTEMBRE 1927; ET 24 AOUT/27 SEPTEMBRE 1927.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF THE IRISH FREE STATE, NORTHERN IRELAND, NEW ZEALAND AND THE MANDATED TERRITORY OF WESTERN SAMOA TO THE ABOVE CONVENTION. LONDON, APRIL 4/SEPTEMBER 27, 1927, MAY 31/SEPTEMBER 27, 1927, AND AUGUST 24/SEPTEMBER 27, 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ACCESSION

OF THE IRISH FREE STATE

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
No. T.0026/22/371.

4th April, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the Irish Free State are desirous that the provisions of the Anglo-French Civil Procedure Convention, signed at London on the 2nd February, 1922, should be made applicable to the territory under their administration.

2. The Master of the High Court of Justice in the Irish Free State will act as the authority to whom judicial and extra-judicial acts and "Commissions rogatoires" should be addressed in the Irish Free State, while the language in which communications and translations are to be made is that prescribed by the various articles

ADHÉSION

DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE

I.

FOREIGN OFFICE,
S. W. I.

4 avril 1927.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté pour l'Etat libre d'Irlande désirerait que les dispositions de la Convention franco-britannique sur la procédure civile, signée à Londres le 2 février 1922, fussent rendues applicables aux territoires placés sous son administration.

2. Le Président (*Master*) de la Haute Cour de Justice de l'Etat libre d'Irlande constituera l'autorité à qui les actes judiciaires et extra-judiciaires, ainsi que les commissions rogatoires devront être envoyés dans l'Etat libre d'Irlande. La langue à employer pour les communications et les traductions sera la langue prescrite par

¹ Vol. X, page 447; vol. XXIV, page 164; et vol. XXXI, page 246, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. X, page 447; Vol. XXIV, page 164; and Vol. XXXI, page 246, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

of the convention. The persons who effect service of court documents are known as *Summons Servers*.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge this communication on behalf of your government I beg leave to suggest that the exchange of notes thus constituted should be regarded as placing the matter on formal record with effect as from one month after the date of the present notification.

4. I have the honour to explain that the present note is not intended to apply to the territory administered by the Government of Northern Ireland.

I have the honour to be with the highest consideration.

Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency
Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.
etc., etc., etc.

II.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ANGLETERRE.

LONDRES, le 27 septembre 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par une lettre en date du 4 avril dernier, Votre Excellence a bien voulu me notifier l'intention du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande d'accéder à la Convention franco-britannique sur la procédure civile, signée à Londres le 2 février 1922.

Je suis chargé par le Gouvernement français de faire savoir à Votre Excellence qu'il accepte cette accession à la Convention du 2 février 1922.

Il est entendu que la lettre de Votre Excellence en date du 4 avril 1927, et la présente

les divers articles de la convention. Les personnes chargées de faire le service des pièces des tribunaux sont appelés *Summons Servers*.

3. En demandant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication au nom de votre gouvernement, je me permets de suggérer que l'échange de notes ainsi constitué soit considéré comme constant formellement l'accord intervenu à ce sujet, et prenne effet un mois après la date de la présente notification.

4. J'ai l'honneur de vous expliquer également que la présente note ne s'applique pas aux territoires administrés par le Gouvernement de l'Irlande du Nord.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Son Excellence
Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.
etc., etc., etc.

II.

FRENCH EMBASSY
IN GREAT BRITAIN.

LONDON, September 27th, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter dated April 4 last, you were good enough to inform me that the Government of the Irish Free State desired to accede to the Anglo-French Civil Procedure Convention signed at London on February 2, 1922.

I am instructed to inform you that the French Government accepts this accession to the Convention of February 2, 1922.

It is understood that your letter dated April 4, 1927, and this letter, shall be regarded as

lettre, constatent l'accord intervenu à ce sujet entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique.

Veillez agréer les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être Monsieur le Secrétaire d'Etat, de Votre Excellence,

Le très humble et très obéissant serviteur

(Signé) A. DE FLEURIAU.

Son Excellence
Sir Austen Chamberlain
Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté britannique,
aux Affaires étrangères,
Foreign Office.

ACCESSION

OF NORTHERN IRELAND

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
No. T.6607/22/371.

31st May, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the last paragraph of my note No. T 3726/22/371 of the 4th ultimo in which I had the honour to acquaint you of the desire of His Majesty's Government in the Irish Free State to accede to the Anglo-French Civil Procedure Convention of 2nd February, 1922, I now beg leave to inform Your Excellency that the Government of Northern Ireland also are desirous that the provisions of the Convention should be extended to the territory under their administration.

2. The Registrar of the Supreme Court of Judicature of Northern Ireland will act as the authority to whom judicial and extra-judicial acts and "Commissions rogatoires" should be addressed in Northern Ireland, while the language in which communications and translations should be made is that prescribed by the various articles of the Convention.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge this communication on behalf of your Government, I beg leave to suggest that the exchange of notes thus

placing the matter on formal record between the French and British Governments.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) A. DE FLEURIAU.

His Excellency Sir Austen Chamberlain,
His Britannic Majesty's Principal Secretary
of State for Foreign Affairs,
Foreign Office.

ADHÉSION

DE L'IRLANDE DU NORD

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
No T. 6607/22/371

31 mai 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au dernier paragraphe de ma note No T. 3726/22/371, du 4 avril, par laquelle j'avais eu l'honneur de vous faire connaître le désir du Gouvernement de Sa Majesté pour l'Etat libre d'Irlande d'accéder à la Convention franco-britannique sur la procédure civile du 2 février 1922, je me permets de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de l'Irlande du Nord désire également que les dispositions de la convention s'étendent aux territoires placés sous son administration.

2. Le Greffier de la Cour Suprême de Justice de l'Irlande du Nord constituera l'autorité à qui les actes judiciaires et extrajudiciaires ainsi que les Commissions rogatoires devront être envoyés dans l'Irlande du Nord. La langue à employer pour les communications et les traductions sera la langue prescrite par les divers articles de la convention.

3. En demandant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication au nom de votre gouvernement, je me permets de suggérer que l'échange de notes

constituted should be regarded as placing the matter on formal record with effect as from one month after the date of your reply.

I have the honour to be, with the highest consideration,

Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency

Monsieur A. de Fleuriau, G. C. V. O.,
etc., etc., etc.,

II.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ANGLETERRE.

LONDRES, le 27 septembre 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par une lettre en date du 31 mai dernier, Votre Excellence a bien voulu me notifier l'intention du Gouvernement de l'Irlande du Nord d'accéder à la Convention franco-britannique sur la procédure civile, signée à Londres le 2 février 1922.

Je suis chargé par le Gouvernement français de faire savoir à Votre Excellence qu'il accepte cette accession à la Convention du 2 février 1922.

Il est entendu que la lettre de Votre Excellence, en date du 31 mai 1927, et la présente lettre, constatent l'accord intervenu à ce sujet entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique.

Veillez agréer les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être Monsieur le Secrétaire d'Etat, de Votre Excellence,

Le très humble et très obéissant serviteur,

(Signed) A. DE FLEURIAU.

Son Excellence

Sir Austen Chamberlain
Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté britannique
Affaires étrangères aux
Foreign Office.

ainsi constitué soit considéré comme constatant formellement l'accord intervenu à ce sujet, et prenne effet un mois après la date de votre réponse.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Son Excellence

Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.
etc., etc., etc.

II.

FRENCH EMBASSY
IN GREAT BRITAIN.

LONDON, September 27th, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter dated May 31 last you were good enough to inform me that the Government of Northern Ireland desired to accede to the Anglo-French Civil Procedure Convention, signed at London on February 2, 1922.

I am instructed to inform you that the French Government accepts this accession to the Convention of February 2, 1922.

It is understood that your letter dated May 31, 1927, and this letter, shall be regarded as placing the matter on formal record between the French and British Governments.

I have the honour etc.

(Signed) A. DE FLEURIAU.

His Excellency Sir Austen Chamberlain,
His Britannic Majesty's
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
Foreign Office.

ACCESSION

OF NEW ZEALAND AND
WESTERN SAMOA (mandated territory)

I.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
No. T. 10247/22/371.

24th August, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in New Zealand are desirous that the provisions of the Anglo-French Civil Procedure Convention signed at London on the 2nd February, 1922, should be extended to New Zealand and the mandated territory of Western Samoa as from the 1st January 1928.

2. The Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, and the Registrar of the High Court of Samoa will act as the authorities to whom judicial and extra-judicial acts and "Commissions rogatoires" should be addressed in New Zealand and Western Samoa, respectively, and it is requested that communications and translations may be made in the English language.

3. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge this communication on behalf of your government I beg leave to suggest that the exchange of notes thus constituted should be regarded as placing the matter on formal record, with effect as from the 1st January, 1928, as above indicated.

I have the honour to be with the highest consideration,

Your Excellency's obedient Servant,

(Signed) Austen CHAMBERLAIN.

His Excellency
Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

ADHÉSION

DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE
ET DES SAMOA OCCIDENTALES (territoire
sous mandat)

I.

FOREIGN OFFICE, S.W.I.
N° T. 10 247/22/371.

24 août 1927.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté pour la Nouvelle-Zélande désirerait que les dispositions de la Convention franco-britannique sur la procédure civile, signée à Londres le 2 février 1922, fussent rendues applicables à la Nouvelle-Zélande et au territoire sous mandat du Samoa occidental, à partir du 1^{er} janvier 1928.

2. Le Greffier de la Cour Suprême de Nouvelle-Zélande à Wellington et le Greffier de la Cour Suprême de Samoa constitueront les autorités auxquelles les actes judiciaires et extra-judiciaires ainsi que les Commissions rogatoires devront être envoyées pour la Nouvelle-Zélande et les Samoa occidentales respectivement. De plus, les communications devront être rédigées en anglais ou traduites dans cette langue.

3. En demandant à Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de cette communication au nom de votre gouvernement, je me permets de suggérer que l'échange de notes, ainsi constitué, soit considéré comme constatant formellement l'accord intervenu à ce sujet, et prenne effet à partir du 1^{er} janvier 1928, comme il est dit ci-dessus.

Veillez agréer, etc.

(Signé) Austen CHAMBERLAIN.

Son Excellence
Monsieur A. de Fleuriau, G.C.V.O.,
etc., etc., etc.

II.

AMBASSADE DE FRANCE
EN ANGLETERRE.

LONDRES, le 27 septembre 1927.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Par une lettre en date du 24 août dernier, Votre Excellence a bien voulu me notifier l'intention du Gouvernement de la Nouvelle-Zélande d'accéder à la Convention franco-britannique sur la procédure civile, signée à Londres le 2 février 1922.

Cette accession s'appliquerait également au territoire sous mandat des Samoa occidentales.

Je suis chargé par le Gouvernement français de faire savoir à Votre Excellence qu'il accepte cette accession à la Convention du 2 février 1922.

Il est entendu que la lettre de Votre Excellence en date du 24 août 1927, et la présente lettre constatent l'accord intervenu à ce sujet entre le Gouvernement français et le Gouvernement britannique.

Veillez agréer les assurances de la haute considération avec laquelle j'ai l'honneur d'être Monsieur le Secrétaire d'Etat, de Votre Excellence,

Le très humble et très obéissant serviteur.

(Signé) A. DE FLEURIAU.

Son Excellence Sir Austen Chamberlain
Principal Secrétaire d'Etat
de Sa Majesté britannique
aux Affaires étrangères,
Foreign Office.

II.

FRENCH EMBASSY
IN GREAT BRITAIN.

LONDON, September 27th, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter dated August 24 last you were good enough to inform me that the Government of New Zealand desired to accede to the Anglo-French Civil Procedure Convention, signed at London on February 2, 1922.

This accession would apply equally to the mandated territory of Western Samoa.

I am instructed to inform you that the French Government accepts this accession to the Convention of February 2, 1922.

It is understood that your letter dated August 24, 1927, and this letter shall be regarded as placing the matter on formal record between the French and British Governments.

I have the honour, etc.

(Signed) A. DE FLEURIAU.

His Excellency Sir Austen Chamberlain,
His Britannic Majesty's
Principal Secretary of State
for Foreign Affairs,
Foreign Office.

No 297. — CONVENTION¹ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA NAVIGATION AÉRIENNE, SIGNÉE A PARIS, LE 13 OCTOBRE 1919, AVEC PROTOCOLE ADDITIONNEL, SIGNÉ A PARIS, LE 1^{er} MAI 1920.

ADHÉSION.

DANEMARK 14 octobre 1927.

Communiquée par le ministre de Danemark à Berne, le 8 novembre 1927.

No. 297. — CONVENTION¹ RELATING TO THE REGULATION OF AERIAL NAVIGATION, SIGNED AT PARIS, OCTOBER 13, 1919, WITH ADDITIONAL PROTOCOL, SIGNED AT PARIS, MAY 1, 1920.

ACCESSION

DENMARK October 14, 1927

Communicated by the Danish Minister at Berne, November 8, 1927.

²TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 340. — AGREEMENT³ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE POST OFFICE OF IRAQ FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS, SIGNED AT BAGHDAD, NOVEMBER 28, 1921, AND AT LONDON, JANUARY 16, 1922.

ADDITIONAL ARTICLES TO THE ABOVE AGREEMENT, SIGNED AT LONDON, JUNE 25, 1927, AND AT BAGHDAD, JULY 25, 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

THE POSTMASTER-GENERAL OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE MINISTER OF COMMUNICATIONS AND WORKS OF IRAQ have agreed as follows :

¹ Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

³ Vol. XII, page 431, de ce recueil.

No 340. — ACCORD³ CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'IRAK AU SUJET DE L'ÉCHANGE DES MANDATS POSTAUX. SIGNÉ A BAGDAD, LE 28 NOVEMBRE 1921, ET A LONDRES, LE 16 JANVIER 1922.

ARTICLES ADDITIONNELS A L'ACCORD CI-DESSUS, SIGNÉS A LONDRES, LE 25 JUIN 1927, ET A BAGDAD, LE 25 JUILLET 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES POSTES DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, et LE MINISTRE DES COMMUNICATIONS ET TRAVAUX PUBLICS DE L'IRAK sont convenus des dispositions suivantes.

¹ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 175 ; Vol. LIX, page 346, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

³ Vol. XII, page 431, of this Series.

Article 1.

In these Additional Articles the expression "Great Britain" includes Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Article 2.

Telegraph Money Orders, for sums not exceeding the maximum amount allowed in the case of ordinary Money Orders, shall be exchanged between Great Britain and Iraq.

Article 3.

The Postal Administrations of the two Countries shall each indicate to the other the Offices which they admit to the exchange of Telegraph Money Orders.

Article 4.

The remitter of a Telegraph Money Order shall be required to pay, in addition to the commission for an ordinary Money Order, the cost of the Telegram of Advice from one country to the other. The Telegram of Advice shall be charged for at the deferred rate and shall be subject to all the conditions governing the transmission of messages accepted at that rate, unless the remitter prefers to telegraph at the full ordinary rate or at the triple rate in case of extreme urgency. (Telegrams of Advice shall not be sent by the Wireless route.)

A form of receipt (or certificate of issue), shewing the amount of the remittance and the charges, shall be given to the remitter.

Independently of the charges above mentioned, each of the contracting Administrations reserves to itself the right to levy from the remitter of each Telegraph Money Order which it issues a supplementary charge, the amount of which will be fixed and retained by the issuing Administration.

Article 5.

(a) All Telegrams of Advice for Orders payable in Great Britain shall be transmitted to the Office of destination through the Central

Article premier.

Dans les articles additionnels ci-après, l'expression « Grande-Bretagne » comprend l'Irlande du nord, les îles de la Manche et l'Ile de Man.

Article 2.

Il sera échangé, entre la Grande-Bretagne et l'Irak, des mandats télégraphiques pour des sommes ne dépassant pas le montant maximum autorisé dans le cas des mandats-poste ordinaires.

Article 3.

Les Administrations postales des deux Etats se communiqueront la liste des bureaux postaux autorisés par elles à échanger des mandats télégraphiques.

Article 4.

L'expéditeur d'un mandat télégraphique sera tenu d'acquitter, outre la commission à percevoir pour un mandat poste ordinaire, les frais du télégramme d'avis expédié d'un pays à l'autre. Le coût de ce télégramme d'avis sera fixé d'après le tarif différé et toutes les conditions régissant la transmission de messages acceptés à ce tarif sont applicables à ce télégramme, à moins que l'expéditeur ne préfère télégraphier au plein tarif ordinaire ou à triple tarif, en cas d'extrême urgence. (Les télégrammes d'avis ne pourront être expédiés par T. S. F.)

Un récépissé (ou certificat d'émission) indiquant le montant de l'envoi, ainsi que les taxes, sera délivré à l'expéditeur.

Indépendamment des taxes susmentionnées, chacune des Administrations contractantes se réserve le droit d'exiger de l'expéditeur de chaque mandat télégraphique émis par ses soins, une taxe supplémentaire dont le montant sera fixé par l'administration émettrice et acquis à cette dernière.

Article 5.

a) Tous les télégrammes d'avis relatifs à des mandats payables en Grande-Bretagne, seront transmis au bureau de destination par les soins

Telegraph Office in London, and all Telegrams of Advice payable in Iraq shall be transmitted through the Office of Exchange at Baghdad.

(b) Every Telegram of Advice shall be prepared in accordance with the following specimen :

(1)	(2)	(3)
L.C.O. {or L.C.D.} {or L.C.F.}	Mandat 123	Birmingham
(4)	(5)	
Joseph Allen	coralsheaf (or caratestop)	
(6)	(break signal)	(7)
John Fuller		to pay your
Grand Hotel		passage

(1) Supplementary instruction to be used only when a telegram is prepaid at the deferred rate. The symbol must be placed at the beginning of the telegram. If the telegram is sent at the triple rate, the word "Urgent" must be substituted for the indication "L.C.O.". When a reply is prepaid, the indication "RP" must appear between the letters "L.C.O." and the word "Mandat".

(2) Serial number of Order inserted at the Office of Exchange in place of the number inserted at the Office of issue. The series of numbers used at the Office of Exchange shall begin at 1 on the 1st of January each year.

(3) Office of payment.

(4) Name of remitter.

(5) Code word signifying the amount remitted in sterling in the case of Orders for Great Britain or in rupee currency in the case of Orders for Iraq. The codes to be used shall be determined by mutual agreement between the contracting Administrations.

(6) Name and address of payee.

(7) Private message, if any, for the payee.

If the payee is a woman, the prefix "Mrs." or "Miss" must appear before the surname, even though accompanied by a Christian (or personal) name, except in cases where the inclusion of the name of a quality, title, official position or profession clearly shewing the personality of the payee makes the addition superfluous.

du Bureau central télégraphique de Londres, et tous les télégrammes d'avis payables dans l'Irak seront transmis par le bureau d'échange de Bagdad.

b) Tous les télégrammes d'avis seront établis conformément au modèle ci-après :

(1)	(2)	(3)
L.C.O. {ou L.C.D.} {ou L.C.F.}	Mandat 123	Birmingham
(4)	(5)	
Joseph Allen	Coralsheaf (ou caratestop)	
(6)	(Signe d'interruption)	(7)
John Fuller		Pour payer vos
Grand Hôtel		frais de voyage.

(1) Indication supplémentaire à n'employer que lorsque le télégramme est affranchi au tarif différé. L'indication conventionnelle doit être inscrite au début du télégramme. Si le télégramme est expédié au triple tarif, le mot « Urgent » doit remplacer l'indication « L.C.O. ». Si la réponse est payée d'avance, l'indication « R.P. » doit figurer entre les lettres « L.C.O. » et le mot « Mandat ».

(2) Numéro d'ordre du mandat inscrit au Bureau d'échange en remplacement du numéro inscrit au Bureau d'émission. La série de numéros dont fera usage le bureau d'échange commencera par le numéro 1, le 1^{er} janvier de chaque année.

(3) Bureau de paiement.

(4) Nom de l'expéditeur.

(5) Mot en code, indiquant la somme expédiée, en sterling pour les mandats à destination de la Grande-Bretagne, et en roupies pour les mandats à destination de l'Irak. Les codes dont il sera fait usage seront fixés par accord réciproque entre les administrations contractantes.

(6) Nom et adresse du destinataire.

(7) Message privé, le cas échéant, pour le destinataire.

Si le destinataire est une femme, l'indication « Mrs. » ou « Miss » doit figurer avant le nom de famille, même lorsque ce dernier est précédé d'un nom de baptême (ou d'un prénom), sauf dans les cas où une dignité, un titre, une situation officielle ou une profession, permettant nettement d'identifier le destinataire, rend cette indication additionnelle superflue.

The foregoing particulars must always appear in the Telegram of Advice in the order given above.

(c) Neither the remitter nor the payee may be described by an abbreviation or by a registered abbreviated address, but a registered abbreviated address may be used to indicate the payee's *address*, in which case the symbol "c/o" must be inserted between the name of the payee and the registered address, thus : — "John Fuller c/o Ajax." The remitter must bear the consequences if the address of the Telegram of Advice or that of the payee is incorrect or insufficient to ensure payment to the proper person.

(d) If a Telegraph Money Order is intended to be called for at a Post Office, the words "Poste Restante" must be written instead of an address after the payee's name. In the absence of these words, it must be assumed that the Order is to be sent out for delivery or that a notice of its arrival is to be sent to the payee.

(e) If the remitter desires to receive an Advice of Payment, the words "Advise payment" must appear as the first words of the text of the Telegram of Advice, that is, before the name of the remitter. In such a case, the Office of Exchange of the country of payment must arrange for an Advice of Payment to be sent by post to the Office of Exchange of the country of issue for transmission to the remitter.

(f) The remitter of a Telegraph Money Order shall be allowed, on paying at the ordinary, the deferred, or the urgent rate, as the case may be, for the extra words required, to add to the Official Telegram of Advice any short communication which he may wish to send to the payee. The full ordinary rate per word must, however, be paid for a prepaid reply.

Article 6.

On receipt of an inward Telegram of Advice in the Central Telegraph Office, London, or at the Office of Exchange at Baghdad, as the case may be, it must first be seen that the serial number of the Order advised is the next number in the sequence of the series proper to the country of origin, and the particulars must then be signalled under the same number to the proper Office of payment.

Les renseignements qui précèdent doivent toujours figurer sur le télégramme d'avis, dans l'ordre indiqué ci-dessus.

c) Ni l'expéditeur, ni le destinataire ne peuvent être désignés par une abréviation ou par une adresse abrégée dûment enregistrée. Toutefois, il peut être fait usage d'une adresse abrégée enregistrée pour indiquer l'*adresse* du destinataire, auquel cas, le signe conventionnel « c/o » doit être inséré entre le nom du destinataire et l'adresse enregistrée ; par exemple : « John Fuller c/o Ajax ». L'expéditeur supportera toutes les conséquences, au cas où l'adresse du télégramme d'avis ou celle du destinataire serait inexacte ou insuffisante pour garantir le paiement du mandat à l'ayant-droit.

d) Si un mandat télégraphique doit être retiré à un bureau de poste, les mots « Poste restante » doivent être insérés, au lieu de l'adresse, après le nom du destinataire. Sinon, on considérera que le mandat doit être délivré hors du bureau de poste, intéressé, ou qu'un avis d'arrivée du mandat au bureau de poste doit être adressé au destinataire.

e) Si l'expéditeur désire recevoir un avis de paiement, les mots « Aviser paiement » doivent figurer en tête du texte du télégramme d'avis, c'est-à-dire avant le nom de l'expéditeur. En pareil cas, le bureau d'échange du pays de paiement doit prendre toutes dispositions utiles pour qu'un avis de paiement soit envoyé par la poste au bureau d'échange du pays d'émission, pour transmission à l'expéditeur.

f) L'expéditeur d'un mandat télégraphique sera autorisé — contre paiement des mots additionnels nécessaires, au tarif ordinaire, différé ou d'urgence, selon le cas — à ajouter, s'il le désire, au télégramme officiel d'avis, une brève communication pour le destinataire. Toutefois, en cas de réponse payée, le plein tarif ordinaire, par mot, sera applicable.

Article 6.

Lors de la réception d'un télégramme d'avis, à destination de l'intérieur, par le Bureau télégraphique central de Londres, ou par le Bureau d'échange de Bagdad, selon le cas, on s'assurera tout d'abord que le numéro d'ordre du mandat qui fait l'objet de l'avis est bien le numéro qui suit immédiatement dans la série particulière du pays d'origine ; les renseignements donnés dans le télégramme seront ensuite signalés sous le même numéro d'ordre au bureau de paiement intéressé.

Article 7.

On receipt of a Telegram of Advice at the Office of payment a Money Order (or a notice of the arrival of the Order) must be prepared and delivered to the payee. Any private message for the payee must be communicated to him at the same time either on an ordinary telegraph form or on a detachable slip affixed to the Telegraph Money Order.

Article 8.

The general International Conditions for deferred telegrams, together with the Regulations of the International Telegraph Convention (Lisbon Revision), or any Regulations which may in future be substituted therefor, shall apply to all telegrams sent in connexion with Money Orders, to the apportionment of the charges on such telegrams, and to the reimbursement of such charges.

Article 9.

As in the case of ordinary Money Orders, the Administration of the country of issue shall account to the Administration of the country of payment for one-half of one per cent. on the amount of Telegraph Money Orders advised. To this end the Telegraph Money Orders shall be entered by the respective Offices of Exchange in Advice Lists in the same manner as ordinary Money Orders, but on separate sheets, with the heading "Advised by telegraph", and the amount of such Orders shall be included in the total amounts of the Lists. The Exchange Office serial number of each Order as well as the serial number given to the Order at the Office of issue must be shewn in the List.

Article 10.

When the Advice Lists reach the Office of Exchange of the Country of destination, the Telegrams of Advice which have been received shall be carefully checked against the relative entries in the Lists. Any difference between the

Article 7.

Lors de la réception d'un télégramme d'avis par le bureau de paiement, il sera établi et délivré au destinataire un mandat poste (ou un avis d'arrivée du mandat). Tout message privé adressé au destinataire, lui sera communiqué en même temps, soit au moyen d'une formule télégraphique ordinaire, soit au moyen d'une feuille détachable, fixée au mandat télégraphique.

Article 8.

Le règlement général international relatif aux télégrammes différés, ainsi que les dispositions de la Convention télégraphique internationale (Revision de Lisbonne), ou tout autre règlement qui pourrait à l'avenir se substituer aux dispositions précitées, seront applicables en ce qui concerne l'expédition de tous les télégrammes relatifs à des mandats-poste, ainsi qu'en ce qui concerne la répartition des taxes perçues pour ces télégrammes et le remboursement desdites taxes.

Article 9.

Comme dans le cas des mandats-poste ordinaires, l'Administration du pays d'émission sera redevable à l'Administration du pays de paiement, d'un demi pour cent du montant des mandats télégraphiques au sujet desquels elle aura reçu un avis. A cet effet, les mandats télégraphiques seront inscrits par les bureaux d'échange respectifs, sur les listes d'avis, de la même manière que les mandats-poste ordinaires, mais sur des feuilles distinctes avec la rubrique « Avisé par télégraphe », et le montant de ces mandats sera compris dans le total des montants figurant sur les listes. Le numéro d'ordre inscrit par le bureau d'échange, sur chaque mandat, ainsi que le numéro d'ordre apposé sur ce mandat par les soins du bureau d'émission, devront être indiqués sur la liste.

Article 10.

Lorsque les listes d'avis parviendront au bureau d'échange du pays de destination, les télégrammes d'avis qui auront été reçus seront minutieusement vérifiés, au moyen des indications correspondantes, figurant sur les listes.

amounts stated in the Lists and the amounts as expressed in code in the Telegrams of Advice, or any other irregularities, shall be reported to the country of issue, by paid service telegram if necessary.

Article 11.

In case of error or fraud in connexion with an Order, the responsibility for any loss involved, other than the loss of telegraph charges, shall be borne by the Administration in whose service the error or fraud was committed. When, however, it is impossible to determine in which service the error or fraud was committed, or in case of error or fraud in connexion with the transmission of Telegrams of Advice over the wires of intermediate countries or cable companies, the responsibility for any loss involved, other than the loss of telegraph charges, shall be shared equally by the Postal Administrations of Great Britain and Iraq.

Article 12.

In other respects Telegraph Money Orders shall be subject to the same general conditions as ordinary Money Orders.

Article 13.

The provisions of the above Additional Articles shall be deemed to have come into operation on the 1st day of February, 1926.

Done in duplicate and signed at London on the 25th day of June, 1927, and at Baghdad on the 25th day of July, 1927.

(L. S.) (Signed) W. MITCHELL-THOMSON.
(Signed) M. Amin ZAKI.

Toute différence constatée entre les sommes mentionnées sur les listes et les sommes exprimées en code dans les télégrammes d'avis, ainsi que toutes autres irrégularités, seront signalées au pays d'émission, par télégramme de service affranchis, si cela est nécessaire.

Article 11.

En cas d'erreur ou de fraude concernant un mandat, la responsabilité de toute perte encourue, autre que la perte des taxes télégraphiques, sera supportée par l'administration dans le service de laquelle l'erreur ou la fraude aura eu lieu. Toutefois, lorsqu'il est impossible de déterminer dans quel service a eu lieu l'erreur ou la fraude, ou lorsque cette erreur ou cette fraude a eu lieu au cours de la transmission de télégrammes d'avis par des lignes appartenant à des Etats ou à des compagnies intermédiaires, la responsabilité de toute perte encourue, autre que la perte des taxes télégraphiques, sera supportée de moitié par les Administrations postales de la Grande-Bretagne et de l'Irak.

Article 12.

A tous autres égards, les mandats télégraphiques seront assujettis aux mêmes conditions générales que les mandats-poste ordinaires.

Article 13.

Les dispositions des articles additionnels ci-dessus, seront considérées comme étant entrées en vigueur le 1^{er} février 1926.

Fait en double expédition et signé à Londres, le 25 juin 1927, et à Bagdad, le 25 juillet 1927.

(L. S.) (Signed) W. MITCHELL-THOMSON.
(Signed) M. AMIN ZAKI.

No. 557. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POSTAL ADMINISTRATIONS OF DENMARK AND THE STRAITS SETTLEMENTS CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS. SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 23, AND AT SINGAPORE, APRIL 25, 1923.

N^o 557. — ARRANGEMENT¹ ENTRE LES ADMINISTRATIONS POSTALES DU DANEMARK ET DES « STRAITS SETTLEMENTS » CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 23 FÉVRIER, ET A SINGAPORE, LE 25 AVRIL 1923.

AGREEMENT AMENDING THE ABOVE AGREEMENT. SIGNED AT COPENHAGEN, FEBRUARY 8, 1927, AND AT KUALA LUMPUR, MARCH 22, 1927.

ARRANGEMENT MODIFIANT L'ARRANGEMENT CI-DESSUS. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 8 FÉVRIER 1927 ET A KUALA LUMPUR, LE 22 MARS 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

No. 586. — ADDITIONAL DECLARATION² TO THE PROVISIONAL AGREEMENT OF FEBRUARY 16, 1921, EXCHANGED BETWEEN GREAT BRITAIN AND SWEDEN, CONCERNING AIR TRAFFIC BETWEEN THE TWO COUNTRIES, SIGNED AT STOCKHOLM, MARCH 5, 1924.

N^o 586. — DÉCLARATION² ADDITIONNELLE A L'ARRANGEMENT PROVISSOIRE DU 16 FÉVRIER 1921, ÉCHANGÉE ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA SUÈDE, CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE ENTRE LES DEUX PAYS, SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 5 MARS 1924.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE DENUNCIATION BY SWEDEN OF THE ABOVE ADDITIONAL DECLARATION, LONDON, SEPTEMBER 30/OCTOBER 13, 1927.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT LA DÉNONCIATION PAR LA SUÈDE DE LA DÉCLARATION ADDITIONNELLE CI-DESSUS. LONDRES, 30 SEPTEMBRE/13 OCTOBRE 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

(See No. 100, page 376, of this Volume.)

(Voir N^o 100, page 376, de ce volume.)

¹ Vol. XXII, page 157, et vol. LIX page 352 de ce recueil.

² Vol. XXIII, page 149, de ce recueil.

¹ Vol. XXII, page 157, and vol. LIX page 352 of this Series.

² Vol. XXIII, page 149, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 603. — TRAITÉ DE COMMERCE² ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE. SIGNÉ A ZURICH, LE 27 JANVIER 1923.

N° 603. — TREATY² OF COMMERCE BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND, SIGNED AT ZURICH, JANUARY 27, 1923.

PROTOCOLE³ POUR LE RÈGLEMENT DE CERTAINES QUESTIONS CONCERNANT L'APPLICATION DU TRAITÉ CI-DESSUS. SIGNÉ A ROME, LE 24 SEPTEMBRE 1927.

PROTOCOL³ FOR THE SETTLEMENT OF CERTAIN QUESTIONS CONCERNING THE APPLICATION OF THE ABOVE TREATY. SIGNED AT ROME, SEPTEMBER 24, 1927.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Italie et par le Conseil fédéral suisse, le 22 novembre 1927.

French official text communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs and by the Swiss Federal Council, November 22, 1927.

Conférence entre des délégués italiens et suisses à Rome du 21 février au 7 mars 1927.

Conference held at Rome from February 21 to March 7, 1927, between the Italian and Swiss Delegates.

PROTOCOLE

PROTOCOL

LES DÉLÉGUÉS ITALIENS :

M. le Chev. de G. Cr. Dr A. DI NOLA, directeur général du Commerce et de la Politique économique ;
M. le Gr. Off. G. PACI, directeur du Bureau technique central des Douanes ;

THE ITALIAN DELEGATES :

Dr. A. DI NOLA, Director-General of Commerce and Economic Policy,
M. G. PACI, Director of the Central Technical Customs Bureau ;

ET LES DÉLÉGUÉS SUISSES :

M. W. STUCKI, directeur de la Division du Commerce du Département fédéral de l'Economie publique ;
M. A. GASSMANN, directeur général des Douanes ;

THE SWISS DELEGATES :

M. W. STUCKI, Director of the Commerce Division of the Federal Department of Public Economy,
M. A. GASSMANN, Director-General of Customs,

Se sont réunis en conférence à Rome, d'ordre de leurs gouvernements, pour examiner certaines questions relatives à l'application du Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse du 27 janvier 1923 et d'autres questions concernant les relations commerciales entre les deux pays.

Met in conference at Rome by order of their Governments to examine certain questions relating to the application of the Treaty of Commerce concluded between Italy and Switzerland on January 27, 1923, and other questions concerning the commercial relations between the two countries.

Les délégués s'étant mis d'accord au cours de la conférence sur la solution à donner à certaines des susdites questions, sont convenus de

The Delegates, having in the course of the Conference agreed upon solutions for certain of these questions, resolved to embody in the

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. XXV, page 21, de ce recueil.

³ Entré en vigueur le 1^{er} novembre 1927.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. XXV, page 21, of this Series.

³ Came into force November 1, 1927.

porter au présent protocole les décisions adoptées et se sont engagés à soumettre à leur gouvernement respectif ces décisions, soit :

present Protocol the decisions reached, and undertook to submit these decisions to their respective Governments, namely :

I. — QUESTIONS DOUANIÈRES.

I. CUSTOMS QUESTIONS.

A. TRAITEMENT DOUANIER DES MARCHANDISES SUISSES EN ITALIE.

A. CUSTOMS TREATMENT OF SWISS MERCHANDISE IN ITALY.

1. — *Moteurs pour voitures automobiles.*

Il est entendu que les droits fixés sous la position ex 396 a) 2) de la liste A annexée au Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, ne visent pas les moteurs pour voitures automobiles.

1. — *Engines for motor vehicles.*

It is understood that the duties fixed in ex. 396 a) (2) of List A annexed to the Italian-Swiss Commercial Treaty of January 27, 1923, do not apply to engines for motor vehicles.

2. — *Parties détachées de machines et moteurs électriques.*

Il est convenu que, dans le cas où un rotor ou un stator, ou bien une plaque de fondation de machine électrique, seraient présentés à l'importation de Suisse en Italie, pour remplacer respectivement un rotor, un stator ou une plaque de fondation déjà introduits et mis en œuvre en Italie et détériorés ou devenus inutilisables, lesdits objets importés pour la substitution seront taxés comme *parties détachées de machines non dénommées* et admis aux droits conventionnels du N° 466 du tarif italien.

2. — *Detached parts of electrical machines and motors.*

It is agreed that when a rotor or stator or bed-plate of an electrical machine is presented for importation from Switzerland into Italy to replace a rotor, stator or bed-plate which has already been imported into and used in Italy and has become worn or unservicable, such articles imported to replace the part in question shall be taxed as *detached parts of machines not specially mentioned* and shall be admitted on payment of the conventional duties prescribed under No. 466 of the Italian tariff.

3. — *Parties détachées de machines non dénommées.*

Seront classifiées sous la position 466 a) du tarif italien (parties détachées de machines non dénommées, *en fonte de fer*, même avec des accessoires en autres métaux) et admises aux droits conventionnels prévus sous ladite position, les parties détachées de machines dans lesquelles les métaux autres que la fonte représentent un pourcentage en poids qui ne dépasse pas :

3. — *Detached parts of machines not specially mentioned.*

The following shall be classified under Nr. 466 a) of the Italian tariff (detached parts of machines not specially mentioned, *of cast iron*, with or without accessories of other metal) and be admitted on payment of the conventional duty fixed under that number : detached parts of machines in which the weight of the metals other than cast-iron does not exceed :

25%, s'il s'agit de fonte malléable, de fer ou d'acier commun, et d'acier spécial ;

25% in the case of malleable cast-iron, ordinary iron or steel, and special steel ;

5%, s'il s'agit d'autres métaux.

5% in the case of other metals.

Il est entendu que devront être considérées comme composées d'*autres métaux* et classifiées sous la position 466 b) du tarif italien, les parties détachées dans lesquelles les métaux susdits dépassent soit, séparément, les pourcentages susindiqués, soit, en total, le 25 pour

It is understood that the following shall be regarded as composed of *other metals* and classified under No. 466 b) of the Italian Tariff : detached parts in which the weight of the above-mentioned metals exceeds either the above-mentioned percentages for the indi-

cent. En tout cas, s'il s'agit d'une partie de machine dont la surface est principalement composée d'un métal autre que la fonte, cette partie sera dédouanée sous la position 466 *b*) (parties détachées en autres métaux), quel que soit le pourcentage dudit métal en rapport au poids total de l'objet.

4. — *Moulins concasseurs.*

Les moulins concasseurs, même avec bâtis en bois, dont les types sont représentés par les dessins annexés au présent protocole, seront admis au droit de 45 lire or par quintal sous la position 460 du tarif italien (« Machines non dénommées, en fonte de fer, en fer ou en acier ou autres »).

5. — *Nettoyuses et brosses à blé.*

Les machines à nettoyer, brosser ou décorer les céréales, et les machines réunissant plusieurs de ces fonctions seront admises au droit conventionnel fixé dans le traité de commerce italo-suisse, sous le N° ex. 408 *a*) du tarif italien.

6. — *Poêles-réfecteurs à électricité.*

Les poêles-réfecteurs (radiateurs) à électricité autres que ceux qui rentrent sous la position 443 *b*) 2) du tarif italien, seront classés comme « ouvrages suivant la matière dont ils sont formés ». Par conséquent, s'ils sont formés en cuivre et ses alliages, même nickelés, ils seront admis au droit conventionnel du N° 369 *c*) du tarif italien.

Les poêles radiateurs et réfecteurs à électricité, en fer, acier ou fonte de fer combinée avec du fer ou de l'acier, même noircis, vernis, émaillés ou nickelés, ou combinés avec d'autres matières, bénéficient des droits conventionnels du N° 443 *b*) 2), du tarif italien (Annexe A au Traité de commerce entre l'Italie et la Suisse de 1923), pourvu que le fer, l'acier et la fonte de fer, seuls ou pris ensemble, dominant en poids.

7. — *Parties détachées d'appareils électriques.*

Il est entendu que les parties détachées des appareils électriques, repris sous les N°s 1 à 5 de la position 457 de l'annexe A au Traité italo-suisse, doivent être admises aux droits conventionnels prévus sous N° 6 de ladite position en faveur des « appareils non dénommés pour l'application de l'électricité, autres ».

vidual metals or 25% in all. In any case, if the surface of a machine-part is mainly composed of a metal other than cast-iron, the part shall be dutiable under No. 466 *b*) (detached parts of other metals) whatever the percentage of the metal in question to the total weight of the article.

4. — *Crushing mills.*

Crushing mills, with or without wooden frames, of the types shown in the drawings attached to the present Protocol, shall be liable to a duty of 45 gold lire per quintal under No. 460 of the Italian tariff. (" Machines not specially mentioned, of cast-iron, iron or steel or others ".)

5. — *Corn cleaning and Crushing Machines.*

Machines for cleaning, crushing or husking cereals, and machines for carrying out more than one of these operations, shall be liable to the conventional duty fixed in the Italian-Swiss Commercial Treaty under No. ex. 408 *a*) of the Italian tariff.

6. — *Electric Reflecting Stoves.*

Electric reflecting stoves (radiators) other than those coming under No. 443 *b*) 2) of the Italian tariff shall be classified as " articles dutiable according to the material of which they are composed ". If, therefore, they are composed of copper or copper alloys, whether nickelled or not, they shall be subject to conventional duty under No. 369 *c*) of the Italian tariff.

Electric radiators and reflecting stoves of iron, steel or cast iron combined with iron or steel, whether blackened, varnished, enamelled or nickelled or combined with other materials or not, shall pay the conventional duties fixed in No. 443 *b*) 2) of the Italian tariff (Annex A to the Italian-Swiss Commercial Treaty of 1923), provided that the iron, steel and cast-iron, whether taken separately or together, constitute more than half the weight of the article.

7. — *Detached Parts of Electrical Apparatus.*

It is understood that the detached parts of electrical apparatus specified under Nos. 1 to 5 in Item 457 of Annex A to the Italian-Swiss Treaty shall be liable to the conventional duties prescribed under No. 6, that item for " apparatus not specially mentioned for electrical application, other ".

8. — *Régulateurs d'induction.*

Les régulateurs inductifs de courants électriques (régulateurs d'induction) seront admis aux droits conventionnels du N° 457-1) ou 2), suivant qu'ils n'ont pas ou ont des enroulements en fils isolés.

9. — *Interrupteurs et commutateurs avec boîtes de protection.*

Les interrupteurs et commutateurs avec boîtes de protection (coffrets ou boîtes de manœuvre), avec ou sans porte-fusibles, pour moteurs électriques et autres circuits électriques, seront admis aux droits conventionnels de la position 457, sous le N° 1, s'ils n'ont pas d'enroulements de fils isolés, et sous le N° 2, s'ils ont lesdits enroulements.

10. — *Encolleuses et pareuses-encolleuses.*

La délégation italienne s'engage à faire admettre intégralement les machines pour la préparation du tissage, dénommées encolleuses et pareuses-encolleuses, à tambour ou à air chaud, composées de plusieurs parties et destinées exclusivement à encoller les chaînes ourdies, au droit conventionnel fixé pour les machines pour le tissage, sous la position 415 du tarif italien, à condition qu'on puisse établir, moyennant des vérifications sur place, que lesdites machines peuvent se distinguer des machines servant à d'autres buts.

11. — *Compteurs à eau pour chaudières, etc.*

La délégation italienne s'engage à soumettre à son gouvernement la question du traitement douanier des compteurs à eau de gros poids, c'est-à-dire des compteurs pour sources, pour la distribution dans les villes, etc., afin qu'il puisse examiner la possibilité d'adopter une disposition autonome, en vue de diminuer la mesure des droits actuellement applicables.

12. — *Réducteurs de vitesse.*

Les réducteurs de vitesse (y compris les réducteurs à vis sans fin) suivront le régime conventionnel des parties détachées de machines non dénommées (position 466 du tarif italien).

13. — *Boîtes d'extrémité de câbles, en fonte de fer.*

Les boîtes d'extrémité de câbles, en fonte de fer, seront soumises au régime des ouvrages suivant la matière dont elles sont formées.

8. — *Induction Regulators.*

Inductive regulators for electric current (induction regulators) shall be liable to conventional duties under No. 457 (1) or (2), according to whether they have not, or have, insulated wire windings.

9. — *Interrupters and commutators with protective boxes.*

Interrupters and commutators with protective boxes (switch covers or boxes with operating devices), with or without fuse-holders, for electric motors or other electric circuits, shall be subject to the conventional duties under No. 457 (1) if they have no insulated wire windings, or under (2) if they have such windings.

10. — *Dressing machines and sizing and dressing machines.*

The Italian delegation agrees that the machines for warping called dressing machines and sizing and dressing machines, whether with rollers or operated by hot air, composed of a number of parts and intended solely for dressing twisted warps, shall be subject to the conventional duties fixed for textile machinery in No. 415 of the Italian tariff, provided that it can be ascertained by verification on the spot that such machines can be distinguished from machines intended for other purposes.

11. — *Water-meters for boilers, etc.*

The Italian Delegation undertakes to submit to its Government the question of the Customs treatment of heavy water-meters, *i.e.* meters for springs, urban water-supply, etc., to enable it to consider the possibility of adopting an autonomous arrangement with a view to reducing the duties at present applicable.

12. — *Speed reducers.*

Speed reducers, including endless-screw reducers, shall come under the conventional régime for detached parts of machines not specially mentioned (No. 466 of the Italian tariff).

13. — *Cast-iron cable-end covers.*

Cast-iron cable-end covers shall be subject to the régime in force for articles dutiable according to the material of which they are composed.

14. — *Bobines de réactance.*

Les bobines de réactance (bobines de protection contre les surtensions) suivront le régime conventionnel applicable aux « appareils non dénommés pour l'application de l'électricité », position 457 de l'annexe A au traité italo-suisse, N° 1 ou 2 suivant qu'elles n'ont pas ou ont des enroulements en fils isolés.

15. — *Parties mécaniques d'interrupteurs électriques.*

La délégation italienne assure que des instructions seront données aux Douanes italiennes en vue de faire admettre au régime conventionnel des parties détachées de machines non dénommées, les objets représentés par les dessins communiqués par la délégation suisse, ainsi que les objets similaires servant au même but.

16. — *Fraises en fonte d'acier, brutes.*

La délégation italienne soumettra la question à son gouvernement, en vue de faire examiner la possibilité d'un traitement plus favorable que celui qui est actuellement applicable.

17. — *Relais.*

Les relais pour l'électricité seront dédouanés sous la position 457 du tarif italien et admis aux droits conventionnels prévus pour cette position dans le Traité italo-suisse.

A titre d'exemple, le Gouvernement suisse fournira des dessins pour les faire envoyer aux douanes italiennes, en vue de prévenir toutes difficultés lors du dédouanement.

18. — *Objets façonnés en métal.*

Lames d'acier dentées pour préparateurs de cardes.

Les lames d'acier dentées, pour cylindres préparateurs de cardes seront dédouanées comme « ouvrages suivant la matière dont elles sont formées ».

Ecrous en laiton.

La délégation italienne assure que des instructions seront données aux Douanes afin que les écrous en laiton, dont le type est représenté par les échantillons joints au présent protocole, soient admis au droit conventionnel de la position 361.

Les pièces façonnées en laiton du type de l'échantillon remis à la délégation italienne par

14. — *Reactance coils.*

Reactance coils (coils which prevent excessive tensions) shall come under the conventional régime applicable to "apparatus, not specially mentioned, for electrical applications", No. 457 of Annex A to the Italian-Swiss Treaty, No. 1 or 2, according to whether they have not, or have, insulated wire windings.

15. — *Mechanical parts of electrical interrupters.*

The Italian Delegation gives an assurance that the Italian Customs authorities will be instructed to include under the conventional régime for detached parts of machines not specially mentioned, the articles shown in the drawings communicated by the Swiss Delegation, and also similar articles serving the same purpose.

16. — *Cast steel countersinks (unfinished).*

The Italian Delegation will submit this question to its Government with a view to consideration of the possibility of more favourable treatment than that now applicable.

17. — *Relays.*

Electrical relays shall be dutiable under No. 457 of the Italian tariff and shall be subject to the conventional duties prescribed under that item in the Italian-Swiss Treaty.

The Swiss Government will provide drawings of specimens, to be sent to the Italian Customs authorities, in order to prevent any difficulties in Customs clearance.

18. — *Articles made of metal.*

Toothed steel blades for carding-machine preparers.

Toothed steel blades for the preparing cylinders of carding-machines will pay duty as "articles dutiable according to the material of which they are composed".

Brass screw-nuts.

The Italian Delegation gives an assurance that the Customs authorities will be instructed to charge the conventional duty prescribed in No. 361 for brass screw-nuts of the type shown in the specimens attached to the present Protocol.

Articles made of brass of the type indicated by the specimen submitted to the Italian Delegation

la délégation suisse seront admises au droit conventionnel du N° 457 du tarif italien.

Les deux délégations constatent que la question du dédouanement des *pièces d'acier*, dont les échantillons ont été remis à la délégation italienne, a été réglée dans le sens désiré par la délégation suisse.

19. — *Pompes à purin.*

La délégation italienne assure que des instructions seront données aux Douanes italiennes en vue de faire admettre les pompes à purin du type « Luna », dont les dessins sont joints au présent protocole, aux droits conventionnels de la position ex 341 ex a) et b) de l'annexe A au traité italo-suisse.

20. — *Importation temporaire d'engins et d'outils (matériel d'entrepreneur).*

La délégation italienne assure que l'administration compétente admettra les engins et les outils d'entrepreneur au bénéfice de l'importation temporaire, sous condition de réciprocité de la part de la Suisse.

21. — *Importation temporaire de parties de machines envoyées à l'essai.*

Il est entendu que les parties de machines expédiées de l'un des deux pays dans l'autre à l'essai seront admises à l'importation temporaire, même s'il s'agit d'essais sur des machines se trouvant déjà dans le pays d'importation.

B. TRAITEMENT DOUANIER

DES MARCHANDISES ITALIENNES EN SUISSE :

I. — *Voitures automobiles, y compris les électromobiles.*

On convient que la Suisse pourra modifier, comme il suit, les droits conventionnels fixés dans l'annexe C au traité de commerce italo-suisse, pour les positions 914 c) (voitures pour les transports des personnes, avec carrosserie, pesant par pièce moins de 2.200 kg.) et 914 d) (autres) :

Voitures entièrement ou partiellement carrossées, ainsi que les châssis non dénommés aux Nos 914 a-b), pesant par pièce :

Droits d'entrée par quintal :

α) moins de 800 kg.	110
β) de 800 à 1 200 kg.	130
γ) plus de 1.200 à 1.600 kg.	150
δ) plus de 1.600 kg.	170

by the Swiss Delegation shall be liable to the conventional duty prescribed in No. 457 of the Italian tariff.

The two Delegations note that the question of the clearance of *articles made of steel*, specimens of which have been sent to the Italian Delegation, has been settled in accordance with the wishes of the Swiss Delegation.

19. — *Liquid manure pumps.*

The Italian Delegation gives an assurance that the Italian Customs authorities will be instructed to charge for liquid manure pumps of the "Luna" type, drawings of which are attached to the present Protocol, the conventional duties prescribed under ex 341 ex a) and b) of Annex A to the Italian-Swiss Treaty.

20. — *Temporary importation of contractors' machinery and tools (contractors' material).*

The Italian Delegation gives an assurance that the competent department will allow contractors' machinery and tools to be imported temporarily, subject to reciprocity on the part of Switzerland.

21. *Temporary importation of parts of machines for testing purposes.*

It is understood that parts of machines sent from one of the two countries to the other for testing purposes shall be allowed to be imported temporarily, even if the tests are to be carried out on machines which are already in the importing country.

B. CUSTOMS TREATMENT OF

ITALIAN MERCHANDISE IN SWITZERLAND.

I. — *Automobiles, including electric motor-cars.*

It is agreed that Switzerland may modify as set forth below the conventional duties prescribed in Annex C to the Italian-Swiss Commercial Treaty under Nos. 914c) (cars for carrying persons, with body, weighing less than 2,200 kgs. each) and 914d) (others).

Vehicles mounted with the whole or part of the body, and chassis, not specially mentioned under Nos. 914a)-b), weighing each :

Import duty per quintal :

α) Less than 800 kgs.	110
β) 800-1200 kgs.	130
γ) Over 1200 and up to 1600 kgs.	150
δ) Over 1600 kgs.	170

2. — *Hors-d'œuvre similaires à celui dénommé « Mercurio ».*

La délégation suisse assure que les hors-d'œuvre composés de sardines et de thon, additionnés de légumes et d'olives à l'huile, en boîtes hermétiquement fermées, seront admis au droit de 20 fr. les 100 kg., d'après la position 89 du tarif suisse, c'est-à-dire soumis au même traitement douanier que celui fixé pour le hors-d'œuvre « Mercurio » par le protocole du 28 novembre 1925.

3. — « *Estratto Bovis* ».

Le succédané d'extrait de viande dénommé « *Estratto Bovis* », dont la composition précise a été communiquée par les Douanes italiennes aux Douanes suisses, sera admis au droit prévu par la position 100 a) du tarif suisse.

C. DROITS A LA SORTIE D'ITALIE.

En dérogation aux engagements prévus à l'annexe B au Traité de commerce italo-suisse, il est convenu que le Gouvernement italien aura la faculté d'augmenter les droits de sortie actuellement établis par son tarif général et d'en imposer de nouveaux, si les nécessités économiques du pays l'exigent.

Toutefois, les engagements prévus à l'annexe B du traité continueront à rester en vigueur pour les marchandises suivantes :

Os ;
Soufre en morceaux, blocs, poudres, etc. ;
Sulfate de cuivre ;
Cuirs et peaux bruts ;
Riz (dans sa balle ou séparé de celle-ci) ;
Minerais, métaux non ouvrés, ferraille et autres vieux métaux, débris et autres déchets de métaux ;
Chiffons.

2. — AUTRES QUESTIONS.

TAXE D'ÉCHANGE SUR LES MONTRES IMPORTÉES PAR LES VOYAGEURS DE COMMERCE SUISSES ET DÉLIVRÉES DIRECTEMENT AUX COMMERÇANTS EN ITALIE.

La délégation italienne déclare que l'Administration des Finances, pour faire droit à la demande du Gouvernement suisse, relative aux

2. — *Hors-d'œuvre similar to that termed « Mercurio ».*

The Swiss delegation gives an assurance that *hors-d'œuvre* composed of sardines and tinned fish, with the addition of vegetables and olives in oil, in hermetically sealed tins, shall be subject to duty amounting to 20 francs per 100 kgs. in accordance with No. 89 of the Swiss tariff, *i. e.*, shall be subject to the same Customs treatment as that prescribed for the *hors-d'œuvre* "Mercurio" by the Protocol of November 28, 1925.

3. " *Estratto Bovis* ".

The meat extract substitute called " *Extrato Bovis* ", the precise composition of which has been communicated by the Italian Customs authorities to the Swiss Customs authorities, shall be dutiable under No. 100 a) of the Swiss tariff.

C. ITALIAN EXPORT DUTIES.

By way of exception to the undertakings given in Annex B to the Italian-Swiss Commercial Treaty, it is agreed that the Italian Government shall be entitled to increase the export duties at present imposed by its general tariff and to impose fresh duties if the economic needs of the country so require.

Nevertheless, the undertakings given in Annex B of the Treaty shall continue to apply to the following articles of merchandise :

Bones ;
Sulphur in lumps, blocks, powder, etc. ;
Copper sulphate ;
Raw hides and skins ;
Rice (in husk or separated) ;
Ore, unworked metals, scrap iron and other metal scrap, metallic refuse and other metal waste ;
Rags.

2. OTHER QUESTIONS.

TRADE TAX ON WATCHES IMPORTED BY SWISS COMMERCIAL TRAVELLERS AND DELIVERED DIRECT TO TRADERS IN ITALY.

The Italian delegation hereby declares that the Financial Administration, in order to accede to the Swiss Government's request regarding

montres importées par les voyageurs suisses de commerce et pour lesquelles le montant de la taxe d'échange a été déposé à la douane au moment du passage à la frontière, est disposée à admettre que la vente effectuée par lesdits voyageurs à des commerçants en Italie ne sera pas frappée d'une nouvelle taxe d'échange.

Il reste entendu que, pour les montres non réexportées, le dépôt fait à la douane sera encaissé définitivement à l'expiration du délai fixé pour la réexportation. Les voyageurs de commerce sont tenus d'indiquer sur la facture le numéro et la date du document certifiant ledit dépôt.

Ainsi dressé en deux exemplaires originaux à Rome, le 24 septembre 1927.

A. DI NOLA.
G. PACI.

STUCKI.
A. GASSMANN.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ITALIE AU MINISTRE DE SUISSE A ROME.

ROME, le 10 octobre 1927. — V.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par le protocole signé à Rome, le 24 septembre 1927, concernant certaines questions relatives à l'interprétation et à l'application du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, il a été convenu que seront classifiées sous la position 466 *a*) du tarif italien et admises aux droits conventionnels prévus sous ladite position les parties détachées de machines dans lesquelles les métaux autres que la fonte représentent un pourcentage en poids qui ne dépasse pas :

25 % s'il s'agit de fonte malléable, de fer ou d'acier commun, et d'acier spécial ;
5 % s'il s'agit d'autres métaux.

Il a été convenu, en outre, que devront être considérées comme composées d'autres métaux et classifiées sous la position 466 *b*) du tarif italien, les parties détachées dans lesquelles les métaux susdites dépassent, soit séparément les pourcentages susindiqués, soit en total le 25 pour cent.

Au cours des négociations qui ont eu lieu pour la conclusion dudit protocole la délégation

watches which are imported by Swiss commercial travellers and on which the amount of the trade tax is deposited with the Customs at the time of crossing the frontier, is prepared to agree that no further trade tax shall be charged if such travellers effect the sale of the articles in Italy to traders.

It is understood, however, that if the watches are not re-exported, the amount deposited with the Customs shall be forfeited on the expiration of the period fixed for re-exportation. Commercial travellers must state on the invoice the number and date of the document certifying the deposit.

Done in two original copies at Rome, September 24, 1927.

A. DI NOLA.
G. PACI.

STUCKI.
A. GASSMANN.

THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS
TO THE SWISS MINISTER AT ROME.

ROME, October 10, 1927. — V.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In the Protocol signed at Rome on September 24, 1927, concerning certain questions relating to the interpretation and application of the Italian-Swiss Treaty of Commerce of January 27, 1923, it was agreed that the following should be classified under No. 466*a*) of the Italian tariff and be liable to the conventional duties prescribed under that number: detached parts of machines in which the weight of the metals other than cast iron does not exceed :

25 % in the case of malleable cast-iron, ordinary iron and steel, and special steel ;
5 % in the case of other metals.

It was further agreed that the following should be regarded as composed of other metals and classified under No. 466*b*) of the Italian tariff: detached parts in which the weight of the above-mentioned metals exceeds either the above-mentioned percentages for the individual metals or 25 % in all.

In the course of the negotiations for the conclusion of the above-mentioned Protocol, the

italienne avait proposé des pourcentages plus bas, c'est-à-dire :

- 20 % pour la fonte malléable, le fer ou l'acier commun, et l'acier spécial ;
- 5 % pour les autres métaux ;
- 22 % pour le total des métaux autres que la fonte.

En effet, ladite délégation avait dû considérer qu'étant donné la très grande variété des parties de machines qui peuvent rentrer dans la position 466, il était bien difficile de se rendre compte de la valeur précise de la concession et des conséquences pratiques qu'elle aurait pu entraîner.

Toutefois, pour adhérer au désir exprimé par la délégation suisse, elle a accepté la fixation, dans le protocole, des pourcentages demandés par celle-ci, mais cela à la condition que, dans le cas où le Gouvernement italien — sans opposition de la part du Gouvernement suisse — constaterait que le nouveau régime des parties détachées de machines non dénommées est de nature à préjudicier sensiblement les intérêts de l'industrie italienne, la stipulation susdite sera modifiée dans le sens qu'aux pourcentages fixés dans le protocole, seront substitués les suivants : 20 %, 5 % et 22 pour cent.

La délégation suisse a accepté la condition ci-dessus.

C'est pour cela que, en vous confirmant l'approbation donnée par le Gouvernement royal d'Italie au protocole signé le 24 septembre 1927, je vous prie de bien vouloir m'assurer que le Gouvernement suisse a pris acte de l'entente intervenue entre les deux délégations pour le traitement douanier des parties détachées de machines non dénommées, et qu'il est d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

MUSSOLINI.

A Son Excellence
Georges Wagnière,
Ministre de Suisse
à Rome.

Italian Delegation proposed lower percentages namely :

- 20 % for malleable cast iron, ordinary iron and steel, and special steel ;
- 5 % for other metals ;
- 22 % for the total weight of metals other than cast iron.

The Italian Delegation had to bear in mind the fact that, in view of the very large variety of machine-parts which can be classified under No. 466, it was very difficult to estimate the precise value of the concession and the practical consequences to which it might give rise.

Nevertheless, in order to accede to the desire expressed by the Swiss Delegation, the Italian Delegation agreed to fix in the Protocol the percentages for which the former asked, but on condition that if the Italian Government found that the new régime for detached parts of machines not specially mentioned was likely to prove to any considerable degree prejudicial to the interests of Italian industry, and in the absence of any objection on the part of the Swiss Government, the above-mentioned stipulation would be modified by substituting for the percentages fixed in the Protocol the following, namely, 20 %, 5 %, and 22 %.

The Swiss Delegation accepted the above condition.

Accordingly, in confirming the Royal Italian Government's approval of the Protocol signed on September 24, 1927, I would beg you to give me an assurance that the Swiss Government has taken note of the understanding reached by the two Delegations as regards the Customs treatment of detached parts of machines not specially mentioned, and that it agreed thereto.

I have the honour to be, etc.,

MUSSOLINI.

His Excellency,
M. Georges Wagnière,
Swiss Minister
at Rome.

LE MINISTRE DE SUISSE A ROME
· AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
D'ITALIE

ROME, le 10 octobre 1927.

MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,

Par une note en date d'aujourd'hui, Votre Excellence a bien voulu me faire au nom de son Gouvernement la communication suivante :

Par le protocole signé à Rome le 24 septembre 1927, concernant certaines questions relatives à l'interprétation et à l'application du Traité de commerce italo-suisse du 27 janvier 1923, il a été convenu que seront classifiées sous la position 466 *a*) du tarif italien et admises aux droits conventionnels prévus sous ladite position, les parties détachées de machines dans lesquelles les métaux autres que la fonte représentent un pourcentage en poids qui ne dépasse pas :

25 %, s'il s'agit de fonte malléable, de fer ou d'acier commun, et d'acier spécial,

5 %, s'il s'agit d'autres métaux.

Il a été convenu, en outre, que devront être considérées comme composées d'autres métaux et classifiées sous la position 466 *b*) du tarif italien, les parties détachées dans lesquelles les métaux susdits dépassent, soit séparément les pourcentages susindiqués, soit en total le 25 pour cent.

Au cours des négociations qui ont eu lieu pour la conclusion dudit protocole, la délégation italienne avait proposé des pourcentages plus bas, c'est-à-dire :

20 % pour la fonte malléable, le fer ou l'acier commun, et l'acier spécial ;

5 % pour les autres métaux ;

22 % pour le total des métaux autres que la fonte.

En effet, ladite délégation avait dû considérer qu'étant donné la très grande variété des parties de machines qui peuvent rentrer dans la position 466, il était bien difficile de se rendre compte de la valeur précise de la concession et des conséquences pratiques qu'elle aurait pu entraîner.

Toutefois, pour adhérer au désir exprimé par la délégation suisse, elle a accepté la fixation, dans le protocole, des pourcentages

THE SWISS MINISTER AT ROME TO
THE ITALIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

ROME, October 10, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In a Note of today's date you were good enough to send me on behalf of your Government the following communication :

In the Protocol signed at Rome on September 24, 1927, concerning certain questions relating to the interpretation and application of the Italian-Swiss Treaty of Commerce of January 27, 1923, it was agreed that the following should be classified under No. 466 *a*) of the Italian tariff, and should be liable to the conventional duties prescribed under that number: detached parts of machines in which the weight of the metal other than cast-iron does not exceed :

25 % in the case of malleable cast-iron, ordinary iron and steel, and special steel,

5 % in the case of other metals ;

It was further agreed that the following should be regarded as composed of other metals and classified under No. 466 *b*) of the Italian tariff: detached parts in which the weight of the above-mentioned metals exceeds either the above-mentioned percentages for the individual metals or 25 % in all.

In the course of the negotiations for the conclusion of the above-mentioned Protocol, the Italian Delegation proposed lower percentages, namely :

20 % for malleable cast iron, ordinary iron and steel, and special steel ;

5 % for other metals ;

22 % for the total weight of metals other than cast iron.

The Italian Delegation had to bear in mind the fact that in view of the very large variety of machine parts which can be classified under No. 466, it was very difficult to estimate the precise value of the concession and the practical consequences to which it might give rise.

Nevertheless, in order to accede to the desire expressed by the Swiss Delegation, the Italian Delegation agreed to fix in

demandés par celle-ci, mais cela à la condition que, dans le cas où le Gouvernement italien — sans opposition de la part du Gouvernement suisse — constaterait que le nouveau régime des parties détachées de machines non dénommées est de nature à préjudicier sensiblement les intérêts de l'industrie italienne, la stipulation susdite sera modifiée dans le sens qu'aux pourcentages fixés dans le protocole seront substitués les suivants : 20 %, 5 %, et 22 pour cent.

La délégation suisse a accepté la condition ci-dessus.

C'est pour cela que, en vous confirmant l'approbation donnée par le Gouvernement royal d'Italie au protocole signé le 24 septembre 1927, je vous prie de bien vouloir m'assurer que le Gouvernement suisse a pris acte de l'entente intervenue entre les deux délégations pour le traitement douanier des parties détachées de machines non dénommées, et qu'il est d'accord à ce sujet.

En vous accusant réception de cette communication, j'ai l'honneur d'assurer Votre Excellence que le Gouvernement suisse a pris acte de l'entente intervenue entre les délégués suisses et italiens pour le traitement douanier des parties de machines non dénommées, et notamment de la condition à laquelle la fixation des pourcentages des métaux autres que la fonte a été subordonnée, et qu'il est complètement d'accord à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

A Son Excellence
Monsieur Mussolini
Premier Ministre et
et Ministre des Affaires étrangères, etc.
à Rome.

WAGNIÈRE.

Copie certifiée conforme :
Rome, le 8 novembre 1927.
Grandi.

Pour copie conforme :
Berne, le 22 novembre 1927.
Le Chancelier de la Confédération,
Kaeslin.

the Protocol the percentages for which the former asked, but on condition that if the Italian Government found that the new régime for detached parts of machines not specially mentioned was likely to prove to any considerable degree prejudicial to the interests of Italian industry, and in the absence of any objection on the part of the Swiss Government, the above-mentioned stipulation would be modified by substituting for the percentages fixed in the Protocol the following, namely, 20 %, 5 %, and 22 %.

The Swiss Delegation accepted the above condition.

Accordingly, in confirming the Royal Italian Government's approval of the Protocol signed on September 24, 1927, I would beg you to give me an assurance that the Swiss Government has taken note of the understanding reached by the two Delegations as regards the Customs treatment of detached parts of machines not specially mentioned, and that it agrees thereto.

In acknowledging receipt of this communication, I have the honour to assure your Excellency that the Swiss Government has taken note of the understanding reached by the Swiss and Italian Delegates as regards the Customs treatment of parts of machines not specially mentioned, and, in particular, the condition governing the fixing of the percentages of metals other than cast-iron, and that it fully approves this understanding.

I have the honour to be, etc.

His Excellency,
M. Mussolini,
Prime Minister and
Minister for Foreign Affairs, etc.
Rome.

WAGNIÈRE.

N^o 771. — ACCORD¹ POSTAL ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDESIG. NÉ A CHRISTIANIA, COPENHAGUE ET STOCKHOLM, LE 26 JUILLET 1924.

No. 771. — POSTAL AGREEMENT¹ BETWEEN DENMARK, NORWAY, AND SWEDEN. SIGNED AT CHRISTIANIA, COPENHAGEN AND STOCKHOLM, JULY 26, 1924.

I.

Accord modifiant à partir du 1^{er} août 1927, l'accord postal susmentionné.

Agreement modifying as from August 1st, 1927, the above Agreement.

Communiqué par le ministre de Danemark à Berne, le 19 octobre 1927.

Communicated by the Danish Minister at Berne, October 19, 1927.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

POSTSTYRELSERNE I DANMARK, NORGE OG SVERIGE HAR I KRAFT AF DE DEM AF DE RESPEKTIVE REGERINGER MEDDELTE BEMYNDIGELSER TRUFFET AFTALE OM FØLGENDE FRA DEN 1. AUGUST 1927 GÆLDENDE ÆNDRINGER TIL OVERENSKOMST AF 26. JULI 1924 OM POSTFØRBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE. GÆLDENDE FRA 1. AUGUST 1927.

Artikel 2.

Punkt 1. Sidste Stykke («Skulde i et af Landene Godkendelse») udgaar.

Punkt 4. Angivelserne ændres til:

4. For ufrigjorte eller utilstrækkelig frigjorte Breve, hvis Vægt ikke overstiger 500 Gram, eller Brevkort samt for utilstrækkelig frigjorte Tryksagsforsendelser opkræves hos Adressaten det dobbelte af det manglende Portobeløb paa den Maade, som Poststyrelserne nærmere aftaler.

Punkt 5. Angivelserne ændres til:

5. Anbefalingsgebyret udger i Danmark 25 Øre, i Norge og Sverige 20 Øre.

Artikel 3.

Punkt 1. Sidste Sætning (« , hvilket Gebyr opkrævet det ») udgaar.

Artikel 7.

Punkt 3. 1ste Punktum («Som Ilpakker 5 kg's Vægt») udgaar.

Punkt 4. Angiverselne ændres til:

4. For Pakker med angiven Værdi erlægges foruden Porto et Forsikringsgebyr som for Breve med angiven Værdi samt et Ekspeditionsgebyr, som i Danmark udger 25 Øre og i Norge og Sverige 20 Øre. Forsikringsgebyret tilfalder udelt Afganglandet.

¹ Vol. XXX, page 271 ; vol. XXXIX, page 201 ; vol. XLV, page 131 ; et vol. LIX, page 361, de ce recueil.

¹ Vol. XXX, page 271 ; Vol. XXXIX, page 201 ; Vol. XLV, page 131 ; and Vol. LIX, page 361, of this Series.

Punkt 5. a. 2. Efter « Vægtporto » tilføjes :
med eventuel Afrunding opefter til nærmeste hele Tal.

Artikel 10.

Punkt 4. Angivelserne ændres til :

4. For andre Pakker, paa hvilke Portobestemmelserne i den internationale Postpakkeoverenskomst ikke kommer til Anvendelse, og som transiterer et eller flere af de kontraherende Lande, tilkommer der Transitlandet :

a) hvis Befordringen sker i Enkelttransit : den Porto, som vedkommende Land efter de gældende Regler opkræver i tilsvarende Tilfælde, forsaavidt der ikke ved særlig Aftale er opnaaet Enighed om bedre Vilkaar.

b) hvis Befordringen sker i lukket Transit :

for Pakker af Vægt over 5 kg men ikke over 10 kg	90	Centimer
» — » — » 10 » » » 15 »	140	—
» — » — » 15 » » » 20 »	180	—

med Tillæg i paakommende Tilfælde af Sjøporto.

Artikel 12.

Punkt 2. Angivelserne ændres til :

2. For en Mellemringspakke uden angiven Værdi, som er bortkommen, helt eller delvis berøvet sit Indhold eller paa anden Maade beskadiget, medens Pakken har været i Postvæsenets Værge, kommer forsaavidt angaar vedkommende Postvæsens Ansvar, Bestemmelserne i den internationale Postpakkeoverenskomst til Anvendelse.

For Pakker af Vægt over 10 kg kan Erstatningen ikke blive højere end

55 Guldfrancs, naar Pakkens Vægt er over 10 kg, men ikke over 15 kg,	
70 — — — — — » » 15 » » » » 20 »	

EKSPEDITIONSREGLEMENT TIL OVERENSKOMSTEN OM POSTUDVEKSLINGEN
MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE.

§ 2.

2det Stykke, Angivelserne ændres til :

De Poststeder, som i Forbindelsen mellem Norge og Sverige alene udveksler mellemringske Forsendelser, skal for almindelige og anbefalede Brevpostforsendelsers Vedkommende anvende Formularer (Karter), som fastsættes efter nærmere Aftale mellem Poststyrelserne.

§ 4.

Sidste Punktum ændres til :

Ekspresgebyret for andre Forsendelser end Pakker udgør i Sverige 50 Øre, i Danmark og Norge 40 Øre.

§ 6.

Punkt 1 ændres til :

1. Mellemringske Pakker og saadanne transiterende ikke mellemringske Pakker, som overleveres stykkevis, skal opføres paa Karter.

Punkt 5 ændres til :

5. Beregningen af den Transitgodtgørelse, som tilkommer det svenske Postvæsen for Pakker, som i lukket Transit sendes fra Danmark til Norge og vice versa, sker efter maanedlige Sammendrag, som udfærdiges af det modtagende Udvekslingskontor efter Anførlerne i de enkelte Transitkarter.

Det modtagende norske eller danske Udvekslingskontor sender disse Sammendrag sammen med Transitkarterne til den svenske Poststyrelse, som foranlediger dem optaget i Afregningen.

Punkt 7. Parantesen « (Formular D) » udgaar.

Punkt 8. Parantesen « (Formular E) » udgaar.

Som nyt Punkt 9 tilføjes :

9. Formularer til de i denne Paragraf omhandlede Pakkepostkarter, Transitkarter og Ankomstregistre fastsættes efter nærmere Aftale mellem Poststyrelserne.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 15 octobre 1927.

In fidem :
Hollnagel JENSEN.

Engell,

*Chef du Département des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

TEXTE NORVÉGIEN — NORWEGIAN TEXT.

No. 771. — ÆNDRINGER TIL OVERENSKOMST OM POSTFORBINDELSEN MELLEM NORGE, DANMARK OG SVERIGE AF 26^e JULI 1924.

OVERENSKOMSTEN.¹

EKSPEDISJONSREGLEMENTET.

§ 2.

znet avsnitt endres til å lyde :

De poststeder som i forbindelsen mellem Norge og Sverige bare utveksler mellem-rikske forsendelser, skal for almindelige og rekommanderte brevpostforsendelsers vedkommende anvende formularer (karter) som fastsettes efter nærmere avtale mellem poststyrene.

§ 4.

Siste avsnitt skal lyde :

Ilbudavgiften for andre forsendelser enn pakker utgjør i Sverige 50 øre, i Norge og Danmark 40 øre.

¹ Le texte norvégien des amendements à cet accord a paru dans le vol. LIX, page 361, de ce recueil.

¹ The Norwegian Text of this Agreement appeared in Vol. LIX, page 361, of this Series.

§ 6.

Punkt 1 skal lyde :

1. Mellemrikske pakker og sådanne transiterende, ikke mellemrikske pakker, som overleveres stykkevis, skal opføres på karter.

Punkt 5 skal lyde :

Beregningen av den transittgodtgjørelse som tilkommer det svenske postvesen for pakker som i lukket transitt sendes fra Norge til Danmark og omvendt, skjer efter månedlige sammendrag, som utferdiges av det mottagende utvekslingskontor efter opgavene i de enkelte transittkartter.

Det mottagende danske eller norske utvekslingskontor sender disse sammendrag sammen med transittkartens til det svenske poststyre, som besørger dem optatt i avregningen.

Punkt 7. Parentesen « (formular D) » utgår.

Punkt 8. Parentesen « (formular E) » utgår.

Som nytt punkt 9 tilføjes :

9. Formularer for de i denne paragraf omhandlede pakkepostkartter, transitkartter og ankomstregistre, fastsettes efter nærmere avtale mellem poststyrene.

In fidem :

Hollnagel JENSEN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 15 octobre 1927.

Engell,

*Chef du Département des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

No. 771. — ÄNDRINGAR I ÖVERENSKOMMELSEN AV DEN 26 JULI 1924 OM POSTFÖRBINDELSE MELLAN DANMARK, NORGE OCH SVERIGE.

Artikel 2.

1. Sista stycket, « Skulle i godkännande », strykes.

Artikel 2.

4-5 skall lyda :

4. För ofrankerat eller ofullständigt frankerat brev om högst 500 grm eller brev-kort samt för ofullständigt frankerad korsbandsförsändelse upptages dubbla beloppet av den felande befordringsavgiften på det sätt, som mellan postförvaltningarna närmare avtalas.

5. Rekommandationsavgiften utgör i Sverige och Norge 20 öre samt i Danmark 25 öre.

Artikel 3.

1. Sista satsen, « vilken avgift densamma », strykes.

Artikel 7.

3. Första stycket, « Såsom ilpaket vikt. » Strykes.

Artikel 7.

4. Skall lyda :

4. För paket med angivet värde erlägges, förutom befodringsavgift, assurancesavgift såsom för brev med angivet värde samt en expeditonsavgift, vilken skall utgå med : i Sverige och Norge 20 öre samt i Danmark 24 öre.

Assurancesavgiften tillfaller i sin helhet avgångslandet.

Artikel 7.

5 a 2. Efter den nuvarande texten « Delning viktportot » tillfogas orden « med eventuell avrundning uppåt till närmaste hela tal ».

Artikel 10.

- 4 Skall lyda :

4. För andra paket, på vilka bestämmelserna i fråga om befodringsavgifter i det internationella postpaketavtalet icke äga tillämpning och som transitera ett eller flera av nu ifrågavarande länder, tillkommer transitlandet.

a) om befordringen sker i öppen transit : de befodringsavgifter, som vederbörande land i allmänhet upptager i motsvarande fall, såvida icke genom särskilda avtal överenskommit om förmånligare villkor ;

b) om befordringen sker i slutna transit :

för paket över	5 t.o.m.	10 kg.	90 centimes
»	»	» 10	» 15	» 140
»	»	» 15	» 20	» 180

med tillägg i förekommande fall av sjöporto.

Artikel 12.

- 2 skall lyda :

2. För mellanriks paket utan angivet värde, som gått förlorat, helt eller delvis berövats sitt innehåll eller på annat sätt skadats, medan försändelsen stått under postverkets vård, skall i fråga om postverkens ansvarighet tillämpas bestämmelserna i det internationella postpaketavtalet.

För paket i vikt över 10 kg. kan skadeståndet icke överstiga :

55 guldfrancs	för paket i vikt	över 10	men ej	över 15	kg.
70	»	»	»	»	15 $\frac{3}{4}$ » » » 20 »

EXPEDITIONSREGLEMENTET.

- § 2, andra stycket, skall lyda :

De postanstalter, som i förbindelsen mellan Sverige och Norge utväxla endast mellanriks försändelser, använda för vanliga och rekommenderade försändelser brevkartor enligt formulär, som fastställs efter närmare överenskommelse mellan postförvaltningarna.

§ 4. sista stycket, skall lyda :

Expressavgiften för andra försändelser än paket utgör i Sverige 50 öre samt i Danmark och Norge 40 öre.

§ 6. 1 och 5 skall lyda :

1. Mellanriks paket och sådana transiterande, icke mellanriks paket, som överlämnas styckevis, skola uppföras å karta.

5. Beräkningen av den svenska postverket tillkommande transitorsättningen för paket, som i slutet transit sändas från Danmark till Norge och vice versa, sker efter månatliga sammandrag, som upprättas av den mottagande utväxlingspostanstalten efter uppgifterna å de särskilda transitkartorna.

Den mottagande danska eller norska utväxlingspostanstalten sänder dessa sammandrag jämte transitkartorna till den svenska postförvaltningen, som ombesörjer deras upptagande i avräkning.

§ 6. 7. Parentesen « (formulär D.) » strykes.

§ 6. 8. Parentesen « (formulär E.) » strykes.

Efter § 6. 8 tillföres ett nytt, så lydande moment :

9. Formulär till i denna paragraf omförmälda paketkartor, transitkartor och ankomstregister fastställas efter närmare överenskommelse mellan postförvaltningarna.

In fidem :

Hollnagel JENSEN.

Pour copie conforme :

Copenhague, le 15 octobre 1927.

Engell,

*Chef du Département des Affaires politiques
et commerciales
au Ministère des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTION.

ACCORD² POSTAL DU 26 JUILLET 1924
ENTRE LE DANEMARK, LA NOR-
VÈGE ET LA SUÈDE.

RÈGLEMENT DÉTAILLÉ D'EXÉCUTION
DE L'ACCORD POSTAL CONCLU ENTRE
LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA
SUÈDE.

Paragraphe 2.

Deuxième alinéa. — Le texte est modifié
comme suit :

Pour les échanges entre la Norvège et
la Suède d'envois postaux soumis au

¹ TRANSLATION.

POSTAL AGREEMENT² OF JULY 26, 1924,
BETWEEN DENMARK, NORWAY AND
SWEDEN.

DETAILED REGULATIONS FOR THE
APPLICATION OF THE POSTAL AGREE-
MENT BETWEEN DENMARK, NORWAY
AND SWEDEN.

Paragraph 2.

2. — The text shall be amended as
follows :

Post offices which exchange "inter-
State" correspondence between Norway

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² La traduction française des amendements à cet accord a paru au vol. LIX, page 363, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² The English translation of the Amendments to this Agreement appeared in Vol. LIX, page 363, of this Series.

régime international des trois Etats, les bureaux d'échange, emploieront, pour les envois par lettres ordinaires et recommandées, les formules (cartes) dont le modèle sera déterminé par voie d'entente particulière entre les administrations postales intéressées.

Paragraphe 4.

La dernière phrase est modifiée comme suit :

La taxe pour express applicable aux envois autres que les colis sera de 50 øre en Suède et de 40 øre au Danemark et en Norvège.

Paragraphe 6.

L'alinéa 1 est modifié comme suit :

1. Les colis soumis au régime international d'échange entre les trois pays, ainsi que les autres colis expédiés en transit à découvert seront enregistrés sur des feuilles de route.

L'alinéa 5 est modifié comme suit :

5. Le décompte de la taxe de transit revenant à l'Administration postale suédoise pour les colis expédiés en transit par dépêches closes du Danemark en Norvège et vice versa aura lieu sous forme d'états mensuels dressés par le bureau d'échange récepteur, d'après les indications des feuilles de route de transit.

Le bureau d'échange récepteur norvégien ou danois adressera ces états accompagnés des feuilles de route de transit, à l'Administration postale suédoise qui les fera figurer dans le règlement de compte.

Alinéa 7 : La parenthèse (formule D) est supprimée.

Alinéa 8 : La paranthèse (formule E) est supprimée.

Nouvel alinéa 9 :

9. Les modèles des cartes d'expédition des colis postaux, feuilles de route de transit et registres d'arrivée mentionnés dans le présent paragraphe seront déterminés par voie d'entente particulière entre les administrations postales intéressées.

and Sweden only shall use, both for ordinary and registered correspondence, forms (letter-bills), the wording of which shall be decided by special agreement between the postal administrations concerned.

Paragraphe 4.

The last sentence shall be amended as follows :

The express fee for articles other than parcels shall be 50 øre in Sweden and 40 øre in Denmark and Norway.

Paragraphe 6.

Paragraphe 1 shall be amended as follows :

(1) Parcels sent by " inter-State " post and other parcels sent in transit à découvert shall be entered on way bills.

Paragraphe 5 shall be amended as follows :

(5) The accounts for the transit charges due to the Swedish Office for parcels sent in transit in closed mails from Denmark to Norway and vice versa shall be drawn up in the form of monthly statements made out by the receiving exchange office on the basis of the information contained in the transit way bills.

The receiving Norwegian or Danish exchange offices shall send these statements, together with the transit way bills, to the Swedish Post Office, which will incorporate them in its account.

Paragraphe 7. — The parenthesis (Form B) shall be omitted.

Paragraphe 8. — The parenthesis (Form E) shall be omitted.

Additional paragraph 9 :

9. The forms to be used for the parcel bills, transit way bills and arrival registers mentioned in this Section shall be decided upon by special agreement between the postal administrations concerned.

No. 961. — TREATY¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND LATVIA FOR THE EXTRADITION OF CRIMINALS. SIGNED AT RIGA, JULY 16, 1924.

Nº 961. — TRAITÉ¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA LETTONIE POUR L'EXTRADITION DES MALFAITEURS. SIGNÉ A RIGA, LE 16 JUILLET 1924.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH PROTECTED STATES TO THIS TREATY. RIGA, NOVEMBER 16, 1927.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION DE CERTAINS ETATS SOUS LE PROTECTORAT BRITANNIQUE, A CE TRAITÉ. RIGA, LE 16 NOVEMBRE 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

BRITISH LEGATION.

LÉGATION BRITANNIQUE.

RIGA, *November 16th, 1927.*

RIGA, *le 16 novembre 1927.*

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Article 19 of the Extradition Treaty between Great Britain and Latvia signed at Riga on July 16th, 1924, provides for the extension of the provisions of that treaty to any British protectorates other than those mentioned, or to any British protected State, or to any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty.

L'article 19 du Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Lettonie, signé à Riga le 16 juillet 1924, prévoit l'extension de dispositions du traité à des protectorats britanniques autres que les protectorats énumérés dans le traité ou à tous autres Etats placés sous la protection britannique ou à tous territoires pour lesquels Sa Majesté britannique a accepté un mandat de la Société des Nations.

2. In conformity therewith I have the honour to notify that His Majesty's Government in Great Britain desire the extension of the provisions of the above-mentioned treaty to the British Protected States of Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah and Brunei.

2. Conformément aux dispositions dudit article, j'ai l'honneur de vous notifier que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne désire étendre les dispositions du traité susmentionné aux Etats suivants, placés sous la protection britannique : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah et Brunei.

3. If this proposal is agreeable to the Latvian Government, the date of the present exchange of notes will accordingly be regarded as the date on which these extensions take effect.

3. Si cette proposition agréée au Gouvernement letton, la date du présent échange de notes sera considérée comme celle à partir de laquelle ces extensions entreront en vigueur.

¹ Vol. XXXVII, page 369, et vol. XLV, page 172, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XXXVII, page 369, and Vol. XLV, page 172, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

4. For the purpose of the application to the above-mentioned States of the first paragraph of article 18 of the treaty, the following shall be regarded as the Chief Authority thereof :

Perak :	The Resident.
Selangor :	The Resident.
Negri Sembilan :	The Resident.
Pahang :	The Resident.
Johore :	The General Adviser.
Kedah :	The British Adviser.
Brunei :	The British Resident.

5. I have the honour at the same time to request that Your Excellency will be good enough to inform me of the designations of the respective Chief Consular Officers of Latvia by whom the requisitions referred to in article 18 of the treaty will be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) J. C. T. VAUGHAN.

His Excellency
Monsieur F. Cielens,
Minister for Foreign Affairs,
Riga.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

A/210,39/24928.

RIGA, 16th November, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of to-day's date, regarding the extension of the provisions of the Extradition Treaty between Great Britain and Latvia, signed at Riga on July 16th, 1924, to certain British Protected States other than those mentioned in the Treaty, as provided by article 19 of that Treaty.

In reply I have the honour to inform Your Excellency that the desire of His Majesty's

4. Aux fins d'applications du premier paragraphe de l'article 18 du traité aux Etats sus-indiqués, seront considérés comme fonctionnaires principaux, dans chacun desdits Etats :
Pour

Perak :	Le Résident.
Selangor :	Le Résident.
Negri Sembilan :	Le Résident.
Pahang :	Le Résident.
Johore :	Le Conseiller général.
Kedah :	Le Conseiller britannique.
Brunei :	Le Résident britannique.

5. J'ai en même temps l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les agents consulaires principaux de la Lettonie par l'intermédiaire de qui les réquisitions visées à l'article 18 du traité pourront être faites.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) J. C. T. VAUGHAN.

A Son Excellence
Monsieur F. Cielens,
Ministre des Affaires étrangères,
Riga.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DE LETTONIE.

A/210,39/24928.

RIGA, le 16 novembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour relative à l'extension des dispositions du Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Lettonie, signé à Riga le 16 juillet 1924, à certains Etats placés sous la protection britannique autres que ceux dont il est fait mention dans le traité, conformément aux dispositions de l'article 19 dudit traité.

En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement letton

Government in Great Britain to extend the above-mentioned Treaty to the British Protected States of Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah and Brunei is agreeable to the Latvian Government.

It will be understood that these extensions shall be regarded as taking effect on the date of the present exchange of notes.

For the purpose of the application to the above-mentioned British Protected States of the first paragraph of Article 18 of the Treaty, the following shall be regarded as the chief authority thereof :

Perak :	The Resident.
Selangor :	The Resident.
Negri Sembilan :	The Resident.
Pahang :	The Resident.
Johore :	The General Adviser.
Kedah :	The British Adviser.
Brunei :	The British Resident.

At the same time I have the honour to inform Your Excellency that the Latvian Government has designated the Latvian Consul General in London as the consular officer of Latvia by whom the requisitions referred to in article 18 of the Treaty will be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) F. CIELENS,

His Excellency
Sir Tudor Vaughan,
K.C.M.G., M.V.O.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
to Latvia,
Riga.

accède au désir formulé par le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne d'étendre les dispositions du traité susmentionné aux Etats suivants placés sous la protection britannique : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah et Brunei.

Il est entendu que ces extensions seront considérées comme entrant en vigueur à la date du présent échange de notes.

Aux fins d'application du premier paragraphe de l'article 18 du Traité aux Etats susmentionnés placés sous la protection britannique, seront considérés comme fonctionnaires principaux dans chacun de ces pays, les fonctionnaires suivants :

Perak :	Le Résident.
Selangor :	Le Résident.
Negri Sembilan :	Le Résident.
Pahang :	Le Résident.
Johore :	Le Conseiller général.
Kedah :	Le Conseiller britannique.
Brunei :	Le Résident britannique.

En même temps, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement letton a désigné le consul général letton à Londres pour remplir les fonctions d'agent consulaire de la Lettonie par l'intermédiaire duquel les réquisitions visées à l'article 18 du traité devront être faites.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) F. CIELENS.

Son Excellence
Sir Tudor Vaughan,
K.C.M.G., M.V.O.
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté
britannique en Lettonie,
Riga.

N^o 991. — CONVENTION¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE L'ESTONIE, LA FINLANDE, LA LETTONIE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A HELSINGFORS, LE 17 JANVIER 1925.

No. 991. — CONCILIATION¹ AND ARBITRATION CONVENTION BETWEEN ESTONIA, FINLAND, LATVIA AND POLAND. SIGNED AT HELSINGFORS, JANUARY 17, 1925.

Dépôt des ratifications à Helsingfors, par

Deposit of ratifications at Helsingfors, by :

L'ESTONIE le 12 août 1925.
LA FINLANDE le 12 août 1925.
LA LETTONIE le 7 septembre 1925.
LA POLOGNE le 14 octobre 1925.

ESTONIA August 12, 1925.
FINLAND August 12, 1925.
LATVIA September 7, 1925.
POLAND October 14, 1925.

N^o 1129. — CONVENTION² ET STATUT SUR LE RÉGIME INTERNATIONAL DES VOIES FERRÉES ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

N^o 1129. — CONVENTION² AND STATUTE ON THE INTERNATIONAL RÉGIME OF RAILWAYS AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION

ALLEMAGNE 5 décembre 1927.

RATIFICATION.

GERMANY December 5, 1927.

ADHÉSION

COLOMBIE (sous réserve de ratification) ... 3 décembre 1927.

ACCESSION.

COLOMBIA (subject to ratification)... .. December 3, 1927.

¹ Vol. XXXVIII, page 357, de ce recueil.

² Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383, de ce recueil.

¹ Vol. XXXVIII, page 357, of this Series.

² Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; and Vol. LIX, page 383, of this Series.

N^o 1163. — TRAITÉ ¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ESTONIE. SIGNÉ A TALLINN (REVAL), LE 18 JANVIER 1926.

No. 1163. — TREATY ¹ OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND ESTONIA. SIGNED AT TALLINN (REVAL), JANUARY 18, 1926.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ADHÉSION A CE TRAITÉ DE CERTAINES COLONIES ET POSSESSIONS BRITANNIQUES. RIGA, LE 11 JUILLET, ET TALLINN, LE 14 JUILLET 1927.

EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH COLONIES AND POSSESSIONS. RIGA, JULY 11, AND TALLINN, JULY 14, 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 11 octobre 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 11, 1927.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION,
(N. 3589/124/59)
No. M. T./23.

RIGA, *July 11th*, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

In accordance with Article 28 of the Anglo-Estonian Commercial Treaty of the 18th January 1926, I have the honour on instructions from His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs to notify to the Estonian Government the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Treaty shall apply to the under-mentioned British colonies and possessions :

Barbados
Bermuda
British Guiana
British Honduras
Ceylon
Cyprus
Falkland Islands
Gambia
Gold Coast (with British Togoland)

Hong Kong
Jamaica and its Dependencies

I.

LEGATION BRITANNIQUE.
(N. 3589/124/59)
N^o M. T./23.

RIGA, *le 11 juillet* 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Conformément à l'article 28 du Traité de commerce anglo-estonien, en date du 18 janvier 1926, j'ai l'honneur, conformément aux instructions du Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour les Affaires étrangères, de porter à la connaissance du Gouvernement estonien le désir de Sa Majesté britannique de voir étendre les stipulations du traité aux colonies et possessions britanniques indiquées ci-après :

La Barbade
Bermudes
Guyane britannique
Honduras britannique
Ceylan
Chypre
Iles Falkland
Gambie
Côte de l'Or (y compris le Togo britannique)
Hong-kong
La Jamaïque et ses dépendances

¹ Vol. XLVIII, page 209, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Vol. XLVIII, page 209, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Leeward Islands
Malta
Mauritius
Nigeria (with British Cameroons)

Northern Rhodesia
St. Helena
Seychelles
Sierra Leone
Somaliland
Straits Settlements
Tanganyika Territory.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) J. C. T. VAUGHAN.

His Excellency
Monsieur L. Sepp,
Acting Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

II,

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

(N. 3589/124/59).
III-19/393-W.

TALLINN, July 14th 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's note of the 11th instant, ref. M. T. /23, by which Your Excellency has kindly notified to the Estonian Government the desire of His Britannic Majesty that the stipulations of the Anglo-Estonian Commercial Treaty of the 18th January 1926, shall apply to the under-mentioned British colonies and possessions :

Barbados
Bermuda
British Guiana
British Honduras
Ceylon
Cyprus
Falkland Islands
Cambia
Gold Coast (with British Togoland)

Iles Sous-le-Vent
Malte
Ile Maurice
Nigéria (y compris le Cameroun britannique)
Rhodésie du Nord
Sainte-Hélène
Seychelles
Sierra-Leone
Somaliland
Straits Settlements
Territoire du Tanganyika

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) J. C. T. VAUGHAN.

Son Excellence
Monsieur L. Sepp,
Ministre des Affaires étrangères par intérim,
Tallinn.

II

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

(N. 3589/124/59).
III-19/393-W.

TALLINN, le 14 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note (référence M. T./23) en date du 11 courant, par laquelle Votre Excellence a bien voulu porter à la connaissance du Gouvernement estonien le désir de Sa Majesté britannique de voir étendre les stipulations du Traité de commerce anglo-estonien du 18 janvier 1926, aux colonies et possessions britanniques indiquées ci-après :

La Barbade
Bermudes
Guyane britannique
Honduras britannique
Ceylan
Chypre
Iles Falkland
Gambie
Côte de l'Or (y compris le Togo britannique)

Hong Kong
 Jamaica and its Dependencies
 Leeward Islands
 Malta
 Mauritius
 Nigeria (with British Cameroons)

Northern Rhodesia
 St. Helena
 Seychelles
 Sierra Leone
 Somaliland
 Straits Settlements
 Tanganyika Territory.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

For the Minister and by authorisation :

(Signed) A. SCHMIDT,

Director of the Political Department.

His Excellency
 Sir Tudor Vaughan,
 His Britannic Majesty's Minister,
 Riga.

Hong-kong
 La Jamaïque et ses dépendances
 Iles Sous-le-Vent
 Malte
 Ile Maurice
 Nigéria (y compris le Cameroun britannique)
 Rhodésie du Nord
 Sainte-Hélène
 Seychelles
 Sierra-Leone
 Somaliland
 Straits Settlements
 Territoire du Tanganyika

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

Pour le Ministre et par son ordre :

(Signed) A. SCHMIDT,

Directeur du Département politique.

Son Excellence
 Sir Tudor Vaughan,
 Ministre de Sa Majesté britannique,
 Riga.

N^o 1168. — ÉCHANGE DE NOTES ¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET TURC, COMPORTANT UN RÈGLEMENT PROVISOIRE DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. ANGORA, LE 11 FÉVRIER 1926.

No. 1168. — EXCHANGE OF NOTES ¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND TURKISH GOVERNMENTS CONSTITUTING A PROVISIONAL SETTLEMENT OF THE COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. ANGORA, FEBRUARY 11, 1926.

ECHANGE DE NOTES PROROGANT L'ACCORD CI-DESSUS POUR UN NOUVEAU DÉLAI DE SIX MOIS A PARTIR DU 15 AOÛT 1927. ANGORA, LE 7 JUILLET 1927.

EXCHANGE OF NOTES PROROGATING THE ABOVE AGREEMENT FOR A FURTHER PERIOD OF SIX MONTHS AS FROM AUGUST 15, 1927. ANGORA, JULY 7, 1927.

Communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne, le 23 novembre 1927.

Communicated by the Netherlands Minister at Berne, November 23, 1927.

¹ Vol. XLVIII, page 271 ; et vol. LIV, page 417, de ce recueil.

¹ Vol. XLVIII, page 271 ; and Vol. LIV, page 417, of this Series.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

NETHERLANDS LEGATION.

ANGORA, le 7 juillet 1927.

ANGORA, July 7, 1927.

EXCELLENCE,

YOUR EXCELLENCY,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, qu'en attendant la conclusion prochaine d'un traité de commerce entre les Pays-Bas et la Turquie, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926, le Gouvernement néerlandais consent qu'à partir du 15 août 1927, les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, importés sur le territoire des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, de Surinam et de Curaçao et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation, ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement de la nation la plus favorisée.

I have the honour to inform you that pending the conclusion in the near future of a commercial treaty between the Netherlands and Turkey, regarding which negotiations were opened on February 11, 1926, the Netherlands Government agrees that as from August 15, 1927, products of the soil and industry originating in and coming from Turkey imported into the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam or Curaçao, and intended for consumption, or for re-exportation, or for transit, shall enjoy for a period of six months, most-favoured-nation treatment.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application en Turquie, pendant le même délai, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, de Surinam et de Curaçao, du traitement prévu par la Convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

It is understood that this provisional régime shall be applied on condition that the treatment provided for in the Commercial Convention signed at Lausanne on July 24, 1923, in respect of the products of the States which signed it is accorded in Turkey for the same period to products of the soil and industry originating in and coming from the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

I have the honour to be, etc.

W. VAN WELDEREN RENGERS.

W. VAN WELDEREN RENGERS.

A Son Excellence
le Dr Tewfik Rouschdi,
Ministre des Affaires étrangères,
à Angora.

To His Excellency
Dr. Tewfik Rouschdi,
Minister for Foreign Affairs,
Angora.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

II.

RÉPUBLIQUE TURQUE

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 1402/7.

ANGORA, le 7 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence qu'en attendant la conclusion prochaine d'un traité de commerce entre la Turquie et les Pays-Bas, dont les négociations ont été entamées en date du 11 février 1926, le Gouvernement turc consent à ce qu'à partir du 15 août 1927 les produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance des Pays-Bas, des Indes néerlandaises, de Surinam et de Curaçao, importés sur le territoire turc et destinés soit à la consommation, soit à la réexportation ou au transit, jouissent pour un délai de six mois du traitement prévu par la Convention commerciale signée à Lausanne le 24 juillet 1923 pour les produits des Etats qui l'ont signée.

Il est entendu que l'application de ce régime provisoire est subordonnée à l'application aux Pays-Bas, aux Indes néerlandaises, à Surinam et à Curaçao, pendant le même délai, aux produits du sol et de l'industrie originaires et en provenance de Turquie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Dr ROUSCHDI.

Son Excellence

M. le Baron W. B. R. van Welderen Rengers,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas.
En Ville.

II.

TURKISH REPUBLIC.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 1402/7.

ANGORA, July 7, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you that pending the conclusion in the near future of a commercial treaty between Turkey and the Netherlands, regarding which negotiations were opened on February 11, 1926, the Turkish Government agrees that, as from August 15, 1927, products of the soil and industry originating in and coming from the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao, imported into Turkish territory and intended for consumption, or for re-exportation, or for transit, shall enjoy for a period of six months the treatment provided for in the Commercial Convention signed at Lausanne on July 24, 1923, in respect of the products of the States which signed it.

It is understood that this provisional régime shall be applied on condition that most-favoured-nation treatment is accorded in the Netherlands, the Dutch East Indies, Surinam and Curaçao for the same period to products of the soil and industry originating in and coming from Turkey.

I have the honour to be, etc.

Dr. ROUSCHDI.

To His Excellency

Baron W. B. R. van Welderen Rengers,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of Her Majesty the Queen
of The Netherlands.
Angora.

No. 1205. — EXTRADITION CONVENTION¹ BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND ESTONIA. SIGNED AT LONDON, NOVEMBER 18, 1925.

N^o 1205. — CONVENTION D'EXTRADITION¹ ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'ESTONIE. SIGNÉE A LONDRES, LE 18 NOVEMBRE 1925.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF CERTAIN BRITISH PROTECTED STATES TO THIS CONVENTION. TALLINN (REVAL), AUGUST 26, 1927.

ECHANGE DE NOTES PORTANT ACCESSION DE CERTAINS ETATS SOUS LE PROTECTORAT BRITANNIQUE A CETTE CONVENTION. TALLINN (REVAL), LE 26 AOUT 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, December 20, 1927.

Communiqués par le Ministère des Affaires étrangères britanniques, le 20 décembre 1927.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

I

TALLINN (Reval), *August 26th*, 1927.

TALLINN (Reval), *le 26 août* 1927.

YOUR EXCELLENCY,

MONSIEUR LE MINISTRE.

Article 19 of the Extradition Convention between Great Britain and the Estonian Republic, signed at London on November 18th, 1925, provides for the extension of the provisions of that convention to any of the British Protectorates other than those mentioned, or to any British Protected State.

L'article 19 de la Convention d'extradition conclue entre la Grande-Bretagne et la République d'Estonie et signée à Londres le 18 novembre 1925, prévoit l'extension des dispositions de ladite convention à tous protectorats britanniques autres que ceux dont il est fait mention, ou à tous Etats placés sous la protection britannique.

2. In conformity therewith I have the honour to notify you that His Majesty's Government in Great Britain desire the extension of the provisions of the above-mentioned convention to the British Protected States of Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah and Brunei.

2. Conformément aux dispositions dudit article, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne désire étendre les dispositions du traité susmentionné aux Etats suivants placés sous la protection britannique : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Jahore, Kedah et Brunei.

3. If this proposal is agreeable to the Estonian Government, the date of the present exchange of notes will be regarded as the date on which these extensions take affect.

3: Si cette proposition agréée au Gouvernement estonien, la date du présent échange de notes sera considérée comme celle à partir de laquelle ces extensions entreront en vigueur.

4. For the purpose of the application to the above-mentioned States of the first paragraph of article 18 of the convention the following shall be regarded as the chief authority thereof :

4. Aux fins d'application du premier paragraphe de l'article 18 du traité aux Etats sus-indiqués, seront considérés comme fonctionnaires principaux dans chacun desdits Etats :

¹ Vol. L, page 225 ; et vol. LIX, page 395, de ce recueil.

¹ Vol. L, page 225 ; and Vol. LIX, page 395, of this Series.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Perak : The Resident.
 Selangor : The Resident.
 Negri Sembilan : The Resident.
 Pahang : The Resident.
 Johore : The General Adviser.
 Kedah : The British Adviser.
 Brunei : The British Resident.

Perak : Le Résident.
 Selangor : Le Résident.
 Negri Sembilan : Le Résident.
 Pahang : Le Résident.
 Johore : Le Conseiller général.
 Kedah : Le Conseiller britannique.
 Brunei : Le Résident britannique.

5. I have the honour at the same time to request that Your Excellency will be good enough to inform me of the designations of the respective Chief Consular Officers of the Estonian Republic by whom the requisitions referred to in article 18 of the convention will be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

(Signed) J. C. T. VAUGHAN.

His Excellency
 Dr. F. Akel,
 Minister for Foreign Affairs,
 Tallinn (Reval).

I hereby certify the foregoing to be a true and faithful copy of the original.

(Signed) A HALSEY,
 Acting British Consul.

British Consulate.
 Tallinn (Reval).
 August 27th, 1927

II.

No. III/20/562-W.

TALLINN, August 26th, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's note of to-day's date, regarding the extension of the provisions of the Extradition Convention between Great Britain and the Estonian Republic, signed at London on November 18th, 1925, to any of the British Protectorates other than those mentioned, or to any British Protected State, as provided by article 19 of that Convention.

(Signé) J. C. T. VAUGHAN.

A Son Excellence D^r F. Akel,
 Ministre des Affaires étrangères,
 Tallinn (Reval).

5. J'ai en même temps l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir me faire connaître les titres des agents consulaires principaux de l'Estonie par l'intermédiaire de qui les réquisitions visées à l'article 18 du Traité pourront être faites.

Je saisis cette occasion, etc.

II.

N^o III/20/562-W.

TALLINN, le 26 août 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date de ce jour relative à l'extension des dispositions de la Convention d'extradition entre la Grande-Bretagne et la République d'Estonie, signée à Londres le 18 novembre 1925, à tous protectorats britanniques autres que ceux dont il est fait mention ou à tous Etats placés sous la protection britannique, conformément à l'article 19 de ladite convention.

2. In reply I have the honour to inform Your Excellency that the Estonian Government agree to the desire of His Majesty's Government in Great Britain to extend the above-mentioned Convention to the British Protected States of Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah and Brunei.

3. It will be understood that these extensions shall be regarded as taking effect on the date of the present exchange of notes.

4. For the purpose of the application to the above-mentioned British Protected States of the first paragraph of Article 18 of the Convention, the following shall be regarded as the chief authority thereof :

Perak :	The Resident.
Selangor :	The Resident.
Negri Sembilan :	The Resident.
Pahang :	The Resident.
Johore :	The General Adviser.
Kedah :	The British Adviser.
Brunei :	The British Resident.

5. At the same time I have the honour to inform Your Excellency that the Estonian Government have designated the Estonian Consul-General in London as the consular officer of Estonia by whom the requisitions referred to in article 18 of the Convention will be made.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

(Signed) F. AKEL.

His Excellency,
Sir Tudor Vaughan, K.C.M.G., M.V.O.,
His Britannic Majesty's
Envoy Extraordinary,
and Minister Plenipotentiary
to Estonia,
Tallinn.

I hereby certify the foregoing to be a true and faithful copy of the original.

(Signed) A. HALSEY.
Acting British Consul.

British Consulate.
Tallinn (Reval).
August 27th, 1927.

2. En réponse, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement estonien accède au désir formulé par le Gouvernement de Sa Majesté en Grande-Bretagne d'étendre les dispositions du traité susmentionné aux Etats suivants placés sous la protection britannique : Perak, Selangor, Negri Sembilan, Pahang, Johore, Kedah et Brunei.

3. Il est entendu que ces extensions seront considérées comme entrant en vigueur à la date du présent échange de notes.

4. Aux fins d'application du premier paragraphe de l'article 18 du Traité aux Etats susmentionnés placés sous la protection britannique, seront considérés comme fonctionnaires principaux dans chacun de ces pays, les fonctionnaires suivants :

Perak :	Le Résident.
Selangor :	Le Résident.
Negri Sembilan :	Le Résident.
Pahang :	Le Résident.
Johore :	Le Conseiller général.
Kedah :	Le Conseiller britannique.
Brunei :	Le Résident britannique.

En même temps, j'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement estonien a désigné le consul général estonien à Londres pour remplir les fonctions d'agent consulaire de l'Estonie par l'intermédiaire duquel les réquisitions visées à l'article 18 du traité devront être faites.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) F. AKEL.

A Son Excellence Sir Tudor Vaughan,
K.C.M. G., M.V.O.
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique
en Estonie,
Tallinn.

N^o 1279. — CONVENTION¹ ENTRE LA POLOGNE ET LA SUÈDE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 1^{er} OCTOBRE 1925.

No. 1279. — CONVENTION¹ BETWEEN POLAND AND SWEDEN CONCERNING AERIAL NAVIGATION. SIGNED AT STOCKHOLM, OCTOBER 1, 1925.

DÉNONCIATION

PAR LA SUÈDE

Par note du 14 novembre 1927.
(effective à partir du 23 septembre 1927.)

Communiquée par le Chargé d'affaires a. i. de la Délégation polonaise auprès de la Société des Nations, le 16 novembre 1927.

DENUNCIATION.

BY SWEDEN.

By note dated November 14, 1927.
(Effective as from September 23, 1927.)

Communicated by the Chargé d'affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations, November 16, 1927.

No. 1324. — CONVENTION² OF GOOD NEIGHBOURLY RELATIONS CONCLUDED ON BEHALF OF THE TERRITORIES OF PALESTINE, ON THE ONE PART, AND ON BEHALF OF SYRIA AND GREAT LEBANON, ON THE OTHER PART. SIGNED AT JERUSALEM, FEBRUARY 2, 1926.

N^o 1324. — CONVENTION² DE BON VOISINAGE ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS POUR LE COMPTE DES TERRITOIRES DE PALESTINE, D'UNE PART, DE LA SYRIE ET DU GRAND-LIBAN, D'AUTRE PART. SIGNÉE A JÉRUSALEM, LE 2 FÉVRIER 1926.

EXCHANGE OF NOTES AMENDING THE ABOVE CONVENTION. JERUSALEM AND BEYROUTH, MARCH 14 AND 21, 1927.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 11, 1927.

NOTE.

The following additions and corrections to the text of the Bon Voisinage Agreement of the 2nd of February, 1926, have been agreed on :

¹ Vol. LIV, page 113, de ce recueil.

² Vol. LVI, page 79, de ce recueil.

ECHANGE DE NOTES AMENDANT LA CONVENTION SUSMENTIONNÉE. JÉRUSALEM ET BEYROUTH, LES 14 ET 21 MARS 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 11 octobre 1927.

NOTE

Les additions et corrections ci-dessous indiquées sont apportées d'un commun accord au texte de l'Accord de bon voisinage du 2 février 1926 :

¹ Vol. LIV, page 113, of this Series.

² Vol. LVI, page 79, of this Series.

Article III, paragraph 1 : the words "à l'autre" shall be inserted after the words "d'un côté de la frontière" in the French text.

Article IV (1), paragraph 1, sub-paragraph 3 : the word "local" shall be inserted in the French version of the phrase "one local notable" of the English text.

(2), paragraph 3 : the word "territories" in the English text shall be substituted by "Governments".

Article VI, paragraph 1 : the words "in either territory" which appear in the English text at the end of the paragraph, shall be added to the French text and rendered by "dans l'un ou l'autre territoire".

Article XI, final paragraph : the words "the International Court of Justice at Geneva" and "la Cour Internationale de Justice à Genève" shall be replaced by the words "the Permanent Court of International Justice at The Hague" and "la Cour Permanente de Justice internationale de la Haye" in the English and French texts, respectively.

In witness whereof the Undersigned have signed this present Note.

Done at Jerusalem.

PLUMER, F. M.
His Britannic Majesty's
High Commissioner for Palestine.

Done at Beyrouth.

REFFYE,
Acting High Commissioner
of the French Republic for Syria
and the Great Lebanon.

14th March, 1927.

NOTE.

It has been agreed that the following amendment in the text of the Bon Voisinage Agreement dated the 2nd of February, 1926, shall be made :

The first paragraph of Article IX shall read :

"Facilities shall be given to the inhabitants on each side of the frontier to pass from

Article III, paragraphe 1 : Les mots « à l'autre » seront insérés après les mots « d'un côté de la frontière » dans le texte français.

Article IV, 1^o, paragraphe 1, sous-paragraphe 3 : Le mot « local » sera introduit dans la version française de la phrase « one local notable » du texte anglais.

2^o, paragraphe 3 : Le mot *territories* dans le texte anglais sera remplacé par *Governments*.

Article VI, paragraphe 1 : Les mots « in either territory » qui figurent dans le texte anglais à la fin du paragraphe, seront ajoutés dans le texte français et rendus par « dans l'un ou l'autre territoire ».

Article XI, paragraphe final : Les mots *the International Court of Justice at Geneva* et « la Cour internationale de Justice à Genève » seront remplacés par les mots « *the Permanent Court of International Justice at The Hague* » et « la Cour permanente de Justice internationale de La Haye » dans les deux textes anglais et français.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente note.

Fait à Beyrouth :

Le Haut-Commissaire
de la République Française en Syrie
et au Grand-Liban,

REFFYE.

Fait à Jérusalem :

Le Haut Commissaire
de S. M. britannique pour la Palestine,
PLUMER, F. M.

le 14 mars 1927.

NOTE

Les additions ci-dessous indiquées sont apportées d'un commun accord au texte de l'Accord de bon voisinage du 2 février 1926 :

Article IX. — Premier paragraphe : le mot « Tibériade » sera inséré après le mot « Akka »

places in the sub-districts of Acre, Tiberias and Safad to the Kazas of Tyre, Merjayoun, Zawich and Kuneitra and *vice versa*'.

Done at Jerusalem.

PLUMER, F. M.
*His Britannic Majesty's
High Commissioner for Palestine.*

Done at Beyrouth.

REFFYE,
*The Acting High Commissioner
of the French Republic
for Syria and the Great Lebanon.*

21st March, 1927.

et le mot « Zaouïé » sera inséré après le mot « Merdjayoun ».

Fait à Beyrouth :

*Le Haut Commissaire p. c.
de la République française en Syrie
et au Grand-Liban,*
REFFYE.

Fait à Jérusalem.

*Le Haut Commissaire
de S. M. britannique pour la Palestine,*
PLUMER, F. M.

21 mars 1927.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 1425. — TREATY ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND GREECE, AND ACCOMPANYING DECLARATION. SIGNED AT LONDON, JULY 16, 1926.

N^o 1425. — TRAITÉ ² DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA GRÈCE, ET DÉCLARATION Y ANNEXÉE. SIGNÉS A LONDRES, LE 16 JUILLET 1926.

EXCHANGE OF NOTES RECORDING THE ACCESSION OF THE FALKLAND ISLANDS TO THE ABOVE TREATY. ATHENS, JULY 4/8, 1927.

*Communicated by His Britannic Majesty's
Foreign Office, December 20, 1927.*

I.

ATHENS, *July 4th*, 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour, under instructions received from His Majesty's Principal Secretary of State

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

² Vol. LXI, page 15, de ce recueil.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'ADHÉSION DES ÎLES FALKLAND AU TRAITÉ CI-DESSUS. ATHÈNES, LE 4/8 JUILLET 1927.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique, le 20 décembre 1927.

I.

ATHÈNES, *le 4 juillet* 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre du Premier Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, j'ai l'honneur

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² Vol. LXI, page 15, of this Series.

for Foreign Affairs, to inform Your Excellency that the Government of the Falkland Islands have signified their desire to accede to the Treaty of Commerce and Navigation concluded between the Hellenic Government and His Majesty's Government on July 16th, 1926.

I avail myself of this opportunity, Monsieur le Ministre, to renew to Your Excellency, the expression of my highest consideration.

(Signed) Percy LORAINÉ.

His Excellency
Monsieur Alexandre Zaimis,
President of the Council and
Minister for Foreign Affairs, *ad interim*,
Athens.

II.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le 8 juillet 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N^o 134 en date du 4 de ce mois par laquelle vous avez bien voulu, d'ordre de votre gouvernement, me faire connaître l'accession du Gouvernement des Iles Falkland au Traité de commerce et de navigation signé à Londres entre la Grande-Bretagne et la Grèce, le 16 juillet 1926.

En prenant note de cette communication, je saisis cette occasion, etc.

(Signed) Alexandre ZAIMIS.

Son Excellence
Sir Percy Loraine,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire
de Sa Majesté britannique,
Athènes.

de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement des Iles Falkland a signifié son désir d'accéder au Traité de commerce et de navigation conclu entre le Gouvernement hellénique et le Gouvernement de Sa Majesté, le 16 juillet 1926.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signed) Percy LORAINÉ.

Son Excellence
Monsieur Alexandre Zaimis
Président du Conseil et
Ministre des Affaires étrangères,
par intérim, Athènes.

II.

MINISTRY
OF
FOREIGN AFFAIRS.

No. 21 041

July 8, 1927.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 134 of July 4, in which you were good enough, under instructions received from your Government, to inform me of the accession of the Government of the Falkland Islands to the Treaty of Commerce and Navigation between Great Britain and Greece, signed at London on July 16, 1926.

While noting this communication, I have the honour to be, etc.

(Signed) Alexandre ZAIMIS.

His Excellency
Sir Percy Loraine,
His Britannic Majesty's Envoy
Extraordinary and Minister
Plenipotentiary,
Athens.

N^o 1458. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS FINLANDAIS ET SUÉDOIS CONCERNANT L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT AVEC LES MARINS SUÉDOIS RECONNUE A CERTAINS ÉGARDS AUX MARINS FINLANDAIS, D'APRÈS L'ARTICLE 42 DE LA LOI SUÉDOISE DES MARINS, DU 15 JUIN 1922. HELSINGFORS, LE 1^{er} AVRIL 1927.

Présenté à l'enregistrement par le ministre des Affaires étrangères de Finlande, le 20 septembre 1927.

No. 1458. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE FINNISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONCERNING THE EQUALITY OF TREATMENT WITH SWEDISH SEAMEN IN CERTAIN RESPECTS, GRANTED TO FINNISH SEAMEN UNDER ARTICLE 42 OF THE SWEDISH LAW OF JUNE 15, 1922. HELSINGFORS, APRIL 1, 1927.

Presented for registration by the Finnish Minister for Foreign Affairs, September 20, 1927.

N^o 35 (a). — ARRANGEMENT² CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES. SIGNÉ A MADRID LE 14 AVRIL 1891, RÉVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911.

POSITION

DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE.

Communiqué par le Conseil fédéral suisse le 17 novembre 1927.

BERNE, le 12 novembre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par notes des 13 juillet et 27 octobre 1927, la Légation de Sa Majesté britannique à Berne a fait savoir au Conseil fédéral suisse que le Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande exprime le désir, en attendant qu'il adhère à l'Arrangement de Madrid concernant la répression des fausses indications de provenance, révisé en dernier lieu à La Haye, le 6 novembre 1925, d'être considéré comme lié par le texte de Washington, de 1911, dudit arrangement.

¹ Vol. LXII, page 89, de ce recueil.

² Vol. XI, page 469; vol. XV, page 338; vol. XXIV, page 208; vol. XXXV, page 336; et vol. XXXIX, page 228, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 35 (a). — ARRANGEMENT² FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS. SIGNED AT MADRID, APRIL 14, 1891, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911.

POSITION

OF THE IRISH FREE STATE.

Communicated by the Swiss Federal Council, November 17, 1927.

³ TRADUCTION. — TRANSLATION.

BERNE, November 12, 1927.

SIR,

In Notes dated July 13 and October 27, 1927, His Britannic Majesty's Legation at Berne informed the Swiss Federal Council that the Government of the Irish Free State had expressed the desire, pending its accession to the Madrid Arrangement for the Prevention of False Indications of Origin, last revised at The Hague on November 6, 1925, to be considered as bound by the 1911 Washington text of the said Arrangement.

¹ Vol. LXII, page 89, of this Series.

² Vol. XI, page 469; Vol. XV, page 338; Vol. XXIV, page 208; Vol. XXXV, page 336; Vol. XXXIX, page 228, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Nous avons l'honneur de porter la notification qui précède à la connaissance de Votre Excellence et saisissons cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Président de la Confédération,

MOTTA.

Le Chancelier de la Confédération,

KAESLIN.

We have the honour to inform Your Excellency of the above notification, and to be, Sir, etc.

On behalf of the Swiss Federal Council :

MOTTA,

President of the Confederation.

KAESLIN,

The Chancellor of the Confederation.

Son Excellence
Monsieur le Ministre
des Affaires étrangères.

His Excellency,
The Minister
for Foreign Affairs.

ERRATA

Volume XXXVI.

Page 453, commencement de l'article V, lire :

« A no ser que se trate de un caso de denegación de justicia el Artículo I de este Tratado *no* sera aplicable... »

Page 455, commencement de l'article V (français), lire :

« A moins qu'il ne s'agisse d'un cas de déni de justice, l'article premier du présent Traité *ne* sera *pas* applicable... »

Page 455, commencement de l'article V (anglais), lire :

« Article I of this Treaty shall *not* apply to all questions... »

Volume XXXVI.

Page 453, beginning of Article V, read :

Page 455, beginning of Article V (French), read :

Page 455, beginning of Article V (English), read :

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)